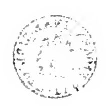


LA

GUERRE ITALIENNE

EN 1860

GENÈVE — IMPRIMERIE RAMBOZ ET SCHUCHARDT



LA

GUERRE ITALIENNE

EN 1860

CAMPAGNE DE GARIBALDI DANS LES DEUX-SICILES

ET AUTRES ÉVÉNEMENTS MILITAIRES

JUSQU'A LA CAPITULATION DE GAETE EN MARS 1861

NARRATION POLITIQUE ET MILITAIRE

AVEC CARTES ET PLANS

PAR

W. RUSTOW

TRADUITE DE L'ALLEMAND AVEC L'AUTORISATION DE L'ÉDITEUR

PAR

J. VIVIEN



GENÈVE

JOËL CHERBULIEZ, LIBRAIRE, RUE DE LA CITÉ

PARIS

MÊME MAISON, RUE DE LA MONNAIE, 10

1862

PREMIÈRE PARTIE

Des préliminaires de la paix de Villafranca au débarquement de Garibaldi à Marsala.

(12 Juillet 1859 — 11 Mai 1860.)

1. L'Italie après la paix de Villafranca.

La paix de Villafranca avait laissé l'Italie partagée en six groupes d'Etats :

Le royaume de *Sardaigne*, avec l'île du même nom, agrandi de presque toute la Lombardie, comprenant 1732 milles carrés de territoire avec 7,000,000 habitants.

Les Etats de l'*Italie centrale*, Parme, Modène, la Romagne et la Toscane, dont les trois premiers sont habituellement réunis sous l'appellation d'Emilie, ou de provinces Emiliennes, d'après le nom de la route militaire (voie Emilienne) construite de Plaisance à Rimini par Bologne par le consul Marius Æmilius, comprenant ensemble 801 milles carrés de territoire avec 3,927,000 habitants.

Les *Etats de l'Eglise*, sans la Romagne, avec 573 milles carrés et 2,110,086 habitants.

Le royaume des *Deux-Siciles*, avec 2033 milles carrés et 9,117,000 habitants.

Enfin l'île de *Corse*, sous la domination française, avec 159 milles carrés et 240,000 habitants.

Quant à l'île de Malte, au Tessin, au Tyrol italien, territoires qui sont également attribués au royaume d'Italie par ceux qui

rêvent son plus grand développement, nous n'avons pas à nous en occuper ici.

Les pays de l'*Italie centrale* étaient tombés entre les mains du gouvernement piémontais pendant la guerre de 1859, la Toscane, Parme et Modène après avoir expulsé leurs souverains, la Romagne après avoir secoué la domination du pape.

La paix de Villafranca ne régla pas leur position future; elle admit que la Romagne, sous une forme ou sous une autre, rentrerait sous l'autorité du saint-père, comme Modène et la Toscane sous celle de leurs souverains, et cela sans qu'il fût nécessaire d'employer la force des armes de la part des *deux* nouvelles puissances protectrices de l'Italie, et quant à Parme, elle laissa ce duché comme une espèce de réserve, avec laquelle on pourrait, le cas échéant, satisfaire le Piémont ou calculer une autre combinaison quelconque.

On avait espéré ou bien que la paix définitive, à laqnelle on avait travaillé à Zurich depuis le 8 août 1859, pourrait pousser assez loin le règlement de toutes les questions pour qu'un congrès européen ultérieur n'eût plus qu'à apposer son sceau à ces résultats acquis, ou bien que tout au moins ce congrès des grandes puissances européennes, dont on attendait la réunion, les résoudrait lui-même complétement.

Il eût pu se faire en effet que les choses se fussent passées ainsi, si les peuples de l'Italie n'avaient pas été pénétrés d'nne grande et vivifiante pensée, celle d'une nationalité qui devait s'incarner, pour ainsi dire, dans un royaume italien unique; si les peuples de l'Italic centrale n'avaient pas déployé de leur libre mouvement une sage et active énergie pour la réalisation de cette pensée en ce qui les concernait; et si parmi les grandes puissances de l'Europe il ne s'en était pas rencontré une au moins, l'Angleterre, pour appuyer de la manière la plus vigoureuse, par les voies diplomatiques, les efforts des Italiens dans ce sens.

Le Piémont dut par suite des dispositions de la paix de Villafranca renoncer à son action matérielle, extérieure, sur les pays de l'Italie centrale, action qui jusque-là s'était exercée sous la forme de ces commissariats par lesquels, durant la guerre, avaient été gouvernés les pays dont il s'agit. Les commissaires piémontais furent en effet rappelés par le ministère Ratazzi aussitôt que celui-

ci eut pris la place du ministère Cavour. Mais le Piémont n'en resta pas moins moralement en relation avec l'Italie du centre, et les administrations bien organisées des provinces Emiliennes et de la Toscane, après le départ des commissaires piémontais, poursuivirent, d'accord avec le Piémont, un but commun par des voies communes, avec autant de calme que de ténacité.

Ce but était l'annexion de l'Italie du centre au Piémont, type et noyau idéal du grand royaume italien unique. A la vérité, les opinions étaient fort loin d'être absolument identiques en Italie sur ce point. Ce qui préoccupait le plus les hommes d'Etat du Piémont, leurs alliés et leurs partisans, c'était évidemment l'agrandissement du Piémont; cet agrandissement pouvait sans doute, suivant les circonstances, marcher de progrès en progrès, jusqu'à ce point que le Piémont, à la fin, embrassât toute l'Italie, et que le siége primitif de ce royaume italien ne jouât plus que le rôle d'une province de ce tout une fois assemblé; mais cela n'était pas pour eux une nécessité, et une course trop rapide vers ce but leur paraissait même provoquer de nombreux dangers. Ce parti piémontais, nommé aussi le parti *diplomatique*, en raison de ses prudents calculs à l'égard des vues politiques des grandes puissances et de la situation générale de l'Europe, ainsi qu'en raison des moyens auxquels il avait recours de préférence, se serait en partie sans aucun doute très-bien contenté, pour le moment, de la simple annexion au Piémont d'une partie de l'Italie centrale; mais il n'avait certes rien à opposer à ce que le territoire annexé se trouvât en fait le plus vaste possible.

Le parti *mazzinien* ou *révolutionnaire* ne prétendait nullement, au contraire, se contenter d'un agrandissement du Piémont; la *piémontisation* de quelques provinces italiennes prises isolément ne lui suffisait point; il était d'opinion que *rien* n'était fait encore tant que *tous* les pays italiens n'étaient pas étreints ensemble par le lien politique d'un État nouveau, de l'Italie une, et pour atteindre ce but, il voulait chercher son appui dans l'action de la force populaire elle-même et non dans les moyens diplomatiques, ni surtout dans le secours de l'étranger, si ce secours était de nature à créer certaines exigences qui pussent, même d'une manière seulement momentanée, se mettre en travers de la constitution d'une Italie une.

Quoi que les mazziniens puissent penser sur la forme politique future de cette Italie, que par exemple ils préfèrent la république à la monarchie, le système de la fédération à celui d'un État centralisé, qu'ils soient, si l'on veut, à cet égard en contradiction absolue avec le parti diplomatique, il n'en est pas moins vrai que la paix de Villafranca devait réunir nécessairement, et réunit sur divers points principaux Piémontais et mazziniens, gens du parti de l'action et hommes du parti diplomatique. Une fédération des Etats italiens dans laquelle trouvaient place les souverains restaurés dans leurs duchés, et l'Autriche elle-même, et dont la présidence était dévolue au pape, n'était pas faite pour plaire aux uns plus qu'aux autres; si les uns, en face des circonstances, durent prendre leur parti de se contenter d'une annexion rapide et sans condition de l'Italie centrale au Piémont, les autres se virent conduits à marcher au même but, comme offrant tout ce qu'il était possible d'espérer et d'obtenir dans le moment donné.

Le peuple italien, représenté dans sa souveraineté par une jeunesse croyante, avide d'action, que trop de savoir n'avait pas gâtée pas plus qu'elle n'était énervée et corrompue par la soif des emplois et la faim des traitements — ce peuple était mazzinien : il voulait en effet une Italie par et pour les Italiens, et il voulait l'Italie une. Il se rencontra avec les diplomates pour réunir cette Italie de ses désirs, — bien incomplète encore il est vrai, — sous le sceptre de Victor-Emmanuel. Il accepta Victor-Emmanuel comme roi, non pas qu'il fût pénétré d'une manière exagérée du dogme de la royauté, mais simplement parce qu'il vit dans Victor-Emmanuel le brave soldat qui possédait une bonne part de ses propres sentiments, de sa simplicité, de ses aspirations guerrières, de son besoin d'indépendance, de ses antipathies pour l'aide de l'étranger comme pour les intrigues étrangères. Ce roi avait sacrifié ce qu'il avait de plus cher, sa fille aînée Clotilde, à la gloire et à la grandeur de l'Italie. Pourquoi ne l'aurait-on pas aimé ? Ce roi était plus qu'aucun de ses sujets mal satisfait de ses diplomates, de ses ministres ... sans doute parce qu'ils le gênaient. Pourquoi n'aurait-on pas marché d'accord avec lui ? Sa vie était un combat pour l'Italie; cela demeurait incontestable. Pourquoi, puisqu'une fois il était sur un trône, ne pas soumettre à ce trône toute l'Italie, l'Italie grande et une ?

Le héros du peuple, de la jeunesse, fut Garibaldi: Garibaldi, pauvre comme le peuple, jeune comme lui, quel que soit le nombre d'années que compte son âge, sans ambition et prêt à tous les dévouements. Les paroles de Garibaldi étaient les paroles du peuple de l'Italie, ses actes étaient les actes de ce peuple. Or Garibaldi proclama l'Italie une sous le sceptre de Victor-Emmanuel; tandis que son cœur était mazzinien, sa tête l'amena fréquemment à se subordonner au parti diplomatique; il servit ainsi d'heureux intermédiaire entre les principes opposés, en restant l'image exacte de la jeunesse italienne; au moment décisif enfin il savait volontiers quitter la scène, sûr qu'elle devrait toujours se rouvrir pour lui, parce que le cœur est plus fort que la tête.

Il n'est point, au début de ces récits, superflu do dessiner d'entrée et en quelques traits les oppositions principales de l'opinion en Italie. Leur traduction en réalités, leur intervention dans les faits, soit pour arrêter soit pour accélérer leur développement, aura plus d'une fois l'occasion de se produire dans le cours de cette histoire, et se manifestera peut-être bien plus énergiquement encore dans l'avenir. Et cependant combien est superficielle ou même incomplète la connaissance que l'on a en général en Europe de ces oppositions, de leur nature et de leur action? Quelles ne sont pas, par exemple, les fausses idées que l'on se fait dans notre continent sur Mazzini? No devrait-on pas être convaincu, si l'on s'en tenait aux journaux du despotisme croulant, ou bien à ceux d'un libéralisme timoré et poussant jusqu'à la lâcheté son habile circonspection, que Mazzini, ce grand penseur de l'Italie nouvelle, ce père de l'idée de l'unité de l'Italie, serait dans une contradiction absolue avec son peuple et ses aspirations? Ne pourrait-on pas le croire au sein même de l'Italie, si l'on se bornait à une superficielle observation, dirigée par les organes de la *piémontisation* de l'Italie, ou soumise à leur influence?

Dans l'Italie centrale, après la paix de Villafranca, c'était la pensée du parti mazzinien ou de sa nuance garibaldienne, celle de la jeunesse, qui triomphait d'une manière absolue. *L'Italie centrale voulait être annexée par le Piémont.* Si ce vœu ne s'était exprimé pendant la guerre même que sans ordre et sans régularité, et de manière à ce que les puissances européennes pussent conserver ou tout au moins prétexter quelques doutes sur la réalité de cette

volonté populaire, il devait après la guerre se reproduire encore, et cette fois avec tous les caractères du calme, de la régularité, de la légalité.

Dans chacun des quatre pays de l'Italie du centre fut en conséquence convoquée et réunie une assemblée représentative qui déposa l'ancienne dynastie et vota l'annexion au Piémont. Le vœu de cette annexion fut ensuite transmis au roi Victor-Emmanuel par des députations.

En Toscane, après le rappel du commissaire piémontais, M. Buoncompagni, M. Ricasoli se mit à la tête d'un gouvernement provisoire, et réunit une assemblée législative d'après la loi électorale existante; cette assemblée législative entra en séance le 11 août; on lui soumit aussitôt la proposition de déclarer déchue du trône de Toscane la maison de Lorraine, parce que cette maison avait non-seulement abandonné le peuple dans ses efforts nationaux, mais encore fait cause commune avec les ennemis de l'Italie; l'assemblée adopta le 16 août, à l'unanimité, cette proposition, et cette première résolution fut immédiatement suivie le 20 août de la décision de l'annexion de la Toscane au Piémont.

Dans le duché de Modène, le commissaire piémontais rappelé par son gouvernement confia provisoirement l'administration au conseil municipal de la ville de Modène, qui, d'un côté, envoya immédiatement des députations à Paris, Turin et Londres, pour y exprimer le vœu d'une annexion au Piémont, et de l'autre appela M. Farini à la dictature. M. Farini accepta cette haute position et annonça qu'il allait aussitôt convoquer les assemblées électorales pour établir un gouvernement fondé sur les principes de la volonté nationale et de la souveraineté du peuple, principes qui sont devenus la base du régime des Etats dans les pays civilisés de l'époque moderne. Le 15 août eurent lieu les élections destinées à constituer une assemblée de représentants: déjà le 16 août celle-ci se réunissait; le 20 elle déclarait la dynastie de la maison d'Est déchue du trône, et le 23 elle votait l'annexion au Piémont. Farini fut conservé à la tête du gouvernement provisoire du duché

Pour ce qui concerne Parme, dont il n'avait été fait aucune mention expresse dans les stipulations de Villafranca, on avait dès l'abord admis en Italie sa réunion au Piémont comme un fait accompli et qui allait de soi-même. Cependant, à la suite des démar-

ches que la duchesse dépossédée faisait à Vienne et à Paris, on revint promptement de cette supposition, et l'on regarda comme prudent de mettre là aussi en pratique une marche analogue à celle suivie à Modène et à Florence. Farini, qui déjà le 17 août avait fait une excursion de Modène à Parme, y avait été reçu avec enthousiasme par le peuple, et il accepta sans hésiter la dictature qui lui fut offerte : il convoqua une assemblée de représentants, qui se réunit à Parme le 7 septembre et vota le 11 la déchéance des Bourbons, et le 12 l'annexion au Piémont. Farini fut confirmé dans ses hautes fonctions comme gouverneur.

La Romagne, c'est-à-dire les quatre légations de Ferrare, Forli, Bologne et Ravenne, s'était pendant la durée de la guerre séparée en fait du reste des Etats de l'Eglise et avait secoué la souveraineté du pape.

L'insurrection ne pénétra pas plus loin au sud, ou plutôt de ce côté le pape réussit à l'écraser au moyen de ses mercenaires. En revanche la Romagne s'organisa en un petit État ayant à Bologne le siége de son gouvernement. Le saint-père reconnut pour ainsi dire lui-même dans une certaine mesure le nouvel ordre de choses. En effet, quoiqu'il fulminât contre les misérables qui osaient se soustraire à sa domination, et porter un si grave préjudice à l'Église et à ses serviteurs en se privant eux-mêmes de tout espoir de salut pour leur âme, le saint-père sentait trop bien le besoin de revenus douaniers pour ne pas préférer percevoir des droits à la frontière sud du nouvel Etat, que de maintenir, si fort qu'elle lui tînt au cœur, la précédente ligne des douanes romaines au nord de la Romagne qui ne lui eût plus rapporté un centime. Il se décida donc à établir une ligne nouvelle de douanes au sud de la province de Forli, allant de la Cattolica à Mercato Seraceno par San-Marino.

Après la paix de Villafranca, à un commissaire piémontais succéda à Bologne un gouvernement provisoire qui convoqua aussitôt les électeurs pour nommer une assemblée de représentants, et qui appela cette assemblée elle-même à se réunir le 1er septembre.

Le 6 septembre, l'assemblée décida l'abolition de la souveraineté temporelle du pape et peu après l'annexion au Piémont. Le système favori de raisonnement par lequel le saint-père et ses adhérents mêlent perpétuellement le spirituel et le temporel, et

transforment en *affaire de religion*, ce qui est *affaire d'Eglise*, l'entretien matériel de sa personne et de celle des siens, ce système fit aux Romagnols, dès l'abord, une nécessité de protester énergiquement contre cette confusion intentionnelle d'idées, et de prouver à combien de métamorphoses et de modifications a été, en fait, soumise depuis des siècles et même depuis quelques dizaines d'années seulement, la propriété temporelle des papes, et de quelle manière toute temporelle ces changements ont toujours eu lieu. Ce qui se comprenait d'ailleurs de soi-même, et ce dont tout homme raisonnable admet la vérité sans contestation, c'était la déclaration des Romagnols que jamais un gouvernement ecclésiastique ne sera en état de remplir les conditions dont les peuples civilisés de l'Europe moderne ont le droit le plus indiscutable d'exiger la réalisation. La théocratie, par le fait même qu'elle prétend être infaillible, est incorrigible : elle n'est pas susceptible d'amélioration, et elle exclut le progrès d'une manière tout aussi absolue qu'il lui est impossible d'introduire dans son système de gouvernement des éléments laïques capables de remédier à ses propres défauts.

Les députations des assemblées représentatives de l'Italie centrale portèrent au roi Victor-Emmanuel les actes de leurs résolutions. Le roi reçut la députation de la Toscane le 3 septembre, celles de Parme et de Modène le 15 septembre, celle de la Romagne le 24 septembre, à Monza, pendant un voyage qu'il faisait déjà en Lombardie. Il répondit aux députations dans des termes à peu près identiques.

Les quatre pays de l'Italie du centre avaient maintenant répété et exprimé, dans les formes légales, le vœu de leur union avec le Piémont sous le sceptre de Victor-Emmanuel. Accepter *immédiatement* cette réunion à ses Etats n'était pas possible au roi, au moins cette manière de procéder eût été en contradiction avec les dispositions du traité signé à Villafranca, dont depuis le 9 août on travaillait à Zurich à transformer les dispositions provisoires en clauses définitives. Or, cette transformation devait *assurer* au Piémont l'acquisition de la Lombardie, et une acceptation immédiate de l'annexion de l'Italie centrale l'aurait probablement empêchée d'aboutir d'une manière absolue. En revanche, on le supposait du moins, la paix que l'on espérait conclure à Zurich, devait être

suivie d'un congrès des grandes puissances européennes, ou des puissances qui avaient signé les traités de Vienne. Ce congrès aurait à régler d'une manière définitive les affaires de l'Italie. Or, si les vœux exprimés par les Etats du centre de l'Italie ne donnaient pas à Victor-Emmanuel le droit ou, pour mieux dire, la possibilité de les recevoir immédiatement dans le sein de son royaume, ils lui donnaient cependant incontestablement un droit, — plus que la possibilité, — de s'employer au sein du futur congrès en leur faveur contre leurs princes dépossédés. Napoléon qui ne cessait de répéter que son émpire reposait sur le principe de la souveraineté nationale, sur la volonté manifestée par l'ensemble du peuple français, ne pouvait en particulier contester cette position à Victor-Emmanuel.

Victor-Emmanuel reconnut son droit, et plus que son droit, son *devoir*, de représenter devant le congrès européen les intérêts des quatre pays, et de réclamer auprès de ce congrès une chose qui, d'ailleurs, ne pouvait lui être désagréable, la réunion à son royaume de ces pays, conformément à leur vœu national.

Il leur demanda de lui continuer la confiance qu'ils avaient déjà mise en lui ; de mettre la même confiance dans les grandes puissances, et principalement dans l'empereur Napoléon, et de persister dans l'avenir à garder comme règle de conduite ce calme et cette modération dont ils avaient déjà donné tant de preuves. Il dut, il est vrai, déclarer en même temps aux Romagnols que, comme prince catholique, il était et demeurerait inviolablement attaché au respect qu'il portait au pape comme chef suprême de l'Eglise catholique, mais il n'oublia pas cependant d'ajouter que les vœux exprimés par la Romagne lui imposaient aussi des devoirs *temporels*, et il donna clairement à comprendre qu'il saurait tenir compte de ces devoirs autant qu'il serait en lui, au risque de faire quelque accroc, dans l'opinion du pape et de son entourage, à ses devoirs religieux.

Les quatre Etats procédèrent en fait avec une grande modération et un calme remarquable, mais non sans une certaine vivacité d'allure qui trahissait leur intention de faire, aussi promptement que possible, de leur annexion sans conditions au Piémont un fait accompli, et du retour de leurs princes une impossibilité. Les gouvernements gouvernaient *au nom de Victor-Emmanuel* ; tous

les documents officiels étaient publiés au nom du roi; partout, à la place des différents écussons de leurs précédents souverains, s'était érigée la croix de Savoie, et l'on prenait activement toutes les mesures nécessaires pour introduire le système monétaire piémontais, ainsi que pour mettre tous les détails d'administration et d'organisation intérieure en relation et en harmonie avec les institutions piémontaises.

Après avoir d'abord agi, du moins en apparence, d'une manière isolée, chacun pour son compte et suivant ses propres inspirations, les Etats songèrent bientôt à se réunir par une alliance qui devait avoir pour objet d'écarter complétement les obstacles à leur annexion au Piémont, de manière à ce que, le moment favorable venu, l'Italie centrale pût être réunie au royaume de Sardaigne comme un seul tout déjà compact et bien déterminé.

Au commencement d'octobre 1859, c'est-à-dire immédiatement après que Victor-Emmanuel eut déclaré aux députations des quatre Etats que les vœux qu'elles étaient chargées d'exprimer créaient pour lui des droits et des devoirs, eut lieu une réunion de MM. Farini, pour Parme et Modène, Ricasoli, pour la Toscane, Cipriani et Minghetti, pour la Romagne, afin de discuter entre eux les voies et moyens d'une annexion pleine et entière au Piémont: ils tombèrent d'accord pour créer une régence unique des pays représentés à cette conférence, régence qui devait être confiée au cousin du roi Victor-Emmanuel, le prince Eugène de Savoie-Carignan.

Mais l'intention de faciliter l'annexion au Piémont ne fut pas le seul motif qui engagea les quatre Etats à s'unir entre eux d'une manière intime. L'indépendance qu'ils avaient conquise devait pouvoir, le cas échéant, être défendue les armes à la main; or, pour cette défense, une organisation militaire était nécessaire, et l'union de leurs forces offrait un incontestable avantage.

Le Piémont, en effet, se trouvait lié par les négociations de la paix de Zurich que l'empereur Napoléon voulait absolument et avant tout conduire à leur conclusion, et il lui était ainsi interdit de songer à une intervention armée pour la défense de l'Italie centrale. Les quatre Etats devaient donc se tenir prêts à ne compter que sur leurs propres forces : celles qui pouvaient être employées à une agression dirigée contre eux, n'avaient au fond rien

de bien redoutable, et le paraissaient d'autant moins qu'on les examinait de plus près, et, tout improvisée et incomplète que pût être à son début l'organisation militaire de l'Italie centrale, on avait le droit de s'attendre, sans trop de présomption, à ce qu'elle se trouvât néanmoins suffisante pour faire face aux éventualités du moment.

L'Autriche, si elle eût voulu ressaisir aussitôt les armes, ne se serait pas laissé aller à signer le traité de Villafranca; la France, si l'Autriche intervenait, avait le devoir d'en faire autant de son côté, tant que la paix de Zurich, c'est-à-dire la convention définitive, n'était pas conclue, et avec la France le Piémont lui-même pouvait alors reprendre les armes, et les reprendre pour l'Italie centrale.

Il ne restait donc, en fait d'ennemis armés réellement à craindre pour l'Italie centrale que ses princes expulsés et dépossédés, c'est-à-dire les ducs de Modène, de Toscane et le pape, avec leur allié italien, le roi de Naples. Si l'empereur Napoléon ne pouvait rester pacifique spectateur de l'intervention d'une puissance étrangère comme l'Autriche, il était moins bien établi d'avance qu'il voulût opposer un obstacle immédiat à des tentatives de restauration provenant des princes italiens directement intéressés dans la question, et même des tentatives de ce genre pouvaient peut-être fort bien se rencontrer avec ses propres vues.

Le pape lança le 15 juillet, après la paix de Villafranca, une lettre circulaire aux évêques dans laquelle il invitait ceux-ci à remercier Dieu pour la paix, mais rappelait en même temps que le parti de la révolution dominait encore dans les légations; contre ce parti devaient être surtout dirigées les prières des fidèles et leurs invocations. Mais le pape n'entendait nullement s'en tenir vis-à-vis de ses anciens sujets à ces armes spirituelles; en même temps il sondait l'empereur Napoléon afin de savoir s'il ferait quelque objection à ce que Pie IX demandât des troupes auxiliaires à un souverain catholique. Napoléon fit répondre à ces ouvertures par M. Walewski qu'il ne pouvait rien opposer à ce projet, mais qu'il conseillait au pape de s'abstenir de toute attaque contre la Romagne pour ne pas compliquer encore davantage la situation, et il attira son attention sur le congrès futur qui devait régler toutes ces questions.

Le prince catholique que le pape se proposait d'appeler à son aide était le roi de Naples, François II, qui, ayant succédé à son père sur le trône des Deux-Siciles, le 23 mai 1859, avait dès le début de son règne perdu la principale force de son armée, les régiments suisses, à la suite de la mutinerie du 7 juillet, qui avait rendu nécessaire le licenciement de ces troupes. On avait bien pris immédiatement des mesures pour les remplacer, en partie par la formation de nouveaux corps napolitains, en partie par un actif enrôlement de soldats étrangers ; mais il était évident qu'un assez long temps devrait s'écouler avant que ces mesures pussent atteindre leur objet ; comme en même temps une agitation inquiétante se manifestait dans l'île des Deux-Siciles, et même dans les provinces napolitaines de terre ferme, et que ces mouvements exigeaient la présence de rassemblements de troupes sur différents points du royaume, François II se trouva limité forcément dans les effets de la bonne volonté qu'il mettait à la disposition du saint-père ; le corps d'observation qu'il envoya dans les Abruzzes à la frontière pontificale, sous les ordres du général Pianelli, et qui avait pour destination d'entrer comme réserve dans les Marches aussitôt que les troupes papales, concentrées sur ce point, auraient pris l'offensive pour reconquérir la Romagne, ne put, durant tout le mois de septembre, être porté à un effectif de plus de 15,000 hommes ; encore ces troupes furent-elles bientôt décimées par les maladies, conséquence de leur mauvais entretien.

Quant aux propres soldats du pape, leur situation était encore plus triste. A quelque chiffre que l'on pût élever le total de cette armée sur le papier, à force de moyens de toute espèce, lorsque l'on avait tenu compte du manque de solidité des régiments papalins, de l'indiscipline dans les corps étrangers, de l'esprit de révolte qui agitait les populations de l'Ombrie et des Marches, et qui exigeait la dislocation de garnisons considérables, il ne se trouvait tout au plus, aux mois d'août et de septembre, que 6000 hommes de troupes papales dont il fût possible de disposer en réalité pour une opération offensive contre la Romagne.

Le gouvernement papal, dans ces circonstances, ne négligea rien, mais à sa manière, pour mettre son armée sur un pied respectable. Il rencontra pour l'enrôlement de soldats étrangers une coïncidence favorable dans la dissolution des régiments suisses de

Naples; en effet, les soldats licenciés cherchèrent en partie à reprendre immédiatement du service et, en partie, se virent engagés à y rentrer, lorsque, à peine rentrés dans leurs foyers, ils ne trouvèrent ni la sympathie sur laquelle ils avaient peut-être compté, ni le travail dont ils avaient besoin, puisqu'il était difficile de créer immédiatement des ressources pour quelques milliers d'individus, dont plusieurs centaines tombaient à la fois sur tel ou tel petit canton. Il s'offrit d'autre part aux recruteurs du pape un terrain non moins favorable du côté de l'Autriche, où les congés donnés en grand nombre après la conclusion de la paix de Villafranca, mirent à leur disposition un bon nombre d'hommes sans travail ou qui ne voulaient pas chercher du travail. Le gouvernement autrichien lui-même favorisa ces enrôlements de telle manière que le Piémont en prit occasion de protester contre cet appui détourné prêté au pape dans ses projets sur la Romagne, et qui pouvait être envisagé comme une intervention dissimulée. L'Autriche ne reconnut pas, cela va sans dire, que cette protestation fût fondée.

Augmentation des primes d'enrôlement, tristes rémunérations accordées à de misérables services, comme, par exemple, les cent médailles d'argent distribuées pour leurs excès dans Pérouse aux soldats suisses qui avaient pris cette ville d'assaut, promesses de récompenses célestes, etc., devaient aiguillonner le zèle des étrangers à se faire enrôler dans les rangs des soldats du pape.

Nous ne voulons pas parler pour le moment du genre de mieux-value morale que gagna cette armée ensuite de tous ces efforts; nous nous bornerons à dire qu'ils réussirent à peine à en modifier le chiffre numérique; en effet, la désertion suffisait à tenir la balance égale avec le recrutement. Celui-ci ne recueillait que l'écume de tous les pays; c'étaient ou des individus qui spéculaient simplement sur la prime d'engagement, et qui n'attendaient que le moment de s'enfuir dès qu'il s'en montrait une autre en perspective ailleurs, ou de misérables sujets qui rendaient toute discipline impossible, sans la plus extrême rigueur dans les châtiments, et qui, dès que ceux-ci leur avaient été appliqués, avaient naturellement la plus grande inclination à se dérober à leur renouvellement par la désertion. Enfin, à cela venaient se joindre un scandaleux désordre dans l'administration militaire, une absence persistante d'argent, par conséquent l'irrégularité dans le paie-

ment de la solde aux troupes, lorsque ce paiement ne faisait pas même complétement défaut; en sorte qu'à la fin nombre de pauvres diables, animés de sentiments honorables, et qui, dans d'autres circonstances, eussent fait de bons soldats, se voyaient réduits, pour ne pas mourir de faim, à vendre quelque effet d'armement ou d'équipement, puis se trouvaient entraînés à s'enfuir pour éviter les suites d'un jugement sommaire en cour martiale.

Ainsi le nombre des désertions non-seulement se multipliait dans une proportion toujours croissante à mesure que les enrôlements fournissaient une augmentation, mais on peut ajouter que les hommes qui désertaient étaient encore ceux qui valaient relativement le mieux, en sorte qu'il ne restait qu'une véritable tourbe. Quant au remède que l'on prétendit y apporter, il ne fit qu'empirer le mal, car le gouvernement paternel du pape n'en sut pas trouver de meilleur et qui fût mieux en harmonie sans doute avec un pouvoir paternel, que l'emploi du bâton pour ramener à de meilleurs sentiments les déserteurs qui se laissaient reprendre, en étendant ce système facile de correction même aux individus non militaires qui engageaient des soldats à déserter, ou prêtaient quelque concours à leur désertion.

L'armée n'était pas mieux montée en officiers qu'en soldats, si ce n'était pis encore pour les premiers que pour les seconds. Les jeunes nobles de hautes familles catholiques, qui, Don Quichottes du dix-neuvième siècle, accouraient auprès du saint-père ou étaient expédiés à Rome par leurs parents afin de mettre leurs revolvers, — puisqu'il ne pouvait plus être question de bonnes lances, — à la disposition du souverain pontife, ne lui apportaient pour la plupart ni expérience des choses de la guerre, ni intelligence, ni connaissances militaires, mais possédaient en revanche une dose d'autant plus forte de sot orgueil, de besoins et d'exigences; les autres officiers qui arrivaient avec quelque connaissance de leur métier se composaient en grande majorité d'éléments fort peu recommandables, dont on ne voulait plus entendre absolument parler dans d'autres armées; leur grande et constante préoccupation était de s'enrichir, fût-ce même aux dépens du pauvre soldat, ou tout au moins de se faire l'existence la plus commode possible là où il ne pouvait matériellement pas être question de s'enrichir.

De la Romagne l'armée papale ne reçut pour ainsi dire rien en fait d'augmentation d'effectif. En vain prodigua-t-on, en perspective, toutes les récompenses du ciel aux volontaires de la Romagne qui voudraient quitter les drapeaux de l'Italie pour venir se mettre sous la protection des clefs de Saint-Pierre ; ces volontaires savaient trop bien que, pour le présent, ces clefs du paradis ne leur garantissaient que les verges paternellement administrées, et pour l'avenir ne leur promettaient que les coups du premier adversaire avec lequel ils devraient se rencontrer sur un champ de bataille.

Restaient le grand-duc de Toscane et le duc de Modène. Ce dernier avait emmené avec lui sur le territoire autrichien quelques milliers d'hommes de son ancienne armée, lorsqu'il avait quitté son duché, et il témoignait de la meilleure volonté de porter le chiffre de ses troupes à 10,000 hommes, soit à l'aide de l'argent qu'il avait emporté des caisses du duché, soit à l'aide de celui qu'il pourrait avoir encore lorsque le papier autrichien serait par hasard susceptible de nouveau de se changer en écus.

Mais les soldats des troupes modenaises désertèrent en masse aussitôt que les affaires de l'Italie centrale s'éclaircirent un peu, si les officiers, dont la société du reste n'était en général pas faite pour être beaucoup enviée à leur maître, persistèrent à « mourir, » sans le moindre inconvénient pour leur santé, dans les sentiments de la loyauté et de la fidélité les plus inébranlables. L'énergie de leur dévouement à cet égard les met peut-être même au-dessus des officiers de quelques petites souverainetés allemandes de 1848.

Le grand-duc de Toscane, sans aucun doute de tous les princes congédiés le plus raisonnable et le plus digne d'estime, partageait à peu près les mêmes intentions que le duc de Modène au point de vue de la création de forces militaires, et lui aussi voulait enrôler 5000 hommes à mettre en campagne pour « la bonne cause, » — la sienne propre, s'entend. Tous ces enrôlements devaient avoir lieu sur le territoire autrichien, et y eurent lieu effectivement ; mais il entra fort peu d'Italiens dans les armées des ducs, et la valeur morale de leurs nouveaux soldats peut, en somme, et sans leur faire grand tort, être mise à peu près sur le même pied que celle des défenseurs du saint-siége.

Si l'on additionne tout ce dont pouvaient disposer de troupes en août et septembre les adversaires immédiats de l'union de l'Italie centrale, et de son annexion au Piémont, en vue d'un mouvement offensif, on peut arriver à un effectif de 35,000 hommes environ. Mais si l'on considère la valeur intrinsèque des facteurs divers de ce total, si l'on songe combien étaient éloignées d'être absolument identiques les tendances politiques de leurs maîtres respectifs, si l'on réfléchit que ceux-ci, chacun de son côté, se sentaient dans la complète dépendance de l'Autriche, et que l'Autriche elle-même, par suite des nombreuses affaires qu'elle avait sur les bras, des conséquences de la guerre précédente, et surtout de la déplorable ineptie de ses gouvernants, se trouvait en réalité avoir au moins autant d'intérêt que Napoléon III à ce que la paix définitive de Zurich vînt à bon port, on trouvera qu'au fond les peuples de l'Italie centrale pouvaient ne pas regarder comme extraordinairement dangereuses pour eux les forces militaires dont disposaient leurs adversaires, et qu'ils pouvaient, sans trop de présomption, espérer être en état, en peu de temps, de leur opposer un contre-poids suffisant à l'aide de leurs propres ressources.

Déjà durant la guerre on avait travaillé à atteindre ce résultat, et cette œuvre fut activement poursuivie après le traité de Villafranca.

Les Italiens considéraient à bon droit comme leur héros national le général Joseph Garibaldi, qui, célèbre par son audace et son habileté dans la petite guerre, se distinguait plus encore par cet amour ardent pour le peuple italien et sa grande patrie, l'Italie une, dont il avait cent fois donné des preuves éclatantes, Garibaldi, le fils du peuple, et l'ennemi naturel de toutes les habiletés et de tous les artifices de la diplomatie.

Garibaldi qui, à la tête de ses chasseurs des Alpes, avait exercé une si décisive influence sur la manière dont s'étaient ouvertes les opérations de la campagne de 1859, se trouvait à l'époque de la paix de Villafranca en face des passages du Tyrol méridional, et avait son quartier général à Lovere, au bord du lac d'Iseo. Comme, une fois la paix conclue, il se manifestait parmi ses volontaires, ainsi que cela arrive ordinairement, un vif désir de rentrer dans

leurs foyers, il les engagea déjà le 19 juillet à demeurer sous les armes dans tous les cas.

Son opinion était celle-ci : l'Italie ne doit pas s'abandonner aux mains de la diplomatie; elle ne doit pas accepter une « solution » arbitraire que lui octroyerait la diplomatie européenne ; elle doit agir par elle-même, et sans se préoccuper autrement de l'action de la diplomatie que pour lui obstruer les voies, de sorte que celle-ci soit réduite à arriver, d'un pas boiteux, après les faits accomplis. Il n'existe pour l'Italie qu'un but et un moyen : le but, c'est de constituer une Italie une, — sous le sceptre de Victor-Emmanuel ; — quant au moyen, une fois que Napoléon avait, par la paix de Villafranca, séparé son affaire de celle de l'Italie, il était indiqué aussi clairement qu'il était sûr.

Les Italiens *eux-mêmes* devaient porter plus loin la révolution dans le sud de la péninsule ; — dans le sud, et non vers l'est, pour ne pas troubler le Piémont dans un repos qui lui était nécessaire pour le moment, ou que du moins on regardait comme tel ; — et avec les forces militaires qu'avait organisées l'Italie centrale encore indépendante, puisque le même motif qui empêchait de continuer l'attaque sur l'est s'opposait à ce que des troupes piémontaises fussent employées à continuer la révolution italienne. Il va sans dire que ces forces militaires n'appartenaient pas exclusivement par leur composition à l'Italie centrale, et qu'elles pouvaient bien moins encore garder toujours un semblable caractère; en effet, après la paix de Villafranca comme avant et bien plus qu'avant, elles s'étaient renforcées de volontaires venus de toutes les contrées de l'Italie.

Mazzini partageait entièrement la manière de voir de Garibaldi. Mazzini, qui déjà pendant la guerre avait prédit la paix de Villafranca, voulait que les forces de l'Italie réunies dans l'Italie centrale fissent irruption dans les Marches et dans l'Ombrie, et de là, afin de ne pas provoquer les Français dans Rome et dans Civita Vecchia, entrassent dans le royaume de Naples, pour en chasser les Bourbons. Une insurrection simultanée de la Sicile, que l'on estimait pouvoir attendre avec toute certitude, devait faciliter le succès de l'armée de l'Italie centrale. Déjà vers la fin d'août il s'était mis en rapport dans ce sens, d'abord avec Ricasoli, puis avec le gouvernement qui siégeait à Bologne; mais bientôt l'exé-

cution de ce plan fut entravée par les conseils et les avertissements du parti diplomatique à Turin qui ne voulut pas entendre parler de voir troubler la marche des négociations de Zurich par des actes d'agression d'aucune espèce. Si dans l'origine les forces de l'Italie centrale avaient été organisées, comme on l'a vu, seulement dans une intention défensive à l'égard de la réaction fomentée par les souverains dépossédés et par le pape, il se trouva donc bientôt un parti puissant qui songea à les employer comme arme offensive pour l'établissement de l'unité de l'Italie. Ce parti de Garibaldi et de Mazzini se composait de l'élément le plus actif et le plus énergique de la jeunesse du nord et du centre de l'Italie.

Au commencement d'août, Garibaldi avait été appelé dans l'Italie centrale, où il devait d'abord prendre le commandement en chef de toutes les troupes. Il prit congé de ses chasseurs des Alpes par un ordre du jour daté de Bergame, le 11 août ; il arriva le 15 à Livourne, et de là se rendit à Florence, puis à Modène et enfin dans la Romagne.

Sur ces entrefaites avait eu lieu, le 19 août, une conférence des délégués des quatre pays de l'Italie centrale, dans laquelle avaient été posées les bases de l'institution d'une ligue militaire entre eux: Le 3 septembre, cette alliance fut ratifiée pour la Toscane, Parme et Modène, tandis que la Romagne en resta provisoirement exclue; en même temps le général piémontais, d'origine modenaise, Fanti, était élu à la Chambre des députés de Modène, et ce fut à lui, non à Garibaldi, que fut alors remis le commandement en chef de l'armée de l'Italie centrale, commandement qu'il accepta immédiatement; le 24 septembre, il annonça son entrée en fonctions par un ordre du jour. Garibaldi fut nommé commandant en chef en second, et si cette double position pouvait aussi s'expliquer par l'intention de donner de préférence à Fanti les attributions suprêmes d'un ministère de la guerre, tandis qu'on réservait à Garibaldi le commandement en chef réel des troupes pour les opérations militaires actives que l'Italie centrale pouvait avoir à entreprendre vis-à-vis du sud, soit dans un sens défensif, soit dans un sens offensif, il était bien difficile qu'un observateur au courant de la situation se trompât sur la véritable portée de cet arrangement. Au premier coup d'œil il devait discerner dans la nomination de Fanti une contre-mine du parti diplomatique auquel ap-

partenait ce général, calculée pour lier les mains à Garibaldi, et pour maintenir l'Italie centrale l'arme au pied en attendant les dispositions de la paix de Zurich, et les résolutions du congrès qui devait la suivre. Au point de vue du parti dans lequel les rangeaient leurs opinions, ces deux hommes, Garibaldi et Fanti, se trouvaient déjà placés sur deux voies différentes, mais ils différaient plus encore par leur nature et par leurs idées militaires : un contraste complet existait entre l'enthousiasme, le feu de Garibaldi pour lequel il n'y avait pas de hardiesse trop grande, et le froid calcul, la calme appréciation de Fanti; entre l'audacieux commandant de partisans et le « soldat régulier » obstiné à tout calquer et couper sur le patron piémontais, pour qui les chemises rouges des garibaldiens étaient comme un cauchemar, et qui ne tenait pas pour un soldat quiconque n'était pas couvert de la tunique piémontaise.

Fanti, du reste, réussit à faire bien et beaucoup dans le sens de l'opinion qu'il était destiné à représenter, et qu'il représenta en effet, c'est-à-dire que l'Italie centrale avait besoin de repos pour s'organiser militairement d'une manière solide et durable. L'Italie centrale avait au commencement de septembre environ 20,000 hommes sous les armes, et la majorité de ces troupes était formée de volontaires sans engagement déterminé. Or, si une semblable armée de volontaires est, sans aucun doute, excellente pour porter des coups rapides, lorsque les circonstances sont favorables et que les choses marchent, pour ainsi dire, d'elles-mêmes, elle ne peut être mise en comparaison, pour résister à toutes les chances de la guerre, avec une armée régulière et bien constituée; ce n'est pas un instrument calculé pour une longue durée. En outre, Fanti trouva les volontaires équipés et armés d'une manière défectueuse, et enfin leur effectif total ne lui parut nullement satisfaisant. Quelque vif que pût être l'enthousiasme témoigné par la jeunesse de l'Italie du nord et du centre, on comprend aisément que cet enthousiasme ne pouvait servir de base unique à un édifice que l'on voulait solide et durable, et que, pour un vieux soldat, la conscription piémontaise devait paraître un fondement tout autrement assuré. On pouvait, d'ailleurs, ajouter à l'appui de cette manière de voir que, puisque toute la tendance du mouvement de l'Italie centrale se dirigeait dans le sens de l'annexion au Piémont, il était parfaitement raisonnable d'organiser dès le prin-

cipe, sur le système piémontais, les forces militaires qui se formaient dans cette partie de l'Italie. Garibaldi n'avait rien à opposer à toutes ces considérations, sauf sa foi dans le triomphe de l'Italie, sa confiance dans la grande cause à laquelle il avait dévoué toute sa vie, sa confiance absolue enfin dans le courage et le dévoûment de ses volontaires, toutes choses qui, pour les natures à sang-froid des soldats réguliers, ne sont qu'affaires de sentiment et qui, d'habitude, ne sont traitées par ces natures-là que de « phrases » et « d'illusions. »

Il ne faut donc point s'étonner si dès le début de leur action commune ces deux hommes se trouvèrent en conflit l'un avec l'autre par le fait même des courants opposés dans lesquels se mouvait leur activité. Ces conflits s'envenimèrent tous les jours. Garibaldi crut un instant avoir gagné à son plan de continuer sans interruption la lutte sur le territoire romain et sur celui de Naples, le roi Victor-Emmanuel lui-même, ce souverain qui se sent incontestablement beaucoup plus à l'aise comme général, à cheval à la tête de ses troupes, que comme roi dans son palais de Turin, ou dans un Conseil de ministres, quel que soit d'ailleurs celui qui prend la peine de le présider. Il sembla que l'on avait trouvé la voie que l'on cherchait, lorsque le 28 octobre Garibaldi prit le commandement des volontaires concentrés dans la Romagne, cette province insurgée, qui n'était pas encore liée aussi étroitement aux trois autres pays de l'Italie centrale, et qui, en même temps qu'elle se trouvait plus libre de ses mouvements, pouvait se considérer comme plus autorisée que ces pays à porter l'insurrection dans le territoire papal limitrophe.

Mais ce ne fut là qu'une apparence : en effet, à peine Garibaldi eut-il commencé les préparatifs de son attaque contre les Marches, que Fanti vint se mettre à la traverse de ses desseins ; en examinant mieux sa position, Garibaldi n'y trouva pas l'appui qu'il avait espéré de la part du roi Victor-Emmanuel, et il dut quitter la scène militaire et politique, comme nous le verrons bientôt.

---

2. La paix de Zurich.

Le 9 août avaient commencé à Zurich les négociations qui devaient aboutir au traité de paix qui a pris le nom de cette ville. Nous avons déjà indiqué comment l'Italie centrale marcha en avant durant ces négociations, et ce récit à lui seul doit suffire pour montrer combien peu ces événements étaient propres à faciliter la transformation à Zurich en une paix définitive des préliminaires conclus à Villafranca. Les obstacles furent encore multipliés par les réclamations à Paris des princes dépossédés, c'est-à-dire de la duchesse de Parme, du grand-duc de Toscane, du duc de Modène, réclamations en partie appuyées par l'Autriche, par les protestations de ces mêmes souverains, par l'attitude du pape, enfin par la position très-diverse que les grandes puissances européennes prirent à l'endroit de la question de l'Italie centrale.

Une chose qui fut parfaitement désagréable à tous ceux qui auraient désiré une réaction, ou pour s'exprimer plus délicatement, une restauration dans l'Italie centrale, ce fut l'allure si pacifique et si calme de la révolution, l'absence complète d'excès sur sa route, si bien qu'on pouvait la caractériser en l'appelant une « révolution en pantoufles et en robe de chambre. » Les ducs expulsés firent bien leur possible pour provoquer quelques excès par des agents expédiés dans ce but, mais ils n'y purent réussir. Ce n'est pas, certainement, et il y aurait sottise à le prétendre, que ces princes n'eussent plus de partisans dans leurs anciennes possessions : toute petite cour, aussi bien qu'une grande, a sa queue de laquais. Mais l'idée de l'unité et le parti qui voulait cette unité étaient si puissants dans l'Italie centrale, que rien ne pouvait essayer de lutter contre cette force ; l'Italie centrale se comporta du reste avec prudence à la fois et énergie, et ce ne fut pas d'ailleurs d'un mince intérêt pour le succès de ses efforts — tout homme intelligent doit l'avouer — que d'avoir eu toujours en fait un *roi* à opposer à un *duc*.

Le meurtre d'Anviti à Parme, le 5 octobre 1859, est la seule exception qui mérite d'être signalée dans cette attitude irréprochable de l'Italie du centre. Anviti était sous le régime ducal ce

que la réaction pouvait appeler un fidèle sujet et un excellent fonctionnaire: en effet, il avait déployé un grand dévoûment à faire torturer, bâtonner, pendre et décapiter. En revanche, si le duc était fort satisfait d'Anviti, les parents de ses victimes ne formaient pas de vœu plus ardent que celui de l'atteindre un jour de leur vengeance. Dans ces circonstances, il se rendit déguisé à Parme, et dans quel but, sinon pour y diriger des menées réactionnaires; il fut reconnu, et en somme il fut tué dans la rue avec plus de ménagements peut-être que n'en méritait un scélérat.

Mais il n'y eut rien d'étonnant à ce que toute la réaction européenne jetât les hauts cris à propos de cette affaire qui lui parut une pâture très-opportune; malheureusement, avec elle fit chorus ce libéralisme timoré qui se figure jusqu'à ce jour encore tenir entre ses mains les destinées de l'Europe, avec tout le bruit et la vigueur d'une batterie de tambours dont les baguettes viennent de partir au signe de la canne du tambour-major. Au lieu de dire hautement que ce misérable aurait encore mérité un pire traitement, et que ce serait à la fois un grand bien et une grande justice que tous ses pareils, — encore en haute considération dans divers pays de l'Europe, — pussent être traités au moins de la même manière, toute la presse des sots « honnêtes et modérés, » se répandit *unisono* en lamentations sur « l'attentat » qui « souillait » cette belle révolution de l'Italie centrale, jusque-là si pacifique dans sa robe de chambre et ses pantoufles. Au grand chagrin, non-seulement de la réaction, mais encore de ce parti « de philistins » qui prend si volontiers le masque du pharisien, cet acte de justice populaire resta isolé.

Mais se borner à poursuivre de menteuses exclamations une « anarchie » chimérique, cela ne suffisait pas: il fallait oser faire soi-même l'anarchie; or, aucun gouvernement temporel déchu n'était assez pervers pour cette triste audace: elle était réservée seulement à la papauté en décomposition.

Le pape, lorsqu'il se vit avec douleur contraint d'ajourner jusqu'à des temps meilleurs une expédition à main armée contre ses anciens sujets de la Romagne, parce que les moyens lui manquaient et que cette tentative l'aurait exposé à perdre même ce qui lui était resté, le saint-père, disons-nous, réunit le 2 septembre 1859 une congrégation des cardinaux pour discuter avec eux

l'opportunité et l'utilité de l'emploi des châtiments spirituels contre la Romagne insurgée. Mais lorsqu'il vit les Romagnols voter sa propre déchéance comme souverain temporel, puis offrir leur pays au roi Victor-Emmanuel, lorsque Victor-Emmanuel eut promis d'intercéder pour eux, et dans le sens des vœux qu'ils venaient d'exprimer, auprès d'un congrès européen, alors le pape entra dans une violente colère. Dans une allocution adressée le 26 septembre à son consistoire secret, il se répandit en plaintes sur l'entêtement avec lequel les Romagnols, dont il avait espéré le retour repentant à lui, s'obstinaient dans leur rébellion, et sur l'appui étranger qui leur était accordé ; ces sujets révoltés, bien loin de revenir en arrière, avaient préféré voter leur annexion au Piémont, suivant « cette mode dominante du moment. » Ainsi que cela devait se comprendre de soi-même dans de pareilles circonstances, la plus effroyable démoralisation régnait dans la Romagne : le pape, les saints de toute espèce, la sainte vierge elle-même, les choses de la religion étaient devenues l'objet de dérisions chaque jour renouvelées dans les rues et les théâtres. Le pape prétendait que la population de la Romagne, dans sa presque totalité, ne soupirait qu'après l'heure où elle pourrait se replacer sous son sceptre paternel, et qu'elle était seulement terrorisée par un petit nombre de meneurs de la rébellion.

Il connaissait d'ailleurs son devoir de défendre courageusement les intérêts de la religion et de repousser toutes les agressions dirigées contre les droits et le patrimoine de l'Eglise. En conséquence, il déclarait renouveler tous les châtiments de l'Eglise déjà fulminés au mois de juin par lui contre les rebelles de la Romagne et contre tous leurs complices.

Parmi ces derniers devait évidemment figurer le gouvernement piémontais. Pie IX ne tarda pas, par conséquent, à faire remettre ses passe-ports à l'ambassadeur du Piémont, le comte della Minerva, ce qui n'empêcha point que, avant le 8 octobre, jour où M. della Minerva quitta Rome, les citoyens les plus considérés de cette ville déposèrent leurs cartes chez lui, afin de lui témoigner leur vive sympathie, ou pour mieux dire, leurs souhaits de pouvoir bientôt eux-mêmes mériter les malédictions du saint-père à un degré non moindre que les Romagnols. Des instructions furent envoyées par le gouvernement papal aux archevêques et aux

évêques de tous les coins de la terre. Le clergé reçut le mot d'ordre de se lamenter de toute atteinte qui menacerait d'être portée au territoire du pape et aux revenus de sa caisse, comme d'une menace et d'une atteinte dirigées contre l'Eglise et la religion elles-mêmes. Le clergé catholique hors de l'Italie se montra plus docile et plus ardent que le clergé italien à suivre ces instructions.

En Allemagne, en Belgique, en France, en Suisse, le clergé fit donc retentir la litanie de ses doléances sur les affreux malheurs qui menaçaient l'univers, s'il allait arriver que la Romagne ne fût décidément plus opprimée et exploitée par les papes et leur séquelle. On inventa toute une abominable série des plus révoltants forfaits que devaient commettre les Romagnols chaque jour. Le gouvernement de Bologne, quelque souci qu'il pût se donner à cet effet, avait tellement à faire à réfuter cet étourdissant concert de clameurs et d'accusations, qu'il pouvait à peine suffire à la tâche incessante de rétablir les faits dans leur véritable jour. Lorsque les organes de la presse cléricale et réactionnaire avaient remué toute la boue de cette terre pour y trouver des infamies et des scandales, qu'on pût à la rigueur supposer s'être commis aussi dans la Romagne, et pour annoncer que ces horreurs y avaient réellement eu lieu, alors les archevêques et les évêques s'emparaient à leur tour de ces faits, soi-disant avérés, pour en remplir leurs mandements et les dénoncer à l'horreur de leurs troupeaux en leur créant une sorte de publicité universelle. Chacun de ces pasteurs des âmes rivalisait d'imagination avec ses collègues et cherchait à les dépasser en accents d'indignation sur l'attentat dont l'Église était l'objet. Les folies de cette nouvelle littérature des mandements épiscopaux finirent par aller si loin, qu'elle érigea en faits les plus inattendues découvertes, par exemple, que les États de l'Église étaient le pays le mieux gouverné et le plus heureux de l'Europe,— et que ces États de l'Église appartenaient en réalité, non pas à leurs habitants, non pas même seulement au pape, mais à toute la chrétienté catholique, sans l'assentiment formel de laquelle aucune parcelle de ces territoires ne saurait en être séparée.

De pareilles prédications auraient jeté notre époque moderne sur la route de nouvelles croisades, si réellement les populations de l'Europe s'étaient encore trouvées enchaînées dans les liens

de cette stupidité du moyen âge au fond de laquelle le haut clergé catholique la verrait si volontiers plongée. Heureusement le pape s'abusait à cet égard de la manière la plus complète.

Jetons maintenant un coup d'œil sur la situation des grandes puissances vis-à-vis de la question italienne.

L'empereur des Français ne voulait naturellement pas d'une Italie unitaire et indépendante. Si, à Villafranca, il avait voulu laisser à l'Autriche un pied en Italie, il devait doublement désirer y garder lui-même un pied de son côté ; les dispositions du traité de Villafranca répondaient parfaitement bien dans leur ambiguïté à cette intention de l'empereur, et pour Napoléon III il suffisait complétement que ce traité de Villafranca fût transformé à Zurich en une paix définitive. Dans ce cas, en effet, presque tout restait à résoudre, tout demeurait en travail d'enfantement, et l'influence de la France pourrait de la manière la plus active s'exercer dans le congrès européen qui devait succéder aux batailles de la Lombardie et aux protocoles de Zurich ; car cette influence y serait proportionnée à l'étendue de sa puissance actuelle.

Les conférences des États de l'Italie centrale sur l'institution d'un gouvernement commun, n'étaient donc point de nature à plaire à l'empereur Napoléon : ce gouvernement commun, s'il entrait dans le domaine des faits, était, plus encore que tout ce qui s'était passé jusque-là, propre à compromettre le succès de la paix de Zurich.

Napoléon s'était par conséquent prononcé contre ce projet, contre l'occupation de l'Italie centrale par des troupes piémontaises, contre l'annexion directe au Piémont, lorsque, le 12 octobre 1859, Victor-Emmanuel avait envoyé à Paris son ministre des affaires étrangères, M. Dabormida, pour sonder Napoléon et chercher, si possible, à le gagner au projet d'annexion. L'empereur se prononça plus catégoriquement encore contre l'idée de donner un encouragement ou un appui quelconque à une tentative de la part du Piémont de porter plus loin l'insurrection dans les Marches et l'Ombrie. Il ne voulait pas que l'on créât en Italie un fait de nature à préjuger l'œuvre du futur congrès, et c'était la crainte que les choses n'en vinssent là qui l'avait déjà ramené de Biarritz à Paris.

Le 20 octobre, Napoléon adressa à Victor-Emmanuel une longue

lettre destinée à lui faire comprendre encore une fois, et de la manière la plus précise, que l'on devait laisser ouverte au congrès européen la question du règlement des affaires de l'Italie. Napoléon insistait snr ce que le traité de Villafranca était, une fois signé, chose faite et sur laquelle il n'y avait pas à revenir, et qne, quelque opinion qu'on pût avoir à son sujet, lui, l'empereur, devait le respecter. En débattant les conditions de la paix, il avait fait tout ce qui était possible alors dans l'intérêt de l'indépendance de l'Italie, ainsi que pour donner satisfaction au Piémont et répondre aux vœux du peuple italien, mais en tenant compte en même temps du catholicisme et sans toucher à des droits de souveraineté reconnus par toute l'Europe. Telles avaient été les bases sur lesquelles Napoléon avait cherché à s'entendre franchement avec l'empereur d'Autriche; il avait espéré que, de cette manière, l'Italie pourrait poursuivre et atteindre le but de sa régénération en évitant une plus grande effusion de sang : l'empereur ajoutait que c'était maintenant au Piémont à agir ponr sa part dans le même sens, et que cela serait le cas, s'il se résignait à faire le sacrifice d'aspirations qui paraissaient irréalisables et s'il consentait à user, d'accord avec la France, de l'influence qu'il possédait sur les Italiens.

L'idée que Napoléon se faisait de l'Italie nonvelle était celle-ci, comme il le disait lui-même :

L'Italie est une fédération d'États souverains; chacun de ces États possède une constitution représentative; là où des réformes paraissent nécessaires, elles seront introduites. La confédération a un seul drapeau, une ligne de douanes unique, un même système monétaire. Rome est la capitale de la confédération, le siége de la diète générale des États ou de l'administration fédérale; les souverains y envoient leurs délégués, mais ces députés sont élus d'après des présentations faites par les Chambres; par là il est introduit dans tout le système la participation de l'élément national, qui fera équilibre aux souverains inclinés à subir l'influence de l'Autriche. En mettant le pape à la tête de la confédération comme président honoraire, on donne satisfaction au sentiment religieux de l'Europe, on relève son influence morale et on lui rend possible à lui-même d'introduire dans les États de l'Église des réformes salutaires sans compromettre sa propre position.

Sur la route qui devait conduire au but que se proposait l'empereur et qu'il recommandait au roi Victor-Emmanuel d'adopter aussi, l'empereur voyait déjà plus d'une étape franchie et plus d'un résultat assuré par les négociations suivies jusque-là : la Lombardie cédée par l'Autriche au Piémont avec une dette publique allégée; le droit de garnison de l'Autriche à Plaisance, Ferrare, Comacchio, supprimé; les réclamations des souverains de l'Italie centrale réservées, mais toute idée d'une intervention étrangère en Italie écartée, et par conséquent l'indépendance de l'Italie centrale garantie. — Quant à ce qui demeurait à obtenir encore, le congrès était là en perspective pour le réaliser; il est vrai qu'à cet egard aussi l'empereur Napoléon ne pouvait exiger d'autres concessions que celles qui rentraient positivement dans les limites de la stipulation de Villafranca, en conséquence, au congrès, l'empereur aurait soutenu les propositions suivantes :

Parme et Plaisance attribués au Piémont, à qui ils sont indispensables pour des considérations militaires; Modène transmis à la duchesse de Parme; la Toscane rendue, avec quelque agrandissement de territoire, à son grand-duc; un système de liberté modérée introduit dans *tous* les États italiens; promesse de l'Autriche de ne plus donner occasion à aucune complication, et à cet effet d'organiser la Vénétie comme un État purement italien, non pas seulement par une représentation nationale propre et une administration distincte, mais encore par le fait que les troupes de Vénétie feraient partie de l'armée fédérale italienne comme contingent; Mantoue et Peschiera déclarées forteresses fédérales; enfin, quant aux détails, tout le travail de reconstitution de l'Italie dirigé par cette règle générale qu'il reposerait sur les traditions historiques et les besoins réels de la Péninsule, toute immixtion étrangère étant absolument exclue.

Ce programme posé, Napoléon ferait son possible pour le succès de la grande œuvre qu'il constituait, et Victor-Emmanuel pourrait compter que l'empereur des Français ne refuserait jamais son concours à l'Italie, au moins tant que le permettraient les intérêts de la France.

Ainsi parlait Napoléon le 20 octobre 1859. Mais combien était peu en harmonie avec ce que voulaient les Italiens et ce qu'ils regardaient comme réalisable, soit ce que l'empereur considérait

comme obtenu jusqu'alors, soit même ce qu'il représentait comme réalisable dans l'avenir ! Les Italiens voulaient une Italie *une*, et d'abord tout au moins l'annexion sans condition de l'Italie centrale au Piémont ; ils ne voulaient pas avoir une Vénétie autrichienne, mais une Vénétie italienne ; depuis des mois l'opinion publique, qui avait trouvé son écho naturel et fidèle dans les assemblées des représentants de l'Italie centrale, avait dit assez haut et d'une manière assez significative quelle était l'importance qu'ils y attachaient ; les assemblées dont nous venons de parler s'étaient d'avance déclarées en grande majorité prêtes à faire tous les efforts possibles pour racheter de la domination autrichienne cette Vénétie qui n'avait pu être conquise sur elle par les armes.

Napoléon offrait aux Italiens une Italie à la manière de la Confédération germanique, quand l'incapacité de celle-ci à faire quelque chose pour la grandeur de l'Allemagne et à l'élever à la place qu'elle devrait avoir dans l'estime des étrangers et de ses propres enfants, venait précisément de se manifester de nouveau d'une manière si complète.

Les nombreuses impossibilités de la paix de Villafranca, ainsi que du programme du 20 octobre, qui s'en tenait dans ses points principaux aux stipulations de Villafranca, étaient visibles du premier coup d'œil pour quiconque voulait se donner la peine d'ouvrir les yeux.

Le gouvernement anglais, de son côté, empêché par tout son système de s'opposer à une reconstitution de l'Italie dans le sens de la liberté, avait eu dès le commencement les meilleurs motifs de surveiller avec vigilance chaque démarche de Napoléon. Une *idée* n'est pas *rien*, parce qu'elle a toujours une arrière-cause très-matérielle, comme elle a aussi une série de conséquences également très-matérielles : autrement cette idée serait tout au moins fort nulle, et assurément ce ne serait pas dans tous les cas une *idée politique*.

Plus Napoléon était censé parler sérieusement lorsqu'il affirmait ne combattre que pour une idée, c'est-à-dire ne pas se proposer une conquête immédiatement palpable et directe, plus devait être grande l'inquiétude de ses adversaires naturels. Que l'*idée* fût la réunion des races romanes, sous l'impulsion et la direction de la France, avec le concours de la race slave et contre

la race germanique, ou qu'elle se réduisît simplement à la transformation de la Méditerranée en un *lac français*, elle touchait toujours de très-près toutes les branches de la famille germanique, et les Anglais, en particulier, plus qu'aucune autre.

On travaille contre de semblables idées et leur réalisation de deux manières différentes : ou bien par la coalition avec ceux qui ont avec vous des intérêts communs, ou par la division, la séparation de ceux qui s'unissent ou pourraient s'unir contre vous.

Le premier de ces deux moyens fut bientôt reconnu impraticable par le gouvernement de lord Palmerston. L'Autriche, que l'on avait supposé pendant quelque temps vouloir entrer dans une voie nouvelle et plus raisonnable, avait de nouveau tourné le dos à ces espérances ; elle ne voulait pas se sauver en faisant, d'un seul pas, marcher le monde d'un siècle en avant, mais en prétendant au contraire le rejeter de plusieurs siècles en arrière. Toute son ineptie s'était de nouveau produite au grand jour, et la paix de Villafranca, avec son cortége de récriminations, de procès pour concussions, etc., avait parlé assez clairement à cet égard pour désabuser, quelque désireux qu'il fût d'un autre résultat, quiconque l'aurait souhaité et espéré.

La Prusse faisait preuve de la même impuissance ; elle pouvait aussi peu se résoudre à se mettre en sous-ordre qu'à prendre le courage de vouloir elle-même et de faire quelque chose. Tout en élevant bien haut en toute occasion la *légitimité* de sa manière d'agir, elle faisait divorce avec son principe vital, avec sa raison d'être, et elle s'abandonnait à cette ingrate et pusillanime politique qui consiste « à se garder la main libre. » Cette politique, en effet, qui peut être à la fois très-utile et très-hardie, si l'on se garde la main pour s'en servir, est ingrate et pusillanime lorsqu'on ne songe à la garder libre que pour ne pas agir : or, telle était la politique des occasions perdues, la politique de la Prusse ou des Hohenzollern, comme on voudra.

Et l'Allemagne, la Confédération germanique, au premier rang ! Si les éléments actuels se réunissaient, ce ne pouvait être que dans un sens dynastique borné ; qu'espérer pour le progrès de l'univers d'une semblable union ? Pour les Italiens, elle avait cependant une grande utilité, celle d'un colossal et effrayant exemple : c'est parce que l'Italie n'a pas voulu être impuissante comme l'Alle-

magne, que l'Italie n'a pas voulu se laisser reconstituer sur le modèle de l'Allemagne. Le gouvernement anglais ne pouvait agir avec quelque sécurité vis-à-vis d'un corps politique qui n'avait point de volonté, à plus forte raison rien qui représentât cette volonté absente. Tous les hommes politiques, lorsqu'ils ont fait entrer l'Allemagne en ligne de compte dans leurs calculs, ne l'ont fait qu'en ce sens qu'ils ont raisonné sur l'impuissance de l'Allemagne comme une chose qui ne se discute pas et qui va de soi.

L'Angleterre dut donc choisir le second moyen.

Quelque impossible qu'il fût à Napoléon de perdre de vue son idée, cependant il abandonna, avec la conclusion de la paix de Villafranca, la cause de l'Italie sous la forme dans laquelle il l'avait lui-même proclamée dans l'origine. — A partir de ce moment, l'Angleterre marcha d'une manière d'autant plus décidée avec les Italiens; elle se donna la tâche, vis-à-vis d'eux, de les aider à accomplir l'œuvre de leur unité contre la volonté de Napoléon, et cela de telle manière, que Napoléon lui-même ne pût apporter d'obstacle au travers de ce concours.

Elle commença ce travail par une critique des stipulations de Villafranca, en s'attachant à leur faire subir une transformation favorable à l'Italie, en mettant en lumière leurs impossibilités et leurs contradictions inconciliables avec tous les intérêts dont ces stipulations prétendaient tenir compte.

Le gouvernement anglais réclama des explications sur ce qu'il fallait entendre par cette présidence honoraire du pape; il voulut savoir si réellement l'empereur d'Autriche se proposait d'organiser la Vénétie en pays purement italien; il demanda de quelle manière en comptait poursuivre la restauration des ducs de Modène et de Toscane. Relativement à la Vénétie, M. Walewski dut avouer que l'Autriche n'avait point pris d'engagements obligatoires pour elle; que cependant l'empereur François-Joseph avait reconnu la convenance de l'introduction de réformes sérieuses dans le sens national italien. Napoléon se servit de cette circonstance pour peser sur le Piémont et sur les duchés; il leur montrait en perspective l'administration de la Vénétie italianisée si le Piémont renonçait à l'annexion des duchés et si les duchés eux-mêmes consentaient à recevoir leurs souverains expulsés, faisant ainsi un sacrifice fraternel en faveur de Venise. Mais les Italiens

ne se laissèrent pas abuser par des représentations semblables, et de son côté le gouvernement anglais en vint rondement à cette conclusion pratique que, si la Vénétie n'était pas *complètement* séparée de l'Autriche, il valait mieux qu'elle ne fît absolument pas partie de cette confédération italienne projetée par l'empereur. En effet, aussi longtemps que Venise appartiendrait à l'Antriche, Venise ne ferait jamais en réalité corps avec la confédération, mais y serait simplement un instrument entre les mains de l'Autriche ; si, en outre, les anciens ducs, tous dépendants vis-à-vis de cette puissance, devaient être restaurés, l'Autriche arriverait même à posséder la majorité des voix dans la confédération, et l'Italie, au lieu d'être gouvernée à l'italienne, serait gouvernée à l'autrichienne.

Le gouvernement anglais portait un jngement analogue sur la malhenreuse idée de vouloir transformer en forteresses fédérales italiennes les places de Maotoue et de Peschiera.

Tandis que Napoléon persistait dans son projet de restauration des souverains de l'Italie centrale et cherchait à lui gagner des points d'appui dans les duchés mêmes par les missions successives du comte Reizet et du prince Poniatowski, le gouvernement anglais, aussi par l'intermédiaire de ses propres agents en Italie, se tronva toujours plus confirmé dans ses idées contraires : en effet, il arriva à ce résultat tout opposé et en harmonie avec les vœux des Italiens eux-mêmes, qne la restauration des ducs sans l'emploi de la force des armes devint, dans sa conviction, une chose impossible, et qne, ponr lui, la solution la plus raisonnable de la question fut l'annexion de l'Italie au Piémont.

Relativement à la stipulation snr la restauration des princes dépossédés, lord John Russell demanda, immédiatement après la paix de Villafranca, si ce seraient des tronpes autrichiennes, françaises ou piémontaises qni devraient être employées en cas de résistance des duchés et de la Romagne contre la restauration, pour comprimer cette résistance. M. Walewski répondit qne des troupes françaises ne seraient point employées dans ce but et que l'empereur Napoléon ne sanrait permettre un monvement de la part des troupes autrichiennes. Partant de cette base, le gouvernement anglais réclama d'une manière toujours plus pressante la reconnaissance formelle du principe de non-intervention et du droit de

libre constitution intérieure des peuples italiens : il rencontra à cet égard de vives résistances, et, comme cela doit aisément se présumer, la plus vive vint du côté de l'Autriche.

Le comte de Rechberg se refusa absolument à reconnaître le *principe* de non-intervention, lors même que l'Autriche ne se trouvait pour le moment pas en position de pouvoir intervenir les armes à la main, et ce fut avec une énergie plus grande encore, avec indignation pour ainsi dire, qu'il protesta contre le principe de la souveraineté populaire, d'après lequel il serait permis à chaque peuple de se constituer lui-même. Ce principe étant la négation de toutes les traditions de la dynastie autrichienne, ayant été combattu sans relâche par elle pendant des siècles, elle ne pourrait le reconnaître sans signer pour ainsi dire elle-même son arrêt de mort. Le prince de Metternich dut à plusieurs reprises insister à Paris pour l'observation des stipulations de Villafranca et protester contre les convoitises annexionnistes du Piémont, et il fut avoué de la part de l'Autriche elle-même que l'on concentrait en Vénétie des troupes dans le but de s'opposer, le cas échéant, par la force à l'annexion.

La Russie marchait en général d'accord avec la France, sans cependant s'abandonner tout à fait à son influence. Le ministère prussien regardait et répondait aux rares communications qui lui fussent encore transmises, qu'il entendait se garder « la main libre ; » il était fort embarrassé, et, dans cet embarras, le gouvernement prussien se rapprocha de la Russie : le prince de Prusse eut à Breslau, dans le courant d'octobre, avec le czar, une entrevue dans laquelle on tomba d'accord de ne se faire représenter dans aucun congrès auquel ne prendraient pas part toutes les grandes puissances, et quant à ce congrès hypothétique, on convint de se garder complétement « la main libre, » et de ne consentir à prendre d'avance aucun engagement.

Comme il entrait dans les vues de Napoléon de mener la paix de Zurich à bonne fin, elle y arriva effectivement ; mais, ainsi qu'il fallait s'y attendre dans les circonstances du moment, et qu'il il est facile de se l'expliquer par tout ce que nous venons de raconter, elle ne fut autre chose qu'une paraphrase du traité de Villafranca, laissant, aussi bien que ce traité, toutes les questions

importantes sans solution précise et les abandonnant au congrès futur... ou à l'activité des Italiens eux-mêmes.

Le 10 novembre, jour de la fête anniversaire de la naissance de Schiller, furent signés à Zurich, à l'hôtel de ville, trois traités qui concluaient la paix : le premier, entre l'Autriche et la France; le second, entre la France et la Sardaigne, concernant la cession de la Lombardie; le troisième, entre l'Autriche, la France et la Sardaigne.

Le premier traité confirme la paix « à perpétuité » entre l'Autriche et la France; les prisonniers de guerre seront rendus des deux côtés sans retard; en outre, la France restitue les vaisseaux autrichiens capturés par ses croisières, avec des réserves équitables et naturelles à ces sortes d'affaires. L'Autriche cède à l'empereur des Français la Lombardie, à l'exception des forteresses de la ligne du Mincio, Mantoue et Peschiera, et du rayon nécessaire à leur défense, qui sera déterminé d'une manière définitive par une commission militaire mixte : l'empereur des Français, de son côté, exprime son intention de transmettre au roi de Sardaigne les territoires qui lui sont cédés. Les troupes des parties belligérantes qui se trouvent au delà de leurs nouvelles frontières doivent se retirer immédiatement en arrière de ces frontières. Le nouveau gouvernement de la Lombardie (c'est-à-dire, après la cession faite par la France à Victor-Emmanuel, le gouvernement piémontais) prend à sa charge les trois-cinquièmes de la dette du Monte-Lombardo ainsi que 40 millions de florins de monnaie de convention de l'emprunt national de 1854, et une commission internationale est chargée de régler cette affaire sur les bases générales au sujet desquelles on est tombé d'accord. Le nouveau gouvernement de la Lombardie succède aux droits et aux devoirs du précédent, relativement à toutes les conventions qui concernent spécialement les intérêts du pays cédé : le gouvernement autrichien, de son côté, restitue toutes les sommes déposées par des sujets lombards ou des corporations lombardes dans les caisses autrichiennes, comme cautions, dépôts, consignations : le nouveau gouvernement rembourse les sommes de même nature qui sont déposées dans les caisses lombardes; il confirme sans autre toutes les concessions de chemins de fer accordées par le gouvernement autrichien sur le territoire cédé, et du jour de la ratifica-

tion il succède à tous les droits et obligations de ce dernier relativement aux lignes ferrées du territoire cédé. Les habitants de ce territoire qui veulent émigrer en Autriche, ou les habitants du territoire autrichien originaires du territoire cédé, qui désirent y rentrer, doivent pouvoir le faire pendant le terme d'une année, en recevant à cet égard tout secours équitable. Les militaires autrichiens qui sont originaires du territoire cédé, seront, sur leur demande, aussitôt licenciés et renvoyés dans leurs foyers; mais s'ils veulent demeurer au service de l'Autriche, ils ne seront pour ce fait inquiétés ni dans leurs personnes, ni dans leurs propriétés. La même garantie est assurée aux fonctionnaires civils originaires de Lombardie qui se trouvent au service de l'Autriche et veulent y rester. Toutes les pensions civiles et militaires régulières, payées sur les caisses publiques de la Lombardie, continueront à être soldées par le nouveau gouvernement. Les documents des archives qui ont trait à la partie de la Lombardie demeurée sous la domination autrichienne, ou bien à la Vénétie, seront immédiatement livrés aux commissaires autrichiens, tandis qu'aux commissaires du nouveau gouvernement de Lombardie seront remis de même les documents concernant la partie de ce pays cédée par l'Autriche. La communication des archives aura lieu sans difficulté réciproquement, dans l'avenir, sur la simple requête des autorités administratives supérieures. Il est assuré libre disposition de leurs biens, meubles et immeubles, aux corporations religieuses existant sur le territoire cédé, dans le cas où la nouvelle législation sous l'empire de laquelle elles sont sur le point d'entrer ne permettrait pas qu'elles continuassent à exister comme corporations.

L'empereur Napoléon et l'empereur François-Joseph s'engagent à agir de toutes leurs forces dans le sens de la fondation d'une confédération de tous les États italiens. Cette confédération doit être placée sous la présidence honoraire du pape : elle doit assurer l'indépendance et l'inviolabilité du territoire des États confédérés, le développement de leurs intérêts moraux et matériels ; une armée fédérale doit être constituée pour la garantie de la sécurité intérieure et extérieure de l'Italie. Une assemblée composée des représentants de tous les États italiens rédigera un pacte fédéral; les droits et les devoirs qu'il consacrera seront étendus à

la Vénétie, ainsi qu'à la partie de la Lombardie demeurée sous la domination autrichienne, qui entrent également dans la confédération.

Les droits du grand-duc de Toscane, du duc de Modène et de la duchesse de Parme sont expressément réservés par les parties contractantes, attendu qu'aucune modification ne peut être apportée à la constitution territoriale des États indépendants qui n'ont pas pris part à la guerre de 1859, qu'avec le consentement de toutes les puissances qui ont reconnu l'existence de ces États.

L'empereur Napoléon et l'empereur François-Joseph s'emploieront auprès du pape afin d'obtenir de lui l'introduction dans l'administration des États de l'Église des réformes qui paraissent nécessaires pour leur tranquillité et indispensables pour le maintien de son autorité. Enfin une amnistie générale et sans condition est assurée aussi bien de la part de l'Autriche que de la part de l'empereur Napoléon, ce dernier agissant au nom du nouveau gouvernement de la partie cédée de la Lombardie.

Un article additionnel détermine le mode de paiement à l'Autriche des 40 millions de florins que prend à sa charge le nouveau gouvernement de Lombardie sur l'emprunt national de 1854.

Par le second traité, conclu entre la Sardaigne et la France, la France transmet au roi Victor-Emmanuel les territoires de la Lombardie qui lui ont été cédés par l'empereur François-Joseph, avec tous les droits et devoirs qui y sont attachés, et avec lesquels la France les a reçus de l'Autriche au nom du nouveau gouvernement de la Lombardie. La Sardaigne rembourse à la France les 40 millions de florins que cette dernière s'est engagée à payer à l'Autriche; elle paie en outre à la France 60 millions de francs d'indemnité de frais de guerre.

Le troisième traité, entre la Sardaigne, la France et l'Autriche, réunit le contenu des deux premiers. Tous les traités et conventions qui existaient entre l'Autriche et la Sardaigne avant le 1er avril 1859 sont confirmés et immédiatement appliqués au territoire lombard cédé, pour autant qu'ils n'étaient pas modifiés par le nouvel état de choses que créait la paix de Zurich. La navigation sur le lac de Garde est libre, sans que cela puisse exclure l'application des dispositions de simple police : l'Autriche et la Sardaigne s'engagent à conclure, dans le délai d'une année, une

convention spéciale touchant les mesures à prendre pour la répression de la contrebande sur leur nouvelle frontière : jusque-là sont maintenues provisoirement les clauses de la convention de 1851 pour l'ancienne frontière du Tessin et du lac Majeur. Une convention spéciale sera aussi conclue au sujet de l'entretien des passages du Mincio et des constructions sur les bords de cette rivière là où son thalweg détermine maintenant la frontière des deux États. Enfin les mêmes facilités qui avaient été accordées précédemment aux habitants de la frontière sur l'ancienne ligne de démarcation entre les deux territoires sarde et autrichien, sont transportées à ceux de la frontière nouvelle.

Ces trois traités constituèrent donc, dans leur ensemble, la maigre paix de Zurich. Comme on le voit, ils sont à peu près, en tout ce qui dépasse le simple règlement des affaires de frontière entre l'Autriche et le nouvel État du Piémont, une copie, un calque des préliminaires de Villafranca. Cependant le traité entre la France et l'Autriche s'en réfère expressément à *un congrès*. Tout est en réalité remis à ce congrès. En fin de compte, la paix de Zurich ne fait rien de définitif que de sanctionner la cession de la Lombardie par l'Autriche à la France, et sa rétrocession par la France au Piémont. Tout le reste demeure en suspens, et elle laisse même sans solution cette question italienne, cette question qui, à elle seule, peut mettre le monde en mouvement. Quoi qu'il puisse arriver en Italie, dit la paix de Zurich, nous n'en reconnaîtrons rien : l'Italie centrale est réservée, bien plus encore l'Italie méridionale. Faites l'histoire comme vous voudrez par les faits, le congrès pourra toujours la reviser et la réformer.

L'Italie centrale fit donc l'histoire pour son compte sous cette réserve.

---

3. L'annexion de l'Italie centrale au Piémont.

Nous avons mentionné déjà cette réunion des principaux représentants des pays de l'Italie centrale, qui eut lieu au commencement d'octobre et dans laquelle on tomba d'accord d'instituer une régence commune pour ces pays et de l'offrir au prince de Savoie-Carignan. Les assemblées de représentants furent alors

convoquées sans retard : le 6 novembre se réunirent celles de Modène et de la Romagne; le 7, celles de Parme et de la Toscane. Le 7 et le 8 novembre, on décida d'offrir au prince de Savoie-Carignan le gouvernement provisoire des États réunis de l'Italie centrale, et des députations furent envoyées à Turin pour donner connaissance de cette décision au roi Victor-Emmanuel. L'assemblée de Bologne avait en même temps appelé à la tête du gouvernement de la Romagne M. Farini, pour remplacer M. Cipriani, dont l'incapacité avait été reconnue, en sorte que déjà trois pays, la Romagne, Modène et Parme, se trouvaient de fait placés sous une même administration.

Napoléon protesta immédiatement et catégoriquement contre un acte de ce genre de la part de l'Italie centrale, sans même attendre des communications ou des résolutions officielles. Au moment où la paix de Zurich allait se conclure, et avant le congrès, appeler un prince de la maison de Savoie au gouvernement de l'Italie centrale, équivalait pour lui à prononcer l'annexion au Piémont et à la déclarer fait accompli en dépit de toutes les négociations passées ou à venir.

Napoléon ne pouvait sans doute exiger de Victor-Emmanuel qu'il interdît aux Italiens du centre de se donner un gouvernement commun : cela eût été reconnaître indirectement la suprématie de Victor-Emmanuel sur l'Italie centrale ; mais il pouvait réclamer du roi de Piémont qu'il ne lui prêtât pas son appui, en permettant qu'un prince de sa famille prît possession de la régence des quatre Etats. Victor-Emmanuel ordonna donc au prince Eugène de refuser la régence, mais en proposant un autre régent à sa place. Lorsque la députation de la Romagne vint la première annoncer au prince son élection à la régence, le 13 novembre, celui-ci répondit en exprimant d'abord sa reconnaissance pour la marque de confiance qui lui était donnée et qui s'adressait sans doute bien plus au roi Victor-Emmanuel et à l'Italie qu'à sa personne; il en déduisit la conséquence que la personnalité du régent était, à côté de ce fait, une chose de peu d'importance, et il ajouta que, quant à lui, des raisons de convenance ne lui permettaient pas, vis-à-vis du congrès qui était en perspective, d'accepter cette position. Il déclara ensuite qu'en formulant ce refus, il faisait un sacrifice dans l'intérêt de l'Italie centrale elle-même,

et qu'il croyait lui rendre, en outre, un bon service en proposant à sa place, comme régent, M. Buoncompagni qui s'était acquis déjà des titres à la reconnaissance de l'Italie centrale, par la manière dont il avait rempli durant la guerre les fonctions de commissaire du Piémont.

Dans une lettre adressée le 14 novembre à M. Buoncompagni, le prince l'invitait à accepter la régence, et lui donnait en même temps quelques brèves directions sur son attitude future : se tenir sur l'expectative, mettre l'armée sur un pied respectable, et avoir confiance soit dans l'appui de Victor-Emmanuel, soit dans les promesses réitérées de l'empereur Napoléon qu'il ne tolérerait pas une intervention dans les affaires de l'Italie du centre.

Cette feinte n'obtint nullement non plus l'approbation de Napoléon, et les Toscans eux-mêmes n'en furent point satisfaits. Cependant la résistance de ceux-ci fut écartée à l'amiable. Vis-à-vis de l'empereur, le gouvernement piémontais invoqua publiquement un argument d'ailleurs fort usé : il parla de la possibilité menaçante de l'*anarchie* dans l'Italie centrale, et représenta l'institution d'un gouvernement commun et suffisamment fort comme l'unique préservatif contre ce danger.

Napoléon céda, mais il voulut qu'on lui fit le sacrifice de Garibaldi. Le gouvernement piémontais avait demandé à celui de Naples des explications au sujet de la position prise sur la frontière romaine par son armée des Abruzzes. Le gouvernement napolitain avait répondu qu'il était le maître de faire de ses troupes ce que bon lui semblait sur son propre territoire; que l'armée des Abruzzes ne pouvait inspirer aucune inquiétude au Piémont, dont les frontières étaient encore fort éloignées de ce point, et que le pape aurait tout au plus quelque raison de demander des explications à cet égard. Quant à la possibilité d'une intervention future dans la Romagne, le roi de Naples se réservait toute liberté de décision ultérieure.

Pendant les négociations entamées à cet égard, et dans lesquelles aussi s'interposa l'empereur Napoléon, le gouvernement napolitain fit valoir que l'on ne pouvait avoir aucune sécurité à l'endroit des intentions de l'Italie centrale, et que l'on était forcé par les faits d'admettre que celle-ci était soutenue par le Piémont, et se confiait dans cet appui. Or, dans ces dispositions, une

agression contre les Marches, ou même contre le territoire napolitain, était une chose très-possible, d'autant plus que la présence de Garibaldi dans la Romagne constituait une raison légitime de défiance vis-à-vis de l'armée de l'Italie centrale.

Ce fut pour écarter ce motif d'inquiétude que Napoléon demanda l'éloignement de Garibaldi; celui-ci, d'ailleurs, au mois de novembre, ne trouvait pas auprès de Victor-Emmanuel, dans ses dissentiments avec Fanti, l'appui sur lequel il avait cru pouvoir compter. Aigri par cette lutte et ces désappointements, il donna, le 14 novembre, sa démission de toutes les fonctions dont il était revêtu, et se retira dans la vie privée. Il annonça cette résolution dans une proclamation adressée aux Italiens, mais en attirant leur attention sur ce que cette politique qui, dans le moment actuel, cherchait à multiplier les entraves autour de Victor-Emmanuel, devait précisément leur imposer doublement le devoir de se tenir fermement attachés au roi; quant à lui-même, il ne manquerait pas d'accourir à son poste aussitôt que le roi appellerait de nouveau ses soldats au combat de la délivrance.

Avec Garibaldi, beaucoup de ses fidèles compagnons d'armes, les meilleurs officiers des troupes de l'Italie centrale, quittèrent cette armée qui se trouva ainsi menacée d'une prompte désorganisation.

Fanti publia en conséquence, le 18 novembre, un ordre du jour dans lequel, après avoir indiqué dans leur ensemble les progrès déjà faits par les préparatifs militaires de l'Italie centrale, il rappelait en même temps toutes les lacunes à combler avant qu'il pût être question pour elle de posséder une armée parfaitement propre à entrer en campagne. Il invitait donc à la patience; la persévérance finirait par lasser des ennemis qui, eux-mêmes, n'étaient pas très-solides sur leurs pieds; ou bien ceux-ci s'abstiendraient de toute tentative sérieuse de commencer la lutte, ou bien, ils seraient forcés de prendre le rôle d'agresseurs, et dans ce cas leur défaite était certaine.

Garibaldi lui-même, dans une nouvelle proclamation du 23 novembre, engagea ses compagnons d'armes à rester attachés à leurs drapeaux. Précédemment déjà, il avait adressé un appel pour une souscription destinée à l'acquisition d'un million de fusils, avec lesquels l'Italie pût se trouver armée contre quelque en-

nemi que ce fût de son indépendance ; en même temps qu'il s'adresssait à ses fidèles volontaires, il renouvela cet appel.

Buoncompagni, après avoir, par divers arrangements, levé tous les obstacles que rencontrait son entrée en fonctions, se rendit le 21 décembre à Livourne, d'où il annonça aux Italiens du centre qu'à partir de ce moment il administrerait en qualité de gouverneur général les provinces unies de l'Italie centrale Dans sa proclamation, il s'en tenait aux directions qui lui avaient été données par le prince Eugène dans la lettre que celui-ci lui avait adressée le 14 novembre.

Sous le gouvernement général de Buoncompagni, Ricasoli conservait le gouvernement spécial de la Toscane, et Farini celui des provinces de l'Emilie (Parme, Modène et Romagne).

Ainsi venait de s'accomplir de nouveau un grand pas dans la voie de l'annexion, quelle que fût la manière dont on pût apprécier l'institution de l'administration commune de ces provinces.

Ce premier pas devait être rapidement suivi d'autres progrès non moins importants dans le même sens.

De Paris étaient parties les invitations au congrès, prévu lors du traité de Villafranca, et plus tard, lors de la paix de Zurich.

Bien que d'aucun côté il n'eût été fait à cette invitation de réponse directement négative, il se trouva bientôt évident qu'il y avait autant d'opinions divergentes sur le mode de réunion du congrès que de gouvernements intéressés.

Qui devait être représenté au congrès ?

Seulement les cinq grandes puissances ?

Ou toutes les puissances signataires des traités de Vienne ?

Ou toutes les puissances intéressées, par exemple aussi les Etats de l'Italie centrale, et dans ce cas qui serait admis au congrès ? les souverains dépossédés ou bien les nouveaux gouvernements, ou bien tous également ? Et les Etats voisins de l'Italie évidemment intéressés de près dans les modifications territoriales de cette contrée, la Suisse, par exemple?

Devait-on venir au congrès avec ou sans un programme arrêté d'avance ? Quel serait ce programme ? de quelle manière pourrait-on se mettre d'accord sur ces différents points ?

Les véritables hommes d'Etat étaient, cela va sans dire, d'opinion que chaque puissance représentée devrait paraître au congrès

avec des vues déterminées, et qu'elle ferait bien, si elle ne pouvait réussir à amener tous les participants à s'entendre sur une base certaine, d'obtenir tout au moins cette entente avec quelques-uns des plus influents de ceux-ci. L'Angleterre, en particulier, partit de ce point de vue, et s'adressa d'un côté à la France par l'organe de lord Cowley, de l'autre à l'Autriche par l'organe de lord Loftus.

En revanche, les hommes d'Etat d'une autre catégorie, ceux de la Prusse, par exemple, crurent faire preuve d'une merveilleuse habileté en posant, au contraire, en principe qu'ils voulaient arriver au congrès *avec les mains libres*. Il ne pouvait être que très-agréable à quelques puissances, et surtout à l'empereur Napoléon, de voir le plus grand nombre possible des siéges subalternes occupés au congrès par des gens *à la main libre*, et la Russie s'empressa de faire mine, vis-à-vis de la Prusse, de vouloir suivre son exemple, ce qui, naturellement, n'était pas fait pour plaire à celle-ci. Mais si les hommes d'Etat russes, lorsqu'ils voient une lessive en perspective, savent fort bien qu'*une main lave l'autre*, ils ne sont pas moins bien convaincus que l'on ne saurait attendre ce bon office, pas plus qu'aucun autre, de mains paralysées, quelque libres qu'elles soient.

Bientôt il ne fut pas difficile de pronostiquer qu'un congrès sur les affaires d'Italie ne courait guère de chances de réalisation, au moins pour l'année 1860.

Déjà le 26 novembre, lord John Russell écrivait précisément à lord Cowley, qui préparait à Paris l'affaire du congrès : « que l'annexion de l'Italie centrale au Piémont était à ses yeux la solution la plus simple et la plus naturelle de l'énigme italienne. Comme cependant la France ni l'Angleterre ne voulaient rien savoir de cette solution, il accepterait comme une transaction admissible que la Sardaigne s'agrandît de Parme, Plaisance et Massa-Carrara, et que Modène et la Toscane fussent réunies sous un autre prince que ces Etats se choisiraient librement, mais qui ne pourrait appartenir à aucune des dynasties régnantes des cinq grandes puissances européennes.

On voit que lord John Russell partait du principe que les peuples de l'Italie devaient en thèse générale régler eux-mêmes leurs affaires. Quant à la question de la papauté et du pouvoir tempo-

rel du pape, il la laissait de côté, en sa qualité de représentant d'une puissance protestante.

Ce principe de la souveraineté populaire ne devait naturellement rencontrer auprès de M. de Rechberg et en Autriche qu'une résistance toujours plus aigre. Les troupes qui occupaient la Vénétie furent augmentées; les protestations de M. de Metternich à Paris devinrent à chaque instant plus énergiques; les troupes du duc de Modène firent même un mouvement contre la frontière de l'Italie centrale au moment où M. Buoncompagni se préparait à prendre les rênes de l'administration comme gouverneur général. M. de Rechberg déclara catégoriquement qu'un ministre autrichien qui oserait proposer à l'empereur son maître de reconnaître le principe de la souveraineté populaire, se rendrait coupable de haute trahison.

L'empereur Napoléon ne pouvait, par suite de sa propre position, se livrer vis-à-vis de ce principe à un si énergique antagonisme: en face des propositions de l'Angleterre, il ne pouvait que s'envelopper vertueusement du manteau d'un homme d'honneur, à qui il était interdit par sa loyauté de manquer à des promesses faites, et qui devait forcément, à la suite de la convention de Villafranca, se tenir aux stipulations de ce traité.

Mais au commencement de décembre, et pendant que les Italiens du centre allaient toujours de l'avant, on put voir clairement que Napoléon n'était plus si fort opposé à laisser la voie ouverte à l'annexion au Piémont. Il avait trouvé un autre moyen pour tenir toujours en suspens les complications en Italie, et y maintenir par là un actif exercice de son influence : en même temps, il ne lui était pas trop désagréable au fond que des faits accomplis vinssent le dégager des obligations qu'il avait contractées vis-à-vis de l'Autriche à Villafranca et à Zurich, pourvu qu'il pût se ménager l'apparence d'être contraint par la force matérielle des choses à se mettre en dehors de ces obligations.

Il se rapprocha donc en fait de l'Angleterre, dont les relations avec la France pendant l'été de 1859 semblaient être presque sur un pied d'hostilité, et avaient même été assez loin dans ce sens pour faire prendre, aux bourgeois de la vieille Angleterre, le fusil des volontaires.

Ce rapprochement s'effectua de jour en jour avec plus de cer-

titude; il va sans dire, du reste, que l'empereur en cela n'agissait pas seulement pour les beaux yeux de la reine Victoria, mais qu'il était parfaitement décidé à en tirer un bon parti pour lui-même.

Dans le milieu de décembre il fit donc un de ces sauts de côté qui décèlent l'homme habile. Le souverain catholique fit ce dont le gouvernement protestant de S. M. Britannique s'était scrupuleusement abstenu: il fit attaquer dans la brochure, *le Pape et le Congrès*, le pouvoir temporel du pape, et ainsi, pendant qu'aux yeux du public il continuait à interdire à l'Italie une annexion moins importante, il attirait tout à coup lui-même les regards des Italiens sur une conquête bien autrement grave.

Le pape doit posséder un pouvoir temporel, dit la brochure. S'il ne l'avait pas, il serait le sujet d'un souverain, ce qui est incompatible avec la dignité de l'Eglise. Mais le gouvernement du pape est nécessairement un gouvernement théocratique, patriarcal; cela est dans la nature même du souverain pontificat. Or, une semblable administration ne peut répondre aux intérêts d'un grand pays, qui est inévitablement entraîné dans le mouvement général des affaires de l'univers. Il faut donc que le pays qui doit être gouverné théocratiquement soit *petit*. D'ailleurs un petit territoire suffit parfaitement au pape, en faisant qu'il soit maître chez lui et non sujet, puisqu'il peut être maître aussi bien en dedans de limites étroites que dans une vaste contrée. Ce territoire restreint, qui représenterait une calme oasis au milieu des déserts du monde agité, respecté de tous, jamais exposé aux hasards de la guerre, neutre dans toutes les intrigues du reste de l'univers, conviendrait exactement à la papauté et à ses besoins. Physiquement, le pape a besoin du calme, non de l'action; il doit bénir, non tirer l'épée. Quant à l'objection que ce petit territoire ne pourrait lui fournir les moyens de soutenir extérieurement la dignité du souverain pontificat, elle ne serait pas fondée: en effet, un tribut serait payé annuellement au pape par toutes les puissances catholiques, et ce système, qui écarterait des habitants de son territoire toute lourde imposition, serait en même temps très-propre à élever encore sur un plus haut piédestal la dignité du saint-siége. Par ces motifs, il n'est donc pas nécessaire de rendre la Romagne au pape, pas plus que cela, d'ailleurs, n'est exécutable. La Romagne, en effet, ne

voulant pas rentrer volontairement sous son gouvernement, ce résultat ne pourrait être obtenu que par la force. Or, l'emploi de la force n'est pas digne du pape, sans compter que ce moyen n'aboutirait qu'à donner au saint-père des sujets mécontents, et qu'une occupation permanente deviendrait nécessaire pour les maintenir sous son autorité. Et qui ferait cette violence aux sujets du pape? La France ne peut s'en charger, elle qui a combattu justement pour la délivrance et l'indépendance de l'Italie, et qui a constitué son propre gouvernement sur la base de la souveraineté populaire; d'ailleurs, il ne faut pas perdre de vue que, lorsque l'ancienne domination de la Romagne a été secouée, cela a été en réalité la domination des Autrichiens, non celle du pape; des circonstances parfaitement analogues se sont produites dans les duchés. Or, la France ne peut ni ne veut consentir à aucune intervention de l'Autriche, elle ne peut pas avoir combattu hier pour briser la domination de l'Autriche en Italie, et venir bénévolement aujourd'hui aider aux voies et moyens de la reconstituer. On ne saurait pas davantage remettre cette intervention entre les mains de Naples, cette seule puissance italienne à laquelle on pourrait songer : abstraction faite de ce que son gouvernement a déjà bien assez à faire chez lui, son intervention ne serait pas autre chose que la guerre civile en Italie, car elle appellerait nécessairement celle du Piémont.

La seule intervention possible en Italie, c'est l'intervention pacifique d'un congrès européen, dont la compétence ne peut être contestée, à moins de mettre en question, en même temps, tout le droit public actuellement reconnu, et relativement au pouvoir temporel du pape, ce congrès prononcerait de la manière qu'il jugerait le mieux répondre au développement des faits historiques.

Ainsi parlait la brochure *Le Pape et le Congrès*, et elle fut aussitôt suivie d'une lettre de l'empereur Napoléon au pape, du 31 décembre 1859.

Dans cette lettre, l'empereur exprime l'opinion que l'on aurait pu parvenir à faire rentrer la Romagne sous l'autorité de Pie IX, si celui-ci avait voulu consentir à donner à ce pays un gouverneur général laïque, et à lui accorder des réformes en harmonie avec ce changement. — Mais ses avis n'ont pas été suivis; grâce à

cette opiniâtreté, le nouvel ordre de choses a eu le temps de se consolider dans la Romagne, et maintenant il est devenu absolument impossible à l'empereur de s'opposer au cours des événements. Même le congrès futur, selon toute vraisemblance, excluerait l'emploi des armes en faveur du pape dans la Romagne; dans de pareilles circonstances, Napoléon croyait donc que ce qu'il y aurait de plus conforme aux véritables intérêts de la papauté, ce serait que Pie IX fît le sacrifice de sa domination sur ce pays.

La brochure et la lettre firent en Italie la meilleure impression; elles ranimèrent des espérances qui s'étaient affaissées, et prêtèrent une nouvelle force à celles qui s'étaient maintenues. L'Angleterre et la France marcheraient désormais d'accord au congrès; la France ne se défendait plus que pour la forme, et si l'Italie donnait à l'Angleterre un point d'appui par la continuation décidée de sa marche dans la voie où elle était entrée, l'annexion de l'Italie centrale devenait certaine et sans péril. Le Piémont devait naturellement y contribuer pour sa part.

La désignation du comte de Cavour pour représenter le Piémont au congrès avait une signification très-claire: elle montrait que le Piémont, de son côté, avait rompu avec la politique à laquelle il avait dû se plier à Villafranca et jusqu'après la conclusion de la paix de Zurich. Cavour avait déposé son portefeuille à la suite de la convention de Villafranca; maintenant il devait de nouveau représenter la politique piémontaise dans un acte européen décisif: cette politique n'était donc plus celle de Villafranca.

Le 17 janvier 1860, le ministère Ratazzi donna enfin sa démission, et Victor-Emmanuel chargea M. de Cavour de la formation d'un nouveau cabinet. Le mois de janvier, du reste, ne laissa plus aucun doute sur le rapprochement de la France et de l'Angleterre.

Le 5 janvier, M. Walewski quitta le ministère, M. Walewski, qui représentait à l'extérieur la politique de Villafranca, qui, dans toutes les négociations suivies jusque-là, s'était opposé aux propositions de l'Angleterre, et à qui l'on doit principalement imputer la responsabilité de l'attitude hostile dans laquelle avaient fini par se trouver l'une vis-à-vis de l'autre, en 1859, les deux grandes puissances occidentales. Il fut remplacé par M. Thouvenel, précédemment ambassadeur à Constantinople.

Napoléon, du reste, n'avait pas l'intention de négliger l'avan-

tage que pouvait lui offrir sa nouvelle politique vis-à-vis de l'Angleterre et du Piémont.

Sans compter qu'il se réservait le bénéfice d'une opposition apparente, il réclama de l'Angleterre la signature d'un traité de commerce favorable aux intérêts de la France, et du Piémont la cession de la Savoie et du comté de Nice.

Dans une lettre adressée le 15 janvier à M. Billaut, son ministre de l'intérieur, il annonçait que, malgré quelques dissentiments qui subsistaient encore, la paix de l'Europe était assurée, et qu'il lui paraissait maintenant convenable d'appliquer les ressources qui n'étaient plus exigées par des expéditions militaires aux vastes entreprises de la paix, et d'ouvrir ainsi une ère nouvelle de tranquille essor à l'industrie et au commerce. Le commerce devait être encouragé par la diminution des tarifs douaniers, de manière à ce qu'un vigoureux élan fût imprimé à la fois à l'industrie, aux travaux publics et à l'agriculture.

Napoléon avait été gagné au principe de la liberté du commerce et convaincu par Cobden de tous les avantages de ce principe.

Des obstacles de diverses natures s'opposent, comme on le sait, à un passage brusque du système de la prohibition à celui du libre échange : ce passage sans transition serait impossible pour un pays isolé ; il ne se justifierait d'une manière absolue que dans cette hypothèse où le changement de système entrerait à la fois en vigueur pour tous les pays de la terre, ce qui supposerait un trop merveilleux accord pour que cette hypothèse ne rentre pas d'elle-même dans le domaine des utopies. D'ailleurs, les économistes ne sont point d'accord entre eux sur la question de savoir lequel doit avoir la préférence, du système des impôts directs ou d'un système mixte d'impôts directs et d'impôts indirects. Nous croyons que, pour pouvoir introduire le premier d'une manière exclusive, presque tous les Etats de l'Europe devraient d'abord restreindre considérablement leurs dépenses, ce qui ne saurait d'autre part s'effectuer que par la suppression des armées permanentes.

La question se trouvant ainsi compliquée, on ne peut envisager, au moins actuellement, le système pur du libre échange que comme une théorie, et son application ne peut être, en réalité, autre chose que celle d'un système de prohibition restreint. Pour

être avantageux à un pays considéré isolément, il faut qu'il s'étende immédiatement dans un cercle aussi vaste que possible; il entraîne donc comme conséquence la conclusion de traités dans ce sens avec d'autres pays; or, il est évident qu'en pareille matière, un traité entre la France et l'Angleterre avait une tout autre signification qu'une convention passée entre deux petits États.

Ce traité de commerce fut conclu le 23 janvier 1860, sous la réserve de la ratification du parlement anglais. Il était avantageux pour les deux pays, ce qui explique ce fait assez singulier que, de chaque côté de la Manche, le parti de l'opposition prétendit y voir une concession faite par le gouvernement au gouvernement de l'autre pays. En soi-même, il était une concession faite à l'Angleterre par la France, en ce sens que celle-ci ne devait plus apporter aucun obstacle décisif à la politique anglaise en Italie, politique qui marchait d'accord avec celle des Italiens. L'opposition, en Angleterre, y vit une concession faite au contraire à la France, en ce sens que l'Angleterre renonçait de son côté implicitement à mettre obstacle à la séparation de la Savoie et de Nice du Piémont et à leur annexion à l'empire. En réalité, tout se résumait en ceci, c'est que la France et l'Angleterre voulaient dorénavant marcher d'accord en ce qui regardait les affaires d'Italie, et que, si la France faisait en cela la concession de ne plus se mettre en travers de la politique italienne, l'Angleterre, de son côté, se résignait à ne point contre-carrer les conséquences que la France prétendait déduire de l'agrandissement du Piémont. Du reste la question de la cession de Nice et de la Savoie ne se présenta d'une manière bien décidée que le 1er mars, au moment de l'ouverture du Corps législatif à Paris. Nous y reviendrons donc plus tard.

Aussitôt que l'on sut à Londres que Napoléon ne s'opposerait pas à la marche naturelle des choses en Italie, le cabinet anglais formula ses propositions, soit pour le congrès dans le cas où il pourrait encore avoir lieu, soit pour une action commune de la France et de l'Angleterre dans le cas où le congrès ne se réaliserait pas. Ces propositions se résumaient en quatre points, réveillant ainsi sans doute dans beaucoup d'esprits le souvenir des débuts de la guerre d'Orient.

On laissera aux Italiens le soin de régler eux-mêmes leurs af-

faires ; aucune démarche ne sera faite pour leur imposer quelque forme de gouvernement ou quelque gouvernant que ce soit ; en un mot, on confirme le principe de non-intervention.

Venise restera complétement en dehors ; elle demeure provisoirement aux mains de l'Autriche, celle-ci pouvant agir vis-à-vis de Venise comme elle le juge prudent, ou comme elle le trouve bon.

Les troupes françaises seront retirées de Rome et de la Lombardie.

Comme on prétend que les populations de l'Italie centrale n'ont pu agir librement jusque-là, qu'elles étaient *terrorisées*, elles devront voter encore une fois sur la question de l'annexion au Piémont. Les deux puissances reconnaîtront, quel qu'il soit, le résultat de cette votation, par conséquent, le cas échéant, l'annexion qu'elle prononcerait.

M. Thouvenel répondit à ces propositions dans une note adressée le 30 janvier à M. de Persigny, ambassadeur de France à Londres.

La France se déclare d'accord sur les deux premiers points ; quant au troisième, elle ajoute qu'elle ne croit pas pouvoir retirer ses troupes de Rome et de la Lombardie avant qu'un nouvel ordre de choses soit réellement établi en Italie et que l'on soit certain de l'adhésion des autres puissances. Enfin, pour ce qui concerne la reconnaissance éventuelle de l'annexion de l'Italie centrale au Piémont, la France est toujours engagée vis-à-vis de l'Autriche par les traités de Villafranca et de Zurich, et il faudrait d'abord qu'elle pût dégager sa parole.

M. Thouvenel adressa une note dans le même sens au cabinet autrichien, note dans laquelle il exprime l'espérance que tout au moins l'Autriche ne mettrait pas d'obstacles directs à la marche des événements en Italie et accepterait ce qui est irrémédiable. Cette note, qui partit pour sa destination en même temps que les propositions de Londres, est du 31 janvier.

M. de Rechberg ne répondit que le 17 février, et en repoussant absolument ces propositions. L'Autriche avait fait à Villafranca un douloureux sacrifice dans la supposition, admise également alors par l'empereur Napoléon, que les ducs dépossédés pourraient être réintégrés dans leurs souverainetés. François-Joseph ne pouvait consentir à se départir de cette idée. Si des obstacles se

présentaient à sa réalisation, ces obstacles n'étaient nullement insurmontables. Du reste, le gouvernement français comprenait parfaitement bien lui-même combien peu l'Autriche pouvait tomber d'accord avec l'Angleterre sur la base de ces propositions, puisqu'il ne demandait point à l'Autriche de les approuver, mais seulement de s'abstenir d'une opposition formelle.

Dans cette réponse, M. de Rechberg faisait sentir avec une clarté suffisante que l'Autriche pouvait bien laisser pendant quelque temps les choses aller à leur guise, parce que, pour le moment, elle se voyait hors d'état d'intervenir par la force, mais qu'elle ne voulait contracter aucun engagement qui pût l'empêcher plus tard, et aussitôt qu'elle serait en état de le faire, de reprendre de toute façon son avantage en Italie.

La note de M. de Rechberg au cabinet des Tuileries fut suivie d'une note, en date du 24 février, de M. Thouvenel au cabinet piémontais. M. Thouvenel lui proposait l'annexion immédiate, sans autre votation, des duchés de Parme et de Modène au Piémont ; un vicariat de Victor-Emmanuel gouvernant la Romagne à la place du saint-siége ; enfin la création d'un royaume distinct de Toscane, dont le souverain serait choisi par la population, sous cette seule condition qu'il ne pourrait être pris dans la maison de Savoie.

En attendant, le cabinet piémontais et l'Italie centrale, d'accord ensemble, avaient marché lestement en avant, sûrs de l'appui de l'Angleterre et convaincus que la France, dans ses démonstrations, en resterait aux phrases.

La seconde moitié de janvier avait déjà vu introduire dans l'Italie centrale la constitution piémontaise et promulguer la loi sarde sur l'élection des députés : à Turin, on s'occupait de chercher un local assez vaste pour pouvoir contenir non plus seulement les représentants du Piémont et ceux de la Lombardie, mais encore ceux des pays du centre. Cavour, à peine entré en possession des rênes du gouvernement, avait adressé une circulaire, en date du 27 janvier, aux agents diplomatiques de la Sardaigne à l'étranger, circulaire dans laquelle il déclarait que le congrès projeté n'aboutirait pas ; que tous les faits des dernières semaines démontraient non-seulement que la restauration des princes dépossédés était impossible, mais encore que cette impossibilité était

reconnue par les puissances européennes; que, par conséquent, le Piémont devait faire usage des droits que lui avaient donnés et que lui donneraient encore les votations de l'Italie centrale, et en faire un *prompt usage* pour empêcher qu'à la longue l'état provisoire dans lequel se trouvait ce pays ne dégénérât en complète anarchie.

Le 29 février, M. de Cavour écrivit à Ricasoli et à Farini; il leur communiquait les propositions de la France contenues dans la note de M. Thouvenel du 24 février. Il avait répondu, ajoutait-il, qu'il recommanderait les conseils de l'empereur Napoléon aux hommes qui avaient jusque-là dirigé les destinées de l'Italie centrale; que vraisemblablement ces hommes ne voudraient pas prendre sur eux la responsabilité d'une décision définitive et qu'ils feraient procéder à une nouvelle votation; que le Piémont, enfin, accepterait le résultat, quel qu'il fût, de cette votation et agirait en conséquence.

Ricasoli aussi bien que Farini répondirent qu'ils feraient voter de nouveau les populations qu'ils administraient provisoirement; Farini expliquait en même temps qu'une votation semblable serait aussi utile et opportune dans la Romagne, pour trancher la question de l'annexion au Piémont. Quant à la question ultérieure, de savoir si le roi gouvernerait la Romagne directement ou comme vicaire du pape, elle était plutôt de nature à être débattue entre le pape et le roi Victor-Emmanuel, qu'à être discutée entre celui-ci et le peuple des Légations.

Des manifestes du gouvernement invitèrent donc le peuple, en Toscane comme dans l'Émilie, à une votation ayant pour but de déterminer, par *oui* ou par *non*, si ce peuple réclamait l'annexion au Piémont sous le sceptre de Victor-Emmanuel, ou bien la constitution d'un royaume séparé de l'Italie centrale.

Le 11 mars eut lieu cette votation par le suffrage universel. Dans l'Émilie, 406,791 voix; dans la Toscane, 366,571 voix se prononcèrent pour l'annexion. Les voix qu'obtint l'idée d'un royaume distinct d'Italie centrale n'atteignirent qu'un chiffre relativement nul. Environ le 20 pour cent du total de la population avait pris part à l'opération électorale.

Le 18 mars, Farini, et le 22, Ricasoli furent solennellement reçus par le roi Victor-Emmanuel : ils lui apportaient le résultat des

votations de l'Emilie et de la Toscane. Le roi accepta leur annexion au Piémont, qui se trouva ainsi complétement accomplie. On n'eut égard aux propositions de la France qu'en ce sens que la Toscane garda une certaine autonomie en matière administrative, et eut un vice-roi dans la personne du prince de Carignan. M. Ricasoli conserva au-dessous de lui les fonctions de gouverneur de ce pays.

Les troupes de l'Italie centrale qui comptaient déjà à cette époque plus de 40,000 hommes, furent complétement incorporées dans l'armée piémontaise, et mises exactement sur le même pied, malgré une certaine opposition qui vint en particulier des officiers de cette armée. Ceux-ci insistaient sur ce que les corps de volontaires, transformés de cette manière en troupes régulières, contenaient beaucoup d'officiers à qui faisaient défaut soit une instruction militaire suffisante, soit d'autres qualités nécessaires, et que, mettre sur un pied d'égalité avec les officiers des troupes de l'Italie centrale ceux de l'armée piémontaise qui avaient acquis régulièrement tous leurs grades, équivalait à causer à ces derniers un préjudice véritable ; mais le gouvernement piémontais passa outre sans s'arrêter à cette question qui, du reste, devait surgir encore plus tard sous une autre forme.

Le 2 avril, le roi Victor-Emmanuel ouvrit à Turin le Parlement dans lequel avaient pris place les députés des quatre pays de l'Italie centrale depuis leur dernière votation.

Ce furent, ainsi que cela est aisé à comprendre, le pape et son entourage qui virent avec le plus de colère et d'aigreur les événements accomplis dans cette contrée ; à défaut de remèdes temporels, ils y trouvèrent une nouvelle occasion de protestations et de menaces.

Le 1er janvier, à l'occasion de la visite de félicitation de nouvel an qui lui fut faite par le corps d'officiers de la garnison française de Rome, le saint-père exprima à M. le général de Goyon sa ferme espérance que Dieu *éclairerait* l'empereur des Français et le ramènerait dans de meilleures voies ; il témoigna, en revanche, sa plus chaude reconnaissance à Mgr l'évêque d'Orléans pour un pamphlet par lequel il avait répondu à la brochure *Le Pape et le Congrès*. En attendant, il avait reçu la lettre de l'empereur Napoléon, du 31 décembre, et il y répondit par une circulaire aux évêques, en date du 19 janvier. Dans cette circulaire, le pape remerciait

les évêques de leur zèle pour les intérêts de l'Eglise, de l'indignation générale qu'ils avaient eux-mêmes fait éclater à propos des affaires de la Romagne, et qu'ils avaient su si bien éveiller dans l'esprit des peuples. Ensuite le pape passait à la lettre de Napoléon du 31 décembre; il déclarait qu'il avait dû repousser le conseil qui lui était donné de renoncer à la Romagne, parce que cette renonciation serait contraire à la dignité, au caractère sacré du saint-siége, ainsi qu'à ses droits au maintien desquels tout le monde catholique était intéressé. Il avait dans cette occasion attiré l'attention de l'empereur sur ce qu'une semblable renonciation ne serait en fait pas autre chose que de reconnaître le droit de l'insurrection, et qu'elle était, par conséquent, tout aussi funeste au principe monarchique; il préférait, plutôt que de s'y abaisser, souffrir les dernières extrémités pour son bon droit, mais il était profondément ému de l'état d'abandon dans lequel se trouvaient les âmes dans les légations insurgées. Il invitait donc les évêques à persister dans la défense d'une sainte cause, et à encourager chaque jour les fidèles à tout faire pour le maintien de la souveraineté temporelle du pape.

Si la lettre de l'empereur Napoléon avait causé à Pie IX de fâcheuses impressions, ce fut pis encore quand il reçut celle de Victor-Emmanuel, qui s'offrait au pape pour être son vicaire général temporel, non-seulement dans la Romagne, mais encore dans l'Ombrie et dans les Marches, en invoquant l'état d'inquiétude dans lequel se trouvaient ces provinces, la faiblesse du pouvoir du pape, et enfin l'impossibilité de les maintenir sous la domination du saint-siége autrement que par l'emploi de la force.

L'encyclique du 19 janvier suscita un nouvel orage; il est vrai d'ajouter que cet orage ne sortit pas de limites assez inoffensives et borna ses effets à des prières, à une grêle de pamphlets ecclésiastiques sous la forme de mandements et lettres pastorales, à un déluge d'invectives pieuses de la part des journaux cléricaux contre le brigandage dont le saint-siége était la victime; enfin à des adresses de condoléance des fidèles.

Le denier de saint Pierre, sur lequel on avait bâti l'audaciense espérance de remettre à flot les finances papales, ne laissait couler qu'un fort maigre filet de ses sources d'argent. Jusqu'à la fin de mars, il avait à peine rapporté au saint-siége, de toute l'En-

rope et des autres parties du monde, un million de francs. D'un autre côté, les fidèles ne montraient guère plus d'ardeur à s'enrôler pour une nouvelle croisade, quelle que fût la bonne volonté avec laquelle ils s'empressaient de promettre de se sacrifier corps et biens pour la cause du saint-père; et même les nouveaux apôtres qui, de Rome, s'étaient répandus dans le monde sous la forme caractéristique d'officiers recruteurs pour le service du pape, et s'étaient surtout adressé à la catholique Allemagne, n'avaient à peu de chose près réussi à réunir, grâce aux primes d'enrôlement, qu'un nouveau contingent de défenseurs parfaitement dignes de figurer à côté de ceux dont nous avons eu déjà l'occasion de parler plus haut.

Le clergé de l'Italie du nord et du centre non-seulement accueillit avec beaucoup de calme les excitations du pape, mais encore, sauf de rares exceptions, se mit même du côté de la puissance temporelle. Ce fut moins le cas en France, où le gouvernement de l'empereur se trouva engagé à combattre ces menées, soit par l'interdiction de journaux ultramontains, soit par des circulaires aux évêques, soit par des instructions aux autorités civiles.

A la fin, le pape, aiguillonné par ses cardinaux, et sans aucune espèce d'idée, dans le fond de la solitude de son Vatican, de ce qui se passait réellement dans le monde, en vint à la folle pensée d'essayer les foudres du moyen âge contre ses adversaires, parmi lesquels devaient naturellement prendre place au premier rang le roi Victor-Emmanuel et l'empereur Napoléon. La menace d'excommunication fut formulée contre Victor-Emmanuel, dans une lettre du 14 février. Quant à la France, le *Moniteur* se vit dans le cas de rappeler que, d'après les principes de l'*Eglise gallicane*, ni bulles ni rescrits du pape ne pouvaient être répandus ni imprimés dans ce pays sans la permission du gouvernement.

Le gouvernement piémontais, du reste, ne se laissa point intimider: aux menaces du pape, il opposa les adresses envoyées au roi par le clergé de l'Italie septentrionale et centrale, et le fait significatif que, dans cette dernière, le clergé avait donné lui-même l'exemple du patriotisme aux populations en les précédant, pour ainsi dire, dans le vote de l'annexion. Victor-Emmanuel, tout en protestant à plusieurs reprises dans ses lettres et ses discours publics de sa vénération pour le saint-père comme chef

spirituel de l'Eglise catholique, maintenait avec une égale persistance que le temporel devait être séparé du spirituel, et ne cessait d'opposer aux prétendus devoirs qu'invoquait le pape, ses propres devoirs comme prince italien.

Nous avons vu comment, malgré tout le mouvement qu'avait pu se donner le pape, l'annexion de l'Italie centrale, y compris la Romagne, était devenue un fait accompli ; nous avons maintenant à nous occuper d'une autre question qui est, avec celle-là, dans une connexion intime et qui devait, si les apparences n'étaient pas trompeuses, plus que toutes les complications précédentes, conduire à la réunion d'un congrès pour le règlement définitif de toutes les affaires d'Italie, nous voulons parler de la séparation de la Savoie et du comté de Nice du Piémont, et de leur réunion à l'empire français par la voie d'un traité conclu entre ces deux puissances.

---

4. L'annexion de la Savoie et de Nice à la France.

Lorsqu'en 1858 les deux maisons régnantes de France et de Piémont eurent conclu à Plombières un pacte de famille en vertu duquel le prince Napoléon devait épouser la princesse Clotilde, fille aînée du roi Victor-Emmanuel, elles tombèrent en même temps d'accord que, si le territoire du Piémont venait à s'agrandir de la Lombardie *et de la Vénétie*, la Savoie et Nice devraient être cédées à la France.

La Savoie, berceau de la maison royale de Sardaigne, se compose des districts de Chambéry et d'Annecy : le premier se divise en quatre provinces, celles de Chambéry, de Haute-Savoie, de Maurienne (d'où sont originaires les souverains du Piémont) et de Tarentaise, comprenant ensemble 118 ½ milles carrés et 313,819 habitants ; le second se divise en trois provinces, le Genevois, le Faucigny et le Chablais, comprenant 83 milles carrés et 267,942 habitants.

Le comté de Nice a 56 milles carrés et 125,220 habitants.

Tous ces territoires réunis constituent une étendue de 258 milles carrés, possédant 707,000 âmes de population.

La seule langue usitée en Savoie est le français, de même que dans la partie nord-ouest du comté de Nice. Sur les 707,000 habitants de tout le territoire cédé, 625,000 environ parlent le français.

Durant la campagne de 1859, l'empereur assura à plusieurs reprises qu'il combattait uniquement pour une idée, et non pour l'agrandissement de la France, et l'on pouvait croire parfaitement à cette affirmation, parce qu'il était évident que cette lutte pour une *idée*, sans accessoire étranger, devait être infiniment plus avantageuse pour la France comme pour lui, qu'un insignifiant agrandissement du territoire français.

Napoléon conclut la paix de Villafranca qui laissait la Vénétie entre les mains de l'Autriche, de sorte que les prévisions de la convention de Plombières n'eurent pas à se réaliser à l'égard de lui et de la Savoie, et qu'il ne fut point officiellement question d'une annexion de ces provinces à la France, bien qu'une agitation française cherchât déjà à y prendre pied, agitation nourrie principalement par le clergé.

Mais, d'autre part, les Italiens du centre entrèrent vivement dans la voie d'une annexion pure et simple au Piémont, d'accord avec celui-ci et soutenus par la politique de l'Angleterre. Or, si toute l'Italie centrale tombait entre les mains du Piémont, cette annexion représentait une augmentation de 2,532 $^1/_4$ milles carrés de territoire et de 11,824,647 âmes de population, augmentation plus considérable encore que celle dont le Piémont eût eu le bénéfice en absorbant la Vénétie et même avec celle-ci le duché de Parme, le reste de l'Italie centrale conservant son autonomie. Napoléon, dans ces circonstances, revint donc sur le traité, ou, pour parler plus exactement, parce qu'il a été attaché une grande importance à cette distinction dans le cours des négociations, sur le *pacte de famille* de Plombières, dans le début seulement sans doute pour exercer, à l'aide de cette arme, une pression sur le Piémont contre l'annexion complète de l'Italie centrale. En effet, il n'existe pour nous aucun doute que Napoléon eût préféré à la cession de Nice et de la Savoie, l'établissement en Toscane d'une secondogéniture française sur les ruines de celle qu'y possédait l'Autri-

che. Mais lorsque les chances de l'annexion totale en vinrent à gagner chaque jour du terrain, et que le Piémont se prononça de son côté d'une manière toujours plus catégorique dans ce sens, la séparation de la Savoie et de Nice du Piémont devint à son tour, de la part de l'empereur des Français, l'objet d'une attention toujours plus sérieuse et plus déterminée, à titre d'éventualité à laquelle on serait peut-être à la fin dans le cas de se résoudre. M. Walewski, qui n'était point disposé à accéder à cette modification réelle de la politique française en Italie, fut sacrifié, et M. Thouvenel prit sa place au ministère des affaires étrangères.

Alors les journaux semi-officiels français commencèrent à représenter d'un commun accord la cession de la Savoie et de Nice à l'empire comme une *nécessité politique*, une conséquence de la marche des événements dans le centre de la péninsule, et le 1er mars 1860, dans son discours du trône, l'empereur Napoléon s'exprima parfaitement dans le même sens. Il ne dit pas toute la vérité, mais il la laissa très-clairement entrevoir. En face de la transformation en un Etat puissant du nord de l'Italie, la France devait, suivant l'empereur, revendiquer pour sa sûreté la possession des versants français des Alpes. Il n'y avait rien là qui pût inquiéter l'Europe ; du reste, Napoléon s'engageait à exposer l'état des choses aux grandes puissances, et il ne doutait pas qu'elles ne fussent bientôt convaincues du bien-fondé de cette revendication.

Si jusqu'aux derniers jours, pour ainsi dire, qui précédèrent le 1er mars, l'intention de la France de s'agrandir des territoires de la Savoie et de Nice avait pu être niée, et si tous les artifices possibles avaient été employés par le gouvernement français pour masquer cette intention, le discours du trône était venu tout d'un coup dissiper toute espèce de doute sur le fait principal. Précédemment, aux demandes de l'Angleterre s'il n'existait pas, pour certaines hypothèses, un traité entre la France et le Piémont prévoyant la cession à l'empire de certaines portions du territoire sarde, le cabinet français avait répondu négativement, en jouant sur les mots, — parce qu'il n'existait pas un *traité* entre les *deux pays*, mais un *pacte de famille* entre les *deux dynasties ;* — plus tard, à d'autres interrogations, il avait été répondu que, lors même

que l'empereur aurait pu avoir antérieurement quelque idée d'agrandissement, il avait maintenant abandonné toute pensée de ce genre, — parce que cela avait été effectivement vrai après la paix de Villafranca; — enfin, il avait été déclaré par le gouvernement français que tout dans cette question devait dépendre de négociations formelles et régulières, parce que, en fait, pour Napoléon la question de la cession de Nice et de la Savoie était étroitement liée à celle de l'annexion de tout ou partie de l'Italie centrale, et à la manière dont celle-ci serait résolue. Mais, après le discours du trône du 1er mars, nous le répétons, il ne resta plus d'incertitude sur l'intention de la France, pas plus que sur la réalisation de ses projets, parce que, dans ce moment, la destinée de l'Italie centrale était déjà complétement déterminée.

Le cabinet de M. de Cavour ne pouvait, d'après tout ce qui s'était passé et sachant fort bien à quoi s'en tenir sur sa propre volonté de procéder à l'annexion de l'Italie centrale, opposer la moindre difficulté aux exigences de la France; il pouvait tout au plus essayer de disputer à celle-ci quelques fractions du territoire revendiqué.

On s'attendait bien à ce que l'on ferait, à l'étranger comme en Italie, un reproche au roi Victor-Emmanuel de vendre le « berceau de sa race; » mais on avait à ce reproche des réponses toutes prêtes et qui valaient bien la peine d'être accueillies. D'abord, le roi voulait servir un grand but, celui de l'unité de l'Italie, et pour cela il devait savoir faire des sacrifices à cette volonté. Plus devait lui paraître pénible personnellement le sacrifice de ce berceau de sa race, plus grand il paraissait aux yeux des Italiens pour lesquels il s'y résignait, aussi bien qu'aux yeux de l'étranger et de tous les peuples surtout qui, chaque jour, avaient à se plaindre des mesquineries, des demi-mesures, du manque d'énergie et de résolution de leurs gouvernements, et se voyaient conduits ainsi par eux à l'abîme.

Ensuite, il était incontestable que l'on ne parlait que la langue française en Savoie. Or, les Italiens, qui fondaient sur le principe de la nationalité leurs prétentions à la réunion de la Péninsule entière en un seul État, ne pouvaient que difficilement réclamer contre l'application que la France se proposait de faire du même principe pour s'annexer la Savoie.

Enfin cela paraissait être le vœu des habitants de ce pays eux-mêmes, et si l'empereur des Français faisait dépendre son annexion d'nne votation de sa population, le Piémont qui, par une votation toute semblable, prétendait gagner pour lui l'Italie du centre, et déclarait catégoriquement à la France qu'il agirait d'après le résultat de cette votation, ne pouvait se refuser à voir appliquer à la Savoie nn raisonnement identique.

Quant au comté de Nice, la nationalité française n'y était pas si claire qu'en Savoie; mais si le Piémont avait voulu se contenter, comme le lui avait proposé l'empereur, de l'annexion de Parme et de Modène, Napoléon aurait pu se contenter de son côté de l'annexion de la Savoie, tandis que, s'il étendait en outre sans réserves la main sur la Toscane et la Romagne, il devenait tout simple, au point de vue français, que Napoléon étendlt à son tonr la sienne sur les belles côtes de Nice.

D'nn autre côté, M. de Cavour se flatta pendant quelque temps de l'espérance de se tirer d'affaire vis-à-vis de la France, malgré l'annexion de la Toscaue et de la Romagne, par la seule cession de la Savoie, ou tout au moins de sauver pour le Piémont une partie du comté de Nice. Cependant, déjà dans une note dn 2 mars, il reconnaissait la nécessité pour le Piémont de s'en tenir, aussi bien pour Nice que pour la Savoie, au résultat du vote populaire, ainsi que de subordonner les actes de sa politique de ce côté-là à la manifestation de la volonté du peuple de la même manière qu'il voulait la régler d'après cette manifestation dans l'Italie centrale.

Aussi, à peine le sort de celle-ci se trouva-t-il décidé par les votations dans les quatre pays, par les déclarations de Farini et de Ricasoli, enfin par les réponses du roi Victor-Emmanuel à ces déclarations, que, le 24 mars, le traité relatif à la cession de la Savoie et de Nice se concluait entre les cabinets de Paris et de Turin.

D'après ce traité, le roi Victor-Emmanuel autorise la réunion de ces territoires à la France et renonce à leur possession, pour lui et pour ses descendants, en faveur de l'empereur des Français. Mais cette réunion à la France doit avoir lieu sans qu'aucune contrainte soit exercée sur la volonté des populations; Napoléon et Victor-

Emmanuel s'entendront le plus tôt possible sur les meilleurs moyens de faire manifester cette volonté.

Quant aux parties neutralisées du territoire de la Savoie, Victor-Emmanuel ne les cède que sous les conditions auxquelles il les possède lui-même, et Napoléon devra à cet égard s'entendre, aussi bien avec les grandes puissances qu'avec la Confédération suisse, dans le sens du maintien des garanties en vue desquelles la neutralisation de ces territoires avait été décidée.

Une commission mixte était chargée de déterminer d'une manière définitive la nouvelle frontière entre la France et le Piémont, d'après les principes de l'équité et les intérêts militaires réciproques. D'autres commissions devaient régler toutes les autres questions accessoires, telles que le partage de la dette publique et la participation au percement du mont Cenis.

Le gouvernement français garantit aux employés civils et militaires qui deviennent sujets français les droits acquis au service du Piémont. Les sujets piémontais originaires du territoire cédé ou qui y sont établis, qui veulent demeurer sujets du Piémont, ont, pendant le terme d'une année, le droit de passer à l'Italie sur une simple déclaration de leur part, et ils peuvent néanmoins conserver leurs propriétés foncières en Savoie ou dans le comté de Nice.

Pour la Sardaigne, est réservée, conformément à la constitution de ce pays, la ratification du traité par le Parlement.

Tel était le traité de Turin.

Qu'un Etat cède à un autre Etat par une convention une partie de son territoire, c'est une chose qui paraît parfaitement permise d'après l'*ancien droit des gens*, auquel on en appelle encore aujourd'hui ; c'est une chose qui en elle-même ne semble avoir rien d'étonnant ni d'effrayant. Il n'y avait donc, à ce point de vue, rien à dire contre la cession de Nice et de la Savoie à la France. D'un autre côté, les partisans du *nouveau droit des gens*, qui attend encore d'arriver à une complète consécration par le temps et l'usage, ne pouvaient rien opposer à cette convention, parce que son exécution avait été rendue dépendante de la votation et de la volonté du peuple, c'est-à-dire du principe même de ce droit nouveau.

Mais ce qui effraya l'Europe, ce fut la manière dont les documents officiels, aussi bien que la presse officieuse, déduisirent de

l'agrandissement du Piémont la nécessité de l'extension de la France jusqu'à la crête des Alpes. La France, disaient ces diplomates et ces publicistes, en face de l'accroissement de la puissance du Piémont, a besoin de sûretés vis-à-vis de l'Italie, de sûretés militaires qu'elle ne peut trouver autrement qu'en portant sa frontière du sud-est « jusqu'aux frontières naturelles. » Le grand mot était lâché : tout le monde sait ce que les Français entendent par « leurs frontières naturelles. » Comme pour rendre tout commentaire superflu, quelques journaux se hâtèrent de pérorer sur ce texte, que si, par exemple, la Prusse s'agrandissait en Allemagne, la France, « pour sa sûreté, » se verrait forcée d'étendre de même sa frontière jusqu'au Rhin. D'ailleurs, Napoléon lui-même, dans son discours, avait employé, en parlant de la réunion de la Savoie et de Nice à la France, le mot de *revendication*. A qui, en Europe, ce simple mot ne dut-il pas rappeler tout d'un coup et la première république et le premier empire ? Que ne pouvait revendiquer le second empire s'il songeait à reprendre les frontières du premier ? Et la moitié de l'Europe eut la chair de poule rien qu'à l'idée de toutes les guerres qui devaient dès lors se succéder nécessairement.

A présent, disait-on, tout est décidé; il n'est plus question de la politique des idées et de la guerre pour les idées ; c'est la politique de l'agrandissement, ce sont les guerres de conquêtes qui commencent; Napoléon est arrivé à un point de pivot pour sa puissance. — Dieu merci, répondaient quelques-uns, — peu nombreux, il est vrai, — s'il en est ainsi, car la politique des idées était bien autrement dangereuse pour l'Europe que ne le seront jamais des guerres pour l'agrandissement de la France !

Mais, en dehors de ces motifs d'inquiétudes et de préoccupations générales, la question de Savoie en renfermait une autre qui certainement n'était pas de nature à être tranchée par les deux gouvernements de France et de Piémont seuls, et qui mettait en campagne bien d'autres intéressés, c'était la question des provinces neutralisées de la Savoie.

La plus grande partie du district d'Annecy, c'est-à-dire tout le pays situé au nord d'Ugine, avait été compris par les traités de Vienne dans la neutralité suisse : la délimitation de ce territoire neutralisé avait été laissée dans une grande incertitude, et jamais

dans la suite personne ne s'était donné la peine de chercher à la mieux préciser; de sorte que, le cas échéant, chaque individu, chaque autorité, pouvaient lui choisir un tracé comme il lui paraissait le plns agréable. Dans la règle, on envisage maintenant comme neutralisé le territoire dont les eaux se jettent dans le lac de Genève et dans la partie du cours du Rhône qui appartient au canton de Genève, c'est-à-dire tout le Chablais (chef-lieu Thonon), tout le Faucigny (chef-lieu Bonneville) et le cercle de Carouge, de la province du Genevois: en tout 60 à 70 milles carrés, avec 167 mille habitants.

Les traités de Vienne avaient eu, comme on sait, pour but d'assurer sur la France la prépondérance de la Sainte-Alliance et des puissances qui lui étaient dévouées, ou qui se trouvaient sous sa dépendance. Parmi ces puissances figurait aussi la Sardaigne, et ce fut dans son intérêt qne fut décidée la neutralisation de la Savoie du nord : il fut stipulé que toutes les fois que les puissances voisines de la Suisse seraient en état de guerre ou d'hostilités imminentes, les troupes de S. M. sarde devraient se retirer de la Savoie du nord et pourraient, en cas de besoin, opérer cette retraite à travers le canton suisse du Valais, et que le territoire neutralisé de cette province ne pourrait être occupé par d'autres troupes que celles que la Confédération suisse y enverrait. La Confédération suisse reçut le *droit* d'occuper la Savoie du nord, mais elle ne fut liée à aucune *obligation* de le faire. Il est bon de rappeler à ce propos que la neutralité de la Suisse, comme celle de la Savoie du nord, avait été placée sous la garantie des puissances européennes, et que, en 1815, on ne songeait point que la Suisse pût ou voulût maintenir elle-même sa neutralité d'une manière efficace.

Depuis 1830, la Suisse, au moins dans ses aspirations, avait pris une tout autre position, et cela non pas en s'appuyant sur les traités de 1815 qui la plaçaient sous une espèce de tutelle des puissances signataires du congrès de Vienne, mais en s'en éloignant au contraire, en rompant même avec eux, faisant son droit du nonveau droit des gens, du principo du libre exercice de la volonté du peuple. — La jeune génération n'a pas assez présente devant les yeux cette différence capitale, et c'est par là que s'ex-

pliquent bon nombre d'erreurs et de déceptions dans la Suisse même.

Déjà, en mars 1859, le Conseil fédéral avait pris occasion de rappeler à l'Europe la position dans laquelle les parties neutralisées du territoire de la Savoie se trouvaient vis-à-vis de la Suisse; il insistait principalement sur ce que la Suisse avait un *droit*, non un *devoir* d'occuper ce territoire en cas de guerre entre des puissances voisines.

Déjà la paix de Villafranca, et sa copie la paix de Zurich, avaient modifié la distribution des territoires situés sur la frontière méridionale de la Suisse, lors même qu'elles n'avaient fait pour le moment que transférer la Lombardie au Piémont. Mais des modifications plus considérables étaient en *perspective*, et on les attendait avant le congrès qui devait se réunir en 1860. Ces modifications territoriales pouvaient toucher aux conditions d'existence de la neutralité suisse, et c'était spécialement le cas si l'on se plaçait au point de vue de la nouvelle politique suisse, d'après laquelle la Confédération doit défendre elle-même sa neutralité et se sent obligée à la maintenir efficacement les armes à la main. Des changements de frontières, etc., pouvaient lui rendre plus difficile de s'acquittter de cette tâche avec les moyens militaires dont elle dispose. En outre, si le projet d'une confédération italienne venait à se réaliser et que la Sardaigne entrât dans cette confédération avec la Savoie neutralisée, il en résultait un changement dans la situation politique de celle-ci, changement qui, quelque difficile qu'il fût à préciser et à définir exactement d'avance, n'en constituait pas moins en même temps un pour la Suisse elle-même, puisque celle-ci se trouvait intéressée directement dans le droit de neutralité de cette Savoie du nord. La Suisse demanda donc avec beaucoup de raison, le 18 novembre 1859, d'être aussi représentée dans le congrès qui s'occuperait des affaires d'Italie, si ce congrès venait à se réunir une fois.

Lorsque le congrès parut s'enfoncer toujours plus dans le domaine des rêves et des fictions, et qu'en revanche il devint chaque jour plus évident que la Savoie allait être cédée à la France, la Suisse attira aussitôt l'attention de cette puissance sur la situation des provinces neutralisées et leur position vis-à-vis de la Suisse, et réclama des explications. Elle reçut de la France l'as-

surance que les parties neutralisées de la Savoie *lui seraient rétrocédées* dans les cas où la Savoie serait annexée à la France. Mais immédiatement après le discours du trône de l'empereur Napoléon, le 8 et le 10 mars 1860, furent publiées des proclamations des gonverneurs d'Annecy et de Chambéry, d'après lesqnelles les populations de la Savoie devaient être appelées à voter sur la qnestion de savoir si elles voulaient rester incorporées au Piémont on l'être à la France, sans qn'il fût fait la moindre mention des droits de la Suisse à l'égard de certaines parties de ce territoire.

Cela jeta l'alarme en Suisse. C'était, dans ce pays, une opinion très-répandne que le territoire neutralisé de la Savoie du nord devait revenir à la Suisse, s'il cessait d'appartenir à la Sarnaigne; que la Snisse avait *un droit* à cette incorporation. Une jeune société politique, l'*Helvetia*, travailla surtout à populariser cette manière de voir : on déterra même pour l'appuyer un antiqne parchemin, c'est-à-dire un vieux traité conclu en 1564 entre la Savoie et la république de Berne, sous la médiation des Etats confédérés. Combien de générations et de transformations avaient été les unes après les antres emportées par le temps depnis ce débris du seizième sièclo! Et cependant, cette jeune Suisse, qui depuis sa nouvelle constitution fédérale n'avait jamais songé qu'à se débarrasser de tont ce qui pouvait rester de ces décombres du passsé, put s'emparer sans rire de ce morceau de papier moisi.

Ce qui fut plns sérienx, ce fut l'écho tout particulier que trouva en Suisse l'opinion qui, considérant l'annexion de la Savoie à la France comme un premier pas, comme une provocation, voulait qne, dès cette première tentative, on se mît carrément en travers de la route. La Savoie du nord, s'écria l'*Helvetia* et avec elle tout le parti anquel on peut donner en Suisse le nom de parti de l'action, la Savoie du nord ne fera que précéder Genève, Vaud et le Valais. Il ne fallait donc pas, disait-on, tarder un instant, mais agir immédiatement et occuper sans hésiter cette Savoie du nord sur laquelle on avait un droit de propriété, et qui, en outre, était très-importante et même nécessaire pour la défense de la Suisse, afin d'empêcher la prise de possession de ce pays par les Français eux-mêmes. Ces raisonnements excitèrent au plus haut point les esprits, et il est très-facile de concevoir que, dans un pays qui

possède une armée de milices dont la force est hors de toute proportion avec le chiffre de la population, ce que l'on peut nommer le *dilettantisme militaire* vint se mêler vigoureusement de la question, soutenu par l'ardeur d'une jeunesse impétneuse, désireuse dn monvement militaire, et impatiente de goûter une fois de la guerre, de la véritable carrière des armes dont, à son grand regret, elle se voit perpétuellement condamnée à ne connaître que le côté monotone des cordons de frontières. Le dilettantisme militaire trouva mille argumeuts incroyables pour établir que la Savoie dn nord était nécessaire pour la défense militaire de la frontière suisse et en particulier de Genève; on mêla dans cette démonstration mille choses différentes qui n'avaient absolument rien à faire dans la question. Le vertige gagna même de vieux officiers, si bien que l'un d'eux déclara que Genève devait être *directement* défendue en dépit de toutes les *théories*, c'est-à-dire lors même que l'on devrait avouer que ce serait une grosse faute militaire. Or, il faut bien l'avouer, pour peu que l'on sache que Genève est une ville ouverte, et que l'on considère sa position vis-à-vis de la France, le fait que la Snisse posséderait ou non la Savoie du nord ne changerait rien à cette position.

C'était, sans nul doute, une absurdité de la part de la France que de prétendre qu'elle avait besoin de la frontière des Alpes pour sa *sûreté* vis-à-vis du Piémont agrandi; mais en Suisse le parti de l'action tomba dans une erreur à peu près pareille avec tout le bruit qu'il fit à propos de la Savoie du nord. Un examen exclusivement topographique de questions militaires et stratégiques est aussi inconciliable, eu effet, avec la natnre même de la guerre qu'il est favorable à l'enchevêtrement d'interminables dissertations sur le plus mince objet: rien ne se prête mieux à exercer la fécondité des imaginations d'écoliers, mais rien aussi n'est plus propre à les mener perdre dans un labyrinthe d'erreurs militaires.

Un parti plns raisonnable prit autrement les choses.

Il est hors de doute, disait-il, que, par l'annexion de la Savoie à la France, la position de la Savoie à la France est modifiée *aussi pour nous*. En outre, dans ce moment, le Piémont et la France marchent avec le plus intime accord. Cette circonstance fait déjà tomber plusieurs des stipulations des traités de 1815

quant à la Savoie du nord; d'autres tombent par le fait même de l'annexion à la France. Ainsi, il ne saurait plus être question, par analogie, d'une retraite à travers le Valais des troupes françaises qui se trouveraient dans la Savoie du nord au moment où éclaterait une guerre, parce que cette clause n'aurait plus aucun sens raisonnable. Une simple transmission à la France des droits et des obligations de la Sardaigne, quant à ces provinces, est donc impossible ; au contraire, il doit s'entendre de soi-même que, par suite de l'incorporation de la Savoie au territoire français, de nouvelles stipulations doivent intervenir, quant à la position des provinces neutralisées à l'égard de la Suisse. Cette dernière a le droit de prendre part à la discussion de ces clauses nouvelles, parce qu'il peut être touché dans cette occasion à ses intérêts particuliers, comme aussi elle peut prendre part à toute autre modification survenant dans la délimitation des frontières des Etats voisins. Mais la Suisse n'a pas à parler seule, parce que le changement des stipulations dont il s'agit constitue aussi en même temps un intérêt pour toutes les puissances qui ont signé le traité de Vienne, et qui ont garanti les clauses relatives à la neutralité de la Savoie dans l'intérêt de la sécurité générale de l'Europe. D'autre part, il ne peut être question d'une occupation immédiate de la Savoie du nord par la Suisse, attendu que cette occupation est liée en droit à une condition et que cette condition manque, puisque la guerre n'a point éclaté entre les puissances voisines, et que des hostilités ne sont point imminentes entre elles. De plus, cet acte pouvait entraîner la Suisse dans une guerre avec la France, et, si l'on n'a point l'intention de reculer devant cette éventualité dans toute circonstance, si l'on veut l'accepter dans certains cas courageusement, même au risque de devoir y trouver, pour un temps, un complet anéantissement, cependant, dans le cas actuel, cela aurait été s'accrocher à un prétexte pour courir volontairement au-devant de ces chances redoutables. On ajoutait que, indépendamment de ce qui était tout au moins très-douteux, savoir si la Savoie du nord contribuerait en quelque chose à la sûreté militaire de la Suisse, ou si tout ce qui avait été avancé là-dessus ne reposait pas plutôt sur des théories fausses et dangereuses pour les moyens de défense de la Confédération, il fallait bien

reconnaître comme très-vraisemblable que l'occupation par la Suisse de la Savoie du nord aurait précisément pour effet d'accélérer cette invasion dont le parti de l'action voulait prévenir l'éventualité, dans le cas où Napoléon aurait eu réellement l'intention de mettre la main sur Genève, Vaud, le Valais.

A cet argument, le parti de l'action répondait que si la Suisse prenait seulement une énergique initiative, elle aurait toute l'Europe derrière elle pour l'appuyer. Voyons ce qu'il en était, en réalité, de cette espérance.

Il est parfaitement vrai que le plus grand nombre des journaux allemands excitaient la Suisse à quelque démarche audacieuse, lui promettant toutes les sympathies possibles. Chose curieuse, la presse réactionnaire dépassait même si possible en chaleur à cet égard la presse libérale; cette même presse réactionnaire qui, jusque-là, n'avait vu dans la Suisse qu'un bourbier de scélératesses, une caverne de crimes, nageait dans les plus sentimentales effusions au nom seul de cette même Suisse, et prodiguait ses embrassades à ce pays qu'elle avait jusque-là si cordialement poursuivi de ses malédictions. Et si cette soudaine explosion d'affections était suspecte, la vieille sympathie du libéralisme allemand ne promettait guère mieux au fond, si l'on se donnait la peine de l'examiner d'un peu près. Ces mêmes gens qui ont laissé passer sur eux avec *héroïsme* tous les genres d'oppression imaginés par leurs princes, qui ont toléré et laissé faire toutes les violations du droit dans leur patrie allemande, qui se pâmaient d'aise parce qu'on leur avait octroyé un ministre qui, en 1848, passait pour un réactionnaire de la meilleure roche, mais qui, en 1859, pouvait bien avoir l'air d'un radical, si l'on prenait pour point de comparaison les choses que l'on avait vues depuis lors et auxquelles on s'était paisiblement habitué; — ces mêmes hommes qui se sentaient tout disposés à adorer comme un demi-dieu leur souverain, fût-ce même le prince-électeur de Hesse, s'il daignait seulement décréter une diminution de vingt-cinq coups de bâton dans ses distributions quotidiennes, n'avaient rien pu ou rien osé faire pour la Hesse, pour le Schleswig-Holstein, pour l'Allemagne autrichienne; ces hommes, enfin, qui voulaient maintenant pousser la *Suisse* à une guerre contre cette France devant laquelle leurs dieux se pliaient jusqu'à terre, à une guerre pour

laquelle il fallait à la Suisse des hommes et des canons. Lui offraient-ils peut-être des canons et des hommes? *Ia Kuchen*, dit le Berlinois.... des sympathies !

Quant à l'appui matériel que l'on pouvait attendre des puissances, il n'était pas difficile en Suisse de savoir à quoi s'en tenir, même avant d'avoir lu les réponses des différents cabinets aux notes du Conseil fédéral. Que devait-il se trouver dans ces réponses, quelque belle apparence qu'elles pussent se donner?

L'Autriche, qui ne pouvait se résigner à prendre les armes pour défendre en Italie ses propres intérêts, se hâterait-elle de les saisir pour voler au secours de la Suisse, dont la population ne représentait au fond pour le gouvernement autrichien qu'une de ces bandes de rebelles dont on peut se servir en cas de besoin, mais que l'on ne soutient jamais sérieusement, le sachant et le voulant? L'Autriche, d'ailleurs, n'était pas éloignée de considérer la perte de la Savoie pour la Sardaigne avec cette satisfaction intime que cause tout fâcheux accident arrivé à notre ennemi, et elle se croyait en outre bien sûre de rentrer elle-même en possession de ses secondo-génitures italiennes et de la Lombardie avant que le Piémont recouvrât la Savoie.

L'Angleterre devait marcher d'accord avec la France dans l'affaire de la Savoie, comme l'on pouvait s'y attendre, après l'annexion de l'Italie centrale. L'opposition se fit de cette affaire une arme contre le ministère bien plus encore que contre le traité de commerce, mais la majorité du Parlement marchait avec le ministère; on ne voulait pas, en Angleterre, une guerre pour cette bagatelle, et du moment où l'on ne voulait pas de guerre, qu'est-ce donc que l'on voulait? Telle était bien l'opinion publique dans le pays, si nous en exceptons, bien entendu, les produits de l'éloquence spéciale aux meetings et aux fêtes de riflemen.

Il était bien malaisé à la Russie, soit à cause du passé, soit vis-à-vis de l'avenir, d'avoir quelque chose à opposer à ce que la Savoie tombât des mains de la Sardaigne dans celles de la France par la voie d'un traité.

La Prusse obéissait naturellement encore en ceci à son principe de se conserver « la main libre, » et d'ailleurs ne se sentait pas bien fortement entraînée à se faire le champion d'un nouvel agran-

dissement de la Suisse, en retour du triste rôle qu'elle avait joué vis-à-vis de celle-ci dans l'affaire de Neuchâtel.

Chacun était sans doute d'opinion que la position de la Savoie du nord devait être réglée à nouveau, mais personne, en dehors des assemblées populaires de l'*Helvetia*, ne la tenait sérieusement pour une affaire qui dût ébranler le monde; les gouvernements des Etats placés du côté de la réaction pensaient que si cette question n'était pas arrangée à la satisfaction des intéressés par un congrès, lorsqu'une fois, pour d'autres motifs, serait venue l'heure de la guerre avec la France, il y aurait tant de comptes arriérés à solder, que celui de la Suisse ne saurait manquer de trouver sa place dans une addition générale.

Tel était l'état réel des choses, et l'on voit qu'il différait sensiblement de l'idée que s'en faisait le parti de la guerre en Suisse.

Le Conseil fédéral n'était point complétement au-dessus de l'influence de ce parti, qui, dans son sein même, avait comme champion très-actif M. Stæmpfli, jeune homme un peu gâté par le succès, pénétré de l'idée qu'il était un grand citoyen, et parfaitement disposé alors, à ce qu'il parut, à tenter l'essai de joindre des lauriers militaires à ceux que lui avaient déjà procurés la politique et la diplomatie.

A la suite de la publicité donnée aux proclamations des gouverneurs d'Annecy et de Chambéry, le Conseil fédéral adressa, le 19 mars 1860, aux grandes puissances, une note dans laquelle il invoquait leur intervention. A cette époque, l'annexion était seulement annoncée, elle n'était pas encore accomplie; cependant, pour le cas d'une annexion de la Savoie à la France, le Conseil fédéral indiquait comme la solution de la question la plus propre à servir les intérêts européens, la réunion à la Suisse de la Savoie du nord.

Déjà précédemment le représentant de la Suisse à Paris avait déposé une protestation formelle contre l'incorporation de la Savoie du nord au territoire français. Dans sa réponse, M. Thouvenel se plaignit de cette démarche de la Suisse pour des motifs de... sentiment, parce que l'empereur Napoléon, dans des occasions antérieures, avait fait preuve de la bienveillance qu'il portait à la Confédération suisse, et déclara qu'il ne trouvait pas fondée en droit la demande de la Suisse, bien qu'il reconnût la

nécessité d'une révision des stipulations des traités relatives à la Savoie du nord. Le gouvernement français s'était déjà exprimé dans ce sens dans sa dépêche du 13 mars à ses représentants auprès des grandes puissances.

La réponse du Conseil fédéral à la note de M. Thouvenel du 17 mars partit de Berne le 24 mars. Après avoir discuté et réfuté les arguments de M. Thouvenel, le Conseil fédéral constatait aussi un revirement dans la politique française, puisque, ainsi qu'on se le rappelle, la France avait dans l'origine formulé l'intention de céder la Savoie du nord à la Suisse dans le cas où elle-même entrerait en possession de la Savoie et de Nice.

Dans la Savoie même, différents partis étaient en présence : tandis que les uns souhaitaient l'annexion à la France, les autres préféraient voir ce pays rester au Piémont; dans le cas où cela serait impossible, et alors seulement, ils se réservaient d'examiner à qui il conviendrait de remettre ses futures destinées : là-dessus les opinions étaient fort divergentes; dans la Savoie du nord il existait incontestablement un grand parti désirant l'annexion à la Suisse; ce vœu était fort naturel, car, dans le fait, la ville de Genève est le centre commercial des contrées neutralisées, et il fut à plusieurs reprises formulé dans des adresses revêtues de nombreuses signatures. Dans le reste de la Savoie, la masse de la population penchait sans nul doute pour l'annexion à la France. En outre, un troisième parti voulait faire de la Savoie un Etat séparé du Piémont, mais indépendant, qui ne fût donc réuni pas plus à la France qu'à la Suisse, et c'est du sein de ce parti que s'élevèrent les voix qui se prononcèrent vivement contre tout démembrement du pays. Ces réclamations furent accueillies à Paris avec une bienveillance particulière, et si Napoléon avait jamais eu l'intention de céder à la Suisse la Savoie du nord, il abandonna dès lors complétement ce projet.

Le Conseil fédéral s'efforça, dans sa note du 24 mars, de démontrer qu'il n'existait en fait, en Savoie, aucune répugnance insurmontable contre la séparation et qu'elle n'était pas, en outre, sans antécédents; cette note était très-calme et très-digne.

Mais lorsque la conclusion du traité de Turin du même jour fut connue à Berne, une grande irritation s'empara du Conseil fédéral. Sous l'influence de diverses assemblées de l'*Helvetia*, non-

seulement il lança auprès de tous les cabinets européens des protestations énergiques contre toute prise de possession de la Savoie du nord par la France avant la conclusion d'un arrangement avec la Suisse et les grandes puissances, mais encore il convoqua l'Assemblée fédérale et appela en activité de service six bataillons pour des cours de répétition. Cette dernière décision était parfaitement dérisoire, si elle n'était pas calculée pour entraîner d'autres mesures militaires plus importantes, et de nature à produire une plus sérieuse impression.

Mais l'Assemblée fédérale ne se laissa pas entraîner. Tout en ne refusant pas son approbation aux propositions que lui soumit le Conseil fédéral, elle ne négligea pas d'introduire d'une manière non équivoque, dans les considérants de ses décisions, le fait qu'elle ne regardait point du tout comme closes les négociations sur la question de Savoie, qu'elle ne voulait pas conduire témérairement la Suisse à une guerre, et qu'elle s'opposerait à toute démarche précipitée du Conseil fédéral qui pourrait conduire à ce résultat.

Là-dessus, le Conseil fédéral adressa aux puissances une nouvelle note, en date du 5 avril, dans laquelle il demandait la réunion d'un congrès des puissances signataires du traité de Vienne pour régler la question de Savoie.

La voie dans laquelle entrait ainsi cette affaire ne fut pas absolument du goût du parti de la guerre, ou de l'action, et il ne cessa dès lors de se répandre en accusations sans mesure et en sorties injurieuses à l'endroit du parti dit de la paix, qui reçut aussi les épithètes de « barons de chemins de fer et d'hommes du coton. » Néanmoins ce parti gagna de jour en jour plus d'influence dans le peuple, tout comme il l'avait déjà emporté sur ses adversaires dans le sein des Chambres fédérales. Différentes circonstances aidèrent à ce résultat, en particulier l'expédition que, le 30 mars, une troupe d'individus pris de vin tenta, sous la conduite d'un certain Perrier de Genève, sur la petite ville de Thonon, et qui fut entourée de tant de ridicule, qu'elle pouvait suffire à montrer au simple bon sens du peuple suisse à quels actes vraiment honteux on pouvait être conduit en se laissant entraîner par une excitation créée et nourrie d'une manière factice. Ensuite on fit naturellement certaines comparaisons entre les coryphées des

deux partis de la paix et de la guerre, et le résultat de ces comparaisons fut que, dans chaque canton, dans chaque commune, pour ainsi dire, on trouva fort douteux qu'il y eût grand fond à faire de préférence sur les premiers pour le cas où il s'agirait non plus de brandir fièrement le drapeau fédéral avant la bataille, mais de le tenir haut et ferme dans la bataille elle-même. Enfin vinrent les réponses excessivement tièdes des puissances aux notes du Conseil fédéral des 19 mars et 5 avril, qui montrèrent clairement ce que la Suisse avait à attendre de leur appui, tandis que, d'un autre côté, il arrivait des dépêches tranquillisantes de Paris et de Turin.

Le courant de l'irritation se perdit peu à peu dans cet ensemble de faits, mais non sans laisser après lui dans l'esprit des chefs des deux partis un levain d'aigreur et des sentiments mutuels d'amertume qui pourront peut-être un jour, en cas de dangers sérieux, porter encore de tristes fruits.

En attendant, l'affaire s'était complétement terminée entre les cours de Paris et de Turin.

Comme par l'annexion de l'Italie centrale au Piémont, au moins dans les conditions où cette question avait été traitée par la France, le Piémont était devenu un Etat puissant, la France put retirer ses troupes de la Lombardie. Cette mesure se justifiait en outre pleinement par le fait que le cabinet de Turin, dans cette dernière affaire, n'avait pas suivi les conseils des Tuileries. La ligne de conduite suivie à cet égard par le gouvernement piémontais détermina Napoléon à séparer son action de la sienne; l'une des conséquences fut le rappel des troupes françaises; l'autre, la réunion de la Savoie et de Nice à la France : les corps retirés de la Lombardie vers la fin de mars purent ainsi en partie rester en garnison en Savoie. Le 24 mars, les troupes piémontaises avaient évacué Chambéry, et le 25, les premiers soldats français revenant d'Italie entrèrent dans cette ville; déjà le 23 mars une frégate française avait paru devant Nice.

Le 7 avril fut publiée une ordonnance qui réglait la manière dont devait avoir lieu la votation populaire en Savoie et à Nice. La question était posée fort simplement, sans aucune complication, mais aussi sans la moindre réserve relativement à la situation particulière de la Savoie du nord : « Réunion à la France,

oui ou *non.* » Victor-Emmanuel délia les habitants de Nice et de la Savoie de leur qualité de sujets du Piémont, et le 15 avril commença la votation, dont le résultat fut connu vers la fin du mois. En présence de 131,744 voix qui se prononcèrent pour la réunion à la France, il ne se trouva que 233 *non.* Quels que fussent les procédés à l'aide desquels avait pu être atteint ce vote presque unanime, il était là et tranchait la question : la Savoie et Nice étaient devenues des provinces françaises.

On peut aisément conclure de ce qui a été déjà dit précédemment, que la séparation de l'Italie de ces territoires ne rencontra pas dans ce pays l'approbation générale, et bien moins encore une vive satisfaction. Nice, en particulier, Nice, la patrie du héros national de l'Italie, Garibaldi, avait cessé d'être une ville italienne. Garibaldi, nommé à Nice même membre du Parlement de Turin, interpella déjà le 12 avril M. de Cavour dans les termes les plus véhéments que l'on puisse se figurer dans le langage parlementaire à propos de ce trafic d'un pays et de ses habitants; mais la Chambre passa à l'ordre du jour, et à peine eut-elle, le 13 avril, sanctionné par son vote l'annexion de l'Italie centrale au Piémont, qu'elle fut prorogée. Victor-Emmanuel voulait visiter ses nouveaux territoires, et la plus grande partie des députés désirait et devait l'accompagner dans cette visite triomphale.

Garibaldi quitta le Parlement et se rendit à Gênes, bien décidé à s'ouvrir un autre champ d'activité que celui sur lequel régnaient sans contestation le comte Cavour et le parti diplomatique piémontais.

---

5. L'Italie après l'annexion de l'Italie centrale au Piémont, la séparation de Nice et de la Savoie et leur réunion à la France.

Avec la fin du mois d'avril 1860 une immense transformation s'était accomplie pour l'Italie, tout au moins était-elle parfaitement décidée dans l'esprit des Italiens.

Le royaume de Victor-Emmanuel, qui, suivant le conseil et les

représentations de l'empereur Napoléon, n'avait pas encore accepté le titre de roi d'Italie, comptait, après la réunion de l'Italie centrale et la séparation de Nice et de la Savoie, 2,274 $^{1}/_{2}$ milles carrés et 11,117,547 habitants.

Il ne restait plus au pape des Etats de l'Eglise que 573 milles carrés, avec 2,110,086 habitants. La Romagne, perdue pour lui, était précisément la province qui lui rapportait ses principaux revenus. On comprend d'autant mieux combien sa perte devait être désagréable au saint-père. Le cardinal Antonelli protesta auprès des grandes puissances le 24 mars, lorsque Victor-Emmanuel eut reçu Farini et accepté l'annexion de la Romagne. Le 19 mars avaient déjà éclaté à Rome des troubles sérieux, provoqués, il est vrai, à ce que l'on a prétendu, par la police pontificale. Des officiers français s'étaient comportés dans cette occasion d'une manière très-raisonnable, et ce fait ne put qu'accroître encore l'envie que Pie IX avait de se débarrasser de la garnison française en la remplaçant par des troupes fournies par une autre puissance catholique et qui lui fussent complétement dévouées. Malheureusement, d'un côté, on n'avait pas la puissance nécessaire pour commander à l'armée du général de Goyon le demi-tour qui l'aurait fait sortir de Rome, et, d'un autre côté, l'autorité de François II lui-même ne reposait, à Naples, que sur de bien faibles fondements.

Avec la protestation d'Antonelli contre l'incorporation de l'Italie centrale dans le royaume de Victor-Emmanuel, coïncidèrent des démarches analogues, du 25 mars, de la part des ducs dépossédés et de l'Autriche.

Les conseils de Pie IX comprirent cependant que l'on ne pourrait jamais, avec de simples paroles, si roides qu'elles fussent, atteindre complétement le but, et qu'il fallait absolument pouvoir s'appuyer sur une force matérielle ; il manquait pour cela de l'argent et des soldats. Le denier de saint Pierre était décidément d'un trop faible rapport, et pour avoir de l'argent il fallut bien se résigner à suivre l'exemple des puissances temporelles de cette terre, c'est-à-dire en venir à un emprunt, heureux encore si l'on arrivait à le mener à bonne fin. Avec l'aide du clergé belge, on réussit à se procurer, en attendant, une somme plus que modeste.

Avec cette petite somme et une sévère surveillance de son emploi par le commandant en chef, on pouvait, pour le terme de quelques mois, mettre sur pied et entretenir en état une armée suffisante. Mais la sagacité militaire des vieux caporaux suisses, des Kalbermatten, des Schmidt, etc., était devenue suspecte même au sacré collége; on chercha donc ailleurs un commandant en chef, un vrai général. Mais quel vrai général, connaissant les mystères de l'administration des Etats de l'Eglise, les soldats du drapeau de saint Pierre, tout le régime de la soutane, et les obstacles que cette pitoyable organisation devait jeter à la traverse à chaque instant et à chaque mouvement d'une autorité militaire, quel général pouvait avoir la fantaisie de se mettre à la tête d'une armée de croisés qui possédait tous les défauts de celles du moyen âge, sans offrir aucun de leurs avantages !

Rome possède, il est vrai, toujours un grand appui dans cette septième grande puissance de l'Europe qu'elle représente, c'est-à-dire dans l'abêtissement clérical des peuples, et, contre toute attente, elle trouva aussi un vrai général pour ses bandes, mais qui n'était pas de force à nettoyer cette étable d'Augias, parce que, au point de vue militaire seulement, c'était là une tâche fort au-dessus de toute force humaine. Ce fut Christophe-Léon-Louis Inchault de Lamoricière qui osa se mettre à la tête de l'armée du pape.

Descendant d'une vieille famille de la Bretagne, qui s'était fait remarquer par ses opinions légitimistes, il était né en 1805, à Nantes; en 1824, il était entré à l'école polytechnique à Paris, en était sorti comme lieutenant dans le corps du génie, et bientôt l'expédition d'Alger, en 1830, lui avait offert l'occasion de montrer sa capacité et de se faire un nom. Il se distingua par l'organisation du corps des zouaves, dans lequel il fut capitaine, et demeura en Afrique, sauf de courts intervalles, jusque en 1847. En 1843, il était général, et en 1845 gouverneur par intérim de l'Algérie. Ce fut à lui qu'en 1847 Abd-el-Kader rendit son sabre.

En 1846, Lamoricière était aussi entré dans la carrière parlementaire, ayant été élu membre de la Chambre des députés. Dans les journées de février 1848, il dut prendre le ministère de la guerre, et il proclama la régence de la duchesse d'Orléans après

que l'abdication de Louis-Philippe eut été résolue. Mais la révolution ayant lestement passé à l'ordre du jour sur cette régence, Lamoricière se tint pendant quelque temps à l'écart de toute fonction publique, et il n'accepta que le siége de député que lui donna le département de la Sarthe. Dans les journées de juin 1848, il appuya énergiquement Cavaignac, et le 28 juin il prit en main le portefeuille de ministre de la guerre de la république, qu'il déposa aussitôt que Louis-Napoléon eut été nommé président. Néanmoins, il accepta de ce dernier une ambassade à St-Pétersbourg, en 1849, lorsque l'entrée de l'armée russe en Hongrie eut été résolue. Il quitta ce poste lorsque le ministère Odilon Barrot trouva sa fin. Elu à plusieurs reprises vice-président du Corps législatif, il se montra l'un des adversaires les plus décidés de la politique de Louis-Napoléon, et il se comprend de soi-même que, lui aussi, fut compris dans les arrestations qui accompagnèrent le coup d'Etat du 2 décembre. D'abord, on l'enferma à Ham, ensuite il fut transporté hors de la frontière; depuis lors il vécut en exil, se fixant alternativement en Belgique, en Allemagne et en Angleterre, jusqu'à l'amnistie générale de 1859, dont il fit usage. Il revint en France, mais sans prendre aucune part à la vie politique de l'empire. En Belgique, le général avait noué des relations intimes avec la famille de Mérode, et, jusqu'à un certain point, Saül, à la suite de ces relations, avait été métamorphosé en Paul. Lorsque le pape chercha un général, Lamoricière lui fut proposé par le cardinal Xavier de Mérode; celui-ci vint en France pour l'y chercher et l'amena le 26 mars dans les Etats de l'Eglise. Il est difficile de supposer que ce soit par pure dévotion que le général ait tiré son épée: les aspirations d'un vieux soldat à une nouvelle carrière d'activité militaire, peut-être l'espérance d'avoir un jour, sur cette voie nouvelle, à se mesurer avec succès contre Napoléon, devaient avoir contribué pour leur part à cette décision.

Après avoir vu l'armée du pape, et quoiqu'il eût trouvé bien des choses au-dessous de ce qu'il attendait, il en prit le commandement et prêta le serment de fidélité au saint-siége. Lorsqu'une fois on s'est embarqué dans une semblable affaire, il est fort malaisé de s'en retirer sans avoir absolument rien fait et sans avoir subi une épreuve un peu sérieuse; d'ailleurs Lamoricière avait assez de confiance en lui-même pour croire qu'il réussirait dans

sa pénible tâche. Il ne connaissait pas assez les entraves qu'oppose la résistance passive d'un régime sacerdotal contre tout ce qui est raisonnable, et il espérait peut-être que la nomination du cardinal de Mérode au poste de ministre de la guerre à Rome, l'aiderait à triompher des obstacles qu'il commençait à voir clairement.

Napoléon, qui connaissait bien mieux que lui le régime clérical et qui savait parfaitement bien qu'il y a une différence énorme entre la cause de la papauté et celle de la « liberté » et de la « civilisation, » ne voyait pas sans une secrète satisfaction l'ancien républicain faire une démarche qui devait le ruiner moralement aux yeux de tous les gens raisonnables. L'empereur des Français lui accorda donc sans difficulté la permission nécessaire à un sujet français pour prendre le commandement en chef de l'armée pontificale. Sans se laisser épouvanter par les déplorables circonstances dont il avait eu, dès les premières semaines de son séjour à Rome, des preuves effrayantes, par l'état de vacuité des caisses, la perpétuelle déloyauté de l'administration, le désordre incroyable qui régnait partout, Lamoricière travailla, avec le peu de moyens qui étaient à sa disposition, de la manière la plus active, à l'organisation d'une armée du pape qui fut capable, coalisée au besoin avec une autre, de tenter une attaque contre le Piémont et la réoccupation de la Romagne, ou tout au moins, suivant les circonstances, d'être opposée avec quelques chances de succès au développement ultérieur du système piémontais d'annexion.

Nous verrons plus tard quels résultats obtint toute l'activité déployée par le général Lamoricière.

La Vénétie gémissait toujours sous la lourde compression de la domination autrichienne. Si l'Autriche avait pu dans l'origine, et dans l'hypothèse de la réalisation d'une confédération italienne, avoir quelque intention sérieuse de donner des institutions libres à ce pays, cette intention s'était évanouie en même temps que la perspective d'une fédération des Etats italiens et de l'exécution des clauses de la convention de Villafranca. Quel intérêt aurait d'ailleurs eu l'Autriche à traiter la Vénétie avec la plus grande sincérité comme un pays italien? Les Vénitiens veulent appartenir à l'Italie, et lors même que la domination autrichienne leur

eût assuré des avantages matériels plus considérables que ne leur en pourrait jamais offrir le gouvernement de Victor-Emmanuel, ils auraient dirigé tous leurs efforts vers le but de se ranger sous son sceptre aussi longtemps qu'ils auraient été sous celui de l'Autriche. Il n'y avait donc en dernière analyse pour l'Autriche qu'un seul moyen de gouverner la Vénétie, c'était l'état de siége. La réinstallation de l'état de siége en Vénétie fut donc seulement accélérée, mais non pas motivée réellement par la violation, de la part du Piémont, des conventions de Villafranca, et par sa politique annexioniste à l'égard de l'Italie centrale; en fait, dès le mois de février, le gouvernement de l'état de siége se trouvait à Venise dans sa plus brillante activité: non-seulement, l'excitation des soldats à la désertion et à la mutinerie était punie par les cours martiales, fait contre lequel, au fond, il n'y a pas grand'-chose à dire, mais il fut ordonné que tous ceux qui paraîtraient capables «de faire quoi que ce fût en Vénétie contre le gouvernement autrichien seraient immédiatement incorporés comme soldats dans les compagnies de discipline! » Ceci constituait une mesure non-seulement révoltante mais aussi de la plus éclatante stupidité, et qui n'était qu'une preuve parlante de l'abandon absolu dans lequel se sentait tombé le personnel du gouvernement autrichien.

Ce n'était partout que manifestations dans les théâtres, démonstrations contre les chapeaux-cylindres ou les crinolines, justifiées en elles-mêmes, si l'on veut par le bon goût, mais qui n'avaient pour le moment d'autre prétention que de protester contre ces affreux vêtements comme contre des espèces d'insignes autrichiens. Les gens de l'administration autrichienne avaient perdu toute égalité d'humeur et toute envie de rire; à des actes que l'on pouvait très-aisément se borner à traiter comme de mauvaises plaisanteries, ils ne surent répondre que par l'état de siége, les coups de sabres et de baïonnettes, et des proclamations terrifiantes.

L'émigration hors du territoire vénitien prit de grandes proportions: la jeunesse indépendante se réfugiait sur le territoire piémontais et dans les rangs de l'armée de l'Italie du centre; les commandants autrichiens poursuivaient en vain de coups de fusil qui ne les atteignaient pas ces « déserteurs,» qu'ils ne savaient

ni retenir par de bons traitements, ni arrêter par leurs stupides mesures de police.

En attendant, M. de Cavour tenait un catalogue exact de toutes les sottises que commettait le gouvernement autrichien à Venise, de leurs résultats et de tous les réfugiés qui se dérobaient par une fuite ingrate aux bienfaits du régime impérial. Il n'y trouvait que trop de matière à des notes dont aucun homme raisonnable ne pouvait contester le bien-fondé.

Nous avons déjà mentionné que, d'après une idée alors assez généralement répandue en Italie, l'Autriche se serait proposé de vendre ses provinces vénitiennes, et que, en Italie, on était dans les meilleures dispositions d'accéder à ce marché lors même que la conclusion en eût dû coûter fort cher. Il n'est pas du tout invraisemblable que l'Autriche eût justement acquis une véritable influence sur les pays italiens du moment qu'elle n'y aurait plus possédé de territoires, et qu'elle aurait complétement abandonné l'idée soit de garder ce qui lui restait, soit de regagner ce qu'elle avait perdu. Dans les événements de la dernière période de l'histoire italienne il s'est toujours agi d'un combat d'influences étrangères, à côté du combat ou des efforts du parti national italien. L'Autriche, dans certains cas, aurait pu jouer contre la France ce même rôle de libératrice que la France avait joué en 1859 contre l'Autriche. Mais le moment opportun pour abandonner ses possessions en Italie d'une façon magnanime et non sans grandeur pour l'Autriche, avait été négligé *depuis longtemps* ; ce moment aurait dû suivre une victoire, et compléter, par exemple, le brillant triomphe militaire de la campagne de 1849. Mais après une défaite les hommes ne sont jamais magnanimes; les peuples ne le sont pas et les gouvernements encore moins.

Dans tous les cas, il est parfaitement positif que c'aurait été un grand avantage pour l'Autriche que d'être débarrassée de Venise; elle peut, *per fas et nefas*, en tirer dans les circonstances actuelles 50,000 soldats; or, si ce pays exige d'une manière permanente 150,000 hommes pour garder et défendre son territoire, ce qui a lieu en réalité, la raison d'Etat de le conserver ne doit plus subsister.

Sans doute, à ce propos, intervient largement de nouveau dans la discussion, le chapitre interminable des *frontières militaires*.

Quelles dissertations n'ont pas été entassées au sujet de la défense du Pô sur le Rhin, et de celle du Rhin sur le Pô? La meilleure frontière militaire est, sans contestation, celle d'un peuple qui est d'accord avec son gouvernement et veut combattre, vaincre ou s'anéantir avec lui. Là où manque ce peuple, les plus belles frontières militaires ne sont que d'une mince solidité.

Une fâcheuse circonstance de plus pour le gouvernement autrichien, au moins pour celui du printemps de 1860, fut que d'après ses principes et ses opinions sur la souveraineté du peuple, il se trouva condamné à ne faire aucun usage d'une arme dont se servaient largement ses adversaires, c'est-à-dire de ce moyen de la votation populaire qui, en toutes circonstances, efface le caractère odieux d'une vente ou d'un échange de pays dans une cession de territoires.

Enfin, nous aurions à parler du royaume des Deux-Siciles; mais à l'époque où l'annexion de l'Italie centrale au Piémont et l'annexion de la Savoie à la France passent dans le domaine des faits accomplis, sa position vient occuper une place tellement saillante au premier plan des affaires d'Italie, qu'il sera convenable de lui consacrer un chapitre particulier.

---

6. Le royaume des Deux-Siciles. L'explosion de l'insurrection dans l'île de Sicile.

Les provinces de terre ferme du royaume de Naples et l'île de Sicile ont toujours eu une constitution et une administration distinctes. Les Napolitains et les Siciliens sont deux peuples de race différente; l'île a gardé des traces du passage successif de toutes les nations qui l'ont eue sous leur domination, c'est-à-dire des Grecs, des Carthaginois, des Romains, des Maures, des Normands, des Espagnols et des Français. La vie commune de la population de la Sicile dans une contrée, pour ainsi dire renfermée, n'a pas réussi à effacer entièrement les différences de races, mais les a cependant émoussées et rompues; il y a une nationalité sicilienne animée d'un rare esprit d'indépendance qui s'est manifesté dans

des tentatives sans cesse renouvelées pour se soustraire au joug de l'étranger; la population de l'île et sa nationalité présentent quelque chose d'analogue à la position même de l'île qu'elle habite, qui forme une espèce de transition entre l'Europe et l'Afrique. Le peuple, dans son ensemble, se sent sicilien, mais ne se sent pas encore italien, et il faudra une longue action, un persévérant travail de la part des classes instruites pour l'éducation des masses, afin de faire des Siciliens des membres bien convaincus de cet Etat unitaire d'Italie, ou de cette fédération italienne d'Etats qui a, pour ainsi dire, passé dans la vie et dans le sang des habitants de l'Italie du nord et du centre.

Lorsque le frère de l'empereur Napoléon I[er], Joseph, et plus tard Joachim Murat, régnèrent sur le continent napolitain, les Bourbons, avec l'appui de l'Angleterre, se maintinrent dans l'île de Sicile, qui reçut en 1812 une constitution sur le modèle de la constitution anglaise. Après la chute de Murat, le congrès de Vienne réunit de nouveau l'île et les provinces napolitaines de terre ferme sous la domination des Bourbons. Ferdinand I[er] (IV) en prit occasion de faire arbitrairement un Etat unitaire des deux pays qui ne devaient être réunis sous son sceptre qu'au titre de deux couronnes placées sur la tête du même souverain, et il abrogea dans tous deux la constitution. Lorsque, en 1820, l'armée napolitaine eut proclamé la constitution espagnole des Cortès, l'Autriche intervint et rétablit la monarchie absolue.

Les Bourbons de Naples exagéraient en eux d'une manière réellement effrayante les plus mauvais côtés du caractère de leur famille. Leur soif de domination se traduisait dans le plus profond mépris professé pour les droits des autres, et ils ne reculèrent jamais devant aucune intrigue, aucune trahison, aucune déloyauté ou aucune cruauté raffinée pour maintenir leur pouvoir dans son absolutisme illimité. Ferdinand II, entraîné par le mouvement italien promulga de nouveau, en février 1848, une constitution, et se trouva même contraint à envoyer un corps de troupes auxiliaires à Charles-Albert, roi de Sardaigne, lorsque celui-ci entama la guerre contre l'Autriche. Mais déjà le 15 mai de la même année, le roi anéantit en fait cette constitution au milieu de sanglantes horreurs sur la terre ferme, en s'appuyant surtout sur les régiments suisses formés depuis 1825, et ensuite il tourna

contre les Siciliens qui réclamaient la constitution de 1812, et qni l'avaient déclaré déchu du trône. L'insurrection fut anssi écrasée en 1849 par les régiments suisses. La constitution de 1848 n'avait point été supprimée par une déclaration formelle, mais en réalité Ferdinand II régna dès cette époque en souverain absolu, véritable objet d'épouvante, et qui avait trouvé dans sa femme une compagne digne de lui. Son peuple le nommait le roi Bomba.

Lorsque la France, alliée à la Sardaigne, attaqua l'Autriche en 1859, l'idée de la libération de l'Italie agita aussitôt également les classes éclairées de la population dans le royaume des Deux-Siciles, tandis que la cour témoignait la plns vive inclination à faire cause commune avec l'Autriche. Mais Ferdinand était déjà brisé par cette terrible maladie que Dieu dans sa colère a trouvée pour punir les tyrans : elle l'enleva le 22 mai. Il fut remplacé sur son trône par son fils, jeune prince faible de corps et d'esprit, élevé par les femmes et les jésuites, absolument mené par cette femme qne l'on nommait la reine-mère, et par son épouse, princesse bavaroise, qui travaillait pour les intérêts de l'Autriche. Les peuples des Deux-Siciles ne pouvaient fonder quelque espérance sur cet homme de paille, et ce fut un de ces rares avénements à l'occasion desquels on ne peut pas supposer d'un nouveau souverain qu'il fera mieux qne son prédécesseur. Dès le début de son règne on ne trouva pas de meilleur nom pour désigner cette malheureuse poupée que celui du « petit Bomba, » du « Bombicello. »

Si d'autres tyrans ont du moins la prévoyance et l'intelligence de se préparer et de se conserver dans l'armée un instrument qu'ils puissent employer contre leurs sujets, le nouveau roi de Naples n'eut pas même cet esprit ; une mutinerie des régiments suisses au mois de juillet lui enleva cet appui, et dans les régiments napolitains se manifestait un sentiment national italien, quelque isolé et timide qu'il fût dans le commencement.

Les nouvelles des batailles de Magenta et de Solferino furent accueillies à Naples comme en Sicile, mais surtout dans cette île, avec une joie non dissimnlée, et la première annonce de la paix de Villafranca y excita le plus grand désappointement, comme dans tout le reste de l'Italie. Il en fut tout autrement à la cour

et auprès de la police, que l'on pouvait considérer à Naples comme un véritable membre du parti de la cour, et d'ailleurs comme son seul sontien dévoué. Le gouvernement et la police respirèrent, et conçurent de nonvelles espérances pour la durée de leur révoltante espèce de domination.

Tandis que dans les provinces de terre-ferme et de Sicile avaient lieu des souscriptions secrètes pour le million de fusils réclamé par Garibaldi, pendant que dans l'île comme sur le continent on entendait retentir dans les rues des villes principales le cri de « vive Victor-Emmanuel ! » tandis que se répandait partout le portrait d'Agesilas Milano qui, trois ans auparavant, avait tiré sur le roi Ferdinand, arrestations sur arrestations étaient entreprises, et en Sicile le gouvernement alla jusqu'à imposer aux communes la signature d'nne adresse ainsi conçue :

« La population est parfaitement satisfaite du gouvernement actuel ; elle ne demande aucune de ces innovations qui ne sont propres qu'à mettre en mouvement les mauvais esprits. »

Ainsi qu'on le comprend facilement, c'était là une allusion à ces réclamations qui, de côté et d'autre, se faisaient cependant entendre en faveur d'une constitution et de l'union avec le reste de l'Italie.

Cette adresse rencontra aussitôt en Sicile la plus vive résistance ; partout elle vint échouer contre des refns de la nature la moins équivoque. Et tandis que François II songeait à passer les armes à la main sa frontière du nord pour courir au secours de la victime pontificale, tandis qu'il mettait sur pied et renforçait une armée des Abruzzes, pendant que, malgré la misère de son peuple, il savait encore lui extorquer de l'argent pour l'envoyer au saint-père, la révolution levait la tête en Sicile, et le parti de l'unité italienne méditait déjà, ainsi que cela a été dit plus haut, une expédition qui devait porter ses corps francs dans les provinces napolitaines pour y appuyer vigoureusement la révolution sicilienne.

L'insurrection éclata d'abord à Bagheria, près de Palerme, en même temps qne, à Firizzale et à Castel S. Giovanni, les frères Mastricchi réunissaient le noyau qui, réuni plus tard près de Gibilrossa, devait être d'un si grand secours à Garibaldi. Mazzini, déjà dans le milieu du mois de septembre 1859, écrivait à un ami : « La ré-

volution en Sicile est probable. Une fois que les Siciliens ont promis, ils mettent la main à l'œuvre, bien que, sous leur condition ordinaire: sinon, non. Les Siciliens doivent donc être soutenus. Le salut de l'Italie est dans *le sud*.

La police napolitaine comptait pouvoir étouffer le mouvement à l'aide de ses procédés accoutumés. Le directeur de la police à Palerme était le fameux Salvator Maniscalco. Sicilien d'origine, il était entré d'abord dans la gendarmerie napolitaine, s'y était acquis par sa bassesse la faveur de Del Carreto, était capitaino en 1849, et après que l'insurrection de la Sicile eut été écrasée, il avait été envoyé à Palerme, où il avait été nommé grand prévôt de l'armée par Filangieri. En cette qualité, il s'immisça perpétuellement dans la police civile, bien qu'il existât pour celle-ci un directeur spécial, et il sut, par la brutalité et l'énergie qu'il déployait contre de pauvres diables sans défense, se gagner si bien la faveur du gouvernement napolitain, qu'à la fin celui-ci lui confia aussi la direction de la police civile. Le seul fait de la réunion dans une seule main de la police civile et militaire suffit pour montrer de quelle manière devait se faire la police en Sicile. Maniscalco se comporta dans l'exercice de ses fonctions comme une vraie bête féroce, et il attira sur lui, dans la mesure la plus complète, la haine de toute la population.

Lorsque l'insurrection leva la tête, Maniscalco ordonna aux intendants de Messine et de Catane d'appeler aux armes les compagnies provinciales (*compagnie d'armi*), espèce de milice chargée de protéger la sécurité intérieure contre les brigands et autres gens du même acabit. Les compagnies se refusèrent à paraître, ne voulant pas combattre contre des citoyens dont la cause était aussi la leur.

Maniscalco qui, au mois de novembre, remplissait aussi les fonctions du lieutenant-général de la Sicile, absent dans ce moment, n'avait à sa disposition aucune force qui lui permît de contraindre les compagnies. Il s'en vengea par des persécutions doublement honteuses dans Palerme, et partout où son bras était assez long pour atteindre. Lorsqu'il parut dans la *Feuille officielle* pour les Deux-Siciles un manifeste par lequel les fonctionnaires de tout grade étaient invités à se conformer scrupuleusement aux lois, le surintendant de la province de Catane demanda au lieu-

tenant général royal de Sicile s'il s'en suivait que les intendants ne dussent plus faire usage de leurs pleins pouvoirs extraordinaires; Maniscalco répondit qu'il ne devait pas s'inquiéter de documents qui paraissaient dans les journaux, mais s'en tenir strictement aux ordres qui lui étaient donnés directement.

Le 29 novembre, au moment où il entrait dans la cathédrale pour entendre la messe, Maniscalco fut frappé d'un coup de stylet par un homme sorti de la foule; la blessure n'était pas mortelle, elle n'était pas même grave; mais le 30 novembre, l'état de siége fut proclamé à Palerme.

L'état d'inquiétude et d'exaltation des esprits se prolongea à Naples comme en Sicile, sans qu'il aboutît néanmoins à des événements de quelque importance.

Lorsque, après la signature du traité de paix de Zurich, on avait encore devant les yeux la perspective d'un congrès européen, lorsque les peuples de l'Italie centrale publiaient des mémorandums pour établir la preuve que la restauration de leurs souverains dépossédés était une impossibilité, un certain nombre de réfugiés des Deux-Siciles élaborèrent aussi un mémoire pour démontrer que les Deux-Siciles ne pourraient absolument entrer dans une fédération d'Etats italiens avant que tout le système de gouvernement de ces pays eût été changé de fond en comble, attendu que, jusqu'alors, il n'y avait point de gouvernement dans le sens véritable de ce mot, et que, pour tout gouvernement, ils ne possédaient qu'une police, et quelle police !

Au mois de janvier, il parut en Sicile un manifeste au peuple qui fut répandu en plusieurs milliers d'exemplaires, et qui, sans détour, invoquait une insurrection ouverte au nom de l'Italie et de Victor-Emmanuel, comme le seul moyen d'obtenir une modification du triste état de choses existant. Ce manifeste montrait comment, dans les circonstances du moment, Cavour reprenant le timon des affaires dans le Piémont, Walewski quittant en France le ministère des affaires étrangères, l'Italie centrale marchant ouvertement à l'annexion au Piémont, les Siciliens n'avaient rien à craindre d'une intervention autrichienne; après la dissolution des régiments suisses, ils ne risquaient plus, comme en 1849, d'avoir à faire avec eux, tous les états et les classes de la po-

pulation marchaient d'accord, et l'on ne pouvait espérer de plus favorables conjonctures.

Le 10 février 1860, les peuples des Deux-Siciles adressèrent encore un mémoire à tous les Etats de l'Europe, dans lequel ils racontaient leurs souffrances de chaque année, et exposaient leur première réclamation, savoir que la constitution de 1848 fût solennellement reconnue comme existant de droit.

A mesure que ces écrits étendaient l'agitation dans le pays, les arrestations et les persécutions dirigées par le parti royaliste se multipliaient contre la population et surtout contre les classes éclairées. Non pas même sur le motif ou sous le prétexte d'accusations réelles ou seulement possibles, mais sur les plus vagues soupçons qu'ils pussent ourdir contre le gouvernement quelque complot indéterminé, il s'exécuta à plusieurs reprises de véritables razzias de centaines de citoyens arrêtés et incarcérés sans aucune forme de procès. Même dans l'armée des Abruzzes le mécontentement s'était introduit, là aussi il y avait des suspects, et déjà au mois de février 256 sous-officiers et soldats avaient été saisis, en partie traînés aux îles Favignana et Pantellaria, sur la côte ouest de la Sicile, en partie jetés dans les prisons du château St-Elme.

Par ces mesures de violence, le parti de la cour comptait venir à bout du mouvement, qu'il était impossible de méconnaître et qui grandissait dans les provinces de terre ferme comme dans l'île de Sicile, sans être obligé de renoncer à ses plans ultérieurs. Lorsque l'annexion de l'Italie centrale s'accomplit, que l'Autriche et les souverains dépossédés formulèrent leurs protestations, que le pape enrôla son général, les espérances de la cour de Naples se ranimèrent de nouveau. Le départ attendu des Français hors de la Lombardie une fois effectué, elle pensait au moyen d'une ligue avec l'Autriche, les ducs et le pape, entreprendre une intervention armée dans l'Italie centrale et y rétablir un ancien ordre de choses, dont le gouvernement des Bourbons à Naples voyait bien que dépendait son existence ultérieure.

Si les actes de violence du gouvernement ne hâtèrent pas l'explosion de l'insurrection, s'il est même beaucoup plus vraisemblable qu'ils réussirent à le retarder, en revanche, ils augmentèrent l'irritation générale, occasionnèrent l'accroissement du parti de l'insurrection, et eurent pour effet que celle-ci, une fois éclatée

en Sicile, prit immédiatement une intensité plus considérable.

Les gouvernements français et anglais, depuis l'avénement au trône de François II, avaient adressé au roi de Naples, surtout depuis le licenciement des régiments suisses et la paix de Villafranca, des représentations réitérées sur son système de gouvernement, et sur la nécessité de le modifier; ils redoublèrent leurs avis après que l'annexion de l'Italie centrale au Piémont se fut accomplie. L'ambassadeur d'Angleterre, M. Elliot, attira l'attention du gouvernement napolitain sur les dangers qui le menaçaient au milieu du mouvement vers l'unité qui entraînait toute l'Italie, s'il ne comprenait pas la nécessité de se rattacher les esprits de ses sujets par de justes concessions et par une judicieuse et équitable application des lois. M. Brenier, représentant de la France, lui tenait le même langage.

Napoléon, après qu'il eut donné son consentement tacite à l'annexion de l'Italie centrale, put tourner ses regards du côté de Naples, afin d'y ressaisir un nouveau point d'appui pour sa politique en Italie. Il était possible que les remontrances de l'Angleterre ne fussent qu'à demi sérieuses, car l'Angleterre, inquiète au sujet des intentions de l'empereur, pouvait bien souhaiter que l'ordre ne fût pas troublé dans le royaume des Deux-Siciles ou qu'il fût rétabli avant une rupture ouverte, mais, sans aucun doute, elle ne perdait pas de vue en même temps la possibilité d'une extension de l'unité italienne jusqu'à Naples, et elle était bien décidée à n'y mettre aucun obstacle, pourvu que cela n'entraînât pas le risque de voir les Français prendre pied de nouveau solidement sur un autre point de l'Italie.

A la cour de Naples, ces conseils et ces recommandations étaient fort mal venus, et l'on donna carrément à entendre aux ambassadeurs de France et d'Angleterre que c'était précisément sur leurs gouvernements que devait retomber la responsabilité de la marche des choses en Italie, de l'annexion du Piémont, du brigandage dont le pape était victime, logiquement aussi du danger qui menaçait le gouvernement, si réellement il existait un semblable danger; celui-ci déclarait nettement se réserver l'usage de *ses moyens* pour maintenir son autorité.

Au commencement de mars, le gouvernement anglais envoya

une escadre sur la rade de Naples pour prêter un plus grand poids à ses représentations et il répondit sans détour aux questions et aux réclamations formulées à ce sujet par le gouvernement napolitain, que celui-ci devait songer à donner satisfaction aux justes plaintes de ses sujets, autrement il n'avait qu'à se préparer à un changement de dynastie. François II voulut faire donner ses passeports à l'ambassadeur d'Angleterre : il y renonça sur les instances de M. Brenier, et une escadre française entra bientôt après dans le port de Naples, pour y jeter l'ancre à côté de l'escadre anglaise.

En attendant, depuis la fin de février, les chefs de l'insurrection sicilienne en avaient préparé l'explosion sans bruit, mais avec une grande intelligence; le 4 avril elle devait éclater sur tout le pays, et Palerme en donner le signal. Après que l'on se serait emparé de Palerme, une partie des troupes de l'insurrection qui s'y seraient formées resterait comme garnison dans la capitale, tandis que le reste devait se répandre dans le pays pour y propager le soulèvement.

A Messine et à Palerme, à la fin de mars, le parti populaire, après l'acceptation par Victor-Emmanuel de l'annexion de l'Italie centrale, célébra cet événement par des démonstrations dans les théâtres; des bouquets de fleurs aux trois couleurs italiennes ornaient les salles, et partout l'on criait ou l'on inscrivait: *Vive Verdi* ! On comprend que le nom de Victor-Emmanuel était plus que jamais prohibé dans les Deux-Siciles par le gouvernement. A Naples, l'archevêque cardinal Riario avait déjà déclaré en décembre 1859 que tous ceux qui oseraient attaquer le pouvoir du pape seraient atteints par l'excommunication, et le père Giacinto avait annoncé plus clairement encore du haut de la chaire que Victor-Emmanuel devait être excommunié et déclaré hors la loi pour son invasion dans la Romagne. Donc dans les démonstrations siciliennes le peuple déguisait les couleurs italiennes proscrites au moyen de bouquets de fleurs rouges et blanches entourées de feuillage vert, et le nom prohibé du roi Victor-Emmanuel : — *Vittorio-Emmanuele Re d'Italia*, — s'était figuré par un nom qui en reproduisait toutes les premières lettres, celui de Verdi, le célèbre compositeur italien.

Le sens de ces démonstrations était aussi clair que possible;

on ne pouvait fêter en Sicile l'annexion de l'Italie centrale au Piémont qu'en se proposant pour but d'arriver aussi à l'annexion de la Sicile à ce royaume. Le gouvernement fit fermer les théâtres et, informé de ce qui se passait en secret pour préparer le soulèvement général de la Sicile, il ordonna en même temps que toutes les armes fussent livrées à ses agents.

Le parti populaire répondit à Palerme à cette sommation par un faisceau d'armes qui se trouva un matin sur la Piazza Reale, et qui portait cette inscription : « Voici des armes ; mais nous en avons encore plus qu'il ne nous en faut. »

Il est impossible de supposer que le gouvernement napolitain regardât les affaires de Sicile comme insignifiantes, et, d'ailleurs, cette supposition ne saurait être admise vis-à-vis d'un gouvernement comme la Camarilla de la cour. Le seul aveugle était peut-être le roi François II. Si nous disons de suite, au contraire, que, dans le parti de la cour lui-même, il y avait des gens qui n'auraient pas vu sans une secrète satisfaction l'insurrection de la Sicile, ce fait jetterait mainte lumière sur les événements qui ont suivi, sur le laisser-aller avec lequel le gouvernement napolitain traita d'abord les affaires de l'île, enfin sur différents actes de condescendance inexplicable qui se produisirent à des époques postérieures.

La veuve de Ferdinand II, cette Autrichienne désignée ordinairement par le nom de la *reine-mère*, haïssait son beau-fils François II. Elle aurait préféré faire monter sur le trône des Deux-Siciles son propre fils aîné, le duc de Trani. Une complication de divers intérêts l'en empêcha ; néanmoins, il est de fait que, en mai et en juin 1859, après la mort de Ferdinand II, dans quelques provinces, le duc de Trani fut proclamé roi. La reine, une fois que ce plan eut échoué, travailla à donner au moins le trône de Sicile au duc de Trani, tandis que François II demeurerait roi des provinces de terre-ferme ; or, un mouvement séparatiste devait aider à l'exécution de ce plan ; il était même nécessaire pour pouvoir le mener à bonne fin, et l'on comprend ainsi que la fraction du parti de la cour qui tenait pour le duc de Trani ne crut pas devoir comprimer immédiatement l'agitation en Sicile, mais vit au contraire plutôt son intérêt dans une marche tout opposée.

Nous touchons maintenant aux événements qui mirent en feu la Sicile entière et qui rendirent en peu de mois complétement libres de leur sort futur les Siciliens, conduits par Garibaldi et soutenus par ses compagnons d'armes. — Il ne sera donc pas hors de propos d'introduire ici une courte description de l'île de Sicile au point de vue géographique.

---

7. L'île de Sicile.

La Sicile est la plus grande île de la Méditerranée : elle possède une contenance superficielle de 498 milles géographiques carrés (7,967 milles italiens), sur laquelle vivaient, en 1856, dans 357 communes, 2 millions 321,020 âmes de population.

La configuration générale de l'île est celle d'un triangle : deux de ses côtés, d'une longueur à peu près égale, courent de l'ouest à l'est et du nord-ouest au sud-est ; c'est cette forme qui a fait donner anciennement à la Sicile le nom de *Trinarie* ou *Triquetrie*, et c'est à cette même forme et à sa nature volcanique, à son Etna, forge des Cyclopes, qu'elle dut son écusson représentant une roue sans jantes avec une tête de Méduse en moyeu, et trois pieds d'hommes courant en rais.

Presque toute la Sicile est couverte de montagnes, dont la formation principale détermine le contour de l'île. On désigne ordinairement, bien que cette désignation ne soit pas absolue, comme les trois promontoires qui forment les angles du triangle, le Capo Boco (Lihgbœum), à l'ouest de Marsala ; le Capo di Faro (Pelorus), au nord-est, et le Capo Passero ou Passaro, au sud-est. — La chaîne principale de montagnes s'étend le long de la côte septentrionale, dont elle ne s'éloigne en général que de 2 à 2 ½ milles allemands, depuis Trapani, ou, si l'on tient compte de quelques ramifications moins considérables, depuis le Capo Boco jusqu'au Capo di Faro. Elle se contourne, dans sa partie occidentale, d'une manière assez compliquée, jetant autour d'elle des gorges et des vallées, tandis que, dans sa partie orientale, elle court à peu près en ligne droite. Sur son versant du nord, elle projette jusqu'à la

mer, sur toute sa longueur, comme des contre-forts représentés par une grande quantité de courts rameaux, tandis que les chaînes secondaires, qu'elle étend dans la direction du sud, sont de beaucoup plus longues et plus considérables ; la plus importante est celle du Caltagirone, qui se détache de la chaîne principale près de Gangi, entre les sources de la Pollina coulant vers le nord, et du fleuve Salso coulant vers le sud, et qui court dans la direction du sud-est, jusqu'au Capo Passero, en envoyant elle-même des ramifications à l'ouest et à l'est.

Gangi peut donc être envisagé comme le point central de tout ce système de montagnes, et les trois chaînes qui, de là, vont aboutir aux trois promontoires du Faro, du Passaro et du Boco (ou S. Vito), représentent très-bien les trois raies de la roue de l'écusson sicilien. Si l'Etna se trouvait à Gangi, la tête de Méduse de l'écusson serait rigoureusement à sa place géographique. Mais, dans le fait, le groupe de l'Etna, avec ses quatre-vingts cratères, est distinct du système des montagnes neptuniennes, et situé tout au bord de la mer, sur la côte orientale, à peu près au milieu de cette côte; il est séparé de la chaîne du Faro par le cours de la Cantara, qui se jette dans la mer au sud de la Taormina, puis de cette même chaîne et de celle du Passaro par les sources et les affluents du fleuve Simeto. Au sud du Simeto s'étend la seule grande plaine de la Sicile, la plaine de Catane (Piano di Catania), sur les deux rives du Dittaino et de la Gurna Longa, s'abaissant en pente douce jusqu'à la mer près d'Augusta et de Syracuse.

Les rivières sont très-insignifiantes, elles ne sont point navigables; on peut même, à leur embouchure, passer à gué les plus considérables sans se mouiller les genoux. Des pluies torrentielles subites mais rares changent seules cet état de choses, et jamais pour longtemps. Le pays est aussi pourvu en lacs qu'en rivières : le plus grand est le Biviere ou lac de Lentini, dans la plaine de Catane; quelques-uns plus petits se trouvent dans la chaîne du Passaro, sur la route de Caltanisetta à Castrogiovanni, d'autres enfin, moindres encore près de la côte, à l'extrémité sud-est de l'île, au sud de Mazzara.

Les montagnes neptuniennes de l'île, qui élèvent leurs sommets de 3 à 6000 pieds au-dessus du niveau de la mer, sont une

continuation de la chaîne des Apennins de la péninsule italienne, dont elles ont été violemment séparées dans des temps anté-historiques par un grand tremblement de terre. La largeur du Faro, détroit qui se trouve au nord-est entre l'île et le continent, est de 5000 pas; elle était moindre encore à une époque plus ancienne : les habitants de Scylla entendaient à leur réveil chanter le coq sicilien.

L'Etna élève ses plus hautes cimes à plus de 10,000 pieds au-dessus de la mer.

Ces montagnes sauvages, le manque de rivières navigables, font croire aisément à l'impraticabilité du pays. Des différents maîtres qui y ont successivement dominé, les Maures et les Normands seuls cherchèrent à le gouverner du haut des chaînes de montagnes. Tous les autres, avant et après eux, se tinrent de préférence sur les côtes, et comme les communications par mer étaient de beaucoup les plus faciles entre les villes maritimes, ils négligèrent de vouer une bien vive attention aux routes de terre. Ce ne fut que par suite des nécessités de la guerre que l'on fit quelque chose pour rendre accessible par des routes l'intérieur de l'île; mais ces travaux ne furent jamais que très-éphémères, par suite de la rapide succession des différentes dominations, car les maîtres de la Sicile se préoccupaient beaucoup plus d'exploiter le pays que d'accroître sa prospérité. Même les communications télégraphiques sont presque exclusivement limitées aux côtes; tout ce que l'on a su faire pour procurer aussi ces avantages à l'intérieur du pays se borne à un embranchement qui, de Girgenti se dirige sur Caltanisetta, Pialza et Caltagirone pour revenir bien vite rejoindre la côte à Terranova.

Le pays est excessivement fertile. Un chaud soleil y mûrit les céréales en abondance, et permet la culture de la canne à sucre, du coton et du safran, dattes, oranges, citrons, figues, pistaches, raisins excellents, tout cela pullule, pour ainsi dire, dans cet ancien grenier à blé de Rome. Avant la naissance de Jésus-Christ, l'île nourrissait 12 millions d'habitants ; aujourd'hui elle n'en compte que 2¹/₃ millions, et encore la population était-elle bien inférieure à ce chiffre au commencement du seizième siècle, sous la domination espagnole; on ne comptait à cette époque qu'un demi-million environ d'habitants. On peut donc se figurer combien il doit

peu être question de culture dans l'île ; elle se concentre en fait sur les côtes, comme dans l'intérieur, sur les seuls abords immédiats des villes; elle cesse absolument à une lieue à peine de celles-ci. La faute en doit-elle être attribuée, comme le veulent ceux qui justifient cet état de choses, au mauvais air et aux fièvres moins nuisibles dans le voisinage des villes et à portée des agglomérations de population, ou bien au défaut de forêts, au manque d'eaux courantes? Non, tels ne sauraient être, selon nous, les motifs. La culture aurait bientôt remédié au manque de bois, et avec la culture on verrait bientôt la *malaria* disparaître des contrées que leur solitude et leur délaissement abandonnent seuls à son influence. D'ailleurs, quoique la Sicile ne possède pas de fleuves ou de rivières navigables, il ne s'ensuit pas en réalité qu'elle manque d'eau. Des sources nombreuses qui jaillissent des ramifications des montagnes, non-seulement donnent de l'eau potable, mais pourraient fournir une irrigation surabondante. Et même là où manquent les sources, la rosée fertilisante des nuits les remplace, et des plaines qui, dans un climat plus septentrional, se transformeraient bientôt en steppes brûlées sous les rayons d'un soleil comme celui de la Sicile, se couvrent chaque matin dans cette île d'une verdure nouvelle, aussi fraîche que si elle était arrosée avec le plus grand soin, sans qu'aucun travail de l'homme vienne à son aide.

Dieu a tout fait pour que la Sicile fût un paradis, et si elle ne l'est pas aujourd'hui, si même elle est le contraire dans quelques-unes de ses parties, c'est sur l'homme qu'il faut en rejeter toute la faute. Encore maintenant les céréales, avec la culture la plus négligente, rapportent cent grains pour un ; mais interrogez le paysan, et même l'homme instruit, il ne sait seulement pas quel est le rapport de la moisson comparée à ses semailles; il ne s'en est jamais inquiété. Des raisins excellents donnent un vin également bon, mais que deviendrait ce vin s'il était traité d'une manière un peu raisonnable ! Pour s'en faire une idée, il faut voir ce qu'est le Marsala, dont se sont emparé quelques maisons anglaises, et le comparer au vin de Millazzo, qui est aussi une ville de côte; on aura l'idée alors de ce que pourrait être celui-ci.

Toute industrie fait défaut ; or, le commerce, l'agriculture et l'industrie doivent se soutenir et s'entretenir mutuellement, et

cela est de toute impossibilité, tant que l'on n'aura pas fait quelque chose de convenable pour ouvrir l'intérieur à la circulation. Le manque de voies de communications concentre tous les habitants dans les villes ; le défaut de routes réunissant l'intérieur avec les côtes limite la culture, puisque l'excédant des produits de celle-ci ne saurait être utilisé pour l'exportation ; il s'oppose en même temps à l'amélioration des produits que fournit la nature, à l'introduction de l'industrie qui s'occuperait de travailler dans le pays ces matières premières. L'ignorance, le système de la grande propriété, l'abominable procédé du gouvernement napolitain qui augmentait constamment les impôts en proportion de l'accroissement de la production, et ne laissait du produit de ces impôts jamais rien revenir en Sicile pour favoriser celle-ci, ont, en outre, beaucoup contribué à arrêter tont essor de la culture.

La noblesse et le clergé étaient jusque dans ces derniers temps les propriétaires à peu près exclusifs du sol : les paysans n'étaient que des fermiers. On calculait les revenus de 7600 ecclésiastiques à environ 3 millions de ducats (14 millions de francs). La noblesse, qui descend en général des conquérants normands, circonstance d'où l'on veut déduire les sympathies qui l'attirent vers l'Angleterre, compte 61 ducs, 117 princes, 217 marquis, plus de 1000 barons et de 2000 simples gentilshommes. Comme les familles sont nombreuses, cette addition donne un fort beau chiffre pour cette partie de la population. Jusqu'en 1818 régna le système de l'*aviticité* ; les biens nobles ne pouvaient être aliénés ni saisis par des créanciers. En 1818, le gouvernement napolitain qui, non sans raison, voyait dans la noblesse le principal point d'appui de la résistance contre lui, abolit ce principe, et cette innovation amena par-ci par-là le démembrement de la grande propriété; mais en fait cette dislocation laissa à peine quelques traces après elle, et cela se comprend aisément : elle ne pouvait être réellement poursuivie et avoir des résultats salutaires que si, de concert avec la division des propriétés, on avait fait marcher le progrès des voies de communications. A quoi pouvait servir à l'acquéreur une pièce de terre sans aucun moyen de relation avec le reste du monde, pour peu qu'il fût seulement à quelques milles de distance des villes.

Il devait préférer se rapprocher de la ville et vivre comme fermier et client sur le sol susceptible de rapport que lui prêtait son débiteur. La noblesse, à qui l'abolition de l'aviticité avait tout, ou à peu près tout enlevé, se retira dans les villes pour y vivre des fonctions publiques, plus rarement, et seulement dans des cas d'absolue nécessité, du commerce et de l'industrie. Aussi les plus petites villes de Sicile fourmillent-elles de marquis et de barons. La partie de la noblesse qui resta en possession de terrains considérables, chercha à les garder réunis dans les mêmes mains; les fils cadets entrèrent dans le clergé ou restèrent à titre de clients sur les grands biens attribués aux aînés, race plongée dans l'oisiveté et la débauche; très-peu entraient dans l'armée napolitaine, et, s'ils s'en trouvaient quelques-uns qui en fussent empêchés par de plus nobles motifs, il faut avouer que, pour la plupart, la raison en était l'orgueil de l'isolement, la paresse.

Un des principaux produits de l'île est le souffre. Dans ces dernières années on estimait la valeur de son exportation seulement à 20 millions de francs environ, dont, à la vérité, la moitié à peine payait les droits de sortie.

L'île était divisée politiquement en sept provinces, celles de Trapani, Girgenti, Caltanisetta, Noto, Catane, Messine et Palerme.

Les villes principales sont : Palerme, capitale du pays, avec 184,541 habitants; puis sur la côte de l'est, Messine, 95,822 habitants; Catane, 56,515 habitants; Syracuse, 18,802 habitants; sur la côte sud, Modica, 28,087 habitants; Girgenti, 18,828 habitants; sur la côte ouest, Marsala, 25,706 habitants, et Trapani, 27,286 habitants. Nous n'entrons pas ici dans la description de ces villes, nous réservant de le faire au fur et à mesure qu'elles se rencontreront sous notre plume dans le cours de notre narration.

La plus grande partie des côtes siciliennes ont de vieilles fortifications, des citadelles, et sont déjà naturellement fortes par leur situation sur des hauteurs, principalement celles de l'intérieur, où il se trouve aussi beaucoup de vieux châteaux. Néanmoins, la seule forteresse proprement dite est celle de Messine. Palerme possède des forts nombreux, surtout du côté de la mer;

nous mentionnerons ici, entre autres, le fort de Favignana, situé sur l'île du même nom, où le gouvernement napolitain enfermait d'habitude une grande partie de ses prisonniers politiques et de ses condamnés militaires.

Le Sicilien n'a aucun penchant pour le service militaire régulier; jamais le gouvernement napolitain n'a osé introduire la conscription dans l'île: elle fournissait seulement à l'armée napolitaine environ 12 mille hommes, par la voie de l'enrôlement volontaire appuyé par de fortes primes d'engagement.

Du reste, le Sicilien de toutes les classes est, en général, doué d'une grande intelligence naturelle jointe à une ignorance presque incroyable. On peut, autant du moins que le permettent les circonstances, se fier à la parole qu'il a donnée; il a en somme les grandes qualités du sauvage: comme celui-ci, il est hospitalier jusqu'à l'exagération. Les Siciliens se sentent fortement solidaires les uns des autres; ils ne se trahiront jamais mutuellement, sauf les enfants dégénérés du pays qui ont scientifiquement appris la trahison dans le service civil ou militaire des Bourbons de Naples. Les Siciliens ne sont point lâches, mais ils préfèrent, lorsqu'ils le peuvent, faire du mal à leur ennemi sans s'exposer eux-mêmes. C'est, du reste, un caractère propre à tous les soldats italiens, par opposition à ceux des pays du nord, et il témoigne peut-être simplement d'une intelligence plus grande chez les premiers que chez les seconds. La différence entre eux est assez grande sous ce rapport pour qu'elle frappe facilement, pourvu qu'on y apporte quelque talent d'observation et un peu de volonté, celui qui a vu des soldats de plusieurs pays distinguera très-aisément leurs différentes natures; sans doute, il faut pour les commander tenir compte de cette particularité.

On a souvent entendu émettre aux généraux appartenant aux contrées du nord, particulièrement aux Français, cette assertion: que les Italiens ne se battent pas; il serait beaucoup plus exact de dire que les Italiens se battent autrement que les soldats du nord. L'imagination du Sicilien est très-fortement développée; il a cela de commun avec tous les peuples de l'Europe méridionale, mais à un bien plus haut point que les autres. Avec sa grande mobilité corporelle, il possède un jeu de gestes et de physionomie d'une extrême vivacité, et deux Siciliens, sans s'entendre, comprennent

ce muet langage, même à une grande distance l'un de l'autre. Cette perpétuelle agitation, cette impossibilité pour un Sicilien de parler sans accompagner la parole d'une foule de mouvements explicatifs, a quelque chose de grotesque pour celui qui est habitué à l'impassibilité des hommes du nord, surtout si le Sicilien se trouve en outre dans un uniforme militaire et a quelque acte militaire à accomplir, à transmettre un message ou une nouvelle, par exemple. Cette vive imagination se traduit chez lui comme chez les enfants, et fréquemment chez le Sicilien elle conduit à la peur. Un feu ennemi un peu vif devient tout de suite pour lui une vraie représentation de l'enfer; une subdivision isolée qui lâche pied amène aisément une panique contagieuse. Le mouvement imprévu d'une troupe ennemie de cavalerie régulière épouvante le soldat sicilien, et aux avant-postes, surtout dans de longues factions, il voit facilement des fantômes. Ce sont des côtés de son caractère dont il faut nécessairement tenir compte lorsqu'on le commande. Cela n'est point aussi impossible qu'il peut le paraître. Ainsi, dans le service des avant-postes il faut employer les soldats siciliens plutôt à un vif mouvement de patrouilles, dans lequel on donnera toujours un objet déterminé à leur attention, ce qui est très-facile, plutôt que de les disposer en chaînes de sentinelles demeurant longtemps en place.

D'après le caractère du Sicilien, on comprendra aisément, surtout si l'on se rappelle ce que nous avons dit de l'impénétrabilité de l'intérieur du pays, et si l'on y ajoute la circonstance que le soldat napolitain ressemble en beaucoup de points au Sicilien, on comprendra que ce dernier se soit accoutumé à regarder l'intérieur de la Sicile comme sa propriété, ou même n'ait jamais cessé de l'envisager ainsi, tandis qu'il abandonnait aux « étrangers » les villes de la côte. Les détachements napolitains n'ont jamais pu obtenir que de très-minces résultats dans le centre de l'île, et ils revenaient toujours sans avoir rien fait, et très-réduits en effectif, aux villes de la côte d'où ils avaient été envoyés à l'intérieur. Les Siciliens, familiarisés avec le terrain, utilisant chaque rocher, chaque chemin creux, sans cesse en cohésion étroite les uns avec les autres, informés de tout ce qui se passait, pouvaient, sans s'exposer eux-mêmes, se débarrasser d'un ennemi tantôt sur un point, tantôt sur un autre. Tout Napolitain qui restait en arrière de sa colonne

était un homme perdu, pour peu que les habitants de la contrée qu'elle traversait eussent un intérêt particulier à la considérer comme une colonne ennemie. En revanche, on voit aussi clairement que les mêmes circonstances devaient donner les plus grands avantages à une colonne de troupes amies. Cette observation n'est point superflue, parce qu'elle explique à elle seule plusieurs des événements subséquents que nous avons à raconter, sans qu'il soit nécessaire de crier à chaque pas au miracle, ou de parler de trahison dans les rangs des vaincus eux-mêmes. Une autre propriété du Sicilien qui lui est commune avec la plupart des méridionaux, et qu'il faut mentionner aussi, c'est le relâchement inerte qui s'empare d'eux et détend tous leurs ressorts dans certains moments, en particulier pendant la grosse chaleur des premières heures de l'après-midi, et qui les rend complétement incapables de toute activité raisonnable.

---

8. Explosion de l'insurrection à Palerme le 4 Avril 1860.

Nous avons précédemment indiqué que, d'après les combinaisons du parti de l'insurrection sicilienne, l'explosion de l'insurrection dans toute l'île devait suivre le signal que donnerait la lutte entamée à Palerme.

A partir de la grande baie au bord de laquelle est située la capitale de la Sicile, une autre plus étroite, formant le port proprement dit, pénètre plus avant dans la côte, à peu près dans la direction du nord au sud. Autour de ce port est bâtie Palerme, de sorte que l'ouverture du port se trouve dans la partie nord du pourtour de la ville; il n'est pas difficile de s'orienter d'une manière générale sur les principaux points de la ville et d'en garder la disposition dans la mémoire.

A environ 1300 pas au sud-ouest de l'ouverture du port se trouve la Piazza Quatro-Cantoni. Sur cette place se croisent à angle droit les deux rues principales, de telle sorte que chacune d'elles est à peu près coupée par la moitié : l'une est la Via Toledo ou Cassaro, et l'autre la Via Macqueda ou Contrada-Nuova.

La Via Toledo a une longueur de 3400 pas et court du sud-ouest au nord-est, sa partie nord-est longeant le côté oriental du port; elle se termine du côté du rivage par la Porta Felice et du côté de l'intérieur du pays, à son extrémité sud-ouest, par la Porta-Nuova.

La Via Macqueda est longue de 2500 pas; son extrémité nord-ouest aboutit à la Porta Macqueda, son extrémité sud-est à la Porta S.-Antonio.

On se figure assez exactement le pourtour de la ville en tirant, par ces quatre portes, des parallèles avec les rues principales; ce pourtour est garni de vieilles fortifications bastionnées, mais dans lesquelles se trouvent beaucoup de brèches; des portes secondaires existent à côté des portes principales dans chacune des quatre faces de l'enceinte.

Des faubourgs étendus au loin, des maisons de campagne, des jardins, entourent dans toutes les directions la ville intérieure et rendent la vieille enceinte fortifiée assez inutile partout où elle subsiste encore.

Sur le côté ouest du port et dans la partie nord-est de la ville, se trouve la citadelle de Palerme, le Castellamare, quadrilatère allongé et irrégulier qui présente du côté de la ville un front bastionné, séparé seulement par une étroite esplanade des maisons les plus voisines. Il est d'une faible valeur comme ouvrage de fortification, et, dominé par les pentes du Monte Pellegrino, il pourrait à peine tenir quarante-huit heures contre un ennemi pourvu d'artillerie.

Le long du rivage, au nord et au sud du Castellamare et de la ville, se trouvent encore plusieurs ouvrages qui ne sont, pour la plupart, que des batteries de côtes. Nous mentionnerons seulement le Castello del Molo, situé à l'origine du môle qui, dirigé du nord au sud, ferme, au nord de la ville, du côté de la mer, une partie du port extérieur.

Le palais royal, vaste édifice, se trouve tout à l'extrémité de Palerme, du côté de l'intérieur des terres, immédiatement au sud de la Porta-Nuova et de la rue de Tolède.

Parmi les places assez nombreuses et assez grandes de la capitale, nous nous bornerons à indiquer ici la Piazza Reale, devant le palais royal, et la Piazza Marina, près de la Porta Felice.

Les bâtiments sont de tous les temps et de tous les styles : on y trouve beaucoup de vestiges sarrasins qui se sont maintenus et même propagés. Aussi, malgré ses églises sans nombre et ses couvents, l'aspect de Palerme, avec ses vues animées, ses quantités de balcons, ses riches jardins tout en fleurs, et la quantité de verdure qui pénètre jusque dans la ville, offre, même avec des rues latérales étroites et boueuses, une couleur tout orientale.

De presque tous les côtés, la ville est entourée par des hauteurs: au nord de la ville et du Castello del Molo s'étend le long de la côte, jusqu'au Capo Gallo, la chaîne du Monte Pellegrino, haute de 2000 pieds environ ; à l'ouest s'élève à plus de 3000 pieds le Monte Cuccio ; ces deux hauteurs enferment à leur pied le petit coin de terre peut-être le plus riant, le plus fertile et le plus digne d'être comparé au paradis, qui soit dans toute l'Europe, la Conca d'Oro, longue et riche vallée en forme de conque, comme l'indique son nom, avec une culture magnifique, et sillonnée par un nombre de chemins relativement considérable. A l'est et au sud-est de la ville s'élèvent les hauteurs de Misilmeri et du couvent de Gibilrossa, séparées de la ville par le ruisseau de l'Oreto, qui coule à leur pied, s'il est permis de se servir de cette expression ambitieuse pour son mince filet d'eau.

Cette orientation générale des lieux suffira pour faire comprendre les premiers événements ; pour ceux qui suivront, nous aurons l'occasion d'y joindre, au fur et à mesure de notre relation, des indications ultérieures qui se rattacheront à celles que nous venons d'exposer brièvement.

Les insurgés de Palerme avaient choisi pour leur quartier général le couvent des Minorites della Gancia : c'était là que se réunissaient les chefs, que l'on avait formé des dépôts d'armes et de munitions, et que devaient se rassembler, le 4 avril, une partie des Palermitains qui étaient entrés dans la conjuration ; c'était là aussi, qu'à l'appel des cloches sonnant le tocsin, devaient accourir les insurgés de la campagne. On voulait partir de ce point pour attaquer les troupes royales, qui avaient leurs quartiers au bout de la ville, dans le palais royal et dans le palais des finances.

Les chefs des insurgés se croyaient sûrs des moines du cloître, et, en thèse générale, ils pouvaient avoir raison, car le bas clergé de la Sicile, y compris les moines, se sentait sicilien avant tout.

L'agitation qui se produisait déjà dans les esprits des Siciliens, et surtout des Palermitains, plusieurs semaines avant le 4 avril, n'était plus un secret pour les royaux : ils connaissaient le danger; seulement ils n'étaient pas très au clair sur son étendue et sa proximité.

Le commandant militaire de la province et de la place de Palerme était le général Salzano, une de ces singulières personnalités qui ne sont pas très-rares dans l'armée napolitaine.

Né en 1791, déjà en 1807, tout jeune homme de seize ans, il jouait un rôle important dans les bandes de Fra Diavolo : il était d'ailleurs par nature plutôt pillard que brigand. Fait prisonnier dans le courant de cette année par un détachement français, il fut condamné à mort; mais sa mère réussit à obtenir sa grâce de Joseph Bonaparte; néanmoins Giovanni Salzano fut incorporé comme soldat dans les sapeurs napolitains; il arriva dans ce corps jusqu'au grade de sous-lieutenant. Il fit partie avec ce grade, en 1820, du corps napolitain qui, sous les ordres de Pepe, eut à combattre l'insurrection de la Sicile; même comme officier, il n'avait eu garde d'oublier l'art de voler : il vola donc et pilla autour de lui d'une manière effrayante; en même temps il était carbonaro, c'est-à-dire secret partisan de la jeune Italie; mais cette qualité ne lui fut pas plus nuisible que le vol dans sa campagne de Sicile, et il monta au grade de capitaine; en revanche, après la restauration autrichienne, il fut mis à la suite, non comme voleur, hâtons-nous de le dire, mais comme carbonaro. Ce ne fut que lorsque Del Carreto devint général de la gendarmerie et ministre de police, que Salzano fut rappelé au service comme capitaine dans le corps de gendarmerie; c'était là sa véritable vocation : il comprenait mieux qu'aucun brigand de profession toutes les ficelles de l'art; il savait parfaitement tenir sa place à côté de ses adversaires avec une habileté égale à la leur, et il eut très-souvent le bonheur ou l'adresse de les aveugler ainsi et de les faire tomber entre ses mains. Sous un régime qui n'était autre chose au fond que l'extension des procédés de la police à toutes les affaires, un homme d'une telle capacité devait nécessairement arriver à la plus haute considération, et ce fut effectivement son lot : il s'éleva d'une manière sinon rapide, au moins assurée dans le commencement, et cela ne fit aucun tort aux épaulettes du major de gendarmerie

d'avoir joué le rôle de complice des voleurs en Calabre, où il se trouvait en 1848 et où les bandes de brigands qu'il était chargé de rappeler à l'ordre ne virent rien de mieux à faire que de s'arranger à l'amiable avec le chef de la gendarmerie, vu qu'ils ne pouvaient nulle part se défaire plus sûrement et à meilleur prix de leurs « marchandises » que dans la maison même de ce redoutable major, à qui l'on avait confié la mission de les poursuivre.

Après 1848, lorsque le système de la réaction se trouva dans sa plus haute période, Salzano vit marcher rapidement son avancement, et c'est ainsi que ce personnage, successivement brigand, voleur, receleur, etc., se trouvait en 1861 général et commandant militaire de la place et de la province de Palerme. Depuis quelque temps déjà, son attention avait été attirée par le mouvement qui se produisait dans l'île, et à Palerme même il avait fait à temps occuper par les troupes les édifices les plus considérables et les places principales.

Les insurgés n'avaient pas eu complétement raison de mettre une confiance absolue dans les moines du couvent della Gancia. Tandis qu'ils se réunissaient dans le cloître, un des frères, dont la conscience était travaillée par le secret dont il était dépositaire, se rendit, le 4 avril, vers le matin, auprès de Maniscalco, pour trahir le complot. Maniscalco se hâta de s'entendre avec Salzano, et tous deux, aussi bien du reste que l'auraient fait à leur place des gens plus honorables, se trouvèrent promptement d'accord sur ce qu'il ne fallait pas laisser aux rebelles le temps d'achever tous leurs préparatifs, mais qu'au contraire il fallait, si cela était possible, les prévenir dans l'accomplissement de leurs desseins.

Les troupes reçurent leurs ordres en conséquence. Le 6e régiment de ligne, la « compagnia d'armi » du district de Palerme et quatre canons furent envoyés contre le couvent della Gancia. Le premier bataillon de ligne qui arriva devant cet édifice était commandé par le major Ferdinand Beneventano Bosco, l'un des rares Siciliens qui avaient des grades élevés dans l'armée napolitaine, et qui passait pour un libéral dans le sens sicilien du mot, en sorte que le parti de l'insurrection comptait sur sa coopération. Peu de temps auparavant, des membres considérés de ce parti lui avaient donné un banquet dans lequel il avait porté un toast à Victor-Emmanuel et à la fédération italienne.

Le couvent est entouré de trois côtés par des rues très-étroites; la seule qui soit d'une certaine largeur est celle qui se prolonge le long de sa façade, conduisant du côté de la Piazza Marina. Les insurgés enfermés dans le couvent, au nombre de 300 environ, ne virent pas sans quelque effroi les alentours du couvent cernés par la troupe; cependant la présence de Bosco les rassura bientôt; ils le saluèrent par des vivats. Mais Bosco répondit par la sommation d'avoir à ouvrir le couvent et à enlever les barricades construites à la hâte. Comme on n'obéit pas à cette sommation, Bosco l'appuya par une décharge, pensant qu'elle suffirait pour faire changer d'avis aux insurgés.

Il n'en fut rien : ceux-ci répondirent aussitôt à coups de fusil. Bosco fit répondre à ce feu par celui de ses tirailleurs qu'il logea dans les maisons voisines, et il fit marcher quelques compagnies à l'assaut; mais les soldats napolitains ne firent pas preuve de la résolution nécessaire : reçus vigoureusement par les assiégés, ils se mirent en pleine déroute.

Pendant que ceci se passait devant le couvent della Gancia, d'autres détachements de troupes avaient eu quelques engagements aux différentes portes de la ville avec des groupes d'insurgés qui accouraient de la campagne au bruit du tocsin. Là, le combat fut très-court : à peu près partout, les soldats restèrent bientôt maîtres du terrain; les insurgés, se voyant prévenus, comprirent que le plan de leur soulèvement avait été trahi, et, en présence des dispositions défectueuses qui avaient été prises pour les réunir en masses un peu considérables, ils pensèrent n'avoir rien de mieux à faire qu'à se retirer dans leurs communes. Leur exemple fut bientôt suivi par ceux de Palerme qui n'avaient pas encore pénétré dans le couvent, et qui, en se rendant à ce centre de rassemblement, s'étaient partout heurtés à des troupes napolitaines; ils se réfugièrent aussi par différents chemins dans les communes de la campagne du voisinage.

Encouragés par le succès qu'ils avaient obtenu en repoussant l'assaut des Napolitains, les insurgés du couvent résolurent, lorsqu'ils entendirent le feu s'étendre à d'autres points de la ville, de faire une sortie et de se faire jour au travers des troupes de Bosco, afin d'aller opérer hors de la ville leur jonction avec les groupes d'insurgés de la ville même et de la campagne.

Après qu'un second assaut de Bosco eut été repoussé également, la sortie projetée fut mise à exécution, et déjà ce mouvement paraissait être couronné de succès, lorsque survinrent des troupes fraîches napolitaines, sous le commandement des généraux Sury et Wyttembach. Salzano les avait envoyés lorsqu'il avait appris, d'un côté, l'importance du combat au couvent della Gancia, de l'autre, le peu de danger qu'offrait maintenant la lutte sur les autres points de la ville.

Sury et Wittembach repoussèrent les insurgés dans l'intérieur du couvent; puis l'attaque de celui-ci recommença, d'abord avec le même insuccès pour les assaillants, jusqu'à ce que ceux-ci eussent mis leurs canons en batterie et battu les murailles en brèche. Même en ce moment, les insurgés continuèrent à tenir vigoureusement; mais à la fin les munitions leur manquèrent; leur feu s'affaiblit graduellement, pour cesser ensuite tout à fait.

Les soldats napolitains, conduits de nouveau à l'assaut, pénétrèrent enfin dans le couvent, massacrèrent tous ceux des insurgés qu'ils y trouvèrent encore, et le mirent au pillage le plus complet.

La perte des troupes napolitaines, dans tout le combat du 4 avril, fut indiquée comme ayant été de 11 morts et 35 blessés. Celle éprouvée par les insurgés fut beaucoup plus considérable, du moins pour ceux qui avaient combattu à della Gancia; bien peu d'entre eux, en effet, échappèrent par quelque heureux hasard ou grâce à leur résolution; le plus grand nombre fut tué ou fait prisonnier.

---

9. Événements de Palerme et des environs depuis le 4 Avril jusqu'à la fin du mois.

Lorsque la lutte du 4 avril eut éclaté à Palerme, Salzano joignit à ses pouvoirs militaires l'exercice du pouvoir civil dans la ville et le district de Palerme, et il proclama immédiatement l'état de siége. Quiconque serait, à partir de ce moment, saisi les armes à la main, devait être traduit devant un tribunal de guerre; toutes

les armes, même celles qui se trouvaient jusque-là restées entre les mains des habitants par suite d'une autorisation spéciale, devaient être livrées au commandant de la place dans un délai de 24 heures. Il était interdit aux habitants de stationner ou de circuler dans les rues, soit de nuit, soit de jour, autrement que parfaitement seuls; deux hommes ensemble constituaient déjà un rassemblement interdit. Dès le soir, tout individu qui se faisait voir dans les rues devait porter un flambeau ou une lanterne. Personne ne devait être reçu en logement dans une maison particulière sans une autorisation écrite. La sonnerie des cloches était suspendue jusqu'à nouvel ordre, et toute affiche quelconque interdite. Tous les contrevenants indistinctement devaient être traduits devant une cour martiale. Les imprimeries furent fermées; enfin le tribunal militaire de la garnison fut transformé en un tribunal de guerre permanent pour toute la durée de l'état de siége.

Le silence de la tombe s'étendit sur Palerme; mais l'insurrection n'était pas vaincue; elle s'était seulement réfugiée hors de la ville dans les campagnes.

Tout autour de la capitale, à la Favorita, à S. Lorenzo, à Bajda, près de Montreale et du Sarco, au couvent de Gibilrossa et à Bagheria derrière le ruisseau de Ficarazzi, des bandes de guérillas se formèrent.

Ces bandes se mirent en communication entre elles; leur plan général était de couper toute communication avec le reste du pays aux royaux enfermés dans Palerme, d'inquiéter constamment ceux-ci par de petites attaques isolées, sans se laisser entraîner à aucun combat sérieux, de rester eux-mêmes en communication non interrompue avec les différentes villes de l'île, surtout avec celles où l'insurrection avait également éclaté, de laisser ainsi les troupes royales jusqu'à ce qu'enfin arrivât l'heure favorable pour tenter contre elles un plan d'attaque plus actif et plus décisif.

Salzano savait très-bien que l'insurrection n'était pas vaincue, et qu'elle avait simplement quitté la capitale. Mais que faire contre elle tant qu'elle se bornait à tenir la campagne? Salzano avait à sa disposition environ 6000 hommes. Or, si l'on voulait attaquer les rebelles, ce petit nombre de soldats forçait à le faire au moyen de sorties dirigées sur eux depuis Palerme, tantôt dans une direction, tantôt dans une autre; encore ne pouvait-on y em-

ployer qu'une partie du faible effectif que l'on avait à sa disposition ; autrement, toutes les troupes une fois hors de la ville, celle-ci pouvait à son tour se soulever de nouveau, ou bien, tandis que l'on eût fait un mouvement dans la campagne à l'est, les insurgés pouvaient l'attaquer par le sud ou l'ouest. Pour pouvoir entamer des opérations offensives simultanément sur plusieurs points, ce qui aurait au moins donné quelque sécurité à l'égard de contre-attaques de la part des insurgés, il fallait absolument des troupes plus nombreuses; encore restait-il douteux que même ainsi l'on obtînt comme résultat une défaite des rebelles. Salzano avait pour le moment, — mais cela ne devait pas durer longtemps, — une communication télégraphique ouverte avec Naples, au moyen du télégraphe optique de Palerme à Messine, de là à Reggio par le télégraphe sous-marin, et de Reggio à travers les Calabres par le télégraphe électrique napolitain. Il demanda des renforts; mais il ne pouvait en réclamer de considérables sans nuire au besoin qu'il avait de faire estimer fort haut les services qu'il avait rendus pour « le rétablissement de l'ordre. » Il devait représenter l'ordre public comme rétabli et cependant demander à Naples des soldats : il s'y prit de la manière la plus détournée possible, en disant d'abord, par exemple, qu'il lui manquait principalement « de l'artillerie, » quoiqu'il fût assez difficile de comprendre de quelle grande utilité pourrait lui être une artillerie considérable pour le genre de combats qu'il devait nécessairement s'attendre à livrer. Malgré cela, il ne fut pas difficile à la cour et au gouvernement de Naples de reconnaître la véritable situation des choses, ainsi que nous le verrons plus tard.

Peu de jours après le 4 avril, par suite de l'extension du mouvement révolutionnaire, le télégraphe sous-marin entre Messine et Reggio fut interrompu, et les bandes de guérillas qui occupaient les environs de Palerme rasèrent, sur la ligne de Palerme à Messine, sept stations du télégraphe optique.

La lassitude se fit bientôt sentir parmi les troupes royales : tous les jours il y avait des escarmouches. Salzano n'avait pas le droit d'attendre, après les dépêches qu'il avait envoyées à Naples; il n'avait, d'un autre côté, aucune des qualités qui font un général. Homme de police par sa nature comme par sa profession, et rien de plus, il jugeait et appréciait toute opération militaire au point

de vue d'un gendarme, ou avec l'expérience d'un cadet berlinois de 1848.

Le 5 avril, il attaqua, avec un détachement de troupes royales, et même avec le canon, les Porazzi au sud de Palerme, tout près de la Porta-Nuova. Le 4, il y avait eu là une rencontre avec une troupe d'insurgés qui voulaient pénétrer dans la ville; mais ce jour-là il n'y avait en réalité pas un seul adversaire à combattre aux Porazzi; les royaux n'en firent pas moins autant de bruit que s'ils y eussent rencontré une armée, et nous n'avons pas à nous étonner que des décorations aient été distribuées pour la bataille de Porazzi, puisque nous avons vu plus tard les troupes du roi-héros remporter de cette façon toutes leurs victoires. Quelques pauvres femmes et enfants abandonnés, les uniques ennemis que trouvèrent devant eux les canons du 5 avril, furent massacrés, les premières non sans avoir été auparavant soumises aux derniers outrages, celles du moins que le soldat jugea en valoir la peine. — Le 6 avril, nouvelle bataille de la même espèce près de Bajda. Quelques bataillons royaux tiraillèrent toute la journée, à bonne portée de canon, contre 50 insurgés; naturellement ni les uns ni les autres ne perdirent un seul homme à ce jeu : les Napolitains ont pour les armes à longue portée une inclination encore plus vive et leur accordent une confiance encore plus grande que ce n'est le cas dans certaines armées allemandes. A la fin, les insurgés, lorsque la comédie les ennuya et qu'ils n'eurent plus de poudre à brûler, se retirèrent sur le Monte Cuccio. Les Napolitains pillèrent bravement le couvent de Bajda, dont les moines étaient accusés d'avoir reçu amicalement les insurgés et de leur avoir prêté gratuitement l'hospitalité, ce qui pouvait fort bien être vrai, le clergé sicilien faisant presque sans exception cause commune avec le peuple.

Le 7 avril, nouvelle escarmouche à Monreale. Le même jour, le général Sury dut marcher avec un bataillon contre Bagheria, afin d'empêcher les insurgés qui s'y trouvaient réunis de venir à l'aide de ceux du Monte Cuccio ou de Monreale. Sury rencontra une force assez considérable; mais celle-ci se partagea immédiatement, de chaque côté de la route, dans les maisons et derrière les haies, et livra aux royaux un combat qui avait une grande ana-

logie avec celui de Lexington. Sury dut se retirer et demanda des renforts.

Le 8 avril, plusieurs bataillons sortirent de Palerme, mais ils ne firent pas mieux que les jours précédents; leurs officiers se montrèrent aussi inhabiles que jadis ceux des Anglais à Lexington. A chaque coup de fusil qui partait d'une haie ou d'une fenêtre, ils répondaient par des feux de pelotons, et lorsque cela eut assez duré, les troupes royales, bien pénétrées de leur impuissance, durent battre en retraite; il est vrai qu'elles se dédommagèrent en pillant et brûlant les maisons abandonnées qu'elles trouvèrent sur leur chemin, près de la ville.

Le 9, les insurgés de Bagheria, encouragés par leur succès évident, s'avancèrent du côté du nord-ouest, le long de la côte; ce ne fut qu'à 3000 pas environ de Palerme qu'ils rencontrèrent un avant-poste des royaux, avec lequel ils entammèrent une vive escarmouche dont l'issue parut si clairement au début devoir leur être favorable, que les royaux durent avoir recours à l'aide d'une frégate à vapeur qui croisait dans le golfe de Palerme, et qui vint prendre part au combat.

En attendant, on avait fait des préparatifs pour attaquer sérieusement et en même temps les bandes du Monte-Pellegrino et du Monte-Cuccio. Le 9 avril, deux colonnes se mirent en mouvement, l'une par terre, dans la direction de S.-Lorenzo, tandis que l'autre, embarquée sur des bateaux à vapeur, allait prendre terre à Mondello pour marcher de là sur S.-Lorenzo.

Les insurgés de ce lieu et du Monte-Pellegrino se replièrent sans combat au sud, vers le Monte-Cuccio; seulement quelques coups de fusils partirent ici ou là des maisons. Les royaux en prirent prétexte pour piller de fond en comble et incendier ensuite les maisons de campagne et les fermes de la partie septentrionale de la Conca d'Oro; il resta en particulier fort peu de chose debout de S.-Lorenzo. Cette expédition de brigands fut fêtée par le parti des royaux comme une grande victoire.

Le 11, les colonnes royalistes marchèrent contre Bajda, où il y eut cette fois une escarmouche réelle; les insurgés se replièrent sur Monreale où ils se battirent de nouveau le 12. Là le feu fut assez vif, et les insurgés abandonnèrent complétement le terrain;

ils prétendirent qne les habitants réactionnaires de Monreale avaient tiré sur eux depuis les maisons.

Les habitants de Palerme, soumis au régime de l'état de siége, ne bougeaient plus; cependant les bruits les plus divers couraient la ville: le Sicilien n'a pas besoin de la parole ponr se faire comprendre de son compatriote, il a ses gestes qui lui suffisent. Quoiqu'il fût interdit de se réunir ou de marcher ensemble dans la rue, on dialoguait depuis les fenêtres et les balcons à l'aide des mains et des pieds; mais ce genre de conversation porte plus à l'exagération que celle de bouche à bouche, et elle favorise singulièrement la mise en circulation des bruits les plus hasardés; les nouvelles qui se transmettent ainsi vont se grossissant et se défigurant avec la plus grande facilité.

Une de ces rumeurs les plus accréditées qui circulaient dans Palerme, annonçait que des forces considérables venues de toutes les parties de la Sicile se concentraient sur les points de rassemblement qu'occupaient, autour de la ville, les bandes de guérillas, et se mettraient très-prochainement en mouvement pour venir l'enlever aux soldats du roi de Naples. Aussi souvent qu'au dehors se faisait entendre le bruit de la fusillade et du canon, — et ni le tapage ni la poudre n'étaient épargnés dans ces escarmouches de chaque jour, dont nous n'avons mentionné que les principales, — les Palermitains se disaient que les masses de l'intérieur étaient maintenant rassemblées et marchaient sur la ville.

Salzano avait, depuis le 7 avril, reçu des renforts considérables; chaque jour il arrivait des troupes de Naples, et bientôt il put disposer d'un effectif de 13,000 hommes; mais ce chiffre ne signifiait pas grand'chose pour tenir en échec une ville vaste et populeuse, en même temps que pour envoyer des colonnes mobiles dans tous les sens, au dehors, contre des bandes de partisans toujours en mouvement et impossibles à atteindre sérieusement.

Salzano chercha donc à s'assurer la possession de Palerme d'nne autre manière. Dans des proclamations répétées, il complimenta les Palermitains pour l'attitude calme qu'ils avaient gardée au milieu des perturbations apportées à la paix publique par quelques centaines de brigands et de rebelles. Il ne ponvait, il est vrai, ajoutait-il, supprimer l'état de siége, mais il promettait d'y apporter tous les allégements possibles; chacun pouvait en toute sécurité

retourner à son travail, chaque négociant pouvait reprendre le chemin de son bureau et rouvrir son magasin.

Après chaque escarmouche, il ne manquait pas d'annoncer que les rebelles étaient complétement anéantis.

Les Palermitains n'en crurent pas un mot, et de fait, il était difficile d'ajonter foi à cette assurance si fréquemment répétée. Ils ne purent pas davantage se figurer qu'eux-mêmes n'étaient pour rien dans l'insurrection, qu'ils n'aspiraient qu'à ce repos et cet ordre public dont leur parlait Salzano, et qn'ils étaient parfaitement d'accord avec Salzano sur la culpabilité et les vues des insurgés. Il est probable que celui-ci n'y croyait pas plus qu'eux, autrement il n'eût pas jugé nécessaire de faire procéder tous les jours à l'arrestation de citoyens de Palerme.

Le 13 avril, presque tons les hommes étaient dans les rues, les femmes aux balcons, pour acclamer Victor-Emmanuel et l'Italie, porter des *pereat* à la police, et protester de cette façon contre la prétention de les représenter comme hostiles à l'insurrection.

Salzano, malgré l'état de siége, n'empêcha pas cette démonstration. Il avait déjà résolu d'avoir recours à l'effroi qu'inspirerait une exécution pour intimider les Palermitains. Dans un conseil de guerre qui avait été tenu le 12, il avait été décidé que treize citoyens qni, du 4 au 12 avril, devaient avoir été pris les armes à la main, seraient traduits devant le tribunal de guerre. Ainsi fut fait. Le 13, à huit heures du matin, celui-ci se rassembla et, conformément à l'ordre qu'il avait reçu, il condamna les treize accusés à être fusillés, bien que pour quatre d'entre eux il n'y eut aucune preuve, et qu'il fût même très-douteux qu'ils eussent jamais pris une part quelconque à l'insurrection : le plus âgé avait cinquante-hnit ans, le plus jeune vingt-deux. Le jugement fut publié le 14 au matin; le soir, à quatre heures, il était déjà exécuté. Palerme fut saisie d'épouvante et plongée dans le deuil.

Le lendemain, une grande partie de la garnison marcha du côté de l'est : il s'agissait de dégager deux compagnies de royaux qui, après les événements rapportés ci-dessus, s'étaient imprudemment aventurées jusqu'à Bagheria et s'y étaient laissé positivement bloquer dans quelques bâtiments par les insurgés. Les royaux furent divisés en trois colonnes : celle du centre, ou colonne principale, marchait directement sur Bagheria, sous les ordres du général

Sury; la colonne de gauche, sous les ordres du colonel Polizzi, se dirigeait sur Ficarazzi, et celle de droite, commandée par le général Cataldo, sur Misilmeri. Les deux colonnes des ailes devaient d'abord assurer les flancs du corps principal, puis, se rabattant sur Bagheria, couper la retraite aux insurgés qu'elles supposaient devoir être aux prises avec le général Sury.

Comme cela arrive d'ordinaire, cette manœuvre compliquée ne réussit pas. Sury commença le combat trop tôt, et les insurgés furent bientôt prévenus de la marche et des intentions des deux colonnes latérales. Ils ne se laissèrent par conséquent pas engager dans une lutte sérieuse et se retirèrent plus au sud, dans les montagnes. Les Napolitains débloquèrent leurs deux compagnies, mais n'obtinrent aucun autre résultat que la perte d'un bon nombre de soldats qui s'étaient dispersés pour marauder dans les fermes, et qui furent faits prisonniers par les insurgés qui s'y tenaient cachés.

Le même jour, de fortes patrouilles avaient poussé du côté du sud, jusqu'à S.-Giuseppe-li-Mortilli, et du côté de l'ouest, sur le Monte-Cuccio, jusque vers Carini, et elles avaient eu sur ce point un petit engagement. La patrouille envoyée à Carini apporta la nouvelle qu'il se trouvait dans cet endroit un nombre considérable d'insurgés qui paraissaient relativement bien organisés. Effectivement il se trouvait bien à Carini environ 1600 insurgés qui s'y étaient retranchés. Cependant il leur manquait un commandement supérieur généralement reconnu. Les chefs des compagnies (squadre) dont se composait ce petit corps agissaient chacun à leur guise, et rarement ils pouvaient se mettre complétement d'accord entre eux. Salzano fut d'opinion, et non sans raison, qu'il fallait frapper sur ce point un coup énergique et qui fût de nature à faire quelque impression sur les habitants de l'île. D'un côté, il ne paraissait pas difficile, d'après la position de la ville de Carini, d'y cerner les insurgés; d'un autre côté, l'anéantissement d'un tel corps existant bien en chair et en os, et susceptible d'être arrondi d'une manière convenable dans les bulletins, que l'on pourrait faire suivre d'un éloquent commentaire, par le long convoi de prisonniers que l'on ramènerait dans Palerme, pourrait bien avoir pour effet de répandre quelque découragement dans les rangs du parti de l'insurrection.

Le jour de l'attaque contre Carini fut fixé au 18 avril; tout aurait pu marcher au gré de Salzano, mais encore cette fois le plan d'opération fut extrêmement compliqué.

Trois colonnes furent destinées, comme dans l'affaire de Bagheria, à agir contre Carini. Celle de l'aile droite, 1000 hommes sous les ordres de Wyttembach, se rendit par mer au cap Gallo, débarqua à Capaccio et dut suivre de là la route qui conduit à Carini; la colonne principale, celle du centre, forte de 2000 hommes et commandée par le général Cataldo, marcha par terre directement sur Carini par Bajda; enfin celle de gauche, 1200 hommes, commandés par Bosco, devait, depuis Monreale, prendre les insurgés depuis les montagnes par leur flanc droit, et leur rendre impossible toute retraite dans l'intérieur du pays.

Lorsque les habitants de cette riche petite ville, avec ses fertiles environs qui allaient se voir changés en champ de bataille, eurent la nouvelle de l'approche de la colonne de Wyttembach, ils supplièrent les chefs des insurgés de sortir de la ville, qui ne pouvait pas manquer, s'ils s'y défendaient, d'être livrée au fer et aux flammes. Les chefs étaient d'opinion différente sur le plan à suivre. Une colonne de 500 hommes occupa la route de Carini, du côté de Capaccio, pour y recevoir les troupes de Wyttembach; le reste, comptant 1100 hommes environ, se décida à se retirer sur Partinico.

L'avant-garde de Wyttembach, qui avançait sans précautions, fut bientôt accueillie par un feu meurtrier dirigé sur elle par les 500 Siciliens embusqués dans les maisons de la route et derrière les haies; elle se replia dans le plus grand désordre. Wyttembach fit marcher en avant le gros de sa colonne; les insurgés, enhardis par le premier succès, qui leur avait valu la surprise de l'avant-garde, abandonnèrent leurs abris, et se massèrent pour combattre régulièrement et à découvert. Ces 500 hommes déployèrent une véritable bravoure et tinrent longtemps contre la colonne napolitaine, ne se retirant que pas à pas sur Carini. Mais en ce moment parurent sur les hauteurs de Torretta et de Montelepre, au-dessus de Carini, les colonnes de Cataldo et de Bosco. Ils virent qu'ils étaient perdus s'ils ne faisaient la plus prompte retraite; ils se rejetèrent sur la ville, qu'ils trouvèrent occupée déjà par Cataldo; il s'ensuivit un combat de rues véritablement furieux, dans lequel

les insurgés employèrent la pique et le couteau là où manquaient l'arme à feu et la baïonnette. Ils avaient maintenant l'intention de se faire jour par Giardinello sur Partinico, pour y rejoindre les onze cents des leurs qui avaient déjà pris cette direction.

Pendant ce temps, ceux-ci, à mi-chemin entre Carini et Giardinello, avaient entendu le bruit de la fusillade toujours plus violente à Carini; les plus résolus d'entre eux se décidèrent à revenir à Carini pour porter secours à leurs compagnons serrés de si près. Ils y arrivèrent dans le moment où la lutte était la plus chaude dans les rues, et, prenant à dos les troupes de Cataldo, ils firent plier celles-ci, facilitant ainsi à ce qui restait de leurs compagnons la retraite dans la direction de Partinico.

Jusque-là aucun combat n'avait été aussi vif et aussi vigoureusement soutenu: les insurgés laissèrent 250 morts ou blessés grièvement sur la place, les royaux plus de 300, parmi lesquels 20 officiers.

Ceux-ci, sans s'inquiéter de poursuivre plus loin les insurgés en retraite, refroidirent leur ardeur dans des infamies de toute espèce: ils massacrèrent leurs ennemis blessés, livrèrent tout au pillage, tuèrent les individus sans défense qui cherchèrent à s'opposer à ces violences, violèrent les femmes, réduisirent en pièces les objets qu'ils ne purent traîner après eux, et à la fin, selon une habitude qui, avec le temps, leur était devenue familière, ils mirent le feu partout.

Mais la journée de Carini eut un résultat justement tout contraire à celui que s'en étaient promis Salzano et les généraux napolitains; ils avaient cru frapper un coup qui anéantirait toutes les espérances des Siciliens; l'inverse arriva : le parti de l'insurrection célébra même, dans des proclamations qui furent répandues jusque dans Palerme, le combat de Carini comme une victoire des Siciliens, et les soldats napolitains perdirent, à partir de ce momoment, toute confiance assurée dans le triomphe de leur roi. Chaque jour ils devaient se mettre en marche pour de nouvelles expéditions, chaque jour on leur disait qu'ils avaient remporté la victoire, mais chaque jour ils voyaient devant eux de nouveaux ennemis, et les faits taxaient de mensonges les assurances de leurs généraux; la superstition s'en mêlait: ils se croyaient entourés de fantômes qu'ils ne pouvaient détruire ni même atteindre, et aux-

quels, en définitive, appartenait le pays. Déjà des compagnies, des bataillons entiers refusaient de marcher, et l'esprit qui régnait dans les troupes étrangères n'était guère meilleur. La faim et la soif ne leur furent plus supportables du moment où ils ne purent y prévoir aucun terme à obtenir par des succès réels. Salzano était furieux. Il se vengea par des emprisonnements dans Palerme, il poursuivit les fugitifs jusque sur les navires des natioos étrangères, et malheureusement il n'y rencootra pas toujours la résistaoce qu'eût exigée l'houneur de leur pavillon national; il menaça de bombarder Palerme depuis le fort de Castellamare, et fit tourner ses pièces contre la ville. Les nombreux blessés de la garnison furent emmenés par mer à Naples, sans aucun égard pour leur état, afin de les soustraire aux regards des Palermitains.

La Franco, l'Angleterre et le Piémont, qui avaient si souvent protesté contre le système politique des Bourbons de Naples, envoyèrent des vaisseaux dans la rade do Palerme pour prêter la protection nécessaire à leurs nationaux. Il était évident que cette protection pourrait s'étendre aussi aux Palermitains, et ce fut ainsi que les habitants comprirent l'arrivée des escadres qu'ils saluèrent avec allégresse, taodis que, en revanche, elles jetèrent dans un nouvel accès de fureur Salzano et Maniscalco.

Tels furent les événements qui se succédèrent jusqu'à la fin d'avril dans la capitale de la Sicile et dans ses environs. Nous avons maintenant à jeter un coup d'œil rapide sur ce qui s'était passé dans les autres points importants de l'île.

---

10. Messine pendant le mois d'Avril 1860.

Dix-huit mille pas environ au sud du cap Faro, dans la côte orientale de la Sicile, se découpe un golfe remarquable : du côté de la mer il est fermé par une langue de terre qui se rattache à l'île du côté du sud, se dirige d'abord au nord-est, puis se recourbe vers elle dans la directioo de l'est à l'ouest. Cette langue de terre en forme de houe constitue, avec la concavité de la côte qui lui fait face, l'excellent port de Messine, lequel possède du

nord au sud une longueur de 1400 pas, et de l'est à l'ouest une largeur de 1700 pas.

La ville de Messine est bâtie le long de la côte, au nord du point de jonction avec l'île de la langue de terre dont nous venons de parler, et élève sa partie occidentale en amphithéâtre le long des dernières pentes de la chaîne de montagnes neptunienne et principale de la Sicile, qui, sur ce point, se trouve parallèle à la côte. Pour arriver à Messine depuis la partie septentrionale de l'île, si l'on ne veut pas faire un circuit autour de la chaîne de montagnes le long de la mer par un sentier profondément ensablé qui conduit à Torre di Faro, il faut traverser la montagne elle-même. Du sommet de la chaîne, on aperçoit à ses pieds la belle ville de Messine, bien longtemps avant que l'on puisse l'atteindre par des sentiers aux lacets multipliés et souvent disposés en marches d'escalier.

Ravagée en 1783 par un tremblement de terre, Messine a depuis été magnifiquement rebâtie avec des rues pour la plupart larges et bien pavées. Une enceinte bastionnée irrégulière l'entoure. Deux forts, ceux de Gonzague de Castellucio, situés sur les hauteurs à l'ouest, doivent en défendre l'accès de ce côté; mais comme ils sont dominés eux-mêmes, leur position leur assigne beaucoup plutôt le rôle de maîtriser la ville et de la tenir en échec. La citadelle (la Fortezza) que Charles II fit construire en 1647 par l'ingénieur hollandais Nürnberg, est beaucoup plus appropriée à la défense extérieure. Elle forme un pentagone à peu près régulier, calculé pour recevoir 4000 hommes et 300 pièces de canon; elle est située à peu près sur le point d'attache au rivage de la langue de terre qui enferme le port, de manière à lui ôter tout accès depuis la côte, et elle domine de son feu la plus grande partie de la ville. Entre la partie méridionale de celle-ci et la citadelle, en dedans d'une ligne de fortifications qui continuent l'enceinte de la ville du côté du sud et viennent rejoindre la citadelle le long de la mer, se trouve une grande esplanade qui porte le nom de « plaine de Terranova. »

A l'extrémité de la langue de terre est un fort allongé, le Salvator, qui commande l'entrée du port, large de 650 pas seulement entre ses remparts et la ville.

Entre le fort de Salvator et la citadelle se trouve le nouveau

phare (la lanterna grande) avec les fortifications qui l'entourent. De là, on aperçoit d'abord, tout près à ses pieds, la plage extérieure de la partie centrale de la langue de terre, ou le Braccio san Raniero, puis le gouffre de Charybde, nommé aujonrd'hni le Garofalo ou Calofaru, à cause de son apparence semblable à la forme d'un œillet (Garofano), mais encore dangereux, comme il l'était dans l'antiquité, plus dangereux que celui de Scylla qui lui fait face.

Les principales artères de la circulation dans la ville courent parallèlement à la côte; les plus grandes et les plus belles rues sont la Marina et le Corso.

A la première nouvelle du soulèvement de Palerme, le parti de l'insurrection avait aussi à Messine fait entendre un appel aux armes; mais les choses se bornèrent à quelques engagements insignifiants. A la nouvelle du résultat de l'affaire du couvent della Gancia, les chefs du parti de l'insurrection engagèrent enx-mêmes leurs gens à se comporter paisiblement dans la ville, mais en même temps ils invitèrent tous ceux de lenrs adhérents qui le pourraient à la quitter avec toutes les armes qu'ils rénssiraient à ramasser, et à se rendre dans les montagnes, pour y suivre le même système de lutte qne nous avons vu pratiqner avec tant de succès par les corps de partisans dans les environs de Palerme. En fait, c'est une faute que commettent en général les insurrections et que l'on ne sanrait assez signaler que de vouloir à tout prix s'emparer des grandes villes: on ne devrait jamais tenter de semblables entreprises dans les commencements, tant que l'on a encore en face de soi une force militaire compacte; les Siciliens avaient fait à cet égard, en 1848 et en 1849, des expériences qui étaient encore vivantes dans l'esprit des hommes de cette époque, et la jeunesse de Messine n'en suivit que plus docilement le conseil de ses chefs.

Le 8 avril, plusieurs tronpes de jeunes gens armés qnittèrent la ville ponr gagner les montagnes; ils ne purent le faire sans être remarqués, mais cela n'eut d'antre conséquence que quelques rencontres très-insignifiantes avec la police ou la garnison.

Le commandant militaire de la place et de la province de Messine était le général (maresciallo di campo) Pasqnale Russo. Les incidents du 8 avril lui fournirent le motif de mettre en état

de siége la ville et les faubourgs, d'ordonner la remise des armes, et de menacer Messine d'un bombardement de la part de la citadelle, en cas de désordres sérieux.

L'émigration des jeunes gens en état de porter les armes prit des proportions toujours croissantes après le 8 avril; en outre, nombre de gens qui ne se sentaient aucune disposition à se joindre à des troupes de guérillas, mais qui ne tenaient pas à rester dans la ville avec la perspective d'un bombardement, la quittaient pour n'y pas rentrer, malgré toutes les invitations amicales du général Russo; bientôt plus d'une fois les bandes armées vinrent attaquer les gardes des portes, surtout pendant la nuit, ainsi que les patrouilles envoyées par ces postes. On apercevait du reste peu de choses de ces attaques dans la ville elle-même; elle se comportait avec le plus grand calme; il est vrai qu'un grand nombre de boutiques et d'ateliers étaient fermés, mais cela ne pouvait être du moins une cause de désordre. En revanche, ce qui occasionnait beaucoup de bruit et d'inquiétude, c'était la manière dont le vieux et têtu général maintenait son état de siége pour faire de l'énergie à sa façon. Des patrouilles sillonnaient constamment la ville, et s'attaquaient aux gens qui formaient des groupes de plus de trois personnes ou même qui cheminaient tout seuls, mais qui avaient un « air suspect. » Plus d'une fois des patrouilles, prises de panique, se firent feu les unes sur les autres, et firent ainsi dans la ville le plus étrange remue ménage; des soldats ivres tiraient sur chaque balcon, sur chaque fenêtre où ils avaient le déplaisir d'apercevoir une figure humaine. Quoique la population de Messine, avant tout ville de commerce, ne fût évidemment pour rien dans ce tapage, œuvre surtout des défenseurs du trône et de l'autel, qui pouvait garantir que Russo, un beau jour, ne prît pas le bruit qu'il faisait lui-même comme prétexte pour bombarder cette cité florissante, et y faire plus de ruines que le tremblement de terre de 1783?

Cette pensée n'inquiétait pas seulement les nombreux étrangers établis à Messine; le marquis Artale, intendant de la province, lui-même trouva la manière d'agir du général insensée et parfaitement propre à provoquer des événements funestes au régime napolitain. Il assiégea Russo de représentations, et non content de cela, il envoya sur ce sujet un rapport spécial au gou-

vernement royal à Naples. Cela n'eut d'autre conséquence que de le faire mander à Naples et de l'y faire arrêter à peine arrivé.

Les étrangers, établis ou en passage à Messine pour leurs affaires, demandèrent à grands cris à leurs consuls de leur obtenir quelque sécurité. Ceux-ci, le consul anglais à leur tête, cherchèrent d'abord à atteindre ce but par un arrangement amiable avec Russo; mais lorsqu'ils virent que, par ce moyen, ils n'arrivaient qu'à des demi-promesses, auxquelles, dans la minute qui suivait, succédait la menace de mettre la ville à feu et à sac au premier coup de fusil tiré sur les troupes napolitaines, ils lui transmirent, en date du 13 avril, une lettre collective dans laquelle ils réclamaient qu'il formulât d'une manière précise et par écrit ces promesses verbales, à moitié consenties et toutes conditionnelles. Ils demandaient, en particulier, que, dans aucun cas, Russo ne permît à ses soldats de violer le droit du domicile, qu'il mît un terme à cette inutile et perpétuelle tiraillade des rues et de la citadelle, ici à coups de fusil, là à coups de canon, enfin que, s'il voulait agir contre les bandes isolées qui de temps en temps se faisaient voir aux portes de la ville et qui, il est vrai, inquiétaient la garnison, il le fît d'une manière raisonnable et sans jeter toute la ville dans des alarmes sans objet.

Russo ne voulut pas entendre parler de s'engager par de semblables promesses; il prétendit, — et il avait en cela parfaitement raison, mais il n'avait guère jusque-là fait application de ce sage principe, — qu'il devait faire dépendre sa conduite des circonstances, et que son mandat était de conserver Messine au roi de Naples.

Les consuls des puissances étrangères quittèrent alors la ville, pour se rendre sur les vaisseaux de leurs nations respectives, et la plus grande partie des étrangers qui restaient encore dans Messine les suivirent; déjà, depuis quelques jours, le consul anglais avait réclamé l'envoi de Naples de navires anglais. Tous donc, consuls et particuliers, quittèrent leurs demeures qu'ils laissèrent sous la protection de leurs couleurs nationales; mais il fut refusé par Russo aux sujets sardes de les admettre au même bénéfice : « Comment peut-on, répondit-il à une demande qui lui fut adressée à cet égard, comment peut-on réclamer cela de moi, alors qu'il est à la connaissance du monde entier que les malheureux

événements dont la Sicile est le théâtre sont l'œuvre du gouvernement de Sardaigne et de ce drapeau sous lequel il voudrait maintenant protéger la propriété de ses sujets.» Les ressortissants sardes durent se borner à mettre sur leurs demeures seulement cette inscription : «Propriété étrangère» et non «propriété sarde.»

Du reste, Russo appliquait à Messine les mêmes procédés que Salzano à Palerme; les arrestations se succédaient sans relâche, et aussitôt qu'il eut reçu du continent des troupes qui renforcèrent la garnison au delà du nécessaire, elles durent commencer des sorties en deux colonnes, d'une part sur Gesso et Milazzo, d'autre part, dans la direction de l'Etna et de Catane. Nous nous contenterons de remarquer que la petite guerre tentée de Messine contre les guérillas eut, si possible, encore moins de succès que celle de Palerme.

Il nous reste encore à montrer comment l'insurrection, bien loin de se limiter à ces deux contrées, avait gagné dans le courant du mois l'île tout entière, et, à cette occasion, nous aurons à jeter un coup d'œil sur les principaux pivots de la circulation matérielle et du mouvement des esprits dans la Sicile hors de Messine et de Palerme.

---

11. L'insurrection sicilienne, hors de Palerme et de Messine durant le mois d'Avril.

A Trapani, l'ancienne Drepanon, en possession d'un excellent port, protégé par le fort Colombara, au pied du Monte S. Giuliano, l'Eryx des anciens, la première nouvelle des événements du 4 avril à Palerme, qui arriva sous la forme d'un bulletin de victoire du parti populaire, excita un incroyable enthousiasme. La population se rassembla sur les places de la ville et arbora le drapeau aux trois couleurs italiennes. L'intendant de la province, le marquis Stazzone, s'interposa comme médiateur entre les habitants et la garnison. Celle-ci, composée de deux faibles bataillons sous les ordres du colonel Jauch, une fois cet arrangement conclu, se retira hors de la ville dans les casernes,

où elle fut suivie par les nombreux agents de la police napolitaine. Là-dessus la bourgeoisie demanda à Stazzone l'autorisation d'organiser une garde civique; Stazzone l'accorda, et cette organisation fut aussitôt mise en œuvre par dix des habitants les plus considérés; le même soir Trapani était illuminé; les esprits s'échauffèrent dans cette atmosphère inaccoutumée de liberté, et après un si facile triomphe. Quelques jeunes gens voulaient que l'on attaquât les troupes et qu'on les forçât à mettre bas les armes. Stazzone réussit à empêcher cette sottise, grâce à son habileté à manier la parole. Tout le travail révolutionnaire, qui, le plus souvent, emploie un mouvement, une activité si superflue dès qu'il ne s'agit pas d'opérations militaires, commença alors aussi à Trapani avec son attirail habituel de discours, d'élections de comités, d'illuminations, etc. La bourgeoisie s'abandonna à toute la sotte exaltation qui accompagne ordinairement une victoire supposée.

Lorsqu'il fut évident que les combats dans la contrée de Palerme ne conduisaient à aucun résultat, les troupes devenant en même temps rétives à Palerme, et la lutte paraissant s'assoupir, parce que les bandes des guérillas attendaient un secours et une direction surtout qui devaient leur venir du dehors, les chefs des royaux à Palerme eurent l'idée, soit qu'ils regardassent le repos de la capitale comme dorénavant assuré, soit qu'ils voulussent donner quelque occupation aux soldats, de transporter une partie des troupes sur un autre point, et d'agir en même temps sur la capitale par l'effet des succès que l'on comptait obtenir.

Il fut décidé de faire rentrer Trapani sous l'autorité royale, et ce devait être le point de départ de l'un de ces nombreux plans que jetaient à l'envi sur le papier dans ce moment les généraux et les officiers supérieurs napolitains pour opérer la soumission de l'île.

Le commandement de cette expédition fut confié au brigadier Letizia, qui brûlait d'impatience de faire preuve de son dévoûment au trône et à l'autel, et qui avait été envoyé de Naples à Palerme sur sa demande plusieurs fois répétée. Une brigade avait été mise à sa disposition.

L'une des colonnes de cette brigade suivit la route de terre par Alcamo. L'autre, embarquée sur une frégate à vapeur et quelques petits bâtiments à vapeur, devait arriver par mer en doublant le

cap S. Vito. Letizia se trouvait sur la frégate avec un nouvel intendant « bien pensant » destiné à remplacer Stazzone à Trapani.

L'escadre de Letizia et la colonne qui avait cheminé par terre arrivèrent à peu près en même temps, le 23 avril, à proximité de la ville. Bientôt Letizia fut dans le port et la somma de se rendre; les chefs du mouvement, qui se virent cernés et qui n'avaient pris d'ailleurs aucune mesure pour se défendre, perdirent tout courage. En outre, la jeunesse était déjà partie pour les montagnes, pour s'y joindre aux bandes de guérillas; la plupart des chefs se sauvèrent sur des vaisseaux de nations neutres. Après une courte et insignifiante escarmouche, sans plan ni direction, Trapani se trouva entre les mains de Letizia. Stazzone, à la place duquel le nouvel intendant entra aussitôt en fonctions, fut destitué, ainsi que le colonel Jauch; ils furent embarqués sur un navire et expédiés à Palermo pour y passer en jugement.

De nombreuses arrestations furent opérées parmi les chefs du parti de l'insurrection. Dix d'entre eux s'étaient réfugiés sur un navire norwégien. Le commissaire de police Sanzone, qui avait quitté la ville avec Jauch, et qui venait d'être réintégré dans le libre exercice de ses fonctions, réclama du capitaine de ce bâtiment marchand norwégien l'extradition des fugitifs, et chercha à l'intimider par des menaces lorsqu'il répondit par un refus; cependant ces menaces n'obtinrent aucun succès auprès du brave Norwégien qui déclara que lui aussi avait des armes à bord, et des matelots qui savaient s'en servir lorsqu'il s'agissait de maintenir l'honneur de leur pavillon, en défendant des hôtes qui s'étaient confiés à sa protection. Cette déclaration énergique suffit, et les soldats de la police napolitaine laissèrent en paix l'enfant du nord.

Pour procéder conformément à ses principes, d'après lesquels jamais le mouvement n'aurait pris en Sicile un semblable développement, si l'on eût agi avec *l'énergie* nécessaire, Letizia voulut aussitôt faire passer les chefs qu'il avait arrêtés devant un conseil de guerre qui n'aurait pas traîné leur procès en longueur. Mais cette fois ce fut l'évêque de Trapani qui s'interposa et obtint que les individus arrêtés fussent livrés aux tribunaux ordinaires.

Après avoir réglé ces affaires, Letizia, laissant la garnison qui

lui parut nécessaire à Trapani, marcha sur Marsala qui s'était soulevée en même temps que Trapani, ainsi que, du reste, toute la côte occidentale et en particulier le bourg de Mazzara. Comme Marsala, au moment du soulèvement, n'avait qu'une très-faible garnison, l'insurrection s'était trouvée immédiatement maîtresse de la ville; la police, le juge et un certain nombre de partisans du gouvernement napolitain avaient pris la fuite, et une garde civique avait été formée par les habitants. Mais lorsqu'elle vit approcher les troupes de Letizia, la garde civique ne se sentit pas de force à résister, et à son tour elle quitta Marsala qui fut aussitôt occupée sans coup férir par les Napolitains.

Sur la côte méridionale, Girgenti et Noto s'étaient soulevées aussitôt que l'on y avait appris l'affaire du 4 avril; il en avait été de même de Caltanisetta, dans l'intérieur, et de Syracuse, Catane et Taormina, sur la côte orientale. Dans toutes ces localités, il n'y avait point eu de conflit sérieux; les garnisons napolitaines, qui étaient très-faibles, s'étaient retirées pour la plupart aussitôt devant les manifestations populaires jusque dans leurs casernes, et y avaient gardé depuis lors une attitude d'observation. Les habitants, de leur côté, manquaient d'armes et de direction pour prendre eux-mêmes l'offensive, et la jeunesse préférait gagner les montagnes avec toutes les armes dont on pouvait disposer, pour s'y joindre aux guérillas.

A Noto, les habitants songèrent à remédier au manque d'armes en s'adressant pacifiquement au commandant de la garnison pour lui demander la permission d'organiser une garde civique, et les fusils nécessaires à cet effet. Le commandant répondit qu'il n'avait nullement le droit d'accorder une autorisation semblable, et qu'au premier signe d'émeute il ferait feu sur la population. Là-dessus, grande irritation parmi les révolutionnaires les plus ardents : ils criaient qu'il fallait aller prendre de force les armes que l'on refusait de donner de bon gré; les gens plus sensés déconseillèrent de ce procédé violent, et leurs représentations maintinrent une tranquillité momentanée. Mais les rassemblements des mécontents amenèrent un conflit le 7 avril; on en vint à la fusillade dans les rues. Les insurgés abandonnèrent bientôt le terrain pour se retirer dans les montagnes, et le commandant mit

Noto en état de siége; depuis ce moment, les habitants se tinrent en repos, attendant ce qui se passerait à Palerme.

L'intendant de la province de Catane était le prince Fitalia; il s'était rendu suspect au gouvernement napolitain, en particulier à Maniscalco, et ne désirait rien tant que de rentrer en faveur. Lorsque le mouvement éclata aussi à Catane, que le peuple s'arma et menaça la faible garnison de la ville, le prince sut se rendre maître des chefs du parti de l'insurrection avec de bonnes paroles et de belles promesses. On avait d'autant plus de confiance en lui qu'il était parent de Ruggiero Settimo, le héros de la liberté sicilienne en 1848, qui lui-même vivait toujours retiré dans l'île de Malte, sous la protection anglaise, mais dont le peuple espérait le prochain retour en Sicile. Ainsi Catane demeura tranquille, bien que tous les esprits fussent tendus vers les événements qui se passaient dans les autres parties de l'île, et qu'une partie de la jeunesse eût émigré pour rejoindre les bandes de l'intérieur. Mais Fitalia, aussitôt qu'il eut obtenu ce résultat, se hâta d'écrire à Russo à Messine, pour avoir des renforts. Russo, ainsi que nous l'avons déjà dit, satisfit à cette demande dès que lui-même eut reçu des troupes fraîches du continent. A peine ces renforts furent-ils entrés à Catane, Fitalia procéda au désarmement de la population et à de nombreuses arrestations, et il ordonna à tous ceux qui avaient quitté la ville d'y rentrer, sous peine de tous les châtiments possibles; cette injonction, du reste, ne rencontra qu'une très-médiocre obéissance, surtout de la part de tout ce qui était jeune et armé.

---

12. Situation de la Sicile dans le commencement du mois de Mai.

A la fin d'avril, en apparence, l'île de Sicile était tranquille. Les chefs du régime napolitain mirent tant de bonne volonté à s'abuser sur la vérité, qu'ils prirent sérieusement cette tranquillité apparente pour un calme réel, et qu'ils crurent pouvoir persuader

d'une manière péremptoire au peuple sicilien qu'il était dans une paix parfaite.

En fait, il en était tout autrement.

Ainsi que nous l'avons déjà dit précédemment, le parti mazzinien avait depuis longtemps jeté les yeux sur le sud de l'Italie, et c'était de son insurrection qu'il attendait la réalisation de sa pensée fondamentale : l'unité vraie de l'Italie. Cette idée d'insurger le sud pouvait, sans aucun doute, être exécutée de plusieurs manières différentes, et nous avons déjà vu, par exemple, comment le plan primitif avait été conçu; d'après ce plan, les volontaires de l'Italie centrale devaient, sous la conduite de Garibaldi, faire invasion dans le royaume de Naples à travers le territoire romain; nous avons vu aussi que, au moment qui aurait été le plus opportun pour son exécution, les circonstances ne s'étaient point trouvées favorables, qu'il avait dû être abandonné, et qu'à sa place avait surgi l'idée de commencer directement le mouvement par l'extrême sud.

Garibaldi devait passer en Sicile pour procurer aux Siciliens un pivot d'action, une certaine unité de mouvement. Un bon nombre d'officiers expérimentés dans l'art de la guerre, ses vieux compagnons, devaient suivre le héros national pour donner aux Siciliens ce qui leur manquait le plus avec l'unité d'action, par suite de leur abstention générale du service militaire napolitain, savoir, des chefs capables à mettre à la tête de leurs corps de partisans. Nous verrons comment cette idée, au grand avantage de la cause italienne, se développa rapidement; pour le moment, il suffira de remarquer que les Siciliens, dès le milieu du mois d'avril, attendaient Garibaldi, et travaillaient dans l'intervalle à introduire quelque ensemble dans leur organisation. Là où il n'y avait pas de troupes napolitaines, il se formait un camp sicilien.

Ces camps, ou points de concentration des corps-francs, se trouvaient principalement autour de Palerme, à Gibilrossa et Misilmeri, sous les ordres de Mastricchi; à Corleone, avec avant-postes au Parco; à Alcamo, sous les ordres de Sant'Anna, dans le district de Carini; devant Messine et Catane; enfin, dans la province de Caltanisetta. Des comités secrets, vainement cherchés par le gouvernement qui les poursuivait avec activité, fonctionnaient dans tous les chefs-lieux de provinces. Un gouvernement provisoire, à

la tête duquel se trouvait Antonino Verro, avait établi son quartier général à Alcamo, y rassemblait de l'argent, des armes, des munitions, et faisait parvenir ce qu'il réunissait aux comités provinciaux et aux chefs des corps-francs.

Rosolino Pilo Giveni, de la race des comtes Capace, originaires de l'Anjou, exilé depuis 1849, avait devancé Garibaldi et venait d'arriver en Sicile, pour annoncer sa venue prochaine et rassembler de nouveaux corps-francs dans la contrée de Carini, à peine évacuée de nouveau par les royaux. Déjà le 10 avril il avait débarqué en Sicile, et avait traversé l'île de l'une de ses extrémités à l'autre pour répandre partout la nouvelle de l'arrivée de Garibaldi, appeler aux armes ceux qui ne les avaient pas prises encore, raffermir ceux qui se trouvaient déjà dans les camps siciliens.

La tranquillité apparente de la Sicile n'était donc que le calme de l'attente, le repos qui précède un nouvel élan.

Le bruit répandu de l'intention de Garibaldi de passer en Sicile avait jeté la cour de Naples dans le plus grand effroi. Déjà à cette époque les populations de Naples et de la Sicile entouraient d'un respect superstitieux le héros national de l'Italie : son nom valait une armée, et si la cour de Naples ne partageait pas ces sentiments quant au respect à son égard, elle les éprouvait quant à la superstition; la seule idée du débarquement de Garibaldi en Sicile la remplissait de terreur, et pendant qu'elle annonçait à Londres et à Turin ce qu'elle savait des intentions du redoutable chef de partisans, et invoquait l'aide de ces deux cours pour empêcher son débarquement, elle chercha en même temps à transformer la tranquillité apparente de la Sicile, qui lui avait suffi jusque-là, en un calme réel, afin que son audacieux adversaire, s'il devait réussir à pénétrer en Sicile, n'y trouvât plus les voies aplanies et un concours tel qu'il devait le désirer.

Le 3 mai 1860, le prince Castelcicala publia à Palerme un manifeste dans lequel, ayant encore une fois recours à un vieil artifice depuis longtemps usé, il représentait l'insurrection dans l'île comme l'œuvre d'un parti révolutionnaire très-faible, tandis que la grande masse de la population s'était abstenue d'y prendre part et avait conservé une louable tranquillité. Déjà, continuait-il, le roi François, mû par sa douceur naturelle, avait accordé un

pardon général, et les commandants des colonnes mobiles, après que le courage des troupes royales avait dispersé partout les insurgés, venaient de proclamer cette amnistie à la grande satisfaction de tous. Il restait bien encore quelque peu de chose à faire: il fallait purger l'île des misérables corps-francs, de ces hordes qui ne se proposaient d'autre but que le meurtre et le pillage. Mais la population pouvait avoir la certitude que ce serait bientôt fait, et que l'ordre, le calme et le bien-être allaient bientôt répandre de nouveau leurs bienfaits sur la Sicile, sous la paternelle administration de François II.

En même temps l'état de siége était levé dans la ville et la province de Palerme.

Les habitants de Palerme répondirent à cette proclamation par les signes les moins équivoques de défiance et de mépris; si ces concessions étaient sérieuses, ils savaient qu'ils ne pouvaient les attribuer qu'à la peur chez les Bourbons, et ils savaient aussi qu'elles ne seraient sérieuses qu'autant que durerait la peur. Les rares magasins et cafés qui s'étaient rouverts dans les derniers temps se fermèrent de nouveau; la *Marseillaise sicilienne* se fit entendre partout, et le comité de l'insurrection invita la population à ne point se laisser abuser, à tenir ferme dans la volonté qu'elle avait exprimée de voir la Sicile réunie au royaume d'Italie sous le sceptre de Victor-Emmanuel, et il lui garantit une victoire indubitable si elle montrait cette fermeté.

Comme dans ce moment la nouvelle était arrivée que l'expédition de Garibaldi avait réellement quitté le port de Gênes, Salzano ordonna immédiatement que la police et la troupe eussent à agir absolument comme si l'état de siége n'eût pas été levé, et Castelcicala ressuscita les mesures par lesquelles Filangieri, prince de Satriano, avait cherché, en 1849, à écraser les derniers germes de l'insurrection. La remise de toutes les armes entre les mains des autorités fut de nouveau exigée, et dans toutes les communes durent être dressées des listes nominatives de ceux qui se trouvaient encore dans les rangs des corps-francs; des récompenses furent promises à quiconque dénoncerait, livrerait ou tuerait ces volontaires.

Les journaux officiels de la cour de Naples ne cessèrent pas néanmoins de répéter sans relâche que la Sicile était complète-

ment pacifiée; mais les populations du royaume de Naples le croyaient d'autant moins qu'elles voyaient l'inquiétude du gouvernement s'étendre maintenant aux provinces de terre ferme ellesmêmes. Des troupes furent concentrées dans les environs de la ville de Naples, dans la Basilicate, dans les Calabres. Des cordons de patrouilles surveillaient non-seulement la côte occidentale, mais encore la côte de l'Adriatique, parce que l'on ne se sentait en sûreté sur aucun point. En Sicile, toutes les troupes, — il se trouvait alors environ 50,000 hommes dans l'île, — durent se rassembler dans les deux positions principales de Palerme et de Messine, et de nombreux croiseurs furent expédiés pour s'emparer, si possible, sur mer, des redoutables flibustiers.

Le 11 mai 1860, Garibaldi abordait à Marsala. Mais nous avons maintenant à revenir un peu en arrière pour exposer la formation de son expédition.

SECONDE PARTIE

Du débarquement de Garibaldi à Marsala, jusqu'au passage de son armée dans les Calabres.

(Du 11 Mai au milieu d'Août 1860.)

1. Formation de l'expédition de Garibaldi, et son départ de Gênes.

Le 6 avril, la nouvelle de l'insurrection de Palerme était arrivée à Gênes par voie télégraphique. Crispi, Nino Bixio, Rosolino Pilo l'avaient attendue dans cette ville ; Crispi et Rosolino Pilo avaient, depuis le mois de février déjà, la promesse de Garibaldi que, dans le cas d'un soulèvement sérieux en Sicile, il irait se mettre à sa tête. Crispi, banni depuis 1849, était peu de temps avant revenu de la Sicile son pays natal qu'il avait parcouru avec de faux passeports, pour connaître par ses propres yeux ce qui s'y passait. Il se rendit aussitôt avec Bixio à Turin pour y obtenir le renouvellement de la promesse de Garibaldi et faire les premiers préparatifs de l'expédition. Rosolino Pilo, de son côté, se tenait prêt à quitter Gênes et à faire voile pour la Sicile aussitôt que le départ de Garibaldi serait certain.

Ce dernier se trouvait alors à Turin à la chambre des députés. Si d'ailleurs son tempérament, son caractère le portaient naturellement aux entreprises hasardeuses, et si dans son amour pour l'Italie il puisait une énergie capable de ne reculer devant aucune difficulté, il se trouvait en outre dans les circonstances du moment

un ensemble de faits qui lui rendaient doublement aisé de ne pas demander la certitude du succès à cette seule fortune qui favorise les audacieux. D'un autre côté, une misérable tromperie dont il avait été la victime vers la fin de 1859 de la part d'une jeune personne, fille d'un ami, et derrière laquelle il n'aurait pas été peut-être impossible de retrouver quelque machination de ses ennemis politiques, l'avait abreuvé d'amertume, et le traité du 24 mars, en publiant officiellement la cession à la France de Nice, sa ville natale, l'avait rempli d'une profonde douleur.

Garibaldi, dans ces dispositions morales, renouvela sans hésiter à Bixio et à Crispi sa promesse de se rendre en Sicile; il envoya Crispi à Milan pour s'y procurer les armes nécessaires; Bixio retourna à Gênes afin d'y disposer un bateau à vapeur qui pût recevoir à son bord la petite expédition. Lui-même demeura à Turin pour y proposer la mise en accusation de Cavour à cause de la cession de la Savoie et de Nice. Lorsque, le 14 avril, la Chambre des députés eut passé à l'ordre du jour sur cette motion, Garibaldi quitta sans perdre un moment la capitale, arriva le même jour à Gênes, et se rendit dès le lendemain à la Villa Spinola, propriété de son ancien ami le major Vecchi, l'historien des années 1848 et 1849, où il reçut une cordiale hospitalité. La Villa Spinola devint le quartier général de l'expédition. Tous, vieux compagnons de ses précédents combats, ou jeunes gens avides de luttes nouvelles pour l'indépendance de l'Italie, vinrent se rassembler là, ainsi qu'à Gênes même, au premier appel de ce général aimé de la nation. Tandis qu'au commencement on n'avait compté que sur quelques centaines d'hommes, principalement des officiers, et que l'on avait espéré réunir une quantité d'armes relativement bien plus grande à la fin d'avril, il se trouvait à la Villa Spinola, à Gênes et dans les environs, grâce surtout aux efforts du Vénitien Acerbi, ancien intendant général de l'armée du Sud, 1085 hommes prêts à s'embarquer, parmi lesquels: 150 de Brescia, 60 de Gênes, 190 de Bergame, 170 étudiants de Pavie, 150 de Milan, 30 de Bologne, 50 de Toscane, 60 de Parme et Plaisance, 27 de Modène et 110 Vénitiens émigrés; en revanche, il manquait toujours de l'argent et des armes.

Cavour se montra carrément hostile à l'entreprise: il interdit les livraisons d'armes, et refusa toute assistance pécuniaire, même

indirecte. On ne devrait pas en conclure, du reste, qu'il fût opposé à la réunion de la Sicile et de Naples avec les autres parties de l'Italie ; ce que nous avons dit démontre suffisamment le contraire. Mais Cavour, d'un côté, n'était pas disposé à laisser à un autre la gloire d'une heureuse campagne dans l'Italie méridionale, et d'un autre côté, il ne croyait pas que les choses y fussent encore venues à maturité ; il se réservait d'agir lui-même lorsqu'il croirait ce moment arrivé. Deux Siciliens, qui étaient ses conseillers, étaient d'accord avec lui à cet égard, quelque différentes que fussent d'ailleurs leurs opinions : c'étaient l'aristocrate Cordova qui aurait voulu voir la Sicile constituée en monarchie indépendante, et le démocrate La Farina qui désirait en général l'unité de l'Italie, mais qui était jaloux de Garibaldi, comme Cavour lui-même.

On a prétendu que Cavour aurait vu avec grand plaisir l'entreprise de Garibaldi, s'il eût été seulement sûr d'avance qu'elle échouerait. Nous ne voulons pas rechercher ce qu'il a pu y avoir de fondé dans cette supposition. Ce qui semblerait néanmoins concorder avec elle, c'est que dans les premiers jours du mois de mai, Cavour montra, dans certaines limites, plus de condescendance qu'il ne l'avait fait jusque-là, et fit même offrir à Garibaldi son concours par l'entremise de La Farina. Or, si l'on se reporte à ce que nous avons vu précédemment, on se rappellera que précisément à la fin d'avril et au commencement de mai, toutes les nouvelles de la Sicile qui arrivaient par la voie de Naples représentaient l'insurrection comme complétement étouffée dans l'île, et que les renseignements réels qui en venaient directement ne contredisaient guère ces assertions. A la vérité, ces nouvelles allaient de Gênes se répandre dans le monde entier sous une tout autre forme; mais c'était simplement le résultat de l'habile activité de Crispi qui, embusqué à Gênes comme une araignée dans sa toile, s'emparait aussitôt de chaque dépêche qui arrivait de Sicile, même sur le plus mince événement, et la transformait aussitôt à l'usage du grand public, de manière à répondre à ses désirs. C'était aux dépêches qui n'avaient pas passé par les mains de Crispi que Cavour ajoutait foi ; et, si ces dernières étaient exactes, il n'était point vraisemblable que Garibaldi, réussît-il à échapper aux croiseurs napolitains et à débarquer en Sicile, pût

y obtenir aucun succès décisif. Dans l'hypothèse la plus favorable pour lui, on pouvait peut-être s'attendre à ce qu'il tiendrait l'insurrection en haleine et augmenterait par là les complications, de manière à fournir quelque prétexte plausible à l'intervention du Piémont. Dans l'autre cas, Garibaldi succombait ; Cavour était débarrassé de ce rude perturbateur de la paix ; l'Italie comptait quelques martyrs de plus, et lui avait le loisir d'attendre son heure.

Quoi qu'il en soit, ce fut avec le consentement de Cavour que Garibaldi reçut 1019 fusils, les munitions nécessaires et 8000 francs comme caisse militaire; dès lors il ne connut plus d'obstacles. Le départ de l'expédition de la Villa Spinola, son point de rassemblement et son dépôt principal fut fixé au 5 mai, bien que, même parmi les anciens compagnons d'armes du général, quelques-uns, toujours prêts néanmoins à le suivre, n'eussent pas une confiance absolue dans l'entreprise. Parmi ceux qui élevèrent maintes difficultés et qui ne purent dissimuler quelque inquiétude sur son résultat, nous nous bornerons à mentionner ici Sirtori.

Un certain nombre de barques avaient été rassemblées dans le voisinage de la villa, sur le bord de la mer. Les nouveaux Argonautes devaient y prendre place avec les armes et les munitions, puis se diriger vers la pleine mer où ils devaient trouver deux bateaux à vapeur destinés à les transporter jusqu'à la terre promise de Sicile. Ces deux navires, qui appartenaient à la compagnie sarde Rubattino, et qui étaient à l'ancre dans le port de Gênes, devaient être enlevés de vive force, au moins pour l'apparence. Nino Bixio, avec 40 hommes et deux barques, reçut la mission d'exécuter ce coup de main, et de conduire ensuite les bateaux à vapeur en pleine mer.

Le 5 mai, dans la soirée, depuis 7 heures, tous les volontaires qui n'avaient pas été désignés pour être sous les ordres de Bixio, se rassemblèrent à la Villa Spinola; après 9 heures, ils commencèrent à monter à bord des barques qui y avaient été réunies et qui gagnèrent aussitôt le large; la mer, d'abord tranquille, devint assez agitée après minuit.

Jusqu'à minuit moins un quart, Garibaldi avait attendu tranquillement l'arrivée des bateaux à vapeur; enfin, ne les voyant pas

paraître, il perdit patience et se fit conduire au port sur un canot.

Il y trouva les deux vapeurs le *Lombardo* et le *Piemonte* au pouvoir de Bixio ; celui-ci les avait abordés un peu après 9 heures, et après s'en être emparé il avait mis sous clef tout l'équipage, officiers, matelots, machinistes et chauffeurs ; mais le chauffage des bateaux à vapeur avait eu ses difficultés, aucun de leurs nouveaux possesseurs ne sachant au juste comment s'y prendre. Néanmoins le *Piemonte* était à peu près déjà en état de faire route ; le *Lombardo* ne l'était pas encore. Garibaldi ordonna aussitôt que le premier, dès qu'il serait complétement prêt lui-même, prît à la remorque le second.

Ainsi fut fait, et à 2 heures et demie du matin les deux navires quittèrent le port, le *Piemonte* remorquant le *Lombardo*, au chauffage duquel on travaillait vivement pendant ce temps. A 3 heures environ, ils rejoignirent les barques sur lesquelles le mal de mer, les flots étant devenus très-agités, avait exercé de vrais ravages. Le transbordement eut lieu immédiatement, mais non sans un certain désordre qui aurait pu avoir des conséquences graves Lorsque cette opération fut achevée, les navires se mirent en route. Garibaldi commandait lui-même sur le *Piemonte*, et Nino Bixio, qui avait été marin aussi bien que lui, commandait sur le *Lombardo*. Le *Piemonte* tenait la tête, et le *Lombardo*, moins bon marcheur, le suivait d'aussi près que possible.

De bonne heure le matin on toucha à la côte pour prendre des vivres ; ce ne fut qu'à la hauteur de Castagneto que Garibaldi s'aperçut qu'il n'y avait sur le *Piemonte* ni armes ni munitions ; il fit venir le *Lombardo* bord à bord, et demanda à Bixio si les armes et les munitions avaient toutes été chargées sur son bateau à vapeur. Bixio avait bien les 1019 fusils ; mais il manquait un certain nombre de revolvers qui avaient été réunis à la Villa Spinola, ainsi que les munitions ; il se trouva que la barque qui portait ces objets n'avait pas transbordé sa cargaison. On ignore encore si ce fut seulement un effet du désordre qui régnait au moment où l'expédition avait passé sur les bateaux à vapeur, ou s'il faut attribuer ce grave contre-temps à quelque machination de Cavour et de La Farina ; il est même probable que ce point ne sera jamais éclairci. Néanmoins Garibaldi ne se laissa pas décourager par cette circonstance : les navires continuèrent leur marche, restant

aussi rapprochés que possible l'un de l'autre, jusqu'au petit port de Talamone, où l'expédition devait d'ailleurs faire une halte pour différents motifs. Le 7 mai, à 10 heures du matin, elle atteignit Talamone.

2. Séjour à Talamone: débarquement à Marsala.

Garibaldi avait laissé diverses lettres à Gênes. La plus importante était adressée au docteur Augustin Bertani, médecin dans cette ville et député; cette lettre le chargeait de réunir tous les moyens pour appuyer vigoureusement l'expédition commencée, de mettre toute l'Italie en mouvement et de lui faire comprendre que, partout où les Italiens combattaient pour son indépendance, la lutte devait être considérée en même temps comme une lutte pour l'unité de l'Italie, qu'elle était assez forte pour se suffire à elle-même et se passer d'aucun secours étranger, pourvu qu'elle travaillât avec vigueur et persistance à son propre armement, et qu'il fallait soutenir le mouvement sicilien, *non-seulement en Sicile, mais partout où il y avait des ennemis de l'Italie à combattre.* « L'Italie et Victor-Emmanuel » devait être le cri de guerre de l'expédition.

Dans une seconde lettre adressée aux directeurs de la compagnie Rubattino, il excusait la saisie des deux bateaux à vapeur le *Piemonte* et le *Lombardo* par la force comme étant un acte d'absolue nécessité. Dans le cas où la nation tout entière, comme il croyait pouvoir le supposer justement, ne se cotiserait pas pour les dédommager de la perte qu'il leur occasionnait, Garibaldi engageait à cet effet tout ce qui restait disponible en argent et en matériel de la souscription pour le million de fusils.

Dans une troisième lettre, il annonçait son entreprise au roi Victor-Emmanuel; si elle échouait, disait-il, le monde devrait au moins reconnaître la pureté des motifs qui la lui avaient dictée; si elle était couronnée de succès, il serait heureux de pouvoir offrir au roi la Sicile, toutefois sous la condition que celui-ci ne la livrerait pas aux étrangers, comme il avait fait de Nice. Il ajoutait

qu'il n'avait pas voulu le prévenir plus tôt de son dessein, parce qu'il avait craint de s'en laisser détourner par le roi, en raison des sentiments qui l'animaient pour Victor-Emmanuel.

Enfin, d'autres lettres à quelques-uns de ses amis les priaient de ne pas condamner trop tôt son entreprise comme téméraire, et étaient destinées en même temps à les engager à s'abstenir de prendre une part directe à l'expédition, afin de pouvoir continuer sur place leur concours et leur action en sa faveur, et travailler de cette manière à son succès.

De Talamone, Garibaldi envoya le colonel Türr auprès du gouverneur d'Orbisello, afin de déterminer, si possible, celui-ci à fournir quelques cartouches. Türr réussit à le décider à donner non-seulement cent mille cartouches, mais encore quatre petits canons avec trois cents gargousses.

Immédiatement après l'arrivée à Talamone, il avait fait lire par Carini à tous les chefs de l'expédition, convoqués à cet effet à bord du *Piemonte*, un ordre du jour ainsi conçu : « Le corps de troupes réuni pour cette entreprise doit se faire une loi de la plus absolue abnégation, afin de remplir sa tâche en face de la nouvelle situation de la patrie. Les braves chasseurs des Alpes ont déjà servi le pays ; ils continueront à le servir avec l'ardeur et la discipline des meilleures troupes régulières, sans prétendre à autre chose qu'à la satisfaction d'une conscience pure. Ni grades, ni décorations d'honneur, ni récompenses n'ont attiré ces hommes vaillants ; le danger passé, ils se retirent dans la vie privée ; mais aussi souvent que sonne l'heure du combat, l'Italie les voit reparaître au premier rang, joyeusement, pleins de bonne volonté, tout prêts à verser leur sang pour elle. Le cri de guerre des chasseurs des Alpes est de nouveau celui qui retentissait il y a un an sur les rives du Tessin : « L'Italie et Victor-Emmanuel ! » et ce cri de guerre, partout où nous le ferons entendre, sera l'effroi des ennemis de l'Italie. »

En même temps fut annoncée l'organisation du corps.

Le commandant en chef était Garibaldi.

Le chef d'état-major général Sirtori, qui, prêtre dans sa jeunesse, était devenu soldat de la liberté en 1848, s'était distingué par une valeur héroïque, en 1849, dans la défense de Venise, et plus tard avait employé son exil en France à étudier, en prévision

de l'avenir, la théorie de l'art de la guerre, bien que cette étude n'eût pas été dégagée de certains préjugés.

L'adjudant général était le colonel Türr, Hongrois, qui avait été dans sa jeunesse au service de l'Autriche, avait déserté en 1848, avait pris part en 1849 à l'insurrection badoise, et avait en 1859 combattu dans les rangs des chasseurs des Alpes; dans cette dernière campagne, il avait été blessé au combat de Rezzato.

Le Sicilien Crispi accompagnait l'expédition en qualité de commissaire civil. Cédant à des supplications instantes, Garibaldi avait consenti à ce qu'il se fît accompagner par Mme Crispi, bien qu'en général il ne fît pas grand cas de la présence de femmes au milieu d'expéditions militaires.

Le chef du génie était Minutelli, l'intendant général Acerbi, le médecin en chef Ripari.

Tous les soldats avaient été divisés en sept compagnies organisées d'après le système piémontais; elles étaient commandées par Nino Bixio, Orsini, Stocco, La Masa, Anfossi, Carini et Cairoli.

Nino Bixio, marin à la fois et soldat comme Garibaldi, avait combattu à ses côtés en 1849, à Rome, comme en 1859; il était connu par son impétuosité et une valeur qui ne tenait compte d'aucune considération; il circulait du reste plus d'une légende curieuse sur l'abus qu'il faisait souvent de son pouvoir à l'égard du soldat.

Orsini avait été précédemment officier d'artillerie au service de Naples. Après avoir passé du côté de ses compatriotes, il avait déjà combattu dans les rangs de l'insurrection sicilienne de 1848 et de 1849. Exilé, il avait trouvé du service auprès de la Porte comme major d'artillerie, et avait fait, entre autres, en cette qualité, l'expédition d'Omer-Pacha en Mingrelie. Au premier appel d'un nouveau soulèvement de sa patrie, il était accouru de Constantinople et s'était joint à l'expédition de Garibaldi.

Stocco, Calabrais, jouissait dans son pays natal d'une grande influence, et il s'était distingué en 1848 dans l'insurrection de la Calabre.

La Masa, Sicilien, avait pris part à l'insurrection de l'île en 1848 et en 1849, et plus tard il en avait publié l'histoire. Dans son exil, il s'était surtout occupé de l'étude de l'organisation d'une armée insurrectionnelle italienne, et il avait publié un livre fort bien écrit

sur ce sujet. La Masa avait beaucoup d'ennemis; il avait, comme Alexandre Dumas le dit quelque part, le défaut d'avoir trop souvent à la bouche le mot *je*, et d'autres trouvaient qu'il eût mieux fait de ne pas en user du tout.

Anfossi avait servi avec distinction dans l'armée piémontaise.

Le Sicilien Carini avait créé un régiment de cavalerie sicilienne lors de l'insurrection de 1849, et rédigeait en 1859, à Paris, le *Courrier franco-italien*.

Cairoli, qui avait perdu un frère dans les combats de 1859 contre les Autrichiens, était accouru de Pavie aussitôt qu'il avait eu connaissance des projets de Garibaldi, et il avait apporté avec lui 30,000 francs pour la caisse de l'expédition.

Lorsque le gouverneur d'Orbitello eut donné au colonel Türr les quatre petits canons dont nous avons parlé, Orsini fut nommé chef de l'artillerie, et le major Forni prit le commandement de sa compagnie.

Près de Talamone, Garibaldi fit descendre à terre soixante et quelques hommes sous le commandement de Zambianchi; ils devaient pénétrer sur le territoire romain au cri de « Vive Victor-Emmanuel et Garibaldi! » et donner à croire qu'ils composaient toute l'expédition de ce dernier, en répandant une proclamation rédigée de manière à confirmer cette opinion. Ils devaient ainsi détourner l'attention des Napolitains du véritable but de l'expédition; il va sans dire, du reste, que l'illusion ne pouvait durer longtemps, vu la faiblesse de cette petite troupe, qui était littéralement sacrifiée.

Lorsque les compagnies furent formées, l'expédition partit de Talamone le 9, à trois heures et demie du matin, fit encore une courte halte près de S.-Stefano, et de là marcha directement au sud sur le cap Bon, après que l'on eut pris à bord les quatre canons d'Orbitello et opéré la distribution des chemises rouges et des armes.

Le *Piemonte* tenait la tête, le *Lombardo* suivait. Vers le soir du 10, ce dernier se trouvait notablement en arrière; un volontaire, qui s'était déjà deux fois jeté à la mer et avait été ramené à bord, trouva moyen de se livrer pour la troisième fois à la même opération, mais cette fois le sauvetage ne se fit pas sans une grande perte de temps. Comme sur le *Piemonte* on n'apercevait plus rien

du *Lombardo*, l'obscurité étant survenue, Garibaldi fit arrêter le premier pour attendre l'autre et allumer les lanternes de signaux, contrairement à ce dont on était convenu d'abord. Cette circonstance faillit engager Bixio à s'éloigner de nouveau du *Piemonte*, lorsqu'il fut sur le point de le rejoindre, parce qu'il le prit alors, à ses feux allumés, pour un croiseur napolitain. Cependant on arriva promptement à s'entendre et les deux navires se trouvèrent réunis, le *Lombardo* suivant d'aussi près que cela lui était possible.

Le 11 mai, à dix heures du matin, à la hauteur de Favignana, Garibaldi aperçut un navire marchand anglais qui venait de Marsala : il alla aussitôt à lui pour le hêler. Il apprit du capitaine que, dans ce moment, il ne se trouvait aucun navire de guerre napolitain dans le port de Marsala, et il gouverna immédiatement à l'ouest dans cette direction; en route, il reçut du patron d'une barque la confirmation de la nouvelle que lui avaient donnée les Anglais.

En effet, cela était exact. Des deux navires de guerre napolitains qui étaient stationnés sur la rade de Marsala, le *Capri*, capitaine Actéon, l'avait déjà quittée le 10 mai pour croiser au large, et le *Stromboli*, capitaine Caraccioli, venait de faire route le 11, à neuf heures du matin, pour suivre le *Capri*.

Si le volontaire du *Lombardo* n'avait pas sauté à la mer une troisième fois le soir du 10, occasionnant ainsi à l'expédition, pendant la nuit, une perte de temps de plusieurs heures, celle-ci aurait trouvé le *Stromboli* encore sur rade à Marsala, et il est permis de se demander ce qu'il fût advenu, dans ce cas, du succès de l'entreprise; mais l'absence, au moment de l'arrivée de l'expédition, de tout vaisseau napolitain mettait à peu près hors de doute la réussite du débarquement.

Le *Piemonte*, sans perdre une minute, entra dans le port; les premiers volontaires qui atteignirent la terre au moyen des canots du *Piemonte*, se saisirent des barques qu'ils trouvèrent pour activer le débarquement; celui-ci s'opéra sans le moindre obstacle, en présence de deux vaisseaux de guerre anglais, l'*Aigno* et l'*Indipendence*, qui étaient à l'ancre dans le port.

Le *Lombardo* était resté en arrière; de son bord, on vit deux vapeurs napolitains se diriger en toute hâte sur Marsala : c'étaient d'abord le *Stromboli*, qui avait aperçu l'expédition, ensuite le *Capri* qu'il avait prévenu et rappelé vers l'île.

Bixio prit promptement son parti, il échoua le *Lombardo* sur un écueil, à l'entrée du port, pour donner affaire aux Napolitains et détourner leur attention du *Piemonte*, qui portait la plus grande partie du personnel et du matériel de l'expédition, et en particulier les canons. Bixio commença aussitôt son propre débarquement, facilité par des barques qui vinrent à force de rames du rivage accoster aussi le *Lombardo*.

Le *Stromboli*, pendant que cette opération s'était déjà entamée, s'était approché du *Lombardo* jusqu'à une grande portée de canon, et il ouvrit le feu; mais le commandant des vaisseaux anglais envoya un de ses officiers au capitaine du *Stromboli* pour lui demander de suspendre le feu, presque tous les officiers de ses deux navires se trouvant à terre, à Marsala, ainsi que cela se vérifia du reste. Le capitaine du *Stromboli* trouva, avec raison, cette réclamation fort singulière; néanmoins il arrêta le feu provisoirement, et il s'entama à ce sujet la négociation la plus surprenante, qui donna tout le temps non-seulement au *Piemonte*, mais encore au *Lombardo* menacé de si près, de mettre à terre tout leur monde sans aucun danger; les compagnies se formaient au fur et à mesure du débarquement.

La faible garnison napolitaine s'était hâtée de quitter la ville dans un désordre complet.

Ce ne fut que lorsque Marsala se trouva absolument entre les mains des garibaldiens que le *Stromboli* et le *Capri* ouvrirent de nouveau leur feu contre les vaisseaux abandonnés et contre la ville, mais sans causer grand dommage.

Immédiatement après le débarquement, Garibaldi fit afficher aux coins des rues la proclamation suivante :

« Siciliens ! Je vous ai amené une poignée de braves qui ont répondu à votre appel héroïque, les restes des combats de la Lombardie. Nous sommes avec vous, et nous ne voulons rien autre que la libération de notre pays. Si nous sommes tous unis ensemble, la tâche sera facile. Aux armes donc ! Celui qui ne saisit pas une arme quelconque est un lâche ou un traître. Le prétexte qu'il manque d'armes n'a point de valeur. Nous trouverons des fusils, mais pour le moment, toute arme est bonne, pourvu qu'elle soit dans les mains d'un brave. Les communes seront chargées de s'occuper des enfants, des femmes, des vieillards laissés en arrière.

Aux armes tous! La Sicile montrera encore une fois au monde comment un pays, par l'action de l'énergique volonté de tout un peuple uni, s'affranchit de ses oppresseurs. »

D'autres proclamations, portant aussi d'autres signatures, furent répandues dans la ville, et de là bientôt dans les environs. Castiglia, qui avait exercé le commandement sur le *Piemonte* pendant la traversée, sous la direction supérieure de Garibaldi, lança une adresse à la marine sicilienne. Cosenz, de son côté, qui était resté pour le moment dans l'Italie septentrionale pour y réunir des renforts destinés à l'expédition, invita, par une autre publication du même genre, ses anciens compagnons d'armes de l'armée napolitaine à abandonner les Bourbons, pour se ranger sous les drapeaux de l'Italie et de Garibaldi. Enfin, La Masa consacra de longues phrases et beaucoup de grands mots à démontrer aux Siciliens la thèse brillante de l'Italie entière réunie sous le sceptre constitutionnel de Victor-Emmanuel.

Türr, aussitôt après le débarquement, avait envoyé un officier avec quelques hommes pour s'emparer du télégraphe; le télégraphiste, qui se trouvait mis hors de service par cette brusque visite, avait déjà annoncé à Palerme que deux navires étaient entrés dans le port de Marsala, sous pavillon piémontais, et avaient mis à terre une troupe armée. Comme réponse à cette dépêche, arriva de Palerme la demande : « Combien de gens sont débarqués? dans quel but? » Le télégraphiste garibaldien improvisé expliqua à son interlocuteur de Palerme qu'il s'était trompé; que les navires à vapeur entrés dans le port étaient des bateaux marchands avec des cargaisons de soufre venant de Girgenti. On lui riposta immédiatement de la capitale qu'il n'était qu'un imbécile, et là-dessus le correspondant à Marsala trouva qu'il pouvait sans aucun inconvénient couper sa conversation télégraphique.

Du reste, la réception faite aux garibaldiens n'avait été rien moins qu'enthousiaste; les habitants de Marsala pensaient que l'expédition arrivait trop tard, et regardaient l'insurrection comme étouffée dans l'île; ils avaient encore trop présente à l'esprit la facile déroute de leur garde civique, et le feu dirigé sur la ville par les vapeurs napolitains avait suffi pour les intimider complétement. Seuls quelques jeunes gens se joignirent avec confiance à cette poignée d'hommes qui assuraient être venus pour rendre

libre la Sicile, et ce ne fut que sous la pression d'une demi-contrainte que l'autorité municipale se réunit pour instituer, sous la direction de Garibaldi, un gouvernement provisoire, et pour inviter Garibaldi lui-même à accepter la dictature.

Garibaldi, quelque plein de confiance qu'il fût, n'en jugea pas moins convenable de quitter Marsala le plus promptement possible, de gagner l'intérieur de l'île et de remporter quelques succès qui pussent donner une nouvelle énergie au courage des Siciliens.

Palerme, un instant abusée par le télégraphiste de Garibaldi, avait cependant fini par apprendre la vérité, et cela déjà le 12 mai dans l'après-midi. La population était très-animée, et une grande démonstration dans la rue Macqueda fêta cette nouvelle; la police intervint, et il y eut des morts et des blessés.

Le lendemain, Salzano proclama encore une fois l'état de siége, en annonçant que le droit des gens venait d'être violé de la manière la plus scandaleuse par le débarquement à Marsala de 800 aventuriers qui menaçaient de nouveaux dangers la capitale et l'île entière. L'état de siége fut aggravé par une disposition particulière portant défense de faire entrer ni sortir des moyens de subsistance: les troupes royales furent approvisionnées par la voie de mer. La brigade Landi fut envoyée par terre jusqu'à Alcamo pour s'emparer des flibustiers, tandis qu'une autre brigade était expédiée par mer à Trapani pour tomber de là sur leurs derrières.

Les deux adversaires se trouvaient dès ce moment en face, et la visière levée, prêts à entamer une lutte décisive; il n'est donc pas sans intérêt de jeter un coup d'œil sur leurs forces respectives, et de les apprécier rapidement pour se faire d'avance quelque idée des chances de succès de l'un ou de l'autre.

3. L'armée napolitaine et ses adversaires.

L'armée napolitaine se composait, lorsque Garibaldi aborda à Marsala, de 130,000 à 140,000 hommes, en y comprenant les

réserves déjà appelées sous les drapeaux, ou faciles à mettre sur pied.

L'infanterie de la garde comptait une compagnie de gardes du corps, 2 régiments de grenadiers, 1 régiment de chasseurs et 1 régiment de soldats de marine. L'infanterie de ligne comptait 15 régiments de ligne, 1 régiment de carabiniers, 15 bataillons de chasseurs, 16 compagnies provinciales et 3 régiments de gendarmerie. La place des régiments suisses licenciés était occupée par les 14ᵉ et 15ᵉ régiments de ligne, et les 13ᵉ, 14ᵉ et 15ᵉ bataillons de chasseurs dont on avait commencé la formation déjà vers la fin de 1859. Ces régiments avaient été complétés par des étrangers dont l'Autriche, la Bavière, patrie de la jeune reine, le reste du sud de l'Allemagne, et aussi la Suisse, avaient fourni la plus grande part.

L'infanterie entière, y compris les réserves, pouvait être évaluée à environ 70,000 hommes; la formation de nouveaux régiments étrangers, et en particulier des nouveaux bataillons de chasseurs composés de cet élément, avait été décidée en principe, mais en fait elle n'était encore guère avancée.

La cavalerie se composait, pour la garde, d'un escadron de gardes du corps et de 2 régiments de hussards; — pour la ligne, d'un régiment de carabiniers royaux, de 3 régiments de dragons, de 2 régiments de uhlans, d'un régiment de chasseurs et d'un régiment de gendarmes à cheval; — en tout, sur pied de guerre complet, 7,500 chevaux. Dans cette partie de l'armée, il ne se trouvait à peu près que des Napolitains.

L'artillerie comptait 2 régiments à pied, une batterie montée, une division du train et une brigade de pontonniers; le génie, 1 bataillon de sapeurs-mineurs et 1 bataillon de pionniers de campagne.

Les régiments d'infanterie avaient chacun 2 bataillons, le bataillon à 6 compagnies; les régiments de cavalerie, 4 escadrons; les régiments d'artillerie, chacun 2 bataillons d'artillerie de campagne et 1 bataillon d'artillerie de position, chaque bataillon de campagne à 4 batteries de 8 pièces.

L'ensemble de l'armée napolitaine était divisé en quatre corps d'armée, l'un formé par la garde et les trois autres par la ligne; chaque corps comptait deux divisions; chaque division, deux brigades

d'infanterie et une brigade de cavalerie, avec génie et artillerie.

Indépendamment de cette répartition, qui du reste se trouva bientôt disloquée par la guerre, il existait *11 inspections générales*, correspondant aux divisions territoriales militaires en France, et desquelles procédait en temps de paix toute l'administration de l'armée.

Les corps d'armée étaient commandés par des lieutenants généraux, les divisions par des lieutenants généraux ou par des maréchaux de camp[1] (marescialli di campo), les brigades par des maréchaux de camp ou des brigadiers; le titre véritable de ces derniers était celui de colonel brigadier (colonello brigadiere). Le brigadier recevait la paie de colonel de son arme, mais avait les mêmes avantages de campagne que le général. Cette division napolitaine fut aussi adoptée pour l'armée nationale du sud, lorsqu'elle prit de plus grandes proportions.

Outre l'enrôlement d'étrangers, qui étaient réunis de préférence dans des corps spéciaux, l'armée napolitaine s'alimentait par la conscription dans les provinces de terre ferme et par un recrutement volontaire, avec primes d'engagement, dans la Sicile, qui s'était toujours opiniâtrément refusée à se soumettre au régime de la conscription. Les soldats napolitains servaient, dans les derniers temps, pendant huit années, dont quatre passées sous les drapeaux et quatre dans la réserve; le remplacement était autorisé : un remplaçant se payait 240 ducats, c'est-à-dire 1100 francs. Les fils d'employés recevant un traitement mensuel d'au moins 12 ducats étaient exemptés de la conscription, et il existait d'autres exceptions du même genre.

L'enrôlement volontaire en Sicile fournissait à l'armée environ 12,000 hommes; le recrutement à l'étranger, de 10 à 12,000, à l'époque dont nous nous occupons; le reste des troupes, à peu près 110,000 hommes, se composait donc de Napolitains; comme les provinces de terre ferme soumises à la conscription comptaient environ 7 millions d'âmes de population, cela faisait un soldat

[1] Le mot italien de *maresciallo di campo* ne correspond donc nullement, quoique très-souvent dans les traductions d'une langue dans l'autre on confond ces deux termes, avec le mot allemand de *feldmarschall*. Le *maresciallo di campo* est le général-major d'autres armées, *maggiore generale*, dans l'armée piémontaise par exemple.



pour 60 habitants, et un soldat sous les drapeaux pour 100 habitants environ.

Les officiers sortaient, pour la plupart, des rangs des sous-officiers; il est assez connu que, même dans les grades les plus élevés de l'armée, il se rencontrait maint officier pourvu d'un commandement actif qui avait commencé sa carrière dans les bandes de brigands. D'autre part, des jeunes gens de bonne famille et bien épaulés par leurs relations étaient fréquemment brevetés comme officiers dès leur entrée dans l'armée, et parmi eux, en particulier, bon nombre de fils d'officiers étrangers qui avaient épousé des Napolitaines et s'étaient eux-mêmes *napolitanisés*, si l'on peut se servir de cette expression. Des officiers de cette classe étaient d'autant moins rares dans les régiments, que le Napolitain favorisé de la fortnne n'éprouve pas plus d'inclination pour le service militaire que celui qui ne possède rien. Aussi beaucoup d'officiers de cette armée ne savaient ni lire ni écrire; il était donc facile à Naples, comme en Russie, aux talents hors de la moyenne de faire un rapide chemin dans l'armée. Mais une fâcheuse circonstance, c'est que les gens de talent aiment, en général, à s'occuper de tout ce qui se passe autour d'eux, et qu'ainsi ils devaient promptement arriver, à Naples, à se mettre dans une position politique qui ne pouvait être agréable à la cour. Nous ne citerons ici que Cosenz, qui devait bientôt, pendant assez longtemps, se trouver à la tête du ministère de la guerre à Naples, mais non pas, il est vrai, sous le régime des Bourbons.

L'habillement de l'armée napolitaine se composait, à l'époque la plus récente, de la tunique bleu foncé pour l'infanterie, verte pour les chasseurs; la cavalerie avait en outre le collet; l'infanterie et les chasseurs portaient le képi, les grenadiers le bonnet à poil, les carabiniers et les dragons le casque; les uhlans et les hussards étaient équipés suivant la mode particulière à ces corps de cavalerie. Toute l'infanterie avait de plus un habillement d'été composé de veste et pantalon d'une étoffe de coton gris bleu; en été, partout où cela pouvait se faire, elle ne portait d'ailleurs, au lieu du képi et du bonnet à poil, qu'un bonnet de police, très-semblable, pour la coupe, à celui des soldats suisses.

Il est certain que l'armée napolitaine, lors de l'avénement au trône du roi Ferdinand, en 1830, se trouvait dans un état de dé-

composition complète, et que ce roi a fait énormément pour la relever; mais les résultats de ses efforts pénétrèrent bien peu au-dessous de la surface, la tyrannie des Bourbons étant incapable d'exercer une action assez étendue et assez profonde pour donner à l'armée un esprit véritablement militaire et national, et, hâtons-nous de le dire, les apparences elles-mêmes, le côté tout extérieur de l'organisme, ne répondirent pas toujours à ce qu'en voulaient bien dire les flatteurs du despotisme bourbonien.

Nous ajouterons quelques mots sur ce sujet, parce que ces faits sont tout à fait propres à servir d'enseignement à d'autres armées.

Il manquait d'abord au fond, à l'armée napolitaine, de glorieuses traditions militaires : l'esprit qui vivait en elle était, en somme, celui d'une institution de police qui ne pouvait s'honorer d'autres victoires que de quelques succès remportés dans des combats de rues, ou dans des razzias dirigées contre des bandes de brigands, et encore le meilleur de l'éclat de cette gloire douteuse doit-il revenir aux régiments suisses maintenant dissous. Les membres de l'armée napolitaine qui, en 1848 et en 1849, avaient combattu pour la cause nationale de l'Italie, étaient depuis longtemps mis au ban : ils avaient agi contre la volonté du gouvernement. — Les officiers supérieurs étaient pour la plupart des hommes vieillis, beaucoup plus soucieux de mener une vie agréable que de s'acquérir des lauriers. Pour gagner la faveur de leur seigneur et maître, il suffisait de bien exécuter la parade devant lui. L'exercice pour les cérémonies religieuses, pour l'agenouillement, pour présenter les armes, pour ôter le képi, prenait dans l'instruction militaire autant de temps, sinon plus, que toutes les manœuvres susceptibles d'être utiles dans une guerre sérieuse. En outre, il y a naturellement dans le caractère napolitain un fond d'amour pour l'intrigue, et parmi les officiers supérieurs, même chez les étrangers napolitanisés, cette disposition prenait précisément un grand développement, au milieu d'événements mesquins, chacun cherchait par des moyens mesquins à se faire valoir aux yeux du maître, se montrant aussi servile vis-à-vis de ce qui était au-dessus de soi qu'arrogant à l'égard de ce qui était au-dessous. Au point de vue moral, l'esprit civique n'était pas fort répandu dans les classes inférieures de l'armée, pas plus chez les officiers que chez les soldats, et l'amour que les supérieurs professaient pour leurs

aises permettait au subalterne mille abus exercés sur ses inférieurs, pourvu qu'il se comportât avec le servilisme nécessaire vis-à-vis de ses chefs. Le soldat était en général affreusement volé et tourmenté, et cela ne pouvait, dans tous les cas, contribuer à beaucoup augmenter son amour pour le service militaire dont il avait déjà apporté une si mince provision en entrant dans l'armée. Une affectation d'obéissance tout extérieure remplaçait presque partout le sentiment du devoir.

Le dada des armes rayées avec lesqnelles on devait pouvoir, à un mille italien de distance, exterminer son ennemi, a bien fait son tour dans le reste de l'Europe, on peut dire dans toutes les armées européennes, et il a été enfourché même par des gens fort raisonnables; mais les armées chez lesquelles l'expérience de la guerre et la vraie instrnction militaire étaient choses communes se sont bientôt débarrassées de ce cauchemar. A Naples, il fut accueilli tout du premier coup avec la plus grande faveur. D'abord il fonrnissait à beaucoup de gens l'occasion de se rendre importants à bon marché; ensuite il ne pouvait pas paraître indifférent aux officiers supérienrs napolitains de mettre leurs soldats en état de tuer l'ennemi à un mille de distance, attendu qu'ils savaient fort bien, par expérience, combien il leur serait malaisé, avec le système dominant du gouvernement, de donner au soldat les éléments de ce courage qui l'emporte au-devant et tout près de l'ennemi.

On raisonna ainsi : le Napolitain, naturellement intelligent, mais aussi d'imagination très-vive et par conséquent volontiers poltron, se préoccupe plutôt de nuire à son ennemi que de s'exposer lui-même; il doit être ainsi très-propre au service de tirailleur; donc il faut cultiver de préférence l'arme des tirailleurs. Cela fut fait, et de vieilles sommités démonétisées, ne comprenant que la police, et sans aucune idée des véritables mouvements stratégiques, ni de la manière de conduire à la guerre des masses un peu considérables, arrivèrent en professant le culte du tir à la cible et en commentant maladroitement des renseignements compris à faux sur l'emploi des chasseurs à pied et des zouaves en France, à se pousser rapidement aux grades de brigadier ou de général-major. Le reste de l'infanterie fut, en revanche, toujours plus négligé, et telle qu'elle était, on aurait pu, sans courir un

grand risque d'y perdre beaucoup, la renvoyer simplement dans ses foyers. Les chasseurs, de leur côté, apprirent à commencer le feu avant même de pouvoir distinguer l'ennemi, et à courir lestement en arrière aussitôt que celui-ci se trouvait devant eux. Ajoutons que cette négligence dont on fit preuve pour l'infanterie de ligne ne contribua pas peu à la *dénapolitaniser ;* ce fut dans cette partie des troupes, même parmi les officiers, que les idées italiennes trouvèrent le plus d'accès. Les associations unitaires y rencontrèrent le terrain le plus favorable à leur action : des corps qui se voyaient destinés par leur gouvernement à l'unique rôle de chair à canon, ne pouvaient évidemment pas concevoir ou garder pour lui des sympathies extraordinaires.

Voilà donc pour ce qui concerne l'infanterie. Quant à la cavalerie napolitaine, on a écrit tant de dithyrambes à sa louange, que l'on aura sans doute quelque peine à croire quelqu'un qui viendra affirmer à son égard tout le contraire de ces éloges. Néanmoins, comme nous n'avons d'autre souci que celui de dire la vérité, nous exprimerons nettement notre opinion.

La cavalerie était sans doute, à Naples, une arme entourée d'une prédilection toute particulière, ainsi que cela est le cas, du reste, dans tous les États monarchiques, et nous avouerons volontiers qu'un régiment de cavalerie napolitaine en parade, et aussi longtemps qu'il ne sifflait pas des balles en l'air, avec ses cavaliers et ses officiers pour la plupart beaux garçons et coquettement mis, avec ses chevaux de la plus noble tournure, offrait véritablement un magnifique aspect. Mais que devenait cette cavalerie devant l'ennemi, car, en fin de compte, sa destination devait bien être de marcher à l'ennemi ?

Pour former une bonne cavalerie, il faut avant tout de *bons* et non pas de *beaux* chevaux.

La race chevaline de Naples est, telle qu'elle existe aujourd'hui, d'origine arabe. Nous mentionnerons ici seulement en passant le fait généralement peu connu, qu'il fallait une autorisation spéciale pour introduire à Naples ou y acheter un cheval *anglais*, et que cette autorisation était très-fréquemment refusée. La race se reproduisait donc à peu près en elle-même, et de cette manière elle s'imprégna de tous les caprices dont la nature du sol, le climat et les autres particularités physiques du pays ont doté le caractère

des hommes eux-mêmes qui l'habitent. Le cheval napolitain nous paraît à nous autres hommes du Nord « burlesque, » exactement de la même manière et dans le même sens que l'homme napolitain nous produit cette impression, et ce caractère se manifeste d'une manière naturellement plus originale dans l'étalon que dans la jument et le hongre.

On a toujours spécialement vanté la cavalerie napolitaine parce qu'elle avait exclusivement pour montures des étalons. Pour nous, nous devons déclarer que, à nos yeux, c'est la plus malheureuse mesure que l'on puisse imaginer pour avoir une bonne cavalerie, et que cette idée était doublement malheureuse eu égard aux propriétés de la race des chevaux napolitains. Sans doute l'étalon est en général plus vigoureux, plus vif, et, avec une nourriture bonne et régulière, plus résistant à la fatigue que la jument ou le hongre, mais il n'est pas si patient et surtout, si son entretien est défectueux, il n'est point aussi persévérant à la peine que la jument et le hongre; cela est doublement vrai de l'étalon napolitain, qui est capricieux au plus haut point; en outre, il va difficilement au feu, et tandis qu'un bon cavalier assujettira toujours à sa volonté une jument ou un hongre, il ne sera pas possible d'en dire autant d'un étalon napolitain. Nous pouvons affirmer que le *tiers au moins* des chevaux de la cavalerie napolitaine n'auraient jamais pu être menés au feu, même par le meilleur écuyer. Ces chevaux, s'ils ne réussissaient pas, dans ce cas, à mettre à terre leur cavalier en doublant des reins, réussissaient presque toujours à le faire passer par-dessus leur tête, ou se jetaient sur le sol avec lui, ou brisaient toutes les rênes en déployant leur plus grande force musculaire, plutôt que de se laisser conduire jusqu'à portée des balles ennemies. Que l'on se figure cinquante animaux semblables dans un escadron de cent cinquante chevaux; chacun, même sans avoir jamais eu un spectacle de ce genre, se fera facilement l'idée du désordre qui devait s'y jeter, par exemple, dans l'attaque d'un carré, et comprendra que jamais la cavalerie napolitaine n'aurait pu faire une charge sérieuse sur un carré, lors même que tous les cavaliers, ce qu'il serait fort exagéré de supposer, auraient été pénétrés de la volonté la plus décidée d'arriver à jouer du sabre sur les baïonnettes. En fait, la cavalerie napolitaine, en 1860, n'est jamais venue à sabrer

snr une masse quelque peu serrée d'infanterie, ne fût-elle que de vingt hommes; elle n'a chargé que des chaînes de tirailleurs portées rapidement en avant, demeurées sans soutien et affaiblies par leur longue étendue, et contre lesquelles il aurait suffi réellement de lancer quelques hommes bien montés, maîtres de leurs chevanx, et chargeant deux par deux çà et là en fourrageurs.

On dira qu'un habile exercice doit arriver à surmonter la peur qne les chevaux ont du feu : le caractère fantasque du cheval napolitain rend déjà douteux que ce principe soit aussi généralement vrai qu'il le paraît au premier abord, mais on peut admettre cependant qu'un bon et constant exercice au feu, dans le manége, parviendrait à supprimer la plus grande partie de ce grave inconvénient. Mais c'était justement ce qui manquait complétement à la cavalerie napolitaine, comme c'est presque toujours le cas là où l'enfantillage des parades constitue une préoccupation principale. Les charges de cavalerie sur des carrés, dans les manœuvres d'exercice, que l'on évite si soigneusement et avec raison en France, se pratiqnaient au contraire fréquemment à Naples, aussi bien, du reste, que dans d'autres armées qui se croient fort avancées dans l'art militaire, et naturellement avec le demi-tour obligé, à quarante ou cinquante pas du carré. Or, rien n'est plus propre à dresser d'avance hommes et chevaux à en faire autant plus tard au moment d'une attaque sériense.

Quoique la cavalerie napolitaine ne fût pas d'une force effective considérable relativement au chiffre total de l'armée, nous sommes persuadés que la moitié de cette cavalerie, si elle eût été composée d'hommes braves et de chevaux bien dressés, d'une race plus sage, eût atteint un résnltat double de ce qne le tont était capable de faire dans des circonstances comme celles que nous avons indiquées. Si déjà dans toute l'Europe civilisée on a de la peine à trouver quelques localités où la cavalerie puisse manœuvrer en masses, — et nons n'entendons plus anjourd'hni par ce mot que le chiffre fort modeste d'un millier de chevaux, — c'est-à-dire entrer en ligne, bien déployée, avec l'espace nécessaire autour d'elle pour pouvoir convenablement se mettre en retraite ou faire de nonveau un mouvement en avant, selon les circonstances, il est permis de compter bien facilement le petit nombre de points dans les contrées susceptibles de devenir le théâtre de

quelque guerre pour l'armée napolitaine, sur lesquels sa cavalerie aurait à agir en masses, et pourrait être ainsi d'une utilité réelle.

L'artillerie napolitaine était relativement faible. Toute l'artillerie de campagne, y compris la batterie montée, ne comptait pas plus de cent trente-six pièces de canon; en sorte que sur 1000 hommes de troupes, elle ne fournissait qu'une pièce, tandis que, à notre époque, les théoriciens-artilleurs réclament quatre pièces pour 1000 hommes, et que, d'après les bons principes, on en doit avoir au moins deux. Une armée dont la base est formée par une bonne infanterie peut sans doute se contenter d'une très-faible artillerie, mais cette condition fondamentale faisait aussi absolument défaut dans l'armée dont nous nous occupons. Le matériel était bon et convenablement organisé; les attelages étaient excellents, autant du moins que le permettait la race folâtre des chevaux qui les fournissaient. Il n'y avait encore que peu de canons rayés; ceux-ci n'existaient qu'à titre d'essais. Du reste, cela avait peu d'importance, attendu que la nature même du pays n'assignait que des portées limitées au feu de l'artillerie: il était très-rare de trouver devant soi un bon champ de tir mesurant mille pas ou plus d'étendue. Placée dans des positions sûres et à de fortes distances, avant qu'elle eût vu tomber des hommes et des chevaux, l'artillerie napolitaine tirait avec une grande précision relative. Mais il suffisait qu'un cheval de trait eût été tué, ou que, à quelques centaines de pas, ils aperçussent sur leurs flancs ou leurs derrières un mouvement de l'ennemi, pour que les artilleurs perdissent leur aplomb et toute sûreté dans la direction de leurs coups; il est vrai que ce qui n'y contribuait pas sans doute pour peu de chose, c'était le peu de fond qu'ils savaient pouvoir faire sur la solidité de l'infanterie destinée à les soutenir.

Telle était l'armée du roi de Naples. Voyons maintenant avec qui elle allait avoir affaire.

Un millier d'hommes sans équipement militaire complet, moitié en vêtements bourgeois, moitié en chemises de flanelle rouge, mal, ou pour mieux dire, pour la plupart *misérablement* armés, mais résolus à vaincre ou à mourir, conduit par le *Juge* de l'Italie, par un héros enthousiasmé de l'idée de l'unité de sa patrie, — tels étaient ses adversaires; car tout ce qu'on pourrait y ajouter d'ici

ou de là, ne devrait compter à peu près pour rien. Faut-il parler, par exemple, des quatre petits canons débarqués à Marsala, avec leurs mauvais affûts, leurs attelages de misérables bêtes de somme, ou de trait, et pour le service desquels on avait à peine pu trouver dix hommes qui entendissent le métier de canonnier? Ou bien de ces guérillas siciliennes qui accoururent se joindre à Garibaldi, mais dont on peut à peine dire que, dans le commencement, elles le renforcèrent, puisque, au début, elles lui apportèrent plus de désordre que de concours utile?

Les espérances de Garibaldi, pour renforcer sa petite armée, reposaient sur l'Italie du nord; et effectivement, à peine il eut quitté Gênes, ses anciens compagnons d'armes travaillèrent à lui former des réserves pour les lui amener aussi promptement que possible. Mais avant que ces secours, en raison de la défectuosité des moyens dont on devait disposer, des obstacles qui venaient, par une influence active ou simplement passive, entraver leur organisation et leur équipement, pussent acquérir quelque importance, des mois devaient nécessairement se passer, et pendant ce temps la petite troupe de Garibaldi pouvait être anéantie tout entière.

On doit donc avouer que, à quelque mince valeur que l'on veuille estimer l'armée napolitaine, on avait à peine le droit de supposer ou d'espérer, bien moins encore d'attendre avec certitude un succès important, rapide, éclatant, comme la conquête de la Sicile.

Reprenons, après cette digression, le cours des événements depuis le débarquement de Garibaldi à Marsala.

---

4. Combat de Calatafimi.

Le 12 mai au matin Garibaldi quitta Marsala, avec sa troupe, pour s'avancer dans l'intérieur du pays. Il ne paraissait pas, en effet, que l'on pût à Marsala ni se procurer aisément le nécessaire pour compléter l'équipement de la petite armée, ni procéder à ce travail d'organisation sans être inquiété; on espérait réaliser plus

aisément ces deux conditions dans l'intérieur. D'abord on se dirigea sur Salemi, qui est éloigné de Marsala d'environ vingt milles italiens (cinq milles d'Allemagne).

Ce jour-là la colonne bivouaqua près de Zaffarana. Déjà sur ce point on reçut différents renseignements sur l'état des choses dans l'île: les plus importants annonçaient que l'insurrection existait encore autour de Carini, dans le voisinage de Palerme, que Rosolino Pilo se trouvait dans cet endroit, et qu'une colonne napolitaine paraissait être en marche de Palerme sur Calatafimi et Salemi.

Le 13 au matin, Garibaldi continua sa marche sur Salemi en deux colonnes : l'infanterie, par le chemin direct; l'artillerie, avec un soutien peu nombreux, par une route plus longue, mais plus facile, passant plus au sud par Bellusa.

A Salemi, les garibaldiens furent reçus avec enthousiasme, et leur chef, encouragé par cet accueil, résolut d'y faire une halte d'un jour. Sur la proposition des habitants, il se déclara, le 14, dans cette petite ville, *dictateur de la Sicile,* au nom de Victor-Emmanuel, « invité, disait-il, à revêtir ces fonctions par les communes de l'île rendues à leur indépendance, et en considération de la nécessité en temps de guerre de concentrer dans les mêmes mains les pouvoirs civils et militaires. »

Le premier acte de son gouvernement fut un décret du 14 mai sur l'organisation de l'armée sicilienne. D'après les dispositions de ce décret, l'armée sicilienne devait se composer de tous les hommes en état de porter les armes, depuis l'âge de 17 ans jusqu'à celui de 50 ans, cet effectif étant divisé en trois classes : la première comprenant les hommes de 17 à 30 ans, et formant l'armée active; la seconde, de 30 à 40 ans, destinée au service de district; enfin la troisième, de 40 à 50 ans, pour le service de commune. Dans chaque commune, suivant leur grandeur, une ou deux commissions de recrutement devaient être instituées et commencer leur travail en établissant le rôle des habitants appelés au service militaire. La nomination des officiers et sous-officiers de l'armée active était réservée au commandant en chef et à ses lieutenants; dans la troisième et dans la seconde classe, elle était laissée au choix des soldats. Les compagnies devaient être fortes de 50 à 150 hommes, les bataillons de 4 compagnies au moins, et

l'armement devait commencer par les hommes appartenaut à la première classe.

Ce décret introduisait, comme on le voit, cette conscription contre laquelle se sont toujours révoltés les Sicliens; s'il avait été appliqué, il aurait fourni une force totale de 250,000 hommes au moins dans l'île entière, dont 90,000 au moins ponr l'armée active. Mais il ne put recevoir aucune exécution; les Siciliens se bornèrent à secouer la tête comme toutes les fois qu'on leur avait parlé de conscription, et ne s'occupèrent pas davantage de l'ordonnance de Garibaldi. Tous les Siciliens qui, au fur et à mesure des événements, entrèrent dans son armée, furent des volontaires, et le chiffre en demeura toujours misérablement faible. Il n'en vint plus tard à la suite de Garibaldi dans les provinces de terre ferme du royaume de Naples, certainement pas au delà de 4,000, et ils furent tonjours traités de « Piciotti » (conscrits) par les Italiens du nord, même après qu'ils se furent, au moins en partie, bravement battus.

Garibaldi forma, à Salemi, des volontaires qui venaient de se joindre à lui, parmi lesqnels les meillenrs Siciliens de Marsala, Trapani, Castelvetrano et Salemi même, deux nouvelles compagnies de chasseurs des Alpes, la 8e et la 9e, en sorte que ce noyau de son entreprise compta dès lors environ 1200 hommes. En outre, il s'était rencontré là avec lui à peu près 2000 hommes des guérillas (squadre) qui lui témoignèrent la meilleure volonté de l'accompagner pendant quelque temps.... mais sans s'engager à rien naturellement.

Le bas clergé de la Sicile se prononça d'entrée pour Garibaldi : le premier prêtre qui se joignit à lui de cœur et d'âme fut le P. Giovanni, de Castelvetrano, du convent des Franciscains réformés, à Salemi; il l'accneillit comme le Messie. Au milieu d'une population superstitieuse, ce n'était pas nn avantage à dédaigner que d'avoir pour soi le clergé; Garibaldi acheva de se le gagner par sa proclamation « aux bons prêtres. » Nons la reprodnisons ici textuellement, parce qn'elle caractérise très-bien les idées de son auteur; elle était ainsi conçue :

« Quel que doive être l'avenir de l'Italie, et quoi qne le sort doive décider sur sa destinée, le clergé fait aujourd'hui cause

commune avec nos ennemis, et solde des mercenaires étrangers pour combattre les Italiens. Il sera poursuivi par les malédictions de toutes les générations futures.

« Cependant c'est une véritable consolation que de voir les prêtres, en Sicile, marcher à la tête de la nation contre ses oppresseurs ; on peut croire que la vraie religion du Christ n'a pas encore disparu.

« Les Hugo Bassi, Verità, Guzmaroli et Bianchi ne sont pas encore tous morts, et le jour où l'exemple donné par ces martyrs, ces héros de la cause nationale, trouve des imitateurs, ce jour-là, l'étranger doit cesser de fouler le sol de notre patrie, d'être le maître de nos fils, de nos femmes, et notre maître à tous.

« Joseph GARIBALDI. »

Un atelier d'artillerie fut créé à Salemi, sous la direction des deux machinistes du *Piemonte* et du *Lombardo*, Achille Campo et Joseph Orlando ; les matelots des deux vapeurs furent organisés en compagnie pour le soutien de l'artillerie, et les carabiniers génois, sous le commandement de Mosto, furent aussi formés en une compagnie nouvelle.

Le brigadier Landi s'était avancé, le 14, d'Alcamo sur Calatafimi, avait occupé cette localité, et poussé ses avant-postes jusqu'à 2500 pas environ vers le sud, du côté de Vita, sur la route de Salemi.

Les forces qu'il avait amenées à Calatafimi se composaient du 8ᵉ bataillon de chasseurs, d'un bataillon de carabiniers, d'un bataillon de ligne, de 200 chevaux et quatre pièces de montagne ; il avait laissé quelques autres troupes en arrière à Alcamo, pour y tenir tête aux bandes des guérillas, qui s'étaient rassemblées de nouveau dans les environs.

Calatafimi passe, en général, pour « une belle position. » La ville, comptant environ 5,000 habitants, est située sur la pente d'une hauteur au sommet de laquelle s'élève un vieux château. Au nord-ouest, sur une autre hauteur, sont les ruines de l'ancienne Segeste. Ces deux élévations de terrain sont séparées par une vallée au fond de laquelle coule, du sud au nord, un ruisseau insignifiant, affluent du Fiume Freddo. Au sud de Calatafimi, à environ 2500 pas de distance de la ville, les hauteurs, qui portent en cet

endroit le nom de Pianta de Romani, s'abaissent assez brusquement, formant entre elles une espèce de bassin de 2500 pieds de largeur environ, à l'extrémité duquel, du côté du sud, s'élèvent les collines du village de Vita. La route de Calatafimi à Salemi traverse ce bassin, ainsi que le village de Vita, qui est à 3 milles italiens de Calatafimi, à 4 milles de Salemi.

Garibaldi avait été prévenu, dans la nuit du 14 au 15, du mouvement de Landi, et il avait résolu de marcher sur Calatafimi dans l'ordre suivant :

En tête un bataillon de chasseurs des Alpes, commandé par Carini et formé de la 9e compagnie, capitaine Griggiotti ; la 8e, capitaine Bassini ; la 7e (les étudiants de Pavie), sous les ordres de Cairoli ; la 6e, sous les ordres de Ciaccio, en remplacement de Carini ; et la 5e, sous les ordres d'Anfossi. Puis Orsini et Minutelli avec l'artillerie et le génie, c'est-à-dire deux canons (les autres étaient sans affûts), et la compagnie qui avait été formée des équipages du *Piemonte* et du *Lombardo*, commandée par Castilla. Enfin le bataillon Bixio, savoir : la 4e compagnie, sous les ordres de Sprovieri, au lieu de La Masa, dont nous aurons plus tard à parler ; la 3e, Stocco ; la 2e, Forni ; la 1re, Dezza (à la place de Bixio) ; et les carabiniers gênois, commandés par Mosto. Les squadres siciliennes, sous les ordres de Coppola et de Sant'Anna, devaient accompagner la colonne en deux détachements de flanqueurs, l'un à droite, l'autre à gauche. Le 14, il se trouvait à Salemi à peu près 2000 hommes de ces bandes ; ce qui prit part là-dessus sérieusement au combat peut être évalué à 250 hommes. Toute l'armée de Garibaldi, en l'estimant à un chiffre plutôt trop élevé, pouvait donc compter 1500 hommes.

Landi, de son côté, disposait de 3000 soldats de troupes relativement excellentes.

Garibaldi, avec ses officiers d'état-major, prit, selon son habitude, la tête de la colonne, pour être le premier à apercevoir l'ennemi et à examiner sa position.

Depuis les derniers versants des hauteurs de Vita, il distingua bientôt les tirailleurs de Landi, qui se déployaient sur la Pianta de Romani. Il envoya aussitôt en arrière à sa colonne un officier d'ordonnance avec les dispositions nécessaires ; cet officier la rejoignit au moment où elle venait de laisser Vita derrière elle. Les disposi-

tions qu'il apportait étaient celles-ci : Toute la colonne, sauf l'artillerie couverte par la compagnie Anfossi, quitte la route pour prendre sur la droite par les hauteurs. — Les carabiniers gênois prennent l'avant-garde, sous la direction spéciale de Türr. — Suivent les compagnies du bataillon Carini, la 7e à droite et la 8e à gauche, en première ligne; la 6e derrière la 7e, et la 9e derrière la 8e, en seconde ligne. — Les quatre compagnies du bataillon Bixio forment la réserve, sous les ordres de Bixio et Sirtori.

Carini, avec les carabiniers gênois et les deux compagnies de sa première ligne, s'était avancé jusqu'à l'extrémité des hauteurs de Vita ; les corps-francs siciliens, sur les deux flancs, avaient à la première vue des Napolitains poussé des cris terribles, puis déchargé leurs fusils à plusieurs milles de l'ennemi, et enfin s'étaient dispersés pour la plus grande partie, il est vrai pour reparaître plus tard, pendant le combat, sur différents points du champ de bataille plus ou moins éloignés du centre de l'action; ils y rendirent même, par hasard, encore de bons services, mais, pour le moment, Sant'Anna et Coppola n'avaient pu retenir autour d'eux que 250 hommes tout au plus, qu'ils mirent en ordre derrière les compagnies de Carini.

Garibaldi remarquant alors, — il était environ neuf heures et demie du matin, — un mouvement assez apparent dans les rangs des Napolitains, en conclut qu'ils descendaient des hauteurs de Calatafimi dans le bassin dont nous avons parlé, pour prendre l'offensive; il lui parut, dans ce cas, convenable de se maintenir sur les hauteurs de Vita et d'y attendre l'attaque.

Tandis que Sant'Anna et Coppola étaient de nouveau détachés en avant pour inquiéter les flancs de l'ennemi, les compagnies les plus avancées durent se coucher à terre pour se reposer, la ligne des tirailleurs ennemis ayant encore un quart d'heure de chemin à faire avant que leurs balles pussent causer quelque dommage aux garibaldiens.

Landi faisait en effet avancer lentement les chaînes du 5e bataillon de chasseurs, soutenues par des compagnies en colonnes serrées. — Les carabiniers et le bataillon du 10e régiment de ligne avec la cavalerie, appuyant leur flanc gauche à deux pièces qui avaient été mises en batterie, restaient en arrière, occupant la croupe de la hauteur de Calatafimi.

Tandis que les chasseurs napolitains avançaient, Garibaldi déjeunait tranquillement avec les siens; il est vrai que tout le festin se composait d'un morceau de pain et de fromage.

Les Napolitains étaient encore à un millier de pas des garibaldiens lorsqu'arrivèrent dans les rangs de ceux-ci leurs premières balles rayées. Alors Garibaldi fit sonner la charge, et Bixio reçut en même temps l'ordre d'entrer en ligne, à gauche de Carini, avec son bataillon sur deux lignes.

Les Napolitains s'arrêtèrent hésitant lorsqu'ils virent se lever les carabiniers gênois et le bataillon Carini; ils les reçurent cependant à coups de fusil; mais lorsque les garibaldiens approchèrent et furent eux-mêmes, à leur tour, à portée de se servir de leurs armes à feu, les tirailleurs de Landi se replièrent sur leurs soutiens; les carabiniers gênois les suivaient lentement, mais furent accueillis en arrivant sur la hauteur par un violent feu de ligne; ils durent se replier; les premières compagnies de Carini relevèrent leur chaîne, mais sans pouvoir davantage avancer, et elles durent à leur tour être relevées par la 6e et la 9e compagnie. Ce fut dans cette attaque que tomba Schiaffini, qui portait le guidon de la 6e.

Les Napolitains reculèrent; la 7e et la 8e compagnie s'étaient reformées pendant ce temps, et, reprenant le mouvement, suivirent les Napolitains dans leurs nouvelles positions, la 7e compagnie appuyant toujours contre le flanc gauche des royaux; dans cette attaque, un des deux obusiers de montagne, en batterie à l'aile gauche de ceux-ci, fut pris avec ses munitions.

Pendant ce temps, Bixio, avec ses quatre compagnies, était entré en ligne sur la gauche de Carini, et les phases du combat se reproduisaient les mêmes de ce côté qu'à l'aile droite des garibaldiens; mais ce fut principalement cette dernière qui, en inquiétant les Napolitains quant à leur retraite sur Alcamo et Palerme, les força continuellement à abandonner les unes après les autres toutes les positions qu'ils venaient à peine de prendre, et qu'ils quittaient à la hâte pour en occuper de plus élevées sans plus de résultat. Cette inquiétude des Napolitains fut encore grandement augmentée par les corps-francs de Sant'Anna, qni prolongeaient au loin sur la droite la ligne des garibaldiens, bien qu'en réalité ils

fissent fort peu de chose, et se souciassent médiocrement de prendre part au combat.

Pour des gens expérimentés, dès la première heure de l'engagement il avait été facile de prévoir de quel côté serait la victoire. Tandis que les Napolitains ne songeaient qu'à chercher sans cesse en arrière des positions qu'ils supposaient meilleures et dont ils usaient rarement pour hasarder un pas en avant, et tandis que la préoccupation de leur propre sûreté qui les dominait, leur laissait peu de possibilité de nuire à l'ennemi, les garibaldiens poussaient toujours devant eux, animés par le principe de leur chef que la persévérance doit finir par vaincre. Souvent mis en désordre et égarés, principalement dans les hauts champs de blé, ils se rassemblaient vivement par petites divisions pour une nouvelle attaque, et leurs chefs les menaient toujours aussitôt à l'ennemi, sans compter anxieusement le nombre des hommes de leur compagnies qu'ils avaient réussi à rallier. Pendant que Garibaldi était sans cesse aux premiers rangs parmi les siens, Landi se tenait fort loin de toute chance de danger, sur une hauteur près de Calatafimi, comme s'il eût eu à commander une armée de quelques centaines de mille hommes.

Il pouvait être 11 heures du matin lorsque le combat s'était engagé d'une manière sérieuse. Vers trois heures après midi, les royaux étaient repoussés et acculés jusqu'à la dernière et principale position qu'ils avaient prise au sud de Calatafimi. Garibaldi fit faire halte à ses troupes et rallia son aile droite à l'abri d'un talus de la montagne pour la dernière attaque. Bixio en fit autant à l'aile gauche ; la plupart des chefs étaient à pied, soit parce qu'ils avaient perdu leurs chevaux, soit parce qu'il était encore moins aisé de se faire un chemin à cheval qu'à pied sur ce terrain montueux et coupé.

Jusque-là l'artillerie de Garibaldi n'avait pas eu l'occasion de tirer un seul coup ; comme les deux uniques canons dont elle se composait n'étaient pas susceptibles, à cause de la défectuosité des attelages, ainsi que du peu d'habitude des canonniers improvisés qui devaient servir les pièces, de faire aucun mouvement rapide, pas plus en avant qu'en arrière, pour arriver promptement à portée et changer vivement de position, et comme Orsini qui les commandait s'attendait d'ailleurs à voir les Napolitains

prendre l'initiative de l'attaque, il avait mis ses deux canons en batterie à une assez grande distance du point où se trouvaient les Napolitains au commencement de la lutte, sur la route qui traverse la hauteur de Vita, et il les avait couverts de barricades. Lorsque les chaînes des tirailleurs royaux se retirèrent pour prendre position sur les hauteurs de la Pianta de Romani, et qu'il devint évident que le combat ne reviendrait jamais s'engager sur les hauteurs de Vita, Orsini songea à se porter en avant et à quitter une position où il ne pouvait rien faire pour appuyer l'infanterie garibaldienne; mais il fut retenu quelque temps par la nécessité de démolir, au moins en partie, ses propres barricades qui lui étaient devenues un obstacle très-embarrassant. Ainsi Orsini ne put se porter en avant que juste à l'instant où Garibaldi préparait son attaque décisive; il arriva à temps pour pouvoir mettre en batterie ses deux canons dans une position avantageuse.

Dès que Garibaldi eut réuni environ 300 hommes de son aile droite il donna le signal, et l'attaque fut reprise avec impétuosité, agissant de nouveau surtout sur le flanc gauche de l'ennemi; dans ce moment les pièces d'Orsini purent tirer quelques coups. Les Napolitains, déjà harassés des fatigues de la journée, découragés par ces mouvements réitérés en arrière, dont ils ne distinguaient pas toujours bien clairement le motif, et qui n'avaient jamais pour objet de prendre du champ pour arriver à un élan d'autant plus vigoureux en avant, lorsqu'ils se virent assaillis de nouveau par une de ces attaques devant lesquelles ils avaient pris déjà l'habitude de plier, et qu'ils entendirent le bruit des canons qui, cette fois, appuyaient les garibaldiens, cessèrent toute résistance après quelques salves de mousqueterie, et s'enfuirent du côté de Calatafimi. En effet, si tout le jour la crainte leur avait fait voir dix garibaldiens là où il n'y en avait qu'un, combien leur nombre ne dut-il pas se trouver multiplié dans leur imagination par le fait de cette artillerie imprévue qui leur fit naturellement supposer l'arrivée de nouveaux renforts!

Garibaldi avait gagné la bataille. Il bivouaqua sur le terrain fraîchement conquis pour procurer le repos nécessaire à ses soldats épuisés, quoiqu'une partie d'entre eux demandassent instamment l'attaque immédiate de Calatafimi; il ne pouvait être

question de les restaurer, car il manquait d'eau, de boissons et de vivres.

Landi, dès qu'il s'aperçut qu'il ne serait pas davantage troublé pour ce jour-là à Calatafimi, se hâta d'envoyer au prince Castelcicala un rapport pitoyable. D'après ce rapport, il avait eu affaire à une foule innombrable d'ennemis et était entouré par eux de toutes parts. Il réclamait de prompts secours, des renforts en infanterie, et au moins encore une demi-batterie; il demandait des munitions d'artillerie, qui lui manquaient presque complétement, et d'infanterie dont il n'était guère mieux pourvu; en outre, il manquait de subsistances, les bandes de l'ennemi s'étant emparées des moulins et du grain qui y était emmagasiné pour les troupes royales. Le commandant en chef des ennemis,—par conséquent Garibaldi lui-même,—à ce que prétendait le rapport de Landi, avait été tué et son drapeau enlevé. Quant à la pièce de canon que lui avaient prise les garibaldiens, il expliquait qu'elle était chargée sur un mulet, et que ce mulet ayant été tué, il avait été obligé de la laisser en arrière dans son mouvement de retraite déjà commencé.

Il promettait de se défendre opiniâtrément dans Calatafimi, où il serait sans aucun doute attaqué.

Le rapport de Landi était donc inexact sur beaucoup de points. Garibaldi, par bonheur pour l'Italie, n'était point mort; le soi-disant drapeau de l'armée que Landi avait combattue, le seul trophée des Napolitains, était le guidon de la 6e compagnie, et la pièce qu'il avait perdue était bel et bien sur son affût et en batterie lorsqu'elle avait été prise par les garibaldiens. L'anxiété avec laquelle le général napolitain cherche dans son rapport à excuser cette perte auprès du prince Castelcicala, trahit tout à fait le vieux officier d'une armée permanente qu'épouvante toute responsabilité. Du reste, ce rapport n'arriva pas jusqu'au prince, et il fut sans doute intercepté par les bandes de Siciliens qui battaient la campagne autour de Palerme.

Quelle qu'ait été d'ailleurs l'intention primitive de Landi après la fin du combat, lorsque, l'obscurité venue, il vit briller les nombreux feux de bivouacs qui couronnaient toutes les hauteurs avoisinantes, et dont la plus petite partie étaient ceux des chasseurs des Alpes, mais qui avaient été multipliés à l'infini par les

corps-francs siciliens dispersés de tous côtés, lorsque de plus arriva la nouvelle que des bandes considérables commençaient à se montrer dans la contrée d'Alcamo et de Carini, c'est-à-dire en travers de la ligne de retraite sur Palerme, il changea d'avis, et évacua en toute hâte Calatafimi pour marcher sur Alcamo et Partinico.

Le 16, au matin, Garibaldi put donc entrer à Calatafimi où il fut accueilli avec les plus grandes démonstrations de joie, il y délivra aussitôt quarante prisonniers politiques, et adressa à ses compagnons l'ordre du jour suivant :

« Avec des compagnons de danger comme vous, je puis oser toute entreprise, et je vous l'ai montré hier en vous conduisant à la victoire droit au travers de nombreux ennemis et de leurs fortes positions. Mais je comptais sur vos baïonnettes irrésistibles, et vous voyez que je ne m'étais pas trompé.

« Tout en déplorant la triste nécessité dans laquelle nous nous sommes trouvés de combattre des soldats italiens, nous devons aussi avouer que nous avons rencontré de leur part une résistance digne d'une meilleure cause, et c'est ce qui nous montre le mieux tout ce que nous serons capables de faire le jour où la famille italienne tout entière se rassemblera autour de la glorieuse bannière de sa rédemption.

« Demain la terre italienne sera ornée partout pour fêter la victoire de ses libres enfants et de nos braves Siciliens. Vos mères, vos maîtresses seront fières de vous et marcheront dans les rues la tête haute, la figure souriante.

« La victoire nous coûte des frères bien chers qui sont tombés aux premiers rangs; les noms de ces martyrs de notre cause sacrée brilleront dans les annales de la gloire de l'Italie.

« Je nommerai à votre pays les noms des braves qui ont si vaillamment conduit au combat les soldats les plus jeunes et les plus inexpérimentés, qui les mèneront demain sur de nouveaux champs de bataille, à ces victoires qui doivent briser les derniers anneaux des chaînes dont était chargée notre chère Italie.

« Joseph Garibaldi. »

Les pertes dans le combat de Calatafimi furent plutôt faibles que considérables des deux côtés ; les royaux, en effet, n'avaient



pas perdu, d'après les évaluations les plus fortes, au delà de 140 hommes, ce qui représente un vingtième de l'effectif engagé ; et la même proportion se retrouve pour les garibaldiens dont on porte à 70 hommes environ le chiffre total des morts et blessés.

Il est presque de règle qu'un premier combat offre plus ou moins l'image de ce que seront les combats suivants de la même campagne, si les adversaires restent en général les mêmes, et il est, par conséquent, toujours intéressant de se faire une idée exacte de ce premier engagement pour se former en même temps un jugement sur les motifs du triomphe de l'un et de la défaite de l'autre.

En ce qui concerne le nombre des troupes qui ont combattu de part et d'autre à Calatafimi, on peut regarder cette rencontre comme insignifiante ; elle n'avait pas plus d'importance à cet égard pour la campagne de 1860, que celle de Montebello pour la campagne de 1859. Cette comparaison est également juste en ce qui concerne les pertes de chaque armée en morts et blessés, aussi bien que leurs forces relatives. En effet, si à Montebello les Français et les Piémontais étaient numériquement plus inférieurs encore aux Autrichiens que le furent à Calatafimi les garibaldiens vis-à-vis des Napolitains, cette différence est compensée par le fait que les soldats français et piémontais à Montebello étaient des troupes, sinon déjà faites à la guerre, au moins régulièrement organisées, exercées depuis longtemps et placées sous le commandement de chefs rompus au service et habitués à la guerre, tandis que les garibaldiens se composaient pour une forte partie de jeunes gens qui ne connaissaient rien de la guerre, ou n'en avaient jamais vu que bien peu de chose, et auxquels manquaient presque entièrement l'expérience et l'habitude du service.

Quels furent donc les motifs de la victoire des garibaldiens, inférieurs à la fois par le nombre et par l'instruction militaire ?

Ce fut d'abord le *charme magique de leur chef*, puis la valeur personnelle, la persévérance, l'intime union des soldats entre eux, comme l'union des soldats avec les chefs, enfin le principe de l'offensive.

La puissance que Garibaldi exerce sur les esprits est véritablement immense, quoiqu'elle ne procède que des moyens les plus

simples et les plus naturels. Pour les élèves des écoles militaires et des institutions de cadets, depuis les côtes du Piémont jusqu'à celles de la Russie, il n'est qu'un homme « sans instruction militaire, » un « heureux aventurier. » Mais il n'est tel pour aucun homme de cœur et de raison ; aux yeux de tout vrai soldat, il est un grand général ; et qu'il comprenne aussi bien que les escarmouches de la guerre de détail l'art de diriger de grandes masses de troupes sur un champ de bataille étendu, quoi qu'il se serve peut-être de procédés jugés étranges par MM. les élèves du pédantisme, et surtout par de jeunes écoliers, c'est ce qu'il devait assez éloquemment démontrer encore la même année, dans la bataille décisive livrée le 1er octobre sur les bords du Volturne.

Nous n'affirmerons pas que tous les soldats de l'expédition qui débarqua le 11 mai 1860 à Marsala aient été des héros ; nous savons fort bien qu'il sera aisé de nous prouver péremptoirement le contraire. Mais la *moitié* de ces hommes étaient des braves comme on en rencontre rarement, et parmi les chefs des bataillons et des compagnies en particulier la plupart étaient des gens qui ne connaissaient pas les mots de *peur* et d'*impossibilité*. Il y eut sans doute à cet égard des exceptions, surtout plus tard, mais la règle n'en subsista pas moins.

Tandis qu'un officier commandant chez les royaux, dès qu'il lui était échappé de manière ou d'autre la moitié de son monde, se mettait en sûreté en arrière « pour rallier sa troupe sous sa main, » la manière de rallier la troupe était tout autrement comprise par la majorité des officiers de Garibaldi. Ils pensaient généralement, lorsque les rangs s'éclaircissaient, comme Erlach à Laupen : « Tant mieux ! c'est l'ivraie qui se sépare du grain ! » et avec une douzaine d'hommes ils n'hésitaient pas à attaquer l'ennemi en quelque nombre qu'il se trouvât, en mettant à profit tous les avantages du terrain et dans l'espérance, rarement trompée, de réunir autour d'eux, ou dans ce moment même par l'influence de leur énergie, ou avant peu de temps pour une nouvelle attaque, une bonne partie de ce qui s'était dispersé. Celui qui n'agissait pas ainsi n'était pas un vrai officier de Garibaldi.

La défensive n'était pour les Garibaldiens qu'une espèce de pis-aller ; à chaque moment de halte soldats et officiers ne songeaient

qu'au moyen de reprendre l'offensive et de faire en attendant le plus de mal possible à l'ennemi.

Le défaut complet d'exercice, chez la plupart des hommes, faisait à peu près une impossibilité de la marche en avant en lignes serrées, mais les relations d'affection qui existaient de soldats à soldats, et entre officiers et soldats, l'aiguillon de l'honneur, l'élan de l'émulation rendirent à peu près inutile, jusque dans les derniers jours, même dans les meilleurs corps de l'armée de Garibaldi, ce mode d'attaque régulière.

La formation habituelle pour marcher en avant était en lignes rompues qui, sous un feu violent, ou sur un mauvais terrain, écartaient leurs intervalles, pour se rapprocher et se serrer davantage, quand le feu devenait moins vif ou que le terrain était plus facilement accessible. Les voisins avaient toujours l'œil les uns sur les autres; jamais ils ne se perdaient de vue, de cette manière, si les lignes pliaient momentanément, même sur de grandes distances, il était rare qu'il en résultât quelque désavantage. Les Garibaldiens proprement dits attachaient plus d'importance à la cohésion morale qu'à une concentration matérielle, et leur manière de combattre, toute basée sur le courage personnel, avait quelque chose de celle des anciens Spartiates. C'était un *système* de combats singuliers coordonnés, et non pas une *série*, une agglomération sans ordre de combats isolés, parce que personne dans la lutte n'oubliait les autres, ou ne se croyait indépendant de l'ensemble. Le fait que l'armement se composait en grande partie de mauvaises armes à feu, bien loin de constituer un désavantage, renforçait, au contraire, le soldat avec un genre de combat basé à la fois sur le sentiment de sa valeur individuelle, et sur celui d'une association morale de tous dans l'action.

C'est sous cette forme que se développa la première lutte victorieuse de Calatafimi, et sous la même forme que la lutte se maintint jusqu'aux derniers jours, et à la bataille du Volturne. On comprend, du reste, aisément que, dans une armée soumise, comme celle de Garibaldi, devenue plus tard l'*armée du sud*, à un continuel accroissement, la proportion des braves devait aller toujours s'affaiblissant, ainsi que les étroits liens de la camaraderie. Mais l'ensemble demeura, et les meilleurs chefs de l'armée surent bientôt inspirer le même esprit, inculquer, si l'on veut, le même système à leurs plus jeunes soldats.

Combien tout était différent chez les Napolitains ! Leurs officiers étaient inquiets et désorientés dès que le « désordre » se mettait dans les rangs de leurs soldats, et le désordre était pour eux tout ce qui ne s'accordait pas avec la régularité de la place d'armes, c'est-à-dire l'ordre matériel. Quant à cet ordre moral dont nous venons de parler, ils l'ignoraient, ou ne s'y fiaient pas, et il faut dire qu'à la vérité ils n'avaient pas beaucoup de raisons de s'y fier.

L'instant du désordre venait vite, très-vite même pour leurs troupes, puisqu'il se produisait dès que celles-ci ne dominaient plus seules le terrain avec leurs armes à longue portée, dès qu'elles voyaient des morts et des blessés dans leurs rangs, dès que quelques soldats abandonnaient les rangs et se dispersaient. Aussitôt commençait la manœuvre de la recherche des positions meilleures, et lorsque l'on n'avait pas de motif réel pour se lancer dans cette perpétuelle tactique, on trouvait un prétexte plausible dans la nécessité de rallier les soldats dispersés, de rétablir l'ordre. Mais une fois que l'on a commencé ce jeu, il n'y a pas de raison pour voir s'arrêter le mouvement en arrière, celui qui se laisse une fois aller au besoin d'une belle position est sûr de n'en jamais trouver une au gré de ses désirs. C'est ainsi qu'avec la plus parfaite régularité, relativement parlant, et dans le meilleur ordre les troupes royales marchaient toujours en arrière, et trouvaient continuellement des positions encore plus fortes que celles qu'elles venaient de prendre, mais encore en arrière. La toquade des armes à longue portée y contribua aussi pour sa part, de même que cela était arrivé aux Autrichiens en 1859. Bien que Garibaldi ait fait l'éloge, pour des raisons faciles à comprendre à son point de vue, de la valeur des Napolitains, tout observateur impartial qui veut écrire l'histoire, non des ordres du jour, se refusera à reconnaître qu'ils aient fait à Calatafimi une résistance opiniâtre, car elle ne l'a absolument pas été. En semblable matière, ce sont les pertes éprouvées qui tranchent la question ; or, nous pensons qu'il ne saurait être question d'une résistance *opiniâtre*, au moins pour un historien, lorsque l'armée battue n'a pas perdu au moins un cinquième ou un quart des troupes qu'elle a engagées dans le combat.

---

5. Marche sur Renna et marche de flanc sur Misilmeri.

De Calatafimi, Garibaldi envoya La Masa et Fuxa rassembler les corps francs au sud et à l'est de Palerme, avec la mission de faire des attaques simulées sur la capitale, pour attirer l'attention des royaux sur ces divers points, tandis que lui-même, à l'ouest, avec les chasseurs des Alpes et ce qui s'y était déjà joint de Siciliens, tenterait un mouvement sur Palerme par Alcamo et Partinico. Rosolino Pilo, qui avait de nouveau réuni près de Carini un millier de gens sur lesquels il paraissait que l'on pouvait compter, reçut l'ordre d'opérer à Partinico sa jonction avec Garibaldi.

Landi était parti en toute hâte de Calatafimi dans la nuit du 15 au 16; arrivé à Alcamo, il n'y rencontra pas la résistance qu'il avait supposé devoir y trouver, et après s'être un peu remonté par des réquisitions, il atteignit le 17, au matin, Partinico. Là, la population se trouvait en pleine insurrection; aux habitants se réunirent un certain nombre de partisans des environs, entre autres une bonne partie de ceux qui, au combat de Calatafimi, avaient pris le large dans différentes directions, avant même que la lutte fût sérieusement entamée, et qui, reparaissant après qu'ils avaient appris la nouvelle d'une victoire, avaient talonné bravement la retraite de la colonne de Landi. Il y eut à Partinico un vif combat de rue; les royaux livrèrent la ville aux flammes, et y commirent tous les excès qui étaient devenus pour eux une habitude régulière. Dans sa marche rapide, les liens de la discipline se relâchant, la colonne napolitaine avait laissé derrière elle beaucoup de maraudeurs et de traînards; ils tombèrent isolément entre les mains des Siciliens qui assouvirent sur eux leur fureur. En continuant leur marche, les troupes épuisées de Landi tombèrent le même jour, à Montelepre, dans un guêpier de partisans réunis aux habitants de la localité, y perdirent encore beaucoup de monde, et rentrèrent dans Palerme le 18, délabrées comme après une longue campagne.

Garibaldi, marchant sur les traces de Landi, arriva le 17 à Alcamo, le 18 à Partinico. Là il rendit un décret d'après lequel les communes étaient tenues d'indemniser provisoirement les parti-

culiers pour tous les dommages causés à ceux-ci par les troupes royales, les communes devant être à leur tour remboursées de ces frais après la fin de la guerre sur la caisse de l'Etat; elles devaient également subvenir aux besoins des familles des hommes absents et prenant part à la guerre nationale.

Le 18 au soir, Garibaldi quitta Partinico et vint camper près de Renna, sur la grande route de Palerme par Monreale; ce fut dans ce camp que, le lendemain 19, vinrent le rejoindre les corps francs de Rosolino Pilo. Dans ce moment, Garibaldi avait en tout sous ses ordres 4,000 hommes environ.

Ce jour-là et le lendemain il y eut quelques escarmouches entre les corps francs et les troupes royales qui couvraient à Monreale la partie sud-ouest de la capitale. Dans l'un de ces combats, à S.-Martino, au nord-ouest de Monreale, fut tué, le 20 mai, Rosolino Pilo.

Quelque peu importantes que fussent ces escarmouches, elles amenèrent cependant Garibaldi à la conviction que de ce côté Palerme était bien gardée, et qu'il y aurait trop de témérité à l'attaquer sur ce point, d'autant plus que la majeure partie de ses faibles forces ne se composait encore que d'éléments dans lesquels il aurait été imprudent de mettre trop de confiance. En revanche, il attachait quelque espérance aux renforts que devaient lui amener La Masa et Fuxa, ainsi qu'à la possibilité de faire prendre le change aux Napolitains en paraissant tout d'un coup sur un autre point que celui où ils l'attendaient.

En conséquence, il ne laissa à Renna et sur le Monte Cuccio que des corps francs, et le 21 mai il fit un mouvement sur la droite jusqu'au Parco, sur la grande route de Palerme à Corleone.

Il n'avait rien à craindre des troupes royales pour ses derrières; toutes les forces napolitaines dont il pouvait se préoccuper étaient concentrées à Palerme ou dans ses environs immédiats. La colonne qui avait été dirigée par mer sur Trapani et Marsala, afin de prendre à dos les Garibaldiens, en même temps que Landi marchait par terre sur Alcamo et Calatafimi, n'avait pas même débarqué, mais avait été en toute hâte rappelée depuis Palerme, dès que l'on y avait reçu la nouvelle de la défaite de Landi à Calatafimi.

Tandis que Garibaldi, après la victoire du 15, s'approchait de la capitale de la Sicile, il se produisait un grand changement dans la direction des forces royales dans l'île.

Si déjà le seul bruit de l'intention de Garibaldi de se rendre en Sicile avait plongé dans l'inquiétude la cour de Naples, à cette inquiétude se mêla une véritable colère quand elle apprit que l'audacieux aventurier avait heureusement abordé à Marsala, et quand elle connut les singulières circonstances de ce débarquement. Bien que le journal officiel de Naples annonçât que déjà toutes les troupes étaient en mouvement sur la côte occidentale de la Sicile pour cerner les pirates débarqués à Marsala et s'emparer d'eux, il était facile de voir que l'on n'avait qu'un très-mince espoir d'en finir ainsi. Canofari, ministre des affaires étrangères, dut lancer contre le Piémont un réquisitoire sous la forme d'une note adressée aux ambassadeurs de toutes les puissances à Naples.

Un acte de la plus insigne piraterie, disait ce document, vient d'être commis par une horde de brigands, qui ont été publiquement enrôlés, organisés, armés sur le territoire d'un Etat avec lequel celui de Naples n'est point en hostilité, sous les yeux du gouvernement de cet Etat, et en dépit de toutes les promesses faites par lui de s'y opposer. Le gouvernement napolitain, instruit depuis le 28 avril des projets de Garibaldi, avait transmis au gouvernement piémontais ses réclamations à cet égard, ce qui n'avait point empêché Garibaldi de pouvoir opérer son expédition sur Marsala. En présence d'un si scandaleux attentat dont il était impossible de prévoir les conséquences, au moins pour quelque temps, sur l'île de Sicile dans laquelle l'insurrection venait à peine d'être étouffée, le gouvernement napolitain devait en rejeter toute la responsabilité sur les promoteurs, les auteurs et les complices de cet attentat. La note n'avait pas oublié d'attaquer aussi l'Angleterre à mots couverts, en donnant à entendre que le succès du débarquement de Garibaldi devait être principalement attribué à l'attitude du commandant de l'escadre anglaise stationnée à Marsala.

L'Angleterre et le Piémont réfutèrent les inculpations de cette note. L'ambassadeur piémontais à Naples déclara à M. Canofari que le gouvernement de Turin avait fait tout ce qui était en son

pouvoir pour empêcher l'entreprise de Garibaldi, et qu'il n'y avait certes rien d'étonnant à ce que les navires de guerre piémontais n'eussent pas rencontré et arrêté cette expédition, puisque la flotte napolitaine, quoique bien plus nombreuse, n'avait pas mieux réussi.

Cavour avait réellement fait son possible, sinon pour empêcher, du moins pour affaiblir l'expédition, et la reculer, par des retards, jusqu'à un moment où la vraisemblance du succès se trouvait fort diminuée. Ce n'était point sa faute si le gouvernement napolitain s'était trouvé, en Sicile, encore bien plus faible qu'il ne l'avait supposé.

La nouvelle de la défaite de Landi à Calatafimi, qui était arrivée déjà le 16 à Naples par le télégraphe rétabli le long de la côte nord de la Sicile et par le fil sous-marin du Faro, y produisit l'effet d'un coup de tonnerre. Il n'avait donc pas été possible de s'emparer des flibustiers, et ceux-ci au contraire marchaient tout à leur aise sur Palerme! Le moyen auquel ont recours d'ordinaire les détresses politiques, c'est-à-dire un changement de personnes, fut encore celui auquel s'adressa la cour de Naples, dans l'espérance de réparer tout le mal. Une dépêche télégraphique rappela le prince Castelcicala, et il fut remplacé par le lieutenant-général Lanza, Sicilien de naissance, envoyé en Sicile en qualité de commissaire extraordinaire et d'*alter ego* du roi. Castelcicala se hâta de quitter Palerme le 17 mai, et Lanza y arriva le 18.

Le but de la mission de Lanza était, d'après le journal officiel, de rétablir l'ordre dans l'île par tous les moyens, et de se rendre à cet effet, de sa personne, sur tous les points où sa présence pourrait être jugée le plus nécessaire. L'ordre une fois rétabli, François II, ajoutait le décret qui nommait le général Lanza à ces nouvelles fonctions, enverrait en Sicile un prince de la famille royale comme son lieutenant-général. Lanza recevait en même temps le plein pouvoir d'accorder, au nom du roi, une amnistie entière à tous les insurgés qui se soumettraient maintenant à l'autorité légitime.

Le jour même où Lanza toucha le sol de la Sicile, il s'annonça aux habitants de l'île par une proclamation. Elle se résumait dans la recommandation d'entendre enfin raison, de n'attendre rien d'envahisseurs étrangers, mais tout de la faveur du jeune roi; elle

n'était pas avare de promesses, principalement d'avantages *matériels*, ce leurre du despotisme moderne.

Deux jours après, le 20 mai, le comité secret de l'insurrection répondit à cette proclamation, « au nom du peuple. » La réponse était simple : Point de confiance dans les Bourbons, point de confiance dans des Siciliens apostats et faisant cause commune avec les Bourbons, point de confiance dans des promesses faites si souvent dans les moments critiques, et jamais tenues lorsque les circonstances avaient permis d'y manquer. — Le seul cri de guerre de toute la Sicile devait être : Vive l'Italie ! Vive Victor-Emmanuel ! Vive Garibaldi !

Salzano, qui avait conservé sous Lanza le commandement militaire de la ville et du district de Palerme, avait fait embosser deux bâtiments de guerre sur le prolongement de la Via Toledo, de manière à la prendre en enfilade. Cette mesure, ainsi que les préparatifs qui se faisaient à Castellamare en vue d'un bombardement de la ville, n'inquiétèrent pas peu les consuls des puissances étrangères à Palerme. Ils demandèrent des explications, adressèrent des protestations, formulèrent des réclamations pour la sûreté des propriétés des sujets de leurs souverains respectifs.

Sur l'ordre de Lanza, Salzano dut répondre, le 20 mai, à ces démarches, que les troupes royales étaient à Palerme pour protéger l'ordre et non pour dévaster, que jamais elles ne se laisseraient entraîner à commettre des actes contraires aux lois de la civilisation et de l'honneur militaire; mais que si une insurrection venait à éclater dans la ville, les troupes de François II se verraient forcées de faire usage de tous les moyens pour la réprimer.

Lanza ne s'en tint pas à ces négociations diplomatiques; mais il prit aussi, d'accord avec Salzano, les mesures nécessaires pour la disposition des troupes contre une attaque de Garibaldi. Toute son attention était à cet égard dirigée du côté du sud-ouest. Ce ne fut que dans le courant de la journée du 23 mai qu'il apprit, seulement comme un bruit, que Garibaldi n'était plus à Renna, mais devait se trouver au Parco; il envoya donc dans cette direction, dès le 24 au matin, différentes colonnes parties de Palerme et de Monreale; elles étaient sous le commandement du général Colonna et des colonels Bosco et von Mechel. En tout, les troupes napolitaines qui marchèrent sur Parco, depuis Monreale et Porrazzi

près de Palerme, pouvaient compter 6000 hommes. La colonne de l'aile droite avait déjà escarmouché, le 23, dans la direction de Castelluccio et de Miserocannone, et appris le changement de front de Garibaldi par quelques hommes des corps francs faits prisonniers.

Le 24 mai, de grand matin, Garibaldi aperçut, depuis le Pizzo del Fico, au-dessus du Parco, le mouvement combiné des Napolitains. Il vit qu'il allait avoir affaire à des forces dont la supériorité serait bien plus considérable que ce n'avait été le cas jusque-là. Les chasseurs des Alpes étaient déjà affaiblis par les marches forcées et par le combat de Calatafimi, et les corps francs siciliens étaient pour la plupart restés à Renna et sur le Monte Cuccio. La Masa et Fuxa ne lui avaient encore point amené d'auxiliaires.

Garibaldi résolut en conséquence de ne point accepter de combat sérieux et d'opérer plutôt sa retraite, en entraînant le plus possible après lui les troupes royales pour les éloigner de Palerme, par une nouvelle marche de flanc de prendre une autre direction offensive sur cette ville, et d'y pénétrer pendant que la plus grande partie des troupes royales se trouveraient au dehors.

Il laissa en face de celles-ci comme arrière-garde le colonel Türr avec les carabiniers génois, la 8e et la 9e compagnie, et une troupe de corps francs siciliens; l'artillerie dont on disposait fut mise en batterie en arrière dans une bonne position : puis, avec le reste de son monde, Garibaldi se mit en marche dans la direction de Corleone sur Piana de' Greci.

Türr entama bientôt le combat: après avoir soutenu la lutte pendant quelque temps au Parco, il se mit à son tour en retraite, prenant successivement de nouvelles positions. Les Napolitains, fiers d'avoir une fois pris sérieusement la position de Parco, que la garnison de Palerme avait si souvent enlevée en temps de paix dans ses exercices de manœuvres, s'en tinrent là et cessèrent leur poursuite à partir de midi : bientôt après Türr lui-même se trouvait à Piana de' Greci.

Garibaldi réunit un conseil de guerre, composé de lui-même, de Sirtori, Türr, Orsini et Crispi. Il expliqua à ses officiers qu'il serait possible d'attirer plus avant du côté de Corleone toutes les forces des Napolitains qui avaient été engagées ce jour-là, en lais-

sant sur cette route seulement une faible partie des leurs ; que le gros de leur petite armée pouvait pendant ce temps marcher par le flanc, déboucher sur Palerme par une autre voie, et tomber ainsi sur la ville à peu près dégarnie de troupes. La direction de cette marche de flanc était déterminée d'avance par certaines circonstances : elle ne pouvait avoir lieu d'abord que par la droite sur Marineo et Misilmeri, car dans ces contrées on pouvait s'attendre à recevoir le renfort des corps francs rassemblés par La Masa et Fuxa. En outre, le côté est de Palerme était celui qui relativement était le plus dégarni, l'attention des Napolitains se trouvant spécialement fixée sur les côtés ouest et sud, vers Carini, Renna et Piana de' Greci. Il était difficile de songer à passer avec de l'artillerie par le chemin qui conduit de Piana de' Greci à Marineo ; ce simple motif suffisait déjà pour faire laisser l'artillerie sur la route de Corleone, d'ailleurs cette circonstance devait d'autant plus sûrement engager les Napolitains en avant dans cette direction ; car comment des soldats d'une armée permanente se seraient-ils jamais avisés de penser que là où se trouvait toute l'artillerie ne fût pas aussi le gros des forces ennemies ? Enfin il devait être parfaitement évident pour tous les officiers de Garibaldi depuis l'expérience de l'affaire de Calatafimi, si déjà auparavant ils n'en étaient pas persuadés, que vu les propriétés particulières de cette artillerie, il était bon de ne pas compter sur elle, et que l'on pouvait fort bien se passer des très-minces services qu'elle était en état de rendre.

Le plan de Garibaldi était si simple, en même temps que si bien en rapport avec la position des *flibustiers*, qu'il ne put y être fait aucune objection.

Orsini, dans la soirée mais avant l'obscurité, se mit en marche du côté de Corleone.

Garibaldi, avec le gros de ses forces prit, une fois la nuit venue, la route qui conduit de Piane à S.-Cristino, d'où par un sentier on gagna ensuite le haut de la vallée qu'arrose le ruisseau du Ficarazzi.

Suivons d'abord Orsini. Il avait avec lui cinq petits canons, 40 chars de munitions et de bagages de toute espèce, 50 artilleurs, 40 soldats du train dont tout l'armement se composait de 12 fusils, et 150 hommes appartenant aux corps francs siciliens et ar-

més de fusils de chasse. En tout sa colonne complait 240 hommes; les attelages des chariots étaient si mauvais que déjà au commencement de la marche plusieurs durent être laissés en arrière. Mais cela ne pouvait avoir d'inconvénient, attendu que ce fait devait toujours davantage confirmer aux Napolitains à la poursuite d'Orsini que toutes les forces de Garibaldi faisaient une retraite désordonnée sur Corleone.

Près de la forêt de Ficazza, avant d'avoir passé la chaîne de montagnes qui s'élève sur ce point, Orsini dut faire halte pour laisser reposer ses gens. C'était le soir du 24 mai. Le 25, aux premières clartés de l'aube, il quitta son bivouac et atteignit le même jour à trois heures après midi Corleone, où il fut reçu avec enthousiasme, par la bonne raison que l'on n'y avait encore aucune nouvelle de l'arrivée d'un ennemi; cet accueil engagea Orsini à s'établir à Corleone.

Le 25 au matin les Napolitains de Colonna firent une reconnaissance contre Piana de' Greci, là ils apprirent que toute l'artillerie de Garibaldi ainsi que beaucoup de voitures étaient en retraite sur Corleone; ils découvrirent bien quelques traces du départ d'une seconde colonne de Garibaldiens sur S.-Cristino; mais comme de S.-Cristino une bonne route conduit aussi à Corleone pour s'y réunir bientôt à la route principale, les Napolitains n'attachèrent pas grande importance à ce détail, d'autant plus que sur la route suivie par Orsini ils avaient sous les yeux des traces nombreuses d'une retraite accélérée, tandis que rien de semblable ne se produisait sur le chemin de S.-Cristino.

Sur cette reconnaissance Salzano se mit lui-même à la tête des troupes de Colonna, afin de poursuivre les flibustiers; il avait 6000 hommes. Le 26 il partit de Piana, et le 27 à dix heures du matin il arriva aux pentes méridionales de la chaîne de Ficazza qui descendent sur Corleone.

L'enthousiasme des habitants de cette localité avait subitement disparu à la nouvelle de l'approche de ce corps de troupes, et ils quittèrent la ville en masse pour se réfugier dans les montagnes.

Orsini crut pouvoir en imposer à l'ennemi par une attitude décidée et l'arrêter jusqu'au soir ou tout au moins jusqu'à la grosse chaleur du jour, pour reprendre ensuite sa retraite. Il fit occuper par les corps francs siciliens le pourtour septentional de Corleone,

prit position avec trois pièces près du pont qui traverse un affluent du Coniglione et sur le chemin qui conduit à Chiusa au sud de la ville; il posta ses deux autres canons sur une hauteur isolée qui flanquait son flanc droit, où les pièces ne peuvent être conduites qu'à bras, enfin il fit partir aussitôt dans la direction de Chiusa tout le bagage superflu.

Les Napolitains déployèrent de longues chaînes de chasseurs et s'avancèrent pour attaquer Corleone en suivant les sinuosités de la route, et des deux côtés de celle-ci. Après quelques coups de fusil les corps francs siciliens s'enfuirent sur Chiusa. Orsini les reçut derrière ses trois pièces, tira quelques coups de canon sur les Napolitains qui traversaient Corleone, mais se vit bientôt obligé de se mettre au plus vite en retraite; ce mouvement de l'artillerie se changea bientôt en une déroute précipitée, et ce cri: « la cavalerie napolitaine! » mit en pleine course tout son monde sauf quelques hommes résolus qui continuèrent à faire leur devoir.

L'officier qui commandait les deux pièces en batterie snr le flanc droit avait envoyé aux Napolitains quelques coups heureux: il se mit aussi en retraite lorsqu'il aperçut déjà du côté du sud de la ville s'avancer les chasseurs et la cavalerie : la difficulté du chemin rendit ce mouvement très-lent; et l'officier n'hésita pas à jeter ses deux canons au fond d'un précipice pour pouvoir plns aisément se sortir d'affaire avec ses artilleurs : il rejoignit la colonne à Campofiorito, abandonné par ses habitants, et la marche sur Chiusa se poursuivit avec le plus de promptitude possible. Orsini y arriva à dix heures et fut reçu, comme d'ordinaire, par les plus folles démonstrations de joie. Le 28 au matin il continua sa retraite sur un nid de rochers, le village de S.-Guiliana; les chemins étaient misérables; une fausse alarme ayant représenté les cavaliers napolitains comme se trouvant déjà aux trousses de la colonne, Orsini fit brûler les affûts, enclouer les pièces, et marcha sans canons avec ses gens jnsqu'à S.-Guiliana, puis le 29 jusqu'à Sambnca.

Cette grande hâte et cette retraite si étendue n'auraient pas été nécessaires en fait; cependant si l'on considère les misérables ressources qu'Orsini avait à sa disposition, elles s'expliquent assez clairement, surtout lorsque l'on songe que le peu de chasseurs des Alpes qu'il avait avec lui n'était pas, tant s'en faut, des meilleurs de cette troupe.

A partir du 28 les royaux avaient à peu près renoncé à porter plus loin la poursuite; déjà le 27 au soir Salzano avait reçu la nouvelle inattendue que ce jour-là, au matin, Garibaldi lui-même avait pénétré dans Palerme, et que la capitale était pour ainsi dire enlevée. Il était rappelé. Le 29 cette même nouvelle arriva par une voie sûre à Sambuca où Orsini l'apprit. Avec l'aide des habitants il put ramener les pièces qu'il avait laissées en arrière, les pourvoir d'affûts et les équiper à nouveau.

Suivons maintenant la marche de Garibaldi.

Garibaldi, avec 1000 hommes environ, c'est-à-dire ses chasseurs des Alpes et ceux des corps francs siciliens sur lesquels il y avait quelque fond à faire, s'était enfoncé, comme nous l'avons vu le soir du 24 mai, dans la vallée du Ficarazzi en passant par S.-Cristino. Vers minuit, il avait atteint une petite forêt qui s'étend à l'ouest de Risalaimi, le long de la route qui conduit du côté du sud à Marineo, du côté du nord à Palerme. Le 25, de bonne heure, Garibaldi quitta son bivouac qui avait été établi dans cette forêt, et à huit heures du matin il arriva à Marineo; le soir du même jour il quitta cette localité et marcha sur Misilmeri où il arriva à minuit.

---

6. Prise de Palerme.

Déjà de nombreux corps francs étaient réunis près du couvent de Gibilrossa, au nord-ouest de Misilmeri, en partie rassemblés depuis longtemps sur ce point par les frères Mastricchi, en partie amenés par La Masa ou envoyés de Bagheria par Fuxa.

La Masa avait été expédié par Garibaldi depuis Calatafimi à Roccamina; on a dit à cette occasion que Garibaldi avait voulu faire d'une pierre deux coups, c'est-à-dire se débarrasser de La Masa tout en le faisant servir à ses projets. Quoi qu'il en soit, arrivé à Roccamina, La Masa n'y avait plus trouvé de corps francs; ils étaient eux-mêmes, à ce qu'il paraît, partis pour rejoindre le camp de Garibaldi; en revanche La Masa fut invité par Dimarco

à se rendre à Mezzojuso pour s'y rencontrer avec un certain nombre de chefs de corps francs : il s'y rendit en traversant la montagne de Ficazza, y rassembla une centaine de volontaires et se mit en marche avec eux sur Misilmeri : en chemin 250 hommes environ se joignirent à lui, en sorte qu'il arriva au couvent de Gibilrossa avec 350 hommes ; là opérèrent avec lui leur jonction les détachements que le 24 mai Fuxa avait appelés aux armes à Bagheria, et ceux, plus nombreux, que les frères Mastricchi avaient déjà réunis antérieurement autour de Gibilrossa.

Le 26 au matin Garibaldi passa une revue de ces hommes : le soir il rassembla tous les chefs supérieurs pour leur exposer son plan d'attaque. L'objet qu'il se proposait était un coup de main sur Palerme ; on ne pouvait choisir qu'entre deux choses, ou bien exécuter ce coup de main, ou bien se retirer dans l'intérieur du pays pour y rassembler de nouvelles forces et les organiser vigoureusement. Or il était pour la première tentative.

Il avait en effet les meilleures raisons de se décider dans ce sens ; il en avait déjà assez vu par ses yeux pour se convaincre qu'il ne fallait pas attendre grand'chose de l'organisation sicilienne pour un temps rapproché, bien qu'il préférât parler le moins possible de ce sujet délicat. De plus, les nouvelles qui lui parvenaient lui avaient déjà montré suffisamment que sa ruse de guerre avait réussi, que les royaux poursuivaient avec des masses considérables les canons qui les avaient attirés sur la route de Corleone, et que d'autres masses napolitaines s'étaient dirigées contre les corps francs du camp de Renna et du monte Cuccio, trompées par les lignes de feux de bivouac derrière lesquelles il n'y avait pour ainsi dire personne ; le côté oriental de la ville n'était pendant ce temps que faiblement garni de troupes.

Tous, à la fin, se rangèrent à l'opinion de Garibaldi : puis il s'agit de déterminer la route à prendre pour marcher sur Palerme.

Plusieurs chemins partaient de Misilmeri et aboutissaient à la capitale. L'un, le plus à droite, conduisait d'abord à Musica d'Orfeo, puis à la ville par le bord de la mer : le second traversait les montagnes de Gibilrossa, passait le pont dit de l'Amiral et allait droit à la porte de Termini ; le troisième passait par Mezzagno et près des Porazzi pour aboutir au côté sud de la capitale, et au bastion Montalto.

Garibaldi donna la préférence au chemin du milieu, le second de ceux que nous venons d'indiquer. Le premier, en effet, était évidemment un détour, et en outre il fallait marcher le long du rivage, ce qui aurait exposé le flanc de la colonne aux plus dangereuses attaques de la part des croiseurs ennemis ; d'autre part, la troisième route conduisait dans la partie de la ville occupée par les principales forces napolitaines, qui étaient concentrées autour du palais royal près de la Porte Neuve et il était facile de présumer que l'on ne pénétrerait pas sur ce point sans y rencontrer une grande résistance.

Les chefs des corps francs siciliens, en se rangeant en général à l'opinion de Garibaldi qu'il fallait choisir la route du milieu, proposèrent un autre chemin encore plus court et conduisant au même résultat ; il passait par Gibilrossa et Mazzagno au-dessous du couvent de Madonna di Gesù pour aboutir au pont de l'Amiral et à la porte de Termini. Garibaldi, quoiqu'il sût très-bien la différence qu'il faut faire entre un bon et un mauvais chemin, fit céder son opinion devant celle des corps francs siciliens, non pas par suite d'un amour préconçu pour des chemins fantastiques, non plus que par le motif que les chefs siciliens devaient connaître mieux que lui les voies de communication du pays, — car il était parfaitement dégagé de semblables préjugés, — mais parce qu'il voulait se soumettre moralement ces Siciliens d'une manière plus complète que ce n'avait été le cas jusque-là.

Cette question réglée, il s'agit de déterminer l'ordre de marche : Garibaldi, cela va sans dire, voulait faire tenir la tête à ses chasseurs des Alpes éprouvés ; mais la vanité de quelques Siciliens s'y refusa, et Garibaldi céda sur ce point aussi, comme en général sur les choses accessoires : l'ordre de marche fut le suivant :

En tête, une petite avant-garde commandée par le major Tukery, composée de 5 guides de Garibaldi, et de 3 hommes de chaque compagnie de chasseurs des Alpes, en tout 32 hommes.

Un détachement de corps francs siciliens sous les ordres de La Masa.

Le bataillon de Bixio, les carabiniers génois en tête.

Garibaldi avec son état-major.

Le bataillon de Carini.

Le reste des corps francs siciliens.

Après que la colonne eut été organisée non sans peine, elle descendit le 26 mai à dix heures du soir des hauteurs de Gibilrossa ; elle comptait en tout 750 chasseurs des Alpes et un peu plus de 2000 Siciliens. Elle prit la route de Mezzagno, puis de là, elle s'enfonça, au-dessous du couvent de Santa Madonna di Gesù, dans le lit d'un torrent à sec : il n'y avait absolument point de chemin et les troupes s'y disloquèrent passablement. Une heure après minuit la tête atteignit la plaine près du ruisseau de l'Oreto et y fit halte pour que toute la colonne pût serrer. Beaucoup de temps fut perdu à cette opération. Ensuite la marche sur le pont de l'Amiral fut reprise.

Les Napolitains avaient établi tout autour des murailles de la ville intérieure deux grandes routes de communication qui partaient du palais royal et de la Porte Neuve, allant l'une à droite, par la porte de Termini, l'autre à gauche par la porte Macqueda, aboutir au port et au Castellamare. Ces routes de communication formaient une espèce d'esplanade pour l'enceinte fortifiée. En avant de la porte de Termini avait été élevée une barricade, et il s'y trouvait une grand'garde dont la réserve était placée au marché Vieux dans la ville, et l'avant-poste au pont de l'Amiral sur l'Oreto.

En avant de la porte Antonio, au sud de la porte Termini, une barricade avait aussi été construite ; derrière chacune de ces barricades se trouvaient deux pièces de canon ; ceux de la porte de Termini balayaient la grand'route en avant, et ceux de la porte Antonio balayaient la route de communication dans toute sa longueur, de cette porte à l'autre.

Le chiffre des forces napolitaines à combattre en première ligne sur ces deux points était d'un millier d'hommes.

Garibaldi s'était proposé d'enlever l'avant-poste du pont de l'Amiral sans tirer un coup de fusil, de pénétrer ainsi à l'improviste jusqu'à la porte Termini pour en faire autant sans donner l'éveil au reste de la garnison de Palerme ; mais ce plan fut déjoué par les corps francs siciliens. Tukery marchait en silence avec son avant-garde lorsqu'il arriva aux premières maisons du faubourg; mais les Siciliens, en voyant ces maisons, se crurent déjà dans Palerme, et en partie pour donner cours à leur joie, en partie pour s'exciter au combat qui allait commencer, ils poussèrent un cri de

guerrre terrible, et même plusieurs déchargèrent leurs armes. Le poste du pont mis sur ses gardes par tout ce tapage courut aux armes et se prépara à résister. Tukery ne put plus songer à l'enlever par surprise, il fallait le prendre de vive force, des renforts étaient accourus de la porte Termini. Néanmoins cet avant-poste ne tint pas au pont et se replia lentement dans le brouillard du matin à travers les jardins derrière les murs du faubourg de Termini. La route resta libre. Tukery suivit l'ennemi le long de la rue: les deux pièces placées en avant de la barricade ouvrirent un violent feu de mitraille, contre lequel l'avant-garde de Tukery se protégea de son mieux en avançant le long des maisons.

Les corps francs siciliens lorsqu'ils virent le pont emporté se précipitèrent après l'avant-garde en masse, criant et tirant, mais le premier coup à mitraille parti des sacs de terre de la barricade les jeta dans le plns grand désordre. Pour empêcher ce désordre de s'accroître et pour soutenir l'avant-garde, Garibaldi fit rallier les Siciliens dans les jardins, à côté de la route, où ils se trouvaient à couvert et fit rapidement avancer le bataillon de Bixio. Tukery et Bixio poussèrent vivement jusqu'à la porte, mais un premier assaut donné à la barricade fut repoussé par les royaux.

Comme déjà il avait été perdu beaucoup de temps, Garibaldi craignit que son attaque contre la porte ne fût contrecarrée par une attaque des Napolitains sur son propre flanc; les réserves pouvaient arriver du Palais-Royal et des Porazzi par la route de communication et la porte Antonio pour exécuter ce mouvement, et si le combat se concentrait ainsi sur une porte de Palerme, tout était mis en question. Il fit donc aussitôt occuper par les corps francs siciliens les murailles le long du côté extérieur de la route de communication pour arrêter les troupes napolitaines qui voudraient avancer par là; mais il fallait néanmoins pénétrer aussi promptement que possible dans l'intérieur de la ville; cela fait seulement, il était possible de s'y barricader, de s'y établir solidement, d'insurger toute la capitale et de rendre ainsi fort difficile la position des royaux, mais un second assaut donné à la barricade fut également repoussé.

Pendant ce temps le bruit du combat avait réveillé et épouvanté la ville: un certain nombre d'hommes audacieux, malgré les ordres du commandant de place qui prescrivaient à tous les citoyens

de s'enfermer chez eux, appelèrent aux armes les habitants, et bientôt le tocsin sonna dans quelques couvents. — On ne pouvait abandonner les habitants de Palerme. Garibaldi ordonna un troisième assaut, et cette fois la barricade fut enlevée ; le guide Nullo fut le premier garibaldien qui pénétra dans Palerme, suivi de l'avant-garde et, après celle-ci, des carabiniers génois. Tukery fut blessé à une jambe, et cette blessure, qui paraissait sans gravité, entraîna pourtant le 7 juin la mort du brave Hongrois, qui ne put se résoudre aux ménagements de régime que lui conseillaient la prudence et les médecins.

Il était cinq heures et demie du matin lorsque Garibaldi entra dans Palerme ; aussitôt les carabiniers génois se divisèrent en petits détachements dans les rues à droite et à gauche de la porte de Termini et forcèrent les postes établis aux portes voisines, ainsi que dans quelques maisons, à les évacuer. Garibaldi fit sa première halte sur le marché vieux, où il rallia ses troupes ; de tous côtés les habitants de la place commencèrent à ouvrir leurs portes et leurs fenêtres, et, au moyen de voitures, de chars, de matelas jetés des maisons, etc., les garibaldiens se mirent à élever des barricades pour se créer un premier point d'appui. Sirtori pendant ce temps cherchait des plans de Palerme, afin que l'on pût mettre de la régularité dans la continuation de l'attaque et procéder sur un système bien arrêté.

Les mesures de défense nécessaires une fois prises au marché Vieux, l'attaque fut poussée en avant vers le centre de la ville dans la direction de la place Bologni. C'est là que Garibaldi établit son quartier général et que vint siéger un comité général de l'insurrection présidé par Gaetano la Loggia, qui s'était déjà constitué à six heures du matin au marché Vieux (fiera Vecchia). Ce comité ordonna la prompte formation d'une garde nationale, et Garibaldi, de son côté, en annonçant par une proclamation son entrée à Palerme, appela aux armes tous les Siciliens en état de les porter.

Le 27 mai au soir déjà Palerme presque tout entière était entre les mains des garibaldiens et de la population. Les Napolitains tenaient en partie dans le Palais-Royal au sud de la ville, en partie dans le Castellamare au nord ; dans l'intérieur quelques casernes et bâtiments qu'ils occupaient encore maintenaient les communications entre ces points principaux.

Le 25, l'œuvre de la conquête de la capitale fut continuée : les garibaldiens poussèrent jusqu'à la porte Macqueda par la place des Quatre-Cantons : la place de la Cathédrale dans le voisinage du Palais-Royal fut également occupée ; dès lors les Napolitains de ce côté et ceux de Castellamare, où se trouvait aussi le général Lanza, furent coupés complétement, et Garibaldi, pour conserver ce qu'il avait enlevé jusque-là aux royaux, constitua, sous la présidence du duc de Verdura, un comité de défense, qui eut principalement à s'occuper de la construction de barricades autour des places principales de la ville et des mesures propres à assurer les communications entre elles. Le même jour la précédente municipalité avait été dissoute, et une nouvelle autorité était entrée en charge, ayant à sa tête le duc de Verdura, en qualité de *préteur*.

La conquête de Palerme ne s'était point effectuée sans résistance de la part des royaux. Lorsque le général Lanza eut acquis la conviction que les garibaldiens étaient bien décidément entrés dans la capitale, et que ses soldats ne tenaient point devant eux, il leur donna l'ordre de rentrer dans leurs quartiers, et il commença le 27 mai, vers les dix heures du matin à bombarder la ville depuis le Castellamare : vers midi la flotte, embossée sur le prolongement de la rue de Tolède, ouvrit à son tour son feu.

Le feu était surtout dirigé contre la partie centrale de Palerme dans laquelle Garibaldi avait établi son quartier général : le bombardement fit des ravages terribles sans atteindre le résultat qu'on s'en était promis. Dans les premières vingt-quatre heures le Castellamare seul lança 2600 bombes sur la ville ; mais cela n'empêcha pas les garibaldiens de toujours avancer, et, le 27 au soir, au milieu des ruines produites par les bombes, tous les quartiers de la ville tombés en leur pouvoir étaient illuminés en signe de fête.

Le feu de la flotte cessa déjà complétement le 28 au matin, nous verrons tout à l'heure à quelle occasion.

Le 29, les Napolitains tentèrent quelques mouvements qui demeurèrent sans succès pour reprendre sur plusieurs points les positions qui leur avaient été enlevées le 27 et le 28. Ils entamèrent une vive fusillade depuis le Palais-Royal et le bastion Montalto avec les corps francs siciliens. Garibaldi envoya des renforts de ses chasseurs des Alpes, d'abord sous le commandement de Missori, puis sous les ordres de Sirtori : du reste, on ne doit pas

perdre de vue, lorsqu'il est question de renforts; qu'il ne faudrait entendre ni des régiments ni des bataillons, mais seulement des pelotons de 20 à 30 hommes. Le combat sur ce point devint très-vif : les garibaldiens s'établirent dans le couvent de Santa Maria Annunziata et se barricadèrent sur la place qui l'entoure contre le bastion Montalto. Tous les efforts tentés depuis le Palais-Royal par les Napolitains pour enlever ce couvent demeurèrent inutiles, et les garibaldiens finirent même pas rester maîtres du bastion.

En même temps que du côté de l'ouest ils dominaient sur ce point le Palais-Royal, ils le menaçaient du côté de l'est depuis la cathédrale et la place qui l'entoure : la cathédrale était gardée par Sant-Anna avec un corps de volontaires siciliens : le 29 au matin, il fut chassé de sa position, qui fut ensuite reprise par Garibaldi lui-même accouru à la tête d'nn petit peloton de ses chasseurs des Alpes rassemblés en toute hâte.

Dans la nuit du 28 au 29, quelques vaisseaux de la flotte napolitaine avaient quitté le port et s'étaient dirigé sur Termini ; là, ils embarquèrent deux bataillons de troupes étrangères qu'ils ramenèrent à Palerme : le bruit s'était répandu dans la ville que ces troupes seraient débarquées à la porte de' Greci, lorsque deux navires à vapeur s'approchèrent de la ville, le 29 à trois heures après midi ; cette vue excita une alerte générale et une grande confusion dans les quartiers avoisinant la porte de' Greci : néanmoins les troupes étrangères n'abordèrent point là, mais au Castellamare. Lanza avait sans doute changé d'idée.

Il avait combiné pour le 29 un nonveau plan, afin de reconquérir la capitale qu'il avait perdue et de faire en même temps Garibaldi prisonnier. Les troupes du Palais-Royal devaient s'emparer des qnartiers avoisinants ; les troupes amenées de Termini devaient, réunies avec une partie de celles du Castellamare, reprendre les quartiers du nord ; enfin celles qui avaient été rappelées de Corleone, où elles avaient poursuivi Orsini, devaient en même temps pénétrer dans Palerme par l'est. Ces dernières troupes n'arrivèrent pas le 29 ; les autres attaques n'eurent aucun résultat et l'*alter ego* du roi de Naples commença à perdre conrage.

Comme nons l'avons dit, le feu de la flotte s'était arrêté déjà le 28 au matin : cela avait eu lieu à la suite de pourparlers entre

le commandant en chef de l'escadre napolitaine et l'amiral anglais, Mundy, qui se trouvait également sur rade. Mundy avait protesté contre le bombardement de la ville déjà alors qu'il était à peine commencé ; le commandant de l'escadre napolitaine avait répondu à cette protestation qu'il entrait bien dans la limite de sa compétence d'arrêter le feu de la flotte, mais qu'il ne pouvait garantir que le Castellamare en fît autant, et il donna connaissance de ces pourparlers au général Lanza. Déjà dans ce moment, Lanza n'aurait pas vu de trop mauvais œil un armistice qui lui aurait permis de retirer à lui les troupes de Salzano engagées à Corleone, et peut-être d'établir une bonne communication entre ses corps du Palais-Royal, du Castellamare, des Porrazzi et de Monreale. Il offrit d'accepter un semblable armistice si l'amiral Mundy voulait prendre le rôle d'intermédiaire entre lui et Garibaldi. Là-dessus le feu de la flotte napolitaine fut suspendu. Mais l'amiral Mundy se refusa à servir de négociateur, et il eut parfaitement raison en cela : selon son opinion c'était à Lanza et à Garibaldi à négocier entre eux, soit personnellement, soit par des commissaires délégués.

Les Napolitains, dans leur aversion à l'égard de tout ce qu'ils enveloppaient dans l'épithète de flibustiers, ne voulaient pas accepter cette nécessité : le 28 ils comptaient encore sur le succès du plan qu'ils avaient calculé pour le 29 ; mais après l'échec éprouvé par eux dans cette journée, ils changèrent d'opinion, et le 30 au matin, Garibaldi reçut une lettre de Lanza, dans laquelle pour la première fois celui-ci donnait le titre de général au chef de pirates, et lui annonçait que l'amiral anglais était disposé à recevoir à bord de son navire, l'*Hannibal*, deux généraux napolitains en même temps que Garibaldi, pour une conférence dans laquelle il servirait d'intermédiaire ; il laissait à Garibaldi, s'il acceptait cette proposition, le soin de déterminer l'heure à laquelle commencerait un armistice et à laquelle les deux généraux désignés du côté des Napolitains pour assister à la conférence, et qui se trouvaient dans le Palais-Royal, pourraient se rendre librement et accompagnés de là jusqu'au bord de la mer.

Pour peu que l'on pèse la colossale sottise qui régnait dans toute cette lettre, on est obligé de convenir qu'à elle seule elle équivalait à une victoire complète de Garibaldi. La plupart des officiers des armées permanentes n'ont guère d'estime pour une

personnalité, pour une position créée par la seule valeur de l'individu et ils ne s'inclinent que devant le grade, qu'il ait été ramassé dans une oisiveté régulièrement jalonnée par certaines périodes de service, ou mérité, ou bien encore obtenu de la seule faveur. Si Lanza écrivait, comme il le fit alors au *général* Garibaldi, ce n'était assurément point par le fait de l'estime dans laquelle des hommes raisonnables, des gens de tête et de cœur auraient tenu un homme comme Garibaldi, même avant que la fortune l'eût favorisé d'un éclatant succès ; ce ne pouvait être que la conséquence de la peur. Voyons comment cette peur s'était glissée chez les généraux napolitains et si elle était fondée.

Les royaux avaient perdu leurs communications à travers la ville entre leurs deux principaux quartiers, le Palais-Royal et le Castellamare. Mais comment les avaient-ils perdues, et aurait-il été impossible de les rétablir ? Depuis la rentrée à Palerme des troupes étrangères que leurs bâtiments à vapeur avaient ramenées le 29, les royaux comptaient 24,000 hommes, soit dans la ville même, soit dans la colonne engagée à Corleone. Or, ces 24,000 hommes étaient de véritables troupes, bien armées, exercées et organisées, bien pourvues de vivres et de munitions, appuyées sur la mer, qui, en cas de besoin, leur était toujours ouverte, puisqu'elle était commandée par la flotte, quoique dans leur aveuglement ils eussent évacué le Castel del Molo et le Môle lui-même qui dominent le port du côté de terre. A ces troupes, Garibaldi n'avait pas autre chose à opposer que 800 chasseurs des Alpes tout au plus, 2000 corps francs siciliens qu'il avait entraînés avec lui, et l'insurrection de Palerme, en réalité bien faible, surtout par le défaut d'armes et de munitions. Les troupes du Palais-Royal et celles qui étaient attendues de Corleone ne devaient-elles pas être en état de s'ouvrir un chemin jusqu'au Castellamare, au travers des faibles forces dont disposait Garibaldi, et qui n'avaient encore acquis que bien peu de cohésion ? Si l'on veut admettre même que cela eût été difficile au travers de la ville, ne disposait-on pas des routes de communication autour de celle-ci pour opérer cette jonction. Toute l'armée napolitaine pouvait certainement se faire jour par ces routes jusqu'au Castellamare, y établir en peu de jours un camp retranché, et, appuyée sur ce camp, reprendre et étendre chaque jour son cercle d'opérations ; ou bien,

le cas échéant, y attendre tranquillement l'heure de l'affaissement et de la confusion qui ne pouvait manquer de sonner pour Palerme, et mettre à profit ces circonstances favorables.

Mais il est vrai que l'état moral des troupes napolitaines était très-fâcheux ; les officiers n'avaient plus d'autorité sur leurs soldats ; la superstition naturelle chez ces derniers avait été éveillée par les succès extraordinaires de Garibaldi ; dans leur opinion ils s'étaient bien battus à Calatafimi, à Monreale, au Parco, et cependant cela n'avait servi de rien, et ils en concluaient non pas le manque de capacité de la plupart des officiers, mais que Garibaldi devait être invincible ; le service mercenaire avait transporté à Naples une quantité de ces superstitions habituelles chez les populations asservies et ignorantes, et ces superstitions avaient trouvé dans l'armée nationale napolitaine un terrain qui n'était que trop favorable au développement de ces germes. La croyance, par exemple, que Garibaldi avait été vacciné avec une hostie consacrée et que cela l'avait rendu invulnérable, était générale parmi les Napolitains ; l'opinion que cet homme pût n'être qu'un mortel comme les autres avait à peine encore quelques partisans, et les officiers, pour se justifier de leurs échecs, entretenaient stupidement dans la troupe ces idées pernicieuses.

Cette triste conviction que tout était inutile étendait autour d'elle des ravages toujours plus grands dans le moral de l'armée napolitaine. Il s'y joignit une amère irritation contre les habitants de Palerme, qui sans doute par leur participation dans les combats de rues avaient beaucoup fait souffrir aux soldats, et comme personne n'espérait plus rien pour l'intérêt général, chaque soldat, avant le terme définitif prévu à cette tragédie, voulait du moins se venger ou s'enrichir, ou se procurer le plus possible de jouissances momentanées.

Cette irritation de la troupe contre les Palermitains avait eu pour conséquence des actes de bestialité tels que certainement on ne les eût cru possibles dans aucun pays de l'Europe au milieu du 19e siècle. Ce n'est pas ici le lieu de parler longuement de ces excès commis contre des femmes, des vieillards, des enfants, dans lesquels même des officiers royaux furent mêlés, mais nous devons constater que tout ce qui a été raconté des actes de la soldatesque napolitaine pendant les journées du 27, du 28 et du 29

mai, loin d'être empreint d'exagération, laisse bien en arrière la terrible vérité.

Les excès et les actes de brigandage favorisés dans le commencement par les chefs supérieurs qui y poussaient eux-mêmes leurs soldats, finirent par mettre complétement ceux-ci hors de leur autorité, et il devint très-difficile de tirer parti de ces troupes pour quoi que ce fût qui exigeât de la force et de l'unité d'action.

Cependant, pour être juste, il ne faudrait pas tout mettre sur le compte des défauts des troupes royales; le manque d'énergie, l'incapacité chez les chefs, ainsi que l'absence de confiance dans la possibilité pour le régime bourbonien de Naples de se continuer plus longtemps durent aussi contribuer à produire cet abandon de soi-même, ces hésitations, ces incertitudes, dont les résultats commencèrent à partir du 30 mai à se marquer d'une manière toujours plus caractérisée.

Garibaldi, de son côté, ne pouvait faire autrement que d'accepter les ouvertures de Lanza; la faiblesse numérique de sa petite armée lui imposait l'obligation de faire usage de tout moyen qui était de nature à lui procurer un avantage sans perte matérielle de forces. Déjà des soldats napolitains avaient déserté pour venir se joindre à lui et avaient fait le tableau le plus triste de la désorganisation dans laquelle tombait l'armée royale. Garibaldi pouvait donc espérer que l'insubordination et la désertion travailleraient encore davantage ces troupes ébranlées, lorsqu'elles apprendraient qu'un armistice avait été *accordé* par lui et que des négociations étaient ouvertes. Il répondit par conséquent qu'il se trouverait à bord de l'*Hannibal* le 30 après midi, que l'armistice commencerait ce jour-là à midi, et qu'il se chargeait de faire accompagner du Palais-Royal jusqu'au bord de la mer les deux généraux napolitains qui devaient entrer en pourparlers avec lui.

Dès onze heures du matin, Garibaldi fit cesser le feu sur tous les points occupés par les siens, tandis que le Castellamare continua encore à envoyer de temps à autre une bombe sur la ville.

Avant que l'heure de l'armistice eût sonné, il s'éleva tout d'un coup un grand tumulte à la porte de Termini, la même par laquelle Garibaldi était entré dans Palerme. L'avant-garde de la colonne qui avait poursuivi Orsini du côté de Corleone, et qui dans ce moment revenait enfin à Palerme sous les ordres de Bosco

et de Mechel, s'était jetée sur cette porte, en avait chassé le petit poste de garibaldiens qui l'occupait, était entrée dans la ville et s'était même emparée du marché Vieux. Dans le combat qui s'entama dans cette circonstance, Carini, entre autres, fut blessé. Que signifiait cette attaque? Garibaldi pouvait d'autant mieux y voir une trahision que le feu de Castellamare sembla se raviver au moment où cette colonne entrait à Palerme. A la fin parurent des parlementaires de Lanza qui, de concert avec les officiers de Garibaldi, rétablirent l'ordre ; mais les Napolitains demeurèrent en possession du marché Vieux. Lorsque ce « malentendu, » si c'est bien le nom qu'il faut lui donner, eut été écarté, Garibaldi fit prendre au Palais-Royal et accompagner jusqu'à la mer le général Letizia et le commandant de place de Palerme, qui devaient négocier avec lui. Lui-même se rendit sur l'*Hannibal*, accompagné de Türr. Mundy avait de son côté invité les deux commandants des escadres française et américaine devant Palerme à assister à la conférence. Letizia réclama d'abord contre la présence de ces messieurs, mais il finit par l'admettre, Garibaldi, de son côté, n'y ayant opposé aucune objection.

Letizia présenta, formulées en six points, les diverses questions sur lesquelles il désirait traiter avec Garibaldi. Garibaldi accepta tout, sauf le cinquième article qui exigeait que la municipalité de Palerme adressât et fit parvenir au roi François II une humble supplique dans laquelle elle lui exposerait les *vrais* besoins de la ville de Palerme. Garibaldi se refusa avec la plus grande énergie à entrer en matière sur ce point, et la conférence resta pour le moment sans résultat. Lorsque Garibaldi en revint, à 5 heures de l'après-midi, il annonça aux Palermitains qu'il avait rejeté le 5e article comme humiliant pour la ville, et que le 31 mai à midi les hostilités seraient par conséquent reprises.

Aussitôt chacun courut aux barricades, et garibaldiens, volontaires siciliens, insurgés de Palerme reprenant leurs postes, se hâtèrent de rivaliser d'efforts afin que tout fût prêt pour le 31 à midi.

Mais le combat ne devait pas recommencer. D'heure en heure le courage des chefs napolitains tombait plus bas. Le 31, de bonne heure dans la matinée, Lanza fit demander à Garibaldi par un parlementaire son assentiment à une nouvelle conférence avec

Letizia. Garibaldi y consentit, et vers dix heures du matin Letizia parut au quartier général de Garibaldi, dans le palais du préteur. Il proposa un armistice indéfini et exprima l'espérance que, pendant ce temps, il pourrait être conclu une convention qui mettrait un terme à la lutte sans autre effusion de sang. Garibaldi ne voulut pas entendre parler d'un armistice illimité, mais il consentit à prolonger pendant trois jours encore celui qui allait expirer à midi, et cela par la convention suivante :

1° L'armistice est prolongé de trois jours, à compter depuis le 31 mai à midi; après l'expiration de ce terme le commandant en chef napolitain (Lanza) enverra un adjudant (à Garibaldi) pour fixer l'heure à laquelle les hostilités devront être reprises.

2° La Banque royale sera remise au secrétaire d'État Crispi contre récépissé, et le détachement de troupes qui la garde se retirera au Castellamare avec armes et bagages.

3° L'embarquement de tous les blessés et des familles sera continué, mais en prenant toutes les mesures nécessaires pour qu'il ne donne lieu à aucun abus.

4° Tous les convois de subsistance peuvent être conduits librement aux postes et aux positions des deux parties, et toutes les mesures nécessaires seront prises pour que cet article soit exécuté dans sa plus complète signification.

5° Les prisonniers Mosto et Rivalta (garibaldiens) peuvent être échangés contre le lieutenant Colonna ou un autre officier et le capitaine Grasso (Napolitains).

Le secrétaire d'État du gouvernement provisoire de la Sicile,	*Le général en chef,*
François Crispi.	Lanza.

Aussitôt après la conclusion de cette convention, Letizia dut s'embarquer pour Naples, afin de rendre compte au roi François de la position dans laquelle se trouvaient ses troupes et de le décider à conclure avec Garibaldi une convention définitive aux conditions les plus favorables possible.

Letizia arriva à Naples le 1er juin.

Il parla avec le roi et avec les ministres. — François II se montra très-indigné des propositions qu'on osait lui insinuer : il fallait, dit-il, plutôt bouleverser Palerme de fond en comble, et jamais,

pour sa part, il n'accorderait son assentiment à des négociations avec des *rebelles*. Ce fut avec cette réponse du roi que Letizia se rembarqua dans la nuit du 1 au 2 juin pour retourner à Palerme. Mais il n'avait pas parlé au roi seul: Comme nous venons de le dire, il avait vu aussi ses ministres, et il les avait trouvés moins intraitables vis-à-vis des rebelles, quels que fussent d'ailleurs les motifs qui portaient chacun d'eux en particulier à accepter une convention avec l'insurrection.

Letizia, arrivé le 3 au matin dans la capitale de la Sicile, entra aussitôt en négociations avec Lanza. Pendant sa courte absence, ainsi que cela était aisé à prévoir, les choses avaient encore empiré pour les royaux à Palerme.

Le 1er juin le palais des finances, situé dans la rue de Tolède, avait été remis aux mains de Crispi conformément à la convention du 31 mai. Crispi y trouva près de cinq millions et demi de ducats en argent sonnant; sur ce chiffre, il est vrai, 200,000 ducats seulement appartenaient à l'État, tandis que le reste consistait en dépôts des particuliers, mais ce n'en était pas moins une fort belle somme pour l'administration d'une armée qui était partie de Gênes avec un sac de 8,000 francs pour toute caisse militaire.

D'un autre côté, les désertions des royaux dans le camp de Garibaldi se multipliaient chaque jour. Les troupes étrangères elles-mêmes commençaient à devenir difficiles et s'informaient fréquemment de la solde que Garibaldi payait à ses soldats; leurs interrogations à ce sujet ne devinrent que plus pressantes lorsque ces régiments surent que la banque était entre ses mains et qu'il ne manquait pas d'argent comptant.

Enfin, les différentes violations de détail, que tente ordinairement pendant une trêve chacun des deux partis en présence, ne manquèrent pas de se produire dans cette occasion et de motiver des réclamations réciproques, mais en définitive l'avantage se trouvait toujours du côté de Garibaldi et des siens.

Les Palermitains s'attachaient à lui avec le plus ardent enthousiasme, et sur son ordre ils faisaient immédiatement tout ce qu'il leur demandait.

Ces circonstances avaient agi fortement sur le moral de Lanza; aussi lorsque Letizia lui transmit l'ordre de François II, de détruire Palerme plutôt que de traiter avec les rebelles, il le reçut

en haussant les épaules. Letizia était d'ailleurs parfaitement du même avis que lui sur ce point; en outre il avait d'autres nouvelles que l'ordre du roi à communiquer au général en chef.

Sur l'annonce des progrès de l'insurrection de Sicile et de la prise de Palerme, déjà le 30 mai, le ministre Carafa avait appelé auprès de lui à Naples les représentants des puissances étrangères auprès du royaume des deux Siciles, et leur avait déclaré que le roi, pour prévenir une plus grande effusion de sang, avait l'intention de retirer ses troupes de Palerme, si les Conseils des puissances étrangères prenaient sur eux d'obtenir que les troupes royales partiraient avec tous les honneurs de la guerre. Carafa avait, il est vrai, demandé en même temps une déclaration officielle des puissances que celles-ci ne souffriraient aucun changement de dynastie dans le royaume des Deux-Siciles et garantiraient aux Bourbons la possession de ce royaume ; en outre, il avait demandé l'intervention des puissances par le moyen de leurs flottes pour les éventualités qui pouvaient se présenter.

Les représentants des puissances s'étaient bornés à déclarer qu'ils en référeraient à leur gouvernement respectif. Mais il n'en restait pas moins évident, d'après ce qui s'était passé et dont Letizia apportait la nouvelle à Palerme, que le gouvernement napolitain, malgré tout le courroux du roi et quoi qu'il pût dire, n'était pas éloigné de songer à l'évacuation de Palerme, que l'on commençait même à se préoccuper déjà de la possibilité de l'extension de la révolution aux provinces de terre ferme; enfin, qu'à Naples on pensait à faire de l'abandon de Palerme une concession à offrir aux puissances étrangères pour en obtenir leur appui contre cette éventualité menaçante.

Lanza et Letizia tombèrent d'accord qu'il n'y avait plus guère à faire dans Palerme, qu'il était impossible d'y espérer une amélioration de la position, et qu'il serait prudent de transporter ailleurs le théâtre de la guerre. Ne pouvait-on pas, après s'être retiré sur Messine pour s'y concentrer, reconquérir de là toute l'île? Les analogies militaires jouent toujours un grand rôle dans les cas de ce genre; or, dans celui-ci, les points de comparaison étaient tout récents; il n'y avait qu'à se reporter aux années 1848 et 1849. Les deux généraux décidèrent donc qu'il y aurait avantage à quitter Palerme, et comme Letizia put assurer à son collègue que cette

idée ne rencontrerait pas à Naples une résistance absolue, il fut convenu entre eux qu'une nouvelle prolongation de l'armistice serait demandée à Garibaldi, et que ce temps serait mis à profit par Letizia pour se rendre encore une fois à Naples, et pour en rapporter de nouvelles instructions plus convenables à la situation.

Letizia entra de nouveau en pourparler avec Garibaldi. Celui-ci, qui avait pris toutes ses mesures pour être en état de recommencer énergiquement les hostilités le 3 juin à midi, et qui avait à plusieurs reprises appelé aux armes tous les Siciliens, ne perdit néanmoins pas de vue de quelle importance pourrait être pour le développement de l'insurrection la démonstration par un fait patent que, non plus seulement un général isolé, mais bien le gouvernement des Deux-Siciles lui-même était contraint à négocier avec lui, le « chef de flibustiers. » Il accéda donc sans grande difficulté à la prolongation de l'armistice, et il réclama seulement de Lanza qu'il exigeât de Naples certaines concessions qui, de la part du gouvernement bourbonien, équivaudraient complétement pour lui à une victoire.

Letizia se rendit encore le 3 à Naples et en revint le 5 à Palerme; après de courts pourparlers, dans lesquels le flibustier en imposa aux nullités à graines d'épinard, par l'obstination avec laquelle il maintint les points principaux qui lui importaient réellement, et par la bienveillanco, la négligence affectée avec laquelle il leur concédait à eux-mêmes leurs principales demandes, la convention pour l'évacuation de Palerme par les troupes royales fut arrêtée comme suit :

1° Les malades (de l'armée royale) qui se trouvent soit dans les deux hôpitaux, soit dans d'autres localités seront embarqués le plus promptement possible.

2° Il est laissé au choix de tout le corps d'armée (royale) qui se trouve dans Palerme, de quitter cette ville par terre ou par mer, avec ses équipages, son matériel, son artillerie, ses chevaux, ses bagages, les familles des soldats et officiers et tout ce qui peut lui appartenir, le matériel du Castellamare compris. Son Exc. le lieutenant général Lanza, a toute liberté de décider comment il voudra opérer l'évacuation de Palerme, par terre ou par mer.

3° S'il choisit la voie de mer, l'embarquement commencera par le matériel de guerre, des équipages, d'une partie des chevaux et des autres animaux : les troupes suivront.



4° Toutes les troupes s'embarqueront au Môle; provisoirement, elles se rendront toutes au quartier des Quatre-Vents.

5° Le général Garibaldi évacuera Castelluccio, le Môle, et la batterie de la Lanterne sans aucun acte d'hostilité.

6° Le général Garibaldi rendra tous les malades et blessés (de l'armée royale) qui peuvent se trouver en son pouvoir.

7° Les prisonniers seront des deux parts échangés en bloc, et non homme par homme.

8° Sept prisonniers (non militaires) retenus au Castellamare, seront rendus à la liberté quand tout l'embarquement sera opéré et le fort Castellamare complétement évacué : ces prisonniers seront conduits par la garnison elle-même au Môle, où ils seront remis par elle à qui de droit.

Après que ces articles ont été adoptés, il a été ajouté dans un article additionnel que la garnison choisissait la voie de mer et s'embarquerait au Môle.

6 juin 1860.

Avec pleins pouvoirs de S. Ex. le général-lieutenant Lanza, commandant en chef du Corps d'armée royale,

V. Bonapane,
Colonel et sous-chef d'état-major.

L. Letizia,
Marquis de Monpellieri, général.

G. Garibaldi.

On voit par le texte même de cette convention, et par les parenthèses nécessaires à le compléter, qui y sont jointes ici et n'existent pas dans l'original, quelle était la hâte des officiers napolitains, et combien ils reconnaissaient clairement Garibaldi comme le vainqueur.

Le 7 juin au matin, la colonne des troupes napolitaines qui jusque-là s'était trouvée au Palais-Royal et dans les environs se mit en mouvement et, en suivant la route de communication qui contourne la ville à l'ouest, vint prendre ses quartiers dans son camp préparé entre le fort du Môle et le Castellamare; il en fut de même ensuite de la colonne qui, le 30 mai, s'était emparée du marché Vieux, et qui y était restée pendant l'armistice.

Quelques employés de la police, qui dans d'autres temps avaient

été l'effroi de Palerme, quoique dissimulés sous des uniformes militaires, furent cependant reconnus dans cette occasion, et il en résulta quelques excès de la part de la population.

En tout, Lanza réunit au Castellamare et dans les environs un effectif qui comptait encore 20,000 hommes.

L'embarquement des bagages et du matériel commença aussitôt conformément à la convention, puis, chaque jour, 2,000 à 3,000 hommes de ces troupes furent réexpédiées à Naples.

Le 20 juin, les derniers soldats royaux quittèrent le camp et le Castellamare, et les sept prisonniers, dont il est question à l'article 8 de la convention, et qui jusque-là avaient été retenus comme otages dans le fort, furent remis en liberté et parcoururent la ville en triomphe. Palerme était complétement entre les mains de Garibaldi, qui déjà le 13 avait transporté son quartier général dans le Palais-Royal.

Tous les officiers supérieurs napolitains, qui avaient exercé un commandement dans ces circonstances à Palerme, furent envoyés dans l'île d'Ischia pour avoir à justifier leur conduite devant un tribunal de guerre. C'étaient le lieutenant-général Lanza, les généraux-majors Salzano, Cataldo, Pasquale Marra, les brigadiers Bartolo Marra, Sury, Landi, Letizia et le colonel Bonapane de l'état-major général. En outre, on enveloppa dans la même mesure un certain nombre d'officiers auxquels on reprochait d'avoir, le 30 mai, à bord de l'*Hannibal*, bu du champagne avec les garibaldiens. Les reproches mutuels de toutes ces grandeurs militaires déchues offrirent un spectacle aussi révoltant que leurs tentatives de justification.

---

7. Organisations. Arrivée de nouveaux renforts à Garibaldi.

Garibaldi n'avait pas attendu l'évacuation complète de Palerme pour mettre la main à l'œuvre de l'organisation de l'île. Déjà le 2 juin, il avait institué un ministère sicilien. Le portefeuille de la guerre et de la marine fut confié à Orsini, qui était entré le 5

dans la capitale avec son artillerie remontée ; comme les Porrazzi et le Palais-Royal étaient occupés par les Napolitains, il avait dû renoncer à pénétrer par la porte Neuve, qui se trouvait sur le chemin le plus court, et il était entré par la porte Macqueda après un détour au-dessous de Monreale et de la Bocca di Falco. Le ministère de l'intérieur fut remis à Crispi, la justice à Guarnieri, l'instruction publique et les cultes au prélat Ugdulena, les finances à Dominico Perrani, qui sous les Bourbons avait été trésorier général en Sicile, les travaux publics à Raffaele qui arrivait de l'exil, les affaires extérieures à Pisani qui était à la tête du comité secret, par lequel avait été préparée la dernière insurrection de la Sicile.

Le même jour, un décret attribua, à tous ceux qui avaient combattu pour la liberté de la Sicile, une parcelle de terrain à prendre sur les ex-domaines royaux ; le 6 juin parut un décret réglant les pensions des veuves et des orphelins des hommes qui étaient tombés pour la patrie.

L'île fut subdivisée en 24 districts pour son administration ultérieure ; à la tête de chaque district fut placé un gouverneur.

Le 13 juin, Garibaldi ordonna la suppression du titre d'excellence et du baise-main, deux choses dont il se faisait une immense consommation en Sicile, mais qu'il regardait à bon droit comme des marques et des instruments d'esclavage.

Mais ce qui occupa surtout Garibaldi, ce fut l'organisation militaire, qui devait le mettre en état de continuer l'œuvre de la libération de la Sicile, et ensuite de passer sur le continent, où il espérait porter d'abord à Naples, puis à Rome, et enfin jusqu'à Venise le drapeau de l'Italie libre.

Les corps francs irréguliers (squadre) de la Sicile, qui après chaque victoire accouraient se joindre à la petite troupe de l'audacieux capitaine, mais qui ne manquaient jamais de prendre le large au moment d'un combat sérieux, constituaient plutôt un obstacle qu'un concours à une organisation militaire solide. Aussi Garibaldi se hâta-t-il de les licencier par un ordre du jour du 13 juin, dans lequel il ne leur disait pas sans doute qu'ils étaient pour lui un embarras, mais seulement qu'il n'avait plus besoin de leurs services dans ce moment.

Le projet de l'introduction de la conscription en Sicile pouvait

déjà alors être considéré comme ayant totalement échoué. Garibaldi devait donc s'en tenir aux chasseurs des Alpes, aux troupes régulières que quelques chefs siciliens, comme La Porta, Corrao, Fardilla et d'autres avaient réussi à organiser dans l'île, et surtout aux auxiliaires qui pouvaient être attendus de la haute Italie.

Les troupes que nous venons d'indiquer et que Garibaldi avait déjà sous la main durent être d'abord divisées en deux brigades sous les ordres de Bixio et de Türr, et partir le plus promptement possible pour l'intérieur de l'île, afin d'y renforcer leur effectif par des enrôlements de volontaires et des levées, autant du moins qu'il serait praticable d'en exécuter. — On travailla vivement à la formation de ces corps.

Orsini, de son côté, dès qu'il était arrivé à Palerme, s'était occupé de l'organisation de l'artillerie : tout devait être établi et créé à neuf, puisque les royaux en évacuant Palerme avaient emmené avec eux tout le matériel ; il n'y avait, d'autre part, sous la main ni fabrique d'armes, ni ateliers pour les travaux de l'artillerie. Les cloches furent enlevées des églises pour être transformées en canons dans les fonderies, et lorsque Türr et Bixio furent prêts à se mettre en marche avec leurs brigades, chacun d'eux put du moins avoir une section d'artillerie.

La nouvelle des succès de Garibaldi en Sicile avait naturellement mis en mouvement toute l'Italie du nord, et il devait être facile d'y réunir, pour les conduire dans l'île, de nouveaux et nombreux volontaires, dès que l'on aurait seulement trouvé de l'argent et des armes.

Une première expédition de quelques centaines d'hommes, qui suivit de près Garibaldi et partit de Gênes sur l'*Utile*, aborda le 1er juin à Marsala et se trouvait le 5 juin à sa disposition à Palerme.

Une seconde, sous les ordres du major Corte, partit le 10 de Gênes sur l'*Utile* et sur le clipper américain *Charles-Jane* ; elle devait être suivie immédiatement de la grande expédition de Medici que Garibaldi attendait pour envoyer dans l'intérieur les premières brigades formées.

Les Napolitains en eurent vent et la frégate à vapeur la *Fulminante*, avec le général Robert à bord, sortit du port de Gaëte pour arrêter ces navires. A quinze milles du cap Corso, à l'extrémité septentrionale de l'île de Corse, la *Fulminante* rencontra le petit

Utile, qui traînait à la remorque le clipper américain ; les passagers, qui remplissaient ce dernier, se firent reconnaître pour des garibaldiens par leur conduite imprudente ; plus tard ils eurent beau jeter leurs armes à la mer et refuser de laisser fouiller le navire, ils n'en durent pas moins à la fin se résoudre à suivre la *Fulminante* à Gaëte, où les vaisseaux furent traités comme prises et les passagers comme prisonniers.

Le chargé d'affaires de Sardaigne, M. Villamarina, et l'envoyé américain, M. Chandler, protestèrent contre cette séquestration aussitôt qu'ils eurent connaissance officiellement de la capture des deux navires en pleine mer, ce qui n'eut lieu que le 13 juin. D'abord ces protestations n'eurent aucun résultat. Cependant, plus tard, vaisseaux et prisonniers furent relâchés, les premiers firent encore plus d'un transport entre Gênes et la Sicile, tout comme les seconds, pour la plupart, s'embarquèrent à nouveau pour rejoindre les drapeaux de Garibaldi.

Assurément, les Napolitains n'avaient pas tort de se plaindre que des protestations semblables à celles qui eurent lieu dans cette occasion leur coupassent tout moyen de défense ; mais la prise de l'*Utile* et de son clipper, la hâte que la *Fulminante* eut de regagner Gaëte avec sa double capture, assurèrent le débarquement sur les côtes de la Sicile de l'expédition bien plus considérable de Medici.

Medici avait embarqué à Gênes, le 11 juin, 2500 volontaires, pour lesquels il emmenait en même temps une cargaison de bons fusils rayés, sur trois bateaux à vapeur, le *Washington*, le *Franklin* et l'*Oregon* ; le 12 il arriva à Cagliari, où il s'arrêta quatre jours et s'occupa de l'organisation de sa troupe, mais sans que celle-ci pût descendre à terre.

Le 16 il quitta la rade de Cagliari et se dirigea sur le petit port de Castellamare, à l'ouest de Palerme, qu'il ne faut pas confondre avec la citadelle de cette ville qui porte le même nom. De Castellamare, où il débarqua, il se rendit à Palerme par Alcamo, Partinico et Monreale ; son avant-garde entra dans la capitale le 20 et le gros de sa troupe la suivit le lendemain.

L'arrivée de Medici rendait possible de commencer les opérations contre la côte orientale de l'île, pour en prendre enfin définitivement possession et y trouver une base d'opération contre les provinces napolitaines de terre ferme.

Nous allons raconter ces opérations, en laissant pour un moment de côté les occupations intérieures de Garibaldi, qui d'ailleurs n'étaient pas sans importance, ainsi qu'on le verra.

---

8. Marche en avant des colonnes de Garibaldi vers les côtes orientale et méridionale de la Sicile.

Nous avons raconté précédemment comment l'autorité royale avait été maintenue à Catane par le prince Fitalia, après que celui-ci eut reçu des renforts de Messine. Le commandement militaire était exercé à Catane par le général Clary, qui s'était acquis une réputation bien méritée . . . comme brigand, et qui en fait n'oublia jamais de s'assurer un butin particulier partout où il en trouva l'occasion. Pour maintenir le peuple en repos, Fitalia avait déclaré que Catane serait remis sans effusion de sang entre les mains des Siciliens, lorsque Palerme viendrait à être abondonnée par les troupes royales.

Lorsque la nouvelle de l'évacuation de la capitale arriva à Catane, les citoyens rappelèrent à Fitalia cette promesse et demandèrent le départ des troupes napolitaines; mais Clary fit aussitôt, comme réponse, occuper les points principaux de la ville et donna l'ordre à ses soldats d'ouvrir le feu au premier acte d'hostilité de la part des habitants.

Là-dessus, le 31 mai de bonne heure, la bourgeoisie de Catane se souleva; le tocsin appela du dehors les bandes de guérillas qui autour de cette ville, comme de toutes les localités importantes de la Sicile, s'étaient formées et constamment maintenues depuis le 4 avril.

Le sud et le nord de la ville étaient déjà, après un court combat avec les avant-postes napolitains, entre les mains des Siciliens.

Clary avait bien en poche l'ordre de se concentrer sur Messine; mais, d'un côté, il ne voulait pas quitter Catane avant d'y avoir écrasé l'insurrection, d'un autre côté, il attendait encore la bri-



gade napolitaine Afan de Rivera, qui était en marche sur cette ville, opérant sa retraite depuis l'intérieur de l'île.

Un combat acharné s'engagea sur la place de la Cathédrale et autour de l'hôtel de ville, point où Clary avait réuni le gros de ses forces. Les habitants de Catane, après avoir remporté quelques avantages, durent enfin céder, attendu que le nombre de ceux qui prenaient réellement part à la lutte n'augmentait point, tandis qu'en revanche les munitions s'épuisaient et que les armes étaient en petit nombre; autre circonstance fâcheuse pour eux, survint la chaleur écrasante des premières heures de l'après-midi.

Le combat s'étant ainsi arrêté, Clary profita de cette suspension de la lutte pour ordonner un désarmement général de tous les habitants, et il le fit commencer par la force dans les parties de la ville situées autour de la cathédrale, ou qui se trouvaient encore en son pouvoir. Ce fut une excellente occasion pour piller; on mit même le feu dans plus d'une maison.

Tandis que ses soldats se livraient à cette agréable occupation, Clary reçut la nouvelle que l'insurrection avait éclaté à Aci reale, localité qui se trouvait en travers de sa ligne de retraite sur Messine; cela le décida à partir immédiatement, sans attendre plus longtemps Rivera; il quitta Catane à la tombée de la nuit et, pour couvrir sa retraite, mit le feu à la partie septentrionale de la ville.

Mais les misères de Catane n'avaient pas encore atteint leur terme : pendant que les habitants éteignaient les flammes de l'incendie allumé par Clary, et se réjouissaient de son départ comme d'une victoire, dans la nuit du 31 mai au 1er juin Rivera arriva avec sa brigade.

Le 25 mai, celui-ci avait réuni les garnisons de Girgenti et de Caltanisetta, ainsi que les troupes disloquées aux environs de ces deux villes, et le même jour il était parti de Caltanisetta pour marcher sur Catane en passant par Pietraperzia, Barrafranca, Caltagirone et la plaine de Catane. En chemin il avait levé des contributions forcées considérables; il est juste d'ajouter qu'il y était contraint par l'état de dénuement déplorable de ses soldats qu'il fallait bien nourrir. Les bandes d'insurgés des contrées qu'il traversait attaquèrent à plusieurs reprises et avec succès diverses parties de sa colonne, son arrière-garde et ses détachements de flanqueurs.

Aigri par ces attaques, Rivera entra avec 2000 hommes environ et plusieurs pièces d'artillerie dans Catane que venait seulement d'abandonner Clary. Il s'établit dans la ville, déclara à une députation de la bourgeoisie, envoyée auprès de lui, qu'il n'avait point l'intention de négocier avec des rebelles et qu'au contraire il était résolu à raser la ville. Il parut bien vouloir agir en conséquence. Après que ses soldats eurent pillé et brûlé les quartiers qui avaient été épargnés par Clary, il s'empara du port et le 3 juin y embarqua son infanterie pour Messine, tandis que, avec sa cavalerie et son artillerie, il prenait la route de terre par Aci reale qui était au pouvoir de Clary. Le 3, une partie des habitants, dans leur désespoir, coururent encore aux armes, et avant que Rivera eût achevé son embarquement, il s'ensuivit une nouvelle scène de carnage dans laquelle les Cataniens comme les royaux éprouvèrent des pertes considérables.

Le 7, les troupes de Clary et de Rivera, qui avaient pris la route de terre, rentrèrent à leur tour à Messine, mais non sans que Clary eût auparavant levé encore une contribution de guerre à Aci reale. Clary prit le commandement de la place.

Catane était libre et dès lors il n'y revint plus de soldats napolitains. Un comité de sûreté publique y organisa la garde nationale, et chercha à l'aide de celle-ci à arrêter les pillages que les squadre de la campagne se montraient disposés à continuer au compte des royaux.

A Syracuse, le commandant Rodriguez avait lui-même provoqué un soulèvement : le 23 mai, des soldats ivres parcoururent les rues et firent, sans la moindre provocation, usage de leurs sabres et même de leurs armes à feu contre les habitants inoffensifs.

Ceux-ci se mirent à peine en défense ; la jeunesse en état de porter les armes se trouvait presque tout entière parmi les corps francs dans les environs ; nombre d'habitants émigrèrent à leur tour, sous l'impression des actes de violence commis par les soldats ; quelques-uns de ceux-ci allèrent jusqu'à insulter le pavillon anglais, arboré sur la maison du consul à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de la reine Victoria, et blessèrent la femme du consul Celui-ci réclama une satisfaction. Rodriguez promit que les coupables seraient traduits devant un conseil de guerre ; mais pour se défendre lui-même et garantir la ville contre le re-

nouvellement de semblables scènes de brutalité, le consul appela à Syracuse un vapeur de guerre anglais, qui vint aussi jeter l'ancre dans la rade ; dès lors la tranquillité de la ville ne fut plus troublée jusqu'au départ des Napolitains.

A Messine, le calme ne cessa pas de régner en apparence. La nouvelle de l'entrée de Garibaldi à Palerme, puis de la capitulation du général Lanza, ébranla les troupes royales et engagea le commandant à ne pas user de mesures de rigueur à l'égard des habitants ; si ces mêmes nouvelles, en revanche, relevèrent le courage du parti populaire, celui-ci néanmoins s'abstint de mouvements prématurés, dans l'espérance d'une prompte arrivée de Garibaldi à Messine, d'autant plus qu'à Messine, comme ailleurs, presque toute la jeunesse en état de porter les armes avait quitté la ville. La présence dans le port de plusieurs vaisseaux de guerre étrangers contribua à tenir en bride les deux partis.

Le parti populaire à Messine, de même que dans d'autres localités de la Sicile, ne fut pas parfaitement satisfait que Garibaldi eût laissé partir la garnison de Palerme avec armes et bagages. Justement parce que à lui seul il avait tant fait, il semblait qu'il eût dû tout faire d'un seul coup. Les Siciliens, surtout dans les contrées qui jusque-là n'avaient en rien prêté la main à l'insurrection, s'exagéraient les ressources de Garibaldi, parce qu'ils exagéraient d'abord et de beaucoup celles qui lui venaient de la Sicile même. Cependant, une appréciation plus réfléchie ne tarda pas à succéder à cette première impression, et l'on consentit à laisser le libérateur mesurer ses entreprises et ses demandes par les forces réelles dont il disposait et dont certes il pouvait, mieux que personne, se rendre un compte exact.

Le comité secret de l'insurrection à Messine mit au service des soldats qui arrivaient dans cette ville et qui désiraient passer à Garibaldi, — le nombre, il faut le dire, n'en était pas considérable, — les moyens de déserter et de rejoindre l'armée du dictateur. A partir du 20 juin, Garibaldi expédia trois colonnes dans des directions différentes au sud et à l'est, pour étendre le territoire occupé par ses troupes, et pour que celles-ci pussent en même temps, ainsi que nous l'avons indiqué, se renforcer de nouveaux éléments empruntés à ces contrées.

La première colonne, qui sortit de Palerme le 20, fut la brigade

formée par Türr. Elle marcha sur Catane par Misilmeri, Villafrati, Alia, S.-Catarina, Caltanisetta et Caltagirone. Türr dut rester en arrière, malade, déjà à Villafrati, et bientôt il revint à Palerme et de là à Gênes, pour rétablir sa santé aux eaux d'Acqui; la brigade placée, d'après la recommandation de Türr, sous les ordres du colonel Eber, atteignit Catane le 15 juillet; elle avait une simple route d'étapes, se renforçant sur différents points par l'incorporation de volontaires, et n'ayant eu qu'une seule fois l'occasion d'agir contre une faible tentative d'insurrection.

La seconde colonne, formée de la brigade Bixio, marcha par Corleone sur Girgenti, suivit depuis cette ville la côte sud, puis la côte est en remontant vers le nord. Enfin la troisième colonne, composée des renforts que Medici venait d'amener en Sicile, devait marcher le long de la côte nord par Termini sur Barcellona; ce fut la première qui s'engagea sérieusement avec l'ennemi, et nous allons suivre ses opérations.

Medici, sorti de Palerme le 28, était le 30 à Termini; là, il devait faire une halte assez longue pour compléter son organisation et incorporer de nouvelles recrues; il y reçut un ordre de Garibaldi qui le nommait commandant en chef de la province de Messine avec les pouvoirs civils et militaires; en même temps il lui arriva de Patti une nouvelle, d'après laquelle les Napolitains de Messine avaient fait un mouvement en avant, leur avant-garde ayant déjà poussé dans la direction de Milazzo jusqu'à Spadafora : on disait que le but des royaux était d'occuper Barcellona; or, cette ville était en même temps un chef-lieu de province et l'un des points principaux, on peut même dire le point principal de l'insurrection nationale dans la partie nord-est de l'île.

Medici, dans l'intention de protéger Barcellona, se mit aussitôt en route, dans la nuit du 30 juin au 1er juillet, pour Cefalù où ses troupes arrivèrent dans la matinée; mais là, il fallut leur donner quelque repos, car il ne voulait pas les conduire à l'ennemi que l'on attendait, fatiguées et mal disposées au combat. Accompagné de quelques officiers d'état-major général et de quelques guides, il courut de Cefalù à Barcellona, laissant à l'officier qui commandait sous ses ordres l'avis de le suivre avec la troupe aussi rapidement que possible; le 5 juillet il atteignit Barcellona. A peine arrivé il publia deux proclamations, l'une aux habitants de la province de Messine, l'autre aux soldats napolitains.

Il se trouvait en face de l'ennemi. En effet, les royaux occupaient déjà, quoique faiblement, la ville de Milazzo, et Medici n'avait pas de soldats avec lui ; en attendant qu'ils fussent venus de Cefalù, les Napolitains avaient tout le temps de renforcer leur position. Malheureusement il n'y avait pas autre chose à faire pour lui que de bien examiner la situation et de mettre à profit son temps pour faire toutes les dispositions préparatoires en vue du moment où ses troupes arriveraient sur le terrain.

---

9. Combat de Milazzo.

A une distance d'environ 45 kilomètres ou 5 milles allemands (22 *miglia* italiens), à l'ouest du cap Faro, se sépare de la côte nord de la Sicile une étroite presqu'île dirigée du sud au nord ; elle se termine au nord par le cap Milazzo ; sa longueur est de quatre milles, sa plus grande largeur, de l'ouest à l'est, à peu près vers le milieu de la longueur, est un peu plus d'un mille italien. Le point d'attache de la presqu'île est très-bas ; le terrain n'aurait là qu'à s'abaisser de fort peu pour que la mer y trouvât son niveau et que la presqu'île de Milazzo devînt une île. Cet isthme est en partie marécageux ; au nord et au sud de cet enfoncement le terrain se relève d'abord par une pente douce puis plus brusquement. Tout près de l'isthme, au nord, se trouve la ville de Milazzo, et au nord de la ville le vieux fort de Milazzo ; à cette hauteur la presqu'île a une largeur de 1400 pas au plus ; cependant, ni du côté de l'ouest, ni du côté de l'est, les édifices de la ville ne s'étendent jusqu'à la mer ; les rues principales courent du sud au nord, la plus considérable au centre et aboutissant droit à la porte du vieux fort, dont les murs du côté du sud sont séparés des bâtiments du nord de la ville par une étroite esplanade ; à l'ouest, cette esplanade s'élargit en une plaine sablonneuse ; à l'est, elle aboutit au port de la ville. Au nord du fort lui-même se trouvent encore des maisons en ruine et quelques tours qui les dominent.

Un chemin bien établi conduit de la ville vers le sud ; en suivant

ce chemin depuis Milazzo, on traverse d'abord des jardins, les maisons d'un faubourg, puis l'isthme; plus loin on arrive, en passant par le village de S.-Pietro, au ruisseau de Meri ou de Santa Lucia, qui sur ce point est éloigné de quatre milles environ de l'extrémité sud de Milazzo, et après qu'on a traversé ce ruisseau, au village de Meri, Meli ou Miri. De Meri, en suivant toujours la même route qui tourne seulement un peu vers le nord, on arrive à Barcellona, située trois milles plus loin.

Le ruisseau de Meri coule en général du sud au nord; mais dans la partie inférieure il s'infléchit vers l'ouest; dans le voisinage du village de Meri, il est renfermé sur ses deux rives entre des murailles assez basses. Dans la partie supérieure de son cours il se rapproche du ruisseau de Nocito, dont il n'est séparé que par une chaîne de montagnes étroites, et qui coule plus à l'orient pour aller se jeter dans le golfe. A l'est de la presqu'île de Milazzo, sur la chaîne de montagnes, dans un endroit qui s'élargit en terrasse, est le hameau de S.-Lucia; à six milles environ de Milazzo, S.-Lucia se relie par S.-Filippo à S.-Pietro, et par cette localité à Milazzo.

De S.-Pietro, une route conduit à l'est à Corriola au bord du Nocito, une autre à l'ouest à S.-Marina près de l'embouchure du Meri. De S.-Lucia une route va traverser le Nocito, puis le hameau de Pace, sur sa rive droite, pour aboutir à Archi.

Toute cette contrée est bien fournie de chemins: entre les divers noyaux d'habitations, serrées les unes contre les autres, se trouvent des fermes isolées, relativement nombreuses; les cours et les jardins sont pour la plupart enclos de murailles; les chemins sont étroits, et souvent sur de grandes longueurs resserrés entre des murs, ou bien entre des haies épaisses principalement de figuiers d'Inde.

Quoiqu'il se trouve des endroits assez multipliés depuis lesquels on a une vue générale de cet ensemble, en revanche la perspective sur le terrain ne peut s'étendre à de longues distances, et même il est difficile d'y trouver des points d'où l'on puisse pénétrer le détail des diverses positions.

Ce petit territoire devait bientôt devenir le théâtre de combats sérieux et décisifs.

Medici avait étendu ses reconnaissances, sans rencontrer d'ob-

stacles jusque sur les hauteurs de Gesso, au passage qui, à travers les montagnes, conduit de la côte du nord à Messine.

Le 10 juillet, l'avant-garde de ses troupes entra à Barcellona. En attendant, les Napolitains avaient considérablement renforcé la garnison de Milazzo : tout le 1er régiment de ligne y avait été transporté, sans parler d'autres troupes qui devaient arriver de Messine. Medici, supposant qu'une attaque serait vraisemblablement tentée sur Barcellona, estima devoir pour le moment se borner à la défense de cette ville, et choisit à cet effet la position de Meri, avec son centre au bourg du même nom ; il y concentra ses troupes le 14 juillet, et pour les renforcer il mobilisa la garde nationale de Meri et appela à lui quelques détachements de corps francs siciliens.

L'aile droite de la position était formée par S.-Lucia avec un poste avancé vers S.-Filippo, entre le Nocito et le Meri ; de ce point la ligne se repliait en arrière pour joindre le ruisseau de Meri, et suivant son cours jusqu'à son embouchure ; toute la position avait une longueur de cinq milles italiens, et Medici ne disposait que de 2500 hommes pour la garder ; au pont de Meri deux petits canons, trouvés à Barcellona, avaient été mis en batterie, et balayaient la grand'route dans la direction de S.-Pietro.

Le 14 juillet, le colonel Bosco quitta Messine avec sa brigade, comptant quatre bataillons, un escadron et quatre pièces de canon, en tout 3500 hommes environ ; il agissait plutôt d'accord avec la cour de Naples qu'avec Clary, commandant de Messine ; il s'était vanté très-haut d'anéantir toute la colonne de Medici et de rentrer ensuite dans la capitale actuelle des royaux en Sicile, monté sur un cheval qui avait été offert en présent à Medici par des Messinais émigrés. Il laissa en passant à Gesso un bataillon pour garder cet important passage de la montagne, et avec le reste de son monde il atteignit le même jour Spadafora ; le lendemain 15 il était à Milazzo.

Au moment de son arrivée, il y avait une légère escarmouche entre les postes avancés de Medici et un détachement envoyé contre eux par la garnison de la ville.

Bosco prit position dans les faubourgs situés au sud de l'isthme de la presqu'île, appuyant sa gauche à Archi ; la ville et le fort lui servaient de position de réserve et furent disposés en conséquence.

Le 17, les hostilités commencèrent sérieusement. Bosco envoya un bataillon contre l'extrême droite de Medici, et un autre bataillon contre son extrême gauche ; sur les deux points il s'engagea une escarmouche de bonne heure dans la matinée, mais surtout sur le premier, où se trouvaient les Italiens commandés par le major Simonetta ; les royaux se retirèrent dans leurs lignes. Medici, qui prévoyait un renouvellement du combat, poussa sa droite renforcée autant que possible jusqu'à S.-Filippo avec un détachement sur son flanc à Corriola au bord du Nocito, et fit construire une barricade sur la grand'route de Meri à Milazzo, à l'endroit où elle croise le chemin de S.-Filippo à S.-Marina.

Vers 4 heures de l'après-midi, en effet, Bosco recommença l'attaque avec des forces doubles de celles du matin : l'attaque principale fut dirigée d'Archi sur Corriola ; l'aile droite des royaux se trouvait sur la grand'route de Milazzo à Meri, mais se tint en arrière au commencement ; les royaux passèrent avec leur aile gauche le Nocito à Corriola ; ils y furent chaudement reçus par l'aile droite de Medici, qui les menaça un moment de les couper de leur gros. Ce ne fut qu'alors, et pour prévenir ce danger, que l'aile droite de Bosco s'avança, et que s'engaga un vif combat dont nous avons parlé : au commencement les garibaldiens eurent le dessous, mais ils furent promptement appuyés par un bataillon sorti des réserves.

Le combat cessa à la nuit.

Les deux chefs rapportèrent chacun de cet engagement, du reste assez insignifiant, la conviction qu'ils étaient trop faibles et avaient besoin de renforts.

Bosco, qui avait pris le commandement du fort Milazzo à la place du commandant Jorre Bruna, fit replier ses troupes dans la position qu'il leur avait préparée au sud de l'isthme, et demanda à Clary des renforts. Celui-ci se borna à envoyer à Sesso un bataillon qui y releva celui que Bosco y avait laissé, en sorte que ce dernier put se mettre en marche pour Milazzo, où il arriva le 18 au soir. Dès lors, et en déduisant les pertes d'ailleurs très-faibles subies par ses troupes, Bosco avait environ 4,600 hommes à sa disposition.

Medici, de son côté, télégraphia à Palerme : Garibaldi était en état de lui envoyer du monde. En effet, le 3 juillet était entré à Palerme l'avant-garde d'une nouvelle expédition de l'Italie du

nord, celle du colonel Cosenz; cette avant-garde comptait 340 hommes, et elle fut suivie le 6 du reste de la colonne, forte de 1,200 hommes, à bord du *Wellington*. Après quelques semaines d'organisation, il devait être facile de mener cette troupe au feu, d'autant que c'était celle qui de toutes les expéditions faites jusque-là avait eu à lutter avec le moins de difficultés de la part du gouvernement piémontais; en particulier elle avait pu s'embarquer complétement armée et équipée. — Cosenz était déjà en route avec son avant-garde pour rejoindre Medici. Laissant son monde en arrière avec l'ordre de le suivre le plus rapidement possible, il partit en avant sur les nouvelles qu'il avait apprises et qui étaient arrivées de Patti, et le 15 il rejoignit Medici avec lequel il parcourut aussitôt les positions.

Bosco avait eu évidemment le 17 l'intention de tourner la droite des garibaldiens, et ce plan n'était pas mauvais, en tant que Medici pensait réellement à se jeter, en cas de revers, du côté du sud par S.-Lucia dans les montagnes de l'intérieur, afin de ne pas perdre trop de terrain et de donner le temps à ses renforts d'arriver. Bosco abandonna cependant ce plan pour en choisir un bien meilleur et que l'on peut d'autant moins désapprouver dans ses dispositions de détail, que Bosco évaluait les forces de son ennemi à un chiffre qui dépassait de beaucoup la réalité. Bosco en effet se figurait que Medici avait au moins 8,000 hommes avec lui.

Dans cette hypothèse, il voulut se tenir momentanément sur la défensive sur la ligne que nous avons déjà indiquée, qui s'étendait à un mille au sud de Milazzo et qui était dessinée par les bâtiments extérieurs et les fermes des faubourgs. Depuis son extrême droite, à la côte du golfe occidental de Milazzo, jusqu'à son extrême gauche à l'embouchure du Nocito dans le golfe oriental, elle avait tout au plus une longueur de 5,000 pas; et cette longueur pouvait être encore beaucoup diminuée si l'on se retirait plus au nord sur l'isthme et sur la ville organisée avec le fort en position de réserve. Il résulte de cette circonstance qu'il n'y avait pas un grand danger pour la solidité de la ligne de défense, lors même que, momentanément, quelques-uns de ces points viendraient à tomber entre les mains des garibaldiens. Or, Bosco voulait, s'il était attaqué dans sa position, combiner une attaque opérée avec son aile droite avec la défensive sur le reste de la ligne.

Evidemment il n'y a rien à critiquer dans ce plan : la ligne de défense était susceptible par sa nature d'être maintenue à l'aide d'un petit nombre de troupes, aussi longtemps que le réclamerait le succès du mouvement offensif sur la droite, et ce mouvement rejetait les garibaldiens hors de leur vraie et seule ligne de retraite qui était Barcellona. Seulement, pour qu'il réussît, il fallait remplir deux conditions : d'abord, pour le maintien de la ligne de défense, s'il n'était besoin que de peu de soldats, il fallait qu'en revanche ce fussent des hommes intelligents et parfaitement propres à ce genre de combats locaux qui sont les plus difficiles de tous pour les sous-officiers et les soldats; secondement, il fallait que l'attaque, sur le point où elle serait exécutée, fût enlevée avec toute l'impétuosité que donne seulement l'assurance d'avoir pour ainsi dire la victoire dans sa poche.

Or, il était permis de douter d'avance que Bosco pût réaliser ces deux conditions. Si dans toute armée les meilleurs soldats seuls possèdent les qualités nécessaires à l'heureuse exécution d'un combat de localités, on peut dire de plus que les soldats de ce genre, dont on trouve déjà peu ailleurs, sont plus rares à mesure que l'on va vers le sud. Tous les artifices d'armement, d'équipement et de manœuvres ne peuvent changer un iota à cette vérité. D'un autre côté, la confiance dans le succès était désormais tellement ébranlée, chez les Napolitains de tous grades et de toutes positions, que l'on ne pouvait attendre d'eux l'exécution bien énergique d'une attaque.

Garibaldi reçut à Palerme les dépêches de Medici sur les engagements du 17. Il résultait de ces dépêches que Medici se trouvait dans un danger réel si les Napolitains venaient à agir avec quelque résolution. D'un autre côté, si Garibaldi frappait là un coup vigoureux, il pouvait être décisif. Depuis la fin de mai, en outre, moment où les combats avaient pour ainsi dire cessés, des centaines d'intrigants, Turinois, Napolitains, Palermitains s'étaient mis à l'œuvre dans tous les camps, et Garibaldi éprouvait instinctivement le besoin de démontrer que dans ce moment l'heure n'était pas encore passée où c'est à la poudre à parler et aux armes à décider.

Il s'embarqua donc à Palerme le 18 juillet avec un millier d'hommes de différents corps et aborda le 19 à Patti : il courut aussitôt

au quartier général de Medici, devançant le renfort qu'il amenait. Il fixa le lendemain pour une attaque générale sur Milazzo, comptant que les troupes qui arrivaient par terre de Patti pourraient encore entrer en ligne avant la fin du combat. Son intention était de diriger son attaque principale contre la gauche des Napolitains, pour couper leur communication avec Messine. Lorsqu'il eut arrêté son plan et confié à Medici le soin de prendre les dispositions spéciales pour la journée du 20, il publia l'ordre du jour suivant :

« La brigade Medici a bien mérité de la patrie, ses soldats attaqués par des forces supérieures ont de nouveau montré ce que valent les baïonnettes des enfants de la liberté. Les brigadiers Cosenz, Medici, Carini et Bixio sont promus au grade de généraux-majors, et le colonel Eber au grade de brigadier. L'armée nationale de Sicile se composera dorénavant de quatre divisions d'infanterie, d'une brigade d'artillerie, et d'une brigade de cavalerie ; les divisions prendront leurs numéros à partir de la 15e, que commande le général Türr. Pour la formation des brigades, les généraux-majors me feront aussitôt les présentations d'officiers nécessaires pour les différents commandements. A l'avenir, nos troupes porteront le nom d'armée méridionale *(Esercito meridionale)*. Le secrétaire général du ministère de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance. »

Cet ordre du jour est surtout important en ceci qu'il constituait l'armée du sud telle que, depuis lors, elle a fait la fin de la campagne.

Türr, Sirtori, Orsini avaient déjà été précédemment promus au grade de généraux-majors.

Türr eut le commandement de la 15e division, la première de l'armée du sud, qui à cette époque, ainsi que les autres du reste, ne se composait encore que d'une faible brigade : Cosenz eut la 16e, Medici la 17e, Bixio la 18e. Quant à la 19e, qui ne fut créée que postérieurement, nous aurons à y revenir plus tard. Orsini commandait l'artillerie, en partie très-disloquée pour ce qu'il en existait, en partie seulement en voie de très-lente formation. Carini avait sous ses ordres la cavalerie, qui n'existait pas comme corps, puisqu'on n'en avait absolument rien en réalité, en dehors du corps des guides de Garibaldi, comptant peut-être tout au plus 50 che-

vaux, et un régiment sicilien de cavalerie qui, dans ce moment-là, avait un effectif de 12 hommes, parmi lesquels la moitié d'officiers.

Les dispositions pour l'attaque du 20 juillet sur Milazzo, ou plutôt d'abord sur la position de Bosco au sud de Milazzo furent prises comme suit :

L'aile droite : trois bataillons et quart, avec les carabiniers génois, sous les ordres de Simonetta, marche de Meri sur Milazzo par S.-Pietro.

L'aile gauche : trois bataillons et quart, sous les ordres de Malenchini, marche de Meri sur Milazzo, par S.-Marina.

Ces deux colonnes doivent se mettre en communication sur la hauteur de S.-Pietro. Elles sont toutes deux sous le commandement supérieur de Medici, qui marche avec la colonne Simonetta.

Les quatre bataillons Dune, Corte, Corrao et Vacchieri, qui étaient en grande partie encore en route pour arriver de Patti, devaient former la réserve sur la grand'route de Meri à Milazzo, sous les ordres de Cosenz.

Trois quarts de bataillon demeurent provisoirement comme garnison à Meri.

Un corps de volontaires siciliens, deux bataillons commandés par Nicolo Fabrizi, soutenu par trois quarts de bataillon à S.-Lucia, fait une démonstration sur Archi et surveille la grand'route de Messine, afin d'arrêter autant que possible les secours qui pourraient être envoyés de cette ville.

L'ensemble de ces forces formait donc quatorze bataillons, mais le plus fort de ces bataillons ne dépassait pas un effectif de 300 hommes ; on ne se trompera donc guère en les évaluant, après l'arrivée des troupes attendues de Patti, à 4,000 hommes environ.

Bosco, de son côté, en estimant sa force au plus bas, disposait de plus de 5,000 hommes : tous les comptes rendus napolitains sur le combat de Milazzo portent d'une manière si évidente le cachet du mensonge qu'ils sont jugés immédiatement à leur valeur par quiconque est seulement pourvu de ses cinq sens, sans avoir la moindre prétention à quelque connaissance des choses militaires.

Vers cinq heures du matin, tout le monde était sous les armes du côté des garibaldiens. Malenchini à gauche, à droite Medici et Simonetta se mettaient en marche sur S.-Pietro. Malenchini, arrivé

sur la hauteur, y trouva d'abord une résistance sérieuse et organisée dans les maisons et les fermes le long de la Spiaggia S.-Papino. A sept heures du matin le feu commença sur ce point : il durait depuis un certain temps sans résultat décisif, lorsque les Napolitains portèrent de l'artillerie en avant, formèrent sous sa protection leur infanterie en colonnes, jetèrent quelque cavalerie sur le bord de la mer et marchèrent à l'ennemi. Les jeunes soldats de Malenchini ne résistèrent pas à cette attaque, surtout au choc de la cavalerie : ils plièrent, et lors même que Malenchini réussissait à rallier tantôt sur un point tantôt sur un autre quelques détachements pour les conduire à l'ennemi, et qu'il parvenait de côté ou d'autre à les porter de nouveau en avant, le résultat général de l'action n'en était pas moins qu'à chaque instant il perdait du terrain.

Informé de l'état des choses, Garibaldi, loin de se laisser ébranler par cet échec partiel, reconnut aussitôt avec son coup d'œil rapide de général qu'il pouvait en tirer un grand avantage. Il ordonna à Medici de tenir ferme sur la droite, d'attaquer les moulins du Nocito et de marcher de là tonjours tout droit sur Milazzo. Pendant que Medici exécutait cet ordre, Garibaldi voulut lui-même rétablir le combat à la gauche. Il n'avait plus de doute sur l'intention des Napolitains d'agir de préférence avec leur aile droite et de s'en servir pour porter un coup qui leur assurât un succès positif. Si cet effort rencontrait seulement une sérieuse résistance, il demeurait sans danger pour Garibaldi, et il était à supposer que, pour vaincre cette résistance, ils porteraient toujours plus leurs forces sur la droite, en sorte que cela augmentait d'autant la possibilité pour Medici de rompre de son côté l'aile gauche affaiblie de Bosco et de pénétrer dans la ville en même temps que ses troupes en retraite.

Medici, étant obligé de quitter la ligne du centre pour appuyer à droite, fit avancer les deux pièces qu'il avait à Meri, par S.-Pietro, sous l'escorte d'un bataillon.

Garibaldi de son côté, ne prenant d'abord avec lui que les chasseurs génois, se tourna à gauche contre les maisons de la Spiaggia S.-Papino, et il donna l'ordre à Cosenz de l'appuyer avec la réserve aussitôt qu'elle serait arrivée à Meri.

Seul avec les carabiniers génois et quelques-uns de ses gardes,

Garibaldi tomba au milieu de la ligne des Napolitains qui dans ce moment, après avoir repoussé Malenchini, remettaient leur cavalerie en ordre, afin de le poursuivre. Garibaldi était décidé à arrêter à tout prix cette nouvelle attaque de cavalerie : il chargea, suivi de ses guides, les cavaliers napolitains dans une rue étroite entre les murs des bâtiments, et là s'engagea un combat d'homme à homme : Garibaldi fut sauvé du danger d'être fait prisonnier par la bravoure du capitaine de guides Missori.

L'attaque de la cavalerie napolitaine fut empêchée ; Malenchini put rallier ses bataillons, et les conduire, appuyés par les carabiniers génois et le bataillon Dunne que Cosenz venait d'amener en personne, à un nouvel assaut contre la position des Napolitains. Il eut encore à lutter contre de grandes difficultés, surtout à cause de l'impossibilité d'avoir une vue d'ensemble de ce terrain, coupé de murs, de haies, de fourrés, et où par conséquent les assaillants étaient forcés d'avancer sur des chemins étroits. Les carabiniers génois, qui à travers les fourrés avançaient contre un fossé sur lequel se trouve un pont conduisant à la plaine de Milazzo, avaient à lutter avec des obstacles d'autant plus grands qu'ils voyaient à peine à un ou deux pas devant eux, tandis que l'ennemi leur envoyait ses balles depuis un abri sûr.

Garibaldi désirait avant tout trouver quelque point d'où il pût se rendre compte de la position générale de l'ennemi, afin de se donner une base solide pour la direction de l'attaque. Un hasard heureux vint le favoriser. Le vapeur de guerre le *Tukery*, parut en effet dans ce moment dans les eaux occidentales de Milazzo. Ce vaisseau, acheté en 1848 en Angleterre par le gouvernement de l'insurrection sicilienne, portait originairement le nom d'*Indipendenza* et avait été baptisé le *Veloce*, lorsque, en 1849, il avait passé entre les mains du gouvernement napolitain. Le 9 juillet, le *Veloce* devait escorter un navire marchand qui transportait à Milazzo les troupes du premier régiment de ligne napolitain. Arrivé à Milazzo, le capitaine Anguissola, qui commandait le *Veloce*, annonça au capitaine du navire qu'il venait d'escorter qu'il avait encore une mission spéciale à remplir, et il se dirigea sur Palerme. Arrivé dans ce port, il arbora le drapeau tricolore italien et déclara qu'il passait à Garibaldi. Celui-ci se transporta aussitôt à bord du *Veloce* pour en prendre possession ; une grande partie

de l'équipage demanda à retourner à Naples, ce qui lui fut aussitôt accordé ; le *Veloce* changea alors une fois encore de nom, et il reçut celui de *Tukery*, en l'honneur du major hongrois qui était mort récemment des suites de la blessure qui l'avait frappé dans l'assaut de la porte Termini à Palerme.

Le *Tukery* avait fait depuis lors plusieurs captures sur la marine napolitaine, entre autres celles des vapeurs de commerce, le *Duc de Calabre* et l'*Elba*. Au moment des événements que nous racontons, il se trouvait dans le golfe occidental de Milazzo.

Garibaldi se rendit donc à bord de ce vaisseau, d'où en effet il était possible de distinguer nettement la position de l'aile droite des Napolitains. Pendant qu'il se trouvait sur le *Tukery*, il remarqua une nouvelle colonne qui sortait du fort et avançait sur la plaine sablonneuse à l'ouest de la ville ; c'était une réserve de l'aile droite, et l'on pouvait facilement en conclure que Bosco se préparait à une nouvelle attaque avec sa droite. Garibaldi fit tirer du *Tukery* quelques coups de canon sur cette colonne qui, atteinte par les boulets, se retira en désordre dans le fort.

Garibaldi donna l'ordre au *Tukery* de mettre à terre quelques hommes au nord du fort pour s'emparer des positions qui le dominent de ce côté. Lui-même descendit à terre pour diriger l'attaque de son aile gauche, qui devait désormais rencontrer d'autant moins de difficulté que, dans ce moment, l'aile droite avait déjà pénétré jusque dans le voisinage immédiat de la ville.

Medici, en effet, n'avait pas rencontré les mêmes obstacles que la colonne de gauche, quoique sa marche en avant fût lente, accueilli qu'il était à chaque bâtiment, à chaque croisée de chemin, par le feu des chasseurs napolitains, et forcé d'enlever ces positions successivement.

Garibaldi, aussitôt débarqué, conduisit son aile gauche à une vigoureuse attaque ; mais Bosco avait déjà abandonné toute idée d'une résistance sérieuse sur ce point ; ses chasseurs se retirèrent dans leur position de réserve, soit dans la ville, soit tout auprès, derrière les murailles, les maisons et les barricades qui avaient été construites sur le rivage en grande partie avec des barques de pêcheurs tirées à terre.

L'aile gauche de Garibaldi traversa donc sans obstacle le pont, pénétra dans l'isthme et, faisant sa jonction avec l'aile droite, mar-

cha à l'assaut de la ville. La résistance des Napolitains ne fut point sérieuse ; ils évacuèrent cette position plutôt qu'ils ne la défendirent pour retirer toutes les troupes dans le fort et ouvrir libre champ à l'action des canons de celui-ci. Les garibaldiens pénétrèrent donc dans la ville, non sans éprouver encore de rudes pertes, occasionnées surtout par l'artillerie du fort, et par les coups de fusil tirés sur eux depuis les maisons par les habitants réactionnaires de Milazzo. Néanmoins, vers cinq heures après midi, le feu cessa presque complétement, sauf quelques coups isolés, tirés de temps à autre.

Garibaldi rassembla ses gens, leur ordonna de se barricader dans les positions qu'ils avaient conquises et d'établir des bivouacs dans les endroits les moins exposés.

Le *Tukery* reçut l'ordre de tourner le cap Milazzo pour entrer dans le golfe oriental et venir jeter l'ancre dans le port de Milazzo. Il avait déjà mis à terre quelques hommes au nord de la presqu'île, et ceux-ci s'étaient emparés des tours qui dominent le fort et qui furent évacuées sans résistance par les Napolitains. Cependant, à cette occasion, il avait été exposé au feu le plus efficace du fort, et avait éprouvé des avaries, si bien qu'il fallut des barques conduites à la rame pour l'amener dans le port, en faisant le tour du cap. Cela fut fait le 21 au matin.

A la fin du combat, la position des deux adversaires était celle-ci: Garibaldi était en possession de l'isthme, en sorte que Bosco ne pouvait plus se retirer par terre sur Messine sans livrer une bataille, et de plus, les positions dominant le fort étaient occupées par les garibaldiens. Le port était également dominé par eux, et comme ils avaient conquis plusieurs canons, ils pouvaient empêcher un embarquement de Bosco dans le cas où des vaisseaux napolitains seraient venus de Messine dans ce but. Bosco ne pouvait pas davantage recevoir de renforts, ni par terre, ni par mer, et pour connaître à temps l'arrivée de ceux qui auraient voulu le dégager depuis Messine, les Siciliens de Nicolo Fabrizi, qui n'avaient à peu près rien fait le 20 juillet, durent marcher à droite sur Spadafora.

La perte des garibaldiens avait été considérable : elle s'élevait à 750 morts et blessés, c'est-à-dire à $^1/_3$ environ des troupes engagées. La perte des Napolitains fut évaluée à 2 officiers et 38 sol-

dats tués, 8 officiers et 83 soldats blessés, et 31 manquants, c'est-à-dire en somme à 162 hommes ou $^1/_{30}$ des forces de Bosco ; cette proportion est extrêmement faible ; la différence entre les pertes du vainqueur et celles du vaincu est considérable : elle s'explique facilement par le fait que les Napolitains combattaient dans des positions préparées d'avance, et avaient une artillerie relativement très-forte, tandis que les garibaldiens, qui manquaient presque absolument de cette dernière arme, durent constamment enlever des positions les unes après les autres. Mais lorsque les Napolitains insistent avec un certain orgueil sur la modicité de leurs pertes, on peut leur demander à bon droit pourquoi donc ils n'ont pas préféré en éprouver de plus fortes et acheter par ce sacrifice un résultat avantageux. Qu'auraient obtenu dans cette journée les Garibaldiens s'ils se fussent dès l'abord laissé effrayer par une perte de 150 hommes ?

Nous devons enfin faire observer que les Napolitains montrent bien peu de véracité, lorsqu'ils disent qu'ils n'avaient au combat du 20 juillet que 1600 hommes et qu'ils évaluent les garibaldiens à 11,000 hommes. Nous avons vu avec exactitude quel était le véritable chiffre de ces derniers ; quant aux leurs, les Napolitains prétendent évidemment ne compter que les tirailleurs qu'ils ont eu en chaînes et qui ont été engagés en première ligne ; mais en admettant que ceci fût une vérité au lieu d'être une fausseté, leur perte en morts et blessés serait encore beaucoup trop peu de chose pour qu'ils aient le droit de parler d'une lutte « vigoureuse » et « opiniâtre » de leur part, puisqu'elle n'aurait encore été que de $^1/_{10}$ de l'effectif engagé.

Garibaldi perdit dans le combat de Milazzo son cheval tué sous lui et reçut une légère contusion ; Missori et Medici eurent leurs chevaux tués sous eux, ce dernier dans la ville même, et Cosenz fut légèrement blessé au cou.

10. Capitulation de Milazzo.

Le 21 juillet, le calme régna à Milazzo ; chacun des deux camps se tint tranquille : ni l'un ni l'autre n'ouvrit le feu, mais il n'y eut pas non plus de négociations entamées.

Le 22 juillet parurent sur la rade trois vapeurs français de commerce, le *Protis*, le *Charles Martel* et la *Stella*. Ces vaisseaux, ainsi que cinq autres, étaient loués par le gouvernement napolitain pour le transport des troupes et du matériel ; il payait pour ces huit vapeurs, non compris le charbon, 466,000 francs par mois ; possesseur de la plus grande et la plus belle flotte de l'Italie, il n'osait presque plus s'en servir ; car les officiers de la flotte lui étaient plus suspects encore que ceux de l'armée, et si la plus grande partie des équipages, ainsi qu'on le supposait, était animée de sentiments de fidélité pour le roi, l'exemple du *Veloce*, maintenant le *Tukery*, avait montré qu'il ne fallait pas trop s'y fier. Le gouvernement de Naples préférait donc se borner, quant à sa flotte, à empêcher que Garibaldi s'en servît contre lui, et il laissait ses vaisseaux sur leurs amarres dans les ports de Castellamare, de Naples et de Gaëte : un petit nombre de navires de guerre faisaient une exception à la règle, et jouissaient d'une confiance suffisante pour y puiser le droit de faire des excursions en pleine mer.

Lorsque, des trois vaisseaux que nous avons indiqués, le *Protis* le premier entra dans la rade de Milazzo, le capitaine du port se rendit à bord, selon l'usage, et il apprit du commandant du *Protis*, le capitaine Salvi, que sa cargaison, consistant en approvisionnements pour la garnison de Milazzo, était à la disposition du commandant de la place. Salvi, cela va sans dire, ne songeait qu'à un commandant napolitain, et il ne fut pas peu étonné d'apprendre que c'était entre les mains de Garibaldi que se trouvaient la ville et le port de Milazzo.

Le 23 au matin arriva à son tour sur la rade l'aviso de guerre français à vapeur, la *Mouette*, commandant Boyer. Le capitaine Boyer eut aussitôt une entrevue avec Garibaldi, et l'on tomba d'accord d'entamer des négociations avec Bosco par l'intermédiaire du capitaine Salvi, ou plutôt Garibaldi consentit à se prêter à cette démarche : il demandait que toute la garnison se rendît prisonnière de guerre ; les officiers seuls ayant la permission de retourner à Naples. Garibaldi y joignait la menace, si la garnison refusait de se rendre, de la passer au fil de l'épée.

Salvi se rendit donc le 23 avant midi au fort pour communiquer cette proposition à Bosco. Celui-ci ne voulut rien entendre et remit à Salvi une lettre pour Garibaldi, et une autre pour le

roi François II. Dans la première il disait que lui aussi désirait éviter l'effusion du sang et n'était pas éloigné de vouloir rendre la place à des conditions honorables, mais toujours sous réserve de la ratification de la capitulation par le gouvernement napolitain. Il reconnaissait, du reste, que la situation de la citadelle était loin d'être brillante, mais il se refusait à la regarder comme désespérée, et il estimait qu'elle pouvait offrir encore bien des ressources à un général résolu et à des troupes animées du même esprit. Quant à la menace de Garibaldi, il l'avait mal comprise, il avait cru que Garibaldi le menaçait de faire sauter le fort avec la garnison, et il répondait que, plutôt que de se soumettre à des conditions déshonorantes, et pour épargner ses soldats, il préférerait sauter seul, pour peu que l'on eût la complaisance de lui indiquer où était la mine en question. Il aurait été certainement difficile à Garibaldi de montrer au colonel Bosco cette mine qui devait le faire sauter lui, le fort et la garnison, car il n'y en avait point; mais quant à satisfaire le colonel, ç'aurait été plus aisé, puisqu'il suffisait pour cela de lui offrir un baril de poudre en guise de fauteuil.

Tandis que la *Mouette*, le *Charles Martel* et la *Stella* quittèrent la rade de Milazzo, le *Protis* y resta encore pour attendre si Bosco changerait de résolution. En outre, le 24 au matin, il arriva quatre frégates à vapeur napolitaines; on aurait pu supposer qu'elles étaient destinées à appuyer Bosco : il n'en était rien. L'une d'elles avait à bord le colonel Ansani, de l'état-major-général, et celui-ci était chargé de traiter de la capitulation de Milazzo avec Garibaldi. Bosco dut se soumettre.

Le moment était venu où le gouvernement napolitain s'était enfin décidé à sacrifier la Sicile dans l'espérance de conserver les provinces de terre ferme avec l'aide du Piémont.

D'après la capitulation conclue entre Garibaldi et Ansani, les troupes napolitaines devaient sortir du fort avec les honneurs de la guerre et s'embarquer aussitôt pour Naples; le fort, avec toute l'artillerie et les munitions de guerre, devait être remis entre les mains de Garibaldi; il lui était livré également tous les chevaux de l'état et la moitié des mulets, l'autre moitié restant aux Napolitains pour être embarquée. Bosco dut, car c'était une clause spéciale de la capitulation, livrer en outre les deux chevaux qui

étaient sa propriété particulière, à cause de la déclaration qu'il avait faite tout hant à Messine et dont nous avons parlé. L'un de ces chevaux fut donné à Medici qui le monta à son entrée à Messine, comme Bosco s'était prématurément vanté d'y faire sa rentrée lui-même sur le cheval qu'il aurait enlevé à Medici.

Le 25 eut lieu l'embarquement des troupes napolitaines dans le port de Milazzo ; un certain nombre de soldats profitèrent de cette occasion pour déserter et vinrent grossir les rangs des garibaldiens.

Garibaldi, ayant appris les intentions du moment du gouvernement napolitain, pensa qu'il fallait battre le fer pendant qu'il était chaud : il était décidé à n'accepter aucune condition, à ne se soumettre à aucun arrangement qui aurait pu l'empêcher de porter ses armes de l'autre côté du détroit sur le continent.

---

11. Convention de Messine.

A la nouvelle de l'issue du combat de Milazzo, le 20 juillet, le commandant de Messine, le général Clary, mit la citadelle en complet état de défense, et le 22 il somma tous les navires qui se trouvaient dans le port de l'évacuer pour ne pas gêner l'action de la défense des ouvrages. Seul l'aviso français la *Mouette*, qui avait du charbon à charger, put rester dans le port. Cette mesure amena une émigration presque générale des habitants de la ville qui y étaient restés jusque-là. On s'attendait à une attaque de Garibaldi, à une vive résistance de Clary, et à un bombardement de Messine par la citadelle.

Garibaldi avait déjà dirigé sur Messine la brigade sicilienne, Nicolo Fabrizi, par Spadafora et Gesso : le 24 au soir, il envoya un parlementaire de Milazzo à Clary. Le 25 au matin commença sur les hauteurs de Gesso une vive escarmouche entre les avant-postes de Fabrizi sous les ordres d'Interdonato et les avant-postes napolitains ; cette escarmouche se renouvela le soir du même jour.

Clary, pendant ce temps, avait aussi été informé des nouvelles intentions de son gouvernement, et il avait reçu des instructions conformes à ce changement de politique. L'évacuation de la Sicile était résolue, *complète* dans le cas où Garibaldi s'engagerait à ne rien tenter contre les provinces de terre ferme, et en conservant non la ville mais la *citadelle* seule de Messine, dans le cas où Garibaldi ne voudrait pas prendre cet engagement. Ce fut donc sur ces points que roulèrent en somme toutes les négociations ultérieures. Déjà dans la journée du 25, Clary avait annoncé aux habitants de Messine qu'il évacuerait la ville en demandant seulement une garantie que les garibaldiens suspendraient leur feu sur les hauteurs, et ne troubleraient pas l'embarquement des troupes dans le port de Messine.

Le 25 juillet Clary commença cet embarquement; dans la nuit du 25 au 26 il retira ses avant-postes des hauteurs de Gesso. Le 26 au soir, Medici arriva à Messine pour entamer de nouvelles négociations avec le commandant de la place, et il retourna le 27 à sa division, qui pendant ce temps avait marché en avant, pour revenir faire à sa tête vers midi son entrée dans la ville; un peu après midi Garibaldi arriva à son tour. Medici eut encore une conférence avec Clary, et le 28 dans la matinée fut conclue la convention suivante :

« En 1860, le 28 juillet, Thomas de Clary, maréchal de camp et commandant en chef des troupes réunies à Messine, et le général-major chevalier Jacques Medici, mus par des sentiments d'humanité et pour éviter l'effusion de sang qu'entraînerait l'occupation de Messine d'une part, et la défense de la ville et de ses forts de l'autre part, en vertu des pleins pouvoirs à eux remis par leurs commettants sont convenus de ce qui suit :

1° Les troupes royales évacueront sans empêchement la *ville*, et les troupes siciliennes l'occuperont également sans obstacle.

2° Les troupes royales évacueront les forts de Gonzaga et de Castelluccio dans un délai de deux jours à partir de la signature de la présente convention; chacune des deux parties contractantes désignera deux officiers et un commissaire pour dresser inventaire de toutes les pièces de canon, du matériel de guerre, des approvisionnements, et de tout ce qui se trouve dans les susdits forts. Ce sera au gouvernement sicilien à s'occuper,

après l'évacuation effectuée par les troupes royales, de commencer immédiatement le transport des objets inventorisés, et de le pousser avec toute l'activité possible, pour disposer et livrer tous les susdits effets sur un terrain neutre dont il sera question plus loin.

3° L'embarquement des troupes royales ne devra pas être inquiété par les troupes siciliennes.

4° La citadelle avec les forts qui en dépendent, Don Blasco, le phare et San-Salvator, demeureront entre les mains des troupes royales, mais sous la condition que ces troupes, quoi qu'il puisse arriver, ne devront causer à la ville aucun dommage, excepté dans le cas où les ouvrages sus-indiqués seraient eux-mêmes attaqués, et où les travaux d'attaque seraient exécutés dans la ville même. Sous la condition du maintien et de l'observation de ces stipulations, la citadelle s'abstiendra de toute hostilité à l'égard de la ville, jusqu'à la fin de la guerre.

5° Il est déterminé un rayon de terrain neutre dont la limite est tracée parallèlement à la limite du rayon militaire de la citadelle, de telle sorte que celui-ci se trouvera agrandi d'une largeur de 20 mètres au delà de son étendue actuelle.

6° La circulation par mer reste complétement libre pour les deux parties. Les pavillons des deux parties seront mutuellement respectés. Du reste, les deux commandants qui ont conclu la présente convention auront à s'entendre sur les mesures relatives à l'approvisionnement des troupes royales qui devra être tiré de la ville de Messine.

Vu, lu et adopté, au jour, mois et an que dessus, dans la maison de M. François Fiorentino, banquier, aux Quatre-Fontaines. »

Thomas de Clary,
Maréchal de camp.
Chevalier Jacques Medici,
Général-major.

Pour copie conforme :
G. Guassalla,
Capitaine d'état-major général.

Nous ajouterons ici que l'on tomba facilement d'accord sur toutes les mesures nécessaires pour approvisionner de vivres la citadelle aussi bien que les forts qui en dépendent, sur la

la langue de terre qui forme le port de Messine. Le territoire neutre fut désigné sur la plaine de Terranuova; là se trouvaient en présence d'un côté les avant-postes de la citadelle, de l'autre, ceux de la brigade sicilienne Nicolo Fabrizi, qui forma la garnison de Messine.

Garibaldi avait eu soin de ne laisser formuler aucune clause qui pût de quelque façon que ce fût entraver ses plans d'un passage sur le continent. Au contraire, la liberté de navigation avait été stipulée : les navires siciliens et garibaldiens pouvaient circuler dans le Faro aussi bien que les vaisseaux napolitains, et les forts de Messine, d'après la convention, ne pouvaient plus mettre aucun obstacle pour ce qui les concernait à la traversée du détroit par des troupes garibaldiennes, destinées à débarquer dans les provinces napolitaines de terre ferme.

Maintenant, avant de suivre Garibaldi dans le royaume de Naples, nous avons à revenir un peu en arrière, pour nous occuper des démarches diplomatiques entamées de tous les côtés en Europe par le roi de Naples, du changement de la constitution politique du royaume, et des luttes intérieures, ayant leur origine au dehors, que Garibaldi eut à soutenir en Sicile.

---

12. Situation politique de Naples dans les mois de mai, juin et juillet. — François II, Cavour et Garibaldi.

Sous l'impression des nouvelles successives qui lui annoncèrent le débarquement de Garibaldi à Marsala, ses progrès, sa victoire à Calatafimi, suivie bientôt après de la prise de Palerme, François II désespéré expédia partout des ambassadeurs. Il ne lui revint de toutes parts qu'un silence décourageant, de bons conseils, mais point de promesse. « Si le premier flibustier venu, s'était dit François II, me prend une province après l'autre, ce spectacle ne doit-il pas en fin de compte inspirer quelques réflexions à tous les monarques « légitimes » de l'Europe? Tous ces souverains, mes frères, qu'ils soient depuis plus ou moins longtemps en possession,

qu'ils aient acquis leurs États par le glaive, par la conquête, par l'émeute de rue, par les boucheries militaires, qu'ils les conservent par l'emploi de Caïenne, des galères, des constitutions, des concordats ou autres moyens qui leur conviennent, tous ces souverains n'ont-ils pas le plus grand intérêt à me soutenir dans ma résistance contre le pirate en question.

La réponse générale à cet excellent raisonnement fut que l'on se borna à hausser les épaules. — « Je voudrais bien, disait l'un, mais je ne puis pas tout ce que je voudrais. » — « Vous avez eu, disait l'autre, tout le temps de donner à vos Napolitains pour les distraire ce jouet que nous appelons une *constitution*. Pourquoi ne l'avez-vous pas fait ! Maintenant, il est difficile de savoir ce qu'il serait bon de résoudre. » — « Donnez vite une constitution, ajoutait un troisième, *probatum est*, vous êtes encore à temps ; au moins la maison n'y court-elle aucun risque quand le feu dévore déjà le rez-de-chaussée ; mainte fois cela a bien servi, et quand on s'est tiré d'affaire on peut toujours en faire ce que l'on veut. »

Pauvre roi ! Ce qu'il demandait c'étaient les canons et les vaisseaux de guerre de toute l'Europe, pour les mettre entre lui et le flibustier, comme entre lui et ses fidèles sujets qui ne voulaient plus de lui.

Mais au lieu de pain on lui donna une pierre, au lieu de poisson, un serpent. Encore un serpent se mange-t-il à l'occasion, nous nous le sommes laissé dire... Mais de creuses idées ! de vains avis ! Que tirer de cela ?

Napoléon III, auprès de qui M. de Martino avait été envoyé, s'était montré très-bienveillant pour le jeune roi : de plus, c'était le souverain à qui il pouvait être le plus agréable d'intervenir de nouveau en Italie, où depuis quelque temps on avait joué de si mauvais tours à ses plans particuliers ; certainement c'était de tous celui qui le plus volontiers y aurait repris en main le gouvernail ; — si cela eût été dans les intérêts de François II, c'est une autre question, il est vrai.

Or, un observateur impartial aurait pu cependant résumer la position que prit l'empereur vis-à-vis du roi de Naples, en le comparant au chat qui s'amuse des angoisses d'une souris avant de se décider à la faire craquer sous sa dent.

Napoléon III, en sa qualité de protecteur des libertés europé-

ennes, conseilla naturellement à son jeune client de donner une constitution et de la donner aussi vite que possible ; quant à lui prêter un secours matériel contre le flibustier, il n'en voulut pas plus en entendre parler qu'aucun autre des « frères » du roi de Naples ; il laissa néanmoins entrevoir quelques espérances.

Le 18 juin, de Martino revint à Naples avec ses promesses accompagnées d'ordres et surtout de points d'interrogation. Le 26 juin, on trouva affiché à tous les coins de rue de Naples un *Acte souverain* de ce même François II qui, quelque temps auparavant, déclarait catégoriquement qu'il voulait être « caporal autrichien plutôt que roi constitutionnel. »

L'*Acte souverain* était ainsi conçu :

« Animé du désir de donner à nos bien-aimés sujets un signe de notre bienveillance souveraine, nous nous sommes résolu à faire la concession de l'institution, dans notre royaume, d'un régime constitutionnel et représentatif, en harmonie avec les principes italiens et nationaux, à cette fin d'affermir pour l'avenir sa sûreté et sa prospérité et de serrer toujours plus étroitement les liens qui nous unissent aux peuples que la providence nous a chargé de gouverner.

« A cette fin, nous sommes arrivé aux résolutions suivantes :

« 1° Nous accordons une amnistie générale pour tous les délits politiques jusqu'à ce jour.

« 2° Nous avons chargé le comte Don Antonio Spinelli de la formation d'un nouveau ministère, qui devra dans le plus court délai possible combiner les articles du statut sur la base des institutions représentatives dans le sens national italien.

« 3° Un arrangement sera conclu avec S. M. le roi de Sardaigne au sujet des intérêts communs des deux couronnes en Italie.

« 4° Notre pavillon portera dorénavant les couleurs nationales italiennes en trois bandes verticales, cependant disposé de sorte que dans le milieu seront conservées les armes de notre dynastie.

« 5° En ce qui concerne la Sicile, nous lui accordons les mêmes institutions représentatives, telles qu'elles pourront s'approprier aux besoins de l'île, et un des princes de notre maison royale en sera le vice-roi.

« Portici, 25 juin 1860, FRANÇOIS. »

Spinelli composa effectivement un ministère. Indépendamment

de ce que ce travail ne coûta pas peu de peine, on ne sut jamais exactement, en ce qui concernait ses différents membres, s'ils seraient fort disposés à y rester ou à en sortir, s'ils voulaient en définitive travailler ou non d'accord avec leurs collègues. L'unité intérieure qui rend fort manquait complétement, et avec elle la confiance réciproque.

De Martino se chargea des affaires étrangères, Del Re de l'intérieur et de la police, Caracciolo des cultes, Manna des finances, La Greca des travaux publics, Morelli de la justice, Ritucci de la guerre, Garofalo de la marine.

La population de Naples n'attacha aucune importance aux promesses de l'acte souverain : les comités secrets de l'insurrection se chargèrent de le prémunir par de nombreux avertissements.

Pauvres aveugles couronnés ! On ne vit en fait qu'une chose dans cet acte souverain, c'est que François II n'était plus souverain.

François II promettait à la Sicile une autonomie restreinte et un vice-roi, mais la Sicile n'était plus à lui.

François II annonçait une amnistie générale, et il devait savoir que le Piémont secouerait aussitôt sur Naples tous ses ennemis.

François II voulait conclure une convention avec la Sardaigne; mais lorsqu'il était si facile à Cavour de prendre Naples pour son compte sans aucun arrangement avec les Bourbons, et qu'il n'avait pour ainsi dire qu'à ouvrir la bouche pour y voir tomber cette caille toute rôtie, comment supposer qu'il s'amuserait d'abord à négocier un traité avec François II ?

François II d'ailleurs, lorsqu'il avait promis une constitution, n'avait fait à son point de vue que céder et commettre un acte de faiblesse.

Si d'un côté il était à prévoir qu'il ne parviendrait pas à se dégager complétement de cette faiblesse, il était tout aussi clair d'un autre côté, qu'il se laisserait facilement aller à des espérances de reconquérir son pouvoir absolu, qu'il n'opposerait point une résistance énergique à une réaction mise en œuvre par la reine-mère Marie-Thérèse elle-même, par ses fils et par ses adhérents. Il était clair que François II n'en viendrait point à faire ce qui seulement pouvait le sauver, c'est-à-dire à se montrer complétement roi constitutionnel, agir avec une sincérité qui ne pût pas

permettre l'ombre d'un doute à cet égard, déployer toute l'énergie nécessaire pour abattre et pour anéantir tout ce qui sentirait la réaction, enfin se mettre à la tête de son armée pour défendre en personne son royaume.

François II aurait *voulu* tout cela, qu'encore aurait-il fallu pour l'exécuter des qualités extraordinaires d'esprit et de caractère; mais François II ne pouvait pas même le vouloir, car il n'y avait peut-être pas d'autre souverain légitime en Europe qui fût aussi profondément enfoncé que ce jeune prince dans les miasmes de la légitimité.

Le peuple de Naples, quant à lui, ne croyait plus à aucune promesse d'un Bourbon. Les comités secrets de l'insurrection l'invitèrent au calme, à la fraternisation avec l'armée, mais en même temps l'exhortèrent à n'accueillir qu'avec mépris toute concession apparente qui ne pouvait qu'avoir été *arrachée* au roi et qu'il n'aurait faite qu'avec l'arrière-pensée de la reprendre dès qu'un instant favorable serait venu : ils lui dirent que Garibaldi était leur seul sauveur, le seul que l'on dût attendre, le seul en qui l'on pût espérer ; qu'il leur apporterait la seule chose qui pût être acceptée comme suffisante, l'*Italie une sous le sceptre de Victor-Emmanuel.* Et le peuple napolitain se conduisit d'après ces directions. Il ne témoigna aucune satisfaction, il ne prit part à rien ; les salves de canons et les drapeaux aux trois couleurs hissés sur les édifices publics annoncèrent l'acte souverain de Portici : le peuple le vit affiché à tous les angles des rues, il n'écouta et ne regarda rien ; il passa sans s'arrêter et en levant les épaules.

Même le plus crédule ne pouvait plus rien espérer. Les partisans de l'ancien régime étaient dans toutes les fonctions importantes, et il n'y avait nulle apparence que l'on voulût les en éloigner : l'ancienne police était partout et plus provocatrice que jamais ; elle réussit même à produire un scandale. Le 27 juin au soir il commença et le 28 il durait encore. La police et le militaire intervinrent à leur façon, soutenus par les instruments de la Camarilla ; cependant çà et là le militaire fit cause commune avec les habitants et arrêta des patrouilles de police à la grande joie de la population ; celle-ci peu à peu s'anima et, le 28, elle assaillit tous les commissariats de police : un effroi général s'empara de l'ancienne police qui se sauva comme elle put ; l'ancien préfet,

Ajossa, chercha et trouva un asile sur un vaisseau français. Le 27, deux individus appartenant aux soutiens de la Camarilla avaient attaqué et maltraité dans la rue de Tolède l'ambassadeur français, M. Brenier.

Ces scènes eurent pour conséquence que le ministère déclara Naples en état de siége, le fort St.-Elme armé et mis en état de défense. Ajoutons cependant de suite que personne ne s'inquiéta de cet état de siége, qui fut appliqué absolument comme s'il n'existait pas. On dut cela au nouveau préfet de police qui avait remplacé Ajossa, le vieux libéral Liborio Romano, dont tous les actes ne peuvent permettre d'autre conclusion sur ses intentions, sinon qu'il n'accepta des fonctions officielles qu'avec la volonté arrêtée d'avance de s'en servir pour contribuer d'autant plus sûrement à l'expulsion des Bourbons. Quoi qu'il en soit, la proclamation de l'état de siége était un singulier début de la nouvelle ère de liberté constitutionnelle; Manna en eut immédiatement assez de son portefeuille et quitta le ministère.

Les autres ministres furent alors d'avis qu'il fallait faire pourtant quelque chose pour adoucir ce malencontreux état de siége, et ils firent au roi la proposition de rétablir purement et simplement la constitution de 1848, au lieu de s'occuper dans ce moment de la tâche longue et pénible d'en élaborer une nouvelle. Effectivement la constitution de 1848 fut promulguée, et l'on y mit une telle précipitation que l'on fit sans autre réimprimer à cet effet l'ancien décret de 1848 qui l'avait mise en vigueur, et cela tellement textuellement qu'on y laissa la signature de Ferdinand II. Fâcheux augure qui ne pouvait contribuer beaucoup à disposer les Napolitains à croire bien sérieusement à la liberté constitutionnelle et à sa durée.

D'après la constitution la presse était libre. Malgré l'état de siége il surgit aussitôt une foule de petits journaux qui se vendaient à la criée dans les rues: pas un seul n'était favorable aux Bourbons; tous appelaient de leurs vœux l'Italie une, Victor-Emmanuel et Garibaldi; tous traitaient le gouvernement de François II avec un mépris non dissimulé, l'accablaient de railleries et d'insultes. En revanche, les portraits de Garibaldi et de Victor-Emmanuel se vendaient par milliers dans toutes les rues de Naples.

D'après la constitution une garde nationale devait être instituée

dans la capitale. François II n'osa pas s'y refuser ; il nomma comme son premier commandant le prince Ischitella, comme second commandant le duc de Cajanello; mais par-dessous main, appuyé en cela par la Camarilla, il opposa une résistance passive au travail de son organisation. Pour une capitale de 400,000 habitants la garde nationale fut tout d'abord limitée au chiffre de 5000 hommes. La constitution demandait aussi la réunion d'un parlement; la clôture de la confection des listes électorales fut d'abord ajournée au 10 août. Les électeurs ne s'empressèrent point de s'inscrire. — Pourquoi faire? disaient les uns : au 10 août sans faute Garibaldi sera déjà à Naples, et alors toute cette fantasmagorie sera terminée. — Pourquoi faire? disaient les autres : si Garibaldi ne vient pas et que les Bourbons redeviennent les maîtres, les listes électorales se changeront trop facilement en listes de proscription et de crimes et délits politiques. Presque tout le monde se trouva d'accord pour laisser cette affaire en repos.

Dans cette atmosphère nouvelle, privée de la protection de la vieille police fugitive, n'ayant que fort peu de confiance dans celle de Liborio Romano, la reine-mère ne se sentait plus à l'aise, non plus que ses adhérents, au milieu de la capitale. Elle se retira donc avec la plus grande partie de sa famille et les chefs de la Camarilla derrière les remparts de Gaëte, ville parfaitement propre à devenir le nid de la réaction; c'est de cette officine qu'il sortit plus d'un plan ténébreux, jusqu'à ce qu'enfin, trop tard il est vrai, il fallut que ses hôtes se cherchassent un autre quartier général pour élaborer leurs conspirations.

A la place de la réaction qui s'en allait, on commença à voir affluer dans la capitale les réfugiés de 1848 et de 1849, qui avaient depuis lors trouvé un asile dans le reste de l'Italie ou à l'étranger : la plupart revenaient pour travailler dans le sens de Cavour, aucun pour soutenir le trône vacillant des Bourbons. Quelques-uns seulement, très-peu nombreux, ne purent, malgré l'amnistie générale promise, obtenir des passe-ports pour rester à Naples.

Les fils de l'Autrichienne, les ducs de Trani et de Caserte, qui étaient restés à Naples auprès du roi avec une partie de leur entourage, travaillaient pendant ce temps secrètement dans les casernes à déterminer une partie des troupes, en particulier la garde royale, à un mouvement militaire en faveur de la réaction. Une

tentative de ce genre eut lieu effectivement le dimanche 15 juillet, mesquine, pitoyablement mise en œuvre, mais enfin, malgré cela, preuve bien évidente de la réaction que l'on tramait.

Le 15 juillet, les grenadiers de la garde avaient leur jour de sortie: sur différents points de la ville, dans la rue de Tolède, près de la porte de Capoue, à la Chiaja, ils se rassemblèrent en même temps en troupes, dégaînèrent et commencèrent à frapper d'estoc et de taille sur le peuple et snr tout ce qui circnlait à pied ou en voiture dans ces localités très-fréquentées. Dans cette occasion encore on parut avoir principalement en vue les Français: on entendit sur quelques points le cri de « vive le roi; » sur d'autres on acclamait comme roi le comte de Trani.

Toutes les troupes ne firent pas cause commnne avec les grenadiers de la garde; au contraire, quelques détachements, conduits par des officiers plus raisonnables, contribnèrent beauconp à disperser ces bandes avinées.

Le ministère demanda an roi la dissolution du corps de la garde royale; l'oncle du roi, le comte de Syracuse, joignit ses réclamations à celles du ministère, mais les autres princes s'opposèrent à cette mesnre; il en résulta des scènes violentes. Le roi, comme d'habitude, choisit un moyen terme: il se rendit à la caserne des grenadiers de la garde au Pizzo falcone, y adressa aux soldats un discours adroit, et leur fit jurer fidélité à la constitution. Mais la garde ne fut point dissoute; les grenadiers furent seulement envoyés à Portici, où ils furent fêtés et choyés au nom du roi, et reçurent un snpplément de solde.

Des événements semblables à ceux du 15 juin à Naples s'étaient passés le même jonr à S.-Maria, à Capoue et à Caserte; peu de jours après ils se reproduisirent à Avellino; il était donc difficile de considérer les violences des grenadiers de la garde comme un acte isolé et fortuit.

A la snite de ces faits le ministère éprouva une nouvelle modification. Pianelli devint ministre de la guerre et Don Liborio Romano prit le portefeuille de l'intérieur.

Le 17 juillet, lorsque les grenadiers qnittèrent Naples pour se rendre à Portici, la garde nationale de la capitale commença enfin son service.

Les démissions d'officiers, non pas réactionnaires, mais libé-

raux, se multiplièrent de jour en jour, et quelques-uns de ces officiers publièrent même des déclarations sur leur sortie de l'armée qui firent une grande sensation.

Pour aplanir les voies à l'arrangement avec le Piémont, promis dans l'acte souverain, le gouvernement avait décidé dès le 29 juin de restituer les deux navires l'*Utile* et le *Charles-Jane*, capturés par la marine napolitaine, et cette mesure fut mise aussitôt à exécution.

Il ne s'agissait plus que d'envoyer une ambassade à Turin, afin d'y conclure un accord complet, destiné à durer autant que cela paraîtrait nécessaire. On frappa à plus d'une porte, avant de découvrir quelqu'un qui consentît à accepter ce poste difficile; enfin on trouva les deux diplomates que l'on cherchait dans la personne de M. Manna, et du baron Winspeare, rappelé de Constantinople, tous deux, du reste, plus disposés à travailler l'un contre l'autre que l'un avec l'autre. Ils partirent de Naples le 11 juillet.

Cavour et le gouvernement napolitain n'étaient au fond d'accord que sur un point. Pour tous deux Garibaldi était une rude épine au pied; Cavour était dans ce moment plus que jamais décidé à mettre des obstacles en travers du chemin de cet « aventurier heureux, » de cette « tête carrée, » de « cet homme qui gâtait tout. » Mais c'était à cette intention que se limitait tout son amour pour le gouvernement napolitain, et ce gouvernement lui-même devait être renversé pour remplir les vœux secrets de Cavour, seulement ce ne devait pas être par Garibaldi. Comment cela? Les cavouriens avaient noué plus d'une intrigue dans la cour napolitaine: une petite révolution de palais devait chasser François II; si possible, Victor-Emmanuel devait être acclamé aussitôt à sa place, ou bien tout au moins une votation populaire ou parlementaire, mais en tout cas annexioniste devait être provoquée et mise en œuvre. Victor-Emmanuel devenait roi de Naples. Comme compensation, un prince de la famille de Bourbon, qui était à la tête du mouvement, devait être proclamé son vice-roi à Naples. Comme grands meneurs de ce plan on désignait principalement les comtes de Syracuse et d'Aquila, ce dernier probablement sans beaucoup de raison, et le général Nunziante.

Il est vrai que mener à bonne fin cette révolution de cour pouvait être une affaire assez longue: les chefs napolitains du com-

plot n'étaient pas avares de promesses, mais ils étaient lâches, et ils dissimulaient leur pusillanimité sous le prétexte de la nécessité de grands préparatifs. Cavour avait confiance en eux, parce que l'on croit volontiers ce que l'on désire.

Il fallait néanmoins que tout cela fût fait avant que Garibaldi pût entrer à Naples; logiquement il fallait donc arrêter les progrès de Garibaldi, et retarder sa marche victorieuse, ce qui pouvait jusqu'à un certain point se réaliser en lui créant des intrigues et des difficultés à dos, dans la Sicile même. En même temps il était nécessaire de ne pas rompre ouvertement avec le gouvernement napolitain actuel, afin que l'habile prestidigitateur de Turin pût conserver son innocence de colombe devant tout le monde politique européen et dire à la fin : « Voyez vous-mêmes : voilà comment marchent les choses, que faire maintenant ? Il nous faut bien, bon gré mal gré, devenir roi de Naples. »

Winspeare et Manna, les ambassadeurs officiels du roi François II furent parfaitement accueillis à Turin. Il est naturel, leur disait-on, que le gouvernement du roi Victor-Emmanuel veuille être complétement assuré que ce n'est pas seulement le roi bourbonien, mais aussi le peuple de Naples qui tend la main au Piémont. Mais comment acquérir cette certitude avant que le ministère napolitain soit pleinement entré dans la nouvelle voie constitutionnelle, avant qu'il ait institué un parlement, et que l'on ait éloigné des affaires et des fonctions influentes qu'elles remplissent, les grandeurs de l'ancien régime? On pouvait se tendre loyalement et fidèlement la main pour suivre une politique franchement italienne ; on pouvait se mettre d'accord au sujet d'une rupture absolue du gouvernement napolitain avec l'Autriche et avec l'influence autrichienne, au sujet d'une action commune avec le Piémont auprès du pape, pour amener celui-ci à prendre enfin en considération les intérêts de l'Italie seule, et à se soumettre aux exigences d'une politique italienne. Mais le gouvernement piémontais avait toujours besoin d'une solide garantie, que l'on ne cherchait pas en tout cela à le prendre pour dupe et que l'on ne songeait pas à n'agir que pour un certain temps d'accord avec lui. On disait, par exemple, que cette garantie pourrait être fournie par un mutuel échange de troupes, qui aurait envoyé les soldats piémontais dans l'Italie méridionale et les soldats napolitains dans

l'Italie septentrionale, et par leur arrangement qui mettait les deux armées sous un commandement commun. Puis cela encore ne suffisait pas. Le Piémont, dans sa politique italienne, avait toujours consulté l'opinion populaire ponr marcher d'accord avec elle : il ne ponvait se résoudre à traiter définitivement avec un gouvernement italien qui n'était pas visiblement appuyé sur cette base de la volonté du peuple. — Le résultat de ces considérations était toujours qu'avec la meilleure volonté dn monde d'accéder aux désirs du roi de Naples, il fallait attendre la constitution d'un parlement italien. Ensuite il y avait an travers d'un arrangement ce trouble-fête de Garibaldi qui n'entendait pas facilement raison et qui se préparait justement en ce moment à s'avancer, de sa capitale conquise, vers l'est de la Sicile. Ce Garibaldi donnait à lui seul déjà bien assez de tourment au cabinet piémontais ; pour avoir avec lui quelque temps de tranquillité, il était opportun de chercher à couper la lutte, absolument comme dans un vaste incendie on fait sauter une maison pour en faire une barrière entre les maisons qui flambent déjà et celle dont le feu menace de s'emparer.

Or, tenir à distance le trouble-fête de Cavour, c'était justement ce que pouvait désirer le plus ardemment la cour de Naples ; et lorsqne celle-ci vit « l'heureux aventnrier » marcher de Palerme sur Messine, son avant-garde se porter déjà devant Milazzo, et les lazzaroni de Naples crier dans toutes les rues de la capitale que *Galubardo* avait d'un coup fait baisser le prix du pain à Palerme » et qn'il ne manquerait pas d'en faire autant à Naples à peine arrivé, sans parler de lenrs macaroni favoris, alors ses envoyés à Turin commencèrent à devenir toujours plus pressants ; ils se hâtèrent de promettre l'évacuation de toute l'île par les troupes napolitaines, si le Piémont s'engageait seulement à ne pas laisser le *flibustier* traverser le phare de Messine.

La Greca tenait le même langage à Paris et à Londres. Mais comment Cavour aurait-il pu fournir cantion pour les actes de Garibaldi ? N'avait-il déjà pas fait tout son possible pour le rendre dépendant de lui-même ? Cependant, disait-il, on essaierait ; on emploierait un dernier levier pour agir snr lni, et l'on déciderait le roi Victor-Emmannel à écrire à Garibaldi dans ce sens. Le

roi écrivit en effet ; cette lettre, datée du 23 juillet, était ainsi conçue :

« Général ! Vous savez que je n'ai point approuvé votre expédition, et que j'y suis resté absolument étranger. Mais aujourd'hui, la position difficile, dans laquelle se trouve l'Italie, me fait un devoir de me mettre en communication directe avec vous.

« Dans le cas où le roi de Naples concéderait l'évacuation complète de la Sicile par ses troupes, s'y désisterait volontairement de toute influence, et s'engagerait personnellement à n'exercer de pression d'aucune sorte sur les Siciliens, de sorte qu'ils aient toute liberté de se choisir le gouvernement qui leur serait le plus agréable, dans ce cas, je *crois* que ce qui serait pour nous le plus raisonnable serait de renoncer à toute entreprise ultérieure contre le royaume de Naples. *Si vous êtes d'une autre opinion, je me réserve expressément toute liberté d'action*, et je m'abstiens de vous faire aucune autre observation relativement à vos plans. »

Cette lettre du roi, qui n'arriva qu'au commencement du mois d'août entre les mains de Garibaldi, était la dernière ressource de Cavour pour retenir le général des corps francs. Nous verrons plus tard comment elle fut accueillie par lui et quelle réponse il y fit; mais tous nos lecteurs peuvent dès à présent se rendre compte, d'après l'exposition générale que nous leur avons faite précédemment, de la position dans laquelle se trouvaient les uns vis-à-vis des autres les cavouriens et les mazziniens, et ce que signifiait réellement la menace contenue dans la lettre du roi, menace de se garder dorénavant la main complétement libre : quant à ceux qui ne l'auraient pas déjà compris ou ne le voudraient pas comprendre, les faits ultérieurs seront là pour leur ouvrir surabondamment les yeux à cet égard.

Maintenant, nous voulons examiner quels autres ressorts Cavour avait déjà auparavant essayés de faire jouer contre son antagoniste.

Au milieu de juin, Cavour avait lâché sur les bras de Garibaldi deux hommes qui ne pouvaient que créer des complications et des embarras en Sicile ; le premier, et le plus innocent, était le marquis Torrearsa qui débarqua le 13 à Palerme; le second, plus venimeux, était La Farina, qui y arriva le 16. Garibaldi les

reçut tous les deux amicalement; tous deux étaient Siciliens et avaient souffert en exil. Torrearsa fut aussitôt nommé président du Conseil des ministres, et vice-dictateur. Mais tous deux sur un point étaient des adversaires décidés de Garibaldi; en effet, ils voulaient la déclaration immédiate de l'annexion de la Sicile au Piémont, Torrearsa sous certaines conditions, La Farina sans conditions, afin que son maître Cavour pût librement tramer ses intrigues relativement à Naples, et afin de détrôner Garibaldi qu'il jalousait En outre, différents espions de la police de Cavour travaillaient dans le même sens ; qu'ils aient agi ou non sous l'action directe de La Farina, et reçu de lui leurs instructions, c'est ce que nous n'avons pas à examiner ici. Mais le fait reste absolument le même dans l'un et l'autre cas.

Les conséquences du travail de La Farina ne devaient pas se faire longtemps attendre. — Le 23 juin, le Conseil municipal de Palerme, le duc de Verdura à sa tête, se rendit auprès du dictateur pour lui remettre une adresse de remerciements, et le diplôme de bourgeois de Palerme. — Verdura, comme orateur de la députation, insista entre autres sur le fait que la Sicile aspirait à l'annexion au royaume de Victor-Emmanuel.

Garibaldi, qui en avait déjà assez appris sur le genre d'activité de La Farina, regarda l'occasion comme favorable pour s'expliquer une fois catégoriquement sur la question de l'annexion, telle qu'il la comprenait. Ennemi des restrictions mentales, il voulut lever une fois pour toutes quelque doute que ce fût sur ses intentions.

Presque toutes les communes siciliennes, répondit le dictateur, s'étaient déjà prononcées pour la réunion de l'île au royaume italien de Victor-Emmanuel; lui-même avait ouvert la campagne de 1859, au cri de « l'Italie et Victor-Emmanuel, » et depuis longtemps il était convaincu que ce dernier était bien l'homme que la Providence avait destiné au rôle de rassembler la famille italienne. Il pouvait donc, appuyé sur les manifestations des communes, déclarer l'annexion et la mettre à exécution par un décret dictatorial; « mais, continua-t-il, entendons-nous bien ! Je suis venu ici pour combattre pour l'Italie et non pour la Sicile seule; et aussi longtemps que toute l'Italie n'est pas réunie et libre, la cause d'aucune de ses parties ne doit être séparée de celle de l'ensem-

ble. Relier tous ces tronçons disloqués, déchirés, asservis, les mettre en état de former un pays libre et uni, tel est le but de mon entreprise. Lorsque nous serons arrivés à pouvoir dire à *qui que ce soit* : l'Italie doit être une, et si cela ne vous convient pas vous aurez affaire à nous, alors seulement le moment sera venu de parler d'annexion. Si aujourd'hui l'annexion de la Sicile seule était proclamée, les ordres pour l'île devraient dès lors venir d'*ailleurs*, et je me trouverais forcé d'abandonner mon œuvre et de me retirer. »

La conséquence de cette déclaration contraire à l'annexion immédiate de la Sicile au Piémont, fut la démission donnée le 24 juin par Torrearsa et par Pisani, ministre de l'extérieur.

Un second incident amena enfin la dissolution de tout le ministère. Le 25 juin au soir, Crispi fit arrêter par les questeurs cinq personnages considérés de Palerme qui étaient soupçonnés d'intrigues avec la cour de Naples, et peut-être aussi avec Cavour. Cette arrestation occasionna un grand bruit parmi les adhérents de ces gens; Garibaldi demanda à Crispi des explications; celui-ci ne voulut pas convenir qu'il en eût donné l'ordre; les questeurs, de leur côté, affirmèrent l'avoir reçu de lui, bien qu'ils ne fussent pas nantis d'un ordre écrit, et ils donnèrent leur démission, que Garibaldi n'accepta pas.

En attendant, le parti des prisonniers réuni avec tous les adversaires de Crispi, et il n'en manquait pas, échauffé par les cavouriens, sous la direction de La Farina, avait mis le peuple en émoi; on demandait à grands cris dans la rue la chute du ministère : « A bas les ministres! Vive le dictateur; » telle était la clameur générale.

Garibaldi reçut la démission du ministère et il s'en constitua un nouveau dès le 26 : Orsini, ministre de la guerre, y restait seul des anciens conseillers du dictateur, le médecin La Loggia était à l'intérieur, Ludwig La Porta à la sûreté publique, le P. Lanza aux cultes, Natoli à l'extérieur et au commerce, Daita à l'instruction et aux travaux publics, Di Giovanni aux finances, Santoconale à la justice.

Le même jour fut aussi publiée une loi électorale, « en considération de ce que le peuple sicilien pouvait être prochainement appelé à se prononcer sur l'annexion de l'île aux provinces déjà

délivrées de l'Italie, soit directement par une votation populaire, soit indirectement par une assemblée de ses représentants. »

Les commissions électorales, qui étaient chargées de confectionner les registres des électeurs dans les communes, et de prendre toutes les mesures préparatoires nécessaires pour une élection, devaient se rassembler le 10 juillet, et les registres électoraux devaient être terminés le 16; ils devaient être affichés le 18, et les réclamations reçues jusqu'au 20. — Quant au mode et au jour de la votation, l'indication en était renvoyée à un décret qui serait rendu plus tard pour régler ces points.

Garibaldi avait donc fait une concession apparente aux partisans les plus ardents de l'annexion; mais il s'était réservé du temps jusqu'à la fin de juillet, et il restait toujours maître d'en gagner plus encore s'il le fallait. Le jour de la votation en effet n'était pas fixé; en outre, il pouvait convoquer une assemblée de représentants de la Sicile, au lieu de faire voter directement le peuple sur l'annexion ou la non-annexion, l'annexion conditionnelle ou sans condition. Pour composer cette assemblée, il fallait en élire les membres. La loi électorale promulguée laissait tout cela en suspens; elle n'était qu'une mesure préparatoire propre à servir dans tous les cas, et de fait on alla ainsi jusqu'au mois d'août.

Or, dans cet intervalle, bien des choses pouvaient changer; si la guerre recommençait, cela empêchait les élections et tout le travail qui s'y rapportait, ou tout au moins cela fournissait un motif, un prétexte, comme on voudra, pour un ajournement. Si Garibaldi passait sur la terre ferme, la position pouvait également se modifier par des circonstances toutes nouvelles.

Tout cela était facile à comprendre; les cavouriens le comprirent aussi bien que d'autres, eux qui se proposaient sous la direction de La Farina de récolter ce qu'avait semé Garibaldi, et de le mettre entièrement de côté s'il prétendait demeurer autre chose qu'un général cavourien. Ce parti voulait que les ordres pour la Sicile vinssent d'*ailleurs*, c'est-à-dire que le cas se présentait précisément auquel Garibaldi avait déclaré d'avance qu'il serait forcé d'abandonner son œuvre et de se retirer.

La Farina employa donc des efforts incessants à continuer sa campagne en faveur de l'annexion immédiate, en excitant des soup-

çons sur les intentions de Garibaldi, en exploitant le spectre rouge évoqué sous la figure de Mazzini, en calomniant et en sapant toute force et toute autorité dont cependant la pleine et vigoureuse action était dans ce moment-là si nécessaire pour la Sicile, comme pour tout le reste de l'Italie.

Le dictateur finit par se lasser de ces menées, et il vit qu'il fallait agir. Dans la nuit du 7 au 8, il fit arrêter La Farina, le fit jeter sur la *Marie-Adelaïde* avec deux individus très-suspects, espions de police corses, Totti et Griselli, et les fit expédier tous trois ensemble à Gênes, où La Farina fut mis à terre le 11, écumant de rage. — Cet acte d'énergie ne trouva pas beaucoup de critiques sérieuses; tout ce qu'on put lui reprocher, c'était d'avoir mis, comme on dit vulgairement, dans un même paquet La Farina avec deux individus de l'espèce de Totti et Griselli. Néanmoins le ministère de Garibaldi ne fut pas satisfait : Garibaldi accepta sa démission sans hésiter et le remplaça par un autre dans lequel Orsini conservait la direction de la guerre, La Loggia celle de l'extérieur, tandis que Amari prenait l'instruction et les travaux publics, Errante les cultes et la justice, Interdonato l'intérieur.

On a souvent représenté l'expulsion de La Farina comme une rupture de Garibaldi avec Cavour : en réalité ce n'était pas une rupture, mais bien une déclaration publique de cette rupture, qui avait eu lieu déjà bien longtemps auparavant. Maintenant nos lecteurs voient clairement comment Cavour dut, depuis cet événement, désespérer d'arriver lui-même à quelque chose avec Garibaldi, et songer à faire jouer, au moment qui lui paraîtrait favorable, cette dernière ressource d'une lettre à Garibaldi, du roi Victor-Emmanuel en personne. En effet, à Naples comme à Palerme, on connaissait fort bien cette lettre longtemps avant qu'elle fût arrivée à son adresse, avant même qu'elle eût été écrite.

A Naples cela contribua à faire prendre par le gouvernement napolitain cette demi-résolution d'évacuer la Sicile, demi-résolution, disons-nous, que Garibaldi mit à profit pour s'emparer d'autant plus aisément de Milazzo et de Messine, sans se laisser imposer aucune condition quant à ses intentions ultérieures sur les provinces de terre ferme ; bien au contraire, son plan à leur égard était déjà parfaitement arrêté.

La réponse que Garibaldi fit à la lettre de Victor-Emmanuel, que nous avons déjà citée, fut ainsi conçue :

« Sire ! Votre Majesté connaît la haute estime et l'affection que j'ai pour sa personne. Mais la situation actuelle des choses en Italie ne me permet pas de lui obéir comme je le désirerais. Appelé par les populations, je me suis tenu à l'écart aussi longtemps que cela m'a été possible; mais si maintenant j'hésitais, malgré toutes les sollicitations qui me sont adressées, je manquerais à mon devoir, et je compromettrais la sainte cause de l'Italie.

« Permettez-moi donc, Sire, de vous désobéir cette fois Aussitôt que ma tâche sera remplie et que j'aurai délivré les peuples d'un joug détesté, je déposerai mon épée à vos pieds, et je vous obéirai jusqu'à la fin de mes jours.

« Joseph GARIBALDI. »

Cela était suffisamment clair pour toute personne au courant des affaires du moment. Le continent napolitain m'appelle, disait Garibaldi, et je m'y rendrai sans m'inquiéter le moins du monde des désirs et des plans secrets de M. de Cavour et de ses consorts.

Et ce fut effectivement ainsi qu'agit Garibaldi. Seulement il n'était pas aussi facile d'opérer ce passage à travers le détroit de Messine que l'on pouvait peut-être se le figurer. Dans la prochaine partie de notre ouvrage nous nous occuperons des obstacles qui s'opposaient à cette entreprise, des préparatifs qui en précédèrent l'exécution, et de la campagne qui la suivit dans l'Italie méridionale.

Nous mentionnerons seulement encore ici, avant de quitter la Sicile occidentale, que déjà à la fin du mois de juin Garibaldi avait décrété la démolition du Castellamare de Palerme, du côté de la ville : les ouvrages seuls qui battent la mer furent conservés; en prenant cette décision, Garibaldi répondit aux vœux de la population de Palerme qui voyait un instrument d'esclavage dans cette vieille forteresse fondée par les Sarrasins, et qui accourut en foule, avec des cris de triomphe et d'allégresse, pour contribuer à l'œuvre de la destruction de ces remparts, qui avaient renfermé jusque-là une menace perpétuelle des oppresseurs de la Sicile contre sa capitale.

TROISIÈME PARTIE

Du passage de Garibaldi sur le continent napolitain, jusqu'à la chute de Capoue.

(Du milieu d'Août jusqu'au 3 Novembre 1860).

1. Le théâtre de la guerre dans le royaume de Naples.

Avant de raconter le passage de Garibaldi de l'île de Sicile dans les provinces napolitaines de terre ferme, nous devons jeter un coup d'œil sur les caractères de ce nouveau théâtre de la guerre, en attachant principalement notre attention aux points et aux lignes qui avaient d'avance une certaine importance pour des opérations militaires du genre de celles qui allaient avoir lieu, ou qui ont pris cette importance par la marche des événements.

Le continent napolitain compte 6,890,000 habitants sur 1535 milles carrés.

A l'ouest il est baigné par la mer Tyrrhénienne et les eaux du détroit de Messine qui en est la continuation, à l'est par la mer Adriatique, au sud par la mer Ionienne qui y creuse un golfe profond, celui de Tarente, large séparation interposée entre la Calabre et l'Apulie.

Le royaume de Naples était divisé politiquement en quinze intendances ou provinces, en allant du sud au nord. Ce sont d'abord, limitées à l'ouest par la mer Tyrrhénienne, à l'est par la mer Ionienne et le golfe de Tarente, la Calabre Ultérieure première, la

Calabre Ultérieure seconde, la Calabre Citérieure et la Basilicate. — Au nord de la Basilicate, baignées à l'ouest par la mer Tyrrhénienne, mais confinées à l'est par d'autres provinces et non plus par la mer, la Principauté Citérieure, Naples et la Terre de Labour. — La Terre d'Otrante est comprise entre la mer Adriatique et le golfe de Tarente. Au nord de la Terre d'Otrante, baignées à l'est par la mer Adriatique, et confinées à l'ouest par des limites territoriales, la Terre de Bari, la Capitanate, Molise, l'Abruze Citérieure, et l'Abruze Ultérieure première.

Enfin les deux seules provinces qui d'aucun côté ne touchent à la mer, mais n'ont que des limites territoriales, sont la Principauté Ultérieure, entre la Principauté Citérieure et la Capitanate ; puis l'Abruze Ultérieure seconde, entre l'Abruze Ultérieure première et la Terre de Labour.

Les Apennins traversent tout le territoire napolitain depuis la frontière romaine, d'abord sous le nom d'Abruzes, ensuite sous celui d'Apennins du sud, jusqu'à la frontière nord de la Calabre, formant une large chaîne, abondamment pourvue de ramifications, dont l'arrête a une hauteur moyenne de 2,500 pieds, et les cimes une élévation également moyenne de 5,000 pieds. Au nord les ramifications vont à l'ouest et à l'est jusqu'au bord des deux mers, laissant entre leurs contre-forts des plaines de côtes profondes, fertiles mais peu importantes. Plus au sud elles ne s'appuient hermétiquement au rivage que du côté de la mer Tyrrhénienne, tandis qu'à l'est elles s'abaissent par degrés pour former les plaines de pâturages vastes et privées d'eau de l'Apulie, qui embrassent presque toute la Terre d'Otrante et la Terre de Bari, ainsi que la plus grande partie de la Capitanate.

Les Apennins de la Calabre, avec une élévation moyenne d'arrête de 4,000 pieds et des sommets de 6,000 à 7,000 pieds, suivent le rivage de la mer Tyrrhénienne et la route de Messine d'un côté, en s'appuyant de l'autre au golfe de Tarente, séparés en deux masses principales, l'une au nord, l'autre au sud, et dont on peut chercher le point de séparation près de Nicastro dans la Calabre Ultérieure seconde.

Les deux principales voies de communication du royaume de Naples sont séparées par la chaîne principale des Appennins : l'artère de la circulation à l'est est la *route consulaire* qui part de

Reggio au sud, et se dirige par Scilla, Monteleone, Castrovillari, Lagonegro, Sala, Eboli, Salerne, Naples, Capoue, Molo di Gaeta pour aboutir à Terracine, point où elle passe sur le territoire romain. Cette route, principale voie militaire du royaume, est presque partont bonne et bien entretenue. Les villes sont pour la plupart situées à côté de la route et le plus souvent elles en sont assez éloignées, perchées sur des hauteurs d'un difficile accès; sur la route elle-même en revanche on trouve d'espace en espace un nombre suffisant d'hôtelleries. On dirait que, dans la construction et le tracé de cette voie de communication, on a eu beaucoup plus en vne les convenances militaires que celles du commerce et de la circulation, et que l'on a tout soigneusement calcnlé pour que le soldat fût autant que possible mis à l'abri d'un contact dangereux avec les habitants du pays.

L'artère principale de l'est court de Lecce, au sud à Pescara, au nord par Massafra, Bari, Molfeta, Barletta et Foggia; elle est loin d'être dans un état d'entretien aussi satisfaisant que celle de l'ouest.

En outre, nous avons à mentionner les voies de communication suivantes, qui sont perpendiculaires aux précédentes et les mettent en relation l'une avec l'autre :

1° Le chemin de Gerace, au bord de la mer Ionienne à Gioja, au bord de la mer Adriatique, par le passage del Mercante, et audessous du Colle Motulo; dans sa partie orientale, jusqu'à Casalnuovo, il n'est praticable que pour l'infanterie et les mulets.

2° Le chemin de Soverato Nuovo, au bord de la mer Ionienne, à l'embouchure de l'Angitola, dans le golfe de St-Euphémie, au nord du Pizzo, en passant par Chiaravalle et Villilonga; il est relativement facile.

3° La bonne route de Catanzaro, au bord de la mer Ionienne (golfe de Sqnillace) à Sant'Eufemia, au bord de la mer Adriatique, par Tiriolo, et de là par Nicastro en longeant le Lamato.

4° La bonne route de Paola, au bord de la mer Tyrrhénienne, à Cosenza par Rende, et le chemin de Rossano, au bord de la mer Ionienne à Tarsia, sur la route consulaire.

5° La route de Bari au bord de l'Adriatique à Auletta, sur la route consulaire.

6° La grande route de Foggia à Naples, par Ariano et Avellino.



Quant aux chemins qui mettent la partie septentrionale du royaume de Naples en communication avec le territoire des Etats de l'Eglise, nous mentionnerons : 1° celui de Capoue à Rome par S.-Germano et Frosinone; 2° celui de Capoue à Leonessa par Venafro, Isernia et Aquila; 3° celui de Chieti à Ascoli par Civita di Penne et Teramo.

En fait de chemin de fer, il n'existe dans le royaume de Naples que celui de la ville de Naples à Salerne, ou plutôt aux deux stations de La Cava et de Vietri près de Salerne, et celui de Naples à Capoue par Caserte, avec un embranchement sur Nola.

Toutes les routes qui n'ont pas été indiquées ici se trouvent, sinon dans tout leur parcours, au moins dans la plus grande partie de leur développement, en mauvais état, et ce que nous venons de dire s'applique principalement à tous les chemins de montagne.

Les rivières de la partie occidentale du territoire napolitain, les seules dont il soit nécessaire de s'occuper ici, sont toutes assez insignifiantes : elles ne sont point navigables, même pour des embarcations d'un faible tonnage, et en été, pendant la sécheresse, on peut les passer à gué en beaucoup d'endroits. Dans la Calabre, dans la Basilicate et dans la Principauté Citérieure on ne trouve sur le versant de l'ouest que des torrents d'un cours très-peu étendu (fiumare) ; la première rivière qui mérite ce nom et que l'on ait à traverser en allant du sud au nord est le Sele, accru près d'Auletta des eaux du Calore ; ce dernier coule de Casalnuovo jusqu'à Auletta le long de la route consulaire, à laquelle il fait place dans sa vallée assez élargie sur certains points ; le Sele dans la partie inférieure de son cours coule au travers de basses terres en forme de delta, qui s'étendent d'Auletta jusqu'à Salerne au nord, et jusqu'à Pesto au sud.

Une seconde rivière, un peu considérable, est le Volturno, dont le bassin s'étend à partir de Capoue, plus sur sa rive gauche que sur sa rive droite, jusqu'aux riches plaines de la Terre de Labour, aboutissant à la plaine de Naples, où s'élève la solitaire et volcanique sommité du Vésuve.

Enfin le troisième fleuve dont il nous reste à faire mention est le Garigliano, dont le bassin intérieur, moins large que celui du

Volturne, est séparé de ce dernier par quelques chaînes de collines d'un faible relief.

Les principales localités qui peuvent nous intéresser sont, dans la Calabre Ultérieure première, Reggio, Scilla et Palmi. Reggio compte 25,000 habitants ; elle possède un vieux fort et est le chef-lieu de la province. Entre cette ville et Scilla, le long de la côte, se trouvent plusieurs forts destinés à surveiller le détroit de Messine ; ce sont de simples batteries côtières, contenant chacune une tour comme réduit de leur faible garnison, dominées par les hauteurs qui s'élèvent en arrière, et sans valeur défensive réelle, comme du reste toutes les fortifications connues dans le système des cordons. Il devait suffire d'un débarquement heureux sur un point quelconque de toute l'étendue de la côte pour qu'elles fussent toutes tournées, et que leurs garnisons n'eussent plus autre chose à faire qu'à les évacuer et à opérer leur retraite le mieux que cela leur serait possible.

Dans la Calabre Ultérieure seconde nous avons à noter Tropœa, le Pizzo, Mileto, Monteleone, Tiriolo, Maida et Catanzaro. — Le Pizzo est situé tout au bord de la mer, dans un enfoncement profond et sombre, au-dessous de la route depuis laquelle on y descend péniblement ; ses habitants sont aussi sombres que la localité elle-même ; la réaction ne pourrait trouver un meilleur repaire, et l'on comprend aisément que cette population égarée ait pu mériter une réputation de fidélité exemplaire et exceptionnelle aux Bourbons, et cela pour d'autres motifs encore que pour avoir arrêté en 1815 Murat, qui avait débarqué dans ce lieu et qui y fut fusillé. Séparée du Pizzo par les hauteurs du cap Zambrosie, également située tout au bord de la mer, mais perchée sur un promontoire qui fait saillie dans les flots, Tropœa est placée de telle sorte qu'il faut autant de peine pour escalader son rocher qu'il en est besoin pour descendre jusqu'au Pizzo ; mais l'esprit qui y règne ne diffère guère de celui que nous avons constaté dans cette dernière ville. Chacune d'elles possède 5,000 habitants environ et un port insignifiant. En particulier, devant Tropœa, des navires à vapeur d'une certaine dimension doivent rester à plusieurs centaines de pas du rivage.

Une bonne route qui conduit du Pizzo à Tropœa, passe par Monteleone, couronnée par un vieux château, et habitée par 7,000

âmes, population occupée surtout de la fabrication de l'huile et de la culture de la soie. Mileto, dans le voisinage de l'ancienne résidence du même nom des princes normands, avec 4,000 habitants, est une petite ville toute moderne. Catanzaro en compte 10,000; c'est le chef-lieu de la province; la principale industrie y est la fabrication du fromage.

Nous mentionnons Maida, Tiriolo, Soveria (cette dernière localité tout à fait au nord de la province), surtout pour rectifier l'erreur de la plupart des cartes géographiques qui, au lieu de les placer sur la nouvelle route de Monteleone à Cosenza, où elles se trouvent réellement, les mettent sur la route de Nicastro; en outre Maida mérite d'être mentionnée pour un souvenir militaire historique qui s'y rattache : ce fut là en effet que, le 4 juillet 1806, les Anglais débarqués à Sant'Eufemia, et appuyés par le landsturm calabrais, livrèrent aux Français, commandés par le général Reynier, un combat cité habituellement comme exemple de la supériorité de l'ordre en ligne sur l'ordre en colonne.

Dans la Calabre Citérieure, nous nommerons Cosenza, Paola et Castro Villari : le chef-lieu Cosenza, 12,000 habitants, est situé au confluent des deux rivières le Crati et le Busento (Buzenzo) qui, réunies depuis là, coulent ver la mer Ionienne. Paola, non loin de la mer Tyrrhénienne, mais sur la hauteur, possède une industrie relativement florissante, principalement en ce qui concerne la culture de la soie, et une bonne rade.

Des villes de la Basilicate nous ne mentionnerons que le chef-lieu Potenza, avec 10,000 habitants, et Lagonegro sur la route consulaire, qui, sur ce point, se rapproche beaucoup de la mer, pour s'éloigner ensuite de nouveau et pénétrer dans l'intérieur de la principauté. Lagonegro est reliée par une bonne route avec la mer; cette route aboutit au port jadis fameux de Sapri, aujourd'hui bien amoindri, mais toujours excellent. Sapri est construite en partie sur les ruines de la vieille ville romaine de Vibona; dans des temps récents elle a reçu de nouveau quelque illustration de la malheureuse expédition de Pisacane, qui y aborda en 1857. Elle est située dans la Principauté Citérieure à laquelle appartiennent, plus au nord, les villes de Padula, la Sala, Diana, Auletta, Eboli et Salerne, toutes situées sur des hauteurs, à l'exception de la dernière. Auletta a été en grande partie détruite par le tremblement de terre de 1857.

Salerme est une jolie ville maritime, de 25,000 âmes environ, entourée de fortifications très-étendues, mais sans grande importance, qui s'appuient à une vieille citadelle bâtie sur la hauteur. Au nord de Salerne, entre cette ville et Nocera, se trouve la position bien connue de la Cava, entre le monte Caraso à l'est et à l'ouest la chaîne du monte S.-Angelo qui s'étend vers Sorrente, pour se terminer dans l'île de Capri.

Dans la province de Naples nous n'avons à mentionner, du côté de la capitale, que le port de Castellamare, pourvu de grands chantiers et d'arsenaux, avec 20,000 habitants. Quant à Naples même, sa population peut être évaluée à environ 500,000 âmes; c'est une ville ouverte, mais elle possède six châteaux, beaucoup plus propres du reste à comprimer un soulèvement populaire qu'à se prêter à une défense efficace vis-à-vis d'un ennemi venant du dehors. — Quatre de ces châteaux sont situés au bord de la mer: ce sont, en allant de l'est à l'ouest, le château de Carmine, construit après le soulèvement de Mazaniello en 1647; le Castel Nuovo, quadrilatère à peu près régulier, contigu au port et dont les premiers travaux remontent, dit-on, jusqu'en 1283; le château de l'Œuf, bâti sur une langue de terre qui s'allonge dans la mer, et le Pizzofalcone dans la ville, sur une hauteur qui la domine. — Le Castello Capuano, ou la Vicaria était jadis la résidence des rois de Naples; il est situé à la porte de Capoue; le château St-Elme, fort étoilé à six saillants et irrégulier, sur un rocher abrupte à l'ouest de la ville, est la véritable citadelle ou plutôt le corset de force de Naples. Ses fortifications ont été commencées par le roi de France Louis XII.

Dans la Terre de Labour, nous avons d'abord à indiquer les deux forteresses de Capoue et de Gaëte, sur lesquelles nous nous réservons d'entrer dans quelques détails lorsque les événements les feront intervenir activement dans l'histoire de cette guerre; puis la ville toute cléricale de Nola, avec ses 10,000 habitants; Caserte, avec son magnifique château de plaisance, construit en 1752, S.-Leucio, dans son voisinage, Santa-Maria, l'ancienne Capoue où Annibal laissa s'énerver son armée; S.-Germano et Sora. Comme notre narration nous retiendra précisément dans cette province pendant quelque temps, nous n'entrons pas ici sur ces

localités dans des détails qui trouveront naturellement leur place plus tard dans le récit que nous avons entrepris.

Enfin, dans la Principauté Ultérieure, nous mentionnerons l'agréable ville d'Avellino (20,000 habitants) et la sombre Arriano, siége épiscopal, près des frontières de la Capitanate; c'est aussi dans cette province qu'est située Bénévent, enclave appartenant aux Etats de l'Eglise.

Au point de vue des conditions sociales et matérielles de l'existence, les choses diffèrent fort peu dans le continent napolitain de ce que nous avons déjà vu qu'elles sont en Sicile. Le pays est beau, si l'on en excepte seulement quelques contrées à l'est des Apennins; mais la culture est mauvaise par suite du défaut de morcellement des propriétés, du manque de voies de communications, quoique l'on y ait fait davantage pour les routes que dans l'île de Sicile, et de l'absence presque complète d'industrie et même de commerce. L'agriculture, l'élève du bétail sont les principales occupations des habitants; l'élève des chevaux se fait surtout dans l'Apolie et dans la Calabre; la Basilicate est renommée pour ses forêts. Les Napolitains sont, pris en général, une race aimable et intelligente. Les Calabrais sont surtout mobiles, actifs et animés d'un esprit d'indépendance particulier. On en ferait sans aucun doute d'excellents soldats, si l'on voulait seulement ne pas se laisser rebuter par la peine d'étudier un peu les principaux traits de leur caractère. Plus on se rapproche de la capitale, moins on trouve de sentiment de la liberté et de vivacité, plus on remarque en revanche les signes d'une existence comprimée, mais qui se relève facilement dès que les gens s'aperçoivent que l'on agit envers eux avec bonté et loyauté. On peut regarder, tout bien considéré, la Terre de Labour et la principauté Citérieure comme les provinces les moins éclairées et les plus écrasées du continent napolitain.

Beaucoup de dévastations sont occasionnées par la nature volcanique du sol, et surtout dans la Calabre septentrionale, la Basilicate et la principauté, par les tremblements de terre dont on trouve de tous côtés les traces anciennes ou récentes. Mais la richesse et la fécondité que cette même nature volcanique donne au terrain compensent certainement bien les ravages dont elle est l'origine.

2. Le débarquement de Garibaldi sur la côte de Calabre. Premiers combats.

Nous avons dit que Garibaldi, vers la fin de juillet et au commencement d'août, étant fermement décidé à passer sur le continent napolitain, faisait tous ses préparatifs à cet effet, et avait répondu à l'avertissement de s'abstenir de cette entreprise, qu'il *devait* et *voulait* aller en avant. Mais nous avons dit en même temps qu'il s'agissait là d'une tâche un peu moins aisée qu'elle ne le paraissait vue de loin.

On a fait des calculs merveilleux sur les forces que Garibaldi avait à sa disposition : en partant de l'idée que le général des volontaires les avait partagés en quatre *divisions*, on concluait qu'il pouvait bien avoir 48,000 hommes. Si, de plus, on voulait croire à un certain succès des décrets qu'il avait rendus en Sicile pour y organiser la conscription, il semblait très-juste d'élever encore ce chiffre ; enfin si l'on ajoutait foi littéralement aux nouvelles sur l'expédition qui se répandaient de Gênes, de Livourne et d'autres places de l'Italie du nord, on se formait un chiffre de 20,000 hommes au moins partis de ces différents points à diverses époques pour se rendre en Sicile, et un effectif total de 48,000 hommes ne paraissait dès lors avoir rien d'exagéré, en raisonnant sur un contingent même très-modéré, fourni par la Sicile.

Nous aussi nous voulons établir le compte des forces dont disposait réellement Garibaldi à la fin de juillet. En ce qui concerne les expéditions parties du nord de l'Italie, nous prendrons des chiffres plutôt encore trop élevés suivant nous, mais nous laisserons de côté dans cette appréciation tout ce qui avait avant le départ l'intention de se joindre à l'expédition, se trouvait plus ou moins au lieu du rendez-vous... et ne partit point avec elle ; nous déduirons également tout ce qui ne partit pour la Sicile que pour se sortir le plus promptement possible des rangs des combattants, faire aux frais communs un petit voyage d'agrément dans le sud, ou se glisser dans les emplois civils en Sicile ou à Naples.

L'effectif venu de la haute Italie se décompose ainsi :

Première expédition, mise à terre à Marsala. .	1085	hommes.
Expédition Medici	2500	»
Expédition Cosenz.	1600	»
Expédition Sacchi (partie de Gênes le 19 juillet et poussée par Milazzo à Spadafora au commencement du mois d'août).	1500	»
Petites expéditions parties de Gênes et de Livourne.	1600	»

On voit que le total de ces forces réunies s'élève à 8300 hommes environ, dont un millier à peu près furent tués ou blessés sur les champs de bataille de la Sicile, de manière à rester en arrière pendant un assez long temps dans les hôpitaux de l'île. Mais pour évaluer cette diminution au chiffre le plus bas possible, nous voulons bien supposer que 8000 des volontaires venus de l'Italie du nord étaient à la disposition de leur général pour effectuer le passage du détroit de Messine. Il faudra y ajouter, si l'on déduit les simples gardes nationales, puis les dépôts, qui le plus souvent d'ailleurs n'existaient que sur le papier, puis quelques volontaires agissant absolument à leur guise, enfin les troupes qu'il fallait laisser en arrière pour observer la citadelle de Messine, environ 4000 Siciliens qui avaient été incorporés aux différentes divisions de l'armée de Garibaldi par les colonnes de Bixio, d'Eber et de Medici, lors de leur marche vers l'est à travers l'intérieur de l'île.

On voit donc que toute l'armée active d'opération de Garibaldi ne dépassait pas *en fait* un total de 12,000 hommes. Garibaldi lui-même ne fut bien au clair de cette force réelle que dans les derniers moments ; en effet, les différents chefs de corps, pour se donner plus d'importance et de signification, tenaient toujours dans leurs rapports leurs effectifs plutôt au-dessus qu'au-dessous de la vérité, comptaient avec les soldats véritables toute une queue inutile sur laquelle ils ne pouvaient jamais faire aucun fond, et envisageaient comme des réalités leurs espérances sur l'augmentation qu'ils croyaient pouvoir obtenir dans un temps rapproché.

Or, ces 12,000 hommes étaient-ils suffisants ? On pouvait dire que Garibaldi avait débarqué à Marsala avec 1000 hommes seulement, et conquis néanmoins en quatorze jours toute la moitié oc-

cidentale de la Sicile, même l'île à peu près entière. Mais on pouvait aussi objecter ce qui suit à une comparaison de ce genre : le débarquement de Marsala avait été une surprise ; de plus, la Sicile, depuis le 4 avril, s'était trouvée dans un état d'insurrection active, et la haine du Sicilien à l'égard du Napolitain avait été d'un puissant secours à Garibaldi ; enfin les indécisions de la cour de Naples avaient eu leur part dans ces rapides succès. — Maintenant la cour de Naples ne pouvait plus être surprise ; les pertes que ses troupes avaient faites dans la courte campagne de Sicile avaient été si faibles qu'il ne valait pas la peine d'en parler. Même en diminuant d'un chiffre assez fort les évaluations ordinaires de l'armée napolitaine, il en restait toujours 100,000 hommes environ, renforcés par les enrôlements de mercenaires autrichiens et bavarois ; sans doute la Calabre était déjà agitée, Antonio Garcea déjà à la fin de mai avait appelé ses habitants aux armes ; mais il n'avait été question, jusqu'au moment où nous sommes, d'aucun succès un peu considérable de ce mouvement, et de petits détachements des troupes napolitaines devaient probablement, là comme sur d'autres points, suffire pour comprimer la première explosion de ce soulèvement. Ainsi le roi de Naples, à quelque morcellement de ses forces qu'il pût se trouver contraint, devait toujours disposer de 50,000 à 60,000 hommes à concentrer pour les opposer aux garibaldiens. Or, entamer la lutte contre des forces aussi supérieures, quelque faible opinion que l'on voulût se faire des qualités des troupes napolitaines, constituait évidemment une entreprise assez hasardée ; d'ailleurs il n'était point établi que ces troupes dussent être absolument mauvaises. A supposer que l'on fût à Naples assez prudent pour faire marcher contre Garibaldi les soldats qui ne s'étaient point trouvés en contact avec lui en Sicile, et qui n'avaient point été démoralisés par les événements qui s'étaient passés dans l'île, on pouvait facilement espérer qu'ils se battraient bien, surtout s'ils rencontraient un appui dans l'esprit de la population, si celle-ci ne se comportait pas hostilement à leur égard ou peut-être même venait à leur témoigner quelque sympathie. — En admettant que ces circonstances ne se produiraient pas en Calabre, il restait toujours possible qu'elles se fissent sentir dans le nord, et si Garibaldi, après avoir traversé le sud en vainqueur, venait à perdre plus loin une

bataille décisive, que pouvait-il faire avec ses 12,000 hommes pour réparer cet échec, en supposant qu'il eût encore ces 12,000 hommes, chose qui n'était pas absolument vraisemblable, si l'on tient compte de la nécessité où il devait sans doute se trouver de laisser derrière lui quelques détachements dans la Calabre. Certainement, d'un autre côté, une bonne part de la honteuse déroute de l'armée napolitaine en Sicile doit être imputée à l'incapacité de ses généraux; mais était-il bien sûr que *tous* les généraux de cette armée fussent incapables? Ne pouvait-on pas admettre avec quelque raison que parmi eux il devait pourtant aussi se rencontrer des hommes de mérite, que l'expérience enseignerait au gouvernement de Naples à confier à des intelligences plus jeunes et plus actives la direction de son armée, pour laquelle les vieux officiers qu'il avait employés en Sicile avaient montré tant d'inaptitude? Enfin, n'était-il pas possible même que Lamoricière, dont nous avons déjà parlé plus haut, vînt à réunir sous son commandement supérieur, avec les troupes du pape, l'armée napolitaine? La réputation militaire de ce général ne pouvait-elle pas, dans ce cas, donner un autre esprit aux soldats royaux, et Lamoricière, qui avait remporté en Afrique de si brillants succès sur les Arabes, serait-il homme à s'en laisser aussi facilement imposer que les vieux lieutenants-généraux napolitains par l'audace de Garibaldi et ses stratagèmes de partisan?

C'étaient là d'assez sérieux sujets de réflexion, et Garibaldi ne les négligea nullement; il arriva à cette conclusion qu'il devait chercher à se procurer des renforts, ou bien, ce qui aurait un résultat équivalent, affaiblir l'ennemi en diminuant ses forces.

Le moyen qu'il avait à sa disposition pour atteindre ce dernier but était d'organiser, avant de passer avec toutes ses forces sur le continent, de petits débarquements, tantôt sur un point, tantôt sur l'autre, de préférence là où l'on pouvait se ménager des intelligences. Ces débarquements devaient induire en erreur la cour de Naples, lui inspirer des inquiétudes pour tout le développement des côtes du royaume, et même pour la ville de Naples, l'engager ainsi à commettre une grave faute militaire, qui se fait non-seulement souvent, mais presque toujours, et dont les suites ne manquent jamais d'être déplorables, savoir la faute de disloquer ici en un cordon de frontière, là en un cordon de côtes, les troupes

disponibles pour un service d'opérations actives. En outre, en adjoignant à ces détachements de débarquement des hommes originaires du pays, possédant des relations et de l'influence dans ses diverses provinces, ayant des connaissances et des talents militaires, réfugiés jusque-là hors de leur patrie, ces hommes pouvaient, là où le débarquement réussissait, donner une forme militaire au mouvement insurrectionnel et transformer en armement populaire l'existence de simples bandes de brigands.

Garibaldi résolut de se servir de ce moyen et d'en accroître encore l'efficacité en faisant répandre des bruits inquiétants de diverses natures. Nous verrons bientôt qu'il obtint un succès qui dépassa même sans doute les espérances qu'avait pu en espérer le général; mais, comme il ne pouvait être assuré d'avance de l'étendue de ce résultat, il n'en dut pas moins en même temps chercher à renforcer la partie de son armée dont il pouvait disposer directement et avec certitude.

Or, au commencement d'août, Garibaldi trouva un renfort de ce genre tout prêt. C'était la petite armée qui, à son départ de la haute Italie, prit le nom de division ou d'expédition de Terranova.

Cette expédition avait été préparée par l'activité de Mazzini et du Dr Bertani, que Garibaldi avait laissé à Gênes pour le remplacer dans cette ville, en vue d'une entreprise qui devait être dirigée contre les Etats de l'Eglise. Le commandant en chef était le colonel Pianciani, le chef d'état-major général, le colonel W. Rustow, qui tous deux avaient surtout dirigé l'organisation du corps; sa force s'élevait à 9000 hommes environ, divisés en six petites brigades: les quatre premières, d'après un plan conçu et arrêté avant les obstacles ultérieurs qui le firent échouer, devaient partir de Gênes et de la Spezia, se réunir près de Monte-Christo, de là aborder sur la côte romaine près de Montalto, et en évitant soigneusement tout conflit avec les Français du corps d'occupation, marcher dans la direction de Viterbe ou de Montefiascone contre l'aile gauche de l'armée de Lamoricière, dispersant les corps isolés qu'elles rencontreraient, mais refusant le combat devant des forces supérieures et concentrées. La cinquième brigade, formée en Toscane, devait s'emparer de la ville de Pérouse et de là opérer en commun avec les quatre brigades débarquées à Montalto. La sixième, formée dans la Romagne, devait, quelques jours

avant le débarquement, faire une invasion dans les Marches, pour attirer de ce côté l'attention de Lamoricière et faciliter ainsi les opérations des autres corps. Plus tard, une fois leur concentration opérée, tous les corps devaient pénétrer dans le royaume de Naples par les Abruzzes et faire leur jonction avec l'armée de Garibaldi.

Il va sans dire que le recrutement et l'organisation de ces 9000 hommes ne pouvaient s'achever sans donner beaucoup à causer. Le gouverneur piémontais qui, à la fin de juillet, voulait à tout prix neutraliser l'action révolutionnaire nationale, ne devait naturellement pas, à son point de vue étroit, voir avec satisfaction le plan de l'expédition sur Rome. — En même temps que Cavour faisait écrire à Garibaldi par le roi Victor-Emmanuel la lettre que nous connaissons, et avant que la réponse de Garibaldi fût encore arrivée, le gouvernement piémontais envoyait à Gênes Farini pour agir par les moyens qui lui étaient familiers sur Bertani, pour entraver l'expédition projetée, ou pour la rendre dépendante du gouvernement qui voulait en changer à son gré la destination.

Dans les derniers jours de juillet, Farini conclut avec Bertani une espèce de convention, aux termes de laquelle le gouvernement piémontais s'engageait à ne pas mettre d'obstacle à l'organisation de l'expédition, et même à la faciliter autant que cela lui serait possible, tandis que, de son côté, Bertani devait s'engager à envoyer d'abord l'expédition dans un port de la Sicile d'où elle pourrait ensuite se rendre où bon lui semblerait, et à la faire partir non en une seule fois, mais en plusieurs convois échelonnés de jour en jour ou de deux en deux jours, et non d'un seul port, mais de plusieurs points différents. Le gouvernement sarde devait, de plus, permettre que l'expédition se réunît sur la côte nord de l'île de Sardaigne, dans le golfe des Oranges et la baie de Terranova, où il serait aussi procédé à l'armement : c'est de ce point de départ que l'expédition prit son nom, mais ce ne fut pas sans une allusion à sa destination qui n'était point la Sicile, mais une *nouvelle terre*.

Bertani espérait, d'après ce qu'il savait de ses intentions précédentes, confirmées ensuite par un ordre du jour du 30 juillet, qui n'arriva, il est vrai, à Gênes que 14 jours plus tard, que Gari-

baldi serait complétement d'accord avec le projet d'expédition sur le territoire romain, qu'il se chargerait même en personne de diriger les premières opérations, afin qu'il ne pût y avoir aucun doute sur le fait qu'elle agissait de concert avec lui. Bertani se rendit donc lui-même en Sicile dans les premiers jours du mois d'août, afin de discuter avec Garibaldi les détails ultérieurs de l'entreprise.

Dans la nuit du 7 au 8 août, la première partie de l'expédition quitta Gênes : le reste suivit de Gênes et de la Spezzia par échelons successifs selon la convention conclue avec Farini, de telle sorte que le 13 l'état-major général put partir à son tour, ne laissant derrière lui qu'une très-faible fraction des quatre premières brigades. Les chefs de l'expédition espéraient que le détour par la Sicile leur serait épargné et qu'ils pourraient être transportés directement de Terranova à Montalto, sur le territoire romain. Les commandants de la 5e et de la 6e brigade en Toscane et en Romagne avaient reçu des instructions en conséquence.

Mais les choses avaient changé dans l'intervalle sur deux points, de telle sorte que, dans deux sens à la fois, les circonstances contribuaient à détourner l'expédition de son but primitif.

Le gouvernement piémontais avait reçu la réponse de Garibaldi à la lettre du roi : Garibaldi ne voulait pas écouter l'avertissement qu'il lui avait donné; le gouvernement piémontais se flattait toujours de la perspective de voir éclater à Naples une révolution de sa façon, telle qu'il la désirait, c'est-à-dire cette révolution de palais dont nous avons parlé, avant que Garibaldi eût le temps d'atteindre la capitale, même lorsqu'il traverserait le détroit sans délai. Cette perspective était un peu dérangée en revanche, si par la mise à exécution d'une expédition *romaine*, il surgissait des embarras nouveaux dans la partie septentrionale du royaume de Naples. S'opposer *ouvertement* à l'expédition de Terranova était impossible au gouvernement piémontais, parce qu'elle avait pour elle au plus haut point l'opinion publique dans le nord de l'Italie; mais on pouvait lui susciter, sur la base de la convention conclue entre Farini et Bertani, des chicanes et des difficultés de détail, au moyen par exemple du manque d'argent que l'on pouvait prolonger dans la caisse de l'expédition, de la suppression du transport gratuit des volontaires sur les chemins de fer de

l'Etat, etc. Mais tout cela ne servit de rien, et le gouvernement lui-même savait que ces petits obstacles, qu'il ne rougissait pas de créer lui-même, finiraient toujours par être surmontés; il prit donc ses mesures pour que, dans tous les cas, ce fût sur la Sicile que l'expédition fût dirigée; la convention de Gênes, qui l'avait disloquée en plusieurs échelons séparés les uns des autres, facilitait singulièrement l'exécution de cette idée. Le voyage de Bertani en Sicile fournit un prétexte pour ne pas se fier à sa parole, mais pour envoyer stationner un aviso, la *Gulnara*, dans le port de Terranova : le capitaine de ce navire avait pour instructions d'engager de toutes les manières possibles, menaces, ordres, flatteries, les commandants des diverses parties de l'expédition, au fur et à mesure de leur arrivée au golfe des Orangers, à continuer immédiatement leur route sur Palerme. — On disait que Bertani s'était rendu en Sicile pour obtenir du dictateur un *ordre* de passer *directement* sur le territoire romain; le gouvernement piémontais déclara voir dans cette démarche une violation de la convention dont nous avons parlé, et il y répondit en la violant lui-même, c'est-à-dire en enlevant à l'expédition le lieu de rassemblement qui lui avait été accordé sur la côte de Sardaigne.

Or le jeu des événements voulut que cette fois le gouvernement piémontais se trouvât avoir travaillé dans le sens de Garibaldi lui-même. Lorsque Bertani eut avec le dictateur son entrevue en Sicile, celui-ci avait déjà reconnu la force réelle de son armée et résolu d'appeler en Sicile, pour lui donner une augmentation d'effectif absolument nécessaire, cette expédition qui se préparait à Terranova; d'ailleurs il y était aussi poussé par un certain nombre de ses officiers qui se promettaient de faire servir une bonne partie de cette petite armée à boucher les trous de leurs maigres divisions; et si l'on songe à la manière dont certains individus, après la dissolution de l'armée du sud, s'unirent étroitement à Cavour, on peut à peine se défendre du soupçon que peut-être déjà à cette époque ils étaient d'accord avec lui pour travailler dans le même sens en ce qui concerne la division Terranova.

Revenons maintenant aux opérations militaires. Dès la fin de mai et le commencement de juin, le gouvernement napolitain avait fait prendre position en Calabre à deux brigades, commandées par les généraux Briganti et Melendez, pour surveiller la côte sud-ouest

de cette contrée ; Briganti gardait le rayon de côtes situé au sud de Bagnara, avec Reggio comme centre ; Mellendez commandait au nord de Bagnara jusqu'à Nicotera et Tropœa. Les troupes dont disposaient ces deux généraux s'élevaient de 10 à 12,000 hommes environ. Une réserve à peu près de la même force était concentrée autour de Monteleone sous les ordres du général Viale. Après une tournée d'inspection du général Marra dans la Calabre méridionale, il avait été décidé de porter à 30,000 hommes le chiffre total des troupes stationnées dans cette province.

Dans la nuit du 8 au 9 août, Garibaldi fit monter près de la Torre di Faro, sur 20 barques, 400 hommes destinés à aborder comme avant-garde sur la côte de Calabre, à se faire un chemin dans l'intérieur, et à y organiser un soulèvement. Cette avant-garde se subdivisa en plusieurs petits détachements : l'un d'entre eux fut reçu par un feu si vif à la batterie d'Altafiomara, entre la pointe del Pezzo et Torre del Cavallo, qu'il dut reprendre le large. En revanche un autre, formé de 150 hommes, sous le commandement de Missori, et avec lequel se trouvaient plusieurs chefs d'insurgés d'origine calabraise, réussirent à prendre terre, sans être aperçus près de Canatello, dans le voisinage de la pointe del Pezzo. Missori divisa ses gens en quelques petites colonnes; il trouva des guides du pays qui, par des chemins solitaires, les firent passer tout au travers des troupes napolitaines, jusqu'aux hauteurs d'Aspromonte, éloignées de trois milles du lieu de leur débarquement. Là, Missori fit une halte ; les Calabrais lui apportaient des vivres, et beaucoup d'entre eux se joignirent à sa petite troupe. Celui-ci, ainsi renforcé, crut pouvoir attaquer Bagnara et faciliter par là l'opération du débarquement du gros de l'armée de Garibaldi ; il marcha donc, dans la nuit du 10 au 11, sur cette ville où il assaillit les Napolitains dans la matinée du 11 ; mais il put bientôt se convaincre par les renforts qui arrivèrent aux troupes royales, que leur supériorité numérique était décidément écrasante, et après une courte escarmouche il se retira dans les montagnes.

Le même jour, de petits débarquements du même genre, qui ne rencontrèrent aucun obstacle, eurent lieu sur la côte orientale de la Calabre à Bovalino et Bianco.

Les deux vapeurs napolitains l'*Ettore Fieramosca* et la *Fulminante*, qui croisaient dans le détroit de Messine, n'avaient rien vu

du passage de Missori; appelés tantôt sur un point, tantôt sur un autre, lorsqu'ils arrivaient, ils ne tronvaient plus de traces des individus débarqués. — Melendez, qui avait un grand désir de marcher dans l'intérieur ponr détruire et disperser aussitôt les insnrgés calabrais réunis par Missori, ne voulut pas cependant qnitter la côte sans qne la flotte s'engageât à la garantie de tout débarquement nouveau pendant trois jours; comme on ne put lui donner cette assurance, il demeura dans les positions très-étendues qu'il occnpait le long du bord de la mer.

Garibaldi avait encore différé l'attaque principale sur la Calabre, afin de se rendre en personne au golfe des Orangers pour en ramener l'expédition de Terranova; il regardait cette démarche comme nécessaire, d'après ce qui lui avait été rapporté que la plus grande partie de l'expédition ne voulait accepter aucune autre destination que celle qui lui avait été donnée dans le principe, c'est-à-dire pour les Etats du pape.

Garibaldi remit le 12 août le commandement en chef au Faro au général Sirtori, son chef d'état-major général, lui confia le soin d'achever le travail de la réunion de toutes les embarcations près de la Torre di Faro, ainsi que la construction des batteries, et il s'embarqna snr le *Washington*. Le bruit avait été répandu, et il n'était pas très-invraisemblable après la lettre de Victor-Emmanuel et la réponse de Garibaldi, que celui-ci avait été appelé à Turin pour y rendre compte de ses actes, et qu'il se rendait dans ce moment à cette invitation. Dans la nuit du 13 au 14, Garibaldi se trouva dans le port de Castellamare, près de Naples, et y fit une tentative hardie d'enlever le vaisseau de ligne napolitain le *Monarco*; cette tentative ne réussit pas, mais l'apparition de Garibaldi dans ce port eut pour effet de mettre les royaux dans la plus complète incertitude sur ses projets, et ils commencèrent à redouter un débarqnement à Naples même, ou dans le voisinage immédiat de la capitale.

Le 14, avant midi, Garibaldi entra dans le golfe des Orangers, mais il n'y trouva plus que la plus grande partie de la troisième et de la qnatrième brigade (Gandini et Suppi) de la division de Terranova; la première et la seconde (Eberhard et Tharrena) avaient déjà quitté le golfe et fait voile ponr Palerme; le reste de la troi-

sième et de la quatrième brigade, ainsi que l'état-major général de la division, n'étaient pas encore arrivés.

La brigade Eberhard (Gênes) qui était arrivée la première au rendez-vous, y avait été aussitôt haranguée et travaillée par l'équipage de la *Gulnara* qui l'avait décidée assez facilement, ainsi que son commandant, bien que ce fût contre ses instructions, à se diriger sur Palerme sans attendre le reste de l'expédition. Comme celui-ci était parti sans laisser aucun renseignement sur ce qu'il avait l'intention de faire, ce fait jeta de l'inquiétude dans la seconde brigade (Tharrena, Parme), qui était arrivée plus tard. Cette inquiétude fut mise à profit par les gens de la *Gulnara*, par des individus qui disaient agir sur l'ordre de Garibaldi, et l'on ne manqua pas de se servir aussi de la circonstance que les vivres faisaient un peu défaut, et que les subsistances n'étaient pas faciles à trouver avec promptitude dans cette contrée pauvre. Tharrena à son tour, s'était donc laissé décider à se rendre à Palerme.

Eberhard, arrivé à Palerme, y reçut l'ordre de faire le tour de l'île par l'ouest et la côte méridionale; on lui avait adjoint le *Franklin* avec quelques centaines d'hommes; ce corps de troupes devait faire sa jonction avec la division Bixio, qui se trouvait déjà sur la côte orientale, et qui y était occupée encore le 13 à réprimer un soulèvement à Bronte, dans le district de l'Etna. La jonction eut lieu à Taormina, et la division Bixio fut portée par cette augmentation au chiffre de 4,500 hommes, ainsi que nous l'avons déjà indiqué plus haut. La brigade Tharrena avait été retenue à Palerme à son arrivée, et il se manifesta particulièrement dans ce corps un certain esprit d'agitation.

Le *Byzantin*, qui portait le reste des brigades Gandini et Puppi ainsi que tout l'état-major général, avait été retenu à Gênes jusque dans l'après-midi du 13, bien que toutes les troupes fussent déjà embarquées à 8 heures du matin, par suite des mesquines manœuvres du gouvernement piémontais qui, par exemple, arrêta ce jour-là le numéraire appartenant à l'expédition ou retarda, sous des prétextes insignifiants, le paiement de ces sommes.

Rustow avait insisté pour que lui-même ou Pianciani fût envoyé en avant le plus promptement possible au golfe des Orangers, afin que dès l'abord il s'y trouvât un chef supérieur pour réunir les éléments divers de l'expédition. Mais Pianciani n'avait



pas cru pouvoir donner suite à cette demande, parce que ses instructions portaient qu'il s'embarquerait le dernier avec son état-major. C'est ainsi que le *Byzantin* n'arriva que le 14 assez tard dans l'après-midi au golfe des Orangers, puis à la baie de Terranova.

Garibaldi, dans la matinée du même jour, n'y avait donc trouvé que le gros des brigades Gandini (Milan) et Puppi (Bologne), et les avait aussitôt emmenées avec lui à Cagliari ; il y fut suivi par le *Byzantin*, lorsque Pianciani fut arrivé à son tour au rendez-vous, sans y trouver les autres navires de l'expédition, et ne pouvant obtenir en outre que des renseignements très-confus sur le véritable état des choses.

Le 15, après-midi, le *Byzantin* entra en rade à Cagliari, et là, Garibaldi donna l'ordre à Pianciani de se rendre immédiatement à Palerme, où les autres vaisseaux devaient le suivre aussitôt qu'ils auraient pris à bord leur provision de charbon.

Le 16 au soir, le *Byzantin* mouillait devant Palerme; dès le lendemain Pianciani eut un entretien avec Garibaldi, qui lui expliqua qu'il ne pouvait donner son assentiment à l'expédition sur le territoire romain, parce qu'il ne pouvait se *passer du renfort de cette nouvelle division pour mener à bien son entreprise sur le continent napolitain*. Ceci mérite d'être indiqué expressément, parce que, pour des raisons faciles à comprendre, on a faussement répandu le bruit que Garibaldi aurait lui-même conduit dans les Etats du pape la division de Terranova, si le 14, il eût trouvé au golfe des Orangers un effectif plus considérable que les 2,000 hommes présents des brigades Gandini et Pupi, que c'était seulement ce faible chiffre de troupes qui l'avait engagé à diriger l'expédition sur la Sicile.

A la suite des déclarations de Garibaldi, Pianciani, qui avait promis de se rendre dans les Etats du pape et nulle part ailleurs, déposa son commandement, et Garibaldi le transféra, quant à ce qui concernait les trois brigades encore réunies de Tharrena, Gandini et Puppi, au colonel-brigadier Rustow, qui reçut en même temps l'ordre de rassembler et d'organiser la division à Milazzo.

Rustow, avec les troupes embarquées sur le *Byzantin*, se trouva dès le 18 après-midi, dans cette ville, où arrivèrent les jours suivants le reste des troupes, en sorte que le 21 il avait réuni à peu

près 4,000 hommes. Comme Tharrena avait suivi l'exemple de Pianciani et pris son congé, le major Spinazzi reçut le commandement de sa brigade. Le départ de Pianciani, la déviation de l'expédition de son bnt primitif, le mécontentement et les dissentiments qui en furent çà et là la conséquence dans le personnel de l'expédition, occasionnèrent d'abord quelque confusion, d'autant plus qu'un certain nombre d'officiers avaient donné leur démission, comme Pianciani. Rustow fit tous ses efforts pour réorganiser la troupe pendant son séjour à Milazzo, les pourvut d'armes et de mnnitions, et la fit exercer, chose pour laquelle jnsque-là on n'avait pu trouver un seul jour, sauf pour la première brigade, à Gênes.

Quant à la cinquième et à la sixième brigade, qni se trouvèrent par suite du cours des événements privées de toute communication avec celles dont nous venons de parler, et qni étaient restées dans l'Italie centrale, nous aurons plus tard l'occasion d'en parler.

Pendant ce temps Garibaldi, qni avait quitté Palerme le 17, et s'était rendu sur la côte est de la Sicile, commençait les opérations de son passge en Calabre.

Dans ce moment les forces dont il disposait se divisaient en deux groupes : près de Taormina et de Giardini étaient réunis les 4,500 hommes de Bixio et d'Eberhard ; l'autre groupe comptant maintenant 12 à 13,000 hommes se trouvait en plusieurs échelons sur la côte nord-est de l'île : en première ligne, près de Messine et de Torre di Faro, les divisions Cosenz et Medici et la brigade Eber, environ 8,000 hommes, sans compter les troupes destinées à observer la citadelle de Messine; en arrière, près de Spadafora, la brigade Sacchi, 1,200 à 1,500 hommes ; enfin derrière celle-ci, à Milazzo, la division Rustow, 4,000 hommes environ.

Orsini était parti de Palerme par mer le 28 juillet, avec les troupes d'artillerie qu'il avait organisées dans cette ville, et douze pièces de position de 24, une batterie de pièces de montagne, une batterie de campagne, et 2 mortiers : à Milazzo, il avait pris encore en passant 9 mortiers, et il s'était rendu avec ces 35 pièces à Torre di Faro, où l'artillerie depuis le commencement du mois d'août éleva et arma les batteries de côte dont Garibaldi avait ordonné l'établissement, et construisit, de concert avec le génie, quelques batteries flottantes ainsi que des ponts volants pour opé-

rer le débarquement en Calabre des chevaux et du matériel d'artillerie. Dans les premiers jours du mois d'août, 156 barques se trouvaient rassemblées près de Torre di Faro.

Le commandant de la citadelle de Messine ne négligea pas de protester contre les préparatifs de l'armée italienne du sud pour passer en Calabre, comme étant une violation de l'arrangement précédemment conclu; mais peu au fait de ce qui se passait, et d'ailleurs hors d'état de s'y opposer efficacement, il ne fit rien de sérieux dans ce but.

Garibaldi, qui supposait avoir attiré par ses travaux l'attention des croiseurs napolitains presque exclusivement sur Torre di Faro et les environs, résolut maintenant de commencer l'opération du passage du gros de son armée sur un point situé plus au sud. Les troupes de Bixio et d'Eberhard devaient traverser de Giardini, près de Taormina, à Melito en Calabre, marcher de là sur Reggio pour attaquer cette ville, et aussitôt le combat commencé, Medici et Cosenz devaient à leur tour jeter le plus de monde possible, avec les barques restées à leur disposition, de Torre di Faro dans la contrée de Villa S.-Giovanni.

Garibadi se rendit en personne à Taormina, où il trouva le *Torino*, le *Franklin*, les hommes amenés par ces deux navires et la division Bixio : l'effectif total était de 4,300 hommes ; les vaisseaux dont il s'agit étaient tous deux avariés et paraissaient d'autant moins propres à recevoir, même pour une courte traversée, une plus grande quantité de soldats que celle pour laquelle ils avaient été aménagés : néanmoins Garibaldi ne se laissa pas arrêter par cette circonstance, 3,100 hommes durent monter à bord du *Torino*, 1,200 à bord du *Franklin*.

Le 19 août, à 10 heures du soir, ils quittèrent Taormina, et le lendemain vers 2 heures du matin ils furent en vue de Melito, entre le cap dell' Armi et le cap Spartivento. Non loin du premier de ces promontoires le *Torino* donna sur un écueil ; du reste, dès le commencement, le capitaine de ce vaisseau avait été considéré comme une personne en qui l'on ne devait point mettre une confiance illimitée. Garibaldi fit aussitôt mettre à terre toutes les troupes que portait le *Torino*, et le *Franklin* dut chercher à sortir le *Torino* de sa position dangereuse, mais il n'y put réussir. Garibaldi se rendit donc à bord de ce dernier, pour se diriger sur le Faro et en rame-

ner le secours nécessaire; au delà du cap Armi, il croisa deux navires de guerre à vapeur napolitains, l'*Aquila* et la *Fulminante*; ceux-ci aperçurent bientôt le *Torino* et commencèrent à le canonner; lorsqu'ils virent qu'il ne se faisait aucun mouvement sur son bord, leurs équipages l'abordèrent, le pillèrent et y mirent le feu. Pendant ce temps, Garibaldi entendant le feu des vaisseaux napolitains comprit que les secours qu'il allait chercher au Taro arriveraient dans tous les cas trop tard; il se fit mettre à terre sur la côte de Calabre pour rejoindre la division Bixio. Il fit aussitôt après marcher les troupes débarquées contre Reggio par la grande route qui longe le rivage de la mer. Bixio tenait la droite, et Eberhard la gauche; Missori, qui avait appris la descente opérée par Garibaldi, l'avait rejoint avec une partie de sa colonne et reçut l'ordre de prendre part à l'attaque de Reggio.

Les habitants de cette ville, lorsqu'ils eurent appris le débarquement du Capo dell' Armi pressèrent le commandant napolitain de la place de ne pas engager la lutte dans les rues et de ne pas exposer ainsi la ville au pillage.

Le commandant, pour tenir compte de cette prière, ne fit occuper que le fort, et prit position avec 1,000 hommes environ sur les bords d'un ruisseau qui coule au sud de Reggio. Le 20, dans l'après-midi, la division Bixio rencontra les avant-postes napolitains, qui se replièrent sur leur ligne principale après une courte escarmouche; le 21 août, Bixio attaqua cette ligne : l'aile droite des royaux seule fit quelque résistance, et par suite la brigade Eberhard éprouva des pertes relativement assez fortes; les troupes de Bixio lui-même souffrirent du feu du fort. Lorsque les Napolitains virent leur aile droite enfoncée, et la colonne de Missori paraître sur les hauteurs à l'est du fort, ils battirent en retraite sur toute la ligne, et se jetèrent en partie dans le fort, en partie dans la ville et ses environs.

Le fort fit au commencement mine de vouloir se défendre, mais dès le 22 il arbora le drapeau blanc, et entama des négociations qui aboutirent promptement à sa reddition; le 23 au matin, la garnison sortit avec ses armes et ses bagages personnels, laissant entre les mains de Garibaldi, avec la place elle-même, 8 pièces de campagne, 2 paixhans de 80, 6 paixhans de 36, 14 mortiers, 8

autres pièces de position, 500 fusils et beaucoup d'autre matériel de guerre.

Immédiatement après la victoire de Reggio, qui coûta à l'armée du sud une perte de 147 morts et blessés, Garibaldi avait fait marcher une partie des troupes qui venaient de prendre part au combat dans la direction du nord le long de la mer. — D'un autre côté, Cosenz et Medici avaient embarqué autant de troupes à Torre di Faro que le leur permettait le nombre de bateaux qu'ils avaient à leur disposition, aussitôt que, le 21, ils avaient entendu le canon de Reggio, et dans la nuit du 22, ils avaient abordé dans la contrée de Scilla : de là, apprenant que les Napolitains se concentraient près de Piale et de S.-Giovanni, ils avaient marché aussitôt vers le sud sur les hauteurs de Costa di Motaiti qui dominent Piale.

Briganti en effet, avait réuni ses propres troupes et une partie de la brigade Mellendez près de Villa S.-Giovanni.

Le 23 au matin, les Napolitains se virent entourés du côté du sud et du côté du nord par les troupes de l'armée du sud, dont le cercle se resserrait toujours davantage sur eux : les avant-postes des royaux commencèrent à une grande distance un feu parfaitement inutile contre les garibaldiens : ceux-ci ne répondirent pas, et sans lâcher un coup de fusil, Garibaldi fit sommer Briganti d'avoir à se rendre.

Bientôt l'agitation et l'inquiétude se montrèrent dans le camp des royaux : ni officiers ni soldats ne témoignaient d'une grande envie de se battre. Vers le soir, fut conclue une convention d'après laquelle les soldats napolitains déposeraient leurs armes et pourraient partir pour se rendre où bon leur semblerait. On calcule que de cette manière 9,500 hommes en tout, soit de ceux qui se trouvaient à Villa S.-Giovanni, soit des troupes non engagées du général Mellendez, se dispersèrent par suite d'une espèce de capitulation qui se reproduisit encore plus d'une fois pendant la marche rapide de Garibaldi sur Naples. Il n'est donc pas sans intérêt de dire ici en quoi consistaient ces capitulations : les officiers étaient toujours renvoyés avec leurs armes et leurs propriétés : pour la plupart ils n'avaient rien de plus pressé que de se séparer de leurs soldats, sur lesquels ils ne possédaient plus aucune autorité, dès que les liens matériels de la discipline se trouvaient brisés,

et dans l'affection, l'estime ou l'attachement desquels ils avaient fort peu de confiancé. Très-peu d'officiers passèrent dans les rangs de Garibaldi; le plus grand nombre cherchait à rentrer le plus vite possible à Naples, pour voir s'il n'y restait pas encore quelque chose à faire dans leur intérêt. Il ne passa guère plus de soldats que d'officiers à Garibaldi; les soldats, ceux du moins qui n'appartenaient pas aux régiments étrangers, placés à cet égard dans une tout autre position, ne songeaient qu'à regagner leurs foyers et à rejoindre leurs parents, leurs familles. Ils marchaient disséminés en petites troupes, par étapes irrégulières, le long des routes de la Calabre, de la Basilicate et de la Principauté, souvent mélangés de la manière la plus désordonnée, ayant sur leurs talons les bataillons de Garibaldi, faisant des haltes là où la fatigue les leur imposait, ou bien où la commodité les leur conseillait, vivant dans les auberges de leur argent, aussi longtemps qu'il leur en restait, puis volant et mendiant, même auprès des garibaldiens; les maladies n'éclatèrent pas encore parmi eux à cette époque-là: ce ne fut que plus tard que les maladies contagieuses se déclarèrent dans ces masses errantes, au delà du Volturne, où chaque auberge, chaque hameau, chaque hutte se transforma en hôpital, empestant au loin l'atmosphère. Les troupes étrangères, contraintes il est vrai par la nécessité, puisqu'elles ne connaissaient ni le pays, ni la langue et qu'elles ne pouvaient chercher d'autre patrie dans le territoire napolitain que sous les drapeaux du roi, tinrent beaucoup mieux que les troupes nationales, et ne furent pas d'ailleurs aussi promptement que celles-ci abandonnées par leurs officiers.

Les gens renvoyés dans leurs foyers par Garibaldi ne manquèrent pas, partout où ils se trouvaient, de donner une grande envie aux autres soldats napolitains encore réunis sous les drapeaux, de suivre à leur tour cet exemple à la première occasion qui se présenterait, et contribuèrent ainsi quoique indirectement au triomphe de Garibaldi.

800 hommes de ceux qui avaient capitulé à Reggio et à Piale demandèrent à être transportés à Naples; ils n'avaient voulu se rendre qu'à cette condition. Garibaldi, sans marchander avec eux, les fit embarquer sur le *Franklin*, et le 25 août ils entrèrent, sous pavillon parlementaire, dans le port de la capitale pour y annou-

cer les victoires de Garibaldi et y chanter les louanges du vainqueur.

Tout ce qui se retira avec un certain ordre des colonnes de Briganti et de Mellendez, sans avoir capitulé à Reggio ou à Piale, s'élevait à 1,800 hommes des 1er, 13e et 14e régiments de ligne, du 1er bataillon de chasseurs et du 2e régiment de lanciers.

Il est incontestable qu'il faut faire entrer en ligne de compte avec les éclatants succès de Garibaldi bien des faits déplorables et honteux de la part des Napolitains. Si les généraux napolitains et leurs officiers eussent été des hommes braves, les succès de leur adversaire auraient été une impossibilité absolue. Mais c'est une très-grande erreur de croire que Garibaldi ait manœuvré avec de l'argent pour acheter des traîtres. Garibaldi n'avait point d'argent, et les perpétuels embarras pécuniaires de l'armée du sud ne cessèrent qu'après l'occupation de Naples. Il est possible que dans telle ou telle occasion quelque coquin de l'armée royale se soit résolu à une prompte capitulation dans l'espérance de s'appliquer à lui-même, grâce aux circonstances, la caisse de son régiment ou de sa brigade, mais cela n'a pu être encore qu'un cas assez rare, car les caisses de guerre napolitaines ne regorgeaient guère non plus de numéraire. La principale cause de la rapidité des résultats obtenus par Garibaldi doit être cherchée sans aucun doute dans l'état de corruption de tous les éléments du régime napolitain, dans le manque absolu de confiance qui régnait chez toute la classe éclairée, du civil comme du militaire, et dans la confusion, le manque de résolution qui provenaient de l'ensemble de cet état de choses, assez semblable à celui qui s'était produit en Prusse en 1806. Ces mêmes individus qui, quelques semaines auparavant, malmenaient, du haut de leur grandeur, leurs soldats avec le plus effroyable arbitraire, et voulaient avaler sur la place de manœuvres toutes les armées du monde, étaient devenus plus faibles que des femmes dès que la discipline extérieure physique de la troupe n'avait plus suffi, et qu'il en avait fallu appeler à l'*homme* et à sa valeur individuelle. L'armée prussienne d'aujourd'hui, celle qui a pour représentant les « Militarischen Blætter, » ne ferait pas mal de mettre à profit ces souvenirs et cet enseignement.

Le 25 août, le général Briganti traversait à cheval la petite ville de Mileto, au sud de Monteleone, lorsque du milieu d'une bande

de soldats, licenciés par la capitulation de Piale, qui campaient là en désordre, s'éleva le cri de *traître*. A ce cri, qui le plus souvent est tout d'abord poussé par ceux qui ont été les premiers à fuir et qui veulent toujours être les premiers sauf lorsqu'il s'agit de rencontrer un ennemi en armes, cette horde tomba sur son général, le mit en pièces et le dépouilla. Des faits semblables doivent être mentionnés par l'histoire, quelque désireux qu'on puisse être d'en détourner ses regards et de les passer sous silence.

Le 24 août Garibaldi concentra toute son armée active, sauf la division Rustow, qui restait encore à Milazzo sur le terrain napolitain, à Scilla. Les troupes prirent position sur la côte, de telle sorte que la tête se trouva formée des troupes qui avaient passé le détroit les dernières ; d'abord les brigades Eber et Sacchi, puis la division Cosenz, la division Medici et enfin la division Bixio. L'artillerie, qui depuis les batteries de Torre di Faro avait entretenu les 21, 22 et 23 une vive canonnade contre l'escadre de guerre napolitaine, afin de couvrir le débarquement, dut passer aussi sur la côte de Calabre, où Orsini fut chargé d'établir de nouvelles batteries, de manière à ce que l'armée du sud pût rester absolument maîtresse du détroit.

Avant de raconter la marche de Garibaldi sur Naples à travers la Calabre, la Basilicate et la Principauté, il est nécessaire de jeter un coup d'œil sur l'insurrection de ces provinces, insurrection qui précéda l'armée du sud, et de voir en même temps quelle attitude le roi François II, sa cour et son ministère prenaient vis-à-vis des événements.

---

3. L'insurrection dans les provinces napolitaines de terre ferme.

En même temps que les premières troupes de Garibaldi abordaient sur le continent, l'insurrection éclata sur tout le territoire du roi de Naples : l'armée de Garibaldi ne fut d'abord que le point d'appui de ces soulèvements qui marchaient devant elle. Il est

impossible de suivre dans ses détails chacune de ces insurrections partielles, mais il est nécessaire d'exposer au lecteur leur développement général, ce que nous chercherons à faire en les groupant plutôt d'après les localités que d'après la succession des dates. Nous remarquerons en passant, comme un fait qui s'est reproduit presque partout, que ceux qui se montrèrent le plus actifs dans l'organisation de l'insurrection furent ces agents de Garibaldi qui, aussitôt après le premier débarquement de Missori, se répartirent peu à peu dans les provinces, et que ce furent eux surtout qui donnèrent de la force et de l'unité au mouvement.

Dans la Calabre septentrionale la population tout entière s'insurgea à la première nouvelle des victoires de Garibaldi à Reggio et à Villa S-Giovani. A Catanzaro, à Cosenza, à Castrovillari, sur la côte ouest à Paola et à S-Lucedo, les gendarmes furent expulsés, des fonctionnaires nationaux installés, l'insurrection proclamée au nom de Victor-Emmanuel et de Garibaldi. A Cosenza se trouvait dans ce moment la brigade napolitaine Caldarelli; le 26 août le gouvernement de l'insurrection conclut avec co général une convention d'après laquelle, en abandonnant le superflu de ses armes, il devait se retirer pacifiquement jusqu'à Salerne en onze étapes, et s'engageait à ne point combattre contre Garibaldi. Caldarelli, qui devait entrer à Salerne le 6 septembre, commença aussitôt son mouvement de retraite, opération dans laquelle nous le retrouverons dans les premiers jours de septembre. La garde nationale se forma dans toute la Calabre; une partie en fut mobilisée, réunie dans des camps, et les dispositions nécessaires furent prises d'une part pour prévenir un retour offensif de Caldarelli, d'autre part, pour rendre la retraite aussi difficile que possible aux troupes royales qui se trouvaient encore concentrées dans la Calabre méridionale.

Dans la Basilicate, le colonel Camille Boldone avait déjà rassemblé le 17 août 5 à 600 hommes sur le Monte-Cerreto, et il annonça qu'il allait marcher sur Potenza. Il ne se trouvait dans ce chef-lieu de province qu'un fort détachement de gendarmerie napolitaine, commandé par le capitaine Castagna. L'autorité insurrectionnelle do Potenza avait conclu avec le capitaine Castagna un compromis d'après lequel il ne devait pas attaquer, s'il voulait qu'on le laissât lui-même en repos. Sur l'avis donné par Boldoni,

Castagna sortit de la ville le 18 au matin pour engager en dehors du chef-lieu la lutte avec les insurgés; de la ville un détachement de garde nationale l'observait : vraisemblablement dans la conviction, du reste assez fondée, que la garde nationale ferait cause commune contre lui avec Boldoni, dès que celui-ci paraîtrait et le mettrait ainsi entre deux feux. Castagna fit tout d'un coup face en arrière et attaqua la garde nationale, ou pour nous exprimer plus exactement, se trouva engagé avec elle dans un combat qui dura fort longtemps dans les rues, où il y eut des deux parts des morts et des blessés, et qui se termina lorsque Boldoni arriva devant la ville par la dispersion des gendarmes de tous les côtés.

Le 19, un gouvernement prodictatorial fut institué à Potenza au nom de Victor-Emmanuel, roi d'Italie, et de Garibaldi, dictateur des Deux-Siciles ; ce gouvernement déclara légitime l'insurrection de la *Lucanie*, nomma le colonel Boldoni chef des forces lucaniennes, et ordonna l'établissement d'une junte d'insurrection dans chaque commune. Un tiers de la garde nationale devait être immédiatement mobilisé.

Boldoni s'occupa en conséquence de la réunion et de l'organisation de ces forces, occupa les passages les plus importants pour couvrir Potenza et fit paraître une instruction pour la guerre de partisans : dès lors toute la partie septentrionale de la Basilicate se souleva, — Fito déjà avait donné l'exemple le 19, et il fut également suivi par la partie nord-ouest de la Terre de Bari, qui se joignit à l'insurrection lucanienne ; de Spinazzola il arriva à Potenza un contingent de bandes armées. Le bas clergé se prononça en grande partie pour le mouvement, et l'ouest de la Basilicate s'insurgea bientôt comme le reste de la province et son chef-lieu. Boldoni interdit la formation de tout corps armé sans son autorisation, mesure qui avait pour objet de contrecarrer des armements réactionnaires. L'insurrection gagna ensuite les troupes elles-mêmes. Sur l'appel de Castagna, le 6e régiment de ligne dut partir de Salerne pour Potenza ; il quitta cette ville aux cris de « vive Victor-Emmanuel ! vive Garibaldi ! » Il marcha cependant jusqu'à Auletta, mais arrivé là, la majorité des soldats se refusa à passer les limites de la Basilicate et à combattre contre leurs concitoyens. Le régiment dut être rappelé le 20 août à Salerne.

Dans la Capitanate, l'insurrection avait éclaté le 17 à Foggia.

Deux escadrons de dragons qui s'y trouvaient et devaient comprimer le soulèvement firent cause commune avec lui. Le commandant militaire de l'Apulie, le général Flores, envoya de Bari à Foggia deux compagnies du 13ᵉ de ligne; mais ces troupes, à peine arrivées, firent de même que les dragons. Flores se rendit en personne à Foggia, mais il n'y obtint aucun résultat; comme pendant ce temps Bari et les autres villes de l'Apulie s'étaient révoltées, Flores concentra ses troupes, tout au moins ce qu'il en avait encore sous la main, et il se retira hors de l'Apulie, sur la frontière de la Principauté Ultérieure, où il pensait pouvoir prendre une position plus forte et compter sur l'appui d'un parti royal assez considérable. Toute l'Apulie se trouvait donc libre: elle s'organisa aussitôt pour soutenir Garibaldi.

De son côté le gouvernement insurrectionnel de la Basilicate, dès qu'il avait vu sa position assurée, s'était hâté d'user de toutes ses ressources pour porter à son tour le mouvement dans la Principauté par le moyen d'agents qu'il poussa même jusque dans la Terre de Labour et les Abruzzes. Le 25 août, Eboli, la Sala et le district de Cilento se soulevèrent dans la Principauté Citérieure; les royaux laissèrent faire tranquillement, mais ils ne virent plus la chose du même œil quand la révolution apparut jusque dans la Principauté Ultérieure. Ce fut l'enclave papal de Bénévent qui bougea le premier; puis des corps francs se rassemblèrent au sud-est de la Terre de Labour, autour d'Alise et de Piedimonte, et le bruit courait qu'ils se proposaient d'attaquer Avellino. Cela aurait coupé les communications de Salerne avec le général Flores et avec tous les corps qui se trouvaient encore dans les Abruzzes. Au nord de cette province commandait le général Benedictis: induit en erreur par les rumeurs qui circulaient, ainsi que par l'apparition de navires suspects dans l'Adriatique, il avait concentré ses troupes tout à fait au nord et établi son quartier général à Giula-Nova. Pour assurer les communications entre Salerne et Arriano, on envoya de Salerne à Avellino une forte brigade, commandée par le général Perez, qui y arriva le 26.

La ligne de défense occupée vers la fin du mois d'août par les troupes royales était donc celle de Salerne à Arriano par Avellino. Sur cette ligne, on comptait environ 20,000 hommes, et un chiffre à peu près égal en arrière de Salerne, sur la ligne allant de

cette ville à Naples par Nocera, ainsi qu'aux environs de la capitale; c'était sur ce point que se trouvaient la plus grande partie des troupes étrangères. Comme réserve de cette armée de 40,000 hommes figuraient les garnisons des deux forteresses de Capoue et de Gaëte et différents détachements dans les Abruzzes, 15,000 hommes environ, puis le corps de Benedictis sur l'Adriatique, 8000 hommes; ce qui portait le total des forces de François II sur la ligne de défense de Salerne à Arriano, et en arrière de cette ligne à 63,000 hommes au moins. En outre, deux corps se trouvaient dans ce moment engagés dans le sud : c'étaient d'une part la brigade Caldarelli, 4000 hommes, en marche de Potenza à Salerne, ainsi que nous l'avons déjà dit, et le corps du général Viale, en Calabre, évalué à 12,000 hommes, et qui servait de réserve aux brigades disparues de Mellendez et de Briganti. Si ces deux corps parvenaient à opérer leur jonction avec le gros de l'armée royale, François II pouvait, à la fin d'août, opposer à Garibaldi un effectif de 80,000 hommes.

---

4. François II et son gouvernement pendant le mois d'août.

Jusqu'au débarquement de Garibaldi en Calabre, les choses avaient continué à suivre à Naples le cours que nous avons indiqué plus haut.

Le roi était faible et incapable de toute résolution, hors d'état d'agir énergiquement dans le sens de la réaction, tout comme de se jeter d'une manière décidée du côté de la liberté; — le ministère était composé d'éléments hétérogènes, et dans son sein se trouvaient même des gens qui n'avaient pu y entrer qu'avec l'intention d'user de cette position pour renverser d'autant plus facilement le trône des Bourbons. François II cherchait à maintenir un reste d'autorité en ne cédant qu'à demi aux réclamations de son ministère, en même temps qu'il suivait un système tout semblable vis-à-vis d'autres exigences. Pendant que d'un côté on

lui recommandait d'envoyer en exil tous les hommes qui passaient pour des réactionnaires déterminés, de l'autre on faisait fêter l'anniversaire de la reine-mère, odieuse à Naples, et qui se trouvait à Gaëte avec tout son entourage. Il s'en fallut peu que cela n'aboutît à des troubles sérieux; cependant il n'y eut pas de tapage, mais l'illumination, à demi ordonnée, manqua complétement, et la représentation de gala ne put avoir lieu au théâtre, tous les acteurs qui devaient jouer ayant trouvé cent prétextes pour s'en dispenser. La haine qui se déclara le 30 juillet seulement contre la personne de la reine Marie-Thérèse, se manifesta bientôt comme un sentiment général à l'égard de toute la race des Bourbons. Nunziante, qui avait été exilé comme réactionnaire, mais qui d'ailleurs était suspect depuis longtemps de faire partie de la conspiration, non garibaldienne, mais cavourienne contre la dynastie napolitaine, ou contre la royauté de François II tout au moins, se montra ouvertement partisan de Cavour aussitôt qu'il eut mis le pied sur le sol de la France, et bien d'autres généraux parlèrent tout haut le même langage que lui. Que pouvait-on attendre des troupes dans de pareilles circonstances? Personne ne croyait plus à la continuation de la dynastie des Bourbons. Le peuple de Naples, une grande partie des fonctionnaires, même des employés de la police regardaient déjà Garibaldi comme un libérateur, et la chute de François II ne paraissait plus être qu'une question de temps. La presse disait tout sans crainte comme sans danger; les portraits et les bustes de Victor-Emmanuel et de Garibaldi étaient partout dans les rues, tandis que personne ne voulait entendre parler de ceux du roi ni de la reine.

Longtemps François II se flatta de la vaine espérance que la France et le Piémont mettraient obstacle à une invasion de Garibaldi dans les provinces de terre ferme; il se figurait même avoir reçu de ces deux puissances des promesses positives à ce sujet. Il connaissait la lettre que Victor-Emmanuel avait adressée à Garibaldi, et avec ses idées sur l'autorité royale, il était loin de supposer qu'un homme comme ce flibustier osât désobéir à l'ordre d'un souverain. Le roi, du reste, et son gouvernement, — ce dernier sauf quelques exceptions, — n'avaient jamais voulu admettre, quoi qu'on eût pu leur dire, que ce ne fût pas sur l'ordre de Cavour que Garibaldi avait entrepris toute l'expédition de Si-

cile, et que Garibaldi eût, au contraire, agi en réalité de son chef et avec ses seules forces.

François II fut réveillé de ses illusions sur la sécurité de ses provinces de terre ferme par les premières nouvelles certaines qui arrivèrent à Naples, le 11 août, sur le débarquement de Missori. Naturellement on ignorait encore dans la capitale qui avait opéré le passage et quelles étaient les forces des assaillants. François II fit appeler auprès de lui l'ambassadeur français, M. Brenier, et lui parla des promesses qu'il croyait lui avoir été faites par l'empereur Napoléon et par Cavour. M. Brenier déclara naturellement qu'il ne savait pas le premier mot de semblables promesses. Le jeune roi lui demanda alors son avis sur ce qu'il avait à faire. L'ambassadeur lui conseilla de se mettre aussitôt en personne à la tête de son armée et de marcher à la rencontre de Garibaldi, en confiant Naples et ses environs à la surveillance du ministre de la guerre Pianelli et de la garde nationale. Dans le cas où l'armée, malgré la présence du roi à sa tête, se laisserait battre, il pourrait toujours quitter son royaume et chercher un asile sûr auprès d'un souverain ami : dans tous les cas cette manière de faire serait la plus honorable, la plus digne d'un roi, et sa magnifique capitale demeurerait à l'abri des horreurs de la guerre. — Le roi répondit à Brenier qu'il suivrait son conseil dès que ses troupes auraient remporté un premier succès, mais qu'il voulait attendre auparavant cette circonstance favorable. Autant eût valu dire qu'il ne voulait pas se mettre à l'eau avant de savoir nager.

On a beaucoup parlé de l'*héroïsme* de François II. Les partisans de l'obscurantisme et du despotisme, qui ont inventé ce *roi-héros*, peuvent d'autant plus aisément le présenter au monde avec cette auréole, et finir, à force de répéter leurs louanges, par les faire admettre dans tout l'univers, qu'il n'est pas agréable à des hommes de cœur d'attaquer l'infortune : or, ces gens ont mis à profit l'infortune de François II pour chanter leur hosannah à la gloire de l'héroïsme royal de leur client. Mais cette falsification de l'histoire ne saurait être tolérée, et quelque pénible que puisse nous être cette tâche, nous nous sentons obligés par notre devoir à mettre de côté ces instincts généreux qui portent le cœur de

l'homme au respect du malheur, pour rétablir une vérité historique que ces déclarations affectées tendent à détruire.

Si François II avait été réellement un roi-héros, ou pour parler plus modestement s'il avait eu dans le caractère le moindre vestige d'héroïsme, il aurait immédiatement suivi le conseil de Brenier, il se serait mis à la tête de son armée, il est vrai, sans l'arrière-pensée de se sortir de la lutte après la première bataille perdue; un héros aurait préféré une fin glorieuse à une existence sans honneur.

Le 11 août, plusieurs des sommités de la réaction s'enfuirent encore de Naples, entre autres le général Filangieri, qui, en qualité de ministre de François II, avait opposé au rétablissement de la constitution la plus opiniâtre résistance, et qui dans ce moment cherchait à faire croire à tout le monde que c'était lui au contraire qui avait poussé le roi à donner cette constitution.

Le 12 août, dans le conseil des ministres, Liborio Romano fit la proposition de représenter au roi la nécessité, dans le dangereux état où se trouvait le royaume, de consulter et d'entendre son ministère responsable sur toutes les questions qui se rapportaient à la direction de la guerre, Spinelli se chargea de faire au roi cette demande. Celui-ci répondit que la constitution lui donnait le droit de décider en ce qui concernait la guerre ou la paix, et qu'il agissait conformément à la constitution. C'est une chose remarquable que l'exacte connaissance que les souverains ont toujours des articles de constitutions où se trouvent consacrés pour eux quelque droit ou quelque privilége.

Sur cette réponse de François II, Liborio Romano et quelques-uns de ses collègues voulurent donner leur démission, mais le ministère s'y opposa; Liborio Romano se rabattit alors sur une seconde proposition d'après laquelle il serait adressé au roi, par lettre, une instante demande que la ville de Naples ainsi que ses environs ne devinssent en aucun cas le théâtre de la guerre. On discuta assez longtemps cette question dans le ministère sans arriver à une résolution. Liborio Romano, aussitôt qu'il eut l'occasion de voir le roi personnellement, lui fit le plus triste tableau de la situation, lui dit quels étaient les sentiments de la population, et lui déclara catégoriquement qu'elle regardait la chute de la domination des Bourbons comme inévitable, quoi que pût ou voulût faire

François II. Il chercha de plus à détruire dans son esprit toute confiance dans l'armée napolitaine: François II persista à garder néanmoins cette confiance, mais il ne fit pas la moindre chose pour se convaincre de ses véritables sentiments, non plus que pour améliorer ou relever, autant que cela aurait été encore possible, le moral de l'armée.

En même temps le ministère demandait au roi l'éloignement de Naples du comte Aquila, son oncle. Il était accusé de tenter le renversement du gouvernement existant; on avait trouvé des portraits de lui avec cette souscription: « Vive le Régent! » on avait saisi des armes qui avaient été envoyées à Naples par ses ordres; un coup de feu tiré le dimanche précédent dans la rue de Tolède, avait été interprété comme un signal, bien que rien absolument n'eût été la conséquence de ce soi-disant signal. Bref, le comte Aquila devait être à la tête d'une conjuration, seulement on ne savait pas si elle se rattachait ou non aux intrigues de Cavour. Le roi céda, et le 15 août le comte dut s'embarquer « chargé d'une mission pour l'Angleterre. »

La brusque apparition de Garibaldi dans le port de Castellamare et l'audacieuse tentative que dans la nuit du 13 au 14 août il fit pour enlever le vaisseau de ligne le *Monarca*, avaient mis Naples tout entier en mouvement. Un seul coup de fusil tiré dans la rue au milieu de cette incroyable agitation aurait pu causer le plus grand désordre et entraîner des conséquences incalculables. Les uns redoutaient, les autres espéraient un prochain débarquement de Garibaldi dans le port même de la capitale. Le commandant de la place de Naples la mit de nouveau en état de siége, et en faisant appel au bon esprit de la population, il défendit tout rassemblement de plus de dix personnes : tout attroupement de ce genre qui ne se disperserait pas à la seconde sommation, devait être dissous par la force des armes; les réunions secrètes étaient interdites d'une manière absolue, et dans ces réunions l'on faisait rentrer même les comités qui s'étaient formés en vue des prochaines élections ou qui, pour mieux dire, avaient pris ces élections pour prétexte, car en réalité, personne à Naples ne croyait sérieusement qu'il dût y avoir une élection quelconque avant l'arrivée de Garibaldi. Ritucci interdit aussi le port des armes; les armes à feu, les armes blanches, et même les cannes d'un trop fort calibre étaient égale-



ment prohibées, aussi bien que toute accumulation de pavés dans les rues, ou toute espèce de cris séditieux sur les places ou dans les rues de la ville. Le même jour, la police invita par des affiches apposées au coin de toutes les rues les habitants de la capitale à ne pas prendre peur s'ils entendaient le lendemain matin le bruit du canon; ce devait être seulement la fête de Napoléon. Par la même occasion, les élections au Parlement étaient ajournées jusqu'au 30 septembre: six semaines de retard qui devaient être fécondes en événements.

Le 21 août on eut à Naples la certitude du débarquement de Garibaldi au Capo dell' armi. Ce fait suffit pour faire disparaître le peu de confiance qui avait pu jusque-là se maintenir dans la continuation du gouvernement de François II. Nous donnerons ici à nos lecteurs deux documents qui peignent parfaitement la situation.

Le 22 août, le ministère transmit au roi l'adresse que voici :

« Sire !

« Les circonstances extraordinaires dans lesquelles se trouve le pays, la situation extrêmement difficile dans laquelle nous ont mis à l'extérieur comme à l'intérieur les insondables décrets de la Providence, nous imposent vis-à-vis de Votre Majesté les devoirs les plus sacrés et les plus pénibles, et nous engagent à vous adresser un langage libre et respectueux comme témoignage solennel de notre dévouement à la cause du trône et du pays.

« Nous déclarons que la situation est des plus dangereuses : nous en faisons la preuve. Par la coïncidence d'une quantité de causes profondément regrettables et sur lesquelles nous préférons tirer un voile, nous voyons cette glorieuse dynastie fondée par le magnanime Charles III, et qui a duré cent vingt-six ans jusqu'à Votre Majesté, dans le cœur de laquelle s'épanouissent les plus belles fleurs des vertus morales et religieuses, nous voyons cette dynastie réduite par le sort des temps et la méchanceté des hommes à ce point que le retour d'une confiance réciproque entre le peuple et le prince n'est pas seulement devenu difficile, mais même impossible.

« Nous nous bornons à constater un fait social sur lequel il ap-

partiendra à la postérité et à l'histoire de prononcer. Mais au point où nous nous voyons arrivés, nous considérons comme de notre devoir de proposer et de conseiller à Votre Majesté ce qui suit :

« Que Votre Majesté s'éloigne pour quelque temps du pays et du palais de ses ancêtres.

« Qu'elle institue comme régence temporaire un ministère digne de toute confiance.

« Nous sommes forcés de reconnaître combien sont urgentes ces mesures. Ni nous, ministres de la couronne, ni personne autre n'est en état de changer ou de modifier à cet égard l'opinion publique, il ne nous reste que la douloureuse nécessité de nous en ouvrir librement, mais tristement à Votre Majesté.

« Pourrions-nous ne tenir aucun compte de cette expression générale de la méfiance publique qui se fait jour de toutes parts et qui pénètre malheureusement dans les masses, et, ce qui est pire encore, dans une partie de l'armée de terre et de la flotte, qui sont cependant et qui doivent être la dernière garantie du trône et de l'ordre social.

« Nous sommes fermement convaincus, Sire, qu'il n'est pas plus en notre pouvoir de modifier l'opinion publique que de la dédaigner; et en fait, dans des temps comme ceux-ci, la force matérielle demeurera toujours nulle et sans effet, si elle n'est pas appuyée par l'opinion publique, si elle ne reçoit pas de celle-ci sa véritable efficacité. Et ce n'est pas là tout : aux inextricables difficultés de la situation intérieure viennent se joindre celles de la situation extérieure. Nous nous trouvons en présence de l'Italie, qui s'est jetée dans la voie de la révolution avec le drapeau de Savoie à la main, c'est-à-dire appuyée du cœur et du bras d'un gouvernement qui est solidement constitué et qui est représenté par la plus antique dynastie de l'Italie. Tels sont les dangers, telle est la menace qui, par la volonté du sort, pèsent sur le gouvernement de Votre Majesté.

« D'un autre côté, le Piémont ne marche pas seul et sans appui. Les deux grandes puissances occidentales, la France et l'Angleterre, bien que pour des motifs et dans des buts différents, étendent sur le Piémont leurs mains protectrices. Garibaldi n'est

évidemment que l'instrument de cette politique maintenant toute-puissante.

« Ces circonstances une fois données, nous voulons chercher quelle route il faut suivre pour sauver l'honneur, la dignité et l'avenir de la dynastie que représente Votre Majesté.

« Supposons le cas d'une résistance poussée jusqu'aux dernières limites; nous devons avant tout avouer à Votre Majesté que nous tenons les éléments de cette résistance pour singulièrement affaiblis, vacillants et incertains. Quel compte le gouvernement peut-il faire sur la marine royale qui, disons-le franchement, est en pleine décomposition? Et l'on ne peut avoir une confiance plus grande dans l'armée de terre, qui a brisé elle-même tous les liens de la discipline et de la subordination et qui ne peut plus servir dans une guerre régulière.

« Lequel des chefs de cette armée en prendrait la responsabilité avec une conscience nette? Et le petit noyau qui reste des troupes étrangères ne peut guère inspirer plus de confiance que l'armée nationale. Ce ramassis d'hommes armés qui sont dépourvus de tout sentiment d'honneur militaire, et qui n'ont aucun attachement sincère pour Votre Majesté, ne serait propre qu'à éveiller la défiance des soldats nationaux, des citoyens honorables, en menaçant tout sans rien garantir.

« Lequel des conseillers clairvoyants de la couronne pourrait approuver le combat et la résistance, alors que la lutte n'aurait d'autres appuis que des éléments aussi inconsistants, aussi incertains, aussi vermoulus? Dans tous les cas, des flots de sang devraient couler, et même en admettant une victoire momentanée de l'armée et du gouvernement de Votre Majesté, cette victoire, Sire, serait un de ces malheureux triomphes qui sont pires que cent défaites, une victoire achetée au prix de la dévastation de vos provinces et d'un torrent de sang répandu, une victoire qui soulèverait l'opinion de toute l'Europe et ferait la joie de tous les ennemis de votre maison, une victoire qui peut-être ouvrirait un abîme entre vous et les peuples qui ont été confiés par la Providence à votre cœur paternel.

« Si donc nous nous voyons engagés par l'honneur et par notre conscience à rejeter le parti de la résistance, de la lutte et de la

guerre civile, quelle résolution sera assez sage, honorable et humaine pour être vraiment digne d'un descendant de Henri?

« La seule résolution que le sentiment de nos devoirs nous permette de conseiller à Votre Majesté est :

« Que Votre Majesté s'éloigne pour quelque temps du pays et du palais de ses ancêtres, et qu'elle institue comme régence temporaire un ministère honorable et capable d'inspirer toute confiance.

« A la tête de ce ministère, vous ne placerez pas un prince de la famille royale : sa présence, pour des motifs que nous ne voulons pas expliquer ici, suffirait pour empêcher la confiance publique de se rétablir, et ne serait point en même temps une garantie suffisante pour les intérêts de la dynastie. Vous placerez plutôt à la tête du ministère un homme qui soit généralement connu et honoré, et qui mérite aussi bien la pleine confiance de Votre Majesté que celle du pays. En même temps que Votre Majesté s'éloignera de son peuple, elle lui adressera quelques paroles loyales et magnanimes qui seront pour lui un témoignage de votre cœur paternel et de votre noble décision d'épargner au pays les horreurs de la guerre civile. Vous invoquerez le jugement de l'Europe, et vous déclarerez attendre du temps et de la justice de Dieu le retour de la confiance de votre peuple et le triomphe de vos droits légitimes.

« Tel est, Sire, le conseil que nous devons donner à Votre Majesté avec la franchise d'une bonne conscience, et c'est le seul que nous pouvons donner. Nous avons la confiance que Votre Majesté ne dédaignera pas des avis respectueux et éclairés qui ont pour but d'assurer l'honneur et la dignité de la dynastie, en même temps que l'ordre public qui se trouve en danger.

« *Si par malheur Votre Majesté, dans sa sagesse, ne croyait pas devoir accepter ce conseil, il ne nous resterait rien autre à faire qu'à renoncer à la haute dignité dont Votre Majesté nous avait honorés, attendu que nous devrions y voir la preuve que nous ne jouissons pas de la confiance de notre souverain.* »

Le second document que nous avons mentionné est une lettre adressée au roi par son oncle, le comte de Syracuse, en date du 24 août, et qui était ainsi conçue :

« Sire ! si précédemment ma voix s'est élevée pour conjurer les dangers qui menaçaient notre maison, et si alors elle n'a pas été entendue, permettez cependant, aujourd'hui qn'elle annonce des périls encore plus grands, qu'elle pénètre jusqu'au fond de votre âme et qu'elle ne se perde pas au travers de conseils à la fois imprndents et pernicieux.

« La sitnation de l'Italie est devenue tout autre. Le sentiment de l'unité nationale a fait des pas de géant dans les quelques mois qui ont suivi la prise de Palerme; il a enlevé à Votre Majesté cette force sur laqnelle reposent les États; il a rendu impossible votre alliance avec le Piémont. C'est avec un sentiment d'horreur analogue à celui qui s'était manifesté lors des massacres de Syrie et avec une effrayante unanimité que les populations de l'Italie septentrionale ont repoussé les ambassadeurs de Naples, et que l'on nous a abandonnés à la triste épreuve du sort des armes, seuls, sans aucun allié, livrés à la haine des masses qui se levaient sur tous les points de l'Italie avec un cri de malédiction, ameutées contre notre maison devenue l'objet de la répulsion générale. Pendant ce temps, le feu de la gnerre civile a entamé les provinces du continent; cette guerre civile entraînera avec elle votre dynastie jusqu'au fond du gouffre, sur le bord duquel de déplorables conseils font depuis longtemps marcher la postérité de Charles III. Le sang versé inntilement inondera encore les villes du royaume, et vous, Sire, qui avez été un moment l'espérance et l'amour de votre peuple, vous serez regardé avec horreur comme la seule cause d'une guerre fratricide.

« Sire ! il est encore temps. Sauvez votre maison des malédictions de l'Italie entière ! Suivez l'exemple de notre royale tante de Parme, qui, aux premières lueurs de la guerre civile, a aussitôt délié ses sujets de leur serment de fidélité et les a rendus maîtres eux-mêmes de leur sort. L'Europe et ses peuples vous tiendront compte de ce noble sacrifice, et vous, Sire, vous pourrez élever avec confiance vos regards vers Dieu, qui reconnaîtra la magnanime action de Votre Majesté.

« Trempé dans l'infortune, votre cœur s'ouvrira aux généreux sentiments de l'amour de la patrie, et vous bénirez le jour dans lequel vous aurez pris la magnanime résolution de vous sacrifier vous-même à la grandeur de l'Italie !

« En vous adressant ces paroles, Sire, j'accomplis un devoir sacré que m'impose mon expérience, et je prie Dieu qu'il vous éclaire et vous rende par là digne de ses bénédictions.

« De Votre Majesté, l'oncle dévoué,

« LÉOPOLD, comte de Syracuse. »

Ainsi donc l'oncle même du roi lui conseillait de faire le sacrifice de sa couronne à la grandeur de l'Italie : en fait, un pareil acte, accompli librement et énergiquement, et alors que la possibilité d'une résistance existait encore, eût pu réhabiliter les Bourbons aux yeux de l'Europe. Une résistance héroïque, dans laquelle le jeune roi aurait mis en jeu sa propre personne, eût été également digne de sympathie. Mais, comme nous allons le voir, François II ne sut choisir ni l'un ni l'autre de ces deux chemins, qui tous deux eussent été dignes d'un roi. Le ministère, dans son adresse, conseillait seulement au roi de quitter Naples *temporairement*. Évidemment, il ne manquait au conseil du ministère que la franchise du comte de Syracuse : l'auteur de l'adresse était Liborio Romano, et il est absolument invraisemblable que Liborio Romano ait pu supposer que François II, après avoir une fois quitté le pays, pourrait jamais rentrer à Naples. Liborio Romano voulait éloigner le roi uniquement afin de n'être pas contrecarré par celui-ci, et de pouvoir livrer Naples ou à de Cavour ou à Garibaldi, suivant les circonstances et suivant que l'un ou l'autre serait plus promptement à portée de tendre la main pour saisir le cadeau.

Avant de dire comment François II se comporta vis-à-vis de l'adresse de son ministère, nous avons à mentionner quelques événements qui se passaient en même temps et qui contribuent pour beaucoup à expliquer l'ensemble de la position, lors même qu'au premier abord ils ne paraissent pas être en relation avec elle.

Le 3 août Garibaldi, pour faire échec aux intrigues cavouriennes, avait de son chef promulgué le Statut piémontais comme loi fondamentale de la Sicile, et ordonné la prestation du serment de fidélité à Victor-Emmanuel, mais sans fixer encore de terme précis. Ce ne fut que le 21 août, c'est-à-dire après que le débarquement de Garibaldi sur le continent fut connu, que de Martino

protesta contre cet acte auprès des puissances étrangères au nom du gouvernement napolitain. Il résulte clairement de là que, pendant un certain laps de temps, le gouvernement de Naples fut parfaitement résolu à abandonner la Sicile au roi Victor-Emmanuel, à la condition que celui-ci voudrait et pourrait s'opposer au débarquement de Garibaldi sur le continent. Ce ne fut qu'au moment où l'on vit que cette supposition était dénuée de tout fondement que l'on revint à Naples sur le consentement tacite donné jusqu'alors à l'occupation de la Sicile.

Le gouvernement piémontais avait envoyé quelques vaisseaux de guerre ayant à bord un certain nombre de bersagliers dans le port de Naples, sous le prétexte de protéger ses ressortissants établis dans cette capitale contre les éventualités qui pouvaient se produire; mais il est vraisemblable qu'en même temps et surtout il s'agissait pour lui d'avoir là quelques bonnes troupes sous la main, dans le cas où la révolution de palais qu'il attendait arriverait à bien. Chose singulière, précisément le soir où l'on apprit le débarquement de Garibaldi, c'est-à-dire le 21 août, une certaine quantité de bersagliers furent mis à terre : excités contre les Piémontais, des soldats de la garde royale les attaquèrent, et il s'entama une espèce de combat de rues auquel prit bientôt part la garde nationale, mais en faveur des bersagliers. Deux de ces derniers furent blessés dans la lutte. Aussitôt l'ambassadeur piémontais, M. de Villamarina, réclama une satisfaction qui lui fut immédiatement accordée; les soldats de la garde napolitaine furent mis en jugement devant un conseil de guerre, et les bersagliers reçurent 20,000 francs d'indemnité.

En même temps, une autre demande de satisfaction se produisit avec non moins de vivacité. On se rappelle que lors du tumulte du 28 juin l'ambassadeur français, M. Brenier, avait reçu une blessure; à cette époque, celui-ci n'avait pas réclamé autre chose, sinon que M. La Greca réglerait cette affaire avec M. Thouvenel à son arrivée à Paris, où il se rendait comme ambassadeur du roi de Naples. M. Brenier reçut la nouvelle de M. Thouvenel que La Greca n'avait rien réglé du tout relativement à cette question, et le ministre des affaires étrangères du cabinet des Tuileries lui donnait en même temps carte blanche pour agir désormais à ce sujet comme il l'entendrait. Brenier réclama là-dessus que la conr

de Naples envoyât à Paris une ambassade extraordinaire pour y porter des excuses formelles; il demanda de plus le cordon de Saint-Janvier pour M. Thouvenel et un dédommagement pécuniaire complet pour tous les Français qui, de manière ou d'autre, avaient souffert du bombardement de Palerme. Tout lui fut de suite accordé, et le duc de Cajanillo partit avec une lettre de regrets de François II pour Napoléon III, sur le concours duquel on persistait toujours, à la cour de Naples, à conserver quelques espérances.

C'était le 22 août, ainsi que nous l'avons dit, que le ministère avait transmis au roi l'adresse que nous avons reproduite plus haut. François II réclama 48 heures de réflexion; après ces 48 heures, il ne se résolut ni à abdiquer, ni à accepter la démission de ses ministres. Cette démission leur fut refusée sous toutes sortes de prétextes, et le ministère resta nanti de diverses questions parmi lesquelles la plus importante consistait dans un projet de neutralisation de la ville de Naples, et dans les négociations à suivre relativement à ce projet.

En attendant, au fond, François II s'était complétement jeté dans les bras de la réaction : sa belle-mère et ses frères de mère, les comtes de Trani et de Caserta avaient entièrement le dessus à la cour; on tramait une grande conspiration dont les fils n'allaient pas seulement jusqu'à leur résidence de Gaëte, mais bien jusqu'à Rome. Le 30 août, un coup d'État devait remettre le pouvoir absolu entre les mains de François II; l'armée, appuyée sur celle de Lamoricière, qui dans certaines circonstances données pouvait opérer de concert avec elle, devait être aussitôt menée à la rencontre de Garibaldi. Pour paralyser l'action de Liborio Romano et du ministre de la guerre, Pianelli, le général réactionnaire Cutrofiano, devait d'abord être nommé commandant de place, et Ischitella, qui avait pendant qnelque temps quitté ces fonctions, être rappelé au commandement de la garde nationale. Ces nominations eurent effectivement lieu le 27, et le 28 Cutrofiano proclama de nouveau l'état de siége. Nous ne pouvons mieux caractériser les tendances du parti réactionnaire qu'en donnant à nos lecteurs le texte d'un manifeste adressé au roi, manifeste qui fut imprimé succinctement, et qui devait être jeté dans le public le 30; il était ainsi conçu :

« Le peuple napolitain à son roi François II.

« Lorsque la patrie est en danger, le peuple est en droit de demander à son roi qu'il la défende ; car les rois sont faits pour les peuples, et non les peuples pour les rois. Nous devons leur obéir, mais ils doivent nous comprendre et nous protéger ; c'est dans ce but que Dieu ne leur a pas donné seulement un sceptre, mais aussi une épée.

« Aujourd'hui, Sire, l'ennemi est à vos portes, la patrie est en danger. Depuis 4 mois, un aventurier, à la tête de bandes ramassées dans toutes les nationalités, a pénétré dans votre royaume et a répandu le sang de nos frères. La trahison de quelques misérables l'a secondé ; une diplomatie plus misérable encore l'a soutenu en même temps dans ces criminelles tentatives. Encore quelques jours, et cet aventurier nous imposera son joug odieux ; nous ne connaissons que trop bien ses intentions, et vous aussi, Sire, vous les connaissez ; du reste, cet homme n'en fait pas mystère. Sous le prétexte de vouloir réunir ce qui n'a jamais été uni, il veut faire de nous des Piémontais, nous enlever notre catholicisme, et après avoir anéanti la religion, établir dans nos provinces un gouvernement républicain sous la féroce dictature d'un Mazzini dont il sera le bras et le glaive.

« Mais, Sire, depuis des siècles nous sommes Napolitains. Votre immortel aïeul, Charles III, nous a arrachés au joug des étrangers ; nous voulons rester Napolitains, vivre et mourir Napolitains, avec cette belle et sage civilisation que nous a donnée ce grand roi. Et quoi ? Le fils de Ferdinand ne saurait pas tenir d'une main ferme le sceptre qu'il a reçu de son père de glorieuse mémoire ? Le fils de Marie-Christine nous abandonnerait honteusement à son ennemi ? François II, en un mot, notre souverain bien-aimé, n'aurait pas le courage et la force du moindre des rois ? Non, Sire, non ! cela ne peut être !

« Sire, sauvez donc votre peuple ! Nous vous le demandons au nom de la religion qui vous a sacré comme roi, au nom des lois qui vous ont transmis le sceptre de vos prédécesseurs, au nom du droit et de la justice qui vous imposent le devoir de veiller assidûment à notre bien, et de mourir, s'il le faut, pour sauver votre peuple.

« Nous vous répétons, Sire, que la patrie est en danger, et qu'elle réclame de vous à haute voix, quatre choses :

« 1° Votre ministère vous trahit : ses actes le prouvent, ses relations avec Judas et Pilate le témoignent; chassez vos ministres, et mettez à la tête des affaires des hommes choisis, honorables, dévoués à votre peuple, à la couronne, à la constitution.

« 2° Beaucoup d'étrangers conspirent contre votre trône, contre votre nation. Chassez ces étrangers du royaume.

« 3° Il se trouve dans votre capitale de nombreux dépôts d'armes. Ordonnez le désarmement.

« 4° Toute la police est vendue à vos ennemis; mettez à sa place une autre police honorable et fidèle.

« Voilà, Sire, ce que réclame de vous votre peuple napolitain; votre armée vous est aussi dévouée qu'elle est brave; tirez l'épée et sauvez le pays ! Lorsque l'on a le droit et la justice, l'on a aussi Dieu pour soi !

« Vive notre roi François II ! Vive la patrie ! Vive la constitution ! Vive la brave armée napolitaine ! »

Personne ne contestera à cet appel sa chaleur, son énergique vivacité; mais qu'il ait été dicté par une influence cléricale et qu'il n'y eût que fort peu de sérieux dans ses fréquentes invocations à la constitution, cela se voit et se sent à une bonne distance; pour nous, ce document est particulièrement intéressant en ce qu'il nous montre ce qu'il faut penser de la manière d'agir d'un roi à qui ses propres partisans ne paraissent pouvoir dire que des injures.

Vis-à-vis de ce manifeste, qui fut *secrètement* imprimé et qui ne devait jamais voir le jour, on nous permettra d'en mettre en regard deux autres pris parmi les nombreux appels du parti révolutionnaire, et qui, eux, étaient au même moment publiquement affichés à tous les coins de rue de Naples pour annoncer à la capitale l'arrivée de Garibaldi.

« Le dictateur Garibaldi s'avance à la tête de 14,000 hommes au travers de la Calabre; les troupes royales se joignent à lui, ou fuient au seul éclat de son épée. La révolution qui a éclaté dans la Basilicate, trouve un écho dans le cœur de tous les amis de la patrie, et se répand avec la rapidité fulgurante de la pensée, de

province en province. De l'extrémité de la Calabre jusqu'à Salerne, les chaînes des Bourbons maudits sont brisées pour toujours.

« Frères, descendons de nos montagnes sur lesquelles n'a jamais disparu l'amour de la patrie et de la liberté ; renversons dans notre élan les ennemis de l'Italie : combattre pour l'unité et la liberté de l'Italie, est le plus ancien, le plus ardent désir de nos âmes. Debout ! Le moment est décisif, la victoire certaine, car notre cause est sacrée, et la Providence combat avec nous. Vive l'unité de l'Italie ! Vive Victor-Emmanuel ! Vive notre dictateur Garibaldi ! »

Voici maintenant une autre de ces proclamations :

« Napolitains ! Il est temps d'en finir avec la postérité de Charles III : vous savez maintenant ce que c'est que le droit divin, et vous n'avez rien, plus absolument rien à faire avec lui !

« L'homme qui vous gouverne ne s'appelle pas François II : non ! son nom est *bassesse*, *la haine* était son père, *la trahison* son grand-père, *le mensonge* son arrière-grand-père.

« Nous ne parlons pas de sa grand'mère et de son arrière-grand'mère, de Messaline et de Sapho, afin que nos filles n'aient pas à rougir.

« Napolitains, il y a déjà trop longtemps que vous entendez résonner dans vos rues le cri allemand *wer da ?* et que vous répondez : *esclaves !*

« Il est temps que ce cri se fasse entendre : *Chi va là ?* et que vous puissiez répondre : *citoyens.*

« De tous côtés l'on entend le cri des armes et le cri de « vive l'Italie ! » Vous seuls paraissez sourds et muets.

« Reggio, Potenza, Bari, Foggia sont en pleine insurrection. Vous seuls considérez l'incendie national d'un œil aussi calme que s'il vous était indifférent.

« Napolitains ! craignez de venir trop tard ; craignez que lorsque vous viendrez enfin, la Lombardie, la Sicile, la Basilicate, la Calabre, ne vous crient d'une voix de tonnerre : Arrière ! bâtards de l'Italie ! vous n'êtes plus nos frères, vous n'appartenez plus à la sainte famille.

« Napolitains aux armes ! »

Pendant que se croisaient dans la ville de Naples, les unes publiqnement, les autres clandestinement, ces allocntions, si passionnées et si diverses, de Martino avait soumis à l'ambassadeur français, Brenier, le projet de la neutralisation de Naples et de ses environs, les troupes royales devaient évacner la ville qui resterait sous la protection du penple et de la garde nationale, ainsi que des escadres des puissances étrangères.

Ce projet servait le parti royaliste sous tous les rapports : d'abord il donnait au roi quelque apparence de céder aux nombreuses sollicitations qui lui avaient été adressées d'épargner au moins les horreurs de la guerre à sa capitale ; ensuite il pouvait en retirer toutes ses troupes pour en disposer au dehors, livrer d'abord au sud une première bataille à Garibaldi, puis s'il ne parvenait pas à le vaincre dans cet engagement, se retirer derrière le Volturne pour y tenter de nouveau le sort des armes ; enfin si les puissances étrangères acceptaient dans toute son étendue le projet qu'il leur soumettait, elles s'engageaient en même temps à ne pas permettre à Garibaldi d'entrer à Naples, c'est-à-dire à agir contre lui dans certaines circonstances données, et François II obtenait enfin ainsi cette intervention sur laquelle il s'était obstiné à mettre toutes ses espérances.

L'ambassadeur français se déclara parfaitement d'accord avec le projet, sans doute parce qu'au premier abord il reconnut qu'il ne serait jamais mis à exécution ; l'ambassadeur anglais se déclara tout aussi positivement contre cette idée, parce qn'il la prit plus au sérieux que son collègue et qu'il voulait empêcher à tout prix que l'Angleterre se trouvât engagée à accepter quelque obligation de nature à lui être dans tous les cas fort désagréable à remplir.

Mais quelque accueil que fissent les puissances à la proposition qui leur était faite, son but principal, celui que seul on pouvait avouer, savoir l'intention d'épargner la capitale et de diminuer le sang versé ne pouvait en réalité être atteint que si Garibaldi lui-même acceptait cette neutralisation de Naples. Et Garibaldi avait beau être l'humanité personnifiée, il n'en restait pas moins très-douteux que même à ce point de vue de l'humanité il consentit à accepter une semblable proposition. Elle lui coupait d'abord une quantité de ressources dont il avait le plus pressant besoin pour son armée ; de plus cette circonstance était très-propre à faciliter

l'établissement des troupes royales dans les fortes positions du Volturne et plus loin dans celles du Garigliano, et à rendre bien plus difficile à Garibaldi l'enlèvement de ces obstacles, en sorte qu'en définitive elle pouvait amener une effusion de sang encore bien plus considérable que celle qu'eût coûté la prise de la capitale elle-même.

On pouvoit bien toujours demander à Garibaldi ce qu'il pensait de l'idée de neutraliser Naples; mais s'il le fallait absolument, si l'on voulait faire faire à cette question un pas vers sa solution, l'ambassadeur piémontais fit l'offre de se rendre personnellement auprès de Garibaldi et de chercher à obtenir son assentiment; mais le légat du pape et l'ambassadeur d'Autriche ne voulurent pas entendre parler de se trouver dans le cas de *négocier* au nom de leurs gouvernements respectifs avec le *flibustier*, et tout le projet acheva de tomber dans l'eau lorsque l'ambassadeur piémontais, Villamarina, ajouta qu'il allait sans dire que préalablement il devrait demander à son souverain son autorisation pour la médiation dont il avait proposé de se charger.

Sur ces entrefaites, dans la nuit du 28 au 29 août, le ministère, dont l'âme était toujours Liborio Romano (qui ne se regardait plus comme ministre de François II depuis la demande de démission du 22 août, estimant avoir assez fait par cette adresse vis-à-vis de sa conscience, et qui ne travaillait plus que dans les intérêts de Garibaldi, parce que c'était à ses yeux le plus rapproché en même temps que le plus actif des compétiteurs de la succession de François II), ce ministère eut connaissance des plans de conjuration tramés par le roi et par la cour. Sur la dénonciation d'un imprimeur, on découvrit la proclamation réactionnaire dont nous avons donné le texte, et l'on en saisit un certain nombre d'exemplaires sur un prêtre français qui se trouvait en relations intimes et continuelles avec la cour de Rome.

Le ministère communiqua immédiatement cette découverte au roi, ce qui était du reste assez inutile, celui-ci sachant fort bien à quoi s'en tenir à cet égard; il se trahit même devant ses ministres en affirmant qu'il était à sa connaissance que le prêtre français en question avait déjà quitté Naples; cela n'avait pas encore eu lieu : il avait été arrêté et Liborio Romano refusa de le mettre en liberté, même sur la demande de l'ambassadeur français. — Le

30 août les ministres conseillèrent encore une fois au roi de quitter Naples et d'instituer une régence d'après les motifs qu'ils lui avaient donné le 22; ils demandèrent en outre, pressés par les chefs de bataillon de la garde nationale, l'éloignement d'Ischitella et de Cutrofiano des postes que l'on venait de leur confier; à la place de Cutrofiano ils voulaient mettre le général Viglia, anti-bourbonien déclaré, et à la place d'Ischitella le général de Sauget, libéral très-raisonnable. Ils demandèrent une réponse positive à leurs exigences avant le 31 août à 11 heures du matin.

La découverte du complot réactionnaire pour lequel tout était préparé n'aurait peut-être pas suffi à elle seule pour en empêcher l'explosion; mais il entrait dans le plan des conjurés que François II se montrât lui-même dans les rues de Naples au moment où le mouvement aurait éclaté: or cette espèce de signal convenu manqua, François II ayant été informé le 30 au matin qu'on lui avait d'autre part organisé une réception avec des bombes Orsini, en sorte qu'il résolut de ne pas sortir de son palais.

En attendant, il ne voulut pas accorder à son ministère la nomination des généraux Viglia et de Sauget, et déclara pouvoir tout au plus condescendre à remplacer Cutrofiano par le général Cataldo. Les ministres donnèrent de nouveau leur démission qui cette fois fut acceptée. Le conseiller Ulloa fut chargé de la formation d'un nouveau cabinet; mais comme on dut reconnaître immédiatement que ce ne serait pas là une chose facile, le ministère Liborio Romano consentit à continuer d'expédier les affaires courantes jusqu'au moment où aurait été formé le nouveau cabinet, mais sous la condition que Cutrofiano ne pourrait donner aucun ordre sans l'avoir communiqué au ministère et sans avoir obtenu son approbation. Du reste, pendant ce temps, Garibaldi volait plutôt qu'il ne marchait au travers des Calabres, et un nouveau cabinet à Naples devenait chose fort superflue.

Ajoutons que le gouvernement piémontais, éprouvé par les nouvelles de la course victorieuse de Garibaldi, multipliait ses efforts pour provoquer dans la capitale de l'Italie méridionale, avant l'arrivée du héros national, une révolution annexioniste et cavourienne destinée à l'exclure, — que, tandis que le comte de Syracuse quittait Naples pour se rendre à Turin, le général Nunziante, passé à la solde de Cavour, amené dans le golfe de Naples

par un vaisseau piémontais, jetait dans la ville une proclamation annexioniste à l'armée napolitaine, — enfin que de nouveaux soldats de Victor-Emmanuel étaient embarqués à Gênes à destination de Naples, — et l'on se fera une idée assez exacte de l'incroyable confusion qui régnait dans la capitale de François II durant les derniers jours du mois d'août.

Nous pouvons maintenant revenir à la marche de Garibaldi.

---

5. — La marche sur Naples.

Pendant le combat de Villa San-Giovanni et de Piale, le général Viale s'était avancé avec une partie de ses troupes de Monteleone sur Bagnara, et avait donné lui-même au brigadier Ruiz l'ordre d'attaquer les garibaldiens. Celui-ci s'était refusé à hasarder cette attaque avec le petit nombre de troupes dont il disposait. Viale, là-dessus, s'était replié sur Monteleone, où il s'était mis au lit, malade, et avait immédiatement demandé sa démission en voyant dans quelle déroute se trouvaient les corps de Briganti et de Melendez, et en apprenant que les renforts qui lui étaient destinés avaient été empêchés par les habitants du pays d'opérer leur débarquement à Paola. La mutinerie prenait d'ailleurs à chaque instant des proportions plus considérables parmi ses soldats, et se traduisait par des actes d'insubordination qui dénotaient le mépris le plus caractérisé à l'égard des officiers.

A la place de Viale, ce fut le général Ghio qui prit le commandement du corps réuni à Monteleone, lequel comptait encore un effectif d'au moins 12,000 hommes; à la nouvelle de la capitulation de Caldarelli, sur la jonction duquel il ne pouvait dès lors plus absolument compter, Ghio se mit aussitôt en mesure d'opérer sa retraite; il se serait volontiers embarqué au Pizzo afin d'éviter la nécessité d'une marche dangereuse à travers la Calabre; mais comme il manquait de transports, il fallut bien qu'il se décidât à exécuter son mouvement par terre; le 28, il arriva à Tiriolo; le 29, il continua sa retraite jusqu'à Soveria-Manelli, à l'extrême frontière septentrionale de la Calabre. A partir de Ti-

riolo, la route consulaire court, tantôt s'élevant, tantôt s'abaissant, entre les deux torrents du Lamato et du Corace, qui descendent de la contrée de Soveria-Manelli ; au nord de cette double localité se raccordent les deux chaînes de hauteurs qui se prolongent le long du cours des deux torrents que nous venons d'indiqner. A partir de ce point de raccordement, les pentes sur lesquelles est situé Soveria-Manelli s'abaissent dans la direction du sud. Ce fnt sur ces versants que, par un choix singulier, Ghio prit position pour attendre l'armée de Garibaldi. Cette position pouvait facilement être tournée par les hauteurs par des détachements de ce dernier qui se trouvaient ainsi parfaitement placés pour tomber précisément sur les derrières des troupes royales. La décision de Ghio paraîtra plus étrange encore si l'on songe qu'il avait déjà à dos des forces ennemies, c'est-à-dire les insurgés de cette partie de la Calabre, les corps francs du brigadier Stocco, qui avait devancé de beaucoup l'arrivée de Garibaldi afin d'organiser militairement l'insurrection dans cette province.

Garibaldi, précédant vivement ses propres troupes, suivait à la piste la retraite de Ghio, non sans gagner encore le temps de faire çà et là une excursion pour se convaincre par ses yeux de la situation et des dispositions du pays.

Ghio avait à peine quitté Tiriolo le 29 de grand matin, que Garibaldi y arriva à son tour, et fut informé de l'intention du général napolitain de se battre à Soveria-Manelli, ainsi que du mauvais esprit qui désorganisait ses troupes. Garibaldi fit aussitôt expédier par le télégraphe un ordre à tous les syndics de la Calabre Ultérieure, pour que ceux-ci le fissent parvenir aux chefs de tous ses détachements. Tous les corps de l'armée du Sud devaient, d'après cet ordre, en quelque lieu qu'ils se trouvassent, marcher aussi rapidement que possible sur Tiriolo pour s'y concentrer. Dans le courant de la journée, Garibaldi reçut encore des nouvelles de Stocco, qui le renseignait au sujet des positions qu'il avait déjà occupées à dos de Ghio sur les points les plus favorables des montagnes, ainsi que des mesures qu'il avait prises pour rendre à ce dernier à peu près impossible toute retraite ultérieure s'il ne remportait pas auparavant une victoire complète. Les Calabrais avaient barricadé avec la plus grande intelligence tous les chemins creux, et à portée de ces barricades avaient éta-

bli sur les hauteurs de véritables batteries garnies non de pièces d'artillerie, mais de blocs de rochers qui devaient être précipités sur la tête des royaux. Ces préparatifs de combats de montagnes rappellent vivement à l'esprit l'époque héroïque des guerres des Suisses, et surtout Morgarten et les batailles livrées par les Appenzellois pour leur liberté. Garibaldi vit de suite qu'il pourrait porter là un coup décisif à l'ennemi, et il télégraphia de nouveau le soir un second appel à ses troupes en arrière, dans lequel, après les avoir louées de leurs précédents efforts, il les excitait à ramasser encore une fois toutes leurs forces, car dans les vingt-quatre heures les destinées de l'Italie allaient se décider.

Partout où cet ordre atteignit les troupes, elles firent réellement des efforts surhumains, et cependant, jusqu'au 30 au matin, les détachements les plus avancés avaient pu seuls arriver jusqu'à Tiriolo, qui est encore éloigné de Soveria Manelli de près de trois milles allemands.

Le 30 août, de grand matin, Garibaldi s'avança vers Soveria avec fort peu de monde, mais il quitta la route avant d'atteindre cette localité, et se mit à la recherche des corps francs de Stocco, qu'il trouva sur les hauteurs au nord, et qu'il vit bientôt descendre des montagnes de tous les côtés contre les positions des royaux. Bientôt la fusillade s'entama; elle continua pendant plusieurs heures sans grand résultat. Garibaldi fit sommer le général Ghio d'avoir à capituler, il refusa. Il fallut bien que Garibaldi attendît qu'au moins son avant-garde arrivât de Tiriolo; il avait déjà expédié plusieurs estafettes pour presser la marche, mais la tâche était décidément trop rude pour ces hommes harassés de fatigue. Cependant, vers midi, parut l'avant-garde de la division Cosenz, forte de 1,500 hommes environ, et elle prit position au sud de celle des Napolitains. Cela suffit pour décider Ghio à accepter la capitulation; il pouvait, avec beaucoup de bonne volonté, se dire qu'il était cerné de tous côtés.

Cette capitulation eut lieu aux mêmes conditions que celle de Mellendez et de Briganti; elle valut à Garibaldi 10,000 fusils, 12 pièces de campagne, environ 600 chevaux et mulets et un matériel de guerre important et de toute espèce.

A ce moment, la division Rustow entra à son tour en ligne. Le 26 août, elle avait reçu l'ordre de marcher de Milazzo à Torre di

Faro pour s'y embarquer. Comme son organisation était achevée, elle partit le soir même et arriva le 28 août à Torre, en trois jours de marche, qui servirent en même temps à exercer la troupe; le 29, de bonne heure, les deux brigades Milan et Parme furent embarquées pour se diriger sur le golfe de St-Enphémie; la brigade Bologne dut attendre, faute de moyens de transport. Le même jour, à midi, la peur qu'inspira aux capitaines des navires un vaisseau de guerre napolitain, qu'ils prétendirent avoir vu croiser dans ces parages, força les deux brigades à débarquer à Tropœa, qui est environ à trois jours de marche de Soveria-Manelli; elles partirent dans la nuit, de Tropœa : le 30, à midi, elles étaient réunies à Monteleone; de là, elles se rendirent au Pizzo, où elles s'embarquèrent de nouveau, pour arriver le 31 à Paola. Formant l'aile gauche de l'armée, elles se trouvaient déjà, par suite de leurs marches par la voie de mer, en avant du gros de l'armée, de deux à trois étapes, Garibaldi ayant dû rester encore une bonne partie de la journée du 31 dans la contrée de Soveria-Manelli, pour mettre à exécution la capitulation du général Ghio.

Le 1er septembre, le général Türr arriva à Paola. Le corps de Rustow fut réuni, par un ordre de Garibaldi, à la 15e division que commandait Türr; toutes les troupes de ce corps qui se trouvaient à Paola durent, autant du moins qu'y pouvaient suffire les transports que l'on avait sous la main, s'embarquer aussitôt pour Sapri, pour gagner une avance encore plus considérable, et former l'avant-garde de l'armée tout entière. Le soir même, 1500 hommes environ, c'est-à-dire toute la brigade Milan et une partie de la brigade Parme, le reste de celle-ci devant suivre aussitôt que possible, ainsi que la brigade Bologne, restée en arrière, partirent pour Sapri, avec le général Türr, et y arrivèrent le 2 septembre au matin. Ces troupes se trouvaient maintenant de 5 étapes en avance sur le gros de l'armée qui marchait de Soveria-Manelli sur Cosenza par la route consulaire. Tandis que Türr, le 3 au matin, était allé chercher des ordres de Garibaldi à Lagonegro, et que Rustow s'occupait de l'armement de la garde nationale de la contrée, au moyen des armes qu'avait emportées avec elle l'expédition, Garibaldi lui-même arriva à Sapri par la voie de mer, et donna à Rustow, après un court entretien, l'ordre de partir dès le soir même, avec la brigade Milan, la seule complète, pour Vi-

bonate, afin de gagner près de là la grande route consulaire ; les brigades Parme et Bologne devaient suivre, au fur et à mesure qu'elles se compléteraient à Sapri.

La brigade Milan, forte de 900 hommes environ, était le 3 dans la nuit à Vibonate, le 4, au col du monte Cocuzzo, après avoir passé à Fortino, sur la route consulaire sur laquelle depuis ce point elle continua à avancer, suivie à deux et trois jours de marche par les brigades Parme et Bologne, à quatre et six jours de marche par le gros de l'armée. Le 5, elle dépassa à Sala la brigade royale de Caldurelli, qui avait fait halte à Padula, afin d'observer d'autant mieux les termes de la convention conclue par lui à Cosenza avec les Calabrais et d'après laquelle il ne devait point combattre contre Garibaldi. La marche rapide de la brigade Milano lui coupant dès lors toute retraite sur Salerne, Caldarelli capitula définitivement avec Garibaldi.

Le 6, la brigade Milano était à Auletta, et le 7 à Eboli. Ce même jour, le dictateur entrait déjà en personne dans la capitale abandonnée par François II.

Depuis le 1er septembre, il avait été tenu à Naples plusieurs conseils de guerre des généraux napolitains. La majorité d'entre eux s'était d'abord prononcée dans le sens qu'une bataille était possible en avant de Naples; quelques-uns seulement avaient osé déclarer ouvertement que telle n'était point leur opinion.

Le premier plan qui fut combiné alors, était d'attendre Garibaldi devant Salerne, sur la plaine qui s'étend entre cette ville et Eboli, et d'y accepter la bataille sur ce terrain ; mais il fut vite abandonné et remplacé par un autre, d'après lequel l'aile droite de l'armée aurait pris position à la Cava, et l'aile gauche à Avellino; à cet effet, les bataillons étrangers qui se trouvaient à Nocera, sous les ordres du général de Mechel, avaient été portés en avant jusqu'à Salerne, où devait commander Afan de Rivera ; le général Perez devait commander la gauche à Avellino; la réserve était sous les ordres de Scotti, qui se chargea aussi du commandement en chef, pour autant, cela va sans dire, qu'un autre ne serait pas envoyé au dernier moment.

Ce plan fut conservé jusqu'au 4 au soir; ce jour-là, on apprit à Salerne le débarquement de Sapri; ceux qui évaluaient le moins haut les troupes de Garibaldi qui avaient abordé sur ce point, les

estimaient à 4000 hommes; mais on allait jusqu'à parler de 15,000 hommes. On disait que Caldarelli avait réuni ses soldats à ceux de Garibaldi, et marchait avec lui sur Salerne, que de nouveaux débarquements d'autres divisions de l'armée du Sud allaient avoir lieu encore plus près de Naples. Là-dessus, l'inquiétude et l'esprit de mutinerie s'accrurent parmi les troupes concentrées à Salerne, et se manifestèrent même parmi les régiments étrangers, où se trouvaient entre autres beaucoup de Bohêmes qui, ainsi du moins qu'ils le prétendirent plus tard, n'étaient en grande partie entrés dans l'armée de François II que pour la désorganiser.

Sur tous ces bruits alarmants François II tint dans la nuit du 4 au 5 septembre un nouveau conseil de guerre. Fort peu de ses généraux persistèrent à se prononcer pour une lutte en dehors de la capitale, et parmi eux pas un n'accepta la responsabilité du commandement en chef lorsque le roi voulut les prendre au mot. Quand, un peu plus tard, on reçut des nouvelles encore plus graves de Salerne et d'Avellino, où l'insurrection en était déjà venue à éclater ouvertement comme à Bénévent, il fut décidé dans un conseil des ministres tenu le 5 que le roi quitterait Naples et se rendrait à Gaëte, où il voulait former un nouveau ministère. Toutes les troupes devaient être retirées derrière la ligne du Volturne et à Capoue, en passant en partie par Naples, en partie par Nola et Caserte, afin d'être reformées et refondues sur cette nouvelle ligne de défense en un tout aussi compact que possible.

Les ordres nécessaires furent donnés aussitôt et la retraite de Salerne et d'Avellino commença. Le 6 septembre toutes les troupes qui se trouvaient à Naples furent mises en marche sur le Volturne, à l'exception de quatre bataillons qui restèrent provisoirement dans la capitale. Le roi confia le maintien de l'ordre et de la sécurité publique à la garde nationale, dont il appela auprès de lui les chefs de bataillon. Il prit congé de ceux-ci par les mots suivants:

« Comme votre ami, allais-je dire, comme notre ami commun Don Peppe (Garibaldi) s'approche, ma tâche cesse et la vôtre com-

mence: conservez la tranquillité; j'ai donné l'ordre de capituler aux troupes (qui restent encore à Naples). »

Aussitôt que la résolution du roi de quitter Naples fut connue, de toutes parts on vit pleuvoir les demandes de démission d'officiers, d'employés civils et militaires: les gens se préparaient déjà de nouvelles places.

Le 6 septembre au soir le roi s'embarqua avec la reine, suivi de ses parents qui se trouvaient encore auprès de lui, et une suite peu nombreuse, à bord du paquebot de la poste pour se rendre à Gaëte; deux frégates espagnoles l'escortaient; il ne lui restait plus auprès de lui un navire de sa propre flotte de guerre. On avait voulu, déjà quelques jours auparavant, l'envoyer à Gaëte, afin qu'elle ne tombât pas entre les mains de Garibaldi; mais le bruit se répandit qu'en réalité la flotte allait être conduite à Trieste pour y être livrée aux Autrichiens. Là-dessus la plus grande partie des officiers et des équipages se refusèrent à quitter le port de Naples: les vaisseaux du roi de Naples attendaient maintenant Garibaldi.

François II, en quittant sa capitale, laissa derrière lui deux documents officiels, une proclamation et une protestation. Voici d'abord le texte de la proclamation:

« Parmi les devoirs prescrits aux rois, ceux des jours d'infortune sont les plus grandioses et les plus solennels, et je veux les remplir avec une résignation exempte de faiblesse, l'âme sereine et confiante, comme il convient au descendant de tant de monarques.

« Dans ce but, j'adresse encore une fois la parole au peuple de cette métropole, dont je dois à présent m'éloigner avec douleur.

« Une guerre injuste et contre le droit des gens a envahi mes Etats, bien que je fusse en paix avec toutes les puissances européennes.

« Le changement des ordres gouvernementaux, mon adhésion aux grands principes nationaux et italiens ne suffirent pas pour les éloigner; car même la nécessité de défendre l'intégrité de l'Etat entraînera derrière elle des événements que j'ai toujours déplorés. Or, je proteste solennellement contre ces inqualifiables hostilités que les siècles présents et futurs jugeront seuls.

« Le corps diplomatique résidant près de ma personne a su, depuis le commencement de cette étrange invasion, de quels sentiments mon âme était remplie pour tous mes peuples, et pour cette illustre ville, afin de la garantir de la ruine et de la guerre, de sauver ses habitants et leurs propriétés, les temples sacrés, les monuments, les établissements publics, les collections d'art, tout ce qui forme, enfin, le patrimoine de sa civilisation et de sa grandeur, tout ce qui appartiendra aux générations futures et supérieures aux passions de ce temps.

« L'heure de tenir cette parole est désormais arrivée. La guerre s'approche des murs de la ville, et c'est avec une douleur ineffable que je m'éloigne avec une partie de mon armée pour me rendre là où la défense de mes droits m'appelle. L'autre partie demeure pour contribuer, de concert avec l'honorable garde nationale, à l'inviolabilité et à la sécurité de la capitale, que je recommande au zèle du ministère comme un palladium sacré. Et je demande à l'honneur et au civisme du syndic de Naples et du commandant de cette même garde citoyenne, d'épargner à cette patrie si chère les horreurs des désordres intérieurs et les désastres de la guerre voisine, et, à cet effet, je concède à ces derniers tous les pouvoirs les plus nécessaires et les plus étendus.

« Descendant d'une dynastie qui, pendant cent vingt-six ans, régna dans ces contrées continentales, après les avoir sauvées des horreurs d'un long gouvernement de vice-roi, mes affections sont ici. Je suis Napolitain, et je ne pourrais, sans d'amers regrets, adresser des paroles d'adieu à mes bien-aimés peuples, à mes compatriotes.

« Quel que soit mon destin, heureux ou malheureux, je leur conserverai de profonds et affectueux souvenirs. Je leur recommande la concorde, la paix, la sainteté de leurs devoirs nationaux. Qu'un zèle immodéré pour ma couronne ne devienne pas un motif de troubles. Soit que, par le sort de la guerre présente, je revienne bientôt parmi vous ou dans quelque autre temps qu'il plaise à la justice de Dieu de me rendre le trône de mes ancêtres, devenu plus splendide par les institutions libres dont je l'ai irrévocablement entouré, ce que j'implore, dès à présent, c'est de revoir mes peuples unis, forts et heureux.

« Naples, le 6 septembre 1860. « FRANÇOIS. »

La protestation adressée aux puissances était ainsi conçue :

« Puisqu'un hardi condottiere, avec toutes les forces dont l'Europe révolutionnaire dispose, a attaqué nos domaines invoquant le nom d'un souverain d'Italie, parent et ami, nous avons, par tous les moyens en notre pouvoir, combattu pendant cinq mois pour l'indépendance sacrée de nos Etats. Le sort des armes nous a été contraire. L'entreprise hardie que ce souverain, de la manière la plus formelle, protestait ne pas reconnaître, et qui pourtant, pendant le cours de négociations tentées pour établir un accord intime, recevait, surtout dans ses Etats, secours et appui, cette entreprise à laquelle toute l'Europe, après avoir proclamé le principe de non-intervention, assista indifférente, nous laissant seul lutter contre l'ennemi de tous, est sur le point d'étendre ses tristes effets jusque sur notre capitale.

« D'autre part, la Sicile et les provinces du continent, de longue main et de toutes les manières travaillées par la révolution, dont la pression les a soulevées, ont formé des gouvernements provisoires avec le titre et sous la protection nominale de ce souverain, et elles ont confié à un prétendu dictateur l'autorité et le plein arbitre de leurs destinées.

« Fort de nos droits, fondés sur l'histoire, sur les engagements internationaux et sur le droit public européen, tandis que nous comptons prolonger autant qu'il nous sera possible notre défense, nous ne sommes pas moins décidé à n'importe quel sacrifice pour épargner les horreurs d'une lutte et de l'anarchie à cette vaste métropole, siége glorieux des plus anciens souvenirs, berceau des arts et de la civilisation du royaume.

« En conséquence, nous sortirons avec notre armée hors de ses murs, nous confiant dans la loyauté et dans l'amour de nos sujets pour le maintien de l'ordre et du respect dû à l'autorité.

« En prenant une pareille détermination, nous sentons cependant en même temps le devoir que nous dictent nos droits anciens et inviolables, notre honneur, l'intérêt de nos héritiers et successeurs, et plus encore celui de nos bien-aimés sujets, et nous protestons hautement contre tous les actes jusqu'ici consommés et les événements qui se sont accomplis et qui s'accompliront à l'avenir. Nous réservons tous nos titres et toutes nos raisons émanant des

traités et des droits sacrés et incontestables de succession. Nous déclarons solennellement tous les événements et tous les faits mentionnés nuls, illégaux et sans valeur, remettant, pour ce qui nous regarde, dans les mains de Dieu tout-puissant, notre cause et celle de nos peuples, dans la ferme assurance de n'avoir pas eu, pendant le temps si court de notre règne, une seule pensée qui n'ait été consacrée à leur bien et à leur bonheur. Les institutions que nous leur avons irrévocablement garanties en sont le gage.

« Cette protestation sera transmise par nous à toutes les cours, et nous voulons que, signée par nous, munie du sceau de nos armes royales et contre-signée par notre ministre des affaires étrangères, elle soit conservée dans nos royaux ministères d'Etat, des affaires étrangères, de la présidence du conseil des ministres et de grâce et justice, comme un monument de notre constante volonté d'opposer toujours la raison et le droit à la violence et à l'usurpation.

« Naples, 6 septembre 1860.

« Signé : FRANÇOIS. »

« Contre-signé : Jacques DE MARTINO. »

Lorsque le roi eut quitté la capitale et qu'il fut connu que Garibaldi arriverait la nuit même à Salerne, les ministres se réunirent assez tard dans la soirée, et décidèrent d'envoyer dès le lendemain matin à Salerne une députation chargée de s'entendre avec Garibaldi pour son entrée à Naples.

Garibaldi qui, jusqu'au 6 septembre, avait marché avec la brigade Milan, l'avait quittée sur les nouvelles qui lui arrivaient de Naples et de Salerne, et s'était hâté de se rendre dans cette dernière ville, où il était descendu à l'intendance.

Le 7, à 6 heures du matin, eut lieu un nouveau conseil des ministres, mais auquel ne parurent point Spinelli, de Martino et Pianelli : il y fut résolu de rédiger une adresse à Garibaldi pour la lui transmettre à son arrivée à Naples : il ne fut pas fort difficile de venir à bout de cette œuvre de rédaction, car Liborio Romano sortit l'adresse toute faite de sa poche.

Aux coins des rues, on lisait une proclamation du préfet de police Bardari, qui préparait aussi de son côté la population à son

nouveau souverain; elle était datée du 6, et Naples était encore occupée par les troupes royales.

Le 7 au matin, après avoir reçu à Salerne la députation qui lui avait été envoyée, Garibaldi télégraphia à Liborio Romano :

« *Italie et Victor-Emmanuel!*

« *Au peuple de Naples!*

« Aussitôt que le syndic et le commandant de la garde nationale de Naples que j'attends seront arrivés ici, je me rendrai auprès de vous.

« Dans ce moment solennel, je vous recommande l'ordre et le calme qui conviennent à la dignité d'un peuple qui redevient maître de ses droits.

« Salerne, 7 septembre, 6 heures et demie du matin.

« Le dictateur des Deux-Siciles :

« Joseph GARIBALDI. »

Liborio Romano répondit :

« *A l'invincible général Garibaldi, dictateur des Deux-Siciles!*

« *Liborio Romano, ministre de l'intérieur et de la police.*

« Naples attend votre arrivée avec la plus grande impatience, afin de saluer le rédempteur de l'Italie et de déposer entre vos mains les pouvoirs publics et ses destinées.

« Jusque-là je maintiens l'ordre et la tranquillité. Vos paroles, qui ont été déjà portées à la connaissance du peuple, sont le meilleur gage du succès de mes efforts à cet égard.

« J'attends vos derniers ordres, et suis avec une considération illimitée votre

« Liborio ROMANO. »

A dix heures et demie du matin, Garibaldi, accompagné seulement d'un très-petit nombre d'officiers, monta en chemin de fer près de Vietri, et il arriva à Naples vers midi. Liborio Romano le

reçut à la gare, accompagné des ministres et des chefs de ministères restés à Naples, et lui adressa l'allocution suivante :

« Général ! Vous voyez devant vous un ministère qui a été investi de ses pouvoirs par François II. Nous les avons acceptés dans la conviction que nous faisions un sacrifice pour notre pays ; nous les avons acceptés dans les moments les plus difficiles, dans ces moments où la pensée de l'unité italienne sous le sceptre de Victor-Emmanuel, qui depuis longtemps agitait les esprits des Napolitains, soutenue par votre épée, acclamée par la Sicile, était déjà devenue toute-puissante, où toute confiance avait disparu entre le souverain et les sujets, où de vieilles méfiances, de longues rancunes se produisaient publiquement à la faveur des récentes libertés constitutionnelles, où le pays était profondément ébranlé par l'angoisse que lui faisait éprouver la crainte d'une nouvelle et violente réaction. Dans de semblables circonstances nous avons accepté le pouvoir afin de maintenir l'ordre public, de sauver l'Etat de l'anarchie et de la guerre civile. Tel á été le but constant de nos travaux. Le pays a compris nos intentions et il a su apprécier nos efforts. Jamais la confiance de nos concitoyens ne nous a manqué, et c'est à leur actif concours que nous devons d'avoir vu cette ville préservée d'actes de violence et de destruction au milieu de tant de haine entre les partis.

« Général, toutes les populations du royaume, ici par l'insurrection ouverte, là par la presse, ailleurs par d'autres manifestations, ont témoigné de leur volonté d'une manière assez claire. Elles aussi veulent avoir part à la grande patrie italienne sous le sceptre constitutionnel de Victor-Emmanuel. Vous êtes, général, le symbole le plus haut de cette volonté et de cette pensée, et c'est pour cela que vers vous se tournent tous les regards, et que sur vous se portent toutes les espérances.

« Et nous, dépositaires du pouvoir, citoyens et Italiens aussi, nous transmettons ce pouvoir entre vos mains, certains que vous saurez le maintenir avec vigueur, et que vous saurez conduire avec sagesse ce pays vers le noble but que vous vous êtes donné, qui est écrit sur vos bannières victorieuses, et qui est gravé dans les cœurs de tous, l'Italie et Victor-Emmanuel ! »

Garibaldi remercia Liborio Romano, le nomma « le sauveur de Naples, » lui serra la main, et entra en triomphe dans la capitale au milieu de l'allégresse de la population.

Parmi les troupes restées dans les forts il se manifesta un instant quelque mouvement, comme si elles voulaient saluer le dictateur à coups de canon, mais rien ne bougea ; lorsque Garibaldi, avec le cortége qui le conduisait au travers de la ville, passa devant un poste, l'officier qui le commandait voulut faire faire feu à ses soldats, mais ceux-ci refusèrent de lui obéir. Garibaldi se rendit d'abord à la cathédrale, puis descendit à la *Foresteria* du haut du balcon de laquelle il dut haranguer la foule ; mais il transporta bientôt son quartier au palais Angri, dans la rue de Tolède.

Les coins des rues se couvrirent aussitôt d'une proclamation de Garibaldi, datée encore de Salerne, et adressée à la *chère population de Naples :*

« Fils du peuple, dit-il, c'est avec un vrai respect et un véritable amour que je me présente à ce centre imposant de populations italiennes que beaucoup de siècles de despotisme n'ont pu humilier ni forcer de plier le genou devant la tyrannie.

« Le premier besoin de l'Italie était la concorde, pour arriver à l'unité de la grande famille italienne. Aujourd'hui la Providence a pourvu à la concorde, grâce à la sublime unanimité de toutes les provinces pour la reconstitution nationale. Pourvoyons de même à l'unité ! Elle a donné à notre pays VICTOR-EMMANUEL, que nous pouvons appeler dès ce moment le vrai père de la patrie italienne.

« VICTOR-EMMANUEL, modèle des souverains, inculquera à ses descendants leur devoir pour la prospérité d'un peuple qui le mit à sa tête avec un dévouement enthousiaste.

« Les prêtres italiens, avec la conscience de leur mission, ont pour garantie du respect avec lequel ils seront traités, l'élan, le patriotisme, l'attitude vraiment chrétienne de leurs confrères innombrables, que, depuis les moines bien méritants de la Gancia jusqu'aux généreux prêtres du continent napolitain, nous avons toujours vus, à la tête de nos soldats, affronter les plus grands périls des batailles. Je le répète, la concorde est la première nécessité de l'Italie. Donc, les dissidents d'autrefois qui maintenant

veulent porter sincèrement leur pierre à l'édifice de la patrie, nous les accueillerons comme frères. Enfin, tout en respectant la maison d'autrui, nous voulons être maîtres dans la nôtre, que les tout-puissants de la terre le veuillent ou ne le veuillent pas. »

Par le premier décret que rendit Garibaldi à Naples, il réunit toute la flotte napolitaine à l'escadre sarde commandée par l'amiral Persano. Ensuite, il licencia l'infanterie de marine qui, jusque-là, ne lui avait pas été favorable, et qu'il se gagna immédiatement en lui donnant l'autorisation de rentrer dans ses foyers, autorisation dont la plupart de ces hommes profitèrent avec la plus grande satisfaction.

Tandis que Türr suivait rapidement depuis Auletta les traces du dictateur pour entrer avec lui à Naples, Rustow était arrivé le 7 à Eboli avec la brigade Milan; il y reçut à une heure avancée de la soirée l'ordre de se rendre à Naples aussi rapidement que cela serait exécutable, et, si possible, dès le lendemain avec sa brigade, afin que le dictateur, dans l'incertitude où il se trouvait encore sur la situation, eut au moins sous la main quelques-unes de ses troupes; mais il n'était pas très-aisé d'obéir littéralement à cet ordre, bien qu'à partir de Vitri on pût utiliser le chemin de fer, après les marches forcées non interrompues et le plus souvent difficiles que la troupe avait faites depuis le 3 septembre; il ne fut pas possible de trouver à Eboli des chars pour transporter toute la brigade. Pour se conformer à l'ordre qu'il avait reçu, en ménageant la troupe, Rustow eut recours au moyen suivant : A minuit, un détachement de la garde nationale d'Eboli fut envoyé à Salerne, lequel expédia au-devant de la brigade de Milan tous les chars et véhicules qu'il pût ramasser sur sa route; la brigade partit à 1 heure du matin d'Eboli, ne mettant d'abord sur les trois chars qu'elle avait pu emmener de cette localité, que ceux de ses hommes qui avaient les pieds le plus endommagés; au fur et à mesure, le long de la route, les soldats les plus fatigués étaient placés sur les véhicules qu'envoyait le détachement de la garde nationale; à Salerne, les chars furent renvoyés en arrière, pour prendre tout ce qui n'était pas encore arrivé. Rustow avait devancé la troupe pour recevoir dans le voisinage de cette ville les chars au fur et à mesure, et les renvoyer sous escorte dès qu'ils

n'étaient plus nécessaires; par suite de cette organisation, le 5 septembre, de 3 heures à 8 heures du matin, toute la longueur de la route d'Eboli à Salerne fourmilla de véhicules des plus diverses espèces: omnibus, voitures, et surtout chariots à deux roues attelés de chevaux, de bœufs, d'ânes, et chargés de soldats. On télégraphia à Naples qne toute l'armée de Garibaldi se faisait très-agréablement voiturer vers la capitale, et quelques pédants trouvèrent que ce nouveau système de marche était bon pour détruire toute discipline. En attendant, à 9 heures du matin, la brigade Milan entrait tout entière à Salerne, dans le plus bel ordre, précédée par le corps de musique d'un régiment napolitain que Rustow avait trouvé dans cette ville et avait envoyé à sa rencontre; quatre heures après, la brigade aurait pu être rendue à Naples, si les chemins de fer napolitains avaient été dans un meilleur état. Afin que la marche fût complétement sûre, il fallut attendre jusqu'à deux heures après midi pour partir de Vietri; le transport à partir de cette ville devait commencer aussitôt que les troupes y seraient arrivées; il ne put avoir lieu qu'à 6 heures du soir, en raison du manque de wagons; il fallut quatre trains successifs pour amener de Vietri à Nocera la brigade Milan, renforcée de gardes nationaux mobilisés de la province de la Principauté, formant en tout un effectif de 1200 hommes, en sorte que ce ne fut qu'à minuit qne les derniers détachements entrèrent à Nocera, où tous les trains furent réunis de manière à ce que la troupe tout entière arrivât à Naples à la fois. Le 9 septembre, à 2 heures du matin, les premières troupes organisées de Garibaldi entrèrent dans la capitale endormie, et ne trouvèrent que péniblement, après l'avoir traversée dans presque toute son étendue, un séjour provisoire dans la caserne de Pizzofalcone, mêlées à des soldats royanx qui s'y tronvaient encore. Le jour même de son arrivée, comme nous allons le voir, la brigade Milan dut repartir de Naples.

---

6. L'expédition d'Ariano. L'activité politique de Garibaldi pendant les premiers jours de sa présence à Naples.

Nous avons vu comment, sur le seul bruit de l'approche de l'armée de Garibaldi, l'aile droite et le centre de la ligne napolitaine sur Salerne, Avellino et Ariano, s'étaient vivement repliés en arrière. Les royaux avaient entièrement évacué dès le 6 septembre Salerne et Avellino; il n'en fut pas de même à l'aile gauche, qui parut au contraire prendre justement à ce moment une certaine importance. On se rappelle que le général Florès, lorsqu'il évacua l'Apulie devant l'insurrection, s'était retiré du côté des frontières de la Principauté Citérieure : en même temps que le mouvement libéral s'y manifestait, appuyé depuis Bénévent, il y éclatait d'autre part une puissante réaction : le siége principal en était à Ariano, les points accessoires à Monte-Mileto et au bourg situé tout auprès de Torre delle Nocelle ; le meneur était l'évêque d'Ariano, activement soutenu par la masse du clergé. Florès ayant poussé jusqu'à Ariano la brigade Bonannos, forte d'environ 4000 hommes, celle-ci fut à peine arrivée que le parti de la réaction, fort médiocrement informé de ce qui pouvait se passer dans le reste de l'univers, se souleva avec fureur, massacra les chefs du parti libéral, qui ne purent s'enfuir à temps, ainsi que leurs familles, des vieillards, des femmes, des enfants, et se livra au pillage, ainsi qu'à tous ces excès que ne commettent ordinairement jamais les soldats, mais qui sont réservés aux masses fanatiques excitées par les prêtres.

A la nouvelle de ces horreurs, les gardes nationales de la partie avoisinante de la Principauté où l'insurrection du parti libéral se sentait victorieuse après la retraite des troupes royales, coururent aux armes ainsi que celles de Bénévent où le soulèvement avait triomphé d'une manière complète, puisque les troupes papales, même les gendarmes et les soldats étrangers, avaient en grande partie passé du côté du mouvement unitaire. Le 7, le dictateur, qui était déjà entré à Naples, y entendit le cri d'angoisse de ses partisans dans la Principauté Citérieure. Garibaldi, qui attachait beaucoup d'importance à mettre rapidement un terme à cet état

de choses, nomma le général Türr commandant militaire dans cette province pour y écraser le mouvement réactionnaire, et institua un jury extraordinaire pour juger les auteurs des crimes commis qui seraient faits prisonniers. Comme la brigade Bonannos se trouvait tout près d'Ariano, et que Türr n'avait au commencement à sa disposition que des gardes nationaux, la brigade Milan arrivée à Naples le 9 au matin dut se remettre en marche le même jour dans l'après-midi. Elle se rendit par le chemin de fer jusqu'à Nola, et de là parvint dans la soirée jusqu'à Mugnano et Cardinale. Le 10 elle arriva à Avellino ; de là Türr s'avança encore jusqu'à Venticane avec les bersagliers et un bataillon montés sur des chars, tandis que Rustow, avec les deux autres bataillons, suivait en réserve jusqu'à Pratola. En même temps, les gardes nationaux mobilisés flanquaient la marche sur les côtés de la route. Près de Venticane et de Monte-Mileto il y eut quelques coups de fusil, et l'avant-garde de la brigade Milan couvrit l'arrestation de nombreux prisonniers faits par la garde nationale dans les environs de Monte-Mileto ; mais les meneurs de la réaction avaient eu le temps de fuir. Le 11 au matin, Rustow conduisit la réserve à son tour jusqu'à Venticane, et aussitôt que celle-ci fut arrivée, Türr se mit en mouvement avec l'avant-garde, de nouveau sur des chars, sur Grottominarda. Rustow resta avec la réserve à Campanarella et Venticane dans une forte position, sur la rive gauche du Calore, pour le cas où Bonannos, au lieu d'entrer en pourparlers, oserait engager un combat sérieux, attendu que, dans ce cas, les garibaldiens, vu leur petit nombre, auraient pu être aisément contraints de revenir à une défensive temporaire.

Arrivé à Grottominarda, comme Florès avait fui et avait été arrêté à Montefusco par la garde nationale, Türr somma le brigadier Bonannos d'avoir à se rendre aux conditions ordinairement dictées ou acceptées par Garibaldi en semblables circonstances. Bonannos fit d'abord des difficultés : il voulait obtenir une libre retraite sur Gaëte avec armes et bagages. Sur ces entrefaites, ses soldats, qui avaient cru les garibaldiens encore fort éloignés, lorsqu'ils virent ceux-ci à quelques pas d'eux, commencèrent à manifester une inquiétude évidente, et la majorité ne cachait pas son envie de retourner au logis. Comme d'ailleurs Türr persistait dans ses exigences, Bonannos finit par s'y soumettre. Outre plu-

sieurs milliers de fusils, la capitulation mit entre les mains des garibaldiens quatre pièces de six et environ 150 chevaux, que ceux-ci employèrent à la formation d'un corps de hussards pour la 15me division, jusque-là entièrement dépourvue de cavalerie; les quatre pièces de six, de leur côté, furent sa première artillerie. La capitulation avait été conclue le 11 au soir; le 12 au matin, la réserve de la brigade Milan commençait déjà son mouvement en arrière, et Rustow qui la commandait atteignit le 13, en suivant la même route par laquelle il était venu, la ville de Nola, où la brigade devait se réunir pour entrer à Naples et y prendre quelque repos, à ce que l'on espérait. Le désarmement du gros des troupes de Bonannos eut lieu à Ariano: on accorda seulement à la cavalerie de la brigade, deux escadrons de carabiniers royaux, la faveur de marcher armés, montés et en ordre jusqu'à Nola; mais comme la désertion s'était mise dans les rangs, contrairement aux clauses de la convention, Rustow dut procéder à son désarmement dès son arrivée à Avellino.

Pendant ce temps, il était déjà entré à Naples, à partir du 9 dans l'après-midi, d'autres troupes de l'armée italienne méridionale, d'abord quelques bataillons du corps de Rustow, des brigades Parme et Bologne, puis un plus grand nombre encore d'autres corps et divisions.

Les forts de Naples se rendirent les uns après les autres, et leurs garnisons se retirèrent en partie librement à Capoue et sur le Volturne, en partie se débandèrent pour regagner leurs foyers. La ville était dans un état permanent de fête et d'allégresse.

Garibaldi s'occupait sérieusement de la réorganisation de l'administration: il ne resta dans celle-ci de l'ancien ministère que Liborio Romano; tous les autres ministres furent changés, et, dans cette modification, Garibaldi s'attacha à placer aux affaires des hommes aussi modérés que possible. Le général Cosenz fut désigné comme ministre de la guerre; Pisanelli fut mis à la justice, Antonio Ciccone à l'instruction publique, Rodolfo Afflito aux travaux publics, Scialoja, qui se trouvait encore à Turin, aux finances. Andrea Colonna fut appelé au syndicat de la ville. Les ambassades reçurent aussi de nouveaux titulaires: Pier-Silvestro Leopardi fut envoyé à Turin, le marquis de Bella à Paris, et Carlo Cattaneo fut nommé au poste de Londres. Si l'on pouvait presque

dire de la plupart de ces hommes qu'ils étaient cavouriens, en revanche la nomination de Bertani, comme secrétaire général du dictateur, ne fit pas peu de sensation, et n'en aurait pas fait moins sans doute quand même Bertani n'aurait pas en même temps reçu, chose singulière, un brevet de colonel.

Les premiers décrets de Garibaldi supprimèrent le cumul de plusieurs emplois par un seul individu, et reconnurent la dette napolitaine; les employés et les officiers furent rappelés à leur poste; quant aux employés de toutes les provinces, leurs adresses d'adhésion et de dévouement pleuvaient littéralement toutes les heures sur le dictateur; pour les officiers, une ordonnance du ministère de la guerre leur donna dix jours pour faire acte de soumission au nouveau gouvernement; tous ceux qui obéiraient à cet ordre devaient conserver leur grade; ceux qui se mettraient à la disposition du gouvernement avec leur troupe rentrant aussitôt au service actif, et ceux qui arriveraient seuls étant provisoirement mis en disponibilité (à la réserve). Quant à ceux qui n'auraient pas fait dans le terme indiqué acte de soumission, ils étaient considérés comme ayant donné leur démission. Nous pouvons faire observer ici que ce décret, quoiqu'il ait occasionné aussi une certaine démoralisation dans les troupes royales, resta cependant sans grand effet au point de vue d'une augmentation des forces de Garibaldi; en effet, les troupes royales qui se trouvaient disposées à quitter leurs drapeaux avec leurs officiers ne le faisaient pas pour passer sous ceux du dictateur, mais beaucoup plutôt pour pouvoir rentrer dans leurs foyers.

Un décret qui fut parfaitement accueilli fut celui qui supprimait l'ordre des jésuites et déclarait nuls et non avenus tous les contrats hypothécaires ou toutes les transmissions de biens, concernant les possessions de cet ordre, qui avaient été conclus depuis le débarquement de Garibaldi à Marsala. Toutes les propriétés mobilières et immobilières des jésuites furent déclarées propriétés nationales. Il en fut de même de tous les biens de la maison royale, de ceux qui avaient été mis à la disposition du roi ou désignés comme majorats royaux, ou enfin attribués d'une manière illégale aux serviteurs de la monarchie. Dans ce décret furent aussi compris les biens de l'*Ordre de Constance*. Ces biens avaient été constitués en une espèce de fondation comme fidéi-

commis, et en même temps comme apanages par quelques familles nobles en faveur de lignes et de branches déterminées de ces familles, sous des conditions et des clauses particulières, et l'opinion publique fut très-partagée sur la question de savoir si le décret du dictateur à leur égard était bien conforme à la justice, et s'il n'y avait pas là certainement une violation des droits de la propriété privée.

D'autres décrets de Garibaldi mirent en liberté tous les prisonniers politiques, ordonnèrent la restitution aux frais de l'Etat de tous les objets qui se trouveraient engagés aux monts-de-piété, et dont la valeur ne dépasserait pas quatre ducats (environ dix-huit francs), supprimèrent les fonds secrets pour tous les ministères, prohibèrent la sépulture dans les églises dans l'intérieur des villes et villages. La suppression de la loterie fut ordonnée pour être mise en vigueur à partir du 1er janvier 1861 ; à sa place devaient être établies des caisses d'épargne, et les employés de la loterie durent passer à l'administration de ces nouvelles institutions.

A la place des précédents *intendants* de province, furent nommés des *gouverneurs* avec des pouvoirs plus étendus, tels que les réclamait l'état de transition dans lequel se trouvait le pays; cette mesure témoigne certainement de la part de Garibaldi et de ses conseillers une nette entente des besoins de la situation. Une centralisation exagérée n'aurait pu être tolérée par l'Italie dans sa position actuelle, à cause des différences considérables qui existent dans les besoins respectifs de toutes les fractions de territoires qui forment l'ensemble de la monarchie nouvelle ; l'institution des gouverneurs permettait d'apprécier aisément ces besoins divers, et d'en tenir compte provisoirement de la manière la plus simple. Si les hommes politiques de Turin, pour lesquels Garibaldi n'est qu'une tête *carrée*, un brouillon, un aventurier heureux, étaient seulement de moitié aussi réellement *hommes d'Etat* que lui, il y a longtemps qu'ils auraient compris ces choses. Mais le fabricant de décrets, Farini, et ses aide-barbouilleurs de papier sont convaincus que, dès que, par ordre, les rubriques *A*, *B*, *C*, etc., etc., de la chancellerie piémontaise, seront seulement reproduites comme au calque, en Lombardie et à Naples, en Toscane et dans la Romagne, tout sera bien, et l'*unité* de l'Italie sera une

chose faite. Mais l'*uniformité* apparente et extérieure n'est assurément pas l'*unité*, et peut au contraire bien aisément devenir le contraire de l'unité. Nous ne prétendons pas nier que parfois on n'ait pas toujours choisi le mieux possible ceux dont on faisait des gouverneurs, et que par suite, dans le commencement, bien des abus soient aussi résultés de cette institution; mais ces abus, tout bien considérés, étaient plus supportables encore que les sottises piémontaises, et si Garibaldi eût eu devant lui autant de tranquillité et de temps que les Piémontais en ont en après lui et jusqu'à présent, il y a mille à parier contre un, que tons ces inconvénients anraient disparu depuis longtemps. Garibaldi avait pour lui l'intelligence et le cœnr de l'Italie méridionale, tandis que les cavouriens s'appuient sur des calculs égoïstes, sur une société vénale et corrompue.

Une autre institution que prépara Garibaldi, et dont il jeta le germe dans le sol, témoigne aussi clairement de sa perspicacité d'homme d'État: il ordonna la fondation d'un établissement d'instrnction pour les enfants du peuple. Les enfants pauvres de l'âge de 7 à 10 ans devaient être reçus gratuitement dans cet établissement, et y rester jusqu'à leur 18e année; ils devaient y recevoir l'enseignement élémentaire, y apprendre un métier, et y être en même temps élevés *militairement;* les fonds nécessaires à cette institution devaient être pris sur les biens nationaux. On l'a peu comprise du reste; on a dit : Garibaldi est follement sympathique aux enfants, voilà tout. Sans doute Garibaldi aime les enfants, et quel homme brave, quel homme de cœur et de raison ne les aimerait pas, ces enfants, qui sont pour lui l'espérance de l'avenir, les continuateurs naturels de sa propre activité? L'homme qui ne les aime pas ne peut être qu'un imbécile ou un coquin, ou bien tous les deux à la fois, comme on voudra.

Mais ce n'était pas là tout.

Garibaldi sait depuis longtemps ce que les cavouriens n'ont pas encore compris jnsqu'à présent, c'est que la conscription, avec une longue période de présence sous les armes, est une impossibilité, surtout dans l'Italie méridionale, et qu'il est nécessaire d'arriver à remplacer par un autre, ce vieux système. On entend dire fréquemment : l'Italien ne fait pas un bon soldat. Garibaldi sait mieux ce qu'il en est. Il sait que l'Italien en général a beau-

coup trop d'intelligence naturelle pour se laisser convaincre par les raisonnements d'une autorité de par la grâce de Dieu, qu'il soit absolument nécessaire pour faire de lui un soldat, de se plier sous les drapeaux à une servitude de trois à quatre ans, injustement et inégalement répartie. Garibaldi sait que ce seul *temps de service* suffit à détruire chez les Italiens tout amour pour les occupations militaires; aussi, depuis longtemps travaille-t-il à introduire en Italie le système d'une armée de milices : son *armement national* n'est pas autre chose, et ne peut conduire à rien autre qu'à ce système; mais la seule base raisonnable, solide, que l'on puisse lui donner est l'*éducation de la jeunesse* telle qu'elle est entendue aujourd'hui en Suisse, et telle qu'elle y sera toujours mieux comprise.

Là où il existe déjà de bonnes écoles populaires, on peut introduire, dans le programme de leurs travaux, l'éducation militaire; là où il n'y a rien de ce genre, on peut commencer par l'organisation militaire de corps d'enfants, et greffer l'instruction populaire sur cette organisation. Tel est le cas de l'Italie, et surtout de l'Italie du sud. Par la révolution de l'été de 1860, on y avait fait le champ libre de tous côtés, et l'on pouvait alors facilement jeter les fondements d'une organisation militaire nouvelle sur un tout autre terrain que celui où se trouvent les bases du système déraisonnable d'aujourd'hui. Que l'on apprécie à ce point de vue le petit commencement entamé par Garibaldi, et l'on aura la véritable mesure de l'étendue de son jugement. D'un autre côté, nous verrons bien tous à quoi les Piémontais, avec leur loi sur la conscription qu'ils regardent comme la panacée universelle en fait d'institution militaire, aboutiront dans l'Italie méridionale, et quelles racines pourra y prendre ce régime qu'ils veulent y implanter.

Comme de divers côtés on réclamait la démolition des forts de Naples, comme à Palerme on avait demandé celle du Castellamare, et comme Garibaldi n'estimait pas pouvoir faire droit à ces exigences, il décida seulement que la garde de ces forts serait « à perpétuité » confiée à la garde nationale de la capitale, que personne en effet ne pouvait soupçonner de vouloir jamais faire feu sur ses propres maisons, sur ses concitoyens et sur ses familles.

Le 14 septembre, Garibaldi promulgua le statut piémontais de 1848 pour le royaume de Naples, mais dans ce sens seulement qu'il devait être provisoirement publié dans toutes les communes et en se réservant de déterminer par un décret ultérieur la date à laquelle il entrerait définitivement en vigueur. Le même jour, il nomma le général Sirtori prodictateur pour les provinces napolitaines du continent, parce qu'il voulait se rendre de sa personne à Palerme pour y rester pendant quelques jours. La promulgation du statut piémontais pour Naples et le voyage à Palerme avaient le même motif. En Sicile, les intrigues pour l'annexion immédiate et sans conditions de l'île au Piémont, n'avaient pas cessé, et à Naples, elles avaient déjà commencé, activement poussées par les agents de Cavour. Garibaldi avait toujours à ce sujet la même opinion que nous lui avons vu exprimer trois mois auparavant, au duc de Verdura à Palerme, savoir qu'il serait toujours temps de procéder à l'annexion sans condition, lorsque toutes les parties de l'Italie seraient délivrées ; or Garibaldi ne pouvait marcher à ce but constant de ses efforts, que s'il conservait la liberté de ses mouvements; il ne le pouvait plus dès qu'il consentait à se livrer immédiatement entre les mains du parti de la diplomatie de Turin.

Mais certaines gens, en Sicile comme à Naples, ne voulaient pas entendre parler de devoir encore consacrer leurs ressources et leurs forces à aller avec Garibaldi délivrer Rome et Venise, ils étaient libres eux-mêmes maintenant : que leur faisait la servitude des autres? Aussi souhaitaient-ils pour leur part de tout leur cœur l'annexion immédiate au Piémont, et appuyaient-ils vivement les plans et les intrigues de Cavour. Garibaldi ne cédait que pour l'apparence, en accordant des concessions qui en même temps reculaient toujours en fait l'époque de l'annexion définitive. C'est ainsi qu'il promulgua le statut piémontais pour le continent napolitain, comme pour la Sicile, avec la réserve qu'il fixerait lui-même une autre fois le moment de le faire entrer en vigueur : les gens, disait-il, doivent apprendre d'abord à connaître la constitution qu'on leur offre, afin de savoir ce qu'on leur donnera au juste avec cette constitution.

Pour décider Garibaldi à prononcer immédiatement l'annexion, on avait fait répandre le bruit qu'il *agissait en accord complet avec*

Cavour. Garibaldi, furieux, écrivit aussitôt ces lignes à l'avocat Brusco à Gênes :

« Vous m'assurez que Cavour donne à entendre que nous sommes les meilleurs amis du monde, et parfaitement d'accord l'un avec l'autre.

« Quoique j'aie toujours été disposé à sacrifier mes antipathies personnelles sur l'autel de la patrie, je puis néanmoins vous certifier que je ne pourrai jamais me réconcilier avec des hommes qui ont porté atteinte à la dignité de la nation, et qui ont vendu une province italienne. »

Cette lettre, qui fut connue avant son départ de Naples pour Palerme, jeta le ministère, et principalement le ministre de la police Conforti, dans un état de vive irritation : il fut question de démission, mais l'orage passa, Garibaldi ayant fait, comme d'habitude, quelques concessions apparentes.

Arrivé en Sicile, il y changea le ministère : le toscan Mordini fut nommé prodictateur, Peranni fut appelé aux finances, Parisi à l'intérieur, Tamaja à la police, Fabrizi à la guerre, Orlando aux travaux publics, Ugdulena à l'instruction publique. Le nouveau ministère était de couleur mazzinienne, et par conséquent opposé lui-même à l'annexion immédiate et sans condition de la Sicile au Piémont.

Le 18, Garibaldi revint à Naples pour assister le 19, jour de la fameuse fête de St.-Janvier, à la liquéfaction du sang du saint patron de la ville de Naples, et pour voir si celui-ci consentirait ou non à reconnaître le nouveau souverain du royaume.

---

7. État des choses au camp de François II. Concentration de l'avant-garde de Garibaldi vers la ligne du Volturne, et coup d'œil général sur le terrain de la ligne du Volturne.

De Naples tournons maintenant nos regards à quelques heures au nord de cette ville sur les bords du Volturne et du Garigliano, qui doivent être le théâtre des derniers combats de l'armée du

Sud, et sur les préparatifs du roi François pour continuer à défendre son royaume sur l'étroite partie de son territoire qui lui restait encore.

Arrivé à Gaëte, le roi avait aussitôt formé un nouveau cabinet. Casella fut nommé président du Conseil des ministres, et il reçut le portefeuille de la guerre; le conseiller Ulloa eut celui de l'intérieur, del Re eut la marine, qui n'existait plus, du reste, et ne devait pas lui donner beaucoup de peine; Carbonelli, les finances, qui n'étaient guère en meilleur état que la marine, et Canofari, les affaires étrangères. Ce ministère était complétement réactionnaire, et il n'était assurément pas facile de comprendre pourquoi en même temps on ne supprima pas logiquement la constitution et les couleurs italiennes, afin de les remplacer par le drapeau blanc. Un journal *officiel* fut fondé à Gaëte pour ce qui restait du royaume, et afin de publier les nombreuses protestations et les décrets que le gouvernement bourbonien devait encore trouver l'occasion de rédiger.

L'armée napolitaine était concentrée en partie à Capoue, en partie le long de la ligne du Volturne, en partie en arrière sur les routes qui mènent au Garigliano, du côté de Sessa et de S.-Germano, avec ses dernières réserves à Gaëte. Les troupes qui se trouvaient encore dans les Abbruzes furent en grande partie retirées, et l'on abandonna la défense de ces contrées aux corps francs royalistes qui commençaient à s'y former, d'autant plus que l'on comptait sur une certaine coopération de Lamoricière qui, depuis que l'expédition de Terranova avait été transportée en Sicile, s'était complétement tranquillisé au sujet d'une attaque possible venant du Nord contre le territoire des Etats de l'Eglise; mais il se trompait et devait quelques jours après être rudement désabusé par l'invasion de l'armée piémontaise dans l'Ombrie et dans les Marches.

On a évalué l'ensemble des forces dont François II disposait encore sur les points que nous avons indiqués, à 60,000 hommes, parmi lesquels toute la garde royale, la plus grande partie des bataillons étrangers et des bataillons de chasseurs, ainsi que de la cavalerie; en outre, on devait immédiatement mettre la main à l'œuvre pour la formation de nouveaux corps composés de bataillons de chasseurs volontaires. On se proposait, ainsi qu'on le

fit du reste, de *promettre* aux volontaires non-seulement une prime d'engagement considérable et l'entretien de leurs familles, mais encore on devait leur compter chaque mois comme une année de service, ainsi que les Russes l'avaient fait en 1855 au siége de Sébastopol. Cette dernière disposition surtout était propre à attirer beaucoup de jeunes gens, charmés de cette occasion de se débarrasser en huit mois de leur service de huit ans dans l'armée : dans l'état où se trouvaient les caisses du gouvernement napolitain, et toutes les branches de l'administration dans la faible portion de territoire demeurée entre les mains de François II, il s'entend de soi-même qu'il ne put rien être tenu des promesses pécuniaires ; quant à ce qui concernait celles relatives au temps de service, il en aurait été autrement si le roi était resté vainqueur, mais comme tel n'a pas été le cas, il n'est guère à supposer que les Piémontais reconnaissent comme valables les engagements pris par le roi de Naples.

Le 8 septembre, François II adressa à son armée la proclamation suivante :

« Soldats ! Il est temps que vous entendiez dans vos rangs la voix de votre souverain, qui a grandi au milieu de vous, et qui, après vous avoir consacré toute sa sollicitude, vient enfin partager avec vous vos dangers et votre infortune. Ceux qui, aveuglés ou égarés, ont précipité le royaume dans le malheur ou dans le deuil, ceux-là ne sont plus au milieu de nous. J'en appelle à votre honneur, à votre fidélité, à votre raison même pour effacer la honte de la lâcheté, le stigmate de la trahison, par une série de glorieux combats et de chevaleresques entreprises.

« Nous sommes encore assez nombreux pour marcher à la rencontre d'un ennemi qui ne combat qu'avec les armes de la fausseté et du mensonge. Jusqu'ici j'ai voulu épargner à beaucoup de villes du royaume, et surtout à la capitale, l'effusion du sang et les horreurs de la guerre. Mais pourrions-nous, aujourd'hui que nous avons reculé jusqu'aux bords du Volturne et du Garigliano, laisser infliger de nouvelles humiliations à notre caractère de soldats? Voulez-vous permettre que votre souverain tombe de son trône par votre faute et doive vous abandonner à une honte éternelle! Non! non! jamais!

« Dans ce moment décisif, nous voulons tous nous serrer autour de nos drapeaux, nous voulons défendre nos droits, notre honneur et le nom napolitain, déjà si profondément abaissé. Et s'il se trouve encore des tentateurs qui veuillent vous montrer l'exemple des malheureux qui se sont misérablement rendus à l'ennemi, ce n'est pas cet exemple que vous suivrez, mais celui de ces braves et vaillants soldats qui se sont associés à la destinée de leur roi Ferdinand II et ont par là mérité la louange de tous, ainsi que les bienfaits et la reconnaissance de leur souverain.

« Puisse ce bel exemple de fidélité vous exciter à une noble émulation, et si le Dieu des armées protége notre cause, vous pouvez aussi sûrement espérer ce que vous n'obtiendriez jamais par une autre conduite.

« Gaëte, 3 septembre 1860.

« FRANÇOIS. »

Le roi François avait sans doute parfaitement le droit de tenir ce langage, d'attendre encore la victoire, d'admettre que dans ce moment il avait réuni autour de lui la meilleure fraction de son armée et que le grain était séparé de la paille; s'il ne voulait pas examiner l'armée italienne du Sud avec un verre grossissant, il pouvait concevoir des espérances d'autant plus grandes que, même si toute cette armée dans sa partie active et réellement belligérante eût été concentrée, l'armée royale était encore numériquement trois fois plus forte, sans compter la supériorité que devait lui donner sa cavalerie, son artillerie et tout son matériel. Mais aussi l'armée royale avait affaire à de tout autres adversaires que ceux qu'elle avait pu avoir devant elle au 15 mai, et vis-à-vis des soldats de Garibaldi les lauriers n'étaient pas si faciles à cueillir.

Lorsque Garibaldi se prépara à quitter Naples pour Palerme, il transmit au général Türr le commandement des troupes de l'armée du Sud qui se trouvaient déjà disponibles pour être employées comme avant-garde et être concentrées dans le district de Caserte contre la ligne du Volturne. On comptait pouvoir ainsi réunir en trois à quatre jours à Caserte 8 à 9,000 hommes, et le 14 septembre commença le mouvement en avant des brigades qui s'étaient déjà portées jusqu'à Naples, ainsi que de la brigade Milan qui arrivait à Nola de son expédition sur Ariano. Mais avant de

nous occuper des premières opérations de ces troupes, nous avons à consacrer quelques pages à l'étude stratégique du terrain sur lequel les deux armées allaient engager la lutte.

Nous prendrons comme point central de cet examen la forteresse de Capoue. — Le Volturne, ce fleuve des tours et des détours qui mérite de tous points à cet égard le nom significatif qu'il porte, se jette dans la mer à 14 milles italiens (3 milles et demi allemands) au-dessous de Capoue, près de Castel-Volturno; dans cette partie inférieure de son cours, sa direction générale est de l'est à l'ouest: cette même direction se prolonge encore jusqu'à 3 milles allemands en amont de Capoue; à partir de Scafa del Torello, toujours en amont jusqu'à l'embouchure de son affluent, le torrent de Titerno, il coule du nord au sud; depuis ce point, la direction générale de son cours supérieur est du nord-est au sud-ouest. Nous ne nous occuperons que du cours inférieur du fleuve, depuis Scafa del Torello jusqu'à Castel-Volturno, et tout spécialement dans la contrée de Capoue. Sur cet espace, le Volturne est en général profondément encaissé, quoiqu'il ne manque pas de points où les talus des vallées des deux côtés de son cours s'écartent l'un de l'autre très-loin, et où le lit de la rivière se trouve par conséquent tracé sur un terrain plat. Sa longueur dépasse rarement deux cents pieds, et, dans les points où elle est le plus considérable, il se trouve durant les chaleurs de l'été un certain nombre de gués, mais qui ne peuvent être utilisés qu'avec beaucoup d'attention et sous la direction de guides des localités les plus voisines, et qui, en outre, ne doivent être employés que pour le passage de petits détachements, à cause de la nature mobile du fond de la rivière. Les passages ordinaires au travers du Volturne à partir de la Scafa del Torello en aval, sont des gués ou des ponts volants (bacs, *scafe*) de la Scafa del Torello jusqu'à Capoue. Nous avons les Scafe di Limatola, di Cajazzo, di Formicola et di Triflisco. Ce dernier passage est à environ deux milles du pont de bois de Capoue; la distance qui sépare les autres varie de un à trois milles italiens.

A la place où se trouve Capoue, le Volturne décrit une de ses courbes les plus remarquables. Tout d'un coup, en effet, il prend la direction du sud-est au nord-ouest, conserve cette direction environ sur une longueur de 2,200 pas, puis fait une courte con-

version du nord-est au sud-est, sur une longuenr de 1,100 pas, pour reprendre la direction du nord-est au sud-est, qu'il conserve encore sur une certaine longueur de son cours après être sorti des ouvrages de Capoue, ce point de sortie étant situé à 1,100 pas environ du dernier contour. La courbe ainsi formée enferme une presqu'île ouverte du côté du sud-est et de 300 pas à peine de largeur; la ville de Capone, sitnée tont entière sur la rive gauche, occupe cette presqu'île et s'étend en outre du côté du snd, de telle sorte que la partie de son enceinte fortifiée, qui n'a pas le Volturne pour fossé et qui fait front vers le sud, s'étend sur une longueur de 2,000 pas environ, depuis le premier contour que fait le Volturne pour rejoindre le flenve au point que nous avons indiqué plus haut: en ce dernier endroit, appnyée au fleuve, se trouve la citadelle (donjon) quadrilatère, régulière de dimensions restreintes, renforcée au dehors par des lunettes avancées; la défense de la place, de la citadelle au Volturne, se compose de qnatre fronts bastionnés un pen irréguliers; les fortifications de Capoue, bâties par Vauban, ont été restaurées et améliorées sous le règne de Ferdinand II, mais elles portent toujonrs le caractère des ouvrages que construisit le célèbre ingénieur français. La partie de la ville qui est située dans la presqu'île dont nous avons parlé ne se prolonge pas jusqu'à son extrémité; un intervalle de trois cents pas l'en sépare; un front bastionné coupe la presqu'île sur ce point, et va rejoindre, le long du fleuve, la partie de l'enceinte que nous avons déjà décrite anx deux points où elle qnitte et rejoint le Volturne par deux lignes de défense également bastionnées, mais pliées à la configuration du sol. Comme on le voit, c'est le flenve lui-même qui, sur la plus grande partie du développement de cette enceinte, forme aux ouvrages nn excellent fossé: ses eaux ne remplissent en ontre que la partie des fossés du front tonrné vers le sud qui touche au Volturne dn côté de l'ouest.

Le seul ouvrage permanent situé sur la rive droite est une simple tête de pont en terre, en forme de flèche, qui a un réduit du même genre dans la presqu'île sur la rive gauche, en avant des fortifications du corps de place; le pont est situé au dernier contour que décrit le Volturne avant de reprendre sa direction générale vers le sud-onest.

La principale issue sur la rive gauche est la porte de Naples, pratiquée à peu près au milieu du front non couvert par le Volturne. Cette sortie est construite comme dans toutes les forteresses à la Vauban : par la porte proprement dite pratiquée au travers de la courtine, entre deux bastions, on arrive à un pont qui débouche sur la demi-lune, puis de celle-ci on passe sur un second pont qui aboutit dans le chemin couvert, et enfin, de ce dernier, on gagne d'abord le glacis par une pente fermée au moyen d'une barrière, puis la route de Caserte ou bien la gare du chemin de fer située à cent cinquante pas seulement du chemin couvert.

Une autre porte, pour les sorties, avec passage sur les fossés, est ménagée également sur ce front à l'endroit où il rejoint le Volturne du côté de l'ouest : elle était principalement utilisée pour envoyer la cavalerie sur l'esplanade ou la retirer dans la ville.

Par le pont jeté sur le Volturne et la tête de pont dont nous avons parlé, on passe de la ville sur la rive droite, et l'on se trouve sur la route de Gaëte et de Rome. La place n'a pas d'ouvrages avancés permanents ; on avait seulement commencé, dans d'assez grandes dimensions, une seconde tête de pont sur la rive droite du Volturne, celle-ci au nord-ouest de la presqu'île, et derrière cet ouvrage se trouvait réuni sur la rivière tout le matériel d'un pont de pontons qui pouvait être jeté dès que le moment en serait venu.

L'esplanade située devant le front du sud avait une largeur moyenne de 1200 pas : sur sa partie orientale quelques constructions se trouvaient plus rapprochées de la forteresse.

La place était très-richement armée : soixante pièces de canon étaient en batterie sur le seul front du sud, et sur tous les autres points l'armement était en rapport avec ce chiffre d'artillerie.

Le chemin de fer de Capoue à Naples se dirige d'abord, en sortant de Capoue, dans le sens du nord-ouest au sud-est ; ce n'est qu'à partir de Caserte qu'il s'infléchit directement vers le sud pour joindre la capitale : dans la partie de son tracé qui nous intéresse le plus, il passe près de trois villes importantes, Santa-Maria d'abord, puis Caserte, enfin Maddaloni ; ces trois villes restent en dehors du chemin de fer, les deux premières du côté du nord, la troisième du côté de l'est : leur position est la même relativement

aux excellentes chaussées qui les relient. A partir du pont de Capoue, la place ronde du marché de Santa-Maria se trouve à deux milles et quart, le grand portail du palais de Caserte à un peu plus de six milles, le centre de Maddaloni à neuf milles et demi. Nous espérons du reste que le lecteur voudra bien nous suivre sans se rebuter dans les descriptions topographiques que nous allons être obligés de mettre sous ses yeux, parce qu'elles lui faciliteront beaucoup l'intelligence des faits que nous avons à raconter et qu'elles lui épargneront peut-être quelque peine à se les représenter nettement.

Nous allons par conséquent examiner ensemble les diverses voies de communication qui relient les localités dont il sera question surtout plus tard, principalement du côté du Volturne, afin de pouvoir ensuite rattacher à ce canevas les autres indications nécessaires; nous prendrons d'abord dans ce but Maddaloni comme point de départ.

De Maddaloni une route court à peu près droit vers l'est, dans la direction de Bénévent d'un côté, et d'Avellino de l'autre: elle traverse les *fourches caudines*, et le village de Forchia situé sur son parcours doit, si la tradition est exacte, désigner le lieu où les Romains furent battus et passés sous le joug par les Samnites. Dans la même contrée un autre passage, situé à peu de distance de celui-là, devait être le théâtre de l'humiliation d'une défaite sanglante infligée aux troupes napolitaines par une partie de l'armée italienne du Sud dans la campagne que nous racontons maintenant. C'est le défilé *de Valle*. De Maddaloni, en effet, une seconde route conduit vers le nord, quoique s'infléchissant un peu vers l'est devant la villa Gualtieri; elle passe au-dessous du gigantesque aqueduc qui conduit des hauteurs du Tiburno au parc de Caserte les eaux de la fameuse cascade, cette coûteuse fantaisie des Bourbons. Au delà de l'aqueduc, cette route est resserrée entre les versants méridionaux d'une hauteur assez considérable du monte Longano et du monte Pancaro, qui la séparent de la route de Bénévent et les pentes occidentales du monte Caro; entre ces hauteurs se trouve encaissée Valle. Un peu après être sortie de cette localité, la route traverse une vallée largement ouverte, et après avoir passé le torrent de l'Ischlero conduit à Ducenta, puis à Salocapa. Dans ce dernier endroit elle traverse sur un pont en fer la

rivière du Calore qui se dirige de l'est à l'ouest vers le Volturne dont elle est un affluent ; un autre passage sur le Calore, à proximité de son embouchure, conduit à Amoroso, en passant près de la *Scafa del Torello*.

Les hauteurs du monte Caro s'étendent en deux chaînes principales, en trois chaînes si l'on veut compter leurs contre-forts, également dirigées du sud-est vers le nord-ouest, avec des ramifications se détachant vers le nord-est du côté de Limatola jusqu'au bord du Volturne. Ces hauteurs sont divisées en plusieurs groupes et portent différents noms, suivant les localités ; nous n'indiquerons ici, outre le monte Caro, que le monte Viro, le monte Vagliola, le monte Briano, sur les flancs duquel s'élèvent le château et la colonie de S.-Leucio ; nous en désignerons l'ensemble sous le nom de hauteurs de Caserta Vecchia, attendu que les ruines de cette ville se trouvent à peu près au centre de ce massif. Les hauteurs sont très-boisées et servent aux chasses royales ; nous mentionnerons par exemple les forêts du monte Caro et le parc de S.-Leucio sur le mont Briarco, dans la partie nord-ouest de ce groupe de montagnes.

La principale communication de Maddaloni avec Caserte est la route bien construite et bien entretenue qui conduit à cette dernière ville en passant par S.-Clément, Centorano et près des casernes de Falciano ; depuis le centre de Maddaloni, de bonnes troupes d'infanterie atteignent la place du château de Caserte en 1 1/2 heure environ. Près de Centorano se trouve le couvent de S.-Lucia, fort élevé et semblable à une citadelle ; depuis ce couvent, par des chemins en partie assez difficiles, on peut monter aux ruines de Caserta Vecchia ; on arrive aussi à ces ruines depuis la route de Valle, en suivant des sentiers de chasse sur la croupe des hauteurs, au travers du monte Caro.

La principale route qui conduit de Caserta à Volturne, suit l'enceinte orientale du parc royal, passe au-dessous de l'aqueduc de la grande chute, et de là tendant presque droit au nord, en passant devant le palais de S.-Leucio, entre le monte Briarco à l'est et le monte Tifata à l'ouest. Environ 2000 pas avant d'atteindre le Volturne, elle entre dans la plaine où elle se bifurque près de Gradillo : le chemin de droite conduit à la Scafa di Cajazzo, et celui de gauche à la Scafa di Formicola. Un sentier de monta-

gne, beaucoup plus difficile, mène de Caserte à Limatola et à la Scafa di Limatola, par-dessus les hauteurs de Caserta Vecchia. Ce sentier se sépare de la route que nous venons de décrire, au point où celle-ci passe sous l'aqueduc, tourne du côté de l'est, au travers des rocs et des bois sur Poccianello, et passe au-dessous du Castel Morrone, qui est bâti sur un contre-fort méridional du monte Vagliola pour aboutir à Limatola. Cette dernière localité se relie en outre, à l'est du massif des hauteurs de Caserta Vecchia, entre Valle et Ducenta, dans la vallée de l'Ischero, avec la route de Valle, et depuis là avec S.-Agata de Goti, au nord du monte Longano, dans la direction de l'est. En montant de Poccianello du côté de Limatola, on laisse à gauche Caserta Vecchia et les hauteurs escarpées, sur les plus élevées desquelles une vieille tour, ou bien quelque pan de muraille écroulée, offre un point de repos, et sur lesquelles est bâtie cette ville.

De Caserte on arrive à S.-Maria, sans parler du chemin de fer, par l'excellente grande route qui laisse Casanova à sa droite, Casapulla à sa gauche, et qui entre dans S.-Maria par la partie méridionale de cette ville. S.-Marie, ou S.-Maria di Capua, est l'antique Capoue dans les délices de laquelle s'énerva l'armée d'Annibal. On y voit encore les ruines fameuses de cet amphithéâtre dans lequel se faisait jadis l'éducation des gladiateurs de tout l'empire romain.

Le point central de S.-Maria, non pas géométriquement, mais au point de vue de la circulation et à celui des opérations militaires, est une petite place de forme circulaire : il part de là en effet quatre routes, l'une se dirigeant sur Capoue, l'autre sur S.-Angelo, la troisième sur le chemin de fer, puis sur Tammaro, la dernière sur Caserte.

La route de S.-Angelo court à peu près directement du sud au nord : c'est une bonne chaussée, bien entretenue, mais peu large, quoique l'on parle à S.-Maria d'une *porte de S.-Angelo*, ce n'est là qu'une manière de s'exprimer, attendu que la ville est tout ouverte de ce côté. La route laisse l'amphithéâtre à gauche, ainsi que la fertile plaine de Labour, qui de là s'étend au loin vers le sud et l'ouest, tandis que sur sa droite, c'est-à-dire à l'est, s'élèvent les hauteurs du monte Tifata. Près de S.-Angelo (S.-Angelo in Formis) qui est bâti sur les pentes de cette montagne, la route

s'approche tout près du Volturne, puis tourne à l'est et descend enfin du côté de la Scafa di Formicola, en se croisant avec l'autre route qui arrive à cette Scafa di Gradillo et de S.-Leucio. Les hauteurs du monte Tifata forment une chaîne courant du sud-est au nord-ouest, avec de hautes et abruptes parois de rochers, qui plus bas se changent en pentes toujours plus douces et plus productives, surtout du côté de l'ouest, où celles-ci viennent insensiblement se perdre dans la plaine labourée de la Terra di Lavoro. La chaîne du monte Tifata est complétement entourée à son pied par des routes, savoir : à l'est, le chemin de S.-Leucio à Gradillo; à l'ouest, la route de S.-Maria à S.-Angelo; au nord, le prolongement de cette dernière jusqu'à la Scafa di Formicola, le long du Volturne; enfin au sud, la grande route de Caserte à S.-Maria. Sur le versant septentrional du monte Tifata, droit vis-à-vis de la Scafa di Formicola, se trouve une forêt assez considérable, le Bosco di S.-Vito.

La route de S.-Maria à Capoue est une magnifique chaussée, bien entretenue, allant presque en ligne droite du sud-est vers le nord-est ; on la prend en sortant de S.-Maria par les deux voûtes de la porte de Capoue, remarquable monument de l'antiquité, auquel s'appuient à gauche des murs qui sont très-faciles à utiliser pour sa défense ; tandis qu'à droite il se trouve, dans la direction de l'amphithéâtre, un fossé dont il est possible de tirer également parti.

La route de S.-Maria à Capoue est en tranchée sur beaucoup de points, de telle sorte qu'il n'est pas pourtant précisément facile d'arriver de là, à droite ou à gauche, sur le terrain qui la borde ; elle passe d'abord près de l'église et du cimetière de S.-Agostino qu'elle laisse à gauche, puis près d'une tuilerie (à droite), ensuite entre un vaste convent de capucins (à gauche) et la taverne Virilasci (à droite). A partir de là, on ne rencontre plus que quelques fermes dont la construction comporte peu de maçonnerie, et des baraques insignifiantes, les unes à droite, les autres à gauche. Tandis que jusque-là, des deux côtés de la route, la campagne est couverte d'arbres tantôt rapprochés tantôt éloignés, mais en moyenne plantés à une dizaine de pas de distance, en sorte que l'on ne trouve que fort peu de places découvertes, ces plantations cessent tout d'un coup à 1500 pas de la gare de Ca-

poue, et l'on entre sur l'esplanade de la forteresse, sur laquelle s'élève à droite la chapelle de S.-Laurent. A cet endroit se détache de la chaussée une route qui conduit à S.-Angelo, et de là à Scafa di Formicola.

Le chemin de fer, qui à la hauteur de la porte de Capoue à S.-Maria reste encore à 1000 pas environ à gauche de la chaussée, s'en rapproche à environ 700 pas de la gare de Capoue, et court depuis là parallèlement à la route : dans toute cette contrée, jusque assez près de Capoue, la voie ferrée est élevée sur un remblai assez considérable ; ce n'est qu'après avoir dépassé le couvent des Capucins qu'elle se trouve au niveau du terrain.

Précisément au point où le chemin de fer se rapproche tout à fait de la chaussée, il se détache de celle-ci une route qui conduit vers le sud par S.-Tammaro, puis par Aversa, jusqu'à Naples. C'est la voie de communication la plus courte entre Capoue et la capitale. Entre Tammaro et Aversa, elle passe sur le canal, profondément entaillé dans le sol, des Regii Lagni qui peut former une très-bonne ligne de défense. Une autre route, qui conduit aussi de Capoue à Aversa, se dirige d'abord vers la Foresta, du côté de l'ouest, puis du côté du sud à travers la forêt et le château de chasse de Carditello ; elle passe ensuite les Regii Lagni et rejoint la route précédente à quelque distance au nord d'Aversa.

La route de Capoue par S.-Maria, Caserte, Maddanoli à Nola, peut être envisagée comme la lisière sud-ouest du terrain montagneux, sur la rive gauche du Volturne ; au sud et à l'ouest de cette ligne de démarcation tout est plat. Or, quoique les garibaldiens ne fussent nullement, par leur manque d'artillerie et de cavalerie, exclus de la possibilité de tirer parti du plat pays, attendu que celui-ci est très-couvert et coupé, on comprend qu'ils devaient donner la préférence tout au moins au voisinage des montagnes dans le choix de leur position et du terrain de leurs entreprises. Mais, comme la plus courte ligne d'opération de Capoue sur Naples, dans le cas où les Napolitains auraient repris l'offensive, passe précisément par la plaine et par Aversa, tandis que les garibaldiens se trouvaient établis au nord-est sur la plus longue, il en résulte que les positions de l'armée italienne du Sud étaient des *positions de flanc* relativement à la première de ces deux lignes ; Aversa seulement constituait pour elle un point

important d'observation; en effet, appuyé sur cette ville, on pouvait avec un détachement sur les Regii Lagni retarder la marche en avant de l'ennemi, dans le cas où il reprendrait l'offensive sur Naples dans cette direction, jusqu'à ce que le gros des troupes eussent eu le temps d'accourir des hauteurs de S.-Maria et de Caserte.

S.-Tammaro est situé à $1 \frac{3}{4}$ mille au sud-ouest de S.-Maria, et se trouve relié avec cette ville par deux chemins parallèles, étroits mais en bon état. Un sentier conduit directement à la Foriste, et un autre y aboutit également en faisant un détour au sud par le château de Carditello.

Tous les mouvements offensifs des garibaldiens devaient nécessairement commencer par un passage sur la rive droite du Volturne, soit en aval, soit en amont de Capoue : jetons donc maintenant un coup d'œil sur la configuration de cette rive du fleuve.

De ce côté, deux routes partent de Capoue, l'une dans la direction de l'est, l'autre dans la direction du nord.

La première traverse d'abord une vaste plaine, se rapproche du Volturne à la Scafa di Triflisco, et se prolonge jusqu'à la Scafa di Formicola, resserrée sur le bord du fleuve par les hauteurs de Gerusalemme, contre-forts du monte Soppitella ; à ce point, elle s'en écarte de nouveau jusqu'à 3000 pieds, et monte le long des pentes des hauteurs de Piana jusqu'à la ville de Cajazzo, située sur leur sommet, à 10 milles italiens de Capoue ; à 1 mille au-dessous de Cajazzo, cette route se croise avec celle qui arrive de Gradillo, sur la rive gauche, et passe le fleuve à la Scafa di Cajazzo. D'autre part, près de la Scafa di Formicola, il s'en détache un chemin qui conduit à l'est du monte Poppitella dans la vallée du torrent de Freglia, affluent du Volturne, en traversant d'abord la plaine des faisanderies royales pour aboutir à la ville de Formicola au haut de la vallée du même nom, éloignée de la Scafa et du Volturne de 5 milles italiens environ.

Parallèlement à la route de Formicola se détache de Cajazzo la route d'Alife, qui s'enfonce du côté du nord, du haut des rochers de Cajazzo, dans une vallée latérale à celle du Volturne, la suit jusqu'à son extrémité, traverse le fleuve qui sur ce point court de l'ouest à l'est, et arrive à Alife, situé sur sa rive gauche, à quelque distance du bord ; depuis cette localité la route tourne

vers l'ouest, traverse une seconde fois le Volturne, passe au pied des hauteurs de Bairano et de Marzanello, et va rejoindre près des bois de Cajanello la grande route de Vénafre. Avant qu'elle atteigne le Volturne pour la première fois, il se détache de cette route de Cajazzo à Alife, un chemin qui conduit à Bajo du côté de l'ouest.

La seconde route principale partant de Capoue sur la rive droite, dans la direction du nord, est celle de Venape jusqu'à Calvi (7 milles de Capoue); elle s'infléchit un peu vers l'ouest, mais de suite après cette petite ville, elle court droit au nord; dans le voisinage de Capoue, elle traverse un pays plat, laissant sur sa droite, à 2 milles environ, les hauteurs de Gerusalemme, tandis qu'à gauche la plaine s'étend jusqu'à la mer. Mais bientôt les hauteurs du monte Poppitella se rapprochent toujours davantage, et entre Li Martini et Calvi, elle est encaissée entre les hauteurs de Sparanise à gauche, et la chaîne du Pizzo Salvatore à droite, depuis ce point, sur la gauche, elle est presque continuellement bordée par les hauteurs qui séparent le bassin du Garigliano de celui du Volturne, tandis qu'à droite, au delà du Bairano et du Marzanello, elle a la vallée plate du Volturne. De Venafre elle conduit à Isernia dans les Abbruzzes.

Les hauteurs de Piana sur les rochers desquelles est situé Cajazzo, à leur extrémité orientale, sur une chaîne étroite courant de l'ouest à l'est, forment la limite au nord de la plaine des faisanderies royales que l'on aperçoit dans toute leur étendne, là où le permettent des éclaircies au travers des arbres, depuis les hauteurs de Gradillo et du parc de S.-Leucio sur la rive opposée du Volturne.

La chaîne du Pizzo S.-Salvatore, plus élevée que la précédente, est située à 4 milles plus au nord, et court également de l'ouest à l'est; son extrémité orientale est à peu près sur le même méridien que l'extrémité occidentale de la chaîne de Piana. Une troisième qni borde le chemin de Bajo dont il a été déjà question, s'étend du monte Scopello dans la direction du sud-est au nord-ouest, jusqu'au monte Pozzillo et au Pizzo del Monaco; son extrémité sud-est, le monte Scapollo, est sous le même degré de latitude que la chaîne du Pizzo Salvatore; le peu d'intervalle qui sépare leurs derniers contre-forts du côté de l'est, est remplie par

l'Etna, saillant occidental du monte Protolaro. Les deux chaînes de Pizzo Salvatore et de Bajo forment ainsi ensemble un *U* ou un fer à cheval ouvert au nord-ouest, et enfermant la vallée de Santa-Croce.

L'espace entre le fer à cheval et la chaîne de Piana est rempli par des groupes de hanteurs peu élevées, boisées, servant autrefois anx chasses royales; elles sont enfermées vers l'ouest par le monte Firato, qui clôt en même temps la vallée de Formicola du côté de l'est, tandis que celle-ci est resserrée à l'ouest par la chaîne de Poppitella, qui se détache dans la direction du sud de celle de Pizzo Salvatore. La ville de Formicola est située au pied méridional de cette dernière montagne, et la vallée est donc enserrée de trois côtés par les hauteurs et ouverte seulement du côté du sud, sur le Volturne.

Avant de quitter le terrain situé à l'est de la route de Vénafre, nous avons encore à mentionner deux chemins importants: le premier conduit d'Alife à Piedimonte, situé au bas des montagnes du Matese, qui, sur la limite de la Terre de Labour avec la Molise au Monte Miletto s'élèvent jusqu'à 6400 pieds de Piedimonte, la route tourne au sud-est d'un côté sur Salopaca, de l'autre sur Bénévent; nous avons déjà parlé de celle qui conduit de Salocapa à Madeloni par Ducenta et Valle.

Le second chemin dont nous voulons dire un mot conduit, à partir de la Scafa di Formicola, le long du versant occidental du monte Poppitella, au travers des pentes de celui-ci, par Bellona, Vitolaccio, Pastorano, Partignano, et Pignatero, à la petite ville de Calvi. Du Volturne jusqu'à Pignataro cette route est presque continuellement encaissée jusqu'à une profondeur de 7, 10 pieds, et même davantage, en sorte qu'une colonne pent s'y mouvoir sans être exposée le moins du monde à être aperçue de loin; en revanche il serait facile à un adversaire vigilant d'anéantir une colonne ainsi engagée, attendu qu'il n'y a qu'un très-petit nombre de points sur lesquels il soit possible de sortir de ce chemin creux: c'est du reste là un caractère commun à la plupart des chemins jetés au travers de la partie montagneuse de ces contrées et qui s'y trouvent, durant des milles de longueur, profondément encaissés.

Après avoir passé en revue le fleuve oriental de la route de

Vénafre, venons à son fleuve occidental. A quatre milles à peine au nord du pont de Capone s'embranche sur elle, se dirigeant d'abord au nord-ouest puis droit à l'ouest, la *Strada di Roma*; elle passe au sud des hauteurs de Sparanise, qui s'étendent de la route jusqu'à Calvi; ensuite, entre Carinola et Sessa, elle se trouve resserrée au nord par les hauteurs de la chaîne de S.-Croce, qui remplissent l'intervalle entre le Garigliano et la route de Vénafre, et au sud par le monte delle Brecciole: près de Sessa elle pénètre dans la vallée de Garigliano, traverse ce fleuve et atteint bientôt Mola di Gaëta, où elle se bifurque pour conduire au sud à la forteresse de Gaëte, et au sud-ouest à Rome par Fondi et Terracine.

Au nord de Calvi, près de la taverne della Torricella, un autre chemin parallèle à la chaussée dont nous venons de parler se sépare de la route de Vénafre et se rend à Teano dans les montagnes de S.-Croce; Teano est relié encore avec cette route par un chemin qui va le rejoindre plus au nord au-dessous des hauteurs de Bairano et Marzanello, près de la Taverna della Catena; sur ce même point s'embranche encore avec la route de Vénafre celle qui conduit de là à Rome par Germano et Frosinone.

Enfin nous avons à indiquer un chemin qui se sépare de la *Strada di Roma* avant que celle-ci atteigne les hauteurs de Sparanise, et qui, à travers la plaine, conduit au sud-ouest vers le bord de la mer à Mondragoni: de là il traverse de la rive droite sur la rive gauche du Volturne à Camello et Arnone, puis les Regii Lagni près de Torre di Monaco, passe à cinq milles à l'ouest d'Aversa, et arrive directement à Naples. Les royaux, s'il ne leur manquait pas de résolution pour quelque audacieuse entreprise, pouvaient aussi opérer sur cette ligne contre Naples, et il n'est pas contestable que cela n'eût été très-fâcheux pour l'armée italienne du Sud qui d'un côté devait, avec le gros de ses forces, se tenir dans les hauteurs et dans leur voisinage immédiat pour le motif que nous avons indiqué, et qui de l'autre ne pouvait s'étendre beaucoup par détachements en raison de sa faiblesse numérique.

Les détails que nous venons de donner mettront le lecteur à même de suivre d'une manière suffisante, en ce qui concerne l'armée du Sud, les événements ultérieurs dont nous allons reprendre la narration.

8. Les premiers combats d'avant-postes sur la ligne du Volturne, 15 et 16 septembre. L'occupation de Cajazzo et le combat de Capoue le 19 septembre.

Le 15 septembre commencèrent les engagements d'avant-postes sur la ligne du Volturne.

A Santa-Maria les garibaldiens avaient les brigades Eber et La Masa, environ 3000 hommes en tout; les avant-postes étaient déployés en avant de S.-Agostino, sur la ligne de la tuilerie (Fornace). Une grand'garde de la troupe dite légion hongroise avait été attaquée dans la matinée du 15 par un détachement de cavalerie napolitaine qui fut repoussé : les Napolitains mirent en ligne alors de l'infanterie contre laquelle s'avancèrent le bataillon de carabiniers de la brigade Eber, et un bataillon du régiment Corrao de la brigade La Masa ; ces deux bataillons, après un court combat de tirailleurs attaquèrent à la baïonnette et repoussèrent les Napolitains jusqu'à l'esplanade de la forteresse. Ce fut la fin de cette première escarmouche.

A S.-Leucio se trouvait la brigade Sacchi, renforcée par le bataillon Ferracini et la compagnie du génie milanaise de la brigade Puppi (Bologne). Ces deux derniers corps furent portés le 16 en avant jusqu'au Volturne, par le Gradillo, sous le commandement du lieutenant-colonel Winkler. Aussitôt qu'ils approchèrent du Volturne, les Napolitains ouvrirent sur eux un feu très-vif depuis la rive droite. Les garibaldiens, qui ne connaissaient pas le terrain et ne voyaient pas le fleuve, assez encaissé en cet endroit, voulurent attaquer à la baïonnette : les Napolitains, qui devaient savoir pourtant parfaitement bien qu'ils étaient couverts par le fleuve prirent honteusement la fuite sur cette seule démonstration.

Garibaldi avait donné les ordres nécessaires pour une entreprise importante qui devait s'effectuer le 19 ; elle avait un double but : d'abord Cajazzo devait être occupé pour servir de pivot à des opérations décisives sur la rive droite du Volturne ; ensuite on savait que les Napolitains projetaient pour le jour de Saint-Janvier une attaque sur les avant-postes garibaldiens, et l'on se proposait de prévenir cette attaque.

Pour introduire ce mouvement du 19, dès le 16 Türr avait en-

voyé le major Csudafy avec 300 hommes à Maddaloni, d'où il devait pousser en avant jusque dans les montagnes de Baisano et de Marzanello, en passant par Ducenta, Solopaca et Piedimonte. Csudafy avait l'ordre de renforcer sa petite colonne de volontaires du pays et d'inquiéter ainsi les Napolitains sur leurs derrières; en même temps, par cette expédition, il assurait la ligne importante de Maddaloni par Ducenta, dont nous avons parlé plus haut.

C'était la division Medici qui était destinée à la prise de possession de Cajazzo, et en général à l'occupation de la rive droite du Volturne; mais comme il n'était pas encore arrivé, le 19, le bataillon des chasseurs de Bologne, commandé par le major Cattabene, dut provisoirement avancer seul sur Cajazzo; pour assurer cette attaque et en même temps pour prévenir un mouvement offensif des Napolitains depuis Capoue, le même jour plusieurs attaques devaient être exécutées contre leurs lignes sur plusieurs points de la rive droite.

A cet effet, les mesures suivantes furent arrêtées: Türr lui-même avec la brigade Sacchi, le bataillon Ferracini et une partie de la compagnie du génie de Milan devait avancer de San-Leucio sur le Volturne par Gradillo; il avait en tout 1,700 hommes avec deux des canons pris à Ariano.

Tout ce qui demeurait disponible fut placé sous les ordres du colonel brigadier Rustow qui, nommé le 16 septembre seulement chef de l'état-major général de l'avant-garde, avait dû jusque-là employer la plus grande partie de son temps à l'organisation d'un état-major qui faisait encore complétement défaut. Rustow avait en tout sous ses ordres 5,300 hommes, mais une partie de cet effectif devait être employé à assurer ses communications avec Türr.

La répartition des troupes fut ainsi fixée:

La brigade Eber devait garder Santa-Maria avec le régiment Cossowich, 500 hommes; le reste de la brigade devait avancer de Santa-Maria à droite sur S.-Angelo pour servir d'intermédiaire entre Türr et Rustow, et en même temps remplir, le cas échéant, une autre destination que nous indiquerons bientôt.

Deux bataillons de la brigade Spangaro durent, dans la nuit du 18 au 19, marcher de San-Tammaro à Foresta, pour s'avancer sur Capoue le 19 au matin. La nécessité de ce détachement sur ce

point s'explique par ce que nous avons dit, dans la description du terrain, de l'importance de la ligne Capoue-Aversa.

La colonne d'Eber comptait 1,500 hommes dirigés sur S.-Angelo; la colonne de Spangaro, 900 hommes; cette dernière brigade était celle que commandait primitivement Nicotera dans la division Terranova, qui, ainsi qu'on se le rappelle, devait entrer de la Toscane dans les Etats de l'Eglise, pendant que les quatre autres brigades de l'expédition devaient aborder à Montalto. La brigade Nicotera, qui était casernée à Castel Pucci, près de Florence, avait été véritablement dorlotée par Ricasoli, et avait reçu les meilleures promesses d'appui de tout genre. Mais après que les quatre premières brigades de l'expédition de Terranova eurent été détournées sur la Sicile, après que Farini eut lancé sa circulaire du 13 août, par laquelle il annonçait que le gouvernement piémontais empêcherait de la manière la plus catégorique tout nouveau départ de volontaires, Nicotera reçut l'ordre de licencier sa brigade: on chercha même à l'y forcer par son arrestation; mais comme Nicotera résista, que la brigade ne voulut pas se dissoudre, et d'un autre côté ne commit aucun désordre qui pût servir de prétexte à employer la force à son égard, ainsi qu'on l'avait peut-être attendu et désiré, elle fut, à la suite d'une convention du 31 août, embarquée à Livourne pour la Sicile. Pianciani, qui s'était rendu de Palerme en Toscane pour y réunir, si possible, autour du noyau de la troupe de Nicotera, les éléments d'une nouvelle expédition contre les Etats de l'Eglise, fut expulsé. La brigade une fois arrivée de Palerme à Naples, Nicotera y déposa son commandement, qui fut provisoirement remis au major Morici; lorsque la brigade arriva le 15 à Palerme, le colonel Spangaro fut appelé à la prendre sous ses ordres.

Déduction faite des colonnes d'Eber et de Spangaro, il restait à Rustow environ 2,400 hommes sous sa direction immédiate, savoir: la brigade Milan, 850 hommes, sous les ordres du major di Giorgi, mais dont le bataillon Venuti, 300 hommes environ, se trouvant aux avants-postes, ne pouvait entrer en ligne que durant le cours du combat; la partie disponible de la brigade Puppi, c'est-à-dire deux bataillons ou 600 hommes; trois bataillons de la brigade La Masa, 900 hommes; plus deux pièces de canon avec leurs ser-

vants, quelques soldats milanais du génie et quelques hussards, ensemble une cinquantaine d'hommes.

Avec cette colonne, Rustow voulait, le 19 au matin, marcher sur la grande route de Santa-Maria à Capoue, rejetant en arrière tout ce qu'il rencontrerait. Comme le seul point de la rive gauche du Volturne où les Napolitains fussent encore établis était Capoue, le but principal de tout le combat qui devait être engagé sur la rive gauche, étant d'altérer les forces des royaux pour faciliter la prise de Cajazzo, ne pouvait être atteint que sur la ligne qu'occupait Rustow. Mais comme d'autre part les Napolitains avaient au moins 20,000 hommes dans Capoue même et en amont de la forteresse jusqu'à la Scafa di Torello, avec le petit nombre de troupes dont disposait Rustow, il ne pouvait accomplir la tâche qui lui incombait que par une attaque extrêmement vive : le courage et la vivacité des mouvements devaient suppléer à ce qui faisait défaut du côté du nombre.

Avant six heures du matin, le 19, Rustow disposa le centre de sa colonne près de l'église de S.-Angostino ; les bersagliers milanais formant avant-garde se déployèrent en chaîne à droite et à gauche de la route. En arrière se trouvaient sur la droite les deux bataillons que di Giorgi avait déjà à sa disposition (le troisième était encore attendu), un bataillon en première ligne, l'autre en seconde ligne ; à la même hauteur que di Giorgi, et dans le même ordre, Puppi plaça ses deux bataillons sur la gauche de la route. Des patrouilles de flanqueurs furent envoyées de chaque côté par la seconde ligne pour éclairer le terrain et établir autant que possible une communication avec Eber d'une part et Spangaro de l'autre. En arrière de Giorgi et de Puppi, sur la route même, La Masa rangea ses trois bataillons (deux du régiment Corras et un du régiment La Porta). La Masa devait former la réserve; avec lui marchaient les deux pièces; il devait d'abord avancer sur la grande route, mais aussitôt que le combat commencerait, faire un mouvement pour en sortir, afin de n'y pas servir de cible aux coups d'enfilade de l'artillerie napolitaine.

Lorsque la colonne d'Eber, en marche sur S.-Angelo, eut gagné quelque avance après six heures du matin, Rustow fit marcher ses troupes formant la colonne du centre dans le même ordre où elles avaient été disposées. On avança lentement jusqu'à la ta-

verne Virilasci; jusque-là les maisons et les fermes situées à proximité de la route n'étaient pas occupées par l'ennemi; sur ce point on rencontra les premiers avant-postes napolitains; ceux-ci auparavant avaient toujours été tenus plus rapprochés de Capoue, et le fait que ce jour-là ils avaient été portés en avant paraissait confirmer le bruit d'après lequel les troupes royales avaient eu ce jour-là même l'intention d'attaquer Santa-Maria.

Les Napolitains avaient en effet poussé quatre bataillons des deux côtés de la grande route jusqu'à la hauteur de la ferme Vitale : deux bataillons, quatre escadrons et une batterie de campagne étaient en réserve sur l'esplanade de la forteresse; une autre troupe, composée d'un bataillon et de quelque cavalerie, s'était aussi avancée le matin sur la route de La Foresta. Ce dernier détachement avait déjà un peu après six heures commencé le combat avec la colonne de Spangaro; après une courte escarmouche, celle-ci se replia sur La Foresta avec une perte de neuf morts et blessés (un pour cent).

Du côté de la colonne de Rustow, le premier coup de fusil fut tiré dans le voisinage de la taverne Virilasci, à sept heures environ; le feu ouvert de ce côté empêcha les troupes royales engagées avec Spangaro de le suivre dans sa retraite, parce qu'elles craignirent d'être coupées de Capoue. Rustow fit attaquer vivement les tirailleurs napolitains par ses bersagliers milanais; au commencement, ceux-ci avancèrent sans rencontrer une grande résistance, mais bientôt derrière la chaîne des royaux se montrèrent des bataillons serrés. La première ligne de Giorgi et Puppi avança à la baïonnette et les rejeta en arrière, mais seulement jusqu'à une coupure de terrain où ils firent ferme. — Cette coupure était formée par un chemin creux qui, depuis la route, se dirige à sa gauche vers le chemin de fer et de là à la maison Capece et à sa droite au travers de la ferme Saullo et d'une éclaircie assez étendue, allant jusqu'à la ferme Ambrosio, au travers des arbres qui couvrent les champs.

Rustow, qui regardait comme possible que Spangaro et même Eber, quoiqu'il y eût peu à compter sur ce dernier en raison de son éloignement et de sa tâche, qui consistait à maintenir les communications avec la colonne de Türr, vinssent tomber sur les flancs ou sur le dos des Napolitains et leur couper ainsi la retraite

sur Capoue, ne se hâta pas beaucoup de mettre fin au combat sur ce point : la fusillade dura ainsi des deux côtés plus d'un quart d'heure; mais lorsque La Masa se rapprocha avec la réserve et ses deux pièces de canon, Rustow donna l'ordre à l'aile droite d'attaquer à la baïonnette le flanc gauche de l'ennemi et de décider ainsi l'affaire; le bataillon Montesi, de la brigade Giorgi, qui avait été porté de la seconde ligne à droite en avant, à l'arrivée de la réserve chargea à huit heures environ, et les Napolitains évacuèrent en désordre la coupure dont nous avons parlé, l'infanterie s'enfuit en partie sur l'esplanade, en partie sur la grande route vers la porte de Naples; l'artillerie gagna la poterne orientale à travers l'esplanade, et la cavalerie resta sur celle-ci pour protéger la retraite.

L'aile gauche de la brigade Giorgi et la droite de la brigade Puppi suivirent les royaux au pas de charge sur la grande route, où les arbres qui la bordaient n'avaient pas encore été abattus; le bataillon Montesi poussa en avant sur l'esplanade, près de la chapelle de S.-Lorenzo.

Rustow crut un moment qu'il pourrait entrer dans Capoue en même temps que les royaux : dans ce cas la ville était prise; il s'avança donc à cheval à la tête de la brigade Giorgi et arriva avec quelques bersagliers jusque sur la crête du glacis devant la porte de Naples. Là il vit que Capoue était une belle et bonne forteresse dont l'enceinte parfaitement irréprochable était tout à fait à l'abri des reproches de négligence qu'il avait entendu faire à son sujet, qu'elle était bien armée sous tous les rapports et que le pont-levis de la demi-lune avait été déjà levé derrière les Napolitains. Ceux-ci avaient complétement évacué le chemin couvert, mais toutes les pièces du front du sud de la forteresse avaient ouvert le feu : le bataillon Montesi dut quitter l'esplanade pour s'abriter derrière la chapelle S.-Lorenzo, et les troupes de Giorgi et de Puppi qui s'étaient avancées jusqu'à la gare durent aussi se mettre à couvert derrière ses constructions : les biscaïens et la mitraille balayaient tout le pourtour des fortifications.

La colonne des garibaldiens n'avait pas avec elle d'échelles d'assaut ; suivant les circonstances, il n'aurait pas été impossible de jeter dans le fossé quelques-uns des waggons du chemin de fer qui se trouvaient sur la ligne près de la gare, et de s'en servir pour

atteindre le haut de l'escarpe ; mais cela ne pouvait se faire sans de grandes difficultés, et Rustow ne songea pas à s'engager dans une entreprise aussi téméraire avec le faible chiffre de troupes dont il disposait. Mais s'il n'était pas possible d'entrer dans Capoue, il n'y avait aucun motif pour tenir plus longtemps les troupes sous le feu meurtrier de la forteresse, auquel les garibaldiens ne pouvaient en opposer un semblable. Rustow décida donc de rétrograder jusqu'à la hauteur de la taverne Virilasci.

A huit heures et demie les ordres furent donnés à cet effet. Di Giorgi dut rester en bataille et à couvert derrière la gare avec la partie de sa brigade qu'il avait portée jusque-là ; tout le reste de la colonne dut se réunir sur la ligne extrême de l'esplanade à l'abri des arbres et des bâtiments ; cela fait, l'avant-garde quitta à son tour la gare. Di Giorgi et Puppi devaient se retirer derrière la taverne Virilasci, tandis que La Masa formait l'arrière-garde et couvrait le mouvement contre une poursuite éventuelle de la part des Napolitains. La marche fut un peu retardée par le fait que les chevaux de trait des deux pièces que le major Bricoli avait mises en batterie à l'angle de l'esplanade pour tenir en respect la cavalerie ennemie, ce qui avait eu un plein succès, avaient tous été tués ou blessés mortellement. Il fallut quelque temps pour dégager les harnais et les traits. Dans cette dangereuse besogne se distinguèrent particulièrement le lieutenant Zanearie, de la compagnie milanaise du génie ; le canonnier Zuppo, qui avait seul pendant quelques instants servi les deux canons, tous les autres artilleurs ayant pris la fuite ; Farini, ordonnance de Rustow ; deux soldats du génie et quelques bersagliers milanais. — Les pièces furent d'abord traînées en arrière à bras, jusqu'à ce que l'on pût se procurer les chevaux absolument nécessaires pour les atteler de nouveau.

Pendant le commencement de la retraite, le colonel Puppi fut blessé mortellement, ce qui occasionna quelque désordre dans sa brigade, qui se retira jusque derrière le couvent des Capucins, où le major Bossi put l'arrêter, la rallier, la remettre en ordre.

Rustow trouva à la taverne Virilasci le 3e bataillon (Venuti) de la brigade Milan, appelé de Casapulla, et qui arrivait dans ce moment de Santa-Maria. Comme les Napolitains, sortis de Capoue, commençaient à serrer de près son arrière-garde, Rustow fit attaquer les

royaux par ce bataillon, sous les ordres du capitaine de Carolis, adjudant-major de la brigade, son commandant Venuti ayant été chargé de ramener en avant la brigade Puppi. Cette attaque avec un seul bataillon suffit à refouler les Napolitains sur Capoue.

Il y eut là-dessus suspension complète des hostilités sur ce point. Comme ses gens n'avaient encore rien pris de la journée, qu'il se trouvait à Santa-Maria des vivres ainsi que la réserve de munitions, et que Rustow reçut par un officier expédié à la recherche de Spangaro, la nouvelle que celui-ci était déjà en marche pour rentrer à S.-Tammaro, il décida de ne laisser qu'une grand'garde à Virilasci, et vers onze heures il rentra avec toutes ses troupes à Santa-Maria, pour leur donner un repos bien mérité, les faire boire et manger et renouveler les munitions, afin d'être prêt à un nouveau mouvement en avant s'il devenait nécessaire.

Vers deux heures de l'après-midi on entendit de Santa-Maria le bruit du canon du côté de Gradillo; en même temps arriva de la taverne Virilasci la nouvelle que les Napolitains avançaient et se renforçaient sur la route de Capoue. Comme il était maintenant connu que les Napolitains, sérieusement inquiétés pour Capoue par la vivacité de l'attaque de Rustow, avaient rappelé sur ce point leurs troupes venues du haut Volturne, en sorte que le 19 après midi les forces rassemblées dans Capoue ou à proximité pouvaient être évaluées à une vingtaine de mille hommes, comme il était possible d'autre part que, tranquillisés par une interruption de plusieurs heures du combat, ils fussent revenus de leurs craintes et eussent pris la résolution d'employer maintenant leurs forces à une attaque contre la colonne de Türr, ce que leur rendait facile l'excellent matériel de pont qu'ils possédaient, Rustow, pour faire une diversion et dégager Türr autant que possible dans cette éventualité, fit reprendre les armes à son monde, s'avança sur la route de Capoue dans le même ordre que le matin, et comme le matin les Napolitains furent promptement repoussés jusqu'à la coupure dont nous avons parlé. Là, Rustow fit halte vers quatre heures: il y reçut l'ordre de Garibaldi de cesser le combat et de rentrer à Santa-Maria avec toutes ses troupes, le but des opérations de la journée étant complétement atteint et Cajazzo ayant été pris presque sans résistance.

Au Gradillo le combat s'était borné à une canonnade et à une fusillade à peu près innocentes.

Le major Cattabene, lorsqu'il s'était approché de Cajazzo avec le bataillon de chasseurs de la brigade Bologne, après avoir passé la Scala di Cajazzo, avait trouvé un bois d'oliviers en avant de la ville faiblement occupé par les troupes royales, les avait chassées après avoir entretenu assez longtemps avec elles un feu de tirailleurs, et était entré dans la ville après les avoir débusquées enfin à la baïonnette.

Cajazzo se trouvait donc entre les mains des garibaldiens, et il eût seulement fallu dès lors y envoyer aussi promptement que possible la division Medici ou toute autre troupe d'une force un peu considérable, afin de pouvoir poursuivre autant que possible l'avantage que l'on venait de remporter; mais il n'en fut rien comme nous le verrons.

La perte des garibaldiens dans cette journée s'éleva à environ 170 hommes morts et blessés, dont 10 dans le bataillon Cattabene, 5 dans la colonne de Türr, 2 dans celle d'Eber, 9 dans celle de Spangaro et plus de 140 dans la colonne que Rustow avait conduite jusque sous les murs de Capoue. Les Napolitains qui, placés dans des positions avantageuses, pouvaient faire usage d'une artillerie bien supérieure, n'avaient perdu que moitié autant de monde environ.

Les jeunes soldats des garibaldiens s'étaient en général parfaitement bien battus; qu'il n'ait pas manqué d'ailleurs parmi eux de fuyards, cela se comprend de soi-même; la configuration du terrain sur la route de Capoue rendait fort aisé de disparaître à ceux qui ne se sentaient pas le désir de faire connaissance avec les balles royales; il y en eut même quelques-uns qui coururent jusqu'à Naples avec le chemin de fer de Santa-Maria, tandis que Rustow, avec ses braves compagnons, rejetait victorieusement derrière les remparts de Capoue les Napolitains en forces triples des siennes.

Le combat de Capoue a fait un certain bruit, et il n'y a à cela rien d'étonnant, puisque depuis Reggio c'était le premier engagement sérieux, et que, depuis qu'il existait une armée italienne du Sud véritablement organisée, il n'y avait eu de livré par elle que deux combats qui méritassent ce nom, celui de Milazzo et celui

de Reggio. Comme même à ces derniers il n'y avait eu réellement au feu qu'un chiffre de troupes relativement très-restreint, le public et même une partie des officiers supérieurs de l'armée avaient fini par s'habituer positivement à ne regarder la campagne dans les provinces napolitaines que comme une promenade militaire : le combat de Capoue fit tomber cette illusion et partant ne fut pas agréable à tout le monde.

Parmi les officiers supérieurs des garibaldiens, le colonel Puppi fut blessé mortellement et mourut dans les vingt-quatre heures ; le major Montesi, en arrivant sur l'esplanade de Capoue, eut son cheval tué sous lui et la poignée de son sabre brisée par un biscaïen. Parmi les officiers d'état-major de Rustow, le major Viglo et le capitaine Ronchitti reçurent des contusions ; Rustow lui-même eut deux chevaux tués sous lui et son fourreau de sabre endommagé par la mitraille ; et Bricoli, qui commandait l'artillerie, fut blessé à la jambe.

Parmi tout ce qui a été écrit et publié sur le combat dont nous venons de parler, il y a, cela va sans dire, beaucoup de sottises, et ce qui n'y a pas peu contribué a été ce fléau des *amateurs* qui suivent les armées et qui, au milieu des troupes de Garibaldi, avaient plus de liberté que nulle part ailleurs : ce sont ces messieurs qui se donnent toujours comme *témoins oculaires* dans leurs lettres adressées aux journaux ; ce sont eux qui ont tout vu à la fois au feu à Caserte, à Santa-Maria, à Naples même, mais qui en réalité, dans les bonnes positions qu'ils choisissent, ont vu surtout l'écume du petit corps qui se battait devant Capoue, c'est-à-dire les honteux fuyards, comme il s'en trouve dans toutes les armées du monde, et qui ne manquent pas d'avoir mille choses à raconter pour masquer leur turpitude et leur lâcheté : nous nous bornons à citer comme exemple de ces comptes rendus *oculaires* celui du sieur Edwin James. Comme nous avons clairement exposé les motifs du combat du 19 septembre, il n'est pas nécessaire d'y joindre de longues dissertations, pas plus que de réfuter des allégations qui n'ont pas le sens commun. Chacun sera d'accord avec nous que ce combat a été à la fois plus important et plus profitable que celui de Meri, pour lequel Garibaldi promut Medici au grade de général à l'ordre du jour de l'armée, et déclara que sa division avait bien mérité de la patrie. Si l'on étudie sérieusement l'his-

toire militaire moderne, on n'y rencontrera peut-être pas une seule fausse attaque qui ait fourni un résultat approchant seulement de loin celui qui a été obtenu par l'attaque de Rustow sur les Napolitains devant Capoue. Une troupe d'un peu plus de 2000 hommes a en effet réussi à attirer sur elle 20,000 ennemis, c'est-à-dire une force décuple, et à les tenir toute la journée en haleine par son impétuosité et sa ténacité.

---

9. La reprise de Cajazzo par les troupes royales.

Au lieu d'envoyer à Cajazzo en toute hâte la division Medici ou quelque autre corps d'une force assez considérable, afin de tirer parti du succès du 19 par une offensive sur la rive droite du Volturue et daus la directiou de Capoue, ce qui aurait été certainement facile en raison du trouble où se trouvaient les royaux à la suite de l'échec du 19 septembre, on ue fit rien absolument.

On se contenta, sur la demande pressante du major Cattabeue, de lui euvoyer seulement à Cajazzo le régiment Vacchieri, de la division Medici, qui y arriva le 20 au soir. Les Napolitains, ne se voyant pas attaqués ce jour-là comme ils s'y étaient attendus d'après ce qui s'était passé la veille, reprirent courage et se disposèrent à reuvoyer sur le haut Volturne les troupes qu'ils en avaient retirées le 19 sur Capoue; d'un autre côté, sachant que pour le moment Cajazzo était très-faiblement occupé, mais que des renforts étaient en marche pour se joindre à Garibaldi, ils résolurent d'attaquer et de reprendre si possible ce poste isolé sur la rive droite pendant qu'il en était encore temps pour eux.

Le brigadier Colonna se mit en marche à cet effet le 21 septembre au matin, avec le 4e et le 6e bataillon de chasseurs, une batterie de huit pièces, tandis que le brigadier de Mechel sortait de Capoue avec trois bataillons étrangers, la moitié du 8e chasseurs et deux escadrons pour appuyer l'attaque de Colonna sur Cajazzo : c'était donc un effectif de 5000 hommes que les Napolitains affectaient à cette expédition. Or la garnison de Cajazzo se composait du bataillon Cattabene, 320 hommes, et du régimeut Vacchieri dont les

trois bataillons très-faibles ne comptaient en tout que 620 hommes; tout le corps garibaldien n'était donc que de 940 hommes, et les Napolitains avançaient en *force quintuple*

Le 21 vers onze heures du matin, lorsque Colonna approcha de Cajazzo, Vacchieri rassembla sa petite troupe, fit occuper par ses avant-postes, sous les ordres de Cattabene, le bois d'oliviers dans lequel avait eu lieu l'insignifiante escarmouche du 19, et fit barricader la ville elle-même. Après un combat de plusieurs heures, fort inégal pour les garibaldiens, puisqu'ils n'avaient pas d'artillerie, et dans lequel ils perdirent beaucoup de monde, ils durent se retirer derrière les barricades élevées dans la ville. L'artillerie des troupes royales les couvrit d'obus, et lorsque de Mechel approcha à son tour, les Napolitains montèrent à l'assaut : comme si ce n'était pas assez de la supériorité numérique de cinq contre un des troupes royales, les prêtres soutenus par les habitants réactionnaires de Cajazzo prirent alors eux aussi part au combat en faisant feu des fenêtres et par derrière sur les garibaldiens; ces vaillants soldats se battirent encore néanmoins pendant trois heures, reculant lentement dans les rues de barricade en barricade : ce ne fut qu'à six heures du soir que les royaux furent maîtres de la place; ce qui restait encore des garibaldiens s'enfuit alors du côté de la Scafa di Limatola et à travers le Volturne, et la cavalerie napolitaine fit encore bon nombre d'entre eux prisonniers.

Les Napolitains avaient eu 110 morts et blessés; 500 hommes des garibaldiens revinrent les jours suivants à Caserte et à Maddaloni : 200 hommes environ étaient tombés, blessés, entre les mains des royaux, et avec eux le personnel médical chargé de les soigner : le major Cattabene et huit autres officiers, grièvement blessés, furent pris et conduits à Capoue. Le reste avait été tué.

Aux yeux des Napolitains la reprise de Cajazzo fut une grande victoire : ils glorifièrent dans leur bulletin les princes de Trani et de Caserte de s'être distingués dans cette « bataille. » Chacun a sa mesure.

Quelque glorieux qu'ait été à nos yeux, pour les garibaldiens qui défendaient Cajazzo, le combat du 21 septembre, et quelque peu de raison que doivent avoir au contraire les Napolitains de se vanter si fort d'être restés maîtres du terrain avec 5000 hommes soutenus par la population, contre 900 hommes sans artillerie ni ca-

valerie, et cela après sept heures de combat, — cette affaire n'en était pas moins un *succès* pour les Napolitains, et comme ils n'étaient guère habitués à des succès, il ne faut pas s'étonner s'ils se montraient aussi peu difficiles dans leurs exigences à cet égard que disposés à l'exagérer et à prendre ces exagérations pour argent comptant. Francois II pouvait dire à ses soldats que maintenant la fortune de la guerre commençait à tourner, surtout s'il ajoutait à la prise de Cajazzo le fait que le 19 Rustow n'avait pas pris Capoue; d'ailleurs de ce que Cajazzo, dont l'occupation par les garibaldiens ne devait avoir d'autre but que de servir de pivot à de sérieuses opérations sur la rive droite, avait été si lentement et si mal pourvue de troupes, on pouvait conclure avec raison que dans la direction supérieure de l'armée du Sud tout n'était pas parfaitement ordonné, ni fondu d'un seul jet.

Quoi qu'il en soit, cette défaite de Cajazzo appelait évidemment une revanche immédiate de l'armée du Sud, et celle-ci pouvait même tirer parti de cet échec momentané pour multiplier les chances d'une nouvelle entreprise.

C'est à ce point de vue que se plaça Rustow : Türr était retourné le 21, malade, à Naples; Medici avait reçu le commandement de l'avant-garde dont Rustow resta chef d'état-major. Dès le matin du 23 Rustow communiqua à Medici un projet pour les opérations à entreprendre; ce projet se basait sur les principales dispositions suivantes:

2000 hommes environ occupent Santa-Maria et y font des préparatifs comme s'ils se disposaient à entamer le siége de Capoue, en même temps qu'en réalité ils se retranchent dans cette ville, tout le reste disponible de l'armée est concentré autour de Caserte, de manière à pouvoir en peu d'heures être jeté de l'autre côté du Volturne sur le pont qui paraîtrait le plus convenable, en amont de Capoue. Pour être en état d'opérer ce passage avec rapidité et sûreté, on doit exercer une partie suffisante de la troupe à la construction d'ouvrages de fortification passagère, une autre partie à l'établissement de ponts volants, et le matériel nécessaire pour jeter des ponts sur le Volturne doit être réuni d'avance. Dans le voisinage où l'on se trouvait de la ville de Naples et de toutes les ressources qu'elle offre, c'était une tâche bien facile, si l'on mettait raisonnablement la main à l'œuvre. Comme point de pas-

sage on choisit un endroit à mi-chemin entre Capoue et Cajazzo, en amont de la Scafa di Formicola, mais non dans ce lieu même, parce qu'en face de là et tout près les Napolitains avaient établi sur les hauteurs de Gerusalemme plusieurs batteries qui y dominaient complétement le fleuve. Une fois le passage du Volturne exécuté, le pont devait être aussitôt couvert par une double tête de pont, où se logerait le détachement de Santa-Maria pour s'en assurer la possession. Le gros, après s'être emparé au moyen d'un mouvement tournant des batteries des hauteurs de Gerusalemme pouvait, suivant les circonstances, ou faire face à droite pour enlever Cajazzo, ou marcher sur la gauche contre le corps napolitain qui sans doute accourrait de Capoue pour la défense des batteries de Gerusalemme. Dans l'un comme dans l'autre cas la victoire des garibaldiens était certaine, en raison des forces qu'ils mettaient en ligne (par *certaine* nous entendons aussi vraisemblable que possible), et si l'on mettait immédiatement la main à l'œuvre, Capoue pouvait être déjà complétement cernée dans les derniers jours de septembre, et les forces napolitaines rejetées sur le Garigliano. Tout ce qui était arrivé à Cajazzo pouvait être mis à profit pour l'exécution de ce plan très-simple, en ce sens qu'un faible détachement, envoyé à la Scafa di Limatola et y faisant des préparatifs ostensibles pour jeter un pont sur ce point, aurait suffi pour détourner l'attention des Napolitains de l'endroit véritablement désigné pour cette opération.

Rustow motivait la nécessité de ne pas se mettre en repos et de pousser au contraire sans relâche les mouvements offensifs, principalement par le fait que l'armée du Sud était exclusivement composée de jeunes troupes mal ou point exercées au service d'avant-postes, et courant par conséquent plus qu'une autre le danger d'y épuiser ses forces. En effet on pouvait s'attendre à de continuelles alertes à propos de chacune desquelles le manque d'habitude des officiers et des soldats ne manquerait pas de mettre sous les armes l'armée tout entière, d'ailleurs numériquement si faible. En outre Rustow estimait qu'il y avait nécessité également à maintenir ce prestige de succès qui avait été si utile à l'armée jusque-là, en masquant toutes ses imperfections, en même temps qu'à émousser l'ardeur de la réaction qui s'agitait dans la Terre de Labour, et ne pas laisser le moral des troupes royales se relever sur la ligne du Volturne.

Il y avait encore un autre argument que Rustow passa sous silence : les premiers bruits de l'entrée des Piémontais dans les Marches et dans l'Ombrie avaient déjà pénétré jusqu'à Naples, et pour peu que l'on fût au fait des intrigues de Fanti, de Farini et de Cavour, on pouvait aisément apprécier dès lors la signification de ce fait, et partir de l'idée qu'il était dirigé plus encore contre Garibaldi et l'armée du Sud que contre le pape. Quoique toute la presse européenne soit en ce moment dominée par le parti Cavour en ce qui concerne les événements qui se sont passés en Italie, aujourd'hui il n'est pas possible à personne de conserver le moindre doute sur ce que nous venons de dire. Il importait donc de paralyser ces plans cavouriens par de rapides succès remportés sur François II. Mais naturellement ces choses-là ne se disent pas volontiers tant que l'on n'a pas des preuves entre les mains ; d'ailleurs les motifs puisés seulement dans la position militaire des deux armées et des deux partis qui se trouvaient en face les uns des autres sur le Volturne fournissaient à l'appui des raisons bien suffisantes d'une continuation régulière du mouvement offensif de l'armée du Sud, et malheureusement quelques semaines plus tard l'événement ne confirma que trop les craintes qu'avait exprimées Rustow au sujet des conséquences qu'aurait sur les jeunes troupes de Garibaldi une longue halte, l'arme au pied, sur la rive gauche du fleuve.

On prit bien quelques mesures préparatoires pour l'exécution du plan mis en avant par Rustow : ainsi le 25 septembre, Garibaldi transféra à Caserte son quartier général, toute l'armée fut concentrée autour de Santa-Maria, Caserte et Maddaloni ; on rassembla des matériaux pour jeter des ponts ; il est vrai qu'on le fit pour ainsi dire aussi mal que cela était possible ; Santa-Maria fut retranchée, et l'on établit sur les hauteurs de S.-Angelo quelques batteries qui, à une distance suffisamment respectable, pouvaient avoir quelque apparence d'être destinées à canonner Capoue, et qui furent aussi en partie dirigées du côté des batteries napolitaines des hauteurs de Gerusalemme. Mais tout cela se fit avec mollesse : aveuglés par la marche presque sans combat qui les avait amenés de l'extrémité méridionale de la Calabre jusqu'à Naples et à Caserte, plusieurs des officiers supérieurs n'avaient plus guère de dispositions à une activité sérieuse et raisonnable. En outre les

nouvelles de la marche des Piémontais, tandis qu'elles auraient été propres à exciter les vrais soldats de l'armée du Sud à entreprendre et mener à bonne fin quelque grande et glorieuse entreprise avant leur arrivée, faisaient au contraire penser à d'autres qu'il n'était plus besoin de tant agir, et que l'armée du Nord suffirait bien sans cela pour achever de mettre au pied du mur le roi François II. Pourquoi donc se donner tant de tourment? Comme plus tard un bon nombre de ces amateurs de la quiétude se sont si bien entendus avec Cavour, Fanti et Farini, on peut sans doute supposer qu'au mois de septembre déjà ils se sentaient obligés d'appuyer et de favoriser les plans des meneurs piémontais. C'est ainsi que l'on entendit déjà à ce moment formuler des plaintes sérieuses sur la *faiblesse* de l'armée du Snd, tandis que toujours on avait entendu affirmer le contraire lorsqu'il s'agissait de tailler, dans l'effectif que l'on avait, une nouvelle division et de créer un nouveau général de division. Pendant que Garibaldi se plaignait jusque-là qu'il avait trop de monde avec lui, il n'en lançait pas moins le 19 septembre, de Naples, cette proclamation adressée aux volontaires de toute l'Italie pour les appeler sous ses drapeaux, il est vrai en donnant à entendre qu'il ne s'agissait plus que de se préparer à la conquête de Rome. Nous allons reproduire ici ce document, qui sera parfaitement compréhensible pour nos lecteurs après ce que nous venons de raconter:

Le Dictateur de l'Italie méridionale aux volontaires.

« Quand l'idée de la patrie était en Italie le don du petit nombre, on conspirait et l'on mourait. Aujourd'hui l'on combat et l'on triomphe. Les patriotes sont assez nombreux pour former des armées et livrer bataille aux ennemis. Mais notre victoire n'a pas été complète. L'Italie n'est point libre encore tout entière, et nous sommes bien loin des Alpes, notre but glorieux. Le fruit le plus précieux de ces premiers succès est de pouvoir nous armer et poursuivre. Je vous trouvai prêts à me suivre, et maintenant je vous appelle tous à moi. Hâtez-vous d'accourir à la revue générale de ces troupes qui doivent être la nation armée, pour rendre l'Italie libre et une, que les puissants de la terre le veuillent ou non.

« Rassemblez-vous dans les places de vos villes, en vous rangeant avec ce populaire instinct de guerre qui suffit pour vous faire assaillir ensemble l'ennemi.

« Les chefs des corps ainsi formés avertiront avant leur arrivée à Naples le directeur du ministère de la guerre, afin qu'il tienne prêt tout ce qu'il faut. Pour les corps qui pourraient venir ici plus convenablement par voie de mer, les dispositions convenables seront prises.

« Italiens, le moment est suprême Déjà des frères à nous combattent l'étranger dans le cœur de l'Italie. Allons à leur rencontre à Rome, pour marcher de là tous ensemble sur les terres de Venise. Tout ce qui est notre devoir est notre droit, nous pourrons le faire si nous sommes forts. Des armes donc et des hommes ! Du cœur, du fer et la liberté !

« Naples, le 19 septembre 1860. »

En fait, l'armée du Sud demeura sur la rive gauche du Volturne dans ses positions défensives, jusqu'à ce que les royaux eux-mêmes prissent l'offensive. Du 21 au 30 septembre, il ne se passa rien de bien remarquable : le détachement de Csudafy, qui, après s'être renforcé de 600 hommes environ de landsturm, mais continuellement menacé par la population en très-grande partie royaliste de ces localités, s'était avancé par Piedimonte jusque dans les montagnes de Bairano, avait rencontré sur ce point des forces napolitaines supérieures, et, après une courte escarmouche, avait dû battre en retraite sur le même chemin par lequel il était venu.

Dans les environs de S.-Angelo il y eut à plusieurs reprises des combats d'avant-postes occasionnés par les sorties faites par les Napolitains dans le but de détruire les travaux des batteries commencées. La plus importante de ces escarmouches eut lieu dans la nuit du 27 au 28 septembre, et elle mérite surtout d'être notée en ce que, dans cette circonstance, le régiment Dunne fut saisi d'une terreur panique à la suite de deux ou trois coups de fusil tirés du côté des Napolitains, et s'enfuit en toute hâte.

Aussi souvent qu'un coup de fusil partait aux avant-postes, tous les camps et quartiers jusqu'à Caserte et à Maddaloni étaient en alerte, toutes les troupes se mettaient sous les armes, et ordi-

nairement elles devaient attendre ainsi pendant cinq ou six heures avant de pouvoir rentrer dans leurs cantonnements; or comme les coups de feu ne sont pas chose très-rare aux extrêmes avant-postes, on peut aisément se figurer comment les troupes tout entières de l'armée du Sud se trouvaient pour ainsi dire perpétuellement sur pied, ce qui certainement ne devait pas être de nature à faire une heureuse impression sur le soldat.

Des nouvelles venues du camp des royaux, ou de simples bruits faisaient constamment attendre à l'armée italienne du Sud une attaque de la part des Napolitains. Enfin, ces nouvelles se trouvèrent sérieuses le 30 septembre, car le lendemain, 4 octobre, les troupes royales sortirent de leur position pour livrer la bataille décisive du Volturne. Nous avons l'intention de la raconter avec des détails d'autant plus circonstanciés, que depuis quelques semaines déjà toute la machine de Cavour était en mouvement pour calomnier d'un côté aux yeux de l'Europe l'armée du Sud, en répandant des inventions de tout genre sur ses soi-disant défaites, et de l'autre côté pour transformer en grandes batailles, au moyen de rapports et de bulletins de plusieurs aunes de longueur, les petites escarmouches des Piémontais qui étaient entrés dans les Etats de l'Eglise, pour mettre dans l'ombre complétement, au moyen de ces fictions dans le Nord, ce qui se passait de vraiment sérieux sur le Volturne, et pour arriver enfin à démontrer à la foule crédule et bien préparée, que la bataille du Volturne, lorsqu'elle fut une fois gagnée, l'avait été par les Piémontais. Beaucoup de gens seraient, il est vrai, en position de renverser d'un coup tout cet échafaudage de mensonges; mais celui qui est agité par certaines craintes, ou par certaines espérances, est peu disposé à dire la vérité en face à ceux de qui il a justement à craindre ou à espérer; aussi est-ce avec plaisir que nous nous chargeons de la tâche de remettre à cet égard la vérité en lumière.

10. La bataille du Volturne. 1 et 2 Octobre.

A. *Positions de l'armée du Sud le 30 Septembre.*

A l'extrême aile droite de l'armée du Sud se trouvait Bixio avec sa propre division, la 18e, la brigade Eberhardt de la division Medici, et la colonne Luigi Fabrizzi. La brigade Dezza de la 18e division comptait 1828 hommes; la brigade Spinazzi, 673; la brigade Eberhardt, 1502; la colonne Fabrizzi, 1560; en outre, 6 petits obusiers de montagne et 20 guides montés, soit en tout 5653 hommes. — Bixio se trouvait avec le gros de ses forces en avant de Maddaloni, occupant le monte Caro à gauche, le monte Longano à droite, avec ses extrêmes avant-postes sur la route de Maddaloni à Ducenta, près de Valle.

Près de Castel Morrone, sur le passage qui va de Caserte à Limatola, se trouvait le bataillon de bersagliers Bronzetti, de la 16e division, 227 hommes.

Près de S.-Leucio et plus au nord, au Gradillo, était placée la brigade Sacchi, récemment renforcée de l'ancienne brigade Puppi, en tout 1500 hommes.

Medici occupait les hauteurs de S.-Angelo jusqu'à S.-Maria; il avait deux brigades de sa division, la 17e, soit 2500 hommes, 200 carabiniers génois, le régiment du génie Brocchi, 300 hommes, et la brigade Spangaro de la 15e division, c'est-à-dire en tout, plus de 4000 hommes: avec lui se trouvait le vieux général Avezzano, arrivé depuis peu d'Amérique; jusqu'à la formation d'une division calabraise dont le commandement lui était destiné, Garibaldi lui avait confié la surveillance de toute la ligne du côté de Capoue. En fait d'artillerie, Medici avait 9 pièces toutes en batterie, dont 6 pièces rayées de 4.

A l'aile gauche de Medici venait s'appuyer, sur la ligne de S.-Maria, Milbitz qui, en l'absence du ministre de la guerre Cosenz, commandait sa division, la 16e. Les troupes qu'il avait sous ses ordres, dans ce moment, appartenaient en partie à cette division, en partie à la 15e: elles comptaient environ 4000 hommes avec 4 pièces.

A l'extrême gauche enfin, près d'Aversa, se trouvait la brigade « Basilicate » sous les ordres du colonel Corte, 1500 hommes.

Le quartier général se trouvait à Caserte : c'était là aussi qu'était concentrée la réserve générale dont Turr avait pris le commandement à son retour de Naples, avec Rustow comme chef d'état-major général. D'après les rapports que Rustow reçut du général Sirtori sur la force et la composition de cette réserve, elle comptait le 30 septembre après midi : la brigade Eber, 1600 hommes, la brigade Giorgi, 850 hommes (toutes deux de la 15e division), la brigade Assanti de la 16e division, 1100 hommes, le bataillon Paterniti, 250 hommes, la brigade calabraise Pace, 2100 hommes, par conséquent, en tout un effectif de 5900 hommes. Mais sur le corps de Pace il n'y avait que 200 hommes bien armés, 500 armés tant bien que mal ; le reste (1400 hommes) était pour le moment hors d'état de servir à quoi que ce soit, en sorte que le chiffre des combattants pour la réserve, se réduisait en réalité à 4500 : elle avait en outre 13 pièces, dont 9, le 30 après midi, avaient déjà reçu l'ordre de partir pour Santa-Maria.

Comme on le voit, les divisions étaient disloquées de la manière la plus fâcheuse.

Quant à la force numérique, si nous additionnons :

les corps de	Bixio . . .	5600	hommes.
»	Bronzetti .	227	»
»	Sacchi. . .	1500	»
»	Medici. . .	4000	»
»	Milbitz . .	4000	»
»	Corta . . .	1500	»
»	réserve . .	4500	»

nous arrivons à un total de 21000 hommes environ, comme effectif de l'armée de Garibaldi le 30 septembre. Nous devons d'ailleurs faire expressément observer que, pour les détachements dont nous n'avons pu obtenir le chiffre parfaitement exact, nous avons pris l'évaluation la plus élevée ; secondement que, lors de la bataille du 1er octobre, il y eut bon nombre de *défaillants* qui n'attendirent pas le commandement pour se trouver en arrière, en sorte qu'il est difficile d'estimer à plus de 18,000 le nombre des

hommes qui se trouvèrent ce jour-là disponibles sur les rangs pour prendre une part réelle au combat.

B. *Plan, force et répartition des troupes royales.*

Les Napolitains, lorsqu'ils virent l'armée de Garibaldi persister dans la défensive et ne plus faire aucune tentative pour s'établir sur la rive droite du Volturne, avaient décidé de prendre eux-mêmes l'offensive: ils y furent d'ailleurs doublement engagés par les événements qui se produisaient dans les Etats de l'Eglise, et les victoires des Piémontais sur Lamoricière. Cavour n'annonçait-il pas que, s'il entrait dans les provinces napolitaines, c'était uniquement pour y mettre un terme à l'*anarchie*? Or si le roi François réussissait à remporter sur Garibaldi une victoire décisive, et peut-être à anéantir l'armée de ce dernier, et par là à relever le parti bourbonien, l'*anarchie* était vaincue, et ce prétexte d'apporter au peuple de Naples sa coûteuse intervention, était du moins enlevé au premier ministre piémontais.

Pour ces motifs, le parti bourbonien réunit toutes ses forces pour vaincre si possible dans une grande bataille l'armée italienne du Sud, et il se tint pour si assuré du succès qu'il prît toutes ses mesures afin que cette victoire hypothétique eût pour résultat l'anéantissement total des garibaldiens.

Le 4 octobre était le jour de la fête de François II; les royaux voulaient célébrer sa fête *à Naples.*

François II lui-même vint à Capoue avec les comtes de Trapani et de Caserta pour prendre part en personne à la bataille qui se préparait, et pour doubler le zèle des soldats, on leur promit, s'ils étaient victorieux, le pillage de toutes les localités qu'ils traverseraient en marchant de Capoue sur Naples.

Le général Ritucci prit le commandement en chef.

Sur l'extrême gauche de l'armée royale, le brigadier de Mechel devait avec une colonne de 8000 hommes, dont 5 bataillons étrangers, marcher sur le haut Volturne, puis sur Maddaloni par la route de Ducenta et Valle.

Un détachement sous les ordres du colonel Perrone, fort de 1200 hommes, devait déboucher de Cajazzo, par Castel Morrone,

sur Caserte; le brigadier Ruiz restait comme réserve à Cajazzo avec 3000 hommes.

De Capoue même devaient sortir deux colonnes principales : l'une sous les ordres du général Afan de Rivera, composée des deux brigades du général Barbalonga et du colonel Polizzi; 10,000 hommes en tout devaient attaquer le village de S.-Angelo in Formis et les hauteurs du monte Tifata, puis après s'être emparé de ces positions, pousser sur S.-Leucio par le Gradillo, s'y réunir au détachement de Perrone, prendre Caserte, et là se mettre en communication avec Mechel, qui pendant ce temps devait de son côté être entré dans Maddaloni. — La seconde colonne, sous les ordres du général Tabacchi, et dans laquelle se trouvait toute l'infanterie de la garde royale, comptait 7000 hommes, elle devait attaquer S.-Maria, attirer et maintenir sur ce point le plus possible les forces des garibaldiens, et faciliter d'autant l'action des colonnes de Mechel et d'Afan de Rivera sur les derrières de l'armée italienne; avec la colonne Tabacchi voulurent aussi marcher les comtes de Caserte et de Trapani, tandis que François II se joignit à celle d'Afan de Rivera qui avait le rôle principal dans l'action.

Un détachement de 1500 hommes sous les ordres du brigadier Sergardi devait, à l'extrême droite des Napolitains, attaquer S.-Tammaro.

La cavalerie, sauf un petit nombre d'escadrons attribués aux diverses colonnes, devait provisoirement rester en bataille sur l'esplanade de la forteresse, pour être employée sur les points où le réclameraient les circonstances; c'était un effectif de 2500 chevaux.

Le général Colonna avec 5000 hommes avait pris position sur la rive droite du Volturne à la Scafa di Triflisco, en amont de Capoue, pour suivre comme réserve le mouvement de la colonne du général Afan de Rivera; il avait à sa disposition un équipage de pont sur le Volturne, au moyen duquel il pouvait en très-peu de temps avoir à sa disposition un point de passage. Enfin, il restait à Capoue 7000 hommes environ, soit comme réserve, soit comme garnison.

Si nous récapitulons ces différents corps, nous trouverons :

Colonne de Mechel	8000	hommes.
Détachement Perrone.	1200	»
Détachement Ruiz	3000	»
Colonne Afan de Rivera.	10000	»
Colonne Tabacchi.	7000	»
Détachement Sergardi	1500	»
Brigade Colonna	5000	»
Garnison de Capoue et cavalerie.	9500	»
c'est-à-dire, en tout.	45200	hommes.

Si l'on en déduit la garnison de Capoue (7000), on voit que les garibaldiens ont eu le 1er octobre à faire avec 38,000 hommes, environ le double de ce dont ils disposaient eux-mêmes ; l'artillerie de campagne des troupes royales comptait 8 batteries, c'est-à-dire 64 pièces, et de plus, pour différentes parties du combat, ils pouvaient encore mettre à profit les canons qu'ils avaient en batterie de positions sur les hauteurs de Gerusalemme ou dans les ouvrages de Capoue du côté du sud.

En outre, si nous avons choisi les évaluations les plus hautes pour établir l'effectif des garibaldiens, nous avons suivi le principe contraire en ce qui concerne celui de l'armée napolitaine : des officiers royaux prisonniers ont indiqué 45,000 hommes comme étant le chiffre de cette armée au 1er octobre, et l'on voit qu'il est d'accord avec notre calcul, en y comprenant la garnison de Capoue ; les chiffres que nous avons donnés plus haut proviennent de renseignements que nous nous sommes procurés auprès d'officiers prisonniers, et, dans tous les cas, ce sont les plus faibles.

Lorsque les royaux eurent été rejetés le 19 sur Capoue, ils firent naturellement de leur attaque une simple *reconnaissance*, et ils s'efforcèrent dans leurs rapports officiels de réduire à peu près à rien le chiffre des troupes qu'ils avaient engagées, en usant de cet artifice qui consiste à ne jamais donner la force des colonnes, et à chercher, en ne nommant que quelques-uns des corps faisant partie de chacune des colonnes, à faire croire que ces corps, seuls désignés, en formaient tout l'effectif. C'est ainsi que l'on voyait dans ces rapports une colonne qui devait être employée à l'attaque d'un village retranché, ne se composer que de *cavalerie*.

De son côté, Cavour, qui a évidemment répandu à pleines mains sur toute l'Europe les plus grosses faussetés sur la journée du 1er octobre, s'est employé de tout son pouvoir à aider ainsi François II à dénaturer tout l'ensemble des événements. Cela ne saurait être trop répété, et chaque fois que l'occasion s'en présentera, nous y insisterons de nouveau sans redouter de fatiguer des lecteurs amis de la vérité.

C. Escarmouche d'avant-postes le 30 Septembre à S.-Angelo.

A la fin de septembre, la droite de Medici se trouvait au bois de S.-Vito en communication avec Sacchi; par une grand'garde de ce dernier, son centre était à S.-Angelo, sa gauche, le long de la route qui se dirige sur S.-Maria, jusqu'aux maisons Lassano et di Napoli. Les pièces étaient en batterie sur les hauteurs du monte Tifata; les avant-postes étaient poussés jusqu'à 2000 pas du côté de Capoue, abrités par des maisons et des bouquets d'arbres, et sur la droite jusqu'au bord du Volturne.

Le 30, lorsque de Mechel eut commencé à opérer son mouvement tournant sur Ducenta, Colonna, pour en détourner l'attention, entama dans les premières heures de l'après-midi une canonnade et une fusillade très-vives depuis la rive droite du Volturne à la Scafa di Triflisco et à la Scafa di Formicola contre les avant-postes de Medici, qui répondit également par le feu de son infanterie et de son artillerie; ce dialogue dura jusqu'au soir: il coûta à chacun des deux partis 40 morts et blessés environ; du côté de Medici, c'étaient le régiment Vacchieri, un bataillon dit de zouaves de sa division, et une compagnie de carabiniers génois, en tout 700 hommes environ qui avaient été engagés.

Du côté de l'armée du Sud on avait regardé d'abord ce tapage comme l'indication d'une tentative de passage du fleuve de la part des Napolitains, et toutes les réserves avaient été mises sous les armes à Caserte; le feu ayant cessé vers le soir, Garibaldi tint dès lors cette escarmouche pour une démonstration destinée à attirer son attention de ses ailes sur le centre, et fit rentrer à Caserte les réserves jusqu'à ce qu'il eût reconnu le véritable point d'attaque que l'ennemi s'était proposé de prendre.

D. *La bataille du Volturne le 1er Octobre jusqu'aux premières heures de l'après-midi.*

Le 1er octobre, à 2 heures du matin, les colonnes de Sergardi, de Tabacchi et d'Afan de Rivera sortirent de Capoue par la porte de Naples; elles se formèrent sur l'esplanade et se mirent en mouvement pour l'attaque avant l'aube. A la pointe du jour deux combats s'engagèrent à la fois : l'un devant S.-Maria, l'autre devant S.-Angelo. Nous les décrirons chacun à part, en les suivant jusque dans les premières heures de l'après-midi, et en commençant par celui de S.-Maria.

a. Combat de S.-Maria.

Les troupes de Milbitz étaient formées à S.-Maria de la manière suivante :

A l'extrême gauche, à Tammaro, le régiment Fardella, 500 hommes. A la même hauteur, à cheval sur le chemin de fer, en se rapprochant de S.-Maria, le régiment Malenchini, 500 hommes. — Au centre, sur la route consulaire, les régiments Lange et Sprovieri, avec le bataillon de volontaires napolitains, 1200 hommes. En arrière, en réserve, le régiment Palizzolo, une compagnie du génie, 110 cavaliers à pied, une compagnie de la garde de sûreté de S.-Maria, et 70 hussards, en tout 720 hommes. — Sur l'aile droite, près de l'amphithéâtre et sur la route de S.-Angelo, la brigade La Masa (régiment Correo et la Porta) et la compagnie française de Flotte, 1100 hommes. Deux pièces de canon étaient en batterie dans une coupure pratiquée au travers du chemin de fer, en avant de la station, les deux autres sous les voûtes de la vieille porte de Capoue de S.-Maria.

Toute cette ligne de défense de Milbitz, de S.-Tammaro à la route de S.-Angelo, avait environ 4000 pieds de développement.

Un peu après 5 heures du matin, l'avant-garde de Tabacchi attaqua les avant-postes de Milbitz, près de la tuilerie et du couvent des Capucins sur la grande route : les avant-postes de Milbitz se replièrent pendant que toutes les troupes se mettaient sous les armes. Tabacchi marchait, le centre refusé, les deux ailes en

avant, surtout sa gauche, contre la route de S.-Angelo. Cependant toutes les deux étaient faibles et plutôt destinées à maintenir ses communications et à éclairer ses flancs, qu'à exécuter une attaque sérieuse. L'aile gauche, après s'être engagée avec La Masa, et avoir obtenu d'abord quelque avantage, fut bientôt repoussée par la réserve de La Masa. Malenchini avait retiré ses avant-postes en arrière de la petite batterie qui coupait le chemin de fer, afin de laisser libre le front de celle-ci, dont le feu suffit pour arrêter l'infanterie ennemie qui marchait le long de la voie ferrée. Lorsque Fardella de son côté s'aperçut du mouvement de la colonne de Sergardi, sur la route de Capoue à S.-Tammaro, comme celui-ci manœuvrait de manière à venir se mettre entre Tammaro et le chemin de fer, Fardella, pour ne pas être coupé, évacua Tammaro et vint s'appuyer au chemin de fer pour soutenir Malenchini ; il ne laissa à Tammaro qu'un faible détachement d'observation qui en cas de besoin pouvait aisément se replier sans danger au travers de la contrée environnante, et dans la direction qui lui paraîtrait la plus sûre.

Tabacchi avait concentré le gros de sa colonne près de la route de Capoue : il fit marcher sur la route une batterie de huit pièces qui dirigea surtout son feu contre la petite batterie placée sous la porte de Santa-Maria, et qui répondit avec succès, mais non sans éprouver aussi des pertes sensibles. Après une heure de canonnade, Tabacchi forma son infanterie des deux côtés de la route. Milbitz jeta à sa rencontre, sous les ordres du colonel Porcelli, les deux régiments Lange et Sprovieri, qui repoussèrent les Napolitains derrière leur artillerie et leurs réserves ; Malenchini et Fardella y contribuant de leur côté par une attaque sur leur flanc droit. Mais pendant ce temps Tabacchi avait formé sur sa gauche une forte colonne d'attaque, près de la route de S.-Angelo, qui marcha impétueusement sur La Masa et rejeta celui-ci en arrière.

Lorsque le combat avait commencé le matin, Garibaldi se trouvait justement à la station du chemin de fer avec Milbitz. Comme il ne fut bientôt plus douteux qu'il s'agissait ce jour-là d'une affaire sérieuse et qui prenait de grandes proportions, Garibaldi fit demander aussitôt à Sirtori une partie des réserves de Caserte ; Sirtori envoya d'abord à Santa-Maria la brigade Assanti de la 16e

division, et bientôt après la partie armée de la brigade Pace. La brigade Assanti, mais sans son bataillon Brongetti, qui combattait dans ce moment à Castel-Morrone, forte par conséquent de 1100 hommes environ, arriva à huit heures du matin, au moment où La Masa était serré de près et dut aussitôt attaquer l'ennemi sur la route de S.-Angelo. Assanti envoya un bataillon du régiment Albuzzi à la porte de Capoue pour y renforcer la réserve, et marcha lui-même sur la route de S.-Angelo avec un bataillon de bersagliers, ayant à sa droite le régiment Fazioli, à sa gauche le régiment Borghesi; cette attaque rejeta sur ce point les Napolitains en arrière.

Pendant ce temps, Milbitz en avait dirigé une autre de la porte de Capoue sur le centre de Tabacchi, qui l'avait repoussé et s'était lui-même avancé presque jusqu'aux retranchements de Santa-Maria ; mais les garibaldiens, aussitôt après s'être ralliés, en sortirent de toutes parts et Tabacchi dut se retirer à son tour en perdant plusieurs de ses canons.

Là-dessus le combat se trouva suspendu pendant près d'une heure, Tabacchi sentant le besoin de rassembler son monde, et Milbitz de son côté ne se croyant pas assez fort pour sortir de la défensive autrement que par les mouvements offensifs momentanés qui lui étaient nécessaires pour maintenir sa position.

A onze heures, Tabacchi ayant remis en ordre sa colonne, marcha de nouveau contre la porte de Capoue à Santa-Maria, en l'attaquant par la droite et par la gauche. Malenchini, Fardella et Sproviere arrêtèrent l'attaque sur le chemin de fer, soutenus par deux nouvelles pièces tirées de la réserve de Caserte ; deux autres canons fournis également par la réserve étaient en batterie à la porte de S.-Angelo pour soutenir La Masa et Assanti. En outre, à la porta Capuana, Milbitz avait renforcé le régiment Lange par celui de Palizzolo et par la compagnie du génie de la réserve. De grands services furent rendus dans cette partie du combat par la compagnie de Flotte qui, postée dans une maison fortifiée, maintenait la communication entre le centre et l'aile droite de Milbitz, de la route de Capoue à la route de S.-Angelo. D'après les articles des journaux français, cette compagnie de 60 hommes a tout fait à elle seule dans la bataille du Volturne ; les descriptions militaires de quelques vaillants journalistes lui consacrent deux in-

terminables colonnes, pendant qu'en quelques lignes ils font l'affaire de tout le reste de cette lutte, qui s'étendait sur un front de douze milles, depuis Valle à Santa-Maria et Tammaro, par Castel-Morrone et S.-Angelo. La stupidité des narrateurs saute ici aux yeux du premier venu; mais il y a mainte autre description de bataille qui n'est ni meilleure ni plus exacte : il est bon de se tenir en garde à l'endroit de tous ces récits, où l'on voit certains noms jouer un rôle qui absorbe tout, alors que souvent ceux qui les portent n'ont en réalité absolument rien fait. Mais ces balivernes étaient une pâture trop bien venue aux feuilles cavouriennes elles-mêmes pour qu'elles ne fissent pas tout leur possible afin de les répandre avec prédilection, en mettant en même temps tous leurs soins à couper toute publicité à des nouvelles plus raisonnables, mais qui leur étaient pour certains motifs moins agréables.

Pour revenir à l'attaque de onze heures, celle-ci fut, comme la précédente, repoussée par Milbitz.

A une heure et demie le général napolitain la renouvela encore, en la faisant appuyer par la cavalerie qu'il jeta en avant sur la grande route et sur la chaussée du chemin de fer : sur ce dernier point elle fut arrêtée et repoussée par le feu de la batterie ; en revanche, à la porta Capuana, deux fois la cavalerie royale chargea jusqu'au pied même des retranchements, et Milbitz en personne dut conduire les volontaires napolitains du major Monteforte contre les chasseurs qui s'avançaient le long de la route ; il reçut une contusion à la jambe dans cette occasion.

Tabacchi n'avait entrepris ce mouvement offensif de ses chasseurs et de sa cavalerie que pour faire entrer en ligne, sous sa protection, une nouvelle batterie qui prit position près de la route, dans les environs de la tuilerie, ouvrit un feu d'ailleurs peu nourri contre les aboutissants de la porta Capuana, et derrière laquelle furent encore une fois reformées les colonnes napolitaines.

Nous quitterons ici un moment Santa-Maria : il est deux heures après midi ; le combat jusque-là a été sur ce point pour les garibaldiens une défensive heureuse ; mais les troupes dont dispose Milbitz sont presque épuisées, et il manque absolument de troupes fraîches.

6. Combat de S.-Angelo.

A cinq heures et demie du matin, Afan de Rivera attaquait sur toute la ligne les avant-postes de Medici. Avant le commencement de cette attaque de front, un détachement de la brigade Colonna avait passé le Volturne à la Scafa di Triflisco, avait immédiatement engagé le combat, et dès le début avait coupé une partie des avant-postes de Medici, sur la droite, sans que celui-ci eût presque le temps de s'en apercevoir, puis par des chemins couverts, le long du bois de S.-Vito, avait continué sa marche sur les hauteurs de S.-Nicola.

Medici, au milieu du désordre occasionné au premier abord par cette alerte, ramassa ce qu'il put immédiatement trouver de son monde sous la main : les avant-postes en tenant çà et là devant l'attaque retardèrent assez le mouvement des Napolitains pour permettre à Medici de prendre quelques dispositions : il eut ainsi le temps d'envoyer le second régiment de la brigade Simonetta sur l'aile droite au nord de S.-Angelo, et le premier régiment avec le vieux général Avezzano et le colonel Simonetta à sa tête au sud, pour maintenir les communications avec Santa-Maria. Medici lui-même réunit au centre ce qu'il put trouver de la seconde brigade de la 17e division, dont une partie occupait les avant-postes, et de la brigade Spangaro, et avec ces troupes il prit position près d'une batterie qui avait été élevée sur la pente des hauteurs à l'ouest de S.-Angelo.

Pendant ce temps les colonnes d'Afan de Rivera poussaient en avant, et il s'engagea un combat opiniâtre qui dura longtemps avec des chances diverses : tantôt les royaux pliaient, tantôt c'étaient les garibaldiens qui étaient rejetés en arrière ; en particulier les premiers amenaient sans cesse sur leur aile droite de nouveaux renforts pour assurer leurs communications avec Tabacchi, de telle sorte que, malgré tous leurs efforts, Avezzano et Simonetta ne purent réussir à rester maîtres de la grande route de S.-Angelo à Santa-Maria.

Garibaldi qui, ainsi que nous l'avons vu, se trouvait le matin du 1er octobre de bonne heure à Santa-Maria, s'était rendu de là à sept heures environ, après avoir donné les ordres nécessaires pour

mettre en mouvement une partie de la réserve et avoir laissé ses instructions à Milbitz, jusqu'à S.-Angelo en voiture, afin de juger par lui-même de la situation des choses sur ce point, et d'amener la division de Medici sur le flanc gauche de Tabacchi, dans le cas où il ne serait pas attaqué, ou ne le serait pas d'une manière très-sérieuse. Mais il trouva les troupes de Medici déjà engagées dans un combat de la plus grande vivacité. En chemin, un cheval et le cocher de Garibaldi furent même tués sur la route; cependant comme Simonetta avait réussi dans cet instant à repousser l'ennemi pour un moment, Garibaldi put arriver par la grande route jusqu'au point où s'eu détache à droite le chemin qui conduit à S.-Angelo in Formis. Après avoir examiné la situation, il donna à Medici l'ordre de tenir à tout prix, pendant que lui-même se rendrait sur les hauteurs qui dominent S.-Angelo, pour avoir de là un coup d'œil sur l'ensemble du combat.

Medici continua donc la lutte dans les mêmes conditions qu'au commencement de la journée, avec cette seule différence que le nombre de ses gens diminuait sensiblement, le chiffre des morts et des blessés étant assez considérable, et d'autres se dérobant au combat ou y renonçant par lassitude, tandis que l'ennemi s'apercevait beaucoup moins de circonstances analogues, en raison de son énorme supériorité numérique. A neuf heures du matin Medici n'avait plus sous la main que 2000 hommes tout au plus. — Garibaldi de son côté avait trouvé l'ennemi déjà en possession des hauteurs au-dessus de S.-Angelo in Formis: c'était la colonne de chasseurs qui avait traversé le Volturne à la Scafa di Triflisco. Garibaldi leur opposa une compagnie de carabiniers génois et deux compagnies de la brigade Sacchi, qu'il avait trouvées sur ce point aux avant-postes, y joignit ce qu'il put ramasser de soldats d'autres corps, et marcha sur les royaux qu'il repoussa.

Le gros de la colonne de Rivera, qui était sur pied depuis minuit, commença vers midi à se fatiguer devant la résistance opiniâtre de Medici à laquelle il ne s'était point attendu. Le combat se ralentit donc, mais les Napolitains étaient encore en possession des hauteurs au sud de S.-Angelo. — De leur côté les troupes de Medici étaient absolument harassées, et ce qu'il en restait à mettre en ligne était réduit à bien peu de chose. On préparait dans ce moment leur ordinaire à S.-Angelo; les petits détachements de

braves qui s'étaient trouvés formés de différents corps pendant le combat de la matinée, se serrèrent plus étroitement les uns sur les autres, espérant que la lutte était à sa fin, mais tout prêts néanmoins à en accepter, s'il le fallait, la continuation.

En réalité, Afan de Rivera n'avait suspendu momentanément l'attaque que pour pousser des troupes fraîches en première ligne, et à 1 heure il marcha de nouveau sur S.-Angelo. Cette fois ses colonnes du centre pénétrèrent jusque dans le village même, et les gens de Medici furent sur tous les points repoussés sur les hauteurs en arrière ; les royaux s'emparèrent des vivres préparés pour les garibaldiens, ainsi que de plusieurs canons, et mirent le feu à quelques maisons. Garibaldi vit que, si les Napolitains avaient encore une réserve à faire donner, toute résistance ultérieure de Medici serait bientôt impossible. Mais il avait déjà donné l'ordre de diriger sur S.-Maria les dernières réserves de Caserte : alors il prit la résolution de courir lui-même à S.-Maria pour y chercher ses réserves et les amener sur S.-Angelo. Or la grande route était interceptée, puisqu'elle était fortement occupée par les royaux au sud du village ; il dut par conséquent se jeter dans les montagnes du côté de l'ouest, et faire à pied une partie de la route. A 2 heures il arrivait enfin à S.-Maria.

c. Combat de Maddaloni ou de Valle, et de Castel Morrone.

Pour achever notre revue des circonstances au milieu desquelles la réserve fut appelée à prendre part à la bataille, nous devons encore raconter le combat de Maddaloni jusqu'aux premières heures de l'après-midi, comme nous l'avons fait pour les précédents, et enfin dire quelques mots de la lutte soutenue par Bronzetti à Castel Morrone.

Bixio, le 30 septembre dans l'après-midi, avait reçu l'ordre de Garibaldi de se tenir prêt à repousser un mouvement offensif de l'ennemi auquel on s'attendait. Il avait pris à cet effet les dispositions suivantes :

La brigade Eberhard, à l'aile droite, sur le versant nord du monte Longano et près de l'aqueduc ; la brigade Spinazzi, au centre, à la Villa Gualtieri ; à la gauche, deux bataillons de la brigade Dezza, sur les pentes du Monte Carro. En réserve, le reste

de la brigade Dezza à S.-Michel, et la colonne Fabrizzi à S.-Salvatore, entre l'aqueduc et Maddaloni. — Deux pièces couvertes par un bataillon de la brigade Eberhard étaient en batterie sur la route de Valle, une autre sur la gauche de la route, balayant l'aqueduc, trois autres enfin en réserve, en arrière de la brigade Spinazzi. — Le bataillon qui avait formé les avant-postes à Valle, fut retiré sur le gros.

Le 1er octobre à 5 heures du matin, une patrouille de cavalerie que Bixio avait envoyée du côté de Valle, y rencontra l'avant-garde ennemie, et au petit jour Bixio aperçut depuis les hauteurs une forte colonne napolitaine qui marchait sur la grande route de Ducenta. C'était de Mechel. — Celui-ci, après avoir atteint la vallée de l'Isclero, avait détaché sur ses flancs de grand matin deux corps, dont l'un, sur son aile droite, devait s'emparer des hauteurs de Caserta-Vecchia et de Casola, pour couper les communications de Bixio avec Caserte, et l'autre marchait sur S.-Agata de Goti, pour tomber de là sur le flanc droit des garibaldiens par les hauteurs du monte Longano.

Nous avons vu que Bixio, inquiet surtout pour son flanc gauche, c'est-à-dire pour les communications avec Caserte, avait massé les principales forces de sa réserve dans cette direction.

De Mechel atteignit Valle à 7 ½ heures avec son gros qu'il forma à son tour dans un terrain couvert en trois colonnes, dont l'une devait attaquer à droite le monte Caro, la seconde à gauche le monte Longano, et la troisième exécuter l'attaque principale au centre sur la grande route : cette dernière avait avec elle sur la route une batterie de huit pièces: Mechel attendit quelque temps afin de donner une avance suffisante aux corps qu'il avait dirigés sur Casola et S.-Agata de Goti, pour qu'ils pussent arriver à leur destination et attaquer vigoureusement en même temps que lui.

L'attaque commença à 8 ½ heures : pendant que la batterie napolitaine couvrait la route d'un feu très-vif, les quatre colonnes latérales de de Mechel assaillirent à la fois la gauche et la droite de Bixio.

A la gauche, Dezza fut rejeté jusqu'aux dernières pentes occidentales du Monte Caro, mais il réussit à rallier sur ce point ses deux bataillons; comme le combat y était très-ardent, Bixio en-

voya, pour l'appuyer, la brigade Spinazzi sur les pentes du Monte Carro, à droite de Dezza, appela de S.-Michel à la villa Gualtieri les deux autres bataillons de la brigade Dezza, et de Maddaloni à S.-Michel, la colonne Fabrizzi.

Pendant que cela se passait à la gauche et au centre de Bixio, l'attaque des Napolitains sur sa droite avait un plein succès : la brigade Eberhard, assaillie à la fois de front, de flanc et à dos, avait lâché ses premières positions d'abord avec assez d'ordre, puis en déroute lorsque l'ennemi la serra de plus près, et s'était repliée sur Maddaloni. Les deux pièces que Bixio avait mises en batterie sur la route, abandonnées par leur soutien, et d'ailleurs fort maltraitées par le feu très-supérieur de l'artillerie napolitaine, durent également être retirées sur Maddaloni.

Si de Mechel avait été en position de tenir convenablement parti de ce moment, et de marcher aussitôt sur Maddaloni avec la plus grande partie de ses troupes, la position de Bixio devenait très-critique, d'autant plus qu'il était presque certain que Caserte tomberait au pouvoir des royaux.

Mais de Mechel dirigeait principalement son attention sur un autre point, c'est-à-dire sur sa droite : c'était le plus court chemin par lequel, comme nous l'avons vu, on pût couper les communications de Bixio avec Caserte et le reste de l'armée de Garibaldi; en même temps c'était la ligne de communication la plus courte pour la colonne de Mechel avec la colonne de Perrone qui devait arriver depuis Limatola, qu'on attendait déjà longtemps sans la voir paraître, et dont on n'avait toujours point de nouvelles. — Or justement sur la droite de Mechel l'avantage s'était de nouveau déclaré pour les garibaldiens. En effet, Dezza, lorsqu'il avait vu s'avancer sur le côté sud du Monte Caro le premier bataillon de la brigade Spinazzi, avait aussitôt ordonné à ses bataillons de faire ferme dans leur position, tandis qu'il courait charger le commandant du bataillon de Spinazzi, qui entrait en ligne, d'aborder l'ennemi par son flanc gauche; au moment favorable il combina avec ce mouvement une attaque de front de ses deux bataillons, et les Napolitains furent ramenés d'une manière brillante à travers les bois jusque sur Valle.

Par suite de la défaite d'Eberhard et de la perte de la grande route au nord de l'aqueduc, ainsi que des hauteurs du Monte Lon-

gano qui en avait été la conséquence, Bixio résolut de prendre d'abord une nouvelle position qui lui permît de reprendre le combat d'une manière régulière. A cet effet, il rappela du Monte Caro, en arrière, à la Villa Gualtieri, la brigade Spinazzi, sauf le bataillon dont avait disposé Dezza, ainsi que les quatre pièces qui jusque-là avaient été en batterie près de l'aqueduc; il n'en arriva que trois, la quatrième ayant dû être abandonnée en raison de la vivacité avec laquelle les Napolitains poussaient leur attaque sur ce point. La nouvelle position que Bixio se trouvait avoir prise dans l'après-midi était perpendiculaire à celle du matin ; elle était à l'ouest de la grande route de Maddaloni à Ducenta par Valle, faisant front à cette route, avec ses lignes de retraite sur Caserte, d'un côté par Centorano, de l'autre par S.-Nicola alla Strada et le long du chemin de fer. A l'extrême droite, à Maddaloni, se trouvait ce qui restait de la brigade Eberhard ; à S.-Michel, Fabrizzi ; à la Villa Gualtieri une partie des brigades Dezza et Spinazzi ; enfin au nord de l'aqueduc, Dezza avec trois bataillons, formant l'extrême gauche. Bixio s'assura des positions prises par ses troupes et de l'effectif qui lui restait, sans que, chose singulière, l'ennemi eût jugé à propos de le déranger dans cette opération. C'était surtout pour sa gauche que craignait maintenant Bixio ; il devait bientôt en avoir de bonnes nouvelles.

Nous quittons donc ici à son tour, à la même heure que les précédents, le combat de Maddaloni. Nous ajoutons seulement en ce qui concerne celui de Castel Morrone, que sur ce point, Bronzetti, attaqué dans la matinée par la colonne de Perrone, avait réussi, quoique en forces cinq fois moindres, en tenant bravement sa forte position, sans se laisser ébranler par des pertes considérables et par le manque de munitions, à mettre un obstacle insurmontable à la marche des Napolitains ; à deux heures de l'après-midi il n'avait pas bougé de son poste et continuait à y faire vaillamment son devoir.

E. *Entrée en ligne de la réserve qui décide de la bataille du 1er Octobre.*

Si nous jetons un coup d'œil général sur l'ensemble de la bataille, tel qu'il se présentait à deux heures après midi, en prenant

comme point central la place du château à Caserte, nous voyons que la position des deux armées était celle-ci :

Sur l'extrême aile droite des garibaldiens, à Maddaloni, Bixio a perdu sa première position de front contre Valle, néanmoins sa gauche tient encore sur les hauteurs du Monte Caro, au delà de l'aqueduc. Les Napolitains, avec des forces supérieures, sont là à douze mille pas de la place du château, à Capoue, et peuvent atteindre ce pivot central en quatre heures, y compris le temps du combat, s'ils poussent en avant avec énergie ; mais pour le moment ils se montrent singulièrement calmes.

La colonne de Perrone est à peu près arrivée à la même distance de Caserte, mais elle n'a jusque-là rien gagné de décisif; cependant avec la position telle que nous la connaissons, la résistance de Bronzetti peut cesser à chaque instant. Mais les Napolitains auraient toujours cinq heures de marche, et par des mauvais chemins, pour arriver sur la place du château.

Sacchi au Gradillo est intact : il n'a eu en face de lui aucun ennemi : seulement quelques compagnies de sa brigade, employées par le dictateur lui-même, ont été engagées dans la matinée sur le monte S.-Nicola.

A S.-Angelo Afan de Rivera a décidément l'avantage ; s'il sait en tirer parti, s'il se donne seulement la peine de voir la faiblesse numérique de son adversaire, Medici ne peut lui échapper ; avec sa supériorité, d'après les succès qu'il a déjà obtenus, s'il attaque avec énergie, s'il ne laisse pas ses gens perdre leur force et leur temps à piller et à incendier, toute la partie septentrionale du Monte Tifata doit être entre ses mains en une heure ; au bout d'une autre heure Sacchi devra à son tour avoir succombé devant le nombre, et deux heures après Afan de Rivera peut se trouver sur la place de Caserte, et là tendre la main à de Mechel qui, de son côté, peut aussi se trouver avancé jusque-là en ce moment, comme nous l'avons vu.

A Santa-Maria le combat est suspendu, mais des deux parts on dispose tout pour le reprendre bientôt; les troupes de Milbitz, sont pour la plupart au feu sans interruption depuis le grand matin, et l'on ne peut trop prévoir combien de temps encore elles seront en état de résister à une attaque énergique. Or de Santa-Maria il ne faut qu'une heure et demie sur cette excellente route pour ar-

river sur la place du château à Caserte, et cela peut se faire en trois heures, même en supposant des combats d'arrière-garde.

Enfin S.-Tammaro est entre les mains des royaux.

Depuis le matin, en ce qui concerne la réserve, toute son artillerie avait été déjà dirigée sur S.-Angelo et Santa-Maria, ainsi que la brigade Assanti, le bataillon Paterniti, et ce qui était en état de service de la brigade Pace; la réserve générale se composait donc encore des deux brigades Eber et di Giorgi, formant ensemble un total de 2450 hommes; cependant on avait dû en détacher plusieurs petites troupes pour s'informer sur différents points de l'état du combat, par exemple sur Maddaloni, une autre sur Macerata, car le bruit courait que l'ennemi avançait sur ce point de Tammaro contre le flanc gauche de Milbitz, bruit qui du reste se trouva sans fondement. En fait, la réserve comptait donc encore 2300 hommes, sans une seule pièce de canon.

Avant deux heures après midi elle reçut l'ordre de marcher sur Santa-Maria. Türr avec la brigade di Giorgi (Milan) prit par le chemin de fer; Rustow avec son état-major et un petit détachement de hussards prit la grande route, sur laquelle il fut suivi à distance par la brigade Eber. Rustow arriva avec son escorte à deux heures et demie; la brigade Giorgi à deux heures trois quarts; enfin la brigade Eber un peu après, trois heures et quart.

Lorsque Rustow se fut un peu orienté sur l'état du combat près de la porte de Capoue et eut réparti ses officiers pour recevoir et diriger les troupes qui allaient arriver, il se rendit sur la place ronde de Santa-Maria, qui était le rendez-vous général. Il y rencontra Garibaldi qui arrivait justement de S.-Angelo; le dictateur, lorsque Rustow lui annonça l'arrivée de la réserve, voulait d'abord qu'elle se reposât avant d'aller au feu. « Nous sommes vainqueurs, dit-il, nous n'avons plus qu'à frapper le dernier coup, mais pour cela il nous faut des troupes fraîches. » Dans ce moment arrivait au pas de course de la gare la brigade Milan, venue par le chemin de fer; cette troupe n'avait pas marché, et Garibaldi donna l'ordre qu'elle s'avançât aussitôt sur la route de S.-Angelo.

Rustow, à côté du dictateur, se plaça lui-même à la tête de la brigade; à peine sa tête de colonne formée par les bersagliers de Milan débouchait hors de la porte, qu'elle fut accueillie par un feu

violent dirigé contre son flanc gauche. Tabacchi se préparait précisément à un nouvel assaut plus énergique encore que les précédents contre la porte Capuana. Garibaldi prit quelques sections de Calabrais qu'il trouva dans les taillis en avant de la porte de S.-Angelo, et s'en servit pour couvrir la gauche de la brigade Milan. Pendant ce temps il parut à Rustow que ce serait en marchant diagonalement de la route de S.-Angelo contre celle de Capoue, que l'on obtiendrait le plus facilement un résultat décisif; ce mouvement opéré à peu près à travers la ferme Parisi, sur la ferme Saullo, prenait à la fois en flanc et à dos d'un côté le corps de Tabacchi, de l'autre celui d'Afan de Rivera et pouvait leur couper leur retraite sur Capoue. Rustow fit donc quitter la route et marcher sur la gauche au travers des arbres serrés qui couvrent les champs près de Moricello, d'abord ses bersagliers, puis les bataillons d'infanterie de la brigade. — L'infanterie ennemie se replia dans la direction de la route de Capoue, et Tabacchi, à la vue du mouvement toujours plus vif en avant de la petite brigade Milan, ordonna la retraite générale; pour la couvrir, il jeta quatre escadrons au-devant des bersagliers milanais; mais cette cavalerie, lorsqu'elle arriva à trente pas des tirailleurs qui s'étaient aussitôt formés en groupe, dut faire demi-tour après avoir reçu leur feu, fort empêchée qu'elle était d'ailleurs par la nature du terrain.

Dès lors la retraite de Tabacchi se précipita, elle fut encore accélérée par une charge de 60 hussards que Milbitz avait fait sortir de la porte de Capoue pour le poursuivre, et entre les mains de qui Tabacchi dut laisser plusieurs pièces de canon.

Lorsque la brigade Eber arriva à son tour à Santa-Maria, une partie en fut dirigée par Sirtori par la porte de S.-Angelo pour appuyer la brigade Milan : c'étaient la légion hongroise, la compagnie étrangère et le régiment Cossovich; avec l'autre moitié de la brigade Eber (le bataillon de bersagliers et le régiment Bassini) Türr courut à la poursuite de l'ennemi sur la grande route de Capoue.

La charge de cavalerie exécutée par les quatre escadrons de Tabacchi, malgré son peu de succès, n'en avait pas moins intimidé les bersagliers de Milan; ils eurent un moment d'hésitation qui s'expliquait d'autant mieux que justement alors, pour se trouver sur la direction que leur assignait Rustow, ils avaient à appuyer

à droite sur un terrain découvert. Dans ce moment, le corps dit « légion hongroise » et la compagnie étrangère sortirent par la porte de S.-Angelo et vinrent se placer sur la droite de la brigade Milan, justement dans la direction où Rustow voulait avoir son attaque. Rustow, qui avait déjà eu un cheval tué sous lui et n'avait pu remonter qu'assez mal, se plaça aussitôt à la tête des tirailleurs de la légion hongroise.

Cette dernière, jointe à la compagnie étrangère, formait un effectif total de 260 hommes ; elle marchait dans ce moment le long du chemin creux de la ferme di Napoli sur la ferme de S.-Ambrosio ; plus à ganche, la brigade Milan, 700 hommes marchaient dans la direction de Parisi et de la taverne Virilasci.

La marche en avant des tirailleurs de la légion hongroise fut brillamment exécutée, tandis qu'au contraire les soutiens en colonne serrée suivaient avec une excessive lenteur. De son côté la brigade Milan avançait aussi rapidement que les tirailleurs de la légion hongroise. L'aile gauche de la colonne de Tabacchi ne tint pas devant ces forces si peu considérables, et s'enfuit dans la direction de l'esplanade de Capoue. De son côté Afan de Rivera, contre lequel Medici avait bravement et pied à pied disputé le terrain, malgré que ses forces allassent en s'affaiblissant à chaqne instant, lorsque la réserve des garibaldiens entra en ligne et se porta en avant sur son flanc droit, se décida aussi à opérer sa retraite sur Capoue.

Pour couvrir leur retraite simultanée et assurer leur jonction près de Capoue, Afan de Rivera et Tabacchi lancèrent en avant toute la réserve de cavalerie qui se trouvait snr l'esplanade, près de la chapelle S.-Lorenzo, en avant et dans la direction des maisons Ambrosio et Saullo. Cette masse de cavaliers ne rencontra qne les 60 tirailleurs de la légion hongroise, en grande partie des Allemands du Nord comme Rustow lui-même, qui les condnisait dans ce moment ; la cavalerie napolitaine sabra réellement, et l'on vit des blessures de coups de sabre, chose de la plus grande rareté dans toute cette guerre. Rustow dut s'ouvrir lui-même un chemin au milieu des cavaliers ennemis pour sortir de la ferme Ambrosio. Mais l'arrivée, bien que tardive, de la légion hongroise et de la compagnie étrangère d'un côté, ainsi que la pointe poussée snr Virilasci par la brigade Milan de l'autre côté, non-seulement ter-

minèrent promptement cette escarmouche, mais encore engagèrent la cavalerie napolitaine à battre en retraite jusque sur l'esplanade.

Vers cinq heures du soir le feu avait complétement cessé dans les champs de Capoue et de S.-Angelo ; les plans de l'ennemi avaient échoué, et malgré sa supériorité numérique il avait été forcé de rentrer derrière ses fortifications.

Le soir, la réserve de Garibaldi était disposée ainsi : entre Santa-Maria et Capoue, Eber avec le régiment Cossovich sur la route de S.-Angelo à la hauteur de la ferme Avallo ; — Rustow, avec la légion hongroise et la compagnie étrangère, près de la maison de Angelis, et la brigade de Milan près de la taverne Virilasci et du côté de Vitale. Le reste de la brigade Eber, sous les ordres de Türr, qui n'avait plus trouvé devant elle que de faibles chaînes de tirailleurs prompts à battre en retraite, était derrière le couvent des Capucins.

En même temps que les combats de S.-Angelo et de Santa-Maria, celui de Maddaloni, à l'extrême droite, se décidait également en faveur des garibaldiens.

Nous avons laissé Bixio dans la position où il avait été refoulé par les premières attaques de Mechel ; il avait été forcé de faire un mouvement en arrière, mais le brave Dezza lui avait conservé le pivot de son aile gauche, le Monte Caro ; dès que Bixio se fut assuré de cette circonstance et qu'il reconnut que les royaux ne sortaient pas de l'inaction dans laquelle ils étaient tombés après leurs premiers succès, il résolut de prendre lui-même l'offensive.

Il forma deux bataillons de la brigade Dezza et un bataillon de la brigade Spinazzi, ensemble 800 hommes environ en colonnes d'attaque, et avec cette faible troupe il marcha de la Villa Gualtieri contre le pont de l'aqueduc et le centre des Napolitains ; il les enfonça par la vivacité du choc, reconquit le canon qu'il avait perdu, et chassa devant lui l'ennemi sur la grande route de Ducenta, et sur ses côtés jusqu'à la batterie, qui dut dételer en toute hâte, en laissant derrière elle deux canons rayés. Aussitôt que Dezza vit le mouvement de Bixio en avant sur la route, il prit lui-même sur les hauteurs du Monte Caro une vigoureuse offensive avec ses trois bataillons et chercha à couper, par Valle, la ligne de retraite de l'ennemi.

L'aile gauche et le centre de Bixio avaient ainsi, dès quatre heures après midi, remporté une victoire éclatante sur l'aile droite et le centre des Napolitains; la conséquence en fut que l'aile gauche de ceux-ci se retira à son tour avec précipitation et dans un certain désordre.

A Maddaloni, comme sur tout le reste de la ligne, la journée appartenait donc aux garibaldiens, et le soir du 1er octobre Bixio avait repris toutes les positions qu'il occupait le matin.

Néanmoins le 2 octobre un dernier combat devait encore avoir lieu pour compléter la bataille.

F. *Le 2 Octobre. Combat de Caserte.*

Nous avons vu comment, dans les premières heures de l'après-midi du 1er octobre, Bronzetti tenait encore vaillamment à Castel-Morrone contre les attaques de Perrone, quoique celui-ci fût bien supérieur en nombre; cependant à la fin ses braves perdirent leurs forces et épuisèrent leurs munitions: ce qu'il en restait dut, à quatre heures de l'après-midi, au moment où sur tous les autres points du champ de bataille la victoire était décidée, ou commençait à se décider pour les armes de Garibaldi, se résigner à mettre bas les armes. Mais l'opiniâtre et courageuse résistance de Bronzetti avait fortement réduit aussi les troupes de Perrone, et celui-ci n'osa pas avec ce qui lui restait continuer sa marche sur Caserte par Poccianello. Il demanda donc des renforts à Ruiz, qui lui envoya 2000 hommes, en sorte que Perrone put marcher contre les hauteurs de Caserta-Vecchia, à la tête de 3000 hommes. Une partie de ces troupes, le 1er octobre au soir, s'engagea avec les avant-postes de Sacchi au parc de S.-Leucio. Garibaldi, informé le soir à S.-Angelo du mouvement de Perrone, résolut aussitôt d'anéantir cette colonne: il dirigea immédiatement sur Caserte les Calabrais de Stocco et la brigade Assanti. Lui-même le lendemain matin marcha de S.-Angelo à travers les montagnes sur Briano, avec 600 à 700 hommes (les carabiniers génois, une partie de la brigade Spangaro et une compagnie des Montanari del Vesuvio); il ordonna à Sacchi de le suivre en réserve.

Perrone occupait les hauteurs de Poccianello et de Caserta-Vecchia, et se disposait à l'attaque de Caserte, lorsqu'il fut aperçu

par les guides de Garibaldi, qui avaient reçu l'ordre de reconnaître sa position sons la direction de Missori. Garibaldi envoya aussitôt l'avis à Bixio de marcher le plus promptement de Maddaloni contre les hauteurs de Caserta-Vecchia, afin de tomber sur le flanc gauche des Napolitains; comme les colonnes du dictateur lui-même et de Sacchi les attaquaient par lenr flanc droit, Bixio laissa la colonne de Fabrizzi sur la route de Ducenta ponr garder de ce côté les abords de Maddaloni, fit marcher Dezza avec sa brigade du Monte Caro snr le Monte Viro, à dos de l'ennemi, et conduisit lui-même, à gauche de Dezza, les brigades Spinazzi et Eberhard sur Caserta-Vecchia. Sirtori avait cru devoir aussi appeler de Naples à Caserte, à tout événement, qnelques troupes piémontaises; il en arriva en effet un bataillon de bersagliers, fort de 400 hommes environ. Ce bataillon, réuni aux Calabrais de Stocco et à nne partie de la brigade Assanti, reçut le premier choc de Perrone, dont l'avant-garde avait débouché sur Caserte dans l'après-midi, et avait pénétré jusqu'à la Piazza Mercato, et même jusque sur la grande esplanade devant le château royal.

Pendant que les royaux échangeaient dans Caserte des conps de fusil avec les troupes de Garibaldi, qu'ils y avaient rencontrées, et qu'ils commençaient à piller dans les quartiers tombés entre leurs mains, quelquefois de la manière la plus comique, puisque, entre autres, ils dévalisèrent un magasin de modes, Sacchi et Bixio attaquaient la queue de leurs colonnes snr les hautenrs de Caserta-Vecchia et de S.-Leucio. Cette attaque fut décisive sans presque coûter une goutte de sang : l'avant-garde de Perrone se retira en désordre sur les hauteurs, mais presque rien de la colonne n'échappa aux garibaldiens ; beaucoup furent faits prisonniers dans Caserte ; un plus grand nombre encore tombèrent entre les mains de Bixio ; le reste se rendit à Sacchi sauf qnelques fuyards qui réussirent à se sauver par Amoroso et par la Scafa di Limatola. Enfermés de de toutes parts, les Napolitains n'avaient eu d'autre alternative que de mettre bas les armes ou de chercher une mort gloriense, et ils choisirent le premier parti.

S.-Tommaso, abandonné le 1er octobre par l'armée du Sud, avait été repris le 2 sans conp férir par un détachement.

Tel est le récit exact de la grande bataille du Volturne ; ce beau

fait d'armes, qui peut être mis à côté des plus brillantes actions militaires que nous raconte l'histoire, ne pouvait être éclipsé par les cavouriens au moyen de leurs faciles triomphes de Pérouse et de Castelfidardo, obtenus par des forces très-supérieures sur des bandes indisciplinées et démoralisées, tandis que la victoire du Volturne avait été remportée après deux jours de combat par une jeune armée de volontaires sur les meilleures troupes de François II, qui les avaient de plus attaqués en nombre double.

Cavour avait surtout entrepris l'invasion de l'Ombrie et des Marches, que nous allons bientôt raconter à son tour, dans l'intention d'enlever à Garibaldi ses lauriers, et de lui dérober le fruit de ses travaux. Depuis le milieu de septembre les journaux de l'Europe, en partie vendus au Piémont, en partie inspirés par une partialité évidente, furent remplis de rapports interminables sur les escarmouches de Pérouse, de Castelfidardo et d'Ancône; s'ils trouvèrent à peine la place de consacrer quelques lignes aux faits les plus importants de l'armée de Garibaldi, ce ne fut encore le plus souvent que pour les calomnier. Il est possible que Cavour se soit aussi procuré dans l'armée de Garibaldi des alliés qui n'éprouveraient aucun scrupule à dénaturer de la manière la plus injurieuse les actions de leurs frères d'armes dans des ouvrages en trois volumes, ce qui sans doute leur permettra de faire, en revanche de leurs propres actes le tableau sinon le plus fidèle, au moins le plus favorable à leur amour-propre. En présence de cette possibilité, c'est doublement le devoir de l'historien indépendant, non-seulement de dire la vérité, mais encore de la défendre de toute la force de son cœur et de son intelligence.

Lorsqu'on s'aperçut que la bataille du Volturne n'était pourtant pas une chose que l'on pût facilement enterrer sous les interminables descriptions officielles des affaires de Pérouse, de Castelfidardo, d'Ancône, — que l'on nous pardonne si, dans cette énumération, nous oublions quelque engagement d'avant-postes, transformé en grande victoire, — les cavouriens n'eurent pas honte de prétendre que c'étaient des Piémontais, des Piémontais de Cavour et de Fanti, cela va sans dire, qui avaient gagné la bataille du Volturne, *et sauvé le 1er octobre l'armée de Garibaldi.*

Il résulte de notre récit que le 1er octobre pas un soldat piémontais n'a pris part au combat; il en résulte en outre que le

2 octobre un bataillon de bersagliers piémontais, fort de 400 hommes, a pris part au petit combat de Caserte, et nous n'avons qu'à ajouter qu'il y a eu en tout 2 ou 3 blessés. On nous dira peut-être que Sirtori a commis une faute en les appelant de Naples; nous ne voulons pas dissimuler que nous-mêmes avons été de cet avis au premier abord. Cependant nous devons dire que, comme nous connaissons ces gens-là, nous sommes convaincus qu'il n'était pas le moins du monde nécessaire qu'un seul soldat piémontais eût réellement assisté à quelque épisode de la bataille du Volturne, pour que les cavouriens vinssent affirmer que la bataille avait été gagnée par *leurs* Piémontais. Un peu plus ou un peu moins de fausseté n'est pas ce qui tourmente ces messieurs.

Les Napolitains, de leur côté, ont naturellement accueilli avec satisfaction les rapports mensongers des autres journaux placés sous l'inspiration dont nous venons de parler; dans les innombrables protestations et manifestes où les ministres du roi se plaignent depuis Gaëte de l'isolement dans lequel ce roi est laissé par l'Europe légitime, et dans lesquels ils attaquent, de préférence et à maintes reprises, la *perfidie* du gouvernement piémontais, ils répètent toujours que le 1er octobre l'armée du Sud était perdue si les Piémontais de Fanti et de Cavour n'étaient accourues à son aide, et ne l'avaient sauvée. Maintenant, pour que chacun sache qui étaient en réalité les soldats dans lesquels les Napolitains ont cru voir ces *Piémontais sauveurs* du 1er octobre, il résulte de leurs rapports que ce seraient les réserves employées à la fin de la journée pour forcer la retraite de Tabacchi sur la route de Capoue. Or, nous pouvons leur apprendre et leur prouver que ces « soldats réguliers, » ces « vétérans piémontais, » « dont aucune armée du monde ne saurait soutenir le choc impétueux *et mortel,* » n'étaient autres que les jeunes soldats de la brigade garibaldienne *Milan*, des recrues qui avaient à peine été deux ou trois fois au feu.

Du reste, chacun comprendra qu'à un certain point de vue personnel, ce n'est pas sans quelque plaisir et sans un légitime orgueil, que nous avons vu ces attaques contre le Piémont, relativement aux événements du 1er octobre, de plus, elles contiennent en même temps de précieux aveux : il en résulte en effet clairement que, d'après le témoignage même des royaux, leur entreprise n'était nullement une *reconnaissance*, comme les rapports

militaires officiels de Gaëte l'ont plus tard qualifiée, reconnaissance qui, disent-ils, a été arrêtée dès que son but a été rempli, mais bien un plan d'attaque combiné en vue d'un anéantissement complet de l'armée italienne du Sud. A cet égard, nous devons remercier sincèrement les cavouriens de ce que leurs mensonges ont contribué à mettre au jour la vérité sur ce dernier point.

G. *Résultats de la bataille. Réflexions.*

Les pertes au prix desquelles l'armée italienne du Sud a acheté la victoire du Volturne, n'ont pas été sans gravité; il est impossible de les indiquer avec une exactitude absolue; cependant, nous sommes en état de les résumer approximativement dans tous les cas, sans risquer de commettre aucune erreur de quelque importance; en voici le tableau d'ensemble :

	Morts.	Blessés.	Manquants.
16e division, y compris le bataillon Bronzetti	147	355	339
Autres troupes sous le commandement de Milbitz	52	150	200
Troupes de Medici	220	500	600
Brigade Sacchi	2	10	10
Calabrais de Pace	12	30	80
Division Bixio	46	175	100
Brigades Eber et Milan	27	108	60
La perte totale s'élève donc à	506	1328	1389

soit à 3023 hommes; en sorte que, le 3 octobre, l'armée de Garibaldi pouvait encore avoir sous les armes 15 à 16 mille hommes. Le rapport des morts aux blessés est à peu près comme 2 à 5, ce qui s'explique par la supériorité de l'artillerie napolitaine. Le rapport des morts et blessés avec l'effectif total engagé a été de 1 à 10. Dans le corps de Bixio, pour 187 sous-officiers et soldats tués et blessés, il y a eu 34 officiers tués ou blessés. Le chiffre des officiers *actifs* de l'armée garibaldienne, c'est-à-dire de ceux qui ne se contentaient pas d'en porter le titre et de parader à Naples, mais que l'on rencontrait sur le champ de bataille, comparé

au chiffre des soldats, donnait un rapport oscillant de 1 officier sur 12 hommes à 1 officier sur 15 hommes, suivant les corps de l'armée du Sud, en y comprenant tous les officiers des états-majors, de l'intendance et de l'ambulance. Nous mentionnons ici ces chiffres afin de montrer que l'armée du Sud n'était nullement favorisée d'une aussi grande surabondance d'officiers actifs qu'on l'a affirmé et répandu de certains côtés pour des motifs bien connus. Les armées régulières, lorsqu'elles n'ont pas des états de compagnies trop forts, mais allant seulement de 100 à 120 hommes, après quelques mois de campagne, surtout s'il y a eu peu de combats, présentent le même rapport numérique entre les officiers et les soldats, c'est-à-dire de $^1/_{12}$ à $^1/_{15}$. Que plus tard, au moment du licenciement de l'armée du Sud, il se soit trouvé une foule de héros seulement titulaires et dont on n'avait jamais entendu parler au combat, cela est très-possible, surtout si l'on songe aux circonstances toutes révolutionnaires dans lesquelles se trouvait l'Italie méridionale au moment de la conquête, et à la rage de titres et de brevets qui possède les habitants de ce pays. Mais combien n'y en a-t-il pas aussi dans toute armée régulière ! et dans ces armées-là ils sont par-dessus le marché nourris, décorés, pensionnés, etc., d'une manière permanente aux frais de l'Etat. Les pertes en officiers faites par l'armée du Sud dans la bataille du Volturne ont donc été proportionnellement très-fortes, et l'on peut de ce fait déduire une conclusion favorable à l'esprit de bravoure qui animait les officiers *actifs et réels* de cette armée.

Le chiffre des manquants est très-considérable aussi comme on le voit : il s'en faut cependant de beaucoup qu'ils doivent être envisagés comme ayant été faits prisonniers, puisque l'armée de Garibaldi n'en a perdu qu'à l'affaire de Castel Morrone, et au commencement du combat, en avant de S.-Angelo. Les autres sont des individus qui dès le début de la bataille se sont escamotés pour des raisons de santé aux premiers coups de feu, et n'ont pas su se retrouver déjà le soir du 1er ou du 2 octobre à leur corps pour la distribution du pain, ou bien qui s'étaient procuré quelque asile paisible dans un des hôpitaux de Naples, ou dans quelque autre lieu de plaisir et de repos jusqu'à complète tranquillisation de leurs esprits troublés.

L'armée du Sud perdit en outre 6 petites pièces non attelées, sur les hauteurs de S.-Angelo.

Quant aux pertes qu'a éprouvées de son côté l'armée royale en morts et blessés dans la bataille du Volturne, les chiffres n'en ont jamais été connus. Cependant nous supposons qu'elles ne se sont pas élevées aussi haut que celles des garibaldiens ; en effet, quoique les royaux aient le 1er et le 2 octobre exécuté plusieurs attaques, et que les garibaldiens se soient fréquemment trouvés dans d'excellentes positions pour les repousser, ceux-ci n'ont pas pu tirer suffisamment parti de cet avantage à cause de leur manque d'artillerie et de tireurs exercés. En fait de prisonniers, les royaux ont perdu plus de 3000 hommes (en particulier le 2 sur les hauteurs de Caserte) ; ils ont en outre laissé sur le champ de bataille 7 pièces de gros calibre de campagne, dont deux rayées, et deux obusiers longs de six pouces.

Le 1er octobre, ce furent incontestablement les troupes qui défendirent sous les ordres de Medici les hauteurs de S.-Angelo, et qui combattirent à S.-Maria sous ceux de Milbitz, qui supportèrent le principal poids de la lutte. Personne ne refusera aux soldats qui toute la journée tinrent tête à des forces quadruples, le tribut le plus mérité d'éloges, surtout si l'on considère que ces troupes, au début de l'engagement avec l'ennemi, avaient été affaiblies d'une manière incroyable, soit par la surprise de leurs postes avancés faits prisonniers, soit par la disparition de nombreux individus disséminés au moment de l'attaque inattendue des Napolitains, et par le désordre qui en fut le résultat. Si S.-Maria ou S.-Angelo eussent été perdus, la bataille était perdue, et personne ne pourrait dire ce qu'il serait advenu de Naples en pareil cas. Certainement ce n'est pas la première troupe venue qui, depuis la pointe du jour jusqu'à une heure avancée de la soirée, eût résisté aux attaques répétées de l'armée royale, avec la bravoure et la constance que déployèrent les jeunes soldats de Garibaldi sur les hauteurs de S.-Angelo et sur la ligne de S.-Maria : ce sont là des combats que l'on peut assurément mettre à côté de ceux qu'a soutenus Wellington à Waterloo, et celui qui connaît l'histoire militaire trouvera aisément d'après notre récit des points de comparaison sur lesquels nous n'avons pas à insister ici.

Le 1er octobre, la partie la plus brillante et la plus favorisée par

le succès de la tâche de l'armée du Sud échut à la réserve, et principalement à la division conduite par Rustow, la brigade Milan, la légion hongroise et la compagnie étrangère, et le 2 octobre, le même rôle tomba en partage, sur les hauteurs de Caserte, à Bixio et à Sacchi.

Garibaldi fut incomparable avant, pendant et après la bataille. — Il a confié le soin de veiller sur ses derrières à Bixio, il sait que Bixio, aussi longtemps qu'il lui restera un homme et une cartouche, ne cédera le terrain, s'il est obligé de plier, que pas à pas : ce n'est donc que lentement et affaibli que, dans l'hypothèse la plus heureuse pour lui, l'ennemi arrivera jusqu'à Caserte par Maddaloni. Ce n'est qu'ainsi que le général en chef pouvait avoir la pleine assurance de gagner le temps nécessaire pour remporter une victoire complète sur les colonnes qui l'attaquaient de Capoue par S.-Tammaro, S.-Maria, S.-Angelo. C'est là que le dictateur se porte de sa personne, et après avoir pris les mesures les plus nécessaires pour la défense de S.-Maria, il se rend à S.-Angelo, ce point décisif de tout le champ de bataille ; si en effet les Napolitains s'emparent de cette position et du monte Tifata, il n'y a plus d'obstacle à opposer à la jonction de cette colonne principale avec celle de Mechel : c'est donc cette jonction qui rend presque certaine la victoire des royaux qu'il faut empêcher à tout prix. D'un autre côté, si les Napolitains ne jettent pas sur S.-Angelo la plus forte partie de leur attaque, Medici peut de ces hauteurs tomber lui-même sur le flanc de l'une ou de l'autre des colonnes qui marchent sur S.-Maria ou sur S.-Tammaro, ou de toutes deux à la fois ; et cette offensive, si elle devient possible, promet des résultats brillants et décisifs. S.-Angelo est donc le nœud de la question, soit comme point de départ de l'offensive pour les garibaldiens, soit comme pivot de leur défensive. Aussi est-ce sur les hauteurs de S.-Angelo, que Garibaldi déploie toute la force de son caractère, toute l'énergie de la confiance qui l'anime : en y arrivant, il a trouvé les choses dans une assez triste situation, mais il ne se laisse ébranler par aucun succès des Napolitains dans sa ferme volonté de vaincre ; cette volonté, cette confiance, il sait la faire partager à ce qui combat encore des troupes de Medici, d'un front serein, de sa voix la plus assurée, sous le feu meurtrier des Napolitains qui décime leurs rangs, il leur affirme si hardi-

ment et si constamment, qu'ils sont au moment de vaincre, que malgré tout ils n'osent en douter.

A chaque attaque des Napolitains il répond par une nouvelle attaque, partout où il peut ramasser autour de lui une douzaine d'hommes. Ce n'est que lorsqu'il voit les dernières forces des troupes de Medici presque épuisées dans ce sauvage ballottement d'une résistance digne de cœurs de lions, les bataillons de Milbitz commencer à tomber de fatigue, mais aussi les colonnes ennemies non moins harassées par leurs inutiles efforts, si bien que l'heure paraît venue de porter un seul coup, un coup qui sera le dernier, avec des forces fraîches, et que, d'autre part, dans ce moment, le point central de Caserte n'a plus un péril sérieux à redouter du côté de Maddaloni, ce n'est qu'alors qu'il appelle à lui sa dernière réserve, et qu'il court la chercher, seul, par des chemins dangereux et presqu'au travers des troupes ennemies. Cette réserve elle-même, il l'anime à son tour du feu de son courage, lui annonce également la victoire qui s'approche, lui promet la gloire de décider de la bataille : il marche avec elle, puis la lance sur les bataillons ennemis ébranlés qui fuient bientôt en désordre et ne pensent plus à oser autre chose, contre cette petite troupe, que de couvrir leur retraite avec toute leur cavalerie. Le lendemain, le 2 octobre, il concentre de toutes parts les troupes les plus rapprochées sur Caserte, pour frapper avec la rapidité de l'éclair sur les derniers restes de tant de forces mises en mouvement contre ses positions, un coup qui anéantit ces débris.

Rien n'échappe au coup d'œil d'aigle de Garibaldi sur cette vaste ligne de douze milles italiens de développement, sur laquelle il ne dispose que de 20,000 hommes à peine, qui, en raison de la faiblesse numérique des unités tactiques, et du nombre des corps à diriger, équivalaient à 60,000 pour la difficulté d'en manier l'ensemble. Garibaldi ne perd pas de vue le point décisif, et en même temps il sait distinguer dans quel endroit et dans quel moment il faut charger à fond, dans quel moment et dans quel endroit il faut se maintenir sur la simple défensive, plier ou même céder le terrain dans une certaine limite, et partout il se trouve en personne dans l'instant de l'action capitale; il se multiplie, se centuple, en faisant passer dans l'âme des siens toute son âme; l'ennemi stupéfait croit voir un Garibaldi dans chaque chemise rouge.

Voilà le vrai portrait de cet homme, de ce guerrier, que les esclaves de la légitimité traitent de flibustier, que les instituts de cadets nomment un heureux aventurier incapable de commander un bataillon, à qui des gens indignes de délier la courroie de ses souliers, reprochent sa simple chemise rouge, quand leur sotte malignité ne sait plus à quelle chicane se raccrocher, eux qui ne sont quelque chose que par cette comédie vaine et creuse des armées permanentes dont ils sont si fiers. Nous pensons qu'il n'est pas nécessaire d'avoir recours aux couleurs de la palette du romantisme pour peindre Garibaldi : la simplicité de l'expression, la simplicité de la vérité, voilà ce qui répond le mieux à la noble simplicité de cette grande figure.

Avant de quitter ce sujet nous avons encore quelques mots à ajouter pour expliquer et examiner les mouvements des Napolitains le 1 et le 2 octobre.

En thèse générale, l'offensive entamée avec habileté a sur la défensive cet avantage considérable qu'elle permet bien mieux que celle-ci de tenir ses forces concentrées.

Il est vrai que pour cela l'offensive doit réaliser deux conditions :

1° Qu'elle connaisse exactement le point décisif, ou, pour s'exprimer plus exactement, qu'elle représente clairement, qu'elle réunisse sur *un point* une fois choisi toutes ses idées et ses calculs.

2° Qu'elle soit en état de faire des *démonstrations efficaces* avec des forces peu considérables. Avec toute attaque principale doit être combinée une fausse attaque, ou attaque apparente, autrement comment détournerait-on l'attention de l'ennemi de ce point déterminé sur lequel il s'agit de remporter la victoire ?

Il est clair, en outre, que l'on doit être en état de faire quelque chose d'important avec peu de forces dans la fausse attaque, car autrement, en admettant que dans leur ensemble les ressources des deux adversaires en présence sont à peu près égales, comment s'assurerait-on une supériorité sur le point d'attaque principal ?

Mais, pour atteindre un résultat considérable avec des forces restreintes, il faut, avant tout, un chef résolu et de bonnes troupes, ou, tout au moins, des soldats hardis : or, c'était là justement ce qui manquait aux Napolitains pour pouvoir mener à bonne fin de fausses attaques, par exemple comme celle de Rustow sur Capoue le 19 septembre ; il leur manquait des chefs résolus et des soldats

hardis. C'est ce qui les conduisit à employer, même pour un simple mouvement accessoire, *plus de forces* que l'ennemi lui-même ne devait en avoir sur le point menacé, et par là disparaissait la véritable utilité, le sens réel de la fausse attaque : fausses attaques et attaque principale se confondaient, et cette dernière n'avait pas assez de force, parce que l'on en donnait trop aux premières. S'il est quelque chose qu'il importe beaucoup pour une bataille de déterminer d'une manière bien précise avant le combat, ce doit être indubitablement la répartition des troupes pour les différentes parties de la tâche de l'armée assaillante : tout le reste peut se faire pendant le combat : si vous donnez à un chef, dans cette distribution des rôles, un chiffre modique de troupes relativement à celui dont dispose l'ennemi auquel il aura affaire, et que vous lui assigniez un mandat positif et aussi important que possible, son action se trouvera d'elle-même être une fausse attaque; il ne réussira peut-être pas à remporter un triomphe partiel, mais il atteindra le but d'une fausse attaque qui ne peut être que d'attirer sur lui des forces ennemies hors de proportion avec celles qu'il emploie lui-même.

Ceci dit, quel était le point d'attaque principal des Napolitains? Ils en avaient évidemment *deux* : Maddaloni et S.-Angelo, sur lesquels étaient dirigées les colonnes de Mechel et d'Afan de Rivera, reliées par celle de Perrone : la fausse attaque était celle de Tabacchi. Là déjà il y avait une faute; on ne peut justifier le plan de deux attaques principales séparées qui ne peuvent se réunir pour frapper le coup décisif qu'après que chacune d'elles de son côté aura été couronnée de succès, au lieu d'une attaque concentrée d'avance avec toutes les forces qu'elle doit employer : l'attaque de Mechel, — et il est évident que les généraux napolitains n'ont pas été très au clair là-dessus, — devait être l'affaire principale, mais cette attaque pour laquelle, avec d'autres chefs et d'autres soldats, on aurait pu réunir les colonnes de Mechel, de Ruiz, de Colonna et d'Afan de Rivera, fut *relativement* très-faible. Nous ignorons si ce sont de petites jalousies entre les généraux qui ont amené ce résultat; mais il est permis de conclure que notre supposition à l'égard du rôle assigné à de Mechel est fondée, d'après une citation textuelle empruntée au rapport officiel, d'ailleurs très-confus, que les Na-

politains ont fait de la bataille du Volturne. Nous lisons en effet dans ce rapport :

« Dans ce but trois colonnes furent formées : la première, sous les ordres du général de Mechel, composée de trois bataillons de carabiniers, de quelques bataillons d'infanterie de ligne, avec l'artillerie et la cavalerie nécessaires, devait former l'aile gauche de l'armée, et marcher par Ducenta sur Maddaloni pour reconnaître l'ennemi de ce côté.

« Des deux autres colonnes, l'une commandée par le général-major Afan de Rivera, formée des bataillons de chasseurs et des deux brigades du général Barbalonga et du colonel Polizi, devait reconnaître les hauteurs fortifiées de S. Angelo in Formis, et le village situé au bas de ces hauteurs; — l'autre, composée des régiments de la garde, des bataillons de tirailleurs et de quelques compagnies du 9e et du 10e régiment de ligne, sous les ordres du général Tabacchi, devait menacer S.-Maria de front et *détourner l'attention de l'ennemi de toute opération militaire que le général de Mechel pourrait entreprendre.*

Ces indications seront, comme pour nous, parfaitement claires pour tout lecteur qui aura suivi et compris la marche de la bataille.

Mechel avait donc la tâche principale, et cependant il était *relativement* faible (bien que, absolument parlant, il eût plus de monde que Bixio), parce que l'on ne paraît pas s'être clairement rendu compte si Afan de Rivera devait faire une fausse attaque ou une attaque principale, on lui avait attribué les deux rôles à la fois; il devait s'emparer du Monte Tifata, et détourner ainsi l'attention de Garibaldi de Maddaloni; mais ensuite il devait en outre opérer sa jonction avec Mechel dans le cas où celui-ci aurait poussé en avant jusqu'à Caserte pour porter de concert avec lui sur ce point le dernier coup, le coup décisif.

L'exécution du plan, elle-même, ne répondit pas non plus, ainsi qu'on peut s'en être convaincu, à de justes exigences. Il parut presque que chaque colonne attendait les autres pour avancer : la ténacité nécessaire manqua dans l'attaque, et les succès partiels obtenus ne furent pas poursuivis; sauf à S.-Angelo, et encore sur ce point ne le furent-ils que par quelques corps de troupes isolés. C'est vis-à-vis de Bixio, du côté de Maddaloni,

que cette faiblesse, cette mollesse se firent le plus remarquer. Sur ce point les Napolitains avaient d'abord obtenu une victoire évidente. Bixio avait été repoussé dans une tout autre position que celle qu'il occupait d'abord. Mais ce n'était encore là pour les royaux qu'un succès partiel; il fallait le mettre à profit et le poursuivre pour arriver à de grands résultats, et ce fut ce qui fit défaut. Sans aucun doute de Mechel aurait dû continuer son attaque sur la *droite* de Bixio, pour gagner Maddaloni, et de là la route de Caserte. Au lieu de cela, il s'arrêta et commença de loin un combat de mousqueterie et d'artillerie, auquel Bixio mit enfin un terme par sa brillante attaque à la baïonnette. Il est clair que l'opiniâtre résistance, mêlée de retours offensifs, opposée sur la gauche de Bixio par Dezza, inspira des craintes à de Mechel pour sa droite et ses derrières, et que ce furent principalement ces craintes qui l'empêchèrent de poursuivre sa victoire dans la direction qui se trouvait dans le moment la plus favorable.

De même que Donza, pour le combat de Maddaloni, Bronzetti rendit de grands services à Castel-Morrone pour toute la bataille du 1er octobre. Si Bronzetti, avec sa petite poignée de braves, n'eût pas tenu aussi longtemps, si par suite d'une retraite trop prompte à Castel-Morrone les royaux eussent paru déjà à midi sur les hauteurs qui dominent Caserte, c'est sur ce point qu'aurait dû être employée la réserve de l'armée, le combat principal de Santa-Maria et de S.-Angelo aurait tout au moins, par l'absence de cette réserve, beaucoup perdu de l'éclat de sa conclusion.

On a beaucoup parlé de ce que l'armée du Sud aurait manqué de munitions pendant la bataille du Volturne, et cela non pas dans ce sens que par moments les munitions auraient fait défaut à tel ou tel corps, ainsi que cela arrive dans tout combat, mais bien qu'elles auraient entièrement manqué sur presque tous les points. Quoique les richesses des garibaldiens, en poudre et en balles, n'aient jamais été excessives, ce que l'on affirme au sujet de la bataille du Volturne n'est cependant pas exact. Rustow, aussitôt après avoir été nommé chef de l'état-major de l'avant-garde, avait immédiatement pris des mesures pour l'établissement d'un magasin de munitions à Caserte, d'abord seulement pour les troupes concentrées à cette époque à Caserte et sur le Volturne; ensuite il fut donné non sans peine une extension assez grande à

ce magasin, pour qu'il y fût réuni en quantité suffisante des munitions pour tous les calibres de l'armée, et lorsque le 30 septembre au soir il se manifesta quelques embarras dans le service de l'approvisionnement, dont un certain nombre de corps ne s'occupaient, du reste, qu'au moment où ils avaient l'ennemi devant le nez, Rustow, quoique ce jour-là il eût déjà effectué des distributions considérables, put néanmoins encore certifier à Sirtori l'existence au dépôt de 200,000 cartouches, chiffre véritablement inouï jusque-là pour une oreille garibaldienne.

Quelque important qu'ait été le succès remporté par l'armée du Sud dans la bataille des 1 et 2 octobre, il n'y avait cependant pas de doute qu'il ne fût incomplet, et que l'on eût dû le poursuivre par le passage du Volturne. Mais Garibaldi renvoya encore cette opération. Les nouvelles que l'on recevait de l'approche des Piémontais eurent une bonne part à ces retards. Pour apprécier exactement leur influence ainsi que celle de Cavour sur l'armée du Sud, nous devons maintenant nous occuper du récit de la brusque invasion des Piémontais dans les Etats-Romains.

---

11. Résolution de Cavour d'entrer dans les États de l'Église.

Nous connaissons déjà les calculs auxquels le comte de Cavour, avec ses adhérents, se livrait au sujet de l'entreprise de Garibaldi dans l'Italie méridionale. Lorsque Garibaldi eut conquis la Sicile, dans l'opinion de ces gens-là il avait achevé sa tâche ; jusque-là il avait pu leur être utile, dès lors il ne pouvait plus que nuire.

Avant que Garibaldi passât sur le continent, Cavour n'était pas très-éloigné de laisser à François II ses provinces de terre ferme, au moins d'une manière provisoire, en échange d'une cession de la Sicile. Si Garibaldi se soumettait à ce plan, la guerre cessait pour le moment, et le dictateur quittait la scène politique et militaire. L'Italie méridionale était minée à un tel point, la domination des Bourbons à Naples si odieuse, que la révolution ne pou-

vait s'y faire attendre longtemps, et alors ce n'était plus Garibaldi, c'était Cavour qui de manière ou d'autre tenait les cartes en main. De là la lettre de Victor-Emmanuel à Garibaldi; de là la continuation des intrigues dans l'été pour l'annexion immédiate; de là la manière dont on sut détourner de son but primitif l'expédition de Terra-Nova.

Mais Garibaldi ne se soumit point; il mit obstacle à l'annexion immédiate de la Sicile, qui aurait fait de lui un simple préfet de Cavour; il déclara qu'il entendait porter ses armes dans les provinces napolitaines du continent et au travers de celles-ci dans les États du pape: il ne faisait aucun mystère des motifs pour lesquels il ne voulait pas entendre de cette annexion immédiate. « Le moment, disait-il, le moment est venu où l'unité de l'Italie doit et peut être constituée; nous devons le saisir au vol et le mettre à profit. Cavour ne le veut pas, donc je ne dois pas faire son jeu en Sicile; je ne puis pas au moment le plus favorable me laisser enchaîner dans cette île, je dois porter la guerre jusqu'à Naples et revenir à Turin par Rome. »

Il alla donc à Naples et y alla comme anti-annexioniste. Le développement de la révolution dans le sud de l'Italie ne pouvait donc plus être empéché par Turin: au commencement on avait opéré un mouvement annexioniste à Naples, révolntion de palais ou révolution de rue, qui devancerait l'arrivée de Garibaldi dans la capitale; on avait espéré que là-dessus le roi François II perdrait la tête, quitterait son royaume, et que l'on aurait ainsi eu bonne occasion d'intervenir pour mettre un terme « à l'anarchie. » C'est pour cela que des troupes avaient été concentrées à Gênes, et quelques bataillons piémontais envoyés jusque dans le port de Naples. Mais ces espérances s'en allèrent en fumée; Garibaldi avançait au pas de course, le mouvement annexioniste de Naples ne donna pas signe de vie, et le roi ne fit nullement mine de vouloir fuir comme on l'avait supposé.

Alors Cavour se décida à intervenir dans la lutte sans ces éléments, puisqu'ils n'avaient pas voulu se produire; c'était là ce que signifiait le passage de la lettre du roi au dictateur, dans lequel il lui déclarait qu'il se réservait ses décisions ultérieures dans le cas où Garibaldi mettrait de côté le conseil qu'il lui donnait de ne pas passer sur le territoire napolitain.

Aussitôt que le dictateur eut pris sa résolution et mis la main à l'œuvre pour l'exécuter, Cavour songea d'abord à l'affaiblir autant que possible afin de le rendre plus malléable pour l'annexion, non plus de la Sicile seule, mais aussi du continent napolitain dans certaines éventualités auxquelles on se préparait. Ce fut le motif de la circulaire de Farini aux gouverneurs et intendants généraux, en date du 13 août, c'est-à-dire du jour même où le reste du gros de l'expédition de Terra-Nova quittait le port de Gênes. Maintenant, disait Farini, comme le peuple de Sicile n'est pas en position d'exprimer librement sa volonté, le gouvernement de Turin doit chercher à *modérer* le mouvement italien. Autrement il pourrait arriver que l'Etat fût compromis, et l'Italie mise en danger par la conduite d'un homme qui n'a ni un mandat ni une responsabilité publique. Le ministre demandait par conséquent *maintenant* la punition la plus rigoureuse de tous ceux qui favorisaient la désertion des soldats de l'armée ou des jeunes gens soumis à la conscription, pour aller rejoindre les drapeaux de Garibaldi, ou qui excitaient à cette désertion ; il interdisait la formation de quelque corps de volontaires que ce fût, attendu qu'elle aboutissait à soustraire des forces nécessaires à l'organisation des gardes mobiles.

On avait encore laissé partir l'expédition de Terra-Nova, mais on l'avait détournée de son but, et l'on avait cherché à la morceler, à la démoraliser de manière à ce qu'elle fût le moins utile possible à Garibaldi, — il est vrai sans résultat. Maintenant on procéda d'après la teneur de la circulaire du 13 août ; tous les transports de volontaires furent subitement empêchés, parfois même d'une manière brutale ; le licenciement de la brigade Nicotera, plus tard Spangaro, fut résolu : il est vrai aussi que l'on fut obligé d'y renoncer vis-à-vis du mécontentement général de la population ; néanmoins on lui ôta toute possibilité de tenter une entreprise dans les Etats-Romains, et lorsqu'on l'expédia en Sicile, on eut soin de le faire de manière à ce qu'elle ne pût rejoindre Garibaldi que le plus tard possible.

Nous avons dit que lorsque les premières espérances de Cavour s'étaient évanouies, et qu'il s'était convaincu qu'il n'arriverait pas à devancer Garibaldi à Naples, il s'était décidé à intervenir sans la révolution qu'il avait attendue.

Mais comment entamer cette épineuse affaire?

Cavour n'eut pas besoin de perdre du temps en réflexions. Il voulait attaquer le territoire des Etats de l'Eglise, et réellement cette résolution était tout à fait digne de l'habile homme d'Etat; il n'avait en effet à choisir qu'entre un débarquement immédiat à Naples, et le chemin au travers des possessions du pape. Or cette dernière route lui offrait de grands avantages, que nous pouvons indiquer en quelques mots.

Les obstacles apportés à l'expédition de Terra-Nova, et la façon dont on l'avait mise hors de sa voie, avaient excité un très-vif déplaisir dans l'Italie septentrionale et centrale. Si maintenant l'armée piémontaise elle-même envahissait les Etats-Romains, Cavour se réhabilitait aisément aux yeux de ces populations mécontentes en leur disant : « Voyez vous-mêmes si je pense et si j'agis en bon Italien! Moi aussi je reconnais que les Romains sont nos frères; moi aussi je désire leur délivrance du joug de la théocratie; moi aussi je veux travailler à cette délivrance. Seulement, ce que je n'ai pas voulu, c'est que cette œuvre fût entreprise par un faible corps de volontaires dont le succès aurait été incertain et même fort douteux : je fais, au lieu de cela, marcher une forte armée régulière dont le triomphe est assuré d'avance. Je ne voulais pas que des révolutionnaires irréfléchis allassent courir sottement les aventures dans le territoire pontifical, et jeter peut-être l'Italie dans des complications irrémédiables avec son plus solide appui. J'envoie une armée qui représente ma politique, la politique d'un homme qui voit dans l'empereur Napoléon son plus fidèle allié, et duquel on ne saurait supposer qu'il attire à l'Italie l'inimitié de l'empereur des Français. »

Secondement, la campagne des Piémontais dans les États du pape, avec les moyens qu'y consacrait Cavour, et 45,000 hommes en présence des ressources dont disposait Lamoricière et des 8000 hommes à peine qu'il pouvait mettre en ligne, promettait d'être tout à fait brillante. La petite armée de Lamoricière devait être anéantie. Il y avait lieu à prévoir là toute une série de glorieux bulletins, dont au moins la préparation ne coûterait pas des frais d'imagination trop considérables. Avec ces bulletins, on pouvait mettre à l'arrière-plan toute l'action de Garibaldi. Cavour avait une grande influence sur toute la presse européenne; s'il l'inon-

dait de ses rapports et de ses bulletins de victoire, tout en lui faisant répandre des faussetés sur l'armée italienne du Sud, ou tout au moins en la faisant taire sur ses faits et gestes, il atténuait ainsi l'intérêt qui se portait sur Garibaldi, il l'empêchait de continuer à prendre pied dans l'opinion publique, dans le sens où il l'avait fait jusque-là ; il attirait cet intérêt sur lui-même, ou, si sa modestie s'y opposait, sur le roi Victor-Emmanuel. C'était dorénavant sur le gouvernement de Farini, et non plus sur Garibaldi, que devaient reposer les espérances de l'Italie et du monde presque entier qui sympathisait avec la cause de l'Italie. Si Cavour ne souhaitait pas au dictateur de l'Italie méridionale précisément une éclatante défaite, bien certainement il ne lui souhaitait pas de brillants succès, et peut-être de petites mésaventures lui eussent été fort agréables. C'est dans ce sens que fut dressée la presse. Celui qui connaît la véritable histoire de l'armée de Garibaldi sur le territoire napolitain, pourra apprécier ce que nous venons de dire, en cherchant à s'en rendre compte d'après les nouvelles publiées par les journaux de l'année 1860. C'est là qu'on est informé de ces effroyables boucheries faites parmi les garibaldiens par la cavalerie napolitaine, de ces destructions de divisions tout entières, de ces dispersions complètes des corps d'armées, bref, de tous ces graves événements dont pas un de ceux qui ont vécu avec cette armée, et combattu avec elle, n'ont jamais ni vu trace, ni entendu un mot. De l'assassinat de deux guides de Garibaldi par des habitants d'une localité révolutionnaire, ces véridiques narrations font l'*empoisonnement d'une division* : ils transforment des pertes d'effectif de proportions tout ordinaires en massacres auxquels personne n'a survécu, d'une victoire manifeste, pour peu que sur un point durant le combat, ce qui arrive dans presque tout combat, il y ait eu quelque petit mouvement de recul, ils font une défaite, une déroute. Et il est aisé de comprendre l'effet que produisirent ces mensonges savamment et opiniâtrément répandus, en lisant des ouvrages récemment publiés, même des ouvrages évidemment écrits dans un sens bienveillant et dans un esprit sympathique pour l'armée du Sud. Il est facile aussi de comprendre quel résultat Cavour se proposait d'atteindre par cette tactique. — Si Garibaldi venait à se trouver réellement dans une mauvaise position, et que Cavour fît à la fin entrer les Piémontais

dans le royaume de Naples, il pourrait, tout en se justifiant aux yeux des gouvernements européens par la nécessité de mettre un terme à l'anarchie, dire aux Italiens : « Voyez, j'ai sauvé Garibaldi ! » Mais on voit aussi que pour cela il n'était pas nécessaire que celui-ci eût besoin d'être sauvé ; il suffisait d'avoir fait croire à l'Italie et à toute l'Europe que Garibaldi était dans une fâcheuse situation. Les *faussetés* de la presse pouvaient complétement tenir lieu de *faits*. — Nous comprenons du reste sans peine que ces mensonges pussent être volontiers acceptés et pris pour des vérités. Aux yeux d'un soldat, d'un politique raisonnable, les succès de Garibaldi ne seront jamais une preuve qu'un Etat puisse se passer de toute organisation militaire, et que des corps de volontaires organisés sur le modèle de l'armée du Sud, puissent suffire aux nécessités de la guerre ; au contraire, plus il connaîtra exactement son mode de formation, plus il sera convaincu qu'une organisation permanente et habilement préparée est la seule base admissible pour la création d'armées destinées à faire la guerre, et que l'armée du Sud elle-même eût été en état d'accomplir de bien autres choses qu'elle n'en a faites si, tout en demeurant corps de volontaires, elle eût reposé sur une base semblable. Ce que l'on peut avec justesse déduire des succès de l'armée de Garibaldi, c'est que de grandes *armées permanentes* sont une superfluité pour un État, qu'un État modéré peut trouver une organisation militaire parfaitement suffisante dans une institution permanente et régulière *de milices*. Mais il est clair que tous ceux qui croient à la nécessité des armées permanentes fournies par la conscription, comme à une espèce de dogme, ou par intérêt personnel et matériel, devaient être enclins à accepter comme vrai ce qu'on leur disait, lorsqu'on leur racontait que l'armée du Sud ne pouvait rien faire, que l'armée régulière piémontaise avait dû arriver à son aide pour la tirer d'embarras. Toutes les *autorités* militaires prirent cela comme parole d'Évangile, sans s'informer de ce qu'il en était au fond, parce que cela s'accordait parfaitement avec leurs idées préconçues ; elles songèrent bien moins encore à faire une différence entre ces corps de volontaires et une armée de milices organisées, mais s'empressèrent de répandre des jugements et des nouvelles qui venaient augmenter la liste de leurs argu-

ments en faveur des armées permanentes: et le sot et crédule public se hâta de son côté de jurer par les *autorités*.

Cavour, en n'allant pas directement à Naples, et en passant par les États de l'Église, gagnait en outre du temps; il pouvait ainsi laisser les événements marcher à Naples, et y saisir des moments favorables, des points d'appui. Pendant cet intervalle les mensonges qui étaient répandus systématiquement dans la presse au sujet de l'armée du Sud, prenaient racine; peut-être aussi durant l'expédition au travers des Marches et de l'Ombrie, le roi François II se déterminerait à abandonner son royaume, voyant perdue toute espérance de pouvoir opérer la jonction de son armée avec celle de Lamoricière. Ce qui prouve mieux que toute autre chose combien Cavour désirait cette solution-là, ce sont ces nouvelles que nous voyons à cette époque sans cesse répétées par les feuilles écrites sous son inspiration, et d'après lesquelles la fuite de François II se trouvait à peu près chaque matin réalisée ou à la veille de l'être. Dans ce moment, en effet, le premier ministre sarde éprouvait quelques scrupules à entrer les armes à la main sur le territoire d'un prince dont l'ambassadeur se trouvait toujours à Turin, aussi longtemps que ce prince avait encore le pied dans ses États. — Dans le cas où cette fuite si désirée ne se réaliserait pas, on gagnait du temps pour d'autres choses: si des députations, par exemple, arrivaient de Naples, réclamant constamment de Victor-Emmanuel l'annexion *immédiate*, que pouvait faire le pauvre roi? Tout son passé lui imposait l'obligation de tenir compte de leurs supplications; il fallait, il est vrai, d'abord trouver ces députations et travailler le terrain pour elles; mais il ne faudrait pas croire que Cavour rencontra beaucoup de difficultés, le contraire résulte déjà de ce que nous avons eu l'occasion de dire jusqu'ici. Nous avons indiqué qu'il se trouvait dans l'Italie méridionale un parti nombreux qui n'était nullement en état de s'élever à la hauteur des conceptions de Garibaldi. Garibaldi était fort incommode à ces gens-là lorsqu'il leur disait: « Nous devons organiser dans le Sud une armée de 150,000 hommes; nous délivrerons les États du pape, et nous opérerons ensuite notre jonction avec l'armée du Nord; une fois tous réunis, nous serons assez forts pour fonder cette Italie une que nous voulons, que les souverains de l'Europe soient d'accord ou non avec nous, et même

contre leur volonté. » Cavour se présentait tout autrement, il leur disait : « Je vous apporte une armée forte et complète ; vous, Italiens du Sud, vous n'aurez pour le moment pas autre chose à faire qu'à demander l'*annexion*. Je me charge de tout le reste ; dormez seulement des deux oreilles sous ma protection et sous celle de notre puissant et fidèle allié de Paris. » Ce langage ne pouvait qu'accroître dans l'Italie du Sud le parti de l'annexion immédiate, et il ne fut pas difficile, dans le cours de quelques semaines, de se procurer un certain nombre de députations, soit de la Sicile, soit du continent napolitain, pour venir la demander à Turin.

Cavour préférait en outre n'avoir pas à faire passer directement l'armée piémontaise à Naples, parce que cette opération aurait pu très-facilement conduire à un conflit public entre cette armée et celle de Garibaldi. Or il est parfaitement évident que Cavour ne pouvait désirer un semblable conflit, qui eût eu pour conséquence l'explosion de la guerre civile et l'affaiblissement de l'Italie. Il est également évident que Garibaldi devait chercher à l'éviter, quoiqu'on lui ait attribué à lui-même, ou bien à ses conseillers mazziniens, l'intention de recevoir les troupes piémontaises à coups de fusil. Néanmoins, quoi qu'il en fût des *intentions* de Cavour et de Garibaldi, il était difficile de voir comment, dans la position où se trouvait alors l'armée du Sud, sa situation vis-à-vis de l'armée piémontaise pourrait se régler sans dangereux frottements, si cette dernière débarquait directement de Gênes à Naples. Ces frottements, qui pouvaient avoir des conséquences incalculables, devaient naturellement être bien plus faciles à mettre de côté, si l'armée piémontaise *rencontrait*, arrivant du Nord, l'armée de Garibaldi arrivant du Sud, chacune d'elles venant de faire une heureuse campagne.

Ainsi donc, de quelque manière que l'on envisageât les choses, une invasion dans les États de l'Église était à tout égard préférable à un débarquement de Gênes à Naples.

Mais comment cette invasion serait-elle prise par les puissances étrangères ? Les deux seules puissances dont l'intervention pût inspirer quelque inquiétude, étaient la France et l'Autriche. — Avec l'Autriche, le cabinet piémontais ne pouvait absolument espérer aucune entente diplomatique relativement à ses projets ;

il était parfaitement assuré que jamais le cabinet de Vienne n'approuverait un pareil procédé vis-à-vis du pape, et même on pouvait regarder comme possible l'intervention de l'Autriche dans le cas de l'entrée des troupes piémontaises dans les États de l'Église; mais si cela était possible, cela n'était pas très-vraisemblable, le gouvernement autrichien ayant déjà beaucoup à faire avec le mouvement hongrois qui tendait à se propager dans d'autres parties de l'empire, et devant redouter en même temps que Napoléon III, quel que fût le jeu extérieur qu'il jouât vis-à-vis de lui en ce moment, ne prétextât cette intervention pour rentrer en lice contre l'Autriche et mettre à profit sa fâcheuse situation actuelle. Cependant, afin de pouvoir résister au moins pendant quelque temps à une tentative d'intervention de l'Autriche, dans le cas peu probable où elle aurait lieu, le gouvernement piémontais concentra sans bruit un corps d'armée sur le Mincio.

Le cabinet de Turin, vis-à-vis de la France, se trouvait sur un autre pied qu'en face de l'Autriche : il pouvait s'entendre diplomatiquement avec lui, et comme, d'autre part, aucun motif sérieux n'eût mis un obstacle à une intervention de la France, cette entente préalable était en même temps nécessaire.

Cavour donc, lorsque Napoléon III vint, à la fin d'août, visiter ces provinces de Savoie qu'il avait réunies récemment à son empire, envoya auprès de lui, à Chambéry, Farini et Cialdini, sous prétexte de complimenter son puissant allié et voisin, mais, en réalité, pour l'informer des intentions du cabinet de Turin, sonder son opinion à ce sujet, et obtenir enfin son approbation. Les délégués de Cavour représentèrent à l'empereur que le gouvernement de Victor-Emmanuel était obligé à prendre de nouveau en main sérieusement et vigoureusement les affaires de l'Italie, s'il ne voulait pas l'abandonner à une anarchie complète, et jeter l'Europe en même temps que ce pays dans le plus profond désarroi. L'empereur trouva qu'il valait mieux, en définitive, avoir Victor-Emmanuel comme champion de l'Italie et défenseur de ses droits et de ses aspirations, que Garibaldi, ses adhérents et tout ce que d'habitude on enveloppe sous la désignation de « parti de Mazzini; » mais il exigea expressément qu'on laissât le pape tranquille.

Cette réserve pouvait être comprise de manières fort différentes:

le gouvernement piémontais l'interpréta, — à tort ou à droit, nous ne savons, et nous ne prétendons pas chercher à le décider ici, — dans ce sens que ses troupes avaient libre carrière sur tout le territoire pontifical, à l'exception des parties occupées par les troupes françaises.

Lorsque Farini fut de retour de Chambéry à Turin, le 29 août, commença aussitôt la concentration des quatre divisions et demie de l'armée piémontaise, en partie en Toscane, en partie en Romagne, sur les frontières des Etats du pape.

Maintenant, il ne manquait plus qu'une cause ou, au moins, un prétexte pour déclarer la guerre. Ce prétexte ne fut pas difficile à trouver. On feignit d'envisager comme une intervention étrangère dans les affaires de l'Italie l'enrôlement de troupes étrangères de la part du pape, enrôlement qui était principalement encouragé par l'Autriche, et l'on résolut de réclamer du saint-père la dissolution et le licenciement de ses troupes étrangères, en le menaçant d'opérer aussitôt l'entrée de l'armée piémontaise sur son territoire, si, comme cela était facile de prévoir, il refusait de se soumettre à cette exigence.

Pour rendre plus plausible encore cet acte dirigé contre les soldats étrangers du pape, et non, disait-on, contre le pape lui-même, les journaux cavouriens répandirent en même temps dans la publicité un soi-disant ordre du jour de Lamoricière, dans lequel le général de Pie IX abandonnait à ses soldats, pour être pillée pendant vingt-quatre heures, toute ville dans laquelle se produirait un mouvement insurrectionnel. Or, il pouvait d'autant moins manquer de mouvements insurrectionnels que, en même temps qu'il forcerait la brigade Nicotera à se rendre en Sicile, le gouvernement piémontais lui-même s'était occupé de les organiser.

Des corps francs furent formés en Toscane sous les ordres du colonel Masi, et en Romagne sous le commandement d'autres chefs: ils devaient précéder l'armée piémontaise et provoquer les insurrections; aussitôt des députations romaines devaient accourir à Turin pour conjurer le roi Victor-Emmanuel de couvrir leurs villes de sa protection contre l'*anarchie*, et si le roi de Piémont se regardait comme moralement obligé et comme autorisé à combattre l'anarchie en Sicile et à Naples, pour quelle raison n'au-

rait-il pas estimé avoir les mêmes droits et les mêmes devoirs sur le territoire pontifical.

Della Minerva partit pour Civita-Vecchia, où il arriva le 10 septembre, porteur d'une dépêche de Cavour en date du 7, dans laquelle celui-ci demandait le désarmement et le licenciement des troupes papales étrangères, et annonçait, en cas de refus, l'entrée des Piémontais dans l'Ombrie et les Marches.

Or, della Minerva était ce même ambassadeur piémontais à Rome, à qui, le 8 octobre 1859, Pie IX avait fait remettre ses passeports après que les Romagnols avaient décrété l'abolition de la souveraineté temporelle du pape, et que Victor-Emmanuel leur avait promis de présenter et d'appuyer leurs vœux devant le congrès européen qui était alors en perspective. Il y avait donc incontestablement dans le fait seul de la mission de della Minerva, au milieu des circonstances présentes, une injure à l'adresse de Pie IX, et l'on pouvait d'avance se tenir pour assuré que cet ambassadeur ne rapporterait pas de Rome une réponse pacifique, que l'on était bien loin de désirer. Le légat de Civita-Vecchia ne permit pas à l'envoyé piémontais de se rendre à Rome, et le cabinet du pape se refusa à le recevoir; il dut donc envoyer son message à Rome par un courrier.

Le 11, le cardinal Antonelli répondit à la réclamation de Cavour: il protesta contre la manière dont le gouvernement piémontais prétendait contester au pape le droit d'avoir à sa solde des troupes étrangères, droit dont faisaient usage presque tous les autres souverains de l'Europe; qui n'avait jamais été discuté vis-à-vis d'eux, et qui pouvait être d'autant moins contesté au saint-père qu'il était le pasteur spirituel non-seulement de l'Italie, mais de l'univers catholique tout entier. Antonelli repoussa en outre les griefs articulés par le cabinet de Turin contre la conduite de ces troupes comme des calomnies, refusa de souscrire à leur licenciement, et protesta contre les actes dont le Piémont menaçait la cour de Rome, comme étant contraire au droit des gens.

Le jour même où Antonelli transmit cette réponse à della Minerva, réponse que du reste on ne s'était jamais regardé comme obligé d'attendre, les troupes piémontaises entrèrent sur le territoire pontifical, et le 12 septembre parut un mémorandum du

cabinet de Turin destiné à justifier sa décision aux yeux des puissances européennes. Ce mémorandum était ainsi conçu :

« La paix de Villafranca, en assurant aux Italiens le droit de disposer de leur sort, a mis les populations de plusieurs provinces du nord et du centre de la Péninsule à même de substituer à des gouvernements soumis à l'influence étrangère le gouvernement national du roi Victor-Emmanuel.

« Cette grande transformation s'est opérée avec un ordre admirable et sans qu'aucun des principes sur lesquels repose l'ordre social ait été ébranlé. Les événements qui se sont accomplis dans l'Emilie et dans la Toscane ont prouvé à l'Europe que les Italiens, loin d'être travaillés par des passions anarchiques, ne demandaient qu'à être régis par des institutions libres et nationales.

« Si cette transformation eût pu s'étendre à toute la Péninsule, la question italienne serait à cette heure pleinement résolue. Loin d'être pour l'Europe une cause d'appréhension et de dangers, l'Italie serait désormais un élément de paix et de conservation. Malheureusement la paix de Villafranca n'a pu embrasser qu'une partie de l'Italie. Elle a laissé la Vénétie sous la domination de l'Autriche et elle n'a produit aucun changement dans l'Italie méridionale et dans les provinces restées sous la domination temporelle du saint-siége.

« Nous n'avons pas l'intention de traiter ici la question de la Vénétie. Il nous suffira de rappeler que tant que cette question ne sera pas résolue, l'Europe ne pourra pas jouir d'une paix solide et sincère ; il restera toujours en Italie une cause puissante de troubles et de révolution qui, en dépit des efforts des gouvernements, menacera incessamment de faire éclater au centre du continent l'insurrection et la guerre. Mais cette solution, il faut savoir l'attendre du temps. Quelle que soit la sympathie qu'inspire à bon droit le sort chaque jour plus malheureux des Vénitiens, l'Europe est si préoccupée des conséquences incalculables d'une guerre, elle a un si vif désir, un besoin si irrésistible de la paix, qu'il serait peu sage de ne pas respecter sa volonté. Il n'en est pas de même pour les questions relatives au centre et au midi de la Péninsule.

« Attaché à un système traditionnel de politique, qui n'a pas été moins fatal à sa famille qu'à son peuple, le jeune roi de Naples

s'est mis, dès son avénement au trône, en opposition flagrante avec les sentiments nationaux des Italiens, aussi bien qu'avec les principes qui gouvernent les pays civilisés. Sourd aux conseils de la France et de l'Angleterre, refusant même de suivre les avis qui lui venaient d'un gouvernement dont il ne pouvait mettre en doute ni l'amitié constante et sincère, ni l'attachement au principe de l'autorité, il a repoussé pendant une année tous les efforts du roi de Sardaigne pour l'amener à un système de politique plus conforme aux sentiments qui dominent le peuple italien

« Ce que la justice et la raison n'ont pu obtenir, une révolution vient de l'accomplir. Révolution prodigieuse, qui a rempli l'Europe d'étonnement par la manière presque providentielle dont elle s'est opérée, et l'a saisie d'admiration pour le guerrier illustre dont les glorieux exploits rappellent ce que la poésie et l'histoire racontent de plus surprenant.

« La transformation qui s'est faite dans le royaume de Naples, pour s'être opérée par des moyens moins pacifiques et réguliers que celle de l'Italie centrale, n'en est pas moins légitime : ses conséquences n'en sont pas moins favorables aux véritables intérêts de l'ordre et à la consolidation de l'équilibre européen.

« Une fois que la Sicile et Naples feront partie intégrante de la grande famille italienne, les ennemis des trônes n'auront plus aucun puissant argument à faire valoir contre les principes monarchiques ; les passions révolutionnaires ne trouveront plus un théâtre où les entreprises les plus insensées avaient des chances de réussir, ou du moins d'exciter la sympathie de tous les hommes généreux.

« On serait donc autorisé à penser que l'Italie peut rentrer enfin dans une phase pacifique de nature à dissiper les préoccupations européennes, si les deux grandes régions du nord et du midi de la Péninsule n'étaient séparées par des provinces qui se trouvent dans un état déplorable.

« Le gouvernement romain s'étant refusé à s'associer en quoi que ce soit au grand mouvement national, ayant au contraire continué à le combattre avec le plus regrettable acharnement, s'est mis depuis longtemps en lutte formelle avec les populations qui n'ont pas réussi à se soustraire à sa domination.

« Pour les contenir, pour les empêcher de manifester les senti-

ments nationaux dont elles sont animées, il a fait usage du pouvoir spirituel que la Providence lui a confié dans un but bien autrement grand que celui assigné au gouvernement politique. En présentant aux populations catholiques la situation de l'Italie sous des couleurs sombres et fausses, en faisant un appel passionné au sentiment, ou pour mieux dire au fanatisme, qui exerce encore tant d'empire dans certaines classes peu éclairées de la société, il est parvenu à réunir de l'argent et des hommes de tous les coins de l'Europe, et à former une armée composée presque exclusivement d'individus étrangers non-seulement aux Etats-Romains, mais à toute l'Italie.

« Il était réservé aux Etats-Romains de présenter dans notre siècle l'étrange et douloureux spectacle d'un gouvernement réduit à maintenir son autorité sur ses sujets au moyen de mercenaires étrangers, aveuglés par le fanatisme ou animés par l'appât de promesses qui ne sauraient être réalisées qu'en jetant dans la détresse des populations tout entières.

« De tels faits provoquent au plus haut degré l'indignation des Italiens qui ont conquis la liberté et l'indépendance. Pleins de sympathies pour leurs frères de l'Ombrie et des Marches, ils manifestent de tous côtés le désir de concourir à faire cesser un état de choses qui est un outrage aux principes de justice et d'humanité, et qui froisse vivement le sentiment national.

« Bien qu'il partageât cette douloureuse émotion, le gouvernement du roi a cru devoir jusqu'à présent empêcher et prévenir toute tentative désordonnée pour délivrer les peuples de l'Ombrie et des Marches du joug qui les opprime. Mais il ne saurait se dissimuler que l'irritation croissante des populations ne pourrait être contenue plus longtemps sans avoir recours à la force et à des mesures violentes. D'ailleurs, la révolution ayant triomphé à Naples, pourrait-on l'arrêter à la frontière des Etats-Romains, où l'appellent des abus non moins graves que ceux qui ont entraîné irrésistiblement en Sicile les volontaires de la haute Italie ?

« Aux cris des insurgés des Marches et de l'Ombrie, l'Italie entière s'est émue. Aucune force ne saurait empêcher que du midi et du nord de la Péninsule des milliers d'Italiens accourent à l'aide de leurs frères, menacés de désastres semblables à ceux de Pérouse.

« S'il demeurait impassible au milieu de cet entraînement universel, le gouvernement du roi se mettrait en opposition directe avec la nation. L'effervescence généreuse que les événements de Naples et de la Sicile ont produite dans les multitudes dégénérerait aussitôt en anarchie et en désordre.

« Il serait alors possible et même probable que le mouvement régulier qui s'est opéré jusqu'ici prît tout à coup les caractères de la violence et de la passion. Quelle que soit la puissance des idées d'ordre sur les Italiens, il est des provocations auxquelles les peuples les plus civilisés ne sauraient résister. Certes ils seraient plus à plaindre qu'à blâmer si, pour la première fois, ils se laissaient entraîner à des réactions violentes qui amèneraient les plus funestes conséquences. L'histoire nous apprend que des peuples qui sont aujourd'hui à la tête de la civilisation ont commis, sous l'empire de causes moins graves, les plus déplorables excès.

« S'il exposait la Péninsule à de pareils dangers, le gouvernement du roi serait coupable envers l'Italie ; il ne le serait pas moins vis-à-vis de l'Europe.

« Il manquerait à ses devoirs envers les Italiens, qui ont toujours écouté les conseils de modération qu'il leur a donnés et qui lui ont confié la haute mission de diriger le mouvement national.

« Il manquerait à ses devoirs vis-à-vis de l'Europe, car il a contracté envers elle l'engagement moral de ne pas laisser le mouvement italien se perdre dans l'anarchie et le désordre.

« C'est pour remplir ce double devoir que le gouvernement du roi, dès que les populations insurgées de l'Ombrie et des Marches lui ont envoyé des députations pour invoquer sa protection, s'est empressé de la leur accorder. En même temps il a expédié à Rome un agent diplomatique pour demander au gouvernement pontifical l'éloignement des légions étrangères, dont il ne pourrait se servir pour comprimer les manifestations des provinces qui touchent à nos frontières sans nous forcer à intervenir en leur faveur.

« Sur le refus de la cour de Rome d'obtempérer à cette demande, le roi a donné l'ordre à ses troupes d'entrer dans l'Ombrie et dans les Marches, avec la mission d'y rétablir l'ordre et de laisser libre champ aux populations de manifester leurs sentiments.

« Les troupes royales doivent respecter scrupuleusement Rome et le territoire qui l'entoure. Elles concourraient, si jamais il en

était besoin, à préserver la résidence du saint-père de toute attaque et de toute menace ; car le gouvernement du roi saura concilier toujours les grands intérêts de l'Italie avec le respect dû au chef auguste de la religion à laquelle le pays est sincèrement attaché.

« En agissant ainsi, il a la conviction de ne pas froisser les sentiments des catholiques éclairés, qui ne confondent pas le pouvoir temporel, dont la cour de Rome a été investie pendant une période de son histoire, avec le pouvoir spirituel, qui est la base éternelle et inébranlable de son autorité religieuse.

« Mais nos espérances vont plus loin encore. Nous avons la confiance que le spectacle de l'unanimité des sentiments patriotiques qui éclatent aujourd'hui dans toute l'Italie rappellera au souverain-pontife qu'il a été, il y a quelques années, le sublime inspirateur de ce grand mouvement national. Le voile que des conseillers animés par des intérêts mondains avaient mis sur ses yeux tombera, et alors, reconnaissant que la régénération de l'Italie est dans les desseins de la Providence, il redeviendra le père des Italiens, comme il n'a jamais cessé d'être le père auguste et vénérable de tous les fidèles.

« Turin, ce 12 septembre 1860.

« Signé, DE CAVOUR. »

Le document que nous venons de reproduire n'a pas besoin de commentaires; les motifs véritables de l'invasion des Piémontais dans les Etats de l'Eglise en ressortent avec une netteté suffisante.

Avant de raconter la campagne de quatorze jours opérée par l'armée piémontaise contre Lamoricière, nous voulons encore jeter un coup d'œil sur la configuration générale du théâtre de la guerre dans l'Ombrie et dans les Marches.

---

12. Le théâtre de la guerre dans l'Ombrie et dans les Marches.

La partie des Etats de l'Eglise qui, après la séparation de la Romagne, était restée sous l'autorité du pape, se composait des quatre provinces suivantes :

1° Le *patrimoine de St.-Pierre*, avec le district de la ville de Rome (Comarca), et les légations de Civita-Vecchia, de Viterbe et d'Orvieto.

2° La *Campagna* et la *Maritima*, avec les légations de Velletri, Frosinone et Bénévent.

3° L'*Ombrie*, avec les légations de Pérouse, Spolète et Rieti.

4° Les *Marches*, avec les légations d'Urbin-Pesaro, d'Ancône, de Macerata, de Camerano, de Fermo et d'Ascoli.

Il fallut supposer d'avance que le patrimoine de St.-Pierre était protégé par les troupes françaises contre toute attaque, bien que celles-ci n'occupassent pas ce territoire tout entier, et par ce fait seul, la Campagna et la Maritima, situées au sud du patrimoine, se trouvaient également hors de l'atteinte des Piémontais du côté de terre. Restaient donc l'Ombrie et les Marches pour former le théâtre de la guerre proprement dit. Ces deux provinces sont séparées l'une de l'autre par la chaîne des Apennins romains, d'une hauteur moyenne de 5000 pieds, qui traverse les Etats de l'Eglise dans la direction du nord au sud, plus rapprochée de la mer Adriatique que de la mer Tyrrhénienne, et qui pousse ses ramifications montueuses jusqu'au ras de la première, et par places jusqu'à la seconde. Les courants d'eau qui arrosent ce terrain sont insignifiants, et ne peuvent apporter aux opérations militaires que des obstacles aussi peu sérieux que la plupart des rivières de la Sicile et du royaume de Naples. Le Tibre, qui forme en général la limite occidentale du théâtre de la guerre, ne s'offre à notre attention qu'en ce que la route principale de Toscane dans l'Ombrie suit le thalweg supérieur de ce fleuve.

Les principaux torrents des Marches, le Foglia, le Metauro, le Cesano, l'Asino, le Musone, le Potenza, le Chienti, coulent tous du sud-ouest au nord-est pour se jeter dans la mer Adriatique, traversant ainsi à angle droit la ligne d'opération des colonnes piémontaises qui devaient entrer dans les Marches par la Romagne. Aucun de ces courants d'eau n'offre un obstacle sur lequel puisse se baser une résistance sérieuse ; tout au plus peuvent-ils, par les versants qui forment les bords de leur thalweg, présenter quelques avantages tactiques à la défense. Ces torrents sont importants en revanche en ce que les vallées dans lesquelles ils coulent fournissent au travers des Apennins des communications

entre les Marches et l'Ombrie, perpendiculaires à la direction des grandes routes qui traversent ces deux provinces.

De ces grandes routes, deux doivent fixer notre attention : l'une traverse les Marches le long de la mer, de Rimini à Guilianova, sur le territoire napolitain par Pesaro, Sinigaglia, *Ancône*, Loreto, Porto Recanati et Grottamare ; l'autre traverse l'Ombrie ; elle part de Borgo S.-Sepolcro, en Toscane, dans la vallée du Tibre, pour se diriger sur Pérouse par Città di Castello. A Pérouse, elle se divise en deux embranchements : l'un reste dans la vallée du Tibre jusqu'à Todi, et de là conduit à Terni par les hauteurs du Tor Maggiore ; l'autre aboutit également à Terni, mais par Foligno et Spolète. De Terni partent deux routes : l'une sur Rome, l'autre par Rieti sur Aquila dans le royaume de Naples.

Voici maintenant les principales voies de communications qui relient ces deux routes entre elles :

1° De Borgo S.-Sepolcro à Urbin dans la vallée du Metauro, et de là, d'un côté, à Pesaro, dans la vallée de Foglia ; de l'autre côté, à Fano, par Fossombrone. — 2° De Città di Castella ou de Pérouse à Gubbio, et de là, d'un côté, dans la vallée de Metauro ; de l'autre, par Fossato et Fabriano, dans les vallées de l'Esino et de la Potenza. — 3° De Foligno à Tolentino, dans la vallée du Chienti par Colfiorito, et à Ancône, par Macerata et Osimo.

En fait de villes de quelque importance, il se trouve dans les Marches la forteresse et le port d'Ancône, dont nous parlerons plus en détail à l'occasion du siége qu'elle a eu à soutenir ; Osimo avec 8000 habitants ; Sinigaglia, 8000 h. ; Macerata, 15,000 h. ; Loretto, 8000 h. ; Pesaro, avec un vieux château fort, 16,000 h. ; Urbino, située sur une hauteur comme la plupart des villes que nous venons de mentionner, 11,500 h. ; Fano, avec un petit port, 15,000 h. ; enfin, Fossombrone, 5000 h.

Dans l'Ombrie se trouve Pérouse, avec 19,000 h. dans la ville proprement dite, mais entourée de faubourgs plus étendus et populeux, possédant une citadelle et une université ; Foligno, 10,500 h. ; Gubbio, 4000 h. et Spolète, 10,000 h.

---

13. Commencement des hostilités de l'armée piémontaise contre Lamoricière.

Depuis que toute l'expédition de Terra-Nova, y compris la brigade Nicotera, avait été, à la fin du mois d'août, dirigée sur la Sicile par le gouvernement piémontais, en accord apparent avec Garibaldi, Lamoricière ne pensait plus le moins du monde que les Etats de l'Eglise fussent menacés du côté du nord. Il dirigea au contraire son attention du côté du sud, soit en vue, dans certaines éventualités, d'opérer une jonction de son armée avec celle de François II sur le territoire napolitain, soit pour repousser une attaque de Garibaldi, dans le cas où celui-ci en finirait avec une promptitude inattendue avec le roi de Naples, comme dans le cas où, laissant de côté les Napolitains avant de les avoir entièrement vaincus, il se jetterait sur la frontière romaine. Lamoricière se trouva confirmé dans ses vues à cet égard par les communications qui lui furent transmises par le ministre de la guerre, le cardinal de Mérode; en effet, d'après ces communications l'ambassadeur de France à Rome devait avoir assuré que non-seulement le Piémont n'attaquerait pas le territoire pontifical, mais encore que la formation de corps volontaires à proximité des frontières de ce territoire ne serait pas tolérée.

Lorsque Lamoricière reçut ces communications, au commencement du mois de septembre, le cabinet de Turin avait déjà arrêté l'invasion des Etats de l'Eglise, et les assurances données par le Piémont ne peuvent se concilier avec les faits que par la supposition que, dès ce moment, Cavour ne regardait déjà plus l'Ombrie et les Marches comme faisant partie des Etats du pape.

Lamoricière avait constamment cherché à renforcer son armée, sans y avoir réussi, les circonstances au milieu desquelles il était entré au service du saint-père, et sur lesquelles nous nous sommes déjà précédemment expliqués, ne s'étant nullement modifiées, mais ayant au contraire tendu plutôt à se développer. Les forces dont le général de Pie IX pouvait disposer au commencement de septembre pour une campagne, avaient été réparties par lui en quatre brigades.

La première brigade, sous les ordres du général Schmid, se composait du 2e de ligne, du 2e étranger, d'une compagnie de gendarmes à pied mobilisés, de 30 gendarmes à cheval, et d'une batterie de campagne, soit 4 bataillons et $^1/_6$, 30 chevaux et 6 pièces de canon.

La seconde brigade, sous les ordres du général de Pimodan, se composait du 1er et du 2e bataillon de chasseurs, du 3e de carabiniers, d'un autre bataillon de *carabinieri*, et d'un demi-bataillon de tirailleurs franco-belges, plus deux escadrons de dragons, un escadron de chevau-légers, et une batterie, soit 4 $^1/_2$ bataillons, 3 escadrons (un peu plus de 200 chevaux) et 6 pièces de canon.

La troisième brigade, général de Courten, comprenait le 1er et le 2e bataillon de carabiniers, le 1er régiment de ligne, un escadron de gendarmes et deux batteries, soit 4 bataillons, 60 chevaux et 12 canons.

Enfin la quatrième brigade, ou réserve, commandée par le colonel Cropt, comptait deux bataillons (1er régiment étranger), 60 chevaux de volontaires montés (appartenant en grande partie à des familles aristocratiques de la France légitimiste), et une batterie de 6 pièces.

Toute cette petite armée n'atteignait donc qu'un effectif de quinze bataillons, cinq escadrons et demi, et trente canons. Les bataillons comptaient à peine 600 hommes susceptibles d'être réellement mobilisés. — L'armée de Lamoricière s'élevait donc tout au plus, l'un dans l'autre, à 9000 hommes.

La garnison d'Ancône se composait du 4e bataillon de carabiniers et du 5e en voie de formation, et n'offrant encore que la moitié de son effectif, de la moitié du bataillon irlandais de St.-Patrick, de deux compagnies du 2e régiment étranger, d'une compagnie de gendarmerie mobilisée, et de l'artillerie assez nombreuse destinée au service de la place.

Pour fournir quelques autres garnisons sur des points importants, et pour surveiller les prisonniers, on avait pris à chacun des 10 bataillons de campagne qui avaient un effectif de 8 compagnies, deux de ces compagnies, ce qui avait fourni un chiffre de 20 compagnies détachées. Il s'en trouvait 3 à Rome ; 3 autres étaient employées à la garde de différentes prisons ; une compa-

gnie était à Orvieto, quatre à Viterbe, quatre à Spolète, quelques-unes à Pesaro et à Pérouse ; en outre, la seconde moitié du bataillon de St.-Patrick était partagée entre Spolète et Pérouse; la garnison de cette dernière ville s'élevait en tout à 500 hommes ; celle de Pesaro à 600 hommes.

Dans la contrée d'Ascoli, dont la population était bien disposée, on travaillait à la formation d'un corps franc sous le commandement du capitaine de Chevigné.

Cinq bataillons seulement sur toute l'armée étaient pourvus de fusils rayés de trois systèmes différents; le reste des troupes avaient le fusil à canon lisse et à baïonnette.

En ce qui concerne l'artillerie, le chiffre de trente canons était tout à fait illusoire, parce que l'on manquait d'attelages pour que les bouches à feu pussent être attelées de manière à être en état de manœuvrer; il fallait faire traîner les caissons de munitions et les équipages du train par des chevaux de réquisition ou même par des bœufs, de sorte qu'ils ne pouvaient suivre les pièces ; pour porter remède à cet inconvénient, il fallait réduire l'artillerie à un chiffre de canons de moitié au-dessous de celui que nous avons indiqué. A la fin de juillet, toute l'artillerie de campagne n'avait pas d'ailleurs mille coups à tirer, et cela s'était peu modifié pendant le mois d'août : la troupe était bien disciplinée, mais la manière dont elle était exercée laissait beaucoup à désirer.

Quant à l'esprit qui dominait dans l'armée, il variait beaucoup suivant les corps : il ne fallait pas s'attendre, par exemple, à voir les régiments de ligne et les bataillons de chasseurs composés de Romains se battre très-vigoureusement pour le pape ; on devait au contraire se tenir pour très-satisfait si, à l'apparition de l'ennemi, ils ne se hâtaient pas de faire cause commune avec lui. Dans les régiments étrangers, composés pour la plus grande partie d'Allemands du Sud et de Suisses, la désertion régnait d'une manière effrayante. Cependant on croyait pouvoir admettre que ce qui restait sous les armes se battrait à peu près bien. Les meilleures troupes étaient les cinq bataillons de carabiniers recrutés surtout en Autriche, et commandés en général par des officiers autrichiens, et le bataillon, ou plutôt le demi-bataillon franco-belge. Ces soldats étaient bien disciplinés, et durant le mois d'août ils avaient déjà visiblement gagné en aptitude au service. On comp-

tait sur la cavalerie, mais sans trop de raison, comme les faits le montrèrent plus tard; on avait aussi une grande confiance dans le corps nombreux de la gendarmerie, mais il n'y en avait qu'une bien faible partie susceptible d'être mobilisée, en présence de la nécessité de surveiller et d'occuper toutes les villes pour y empêcher des mouvements insurrectionnels, et cela d'autant plus que nous avons vu qu'il avait même fallu ajouter de la troupe de ligne à la gendarmerie dans ce but. D'ailleurs la révolte qui avait éclaté dans la principauté de Bénévent avait montré qu'il ne fallait pas se fier à la gendarmerie d'une manière exagérée, puisque à Bénévent elle avait passé en masse du côté des insurgés.

Presque tout ce qui est nécessaire à une armée pour que le soldat se trouve soigné et entretenu en état de service faisait en outre défaut à ces troupes; entre autres elles manquaient à peu près complétement de train, d'ambulances, de voitures de guerre, de matériel pour le service des hôpitaux, etc.

Lamoricière avait, au commencement de septembre, réparti ses quatre brigades de la manière suivante : la brigade de Courten, à Macerata, sur l'aile droite (l'ordre de la bataille étant supposé faire front au nord), chargée en même temps, le cas échéant, de renforcer la garnison d'Ancône; la brigade Schmid à Foligno; la brigade de Pimodan à Terni; la brigade de réserve à Spolète où se trouvait aussi le quartier général de l'armée.

Sans aucun doute, Lamoricière avait prévu, dans le cas d'une attaque venant du nord, une concentration de toute son armée sur l'un des deux versants des Apennins, soit dans l'Ombrie, soit dans les Marches; il avait pris d'avance des dispositions à cet effet, et les avait même calculées de manière à ce que cette concentration s'opérât le plus avant possible du côté des frontières de la Romagne et de la Toscane. Ainsi il avait établi une ligne télégraphique de Gubbio à Fano d'un côté, et à Pérouse de l'autre, et il avait fait construire une bonne route de communication de Gubbio à Fratta dans la vallée du Tibre; à plusieurs reprises, il avait fait faire des exercices de marches afin d'étudier et d'essayer d'avance la concentration de ses forces sur tel ou tel point.

Mais les événements les plus récents et les dernières communications diplomatiques avaient eu pour résultat d'ôter au général de Pie IX toute inquiétude relativement à une attaque sérieuse du

côté du nord ; en même temps il avait naturellement cessé de diriger toute son attention sur la nécessité de tenir ses troupes réunies, et il fut aisé aux Piémontais d'attirer sa vigilance tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, et de l'amener ainsi à une dissémination de sa faible armée, qui devait rendre doublement fâcheuse pour lui cette faiblesse numérique.

Le général Fanti, nommé provisoirement par le roi Victor-Emmanuel au commandement en chef des troupes piémontaises qui étaient destinées à l'invasion des Etats de l'Eglise, concentra sur son aile gauche dès les premiers jours de septembre, pour entrer dans les Marches, le quatrième corps d'armée, commandé par le général Cialdini, et formé de trois divisions, et sur son aile droite, en Toscane près de Borgo S.-Sepolcro et d'Arezzo, une division et demie du 5e corps d'armée commandé par le général della Rocca. Comme une division piémontaise sur pied de guerre complet compte environ 12,000 hommes, cela élèverait le total des forces de Fanti à 54,000 hommes ; mais leur effectif réel n'était que de 45.000 hommes. Fanti, qui évaluait à 25,000 hommes les forces du général Lamoricière ou feignait de les estimer aussi haut, avoue que l'armée piémontaise placée sous ses ordres était plus forte d'un tiers que l'armée romaine ; cela donnerait donc un chiffre de 35,000 hommes mais l'inexactitude de cette évaluation est évidente.

Tandis que Fanti concentrait ses troupes, des troubles éclatèrent dans la partie sud-ouest du territoire pontifical, à Frosinone et à Ceprano ; il n'est pas difficile de deviner à l'instigation de qui. En même temps on répandait le bruit que des détachements garibaldiens menaçaient de passer du territoire napolitain sur celui des États de l'Eglise par Rieti. Or nos lecteurs savent que les premières troupes de Garibaldi arrivées à Naples n'y sont parvenues que le 9 septembre au matin. Mais quelque insignifiants que fussent les troubles de Frosinone, quelque inexactes que fussent les nouvelles d'une attaque prochaine de Garibaldi, ces bruits n'en remplirent pas moins complétement leur but, qui était de détourner l'attention de la cour de Rome et de Lamoricière de ce qui se passait réellement pendant ce temps dans la Romagne : un fort détachement de troupes fut même expédié à Frosinone.

Cependant il finit par arriver de la Toscane et de la Romagne

au quartier général de Lamoricière des nouvelles fort inquiétantes : les troupes piémontaises s'augmentaient à vue d'œil, et des corps francs se formaient sous leurs yeux. Lamoricière s'adressa au cardinal Antonelli et lui demanda que, par l'intermédiaire de l'ambassadeur français à Rome, des explications fussent réclamées auprès du gouvernement piémontais au sujet de ce qui se passait en Toscane et dans la Romagne ; la réponse fut que le Piémont ne songeait pas à attaquer le pape, et qu'il s'opposerait à la formation des corps francs.

Mais en même temps qu'arrivait cette réponse, elle fut accompagnée de la nouvelle que déjà, non pas il est vrai les troupes piémontaises, mais les volontaires qui s'étaient organisés au vu et su des Piémontais et sous leur protection, avaient franchi la frontière sur plusieurs points le 7 et le 8 septembre, et étaient entrés comme des précurseurs de Fanti dans les Etats pontificaux ; ils s'étaient emparés des villes d'Urbin et de Fossombrone dans les Marches, de Città della Pieve, dans l'Ombrie, et y avaient proclamé roi Victor-Emmanuel.

Cette manœuvre réussit également au delà de toute espérance. Lamoricière, en recevant le 9 au matin les rapports qui lui étaient adressés sur les événements de la nuit, abandonna pour le moment toute idée de concentration de son armée, et ordonna au général de Courten de marcher immédiatement sur Fossombrone et Urbin, mais en ayant soin de conserver libres ses communications avec Ancône ; en même temps le général Schmid reçut l'ordre de reprendre Città della Pieve ; c'était là l'introduction de la plus grande dislocation possible des troupes papales. Lamoricière ne disposait plus d'une manière assurée que des deux brigades de Pimodan et de Cropt.

Le général Schmid se mit aussitôt en route pour Pérouse, et de cette ville le 10 septembre au soir il marcha sur Città della Pieve avec 2 bataillons, 30 gendarmes à cheval et 2 canons. — Le 11, au point du jour, il était à Tavernelle, à onze milles de Pérouse et à huit milles de Città : là il apprit que la veille un détachement des corps francs de Masi était arrivé à Piegaro, y avait proclamé Victor-Emmanuel, et avait fait sauter les arches du pont jeté dans cet endroit sur un affluent du Nestore. Schmid fit marcher aussitôt en toute hâte son avant-garde sur cette localité et la suivit de

près avec le reste de la colonne; Piegaro, à son arrivée, était déjà évacué par les corps francs. Aussitôt après y avoir rétabli le pont et l'autorité du pape, Schmid reprit sa route sur Città della Pieve, où il entra à midi. Il n'y trouva plus Masi, et ne put recevoir aucune information précise sur la direction dans laquelle celui-ci s'était mis en marche : le plus vraisemblable était qu'il avait pris la route d'Orvieto. Pendant que Schmid envoyait des détachements en reconnaissance, attendait les ordres de Lamoricière et donnait à ses soldats un repos dont ils avaient le plus grand besoin, il reçut le 12 d'un côté la nouvelle qu'Orvieto était au pouvoir de Masi, de l'autre que les Piémontais étaient entrés dans l'Ombrie, avaient occupé Città di Castello, et menaçaient Pérouse. Il estima devoir avant tout renforcer ce dernier point, quitta immédiatement Città della Pieve, et rentra à Pérouse le 14 au point du jour.

Masi avait paru le 11 au matin devant Orvieto avec le gros de son monde. Orvieto est situé sur une hauteur isolée et possède une excellente enceinte de vieilles murailles, il est vrai quelque peu ébréchée par le temps : cette localité était occupée par 110 carabiniers et 28 gendarmes. Dans d'autres endroits on avait créé des gardes civiques pour appuyer les troupes papales, mais à Orvieto on n'avait pas eu recours à ce moyen, le légat connaissant bien les dispositions de la population et ne leur accordant pas, avec beaucoup de raison, une confiance exagérée. Néanmoins une troupe qui aurait su profiter du terrain et de la vieille enceinte aurait pu toujours tenir longtemps dans cette petite ville, contre un ennemi même en forces supérieures, mais dépourvu d'artillerie comme l'était Masi. Cependant, à peine Masi avait entamé une fusillade à peu près innocente, et à peine la garnison comptait un blessé dans ses rangs, que celle-ci cessa toute résistance; son commandant entra en pourparler pour capituler et accepta les conditions qui lui furent faites; il obtint de sortir librement de la place avec armes et bagages, et le même jour, le 11 septembre, il partit dans la direction de Montefiascone, tandis que Masi occupait Orvieto.

De Courten, conformément à l'ordre que lui avait donné Lamoricière, avait marché avec sa brigade de Macerata sur Fossombrone et Urbin; il avait envoyé en avant deux détachements com-

mandés l'un par le colonel Kanzler, l'autre par le lieutenant colonel Vogelsang, et composés chacun de 500 à 600 hommes, pour se mettre à la recherche et à la chasse des divers détachements des corps francs. Le 11 septembre, Courten lui-même ayant, pendant sa marche, appris l'entrée des Piémontais sur le territoire pontifical, se mit en retraite sur Ancône, où il arriva le 13; il avait envoyé avis à Kanzler et à Vogelsang d'opérer leur jonction et de revenir également à Ancône. Les deux détachements se réunirent en effet le 12 au soir à Mondavio, entre le Metauro et Cesano, et Kanzler prit le commandement de cette colonne, forte maintenant d'environ 1100 hommes avec deux canons, qu'il conduisit dans la direction de Sinigaglia.

Depuis ce moment l'action des corps francs disparut pour faire place à celle de l'armée piémontaise.

Le 10, le même jour auquel della Minerva était débarqué à Civita-Vecchia avec son ultimatum, le capitaine Farini parut au quartier général de Lamoricière pour lui remettre une lettre du général Fanti.

Fanti disait dans cette lettre que le roi Victor-Emmanuel, ne pouvant se dissimuler que tout mouvement national étouffé dans les États du pape par les troupes étrangères aurait le plus triste contre-coup pour conséquence, avait rassemblé un corps d'armée piémontais sur la frontière. Fanti ajoutait qu'il avait l'ordre d'annoncer au général Lamoricière que ce corps entrerait dans l'Ombrie et dans les Marches si les troupes pontificales venaient à comprimer une manifestation nationale dans l'une quelconque des villes de ces deux provinces, ou si ces mêmes troupes recevaient l'ordre de marcher contre une de ces villes pour un fait de ce genre, ou enfin si Lamoricière ne faisait pas retirer immédiatement les détachements de son armée des villes où ils auraient déjà comprimé des manifestations nationales.

Pendant que le capitaine Farini attendait au quartier général de Lamoricière, celui-ci répondit d'abord à Fanti, par le télégraphe, qu'il n'avait pas des pleins pouvoirs suffisants pour prendre une résolution relativement aux communications que lui adressait le général piémontais, qu'il ferait rapport au gouvernement romain, et répondrait ultérieurement aussitôt que la décision de ce dernier lui serait communiquée.

Dans la conversation particulière qu'il eut en outre avec Farini, le général témoigna la plus vive indignation de la sommation de Fanti ; il fit observer avec beaucoup de raison qu'il eût été plus convenable de la part des Piémontais de déclarer la guerre sans détours. Le soir du 10 septembre, Farini reçut une dépêche de Fanti qui lui ordonnait de quitter le quartier général de Lamoricière sans attendre d'autres explications.

Bientôt après Lamoricière reçut lui-même une dépêche télégraphique du ministre de la guerre ainsi conçue :

« L'ambassade française a été informée que l'empereur Napoléon III avait écrit au roi de Piémont pour lui déclarer qu'il s'opposerait par la force à une attaque contre les Etats pontificaux. » Lamoricière qui n'avait jamais pu se résoudre entièrement à abandonner l'espérance d'une intervention française en faveur du pape, crut le moment de cette intervention venu, et cela d'autant plus que précisément le 6 septembre un régiment français venait d'aborder à Civita-Vecchia pour renforcer le corps d'occupation.

En attendant, il prit immédiatement ses mesures pour opposer la résistance temporaire de son armée à l'invasion des Piémontais et pour la maintenir intacte aussi longtemps que possible. En vue du cas où des corps francs venus de la Romagne et de la Toscane seraient soutenus par des troupes sardes, Lamoricière avait conçu le plan de se jeter dans Ancône et de réunir derrière les fortifications de cette place tout ce qu'il avait de soldats disponibles, et cette circonstance, jointe à tant d'autres, témoigne combien vers la fin du mois d'août et au commencement de septembre on comptait à Rome sur une intervention armée de la France contre le Piémont : en effet, la concentration des troupes de Lamoricière à Ancône ne pouvait avoir d'autre portée que de maintenir ce point de résistance jusqu'à ce qu'une action venue du dehors eût amené une modification de l'état des choses en faveur du saint-père ; or cette action extérieure ne pouvait être attendue que de la part de la France.

D'ailleurs, la question n'était pas aussi simple pour la France elle-même qu'elle pouvait le paraître au premier coup d'œil, et ce côté de la situation vaut bien la peine que l'on en dise quelques mots.

D'une part les stipulations de Villafranca, qui n'avaient jamais

été mises entièrement au rebut, excluaient une intervention de la France dans les affaires de l'Italie : une interprétation ultérienre de ces stipulations pouvait bien envisager l'intervention piémontaise comme également interdite ; mais le gouvernement piémontais s'était lui-même par ses actes déjà fort émancipé de cette interprétation, et en avait été en partie mis à l'abri par les faits. Il avait annexé l'Italie centrale, et, au moins en fait, il n'avait rencontré ancune opposition ; dans l'Italie du Sud c'était le nom de Victor-Emmanuel qui était inscrit sur le drapeau de la révolution, et Victor-Emmanuel ni son cabinet n'avaient jamais protesté. Les autres puissances avaient laissé faire ou s'étaient bornées à des déclarations sans aucun effet. En réalité le Piémont se posait toujours plus comme étant l'Italie, et ce qu'il faisait dans les autres provinces italiennes pouvait toujours moins être considéré comme une intervention étrangère. Si on eût envisagé ainsi son action, les autres puissances eussent été aussitôt dégagées de leurs engagements formels ou tacites, et une guerre générale eût été chaque jour au moment de se rallumer. Or la France n'y ayant aucun intérêt, n'avait pour le moment pas de raison d'adopter cette interprétation.

D'un autre côté, du consentement exprès ou tacite de l'Europe, la protection du saint-père se trouvait confiée aux troupes françaises d'occupation à Rome et à Civita-Vecchia. Il était évident qu'en même temps cette protection devait s'étendre à une partie de ses Etats ; car alors même, ce qui n'était du reste pas le cas, que l'on aurait été généralement d'avis que le pape devait être dépouillé de son pouvoir temporel pour le bien de ses sujets, pour celui de l'Italie, et pour celui de la chrétienté, aussi longtemps que l'on laissait à Rome des troupes pour sa protection personnelle, il est évident que ces troupes avaient besoin d'occuper un certain territoire, afin de posséder une position stratégique qui leur permît de se défendre, le cas échéant, contre une autre force armée.

En partant de là, suivant que l'on admettait que *tout* le territoire jusque-là maintenu sous la souveraineté du pape était nécessaire, devait lui être conservé, ou que les troupes d'occupation devaient se borner à tenir le terrain stratégique, les Français pouvaient, ou bien s'opposer par la force à *toute* invasion sur le

territoire pontifical, ou bien se tenir tranquilles tant que cette attaque ne touchait pas à leur position stratégique.

Ce double point de vue ne nous paraît pas avoir été suffisamment distingué ; il nous a paru singulier de ne trouver nulle part de traces de cette distinction, pas même dans les documents officiels; si, dans nombre de cas, cela a été l'effet d'un défaut de perspicacité, dans d'autres il n'en a assurément pas été ainsi. Il était dans l'intérêt de certains personnages d'obscurcir la question ou de la laisser dans un demi-jour, et nous voyons se jouer dans les pièces officielles un étonnant imbroglio avec les deux mots : protection *du Pape* (et implicitement du territoire stratégique nécessaire à cet effet), et protection des *Etats de l'Eglise.*

L'empereur Napoléon, quant à lui, avait certainement adopté en secret le point de vue de la simple défense du territoire *stratégique* par les troupes françaises; militairement, il abandonnait donc à l'action des troupes piémontaises les Marches et l'Ombrie; mais il pouvait toujours dire qu'en agissant ainsi il protégeait efficacement le pape contre ces dernières, et il n'avait pas trouvé convenable de s'expliquer d'une manière catégorique sur la manière dont il entendait cette protection.

Le 11 septembre, le général Fanti adressa à ses troupes l'ordre du jour suivant :

« Des bandes étrangères, rassemblées de tous les points de l'Europe sur le sol de l'Ombrie et des Marches, ont arboré le drapeau menteur d'une religion qu'elles insultent. Sans patrie, sans foyers, elles provoquent les populations, pour obtenir un prétexte de les écraser sous leur joug.

« Un pareil martyre doit prendre fin ; une telle scélératesse doit être domptée en apportant le secours de nos armes à ces infortunés enfants de l'Italie qui ont longtemps en vain compté sur quelque justice et quelque amour de la part du gouvernement. Nous remplissons cette tâche qui nous est confiée par le roi Victor-Emmanuel. Et l'Europe saura maintenant que le sort de l'Italie ne dépend plus uniquement du bon plaisir ou de l'arbitraire du premier aventurier venu, fût-il le meilleur, le plus hardi ou le plus heureux. »

Le ton d'irritation de cet ordre du jour, qui fut encore dépassé par une publication analogue du général Cialdini, parle assez clai-

rement et n'a pas besoin de commentaires. Nous nous bornons à faire observer en passant que Fanti ne peut se priver du plaisir de donner un croc-en-jambe à Garibaldi, et nous laissons à chacun de décider si cela était bien convenable ou bien nécessaire dans un ordre du jour d'entrée en campagne. Le lecteur verra d'ailleurs par là combien nous sommes éloignés de toute erreur ou de toute exagération, lorsque, à plusieurs reprises, nous sommes dans le cas d'insister sur les relations personnelles qui existaient entre Garibaldi et les hommes du système cavourien ; ce que nous avons dit des considérations qui ont dicté le choix entre le chemin direct ou indirect à suivre par les Piémontais pour arriver à Naples, est également à nos yeux suffisamment confirmé par ce document.

Le 11 septembre, à midi, les divisions piémontaises entraient sur le territoire pontifical. Nous suivrons d'abord les premiers mouvements du quatrième corps d'armée qui formait l'aile gauche et le centre de l'armée piémontaise.

Ce corps d'armée avançait sur trois colonnes : à l'extrême gauche, la 40e division le long de la côte de l'Adriatique, droit sur Pesaro ; — à sa droite, la 7e division sur Salodécchio, pour entrer ensuite dans la vallée de l'Arzilla et de là marcher également dans la direction de la mer et sur Fano ; — enfin plus à droite encore la 13e division, sur Urbin, pour établir au travers de l'Apennin la communication entre les deux premières colonnes que nous avons indiquées, et l'aile droite de l'armée commandée par le général della Rocca.

La 4e division arriva bientôt le 11 devant Pesaro : le commandant de la garnison, le colonel Zappi se retira dans le château fortifié d'une manière très-défectueuse et qui n'avait que trois canons en batterie, attendu qu'avec 500 hommes il ne pouvait songer à défendre la ville elle-même ; les Piémontais ouvrirent aussitôt un feu très-vif avec leurs canons rayés, et le lendemain à midi Zappi dut capituler.

Pendant ce temps, la 7e division avait marché jusqu'à Fano sans rencontrer de résistance, et s'était emparée de cette ville le 12.

Le soir de ce jour-là, ainsi que nous l'avons déjà dit, les deux colonnes papales Kanzler et Vogelsang avaient opéré leur jonc-

tion à Mondavio, et le 13 au matin Kanzler voulut marcher sur Sinigaglia pour atteindre de là la ville d'Ancône. Mais lorsqu'il eut passé le Cesano, il apprit que Fano était déjà entre les mains des Piémontais : alors, au lieu de descendre vers la mer, il resta sur les hauteurs pour passer la Misa à deux lieues au-dessus de Sinigaglia. En effet, ce jour-là, la 7e division était en marche de Fano sur Sinigaglia ; là son chef avait été informé de la présence de Kanzler, et avait aussitôt, vers le milieu de la journée, envoyé sur S.-Silvestro et S.-Angelo son avant-garde composée des lanciers de Milan et de plusieurs bataillons de bersagliers et d'infanterie. Ce détachement rencontra la colonne papale à S.-Angelo, et manœuvra de manière à lui couper sa ligne de retraite sur Ancône. Mais Kanzler prit d'excellentes dispositions, et ses gens se comportèrent avec un grand courage : sans perdre de vue l'objet de sa marche, Kanzler repoussa plusieurs attaques, et atteignit le 14 au matin la porte d'Ancône, avec une perte relativement faible de 150 hommes seulement. La cavalerie piémontaise l'avait suivi jusqu'au Monte Marciano : là elle avait abandonné la poursuite et avait rejoint sa division à Sinigaglia. Celle-ci resta dans cette ville le 14 et le 15, avança dans la vallée de l'Esino, où elle se retrancha à Jesi, et à Torre di Jesi : le 16, la 4e division arriva à son tour dans cette vallée. — Pendant ce temps, la 13e avait marché d'Urbino et de Fossombrone, par Gubbio et le versant occidental de l'Apennin, jusqu'à Gualdo Tadino.

Nous laissons maintenant dans ces positions l'aile gauche et le centre pour revenir à l'aile droite.

Son avant-garde, la brigade des grenadiers de Sardaigne, avait occupé le 11 Città di Castello, et le 12, toute la colonne de della Rocca descendait la vallée du Tibre jusqu'à Fratta. Le 13, Fanti donnait l'ordre à une avant-garde commandée par le général Sonnaz, et composée de la brigade de grenadiers de Sardaigne, du 16e bersagliers, d'une batterie et d'une compagnie de sapeurs, de marcher sur Pérouse. Le 14 au matin, Sonnaz attaquait Pérouse du côté de l'est et du sud, au moment où Schmid venait de rentrer dans cette ville, revenant de Città della Pieve, avec deux bataillons. Le général pontifical disposait en tout de 1400 hommes, et la citadelle de Pérouse était bien armée et en bon état de défense. Le combat commença aux portes de la ville et se

continua depuis ce point, comme tout combat de rues, avec des chances diverses : il durait depuis trois heures et les Piémontais avaient déjà éprouvé au moins des échecs partiels, lorsqu'ils offrirent d'entrer en pourparler. On déclara au général Schmid que le général Fanti arrivait avec toutes ses forces; Schmid demanda un armistice pour attendre Fanti et négocier avec lui-même ; il exigea que jusque-là les portes de la ville déjà occupées par les Piémontais fussent remises à ses troupes. Sur ces entrefaites survint le général della Rocca avec la brigade de grenadiers lombards, le 9e et le 14e bersagliers, et deux batteries, dont une d'obusiers. Le combat recommença : Schmid retira ses troupes dans la ville; alors furent entamées des négociations réelles, tandis que les Piémontais cernaient la place de toutes parts.

Fanti lui-même était arrivé, mais à l'expiration de l'armistice, les pourparlers n'avaient pas encore abouti ; cependant Schmid se décourageait visiblement, surtout en raison des dispositions à la mutinerie que montrait l'un de ses bataillons.

Lorsque le général piémontais ouvrit le feu de ses batteries qui, durant cet intervalle, avaient pris des positions avantageuses, la citadelle se rendit immédiatement; toute la garnison fut faite prisonnière de guerre, et outre les canons de la forteresse, il tomba entre les mains des vainqueurs six pièces de campagne ou de position.

Le 15, Fanti marcha avec la colonne della Rocca sur Foligno, et s'empara le 16 de cette ville après une légère résistance de sa petite garnison.

Nous avons vu que la garnison d'Orvieto avait déjà capitulé le 11 avec Masi, et était partie le même jour pour Viterbe ; sur la route de Montefiascone, elle avait rencontré un détachement venant de Viterbe, commandé par le capitaine Petrelli, et qui se rendait à Orvieto pour renforcer ce point; lorsque Petrelli apprit qu'Orvieto était déjà aux mains de Masi, et que celui-ci disposait de forces supérieures, il revint avec la garnison qu'il avait ralliée à Montefiascone, où il laissa la moitié de son monde, chose assez singulière, puisque cette ville est encore bien moins susceptible de défense qu'Orvieto, et rentra à Viterbe avec le reste; d'ailleurs la petite garnison de Montefiascone devait avoir encore quelques jours de repos, Masi de son côté restant dans l'inaction.

Le 16, l'armée piémontaise se trouvait donc occuper une ligne déterminée par les trois points principaux d'Orvieto, Foligno et Jesi, et elle menaçait directement Ancône.

Voyons maintenant ce qui s'était passé du 11 au 16, du côté de l'armée pontificale.

---

14. Combat de Castelfidardo.

La mission du capitaine Farini à son quartier général de Spolète ne pouvait plus laisser au général Lamoricière, quelles que fussent les promesses ou les indications qui jusque-là lui avaient été transmises de Rome, aucun doute sur la réalité d'une invasion des Piémontais sur le territoire pontifical : ainsi donc se présentait pour lui l'éventualité en vue de laquelle il avait projeté de se jeter dans Ancône avec la plus grande partie possible de ses forces.

Le 10 septembre au soir, il avisa le général Pimodan d'avoir à concentrer sa brigade à Terni, à prendre des chars de réquisition, et faire des distributions de vivres, à compléter des munitions, enfin à avoir sa troupe prête à se mettre en marche; les mêmes ordres furent transmis à la brigade Cropt qui se trouvait à Spolète même ; le 11 septembre se passa dans ces préparatifs ; le même jour, Lamoricière mit le château de cette ville en aussi bon état de défense que possible, lui donna une garnison d'un peu plus de 600 hommes, dont 300 Irlandais, tirée de ces corps dont l'équipement était très-incomplet et ne permettait pas d'en disposer pour un service de campagne exigeant des marches et des mouvements rapides, et il confia le commandement de la place au major O'Reilly.

De Courten reçut l'ordre de se replier sur Ancône devant des forces supérieures, et Schmid devait également se replier sur Viterbe; ce dernier était en même temps prévenu que Lamoricière lui prenait un des bataillons de sa brigade.

Le 12 au matin, Lamoricière se mit en route de Spolète pour

Foligno avec le 2e bataillon du 1er régiment étranger, une compagnie d'Irlandais et 5 compagnies du 1er régiment de ligne ; il avait en outre avec lui 8 pièces de canon. — Le même jour, Pimodan partait de Terni avec 4 ½ bataillons, 300 cavaliers et 8 canons, pour suivre Lamoricière à une journée de marche de distance. — Le soir du 12, Lamoricière fut rejoint à Foligno par le 2e bataillon du 2e régiment étranger, de la brigade Schmid, qui jusqu'alors avait été cantonnée dans les environs de Pérouse et que Lamoricière avait rappelée pour renforcer sa colonne.

Le 13 il partit de Foligno, et le 15 au matin il arriva à Macerata par Tolentino.

A Macerata il apprit que les Piémontais avaient déjà pris position à Jesi et en avant de cette ville ; il se trouvait donc dans le voisinage immédiat de l'ennemi ; il pouvait, ou bien attendre Pimodan à Macerata, ou continuer immédiatement sa route ; mais il était indispensable d'attendre la brigade Pimodan, si, de Macerata, il voulait prendre soit la route d'Osimo, soit celle de Ricanati et de Loreto, qui le rapprochaient des Piémontais ; avec la position qu'occupaient ces derniers, et en prenant l'une ou l'autre de ces directions, il était à peu près impossible qu'ils ne séparassent pas l'un de l'autre, pour les battre séparément, ses deux échelons, celui qu'il commandait et celui que conduisait Pimodan, si leur jonction n'avait pas lieu à Macerata et avant la continuation de la marche sur Ancône. Cependant, il paraissait possible d'échapper à ce danger, sans arrêter le mouvement des troupes, en passant de Macerata sur les hauteurs, entre le Chienté et la Potenza, par le Monte Lupone et le Monte Santo pour descendre de là sur le bord de la mer à Porto Recanati. Une circonstance particulière acheva de décider Lamoricière à prendre cette route et à hâter la marche de sa colonne. Déjà au printemps de 1860 une somme de 500,000 francs avait été envoyée à Ancône, et déposée dans la citadelle avec une destination spéciale ; il ne devait y être touché que dans le cas du besoin le plus pressant, et par conséquent elle ne devait pas être employée pour les dépenses courantes de la place et de la garnison ; mais telle n'avait pas été l'opinion du commandant de place ; cet argent avait été, — il n'est pas possible de se servir d'une autre expression, — dilapidé d'une manière scandaleuse, et ce ne fut qu'au moment où l'on fut

à peu près certain de l'entrée des Piémontais snr le territoire pontifical, que le commandant de la place s'aperçut que l'on n'avait rien fait pour l'approvisionnement d'Ancône, et qu'il réclama de Mgr. de Merode les sommes nécessaires, en portant seulement alors à sa connaissance le fait qu'il ne restait pas en caisse un centime de ces 500,000 francs. En même temps, Lamoricière avait dû demander au ministre des armes de l'argent comptant pour l'entretien en route de ses tronpes qui marchaient sur Ancône. Merode lui envoya non-seulement ces dernières sommes, mais encore celles qui étaient destinées à la forteresse, et qu'il eût bien mieux fait d'y expédier par mer. — Comme c'était en très-grande partie en argent que ce numéraire lui fut remis, le général se vit chargé d'un train de caisse assez considérable, qu'il n'était pas sûr de pouvoir traîner à sa destination dans tous les chemins par lesquels il se trouverait peut-être obligé de passer : par conséquent, il avait fort à cœur de se débarrasser le plus tôt possible de l'argent destiné à la forteresse d'Ancône, mais sans risquer de le perdre, et le moyen le plus facile était de l'expédier par mer ; à cet effet, il fit demander à Ancône quelqnes chaloupes canonnières, avec ordre de l'attendre à Porto Recanati, et ce fut ce motif qui lui fit donner la préférence sur les autres routes à celle qui devait le conduire dans cette localité par le Monte Santo.

Déjà dans la nuit du 14 au 15 septembre il informa de sa résolution Pimodan, qui s'était rendu en ce moment de sa personne auprès de lui pour prendre ses ordres ; il lui donna pour instruction de suivre le premier échelon sur la même route, et d'éviter dans sa marche tout engagement sérieux avec les Piémontais. Le 16, de bonne heure, l'échelon de Lamoricière partit de Macerata ; le chemin de là à Porto Recanati n'a pas plus de 15 milles italiens (4 milles allemands), mais il n'est pas des meilleurs ; en outre, il faisait ce jour-là une chaleur suffocante ; ce ne fut qu'à six heures du soir que Lamoricière arriva à Porto Recanati : il n'y trouva pas les chaloupes qu'il avait fait demander à Ancône, mais il arriva bientôt le petit bateau à vapeur San Paola que l'on avait expédié de cette ville pour aller chercher des nouvelles du général. On chargea les sommes destinées à la forteresse sur ce bâtiment en toute hâte, et au milieu d'une certaine confusion, grâce à laquelle on joignit par erreur à cet envoi l'argent que l'on aurait dû gar-

der pour les besoins courants de l'armée en campagne ; ce contretemps causa naturellement les jours suivants de grands embarras.

Nous avons vu que, le 15 septembre, la 4e division sarde, et le 16 septembre, la 7e division s'étaient avancées dans la vallée de l'Esino. Cialdini, informé de la marche de Lamoricière sur Tolentino et Macerata, en conclut avec beaucoup de raison qu'il avait l'intention de se jeter dans Ancône. Pour lui couper le chemin, il poussa encore dans la journée du 16 son avant-garde de Jesi jusqu'à Castelfidardo, par Osimo, et la fit suivre le 17 par le reste des deux divisions piémontaises.

L'avant-garde de Cialdini s'empara le 16 au soir, sans rencontrer aucune résistance, du pont du Musone près de Contrada Barca, et jeta ses avant-postes jusque vers les hauteurs de Soreto.

Lamoricière reçut à Porto Recanati, tandis qu'il s'occupait de l'embarquement des caisses de numéraire pour Ancône, la nouvelle (inexacte d'ailleurs) que Loreto était déjà occupé par l'ennemi. Afin d'assurer sa jonction avec Pimodan pour le lendemain et de pouvoir en même temps réunir en quantité suffisante les approvisionnements qui lui étaient nécessaires, il résolut de se rendre maître de Loreto. Il envoya aussitôt en avant un escadron de gendarmes qu'il avait rallié à Macerata, et qu'il mit sous le commandement du capitaine Palffy, son officier d'ordonnance, les propres officiers de cette troupe n'étant pas en état de lui rendre aucun service, et lorsque l'infanterie eut pris une heure de repos à peine, elle dut aussi se mettre en route pour Loreto. Palffy trouva la ville vide d'ennemis, mais il fut reçu par le feu des avant-postes piémontais lorsqu'il poussa sa reconnaissance jusqu'à Contrada Barca et au Musone.

Lorsqu'on descend des hauteurs de Loreto qui s'élèvent à 500 ou 600 pieds, dans la direction du nord, on arrive d'abord dans la vallée du Musone, et l'on traverse cette rivière sur le pont en bois de Contrada Barca. En continuant à suivre depuis là la route d'Ancône, on trouve 1300 pas plus loin un second pont qui traverse le ruisseau du Vallato, affluent du Musone, qui court à peu près parallèlement à cette rivière, sur sa gauche, et vient se réunir à angle très-aigu avec elle, 2000 pas environ en aval du pont de Contrada Barca. Ce n'est qu'à 400 pas environ de la rive

gauche du Vallato que commencent à s'élever les pentes méridionales des hauteurs de Castelfidardo ; la partie de leur crête principale qui nous intéresse ici est parallèle à peu près aux deux cours d'eau dont nous venons de parler, et ses poiuts les plus élevés sont Castelfidardo, 734 pieds, et Osimo, 847 pieds au-dessus du niveau de la mer. De Castelfidardo se détachent comme ramifications des collines plus basses qui s'étendent du côté de la mer, mais sans arriver jusqu'à celle-ci, l'une vers le sud-est, une autre vers l'est, une troisième vers le nord.

Sur ces mammelons passe, après avoir traversé le pont du Vallato, une grande route qui conduit à Ancône, en restant à 2500 pas environ à l'ouest de Castelfidardo ; en marchant du sud au nord, on rencontre sur cette route les hameaux de Campanari, Crocette et Rochetto ; au delà de Rochetto la route descend dans la vallée de l'Aspio, qui est aussi un affluent du Musone et a son embouchure dans ce district à 5000 pas environ au-dessous du pont de Contrada Barca. L'éloignement du pont sur le Vallato de celui sur l'Aspio est de 7000 pas ; Crocette est situé à mi-chemin, sur le point le plus élevé du contre-fort qui se détache dans cette direction de la hauteur de Castelfidardo. De l'autre côté de l'Aspio, la route monte sur les hauteurs de Camerano, et de là se dirige vers le nord, sur Ancône.

Une autre route s'embranche sur celle dont nous venons de parler, un peu au nord du pont dn Vallato : elle se dirige vers l'ouest, envoie une bifurcation à droite directement sur les hauteurs de Castelfidardo, tandis que l'autre, suivant d'abord la vallée du Vallato et laissant Castelfidardo au nord-est, gagne par une pente douce le sommet des hauteurs et atteint Osimo, d'où elle tourne au nord sur Ancône.

Une troisième route, qui sort de Loreto, passe le Musone à un gué un peu au-dessous de l'embouchure de l'Aspio ; de là de très-mauvais chemins ruraux conduisent à Umana, près du bord de la mer ; d'Umana, de nouveau, il part une bonne route qui, passant entre Camerano à l'ouest et le Monte-Conero à l'est, longe le bord de la mer jusqu'à Ancône.

La vallée du Musone et du Vallato a 2,500 pas de largeur vis-à-vis de Loreto ; celle de l'Aspio, près de Rocchetto, 1,500 pas ; celle du Musone inférieur, depuis sa jonction avec l'Aspio, a



5,000 pas. Ces vallées sont plantées d'arbres et traversées par des canaux d'arrosement ; les hauteurs avoisinantes, outre les villes et les hameaux dont nous avons parlé, portent un grand nombre de fermes isolées et de maisons, et les voies de communication y prennent souvent le caractère de chemins creux ; des vignes couvrent les pentes ; le Musone et l'Aspio ont toutes les propriétés des rivières de montagnes, tandis que le Vallato est un ruisseau de terrains bas, et son lit est fangeux, quoiqu'il soit assez encaissé dans des berges escarpées.

Cialdini avait donc occupé le 16 et le 17, avec le gros de la quatrième et de la septième division, les hauteurs d'Osimo et de Castelfidardo jusqu'à l'extrémité de leur contre-fort oriental ; entre le pont de Contrada Barca, sur le Musone, et celui du Vallato, une redoute avait été rapidement construite et armée de deux canons rayés. Cialdini fermait ainsi au général pontifical les deux routes d'Ancône qui passent d'un côté par Crocette et Camerano, de l'autre par Osimo. A Camerano se trouvait la brigade Como, sous les ordres du général Cugia, qui surveillait Ancône et couvrait ainsi les derrières du reste de l'armée de Cialdini ; celui-ci disposait de 20,000 hommes, distribués sur un front de 12,000 pas seulement

Le 16 et le matin du 17, Lamoricière n'avait reçu que de bonnes nouvelles du dehors : il savait que non-seulement de Courten, mais aussi les colonnes Kanzler et Vogelsang, et ces dernières après un combat brillant pour elles, étaient heureusement rentrées dans Ancône. Mérode lui transmettait d'autre part une dépêche que l'ambassadeur de France à Rome, le duc de Grammont, avait adressée au consul de France à Ancône, et qui était ainsi conçue :

« L'empereur a écrit de Marseille au roi de Sardaigne que si les « troupes piémontaises pénètrent sur le territoire pontifical, il « sera forcé de s'y opposer ; des ordres sont déjà donnés pour em- « barquer des troupes à Toulon, et ces renforts vont arriver in- « cessamment. Le gouvernement de l'empereur ne tolérera pas la « coupable agression du gouvernement sarde. Comme vice-consul « de France, vous devez régler votre conduite en conséquence. »

Cette dépêche de Mérode qui, telle que Lamoricière la reçut, disait que Napoléon *s'opposerait par la force* à l'entreprise des

Piémontais, a donné lieu plus tard à une foule de commentaires et d'explications de toute espèce.

De plus, une lettre de Trieste du 11 annonçait qu'une forte escadre autrichienne, commandée par un chef capable, allait croiser au sud d'Ancône pour empêcher le blocus de la place.

Lamoricière communiqua toutes ces nouvelles à ses troupes pour relever par là leur moral ; ce n'est assurément pas un indice rassurant que la nécessité d'avoir recours à ces encouragements extérieurs, et une mesure analogue employée précédemment avait, peu s'en fallut, produit le résultat justement contraire à celui que l'on en attendait. L'empereur François-Joseph avait annoncé aux officiers et aux soldats des bataillons de chasseurs pontificaux recrutés en Autriche qu'ils seraient reçus dans l'armée autrichienne si, malgré une glorieuse résistance, ils devaient succomber sous le choc de forces supérieures. Il arriva qu'officiers et soldats furent portés à calculer quel degré de résistance était nécessaire pour jouir de cet avantage, et à ne plus guère songer à la possibilité d'être vainqueurs.

Quant aux mauvaises nouvelles, celles de la prise d'Orvieto et de Pérouse, elles ne parvinrent pas ce jour-là à Lamoricière.

L'entretien de ses troupes à Loreto, le 17 septembre, rencontra de grandes difficultés. Grâce au système de monopole de l'administration romaine, il manquait de moulins; le petit nombre qui s'en trouvait dans la contrée était déjà tombé au pouvoir de la cavalerie piémontaise; le monopole et le taux exorbitant des impôts faisaient de plus que les boulangers, dans les Etats de l'Eglise, ne pouvaient jamais être pourvus d'un approvisionnement de farine un peu considérable ; de l'argent comptant eût peut être réussi à remédier à ces embarras, mais il manquait également au général des troupes pontificales; nous avons vu par suite de quelles circonstances.

Le 17, les Piémontais firent un mouvement comme s'ils voulaient attaquer, mais il n'en fut rien; une masse assez forte de cavalerie se contenta de prendre position dans la vallée du Musone, près de Rostechieto; le soir de ce jour-là Pimodan arriva à Loreto, après avoir suivi la même route que Lamoricière.

Ce dernier avait conduit avec lui 2,000 hommes; Pimodan, lui, en amenait 2,600, y compris la cavalerie ; Lamoricière ne dispo-

sait donc guère que de 5,000 soldats; comme il n'avait pas d'autres renforts à attendre, il résolut de se mettre en marche dès le lendemain 18 pour Ancône. De Courten devait faciliter cette opération par une vigoureuse sortie de la forteresse à dos des Piémontais. — Lamoricière ne pouvait songer à prendre l'une des routes qui passaient par Osimo ou par Crocette; sans compter les difficultés de terrain avec lesquelles il aurait eu à lutter dès le début de son mouvement, il aurait été ainsi se heurter droit au gros de l'armée sarde, dont il s'exagérait du reste encore la supériorité numérique, puisqu'il en portait l'effectif à trois divisions. Il se décida donc à prendre la route qui passe au gué dont nous avons parlé, près de l'embouchure de l'Aspio dans le Musone, pour marcher de là dans la direction d'Umana; sur ce chemin il espérait ne rencontrer que des détachements de l'extrême gauche de la ligne ennemie; d'ailleurs, il était décidé d'avance à abandonner en cas de besoin tous ses bagages.

Cependant, le passage de ce gué ne pouvait être exécuté en un instant; il devait au contraire prendre un temps assez long, et durant cette opération, les troupes papales pouvaient avoir à souffrir fortement du feu de l'artillerie piémontaise; en effet, l'ennemi occupait avec de l'infanterie et du canon la ramification orientale des hauteurs de Castelfidardo qui s'étend à l'est de la route de Camerano, entre l'Aspio et le Musone, et dont les pentes viennent jusque très-près du Musone, au-dessous de l'embouchure du Vallato; les positions des Piémontais sur ce point n'étaient pas éloignées de plus de 3,000 pas environ du gué du Musone, au-dessous de l'embouchure de l'Aspio, et à cette distance des canons rayés pouvaient être d'une grande efficacité, surtout sur un gros train de bagages.

Lamoricière jugea donc que, pour couvrir le passage du gué et la première partie de sa marche sur Umana, il devait d'abord s'emparer de ce contre-fort des hauteurs de Castelfidardo. Les troupes destinées à cette attaque devaient traverser le Musone à un autre gué que celui dont il a été question jusqu'à présent, et qui se trouve un peu au-dessous de l'embouchure du Vallato, entre celle-ci et Arenici; il est en communication avec Loreto par un bon chemin; sur la rive gauche du Musone il part de ce gué un autre chemin, qui se dirige vers le nord et va rejoindre la route

qui relie Crocette avec Umana, en passant l'Aspio. Les troupes chargées de l'attaque en question pouvaient enfin, si elle réussissait, et après que Lamoricière anrait filé avec le reste de l'armée et les bagages, à l'abri de ce mouvement, se jeter sur cette route de Crocette à Umana, pour opérer par là leur jonction avec Lamoricière, dans l'hypothèse où le passage de l'Aspio, entre Crocette et Umana, ne serait pas occupé par les Piémontais ou ne serait que faiblement gardé.

Les dispositions spéciales furent prises d'après ce plan général. Pimodan fut chargé d'attaquer les hauteurs entre Crocette et Arenici; Lamoricière prit la direction de la colonne qui devait, avec tous les bagages, marcher sur le gué du Musone, au-dessous de l'embouchure de l'Aspio.

Pimodan sortit de Loreto à huit heures et demie du matin : il avait sons ses ordres les quatre bataillons et demi de sa brigade, huit pièces de six et quatre obusiers, formant son artillerie, sous le commandement dn colonel Blumenstihl; à ce corps avaient été adjoints cent Irlandais amenés de Spolète, qui n'avaient ni gibernes, ni sacs, et qui devaient être employés à aider au passage des pièces dans le gué du Musone, et plus tard à leur transport jusque sur la hauteur; les chevau-légers, deux escadrons de dragons et les volontaires à cheval, formant sa cavalerie, sous le commandement du major Odescalchi.

L'ordre de marche de Pimodan était celui-ci : en avant, les carabiniers suisses, puis le 1er bataillon de chasseurs (italiens), ensuite le demi-bataillon franco-belge, l'artillerie, le reste de l'infanterie, enfin la cavalerie, qui devait plus tard se placer sur le flanc droit de l'infanterie.

Le train de l'artillerie et des bagages, sous la direction de Terouanne, escorté par un demi-escadron de gendarmes à cheval, prit un chemin plus long et qui devait le conduire au gué au-dessous de l'embouchnre de l'Aspio, en le maintenant à une distance plus considérable de l'ennemi.

Enfin, par un chemin qui tenait le milieu entre la route suivie par Pimodan et celle prise par les bagages, Lamoricière partit lui-même de Loreto à neuf heures avec qnatre bataillons d'infanterie et la seconde moitié de l'escadron de gendarmes à cheval; ce chemin croisait plus loin celui sur lequel s'avançait Pimodan, et

conduisait, à partir de là, au gué en aval de l'embouchure de l'Aspio. De la sorte, Lamoricière restait pendant un certain temps en arrière de Pimodan, lui formant une réserve ou une seconde ligne, sans perdre cependant de vue le but principal de sa marche.

La tête de la colonne de Pimodan atteignit sans rencontrer d'obstacle le gué du Musone d'Arenici.

Cialdini, de son côté, aussitôt qu'il avait aperçu le mouvement de Pimodan, avait concentré toutes ses troupes disponibles en les portant de l'aile droite vers la gauche, sur le hameau de Crocette, et en confiant la garde de son aile droite à la cavalerie massée à Rostechieto. En avant de Crocette, sur le contre-fort oriental des hauteurs de Castelfidardo et jusqu'au Musone, près du gué d'Arenici, se trouvait déjà en avant-postes le 26me bataillon de bersagliers avec le 10me et le 9me régiments de ligne en réserve. Cialdini envoya aussitôt l'ordre à ce dernier régiment de se porter au passage de l'Aspio, entre Crocette et Umana, de manière à ce que lors même que les troupes pontificales obtiendraient quelque succès dans leur attaque sur Crocette, elles ne pussent néanmoins en profiter pour opérer un mouvement sur Umana.

Lorsque les carabiniers suisses arrivèrent au gué de la Musone, ils furent reçus par un feu très-vif des bersagliers piémontais; néanmoins ils passèrent la rivière, et les bersagliers se retirèrent sur les hauteurs; les carabiniers furent suivis par le 1er bataillon de chasseurs et les tirailleurs franco-belges; ces trois bataillons se formèrent en trois colonnes derrière les hautes digues qui encaissent sur ce point la rive gauche du Musone; en même temps, les premières pièces de l'artillerie de Pimodan effectuaient leur passage; aussitôt qu'elles furent de l'autre côté, Pimodan donna l'ordre d'avancer; le premier objet de l'attaque étaient deux fermes, dont l'une était située sur les pentes les plus rapprochées, l'autre à 700 pas environ en arrière sur le sommet d'un mamelon peu élevé; près de cette seconde ferme se trouvait un bois; Pimodan voulait d'abord se rendre maître de la plus rapprochée, y mettre en batterie quelques pièces contre la seconde et le bois qui la couvrait, les canonner pendant quelque temps, puis les enlever également avec son infanterie. Il destina à l'attaque de la ferme inférieure les carabiniers suisses, que devaient suivre en réserve, le 1er chasseurs et les tirailleurs franco-belges; il avait dû déjà

enlever son commandement au chef du bataillon de chasseurs, qui se comportait avec une lâcheté évidente.

Pendant que les carabiniers avançaient, d'autres canons avaient encore eu le temps de passer le gué; les deux derniers bataillons de la colonne, le 2me chasseurs (italiens) et le 2me bersagliers (autrichiens) restaient en arrière sur la rive droite du Musone, dans des jardins voisins du gué. Quelques balles des Piémontais étant arrivées jusqu'au 2me bataillon de chasseurs, son commandant déploya une chaîne de tirailleurs le long du bord, et ouvrit un feu très-vif qui, au lieu de faire quelque mal aux bersagliers piémontais, s'adressa aux colonnes d'attaque de Pimodan et les inquiéta; il se passa un assez long temps avant que l'on pût mettre fin à ce désordre. Quoique Lamoricière, dans son rapport officiel, disculpe le 2me bataillon de chasseurs d'avoir fait feu intentionnellement sur ses camarades, des témoins oculaires racontent de cet épisode certains faits qui seraient tout à fait propres à confirmer cette accusation.

Après un combat opiniâtre, mais court, les colonnes d'attaque pontificales enlevèrent la ferme inférieure aux Piémontais, qui se retirèrent dans la ferme supérieure, où arrivait dans ce moment de Crocette le 10me régiment de ligne sarde. Six pièces, dont deux obusiers, avaient pu être déjà transportées jusqu'à cette ferme et même un peu en avant; elles canonnaient la ferme supérieure et le bois voisin avec toute apparence de succès; le 2me bataillon de chasseurs et le 2me bataillon de bersagliers passèrent alors également sur la rive gauche et entrèrent en ligne comme réserve. Pimodau crut le moment venu d'attaquer la ferme d'en haut. Il forma à cet effet une colonne composée du bataillon franco-belge et de détachements du 1er chasseurs et des carabiniers suisses: cette colonne arriva jusqu'à 150 pas du but, mais elle fut reçue par une mousqueterie du 10me régiment si bien dirigée, qu'elle dut faire demi-tour. Les Piémontais la poursuivirent; mais les troupes pontificales, en particulier les franco-belges, firent face en tête et attaquèrent à leur tour à la baïonnette; là-dessus, les Piémontais reculèrent de quelques centaines de pas, et la colonne d'attaque put se replier sans être inquiétée jusqu'à la ferme inférieure. Dans cette affaire, le général Pimodan fut blessé.

Lamoricière, qui avait vu le combat, fit alors traverser le Mu-

sone par le 1er régiment étranger, commandé par le colonel Allet, et se rendit en personne à la ferme inférieure; il donna l'ordre de faire avancer les deux bataillons qui étaient jusque-là restés en réserve au bord du Musone, et de les remplacer par le 1er étranger; en même temps il envoyait à la cavalerie l'ordre de passer la rivière à son tour et de venir se placer sur le flanc droit de l'infanterie.

Pendant ce temps Cialdini avait réuni à Crocette environ 8000 hommes et trois batteries, et il faisait avancer ces troupes jusqu'à la ferme supérieure, pendant que de leur côté le 10me régiment de ligne et le 26me bataillon de bersagliers avançaient sur la ferme inférieure. Les tirailleurs franco-belges, sous les ordres de leur chef, le major Becdelièvre, luttèrent bravement contre ce mouvement, et les tirailleurs piémontais durent se replier vers la ferme supérieure; mais en ce moment, sur la gauche de la ferme inférieure, le plus affreux désordre s'était mis dans les troupes pontificales. Le colonel Allet conduisait en avant le 1er étranger déployé, ponr le faire entrer en ligne à gauche de l'échelon Pimodan; il était suivi en seconde ligne du reste des bataillons de la colonne de Lamoricière, qui avaient à leur tour passé le Musone, et un peu à droite en arrière du 1er étranger marchaient le 2me bataillon de bersagliers (autrichiens) et le 2me bataillon de chasseurs (Italiens) de la colonne de Pimodan, pour se joindre aux trois bataillons avec lesquels ce général avait engagé l'action, qui se trouvaient concentrés en ce moment autour de la ferme inférieure, et que Pimodan continuait à commander malgré sa blessure.

Bientôt les balles arrivèrent dans les rangs du 1er étranger, et les obus des Piémontais commencèrent à passer en sifflant au-dessus de la tête des soldats: le régiment n'avait encore que deux ou trois blessés lorsqu'il s'enfuit de la façon la plus lâche, la plupart des officiers les premiers; ce fut en vain que quelques braves officiers, le colonel Allet en tête, cherchèrent à arrêter la déroute et à rallier les fuyards; le second échelon formé par les bataillons de la colonne de Lamoricière suivit ce fatal exemple, ainsi que le 2me bataillon de chasseurs (italiens); il n'y eut qne le 2me bataillon de chasseurs autrichiens qui, sous les ordres du brave major Tuchmann tint pied, et se réunit an bataillon franco-belge pour couvrir la retraite, si l'on veut appeler cela une retraite; c'était en fait une fuite désordonnée. Lamoricière, comprenant qu'il lui

serait impossible de l'arrêter, désirait tout an moins qu'elle se portât sur Ancône, où il aurait pu réunir tous ces gens et essayer encore une fois d'en faire des soldats : il donna donc l'ordre aux officiers de diriger les fuyards, en arrière des digues de la rive droite du Musone, du côté du gué situé au-dessous de l'embouchure de l'Aspio, de leur faire repasser sur ce point le Musone, et de les mettre ainsi sur la route d'Umana ; mais tous les efforts tentés à cet effet furent sans résultat : 400 hommes à peine furent jetés dans cette direction, tout le reste courut sur Loreto.

Du bord dn Musone, où Lamoricière avait donné ses derniers ordres, il se rendit de nouvean à la ferme inférieure et avisa les bataillons qui s'y trouvaient encore au feu de se mettre à leur tour en retraite aussitôt que l'artillerie aurait repassé la rivière. Ensuite il se mit à la recherche de sa cavalerie qui devait se trouver sur la rive gauche, afin de s'en servir ponr couvrir la retraite ; mais il n'y rencontra que l'escadron des chevau-légers.

Lorsque les bataillons qui avaient encore continué à tenir bravement à la ferme inférieure revinrent en arrière décimés, mais heureusement sans être poursuivis par les Piémontais, Lamoricière, bien convaincu cette fois qu'il n'y avait absolument plus rien de raisonnable à tenter avec ses troupes, fit filer les chevau-légers sur la rive gauche du Musone, jusqu'à ce qu'ils trouvassent un gué pour passer l'Aspio ; ensuite ils prirent le chemin d'Umana, en se mettant en tête de la petite colonne de 400 hommes d'infanterie qui avait déjà pris cette direction. Lamoricière quitta le champ de bataille pour se joindre à ce détachement et marcher avec lui sur Ancône ; nge patrouille de cavalerie envoyée en avant rapporta la nouvelle qu'Umana n'était pas occupée par l'ennemi.

Cialdini, lorsqu'il avait remarqué la retraite générale des dernières troupes pontificales, avait expédié an brigadier Cugia l'ordre de marcher de Camerano sur Massignano, et au 9me de ligne, qui gardait le passage de l'Aspio snr la ronte de Camerano, de marcher sur Umana, pour couper ainsi la retraite aux débris de l'armée de Lamoricière, qui seraient arrivés sur la route d'Umana et d'Ancône. Cependant le 9me de ligne seul réussit à atteindre la queue de la colonne d'infanterie de Lamoricière : les pontificaux complétement démoralisés, se sauvèrent en grande partie du côté

de la mer, où 270 hommes mirent bas les armes devant les Piémontais.

En arrière de Sirolo, Lamoricière, avec le peu de monde qui lui restait, quitta la route et prit un sentier qui conduit au couvent des Camaldules, afin de mieux dérober sa marche aux yeux des Piémontais qui occupaient Camerano. Après une courte halte près du couvent, il se remit en chemin et atteignit Ancône à cinq heures et demie après midi. — Le combat avait commencé vers dix heures du matin, et à midi Lamoricière voyait l'affaire décidée et quittait le champ de bataille.

Environ 2500 hommes de troupes plus ou moins formées s'étaient trouvés réunis à Loreto après leur fuite ; comme il n'y avait point de général, ce fut le colonel Cudenhoven qui prit le commandement. Cialdini, informé de la présence de ces troupes à Loreto, fit occuper dès le soir du 18 et dans la nuit du 18 au 19, sur leurs derrières, les localités de Recanati, S.-Angostino et Caselunghe, en sorte qu'elles furent complétement cernées, et Cudenhoven capitula le 19 ; la troupe était prisonnière de guerre ; 11 canons et tout le train des bagages et des munitions qui n'avait pu arriver sur la route d'Ancône, mais avait été retenu en arrière dès le commencement du combat, tombèrent entre les mains des Piémontais.

Personne ne contestera que le plan primitif formé le 18 par Lamoricière ne fût le seul possible : il ne pouvait absolument vouloir en effet autre chose qu'arriver à Ancône ; en revanche qu'il fût aussi absolument nécessaire pour couvrir cette marche, d'opérer une attaque sur le contre-fort oriental des hauteurs de Castelfidardo, c'est ce qui peut paraître douteux ; peut-être eût-il été plus prudent de sortir de Loreto à la faveur de l'obscurité, et aussitôt que la colonne de Pimodan aurait eu le repos que l'on ne pouvait lui refuser après sa marche du 17, gagner une avance aussi considérable que possible, et attendre quant au reste pour entamer un combat, si les Piémontais eux-mêmes attaqueraient la colonne pendant sa marche. — Ce qui arriva une fois le mouvement offensif de Pimodan entamé, savoir que toutes les forces dont disposait Lamoricière furent peu à peu engagées et qu'ainsi il devrait abandonner l'intention qu'il avait dans l'origine, n'était pas une éventualité difficile à prévoir, en face de la supériorité

considérable de l'armée piémontaise. Quoi qu'il en soit, le 19 septembre aurait pu avoir un résultat bien autre et en tout cas plus glorieux pour les troupes du pape, si la plus grande partie de celles-ci ne s'étaient comportées avec autant de lâcheté qu'il y eut de bravoure déployée par quelques petits corps isolés, et il est difficile, quant aux Piémontais, de voir quels motifs ils peuvent avoir de se glorifier beaucoup de cette journée de Castelfidardo.

---

15. La prise de Spolète.

Nous avons vu précédemment que le général Lamoricière, avant de quitter Spolète, avait mis en état de défense le château de cette ville, et en avait confié le commandement au major O'Reilly ; nous avons vu également que l'aile droite des Piémontais avait occupé Foligno le 16. De Foligno, le même jour, le général della Rocca avait envoyé en avant une colonne mobile sous les ordres de Brignone, et composée du 3e régiment de grenadiers, du 9e bataillon de bersagliers, de deux escadrons et de huit pièces : dès le soir du 16 l'avant-garde de Brignone approchait de Spolète ; le matin du 17 toutes ses troupes prenaient position, et le général piémontais sommait le major O'Reilly de se rendre : le major s'y étant refusé, Brignone fit ouvrir le feu de son artillerie contre la porte du château et la partie attenante de la muraille, tandis que les bersagliers couronnaient les hauteurs à l'est et au sud et tiraillaient de là sur la garnison.

Lorsque le feu eut duré jusqu'à 11 heures du matin, l'archevêque de Spolète se décida à se rendre au château comme parlementaire, et afin de renouveler à O'Reilly l'invitation de se rendre. Celui-ci persista dans son refus, Brignone reprit de son côté son feu en le renforçant; vers trois heures après midi la porte du château était criblée de coups et percée à jour, les murailles à droite et à gauche étaient fortement endommagées. Brignone estima que le moment était venu de donner l'assaut, et en chargea quelques compagnies de bersagliers et deux bataillons de grena-

diers. La colonne d'attaque arriva jusqu'à la porte et essaya de s'ouvrir un passage à coups de hache; mais elle n'y réussit pas, la porte étant barricadée en dedans: la seule pièce de canon en état de service dont disposât O'Reilly tirait sans relâche à mitraille, et l'infanterie de la garnison entretenait une fusillade très-vive sur les assaillants depuis les flanquements de la porte: les Piémontais durent battre en retraite après avoir éprouvé une perte relativement considérable.

Brignone ne renouvela pas l'assaut; il se contenta d'un feu bien nourri de son artillerie, qui était dans de bonnes positions, et de ses tirailleurs qui s'étaient nichés à couvert tout autour du château, et dont quelques-uns n'étaient pas à plus de 150 pas des murailles. Du reste le feu des Piémontais ne faisait que peu de mal: à la nuit O'Reilly n'avait pas plus de trois morts et dix blessés, c'est-à-dire une perte de 2 pour cent de la garnison: plusieurs obus étaient bien tombés dans les endroits avoisinant le magasin à poudre, mais on était parvenu à éteindre le feu; les ouvrages de défense, la porte elle-même, étaient encore en bon état. Mais ce qu'il y avait de fâcheux, c'est que l'unique canon de la place était démonté et que les munitions d'infanterie, principalement pour les armes rayées, commençaient à s'épuiser.

O'Reilly pensa donc qu'il aurait le temps d'obtenir une capitulation honorable: il entra en pourparler, et à huit heures du soir on tomba d'accord sur la reddition du château, qui eut lieu aussitôt.

Nous devons ici expressément signaler à l'honneur du général Brignone le fait que le matin, au premier refus de se rendre par lequel O'Reilly répondit à sa sommation, il s'offrit à prendre sous sa protection toutes les femmes qui pouvaient se trouver dans la place, sur quoi O'Reilly n'hésita pas à envoyer aussitôt auprès de son généreux adversaire deux dames, sa propre femme et celle de l'un des officiers de la garnison.

La colonne de Brignone, après la prise de Spolète, reçut l'ordre d'occuper Terni, Narni et Rieti, ce qui fut aussitôt exécuté; à l'occasion de ce mouvement il tomba encore entre les mains des Piémontais beaucoup de fuyards pontificaux disséminés, principalement de ceux de Castelfidardo.

Fanti avait reçu à Foligno la nouvelle de la marche de Lamo-

ricière de Spolète sur Macerata ; il avait informé le 17 Cialdini de ce fait, en ajoutant qu'il était probable que le général pontifical projetait d'entrer dans Ancône, et en invitant Cialdini à s'opposer à la réalisation de ce dessein. Comme nos lecteurs l'ont vu, Cialdini avait déjà pris ses mesures à cet effet avant de recevoir l'avis du général Fanti. Celui-ci de son côté avait résolu de diriger l'aile droite et le centre de l'armée piémontaise (13e division) sur les flancs et les derrières de Lamoricière (l'aile droite naturellement diminuée de la colonne de Brignone, qui avait déjà une destination spéciale).

En conséquence, dès le 17, la division de della Rocca marcha à gauche sur Colfiorito, descendit le 18 dans la vallée du Chienti, arriva le 19 à Folentino et le 20 à Macerata. Là elle rencontra la 13e division qui de Gualdo Tadino avait marché dans la vallée de la Potenza par Severino ; le même jour, della Rocca fut porté à Loreto et la 13e division à Osimo, en sorte que toute l'armée piémontaise, à l'exception des colonnes de Brignone et de Masi, se trouvait concontrée contre Ancône, le dernier boulevard de Lamoricière.

Masi, de son côté, avait attaqué le 18 le détachement pontifical en garnison à Montefiascone, l'avait forcé à se retirer sur Toscanella, après quoi il avait occupé Viterbe et s'était porté du côté du sud jusqu'à Civita Castellana.

---

16. La prise d'Ancône.

Ancône est située sur la pointe d'une presqu'île tournée du côté du nord; la ville est bâtie en forme de croissant autour du port qui s'ouvre du côté de l'ouest et qu'enferment deux digues, l'une au sud, l'autre au nord, dont les extrémités se courbent pour se rapprocher. L'entrée du port est fermée par une chaîne, le môle du sud est défendu par le *Lazaret* ou château de l'eau, relié avec la ville par un pont volant; celui du nord par la batterie du phare et *les batteries du Môle*.

Sur une hauteur située au sud et aux portes de la ville s'étend

l'ouvrage principal de la défense du côté de terre, le camp retranché (campo trincerato) auquel la citadelle (Fortezza) sert de réduit. A l'est de la ville est l'ouvrage du Monte Gardetto, qui est calculé également pour la défense du côté de terre et pour celle du côté de mer, entre le Monte Gardetto et la ville sont l'ouvrage du Monte Capuccini, qui s'appuie aussi à la mer, et quelques batteries basses de côtes.

En avant du front qui s'étend des ouvrages du Monte Gardetto jusqu'au saillant du camp retranché se trouvent d'abord la lunette S.-Stefano, puis plus loin en avant les deux lunettes du Monte Pulito et du Monte Pelago, construites en 1859 par les Autrichiens, mais qui n'avaient pas été achevées, et qui depuis n'avaient pas même été palissadées par les pontificaux; un autre ouvrage avancé, également construit par les Autrichiens, était la redoute de la Scrima, sur la route de Sinigaglia.

Après l'arrivée de Lamoricière, la garnison se composait du 1er régiment de ligne, du bataillon Castellaz (composé de deux compagnies du 1er étranger, du dépôt de ce régiment et des débris qu'avait ramenés à Ancône le général Lamoricière), des 1er, 2e, 3e, 4e et 5e bataillons (ce dernier incomplet), des bersagliers autrichiens, du demi-bataillon irlandais, d'une compagnie de gendarmerie mobile à pied, d'un détachement de gendarmes montés, des chevau-légers revenus de Castelfidardo, de 450 artilleurs et d'une compagnie de sapeurs du génie. — L'infanterie comptait 4200 hommes et toute sa garnison 5000 hommes à peine.

Les ouvrages du côté de terre étaient armés de 110 pièces de gros calibre et de 14 pièces de petit calibre auxquelles vinrent s'ajouter deux pièces de campagne qu'un officier avait réussi à sauver du champ de bataille de Castelfidardo et à embarquer à Porto Recanati; les ouvrages du côté de la mer étaient armés de 25 pièces. Tous ces canons étaient de nature et de calibres très-différents: les plus gros étaient de 36.

Quant aux défenses mêmes de la place, elles étaient en bon état, surtout du côté de terre, mais sauf sur quelques points seulement elles n'avaient pas de chemin couvert.

La plus scandaleuse imprévoyance avait régné dans l'administration : la farine qui était destinée aux approvisionnements avait été laissée jusqu'au dernier moment dans les moulins des envi-

rons, en sorte qu'elle était tombée entre les mains des Piémontais. Depuis le 13 septembre, la garnison n'avait plus de vivres. On réussit non sans peine à réunir des grains à Trieste, et à faire arriver le 19 dans le port le vaisseau qui les portait. Un moulin à vapeur qui devait être monté à Ancône, parce qu'il y manquait absolument de moulins d'autre espèce, n'était pas encore en état de service lorsque Lamoricière arriva; le général fit mettre aussitôt sérieusement la main à l'œuvre, et il put commencer à fonctionner le 20. Il manquait aussi de viande fraîche, c'est-à-dire de bétail vivant; Lamoricière put en ramasser encore dans les environs, les Piémontais ne s'étant pas hâtés, heureusement pour lui, de resserrer l'investissement de la place.

L'esprit de la garnison n'était pas des meilleurs : les nouvelles décourageantes qui arrivaient l'une après l'autre dans la ville, et qui étaient transmises aux soldats par les habitants, abattaient leur moral. Les officiers et les troupes, se voyant enfermés dans un poste perdu d'avance, regardaient toute résistance comme inutile et croyaient que ce qu'il y avait de mieux à faire pour eux serait d'obtenir des Piémontais une capitulation la plus avantageuse possible par une prompte reddition de la place. Lamoricière avait beaucoup à faire pour contenir, au moins dans une certaine limite, ces pernicieuses dispositions.

Le 16 septembre se montra devant Ancône l'avant-garde de la flotte piémontaise, commandée par le vice-amiral Persano, et récemment renforcée par des navires napolitains; le 18 toute l'escadre se trouvait réunie : elle se composait de quatre frégates et de sept navires de moindre force : les frégates portaient des paixhans de 80 livres, et des canons rayés pour projectiles creux de 138 livres; le reste de l'escadre portait des canons rayés de 40 livres.

Le 18 à midi la flotte commença le bombardement, qui dura quatre heures ; comme elle resta à une grande distance et ne se servit que de son gros calibre, les ouvrages de la forteresse, avec leur armement beaucoup plus faible, ne purent guère lui répondre; d'un autre côté l'action du bombardement sur les défenses de la place fut insignifiante, quoique la ville eût au contraire passablement souffert.

Comme on l'a vu d'après les dispositions de Lamoricière, de Courten devait faire le 18 une grande sortie, afin de faciliter ainsi

sa retraite de Loreto à Ancône. De Courten, qui attendait Lamoricière déjà le 17, avait marché effectivement ce jour-là sur Camerano, mais il était revenu dans la ville sans avoir rencontré l'ennemi; le 18, l'arrivée de la flotte piémontaise et le bombardement qui suivit bientôt après l'empêchèrent de renouveler cette sortie.

Le 22 Persano dénonça à Lamoricière le blocus d'Ancône; du reste, depuis le 18, chaqne jour le bombardement avait continué, quoique avec une intensité variable; il coûtait en moyenne à la garnison de 20 à 25 morts et blessés tous les jours.

Le 23 le général Fanti reconnût les ouvrages et discuta avec Persano le plan d'attaque; en même temps il faisait opérer dans le port d'Umana le débarquement du parc de siége, et le dirigeait par terre de là sur Ancône.

Fanti avait choisi comme point principal d'attaque le monte Gardetto: pour y arriver il devait auparavant s'emparer des ouvrages avancés dn Monte Pulito et du Monte Pelago, dans lesquels il pourrait ensuite construire des batteries dirigées contre le Monte Gardetto et la lunette de S.-Stefano: la flotte devait appuyer cette opération en prenant position à l'est du Monte Pelago, à peu près à la même hauteur, et en dirigeant son feu sur le Monte Gardetto, le Monte Capuccini et les batteries basses de côté qui en dépendaient.

En même temps une fausse attaque devait être dirigée, pour diviser l'attention des assiégés, contre la lunette Scrima, le Lazaret et le camp retranché. L'attaque principale fnt confiée au général della Rocca avec le 5e corps, la fausse attaque au général Cialdini avec le 4e corps.

Le dimanche 23 septembre, la flotte ouvrait un feu très-vif qui causa beaucoup de dégâts dans la ville; un des navires piémontais vint ce jonr-là prendre position si près des batteries d'Ancône que celles-ci purent l'endommager d'une manière sérieuse; d'autres navires, qui vinrent à son aide, furent tenus en échec d'une manière heureuse par le feu bien dirigé de deux obusiers de campagne.

Le 22 et le 23, Lamoricière avait achevé de son côté de prendre toutes les dispositions pour la défense, et avait assigné plnsieurs postes particuliers à toutes les troupes ainsi qu'aux officiers chargés des divers commandemeuts. Le 24, Fanti porta son quartier

général de Loreto à la Favorita, au-dessous du village de Castro et commença les opérations de l'investissement de la place. Della Rocca occupa les hauteurs du Monte Accito jusqu'au Monte Ago; à sa gauche s'appuie la 7e division, du 4e corps, qui s'étendait du monte Ago du côté de Pedocchio ; enfin la 13e division s'empara de la lunette Scrima abandonnée sans combat par les troupes pontificales; de ces positions l'artillerie piémontaise ouvrit aussitôt avec des canons rayés de 8, des pièces lisses de 16, et des obusiers contre le Monte Pelago, le Monte Pulito et la ville elle-même un feu qui, malgré sa vivacité, n'eut pas beaucoup d'effet en raison de la distance.

Le 25, della Rocca avança jusqu'à Pietra della Croce et à S.-Madonna delle Grazie; une partie du village de Pietra della Croce reste dans cette occasion entre les mains d'un détachement de la garnison d'Ancône: le capitaine Castellaz s'était offert au général Lamoricière, le 26, avec son bataillon pour reprendre le reste du village; mais cette sortie se rencontra justement avec une forte attaque des Piémontais ordonnée par Fanti lui-même; cette attaque était exécutée par le général Pinelli avec la brigade Bologne et les 23e et 25e bataillons de bersagliers. En un clin d'œil Castellaz fut rejeté en arrière; ses soldats, qui se comportèrent d'une manière peu glorieuse, entraînèrent dans leur déroute la compagnie du troisième bataillon de bersagliers (autrichiens) qui avait jusque-là réussi à garder une partie du village de Pietra della Croce, mais ce détachement fit du moins halte aux ouvrages du Monte Pelago, tandis que les soldats de Castellaz coururent jusqu'à la ville sans se retourner. Quelques compagnies de la brigade Bologne suivirent les pontificaux jusque sur le Monte Pelago; le général Savoiroux, qui commandait la division de réserve, donna l'ordre d'une attaque générale sur ce point, déjà vivement canonné par la flotte depuis le matin; à 9 heures et demie du matin l'infanterie de ligne de la brigade Bologne marcha directement sur la redoute, tandis que le 23e et le 25e bataillon de bersagliers avançaient sur la droite pour la tourner, et que sur la gauche un mouvement semblable était exécuté, à couvert sur le versant très-brisé du Monte Ago, par le 11e bataillon de bersagliers, détaché à cet effet de la brigade Côme, postée sur cette dernière hauteur.

Le Monte Pelago n'était en ce moment occupé que par quatre

faibles compagnies : lorsque l'officier qui commandait dans l'ouvrage se vit attaqué par des forces aussi supérieures, il fit atteler les pièces pour se retirer sur la ville, mais pendant ce temps le 11e bersagliers était arrivé jusqu'à la gorge de la redoute, les pontificaux durent abandonner leur artillerie. L'officier qui commandait au Monte Pulito, voyant le Monte Pelago abandonné, se mit à son tour en retraite avec trois compagnies et son artillerie ; il atteignit la ville sans difficulté, et l'ouvrage du Monte Pulito fut aussitôt occupé par les 23e et 25e bersagliers.

Pendant que cela se passait à l'aile droite des Piémontais, Cialdini, à la gauche, avait fait construire dans la nuit du 24 au 25 une batterie dans la lunette Scrima, et avait fait établir une forte artillerie sur les hauteurs de Montagnolo ; le 25 et le 26 il canonna de ces hauteurs le camp retranché et son réduit.

Le 26 après-midi les Piémontais entreprirent une attaque contre la lunette de S.-Stefano ; mais, quoique poussée avec une grande audace, cette attaque fut complétement repoussée, l'ouvrage de S.-Stefano non-seulement étant plus fort que ceux du Pelago et du Pulito, mais encore étant bien flanqué par le camp retranché et le Gardetto.

Dans la nuit du 26 au 27 Cialdini fit attaquer le faubourg de la Porta Pia, qui se trouve retranché entre le Lazaret et le camp retranché, par le 6e, le 7e et le 12e bataillon de bersagliers et le 49e régiment de ligne ; après un court combat les postes des pontificaux furent repoussés et les Piémontais s'établirent dans le faubourg.

La perte du Monte Pelago avait jeté un nouveau découragement dans la garnison d'Ancône ; on attachait à cette position une importance exagérée ; on la nommait la *clef* de la forteresse, et l'on racontait qu'en 1840 la place avait dû être rendue aux Autrichiens aussitôt que ceux-ci avaient été maîtres du Pelago. A cela venait se joindre l'absence absolue de ces secours du dehors sur lesquels on avait si fermement compté. On ne voyait nulle trace d'une armée française marchant contre les Piémontais ; il n'apparaissait pas une voile autrichienne venant de Trieste ; il ne se trouvait pas même devant Ancône quelqu'un de ces vaisseaux de guerre que les grandes puissances ont coutume d'envoyer devant une

forteresse maritime bloquée et bombardée, pour la protection de leurs ressortissants.

En atteudant, les Piémontais travaillaient vigoureusement au transport de leur parc de siége par-dessus les pentes du Monte Acuto, et ils commençaient la construction de leurs batteries sur le Pulito et le Pelago.

Dans l'après-midi du 27, une bombe tomba dans le Lazaret, où se trouvait le dépôt de la plupart des réserves d'habillement de la garnison et y mit le feu : la troupe qui l'occupait l'évacua en toute hâte, en abandonnant trois pièces de canon et se retira dans la ville; Cialdini fit occuper cet ouvrage dans la nuit du 27 au 28 par le 6e bataillon de bersagliers qui passa à la nage le bras de mer qui sépare le Lazaret de la ville et du faubourg du côté de la Porta Pia.

Cette même nuit l'amiral Persano fit avec quelques chaloupes une tentative pour briser la chaîne qui fermait l'entrée du port ; mais son entreprise manqua complétement et ses embarcations furent bientôt contraintes à la retraite par le feu de la place et de ses canonnières. — En même temps on armait une batterie de six pièces dans le faubourg, et l'on poussait rapidement les travaux des batteries du Pelago, du Pulito et de Madonna delle Grazie qui approchaient de leur achèvement.

Le 28 au matin Lamoricière fit converger sur le faubourg et le Lazaret le feu de toute l'artillerie voisine de ces points. Les bersagliers piémontais éprouvèrent des pertes assez considérables dans le Lazaret, mais Fanti regardait cette position comme trop importante pour l'abandonner ; les batteries d'Ancône qui l'inquiétaient le plus étant celles du phare et du Môle (cette dernière en partie casematée), Fanti invita l'amiral Persano à les faire attaquer par quelques vaisseaux de sa flotte qui doubleraient à cet effet la pointe d'Ancône. Persano envoya devant le port quatre frégates armées du plus gros calibre, qui ouvrirent leur feu à une heure après midi ; la batterie du phare fut bientôt démontée ainsi que la partie non casematée de celle du Môle. Le *Victor-Emmanuel* s'étant approché jusqu'à 300 pas à peine de la batterie lui lâcha une bordée si heureusement qu'un de ses énormes projectiles creux, entrant par une embrasure, pénétra jusque dans le magasin à poudre : celui-ci sauta et occasionna une terrible dévastation;

la batterie n'était plus qu'un monceau de ruines, une large brèche était ouverte, les murailles du port auxquelles était scellée la chaîne qui le fermait s'étaient écroulées: bref, toute la défense du port était anéantie d'un seul coup.

Lamoricière fit arborer le drapeau blanc et envoya au général Fanti le major d'artillerie Mauri afin de négocier avec lui un armistice ou une capitulation; il était alors cinq heures après midi; mais le major Mauri ne put rencontrer le général Fanti que vers minuit. Fanti de son côté voyant que, bien que le drapeau blanc fût arboré il ne lui arrivait aucun parlementaire, avait pris ses dispositions pour continuer l'attaque: dans le cas où il n'y aurait pas de contre-ordre, à dix heures du soir les batteries du Pulito, du Pelago, de Madonna delle Grazie et de la Porta Pia devaient à la fois ouvrir leur feu, et le lendemain matin della Rocca devait donner l'assaut au Gardello, Cialdini à la Porta Pia. Le parlementaire de Lamoricière n'ayant pas encore trouvé le général Fanti à dix heures, il n'y eut pas de contre-ordre, et toutes les batteries commencèrent à bombarder Ancône. Ce ne fut que plus d'une heure après que Mauri rencontra enfin le général piémontais; il lui demanda d'abord un armistice de six jours qui lui fut refusé, puis un armistice de deux jours qui ne lui fut pas davantage accordé; alors il déclara que Lamoricière était disposé à entrer en négociations pour une capitulation qui serait conclue sur les mêmes bases que celle de Loreto, ce qui fut accepté par Fanti.

Le 29, à 8 heures du matin, le major Mauri et le capitaine de dragons Lepri parurent au quartier général piémontais comme chargés de pouvoirs du commandant en chef des troupes pontificales; Fanti désigna pour le représenter les majors Sonnaz et Bertole Viale. Le feu des batteries des assiégeants fut suspendu, mais quelques détachements piémontais s'étaient déjà établis de grand matin dans quelques points de la ville, à la Porta Pia et aux abords du Gardetto.

Le 29, à 3 heures de l'après-midi, la capitulation fut enfin signée. D'après celle-ci, la garnison devait sortir avec les honneurs de la guerre, puis déposer les armes et être transportée prisonnière de guerre dans le Piémont. Toutes les propriétés de l'Etat à Ancône, les armes, les approvisionnements ainsi que les sommes d'argent encore en caisse, devaient être livrées aux vain-

queurs. Dès le soir du 29, les ouvrages de la place furent occupés militairement par les Piémontais, conformément aux dispositions de détail de la capitulation, et le 30 au matin, les troupes pontificales sortirent de la ville pour se rendre prisonniers.

Avec la prise d'Ancône se terminait la campagne de quatorze jours des Piémontais dans l'Ombrie et les Marches; elle leur avait livré 28 pièces de campagne, 160 pièces de position, 20,000 fusils, 500 chevaux, beaucoup d'approvisionnements de toute espèce; presque toute l'armée du pape avait été prise ou détruite; les vainqueurs avaient acheté tous ces succès par une perte de 579 hommes morts et blessés, parmi lesquels 49 officiers, c'est-à-dire de 1 $^{1}/_{4}$ pour cent de leur effectif, ce qui prouve que, même en tenant compte de leur écrasante supériorité numérique, ils n'avaient nullement rencontré une résistance aussi énergique qu'elle aurait pu l'être : et d'ailleurs, le récit fidèle des combats qui ont eu lieu durant cette courte expédition fournit la même conclusion.

Quoi qu'il en soit, les Piémontais n'avaient dès lors plus sur leur route aucun obstacle matériel à leur entrée dans les provinces napolitaines.

---

17. Entrée de l'armée piémontaise dans les provinces napolitaines.

Si le gouvernement romain avait encore pu, jusqu'au 11 septembre, conserver l'espérance que ses protestations ou les déclarations de l'empereur Napoléon auraient pour résultat d'empêcher l'entrée de l'armée sarde dans les Marches et l'Ombrie, il ne tarda pas, à partir de ce moment, à perdre ses dernières illusions à cet égard. Le 18 septembre, avant que le combat de Castelfidardo eût été livré, mais au moment où il était déjà parfaitement évident que Lamoricière ne réussirait pas à tenir en échec les Piémontais, il partit du Vatican un véritable cri d'angoisse sous la forme d'une note d'Antonelli aux puissances européennes; dans ce moment, le ministre du saint-père, après une énumération de ses griefs, parmi lesquels ne manquait pas, suivant la coutume

romaine, une addition suffisante de prétendus actes de violence auxquels auraient été en butte ses hauts dignitaires ecclésiastiques, donnait à réfléchir aux cabinets de l'Europe que c'en était fait de la légitimité en Europe, s'ils toléraient une invasion aussi contraire au droit des gens, que l'était celle du Piémont.

Ce qui était plus propre à exciter l'intérêt que cette note d'Antonelli, fut l'allocution prononcée par Pie IX en consistoire secret le 28 septembre. Le pape y flagella de la manière la plus véhémente les procédés du Piémont, de Victor-Emmanuel et de son gouvernement, en se plaçant à un point de vue aussi étroit sans doute qu'on eût pu l'attendre, Rome à part, d'une Chambre des seigneurs prussienne, mais qui ne manquait néanmoins pas absolument de vérité. Il blâme et condamne de nouveau, devant tout l'univers catholique, les attentats horribles et impies de Victor-Emmanuel et de son gouvernement, il déclare nul et non avenus tous leurs actes, réclame de nouveau le maintien dans son intégrité du pouvoir temporel de l'Eglise romaine et de tous ses droits qui appartiennent à l'ensemble des catholiques. Le pape se plaint de ce que, malgré toutes les assurances qui lui ont été données, il ne lui a été prêté aucune assistance du dehors, et à voir l'audacieuse agression des Piémontais, il pourrait, dit-il, presque croire qu'ils sont d'avance parfaitement certains que personne ne viendra les troubler dans leur détestable entreprise. En effet, les troupes sardes se sont avancées jusque sous les murs de Rome, et en lui coupant toutes communications, mettent le saint-père hors d'état de remplir ses devoirs vis-à-vis de l'Église catholique : c'est à ces tristes conséquences que conduit le déplorable et pernicieux principe de *non-intervention* qui a été posé en réalité au profit de la rébellion. Pie IX saisit cette occasion pour inviter tous les souverains de l'Europe à peser sérieusement les événements qui mettent en question tout droit et toute légalité en Europe, si l'on ne s'oppose pas aux actes du Piémont, et il leur montre que leur propre cause est étroitement liée avec la sienne, que demain il peut arriver à chacun d'eux ce qui arrive aujourd'hui au saint-siége.

C'était évidemment sur l'appui de Napoléon III que Pie IX avait le plus compté ; nous avons déjà mentionné une dépêche de Grammont au consul français à Ancône, qui avait été commu-

niquée par le ministre des armes au général Lamoricière; dans cette communication, et non dans la dépêche de l'ambassadeur français, il était dit que l'empereur s'opposerait *par la force* à l'invasion des Piémontais; il a été beaucoup écrit et discuté sur ces trois mots, mais ce qu'il est résulté de cette controverse, c'est que le ministère pontifical lui-même les avait glissés, dans une « bonne intention, » dans sa dépêche au général. — En fait, Napoléon III se borna à faire extérieurement très-mauvaise mine au jeu du gouvernement de Turin, lorsqu'il eut entamé les hostilités contre les États de l'Église; il rappela aussitôt son ambassadeur, M. de Talleyrand, mais il laissa à Turin le premier secrétaire de l'ambassade, M. de Rayneval, en sorte que cela ne constituait pas en réalité une rupture diplomatique complète.

De nouvelles troupes furent aussi envoyées à Rome, d'abord en nombre suffisant pour compléter l'effectif de deux divisions, ensuite, à partir du 1er octobre, une troisième division, et tandis que peu de temps avant l'ouverture des hostilités le général de Goyon, qui depuis si longtemps commandait le corps d'occupation, avait été rappelé en France et remplacé par le général de Noué, Goyon dut aussitôt après l'entrée des Piémontais sur le territoire romain retourner à son poste, où il arriva déjà le 18 septembre.

Plus tard, mais seulement au moment où les Piémontais étaient déjà sur le point de passer sur le territoire napolitain, les Français étendirent notablement le rayon de l'occupation, en le portant d'un côté jusqu'au Tibre; de l'autre, au sud de ce fleuve, jusqu'à la frontière napolitaine. — Viterbe, Montefiascone, Civita-Castellana, Valmontone, Palestrina furent occupées par les troupes françaises. Le procédé était très-simple : le général de Goyon adressait une lettre aux autorités municipales des villes dont il s'agit, les prévenant que tel jour ses troupes y feraient leur entrée, et qu'elles eussent à prendre leurs mesures en conséquence : on protestait, puis les troupes piémontaises qui se trouvaient dans la ville l'évacuaient; les Français y entraient, et, sous leur protection, les armes du saint-siége étaient remises en place, et le gouvernement pontifical tranquillement rétabli.

On déclara au monde que l'empereur Napoléon s'était vu surtout engagé à renforcer son armée d'occupation dans les États de

l'Église et à étendre son rayon d'action par quelques discours et proclamations de Garibaldi, dont il semblait résulter que Garibaldi avait le projet d'attaquer Rome et de s'en emparer sans s'inquiéter de la garnison française. Chose singulière, le Piémont, de son côté, avait aussi invoqué, pour justifier son invasion dans les États de l'Église, l'intention de contrecarrer un plan semblable de Garibaldi, qui eût menacé l'Europe d'une guerre générale.

Après la prise d'Ancône, avons-nous dit, il n'y avait plus d'obstacles *matériels* à l'entrée des Piémontais dans le royaume de Naples. Quant à ce que pouvaient en dire ou en penser les puissances européennes, c'était une autre question. Cependant, on comptait sur la rapidité avec laquelle on créerait des faits accomplis pour lever bien des difficultés à cet égard, et il était incontestable que, depuis le commencement de l'année, le ministère Cavour avait acquis dans l'art de fabriquer des faits accomplis une habileté pratique qui n'était point à dédaigner.

Une autre question encore, c'était celle de la position que prendrait Garibaldi dans cette affaire.

Immédiatement après l'occupation de Naples, pressé par le parti annexioniste de Naples et de la Sicile, Garibaldi s'était adressé au roi Victor-Emmanuel, et lui avait représenté que l'annexion immédiate de ces pays à ses États ne pouvait être acceptable que si Cavour, Fanti et Farini sortaient du ministère, attendu qu'il n'était pas possible d'avoir la certitude que ces hommes suivraient une politique vraiment italienne; que, par conséquent, il ne serait pas raisonnable de livrer sans condition, entre leurs mains, les riches ressources qu'offrirait l'Italie méridionale. — Ces trois ministres offrirent là-dessus leur démission à Victor-Emmanuel, bien sûrs d'avance qu'elle ne serait pas acceptée. Le roi la refusa effectivement, et alors Cavour résolut de faire plier Garibaldi en dirigeant contre lui tous les ressorts qu'il avait à sa disposition: il voulut se présenter avec sa politique devant le Parlement, et il n'y avait pas le moindre doute que ce Parlement, obligé de choisir entre lui et Garibaldi, ne se déciderait pas pour ce dernier.

Le Parlement fut donc convoqué à Turin pour le 2 octobre : en même temps Victor-Emmanuel annonça au dictateur que l'occu-

pation de l'Italie méridionale par des troupes piémontaises pouvait devenir une nécessité politique, et pria Garibaldi d'agir de manière à mettre de côté les difficultés de cette opération, ou, tout au moins, à les diminuer; Garibaldi reçut cette lettre le 20 septembre.

Jusqu'à ce moment, comme nous l'avons vu, Garibaldi n'avait jamais renié sa politique mazzinienne ou anti-anuexioniste; en face de la situation qui se préparait, il se trouva en désaccord avec son ministère en graude partie annexiouiste : ce désaccord ne put être replâtré, et amena la démission du ministère, démission qui fut acceptée. Le dictateur chargea de la formation d'un nouveau cabinet M. Conforti, qui, le 29 septembre, réussit à en composer un comme suit : Giura, aux travaux publics; Scura à la justice; Cosenz, à la guerre; Anguissola, à la marine; De Sanctis, à l'instruction publique; Crespi, à l'extérieur; ce ministère devait être anti-annexioniste; mais les gens qui connaissaient un peu les hommes et les choses, secouèrent la tête lorsqu'ils connurent cette liste; leur opinion fut que ce que feraient ou diraient les nouveaux ministres serait chose parfaitement indifférente, attendu que la plupart n'étaient que des girouettes ou des nullités; qu'ils rejoindraient à la première occasion favorable les rangs des cavouriens, et que si dans ce moment ils se trouvaient appartenir au parti anti-annexioniste, ce n'était probablement que pour faire plus tard mieux valoir leur passage dans le camp opposé.

L'événement devait bientôt montrer la justesse de cette appréciation.

Garibaldi, afin de pouvoir s'occuper plus spécialement des affaires militaires, avait nommé prodictatenr pour le continent napolitain le marquis Pallavicini-Trivulzio, l'un de ses amis personnels, qui s'était rendu sur sa demande à Turin pour y suivre les choses et négocier en son nom. Le 28 septembre Pallavicini était revenu à Naples. Quant à la couleur politique, il était à peu près de celle de la majorité des ministres. Cavour lui avait dit à Turin que l'on s'entendrait très-facilement avec Garibaldi, si celui-ci consentait seulement à écarter les mazziniens de son entourage. Or, ce qni était assez curieux, c'est que les mêmes hommes qui se donnaient comme adversaires de l'annexion immédiate et sans condition, et qui par conséquent étaient aussi mazziniens,

s'ils disaient du moins la vérité, protestaient catégoriquement contre cette qualification, comme jusqu'alors cela ne s'était vu qu'à Turin. Ils tenaient même à provoquer des mesures contre les mazziniens, et réclamaient leur éloignement des affaires. D'abord on s'attaqua à Bertani. Bertani avait été nommé, ainsi que nous l'avons dit précédemment, secrétaire général du dictateur. Grâce à la manière dont Bertani, assez avide de domination, avait interprété sa position, il semblait y avoir à la tête des affaires du continent napolitain deux gouvernements à la fois : l'un représenté par le secrétaire général, l'autre par le ministère ; l'un de ces deux pouvoirs devait nécessairement, suivant les circonstances, être paralysé par l'autre, ou bien il en résulterait des tiraillements, des désordres, lorsque chacun d'eux de son côté prétendrait mener à sa guise les finances et administrer les autres ressources du pays. La seule position raisonnable qu'avait à prendre, selon nous, le secrétaire général du dictateur, était celle de représentant des opinions de celui-ci dans le sein du gouvernement en son absence : il eût suffi par conséquent de fixer dans ce sens la limite de ses attributions; les fonctions qu'il remplissait n'étaient pas certainement une sinécure. Mais les désavantages, les inconvénients du secrétariat général furent certainement exagérés aussi bien par le ministère Conforti que par celui auquel il avait succédé, et quoique Conforti eût demandé seulement que les droits et les attributions de ce fonctionnaire fussent restreintes, il montra néanmoins fort clairement qu'il tenait particulièrement à ne pas voir un mazzinien au secrétariat général.

En ce qui concerne Bertani, il lui fut justement facile dans ce moment d'abandonner sa place sans bruit. Comme il était député au Parlement de Turin et que celui-ci se réunissait le 2 octobre, il était naturel qu'il partît pour Gênes vers la fin de septembre, afin de se rendre de là à Turin, et il devait tenir d'autant plus à assister à la session qui s'ouvrait que les cavouriens avaient mis en circulation contre lui une foule d'accusations dont une bonne part étaient calomnieuses ou simplement ridicules. Bertani partit donc, mais Garibaldi le remplaça aussitôt par un autre mazzinien, Crispi, le ministre des affaires étrangères, qu'il appela provisoirement à ces fonctions de secrétaire général.

A Naples, l'intérim du ministère avait été mis à profit par les

annexionistes, soutenus tout spécialement par les anciens ministres qui, pour autant qu'ils n'étaient pas déjà cavouriens enragés, l'étaient devenus après leur démission, pour mettre en circulation des adresses à Victor-Emmanuel, demandant l'annexion immédiate, afin de préparer de cette manière l'entrée des Piémontais dans les provinces napolitaines. Déjà le 25 septembre, une adresse de ce genre avait été remise à Villamarina, ambassadeur de Victor-Emmanuel à Naples, et le 2 et le 3 octobre, une députation se présenta auprès de Cavour et du prince de Carignan à Turin, où le roi ne se trouvait déjà plus en ce moment.

Le 27 septembre, Garibaldi annonça par un ordre du jour à l'armée du Sud les victoires de l'armée piémontaise dans les Etats de l'Eglise; il ajoutait, ce qui était un peu prématuré, que cette armée avait déjà franchi la frontière et pénétré sur le territoire napolitain, et il terminait en disant : « Avant peu, nous aurons le bonheur de serrer ces mains victorieuses. » Dans tout cet ordre du jour, il n'est pas une seule fois question de Fanti, mais seulement de Cialdini, comme commandant de l'armée sarde, bien que Fanti en fût réellement le commandant en chef. Nos lecteurs connaissent assez bien le pied sur lequel se trouvaient les relations personnelles de Garibaldi et de Fanti, et il suffira de la simple mention du fait que nous venons d'indiquer pour leur rappeler ce que nous avons dit à ce sujet précédemment.

Il était impossible que Fanti commandât l'armée qui entrerait à Naples, à moins de vouloir directement jeter le gant à Garibaldi et déclarer hautement qu'il était dans l'intention du cabinet de Turin d'allumer la guerre civile. Ce que l'on trouva de mieux fut de faire prendre ce commandement au roi Victor-Emmanuel lui-même, que Garibaldi avait partout proclamé. Cavour, en déterminant le roi à se mettre à la tête de ses soldats, enlevait à Garibaldi toute possibilité de marcher plus loin dans le sens de la politique qui repoussait l'annexion immédiate de l'Italie du Sud aux Etats de Victor-Emmanuel. Le roi quitta Turin le 29 septembre pour se rendre par Bologne auprès de son armée concentrée dans les Marches.

Laissons un moment de côté le roi poursuivant son voyage et Garibaldi embarrassé avec son ministère, afin de voir Cavour se présenter devant le Parlement, qu'il avait convoqué pour le 2 oc-

tobre. Cavour lui soumit aussitôt la loi dite d'*annexion*, composée d'un seul article ainsi conçu :

« Le gouvernement du roi est autorisé à accepter et à instituer par des décrets royaux l'annexion des provinces de l'Italie centrale et de l'Italie méridionale, dans lesquelles les populations exprimeront librement par le suffrage universel et direct la volonté de faire partie intégrante de notre monarchie constitutionnelle. »

L'exposé des motifs de cette loi, tel qu'il fut donné devant la Chambre des députés, commence par l'observation que trois mois auparavant les Chambres avaient autorisé le ministère à conclure un emprunt qui non-seulement devait lui fournir la force matérielle nécessaire pour se mettre à la hauteur des destinées de l'Italie, mais qui devait aussi augmenter la force morale du gouvernement, en ce que cette mesure était un vote de confiance pour ce dernier. Les préparatifs militaires que fit le gouvernement ont contribué à faire respecter en faveur de l'Italie le principe de non-intervention, et permis la rapide délivrance des Marches et de l'Ombrie. Le ministère est donc convaincu d'avoir répondu par ses actes à la confiance de la nation et du roi.

Onze millions d'Italiens ont de nouveau rejeté leurs chaînes, et ont été mis à même de choisir librement leur gouvernement ; le ministère est très-éloigné de s'attribuer à lui seul le mérite de ce succès : il reconnaît au contraire la grande part qu'y ont eue les peuples eux-mêmes, les volontaires et Garibaldi ; cependant, il doit rappeler que ce résultat n'est que le développement logique de la généreuse politique inaugurée par Charles-Albert et continuée par Victor-Emmanuel. Maintenant, les Chambres sont de nouveau convoquées, afin que le ministère puisse se convaincre qu'il possède toujours la confiance du pays, et afin que le Parlement puisse prononcer un jugement solennel sur sa politique, sur la politique du gouvernement.

L'Italie, ajoute cet exposé, est maintenant libre tout entière, sauf Venise et Rome ; pour le moment, il n'est pas possible de songer à la délivrance de Venise ; l'opinion des puissances est opposée à cette tentative, parce qu'elles ne croient pas l'Italie encore assez forte. Il faut donc constituer d'abord, sans Ve-

nise, une Italie forte, et l'opinion de l'Europe se modifiera à cet égard.

Quant à Rome, il faut également s'abstenir ; cette question romaine n'est pas de celles qui peuvent être tranchées par l'épée ; il faut en attendre la solution de la puissance du temps et de l'incalculable influence qu'une Italie régénérée et reconstituée exercera sur les vues et les jugements du monde catholique. Vouloir attaquer les Français à Rome serait de plus pour l'Italie une impossibilité à la fois morale et matérielle.

Si la cause de ce pays s'est acquis les sympathies de toute l'Europe, on le doit principalement à la modération dont ont fait preuve ces provinces qui avaient chassé leurs anciens gouvernements.

C'est par cette modération et par *leur soin à prévenir toute anarchie*, que la Toscane et l'Emilie ont convaincu la diplomatie que l'Italie est capable de former un grand royaume avec les plus libres institutions.

Il faut que maintenant, dans l'Italie méridionale, les choses suivent le même cours que dans ces provinces ; elle ne peut rester longtemps dans l'incertitude d'un provisoire qui aurait pour conséquence le désordre et l'*anarchie*, car cette anarchie serait un grand danger non-seulement pour l'Italie du Sud, mais pour l'Italie tout entière. Victor-Emmanuel a vis-à-vis de ces provinces des devoirs particuliers à remplir. C'est en son nom qu'elles se sont soulevées, et il est responsable de leurs destinées devant l'Europe et la postérité ; il ne veut nullement disposer d'elles arbitrairement, mais il est obligé de les mettre à même, par une libre manifestation de leur volonté, de sortir de cet état redoutable de provisoire où elles se trouvent. Quel que soit le résultat de leur votation, le gouvernement de Victor-Emmanuel le respectera.

Quant au mode de la votation lui-même, le ministère ne croit pas qu'il puisse y avoir de doute à cet égard. Elle doit avoir lieu de la même manière qu'en Toscane et dans l'Emilie ; le ministère ne peut accepter une annexion *conditionnelle*, qu'il repousserait comme indigne du droit des peuples européens modernes, même en faisant abstraction de ce qu'il voit dans la centralisation la meilleure forme de gouvernement pour l'Italie nouvelle, et parce

qu'une annexion conditionnelle constituerait une espèce de pacte de soumission féodal.

Presque toute l'Italie est d'accord de plus sur ce que l'annexion de l'Italie du Sud doit avoir lieu *immédiatement*; cependant, il y a encore quelques citoyens dont on ne peut mettre en doute le patriotisme, et qui pensent que cette annexion ne devrait avoir lieu qu'après la délivrance de Rome et de Venise; il ne pourrait y avoir qu'un motif pour laisser Naples et la Sicile dans cette situation exceptionnelle, ce serait l'intention d'en employer *révolutionnairement* les ressources pour achever la délivrance de l'Italie. Or, une fois que 22 millions d'Italiens sont libres et unis, l'Italie n'a plus de raison de maintenir la révolution; si elle le faisait, l'Europe pourrait être conduite à penser que pour l'Italie la révolution n'est pas *un moyen*, mais *un but*, et l'opinion publique se retournerait contre elle.

La révolution et le gouvernement constitutionnel ne peuvent longtemps exister l'un à côté de l'autre, sans amener infailliblement des conflits tout à l'avantage de l'ennemi commun. Sans doute, Garibaldi, quoique opposé à l'annexion immédiate, ne changerait pas d'intentions à l'égard du royaume d'Italie, mais si Naples et la Sicile demeuraient dans un état révolutionnaire permanent, lui-même, qui avait inscrit sur son drapeau « l'Italie et Victor-Emmanuel, » risquait de perdre le gouvernail et de le voir passer entre les mains de ceux qui, à la place de cette formule pratique et intelligible, voudraient mettre le symbole obscur et mystique des sectaires : « Dieu et le peuple ! »

Le ministère, pour tous ces motifs, espère l'adoption par le Parlement de la loi sur l'annexion; il a d'autant plus besoin d'un vote de confiance qu'une voix chère aux masses, celle de Garibaldi, a exprimé au contraire la défiance à son égard.

Le 11 octobre, la loi qui motivait ainsi le gouvernement de Cavour fut adoptée par la Chambre des députés à une majorité de 290 voix contre 6, et le 16 par le Sénat, dans lequel 12 voix firent opposition; le 19 octobre, les Chambres s'ajournèrent.

En attendant, l'armée piémontaise avait déjà passé sur deux points la frontière napolitaine; les troupes qui se trouvaient depuis quelque temps dans le port et la ville de Naples furent renforcées par d'autres corps embarqués dès le 6 à Gênes, et le 9, le

corps d'armée de Cialdini sortait des Marches sur trois colonnes, la droite se dirigeant sur Sora par Aquila et Avezzana, le centre sur Isernia par Teramo, Popoli, Sulmona et Castel di Sangro, la gauche d'abord le long de la mer Adriatique, puis sur Bénévent.

Le roi Victor-Emmanuel était arrivé le 4 à Ancône par Bologne, et y avait pris le commandement de son armée, Fanti se réduisant aux fonctions de chef de l'état-major général. Le 9, lorsque les troupes franchirent la frontière napolitaine, le roi adressa une *proclamation aux peuples de l'Italie du Sud*. Ce document est trop important pour que nous ne le reproduisions pas.

Le roi débute ainsi :

« Dans ce moment solennel pour l'histoire nationale et pour les destinées des Italiens, je m'adresse à vous, peuples de l'Italie méridionale, qui, après avoir, en mon nom, changé votre état de choses, m'envoyez vos députations, composées d'hommes pris dans tous les rangs, de citoyens, de magistrats, de députés aux conseils municipaux, pour me demander le rétablissement de l'ordre, de la liberté parmi vous, et votre union à mon royaume.

« Je veux vous faire connaître quelle est la pensée qui me guide, quels sont les devoirs que m'impose ma conscience, si la Providence me place sur le trône de l'Italie.

« Je suis monté sur le trône après de grands désastres. Mon père m'a donné un bel exemple en renonçant à la couronne pour sauver sa propre dignité et la liberté de ses peuples. Charles-Albert tomba les armes à la main et mourut en exil. Sa mort a lié de plus en plus les destinées de ma famille à celles du peuple italien, qui, depuis tant de siècles, a laissé sur toutes les terres étrangères les cendres de ses exilés, comme un titre à la revendication de l'héritage de chacune des nations que Dieu a placées sur ces frontières, et qui parlent la même langue.

« J'ai suivi cet exemple, et le souvenir de mon père fut toujours mon étoile tutélaire.

« Entre la couronne et la parole donnée, le choix pour moi n'était pas douteux. »

Le roi expose ici tout ce qu'il a fait pour le développement des idées libérales dans le Piémont. — Nous empruntons le passage suivant à cet exposé :



« Je veux qu'on respecte la religion catholique, tout en laissant à chacun la liberté de conscience, et que l'autorité civile résiste ouvertement à cette faction obstinée et provocatrice qui se pose comme la seule amie et tutrice des trônes, mais qui entend, au nom de Dieu, commander aux rois, et interposer entre le prince et le peuple la barrière de son intolérance passionnée. »

Ce mode de gouvernement, le roi le reconnait, ne pouvait être que d'un funeste effet pour le reste de l'Italie. Il faut y joindre le Piémont prenant part à la guerre de Crimée, et, par suite, trouvant place dans les conseils de l'Europe et faisant entendre dans le congrès de Paris pour la première fois « les cris de douleur » de l'Italie. De là cette alliance avec « son magnanime allié l'empereur Napoléon » et la guerre de 1859.... Mais pourquoi cette guerre et la paix de Villafranca n'ont-elles pas apporté la fin de la crise italienne? — Le roi Victor-Emmanuel répond à cette objection :

« J'avais appelé les Italiens aux armes; quelques provinces italiennes avaient changé leur gouvernement pour concourir à la guerre de l'indépendance que leurs souverains repoussaient. Depuis la paix de Villafranca ces provinces ont demandé ma protection contre la restauration de leurs anciens gouvernements. Si les faits qui ont eu lieu dans l'Italie centrale étaient la conséquence de la guerre à laquelle nous avions invité les peuples, si le système de l'intervention étrangère devait être pour toujours abandonné en Italie, je devais reconnaître à ces peuples, et leur assurer le droit de manifester librement et légalement leurs votes.

« J'ai retiré mon gouvernement, ils s'en sont donné un régulier; j'ai retiré mes troupes, ils ont organisé des forces régulières et, protégés par la concorde et par toutes les vertus civiques, ils sont arrivés à un tel degré de force et de réputation, qu'ils ne pourraient plus être vaincus que par les armes étrangères.

« Grâce au bon sens des peuples de l'Italie centrale, l'idée monarchique fut affermie d'une manière stable, et la monarchie a modéré moralement le mouvement pacifique populaire. Ainsi l'Italie a grandi dans l'estime des nations civilisées, et il a été démontré à l'Europe que les Italiens étaient aptes à se gouverner eux-mêmes.

« Acceptant l'annexion, je savais à quelle difficulté européenne j'allais me heurter ; mais je ne pouvais manquer à la parole donnée aux Italiens dans la proclamation de la guerre. Que ceux qui m'accusent d'imprudence en Europe, me jugent avec un esprit calme : que serait devenue, que deviendrait l'Italie le jour où la monarchie serait impuissante à satisfaire au besoin de la reconstitution nationale ?

« Pour les annexions, le mouvement national, s'il n'a pas changé en substance, a pris des formes nouvelles : en acceptant du droit populaire ces nobles et belles provinces, je devais loyalement reconnaître l'application de ce principe ; il ne m'était pas permis de la mesurer dans la proportion de mes affections et de mes intérêts particuliers. En vertu de ce principe j'ai fait, pour le bien de l'Italie, le sacrifice qui coûtait le plus à mon cœur, en renonçant à deux nobles provinces du royaume de mes aïeux. »

Ici le roi Victor-Emmanuel retrace les efforts qu'il a faits auprès du grand-duc de Toscane, du pape, « dans lequel je vénère, dit-il, le chef de la religion de mes aïeux et de mes peuples, » et enfin du roi de Naples, pour les engager à une politique italienne. Ces efforts ont échoué ; le roi continue ainsi :

« C'était chose toute naturelle que les événements survenus dans l'Italie septentrionale et centrale soulevassent plus ou moins les esprits dans l'Italie méridionale.

« En Sicile, cette inclination des esprits a éclaté par une révolte ouverte. On combattait pour la liberté en Sicile, lorsqu'un preux guerrier, dévoué à l'Italie et à moi, le général Garibaldi, accourait à son secours. Ils étaient Italiens : je ne pouvais, je ne devais pas les retenir.

« La chute du gouvernement de Naples a confirmé ce que mon cœur savait : combien est nécessaire aux rois l'amour, aux gouvernements l'estime des peuples.

« Dans les Deux-Siciles le nouveau régime s'est inauguré en mon nom. Mais quelques actes ont donné lieu de craindre que cette politique représentée par mon nom ne fût pas bien interprétée ; toute l'Italie a craint qu'à l'ombre d'une glorieuse popularité, d'une antique probité, ne se renouât une faction, prête à sa-

crifier le prochain triomphe national aux chimères de son ambitieux fanatisme.

« Tous les Italiens se sont adressés à moi pour que je conjurasse ce danger. Il était de mon devoir de le faire, parce que, dans l'état actuel des choses, ce ne serait pas de la modération, ce ne serait pas de la sagesse, mais de la faiblesse et de l'imprudence que de ne pas saisir d'une main ferme la direction du mouvement national, dont je suis responsable devant l'Europe.

« J'ai fait entrer mes soldats dans les Marches et dans l'Ombrie en dispersant ce ramassis de gens de tous les pays et de toutes les langues qui s'y étaient réunis, nouvelle et étrange forme d'intervention étrangère, et la pire de toutes.

« J'ai proclamé l'Italie des Italiens et je ne permettrai jamais que l'Italie devienne le nid des sectes cosmopolites qui s'y donnent rendez-vous pour y tramer les plans ou de la réaction, ou de la démagogie universelle. »

Le manifeste se termine ainsi :

PEUPLES DE L'ITALIE MÉRIDIONALE !

« Mes troupes s'avancent parmi vous pour consolider l'ordre : je ne viens point vous imposer ma volonté, mais bien faire respecter la vôtre.

« Vous pourrez librement la manifester : la Providence, qui protége les causes justes, inspirera le vote que vous déposerez dans l'urne.

« Quelle que soit la gravité des événements, j'attends avec calme le jugement de l'Europe civilisée et celui de l'histoire, parce que j'ai la conscience d'accomplir mes devoirs de roi et d'Italien.

« Ma politique ne sera peut-être pas inutile pour réconcilier en Europe le progrès des peuples avec la stabilité des monarchies.

« Je sais que je mets un terme, en Italie, à l'ère des révolutions.

« Donné à Ancône, le 9 octobre 1860.

« VICTOR-EMMANUEL.

« FARINI. »

En lisant plusieurs parties de ce manifeste, notamment sa conclusion, on doit se souvenir que Farini, comme Cavour et Fanti, détestent le dictateur; s'ils n'osent pas s'en prendre directement à Garibaldi, couvert par l'amitié que lui porte le roi lui-même, ils se dédommagent en s'attaquant à ses amis, aux mazziniens, au parti de l'action. Farini dit : Le désordre, l'anarchie règnent à Naples, menacé de pis encore; la monarchie, le principe monarchique y sont en danger; la république est devant les portes; pourquoi le dit-il? Evidemment afin de gagner les puissances européennes à l'entrée des Piémontais dans les provinces napolitaines; il est parfaitement grotesque de voir Farini, pour placer cette invasion sous la protection de l'Europe, employer exactement les mêmes arguments et, pour ainsi dire, les mêmes phrases que le pape pour mettre l'Europe sur pied contre l'invasion piémontaise dans les Marches et dans l'Ombrie. Nous devons à cet égard nous borner à rappeler que, s'il existait alors réellement quelque désordre à Naples, il était précisément fomenté par les intrigues de Cavour, de Farini, de Fanti et de leurs loyaux adhérents.

L'entrée des Piémontais dans les provinces napolitaines mit enfin un terme aux relations diplomatiques qui avaient jusque-là persisté entre les gouvernements de François II à Gaëte et de Victor-Emmanuel à Turin, où, chose singulière, avait continué à résider l'ambassadeur de François II, Winspeare.

Le 6 octobre enfin, Cavour adressa au baron Winspeare la communication suivante:

« Les événements qui ont eu lieu à Naples dans les derniers mois avaient déjà engagé le gouvernement du roi à y envoyer quelques vaisseaux pour la protection des sujets piémontais: depuis lors la situation a toujours empiré: François II a abandonné sa capitale, et ainsi *abdiqué aux yeux de la population;* la guerre civile allumée maintenant dans les Etats napolitains, l'absence d'un gouvernement régulier mettent en grand péril les principes sur lesquels repose l'ordre public.

« Dans cette situation, les citoyens et les autorités du royaume de Naples ont fait parvenir à S. M. Victor-Emmanuel des adresses couvertes de nombreuses signatures qui implorent le secours du prince auquel la Providence a confié la tâche de donner la paix à l'Italie et de la reconstituer.

« Conformément aux devoirs que lui impose cette mission, mon souverain a ordonné d'envoyer *à Naples un corps d'armée*. Cette mesure mettra un terme à un état de choses qui pourrait dégénérer en une anarchie complète, préservera ainsi l'Europe de grands dangers et préviendra une effusion ultérieure de sang. »

On ne peut trop admirer la naïve et curieuse légèreté avec laquelle Cavour traite dans cette lettre une aussi grosse affaire.

Winspeare répondit dès le 7 octobre :

« Excellence ! L'occupation du royaume des Deux-Siciles par les troupes piémontaises, dont vous me donnez avis dans votre communication d'hier, est une chose si évidemment contraire aux bases de tout droit et de toute loi, qu'il pourrait paraître à peu près inutile de s'arrêter à en démontrer l'illégitimité. Les faits qui ont précédé cette invasion, les liens de parenté et d'amitié qui unissaient d'ancienne date et très-intimement les deux couronnes, font de cette invasion un phénomène si nouveau et si extraordinaire dans l'histoire du monde moderne, que le noble esprit du roi, mon souverain maître, ne pourra le regarder comme une possibilité, et en fait, dans la protestation que le général Casella, ministre des affaires étrangères du roi, a adressée le 16 septembre dernier de Gaëte à tous les représentants des puissances amies, se trouvait clairement exprimée la confiance avec laquelle S. M. le roi François II attendait du roi de Sardaigne que jamais il ne donnerait sa sanction aux actes d'usurpation qui avaient étécommis sous la protection de son nom royal dans la capitale des Deux-Siciles. Il est également superflu que j'entreprenne de démontrer à Votre Excellence combien cette solennelle protestation, jointe à plusieurs autres proclamations du roi, mon maître, et aux efforts héroïques qu'il fait sous les murs de Capoue et de Gaëte, réfutent d'une manière indiscutable le singulier argument que *S. M. aurait abdiqué de facto*. J'ai été fort étonné de lire cet argument dans la susdite communication de Votre Excellence.

« L'anarchie a triomphé dans les Etats de S. M. sicilienne, à la suite du débordement d'une révolution : dès le premier moment, le monde entier a prévu les désordres qu'elle devait entraîner après elle et, depuis longtemps, mais en vain, le roi, mon maître, a proposé à S. M. le roi de Sardaigne d'opposer en commun une digue à cette révolution, afin qu'elle ne pût pas sortir de son lit

et par ses débordements compromettre la vraie liberté et l'indépendance de l'Italie.

« Dans cette heure fatale, où un Etat de dix millions d'âmes défend les armes à la main les derniers restes de son autonomie historique, ce serait chose oiseuse de rechercher *par qui* cette révolution a été assez fortifiée pour qu'elle pût prendre d'aussi colossales proportions, et *comment* elle est parvenue à réaliser la plus grande partie de ces bouleversements qui étaient dans ses plans. Cette Providence divine, dont Votre Excellence a invoqué le saint nom, prononcera avant peu son jugement sur une dernière lutte. Mais quel que soit ce jugement, la bénédiction du Ciel ne descendra certainement pas sur ceux qui s'apprêtent à violer les grands principes de l'ordre social et moral, tout en se donnant pour les exécuteurs d'une mission divine. La conscience publique ellemême, lorsque le joug tyrannique des passions politiques ne pèsera plus sur elle, saura déterminer le véritable caractère d'une entreprise qui, calculée sur l'usurpation, commencée par la ruse, aura été conduite à sa fin par la violence.

« L'amitié avec laquelle cette noble et aimable population m'a accueilli et dont le souvenir vivra toujours dans mon cœur, m'interdit d'aller plus loin dans la rigoureuse appréciation des actes de S. M. Sarde. Mais Votre Excellence comprendra facilement qu'un séjour plus long du représentant de S. M. sicilienne à Turin ne saurait se concilier pas plus avec la dignité de S. M. qu'avec les habitudes du droit des gens.

« Aussitôt que j'aurai réglé quelques affaires particulières de S. M. qui sont relatives à l'héritage de sa mère de sainte mémoire, je quitterai cette résidence. Mais je proteste solennellement contre l'occupation militaire que m'annonce Votre Excellence, contre toute violation des droits sacrés qui appartiennent à S. M. le roi des Deux-Siciles, violation qui serait déjà commise ou devrait être seulement tentée par le gouvernement de S. M. le roi de Sardaigne. Je réserve en même temps et en outre, pour le roi François II, mon maître, le libre exercice de sa puissance souveraine au nom de laquelle il s'opposera à ces attaques et à ces atteintes injustes, quels que soient les moyens qu'il pourra juger convenables à cet effet. Je réserve pour lui le droit d'avoir recours à tous les actes

publics et solennels quelconques qui pourront lui paraître les plus utiles pour la défense de sa couronne.

« Avant mon départ, j'aurai l'honneur de présenter à Votre Excellence M. de Martino, qui sera simplement chargé de lui transmettre les communications que le gouvernement du roi, mon maître, se trouverait encore plus tard dans le cas de faire parvenir au gouvernement de S. M. Sarde.

« Votre Excellence me permettra de prendre congé d'elle en lui exprimant mes remerciements pour les procédés aimables qu'elle a toujours eus à mon égard dans nos relations personnelles. »

Le gouvernement du roi François II ne tarda pas, de son côté, à déclarer dans une espèce de manifeste ce qu'il pensait de l'entrée des Piémontais dans les Etats napolitains. Afin d'éviter des répétitions, nous nous bornons à donner ici les passages les plus importants de cette note, nous limitant pour le reste à une simple analyse.

Casella commence par passer en revue les événements depuis le commencement de la révolution de Sicile, ainsi que toutes les mesures militaires et politiques tentées par le gouvernement napolitain contre cette révolution et l'appui qui lui avait été amené du dehors par Garibaldi ; il explique comment toutes ces mesures sont demeurées sans effet.

« La liberté politique (accordée par François II), dit le ministre napolitain, n'eut pas le temps d'arriver à son développement naturel, et ne servit en réalité que de bouclier pour tous les conspirateurs ; l'Europe a vu avec indignation un ministre de S. M. (Liborio Romano) se vanter d'avoir organisé lui-même, et pendant son ministère, la révolution qui devait arracher la couronne de la tête de son souverain. »

Le ministre raconte ensuite comment les diverses puissances européennes avaient donné à entendre au roi François II que, s'il combattait *avec succès* la révolution dans ses Etats, ce fait pourrait servir de point de départ à une intervention ultérieure en sa faveur, et comment, après avoir volontairement quitté sa capitale, le roi avait résisté sur la ligne du Volturne, et pris lui-même l'offensive.

« L'Europe sait, ajoutait Casella, par les bulletins des généraux de ce condottiere (Garibaldi), qu'au service de la révolution se trou-

vent une légion hongroise, ainsi que des troupes de différentes nations, entre autres la légion anglaise débarquée à Naples la semaine dernière ; on a vu que, durant le combat du 1er octobre, des bataillons de bersagliers piémontais sont venus au secours de Garibaldi. » François avait néanmoins pleine confiance qu'il viendrait à bout de la révolution intérieure, du mazzinisme, des bandes italiennes de Garibaldi et des aventuriers de toutes nations réunis sous les drapeaux de ce dernier. Mais maintenant il voit entrer en ligne derrière ces éléments comme une puissante réserve l'armée piémontaise elle-même. Sa confiance doit maintenant s'évanouir, non pas seulement par le sentiment de l'insuffisance de ses forces, mais surtout parce qu'il voit que la protection du droit des gens n'a plus aucune valeur pour lui. « Les troupes du roi, dit en terminant Casella, seront peut-être écrasées par cette injustifiable agression : l'indépendance et la souveraineté de ce pays, sa monarchie consacrée par une longue histoire, succomberont peut-être, mais avec l'armée et la monarchie succomberont en même temps tous les droits, toutes les lois, tous les principes sur lesquels reposent l'indépendance et la sécurité des nations. L'exemple des Deux-Siciles apprendra au monde qu'il est permis de fouler aux pieds tous les sentiments de la justice et de la loyauté, et de porter la révolution sur le territoire d'un souverain ami, pour s'emparer en pleine paix de ses Etats en violant le droit et les traités, au mépris des intérêts les plus légitimes, et en provoquant l'opinion publique de l'Europe. »

Les puissances européennes désapprouvèrent presque toutes le procédé du Piémont à l'égard du roi de Naples, mais elles n'intervinrent point.

L'Autriche avait depuis longtemps réduit ses relations diplomatiques avec le Piémont au peu qui était strictement nécessaire pour la protection de ses ressortissants en Italie.

La France se trouvait dans le même cas depuis l'invasion des Marches et de l'Ombrie. D'un côté comme de l'autre, on se borna à faire désapprouver par les journaux officiels et officieux le nouvel acte du Piémont.

L'Espagne avait protesté déjà contre la marche projetée de l'armée piémontaise par une note du 9 octobre, qui réservait en

même temps les prétentions de la maison royale d'Espagne à un droit de succession sur la couronne des Deux-Siciles.

Le gouvernement russe, par une note du 10 octobre, du prince Gortschakoff, rappela de Turin son représentant Gagarine. Gortschakoff relève le long délai apporté à cette décision de la part du cabinet de St-Pétersbourg comme la meilleure preuve du désir qui animait la Russie de demeurer sur le pied de relations amicales avec le Piémont. Mais, après l'invasion des provinces pontificales, après le décret d'annexion, après le débarquement des troupes piémontaises à Naples, il n'était plus possible à la Russie de croire que le Piémont fût étranger à la révolution dans la péninsule italienne. La nécessité de combattre l'anarchie, invoquée par le gouvernement du roi Victor-Emmanuel, ne saurait justifier ces agressions, car, en réalité, si ce gouvernement se place ainsi sur la route de la révolution, ce n'est point pour lui barrer le chemin, mais bien pour s'emparer de son héritage. Dès lors il ne s'agit plus d'intérêts purement italiens dans la situation actuelle, mais des intérêts généraux des gouvernements et des lois éternelles sans lesquelles il ne saurait y avoir pour l'Europe ni ordre social, ni paix, ni sécurité.

La Prusse aussi donna signe de vie dans ce moment : elle ne rappela pas, il est vrai, de Turin son ambassadeur, le comte Brassier de St-Simon, mais M. de Schleinitz lui adressa, en date du 13 octobre, une note qu'il était chargé de communiquer à M. de Cavour. Cette note est une réponse au mémorandum du gouvernement piémontais du 12 septembre, par lequel ce dernier justifiait l'invasion des Marches et de l'Ombrie.

Le gouvernement prussien, dit le comte de Schleinitz, n'a pas répondu plus tôt à ce mémorandum, d'un côté, parce qu'il désire cordialement demeurer dans les meilleures relations avec le cabinet de Turin, d'un autre côté, parce qu'il avait supposé que ce cabinet devait parfaitement savoir sur quel terrain, fort différent de celui qui était pris dans le mémorandum, se plaçait le gouvernement de Berlin. Mais maintenant, pour éviter toute maladresse, ce dernier no pouvait tarder plus longtemps à exprimer son opinion d'une manière formelle.

Cavour se base entièrement sur le droit absolu des nationalités : la Prusse estime fort haut elle-même cette notion de la nationa-

lité, mais elle estime qu'il ne doit être donné satisfaction aux justes vœux des nations que par la voie légale des réformes et en respectant les droits établis. Or, la route prise par Cavour sort entièrement du terrain de la réforme pour se jeter sur celui de la révolution. D'autre part, les derniers actes du gouvernement piémontais ne sauraient être qualifiés autrement que comme une violation du principe de non-intervention, principe que ce gouvernement ne cesse en même temps d'invoquer dans ses propres intérêts :

« Appelés à nous prononcer sur de tels procédés et de tels principes, dit M. de Schleinitz, nous ne pouvons que les déplorer « profondément et sincèrement, et nous croyons remplir un devoir rigoureux en exprimant de la manière la plus explicite et « la plus formelle notre désapprobation et de ces principes et de « l'application que l'on a cru pouvoir en faire. »

Cavour aurait pu répondre à cela que si l'on veut toujours et partout s'arrêter respectueusement devant de vieux « droits » vermoulus, nulle part et jamais on n'obtiendrait un droit meilleur, et qu'il faudrait se résigner dès lors à l'immobilité passive dans le marais de l'histoire du passé, et que la Prusse n'avait qu'à reporter un coup d'œil sur elle-même et sur sa propre position en Allemagne et en Europe pour se convaincre aussitôt de la vérité de cette observation. Mais cela n'eût pas été poli de la part de Cavour ; et celui-ci, en date du 9 novembre, répondit très-finement à Schleinitz, en exprimant d'une manière quelque peu ironique l'espérance que la Prusse en viendrait sans doute à changer d'avis au sujet des actes du gouvernement de Victor-Emmanuel.

Enfin vint l'Angleterre : lord Russel envoya le 27 octobre à James Hudson, envoyé britannique à Turin, une note qui, dans son genre, n'en est pas moins curieuse que celle de la Prusse. Lord Russel s'est fait donner les ouvrages de Wattel, et l'éminent jurisconsulte à la main, il se demande si les populations de Rome et des Etats-Romains ont pris, *pour de bonnes raisons*, les armes contre leur gouvernement, car dans ce cas, suivant Vattel, « aider de braves gens à défendre leurs libertés, c'est faire acte de justice et de générosité. »

Or, sur cette grave question, le gouvernement de S. M. estime que les populations dont il s'agit sont elles-mêmes les meilleurs

juges de leurs affaires. Le gouvernement de S. M. ne se croit point autorisé à déclarer que les populations de l'Italie méridionale n'avaient pas de bons motifs pour cesser d'être soumises à leurs anciens gouvernements, et le gouvernement de S. M. ne peut en conséquence prétendre blâmer le roi de Sardaigne de les assister, et il ne peut voir aucun motif suffisant pour le blâme sévère dont l'Autriche, la Prusse et la Russie ont frappé le roi de Sardaigne. « Le gouvernement de S. M. *préfère tourner ses regards vers l'agréable spectacle d'un peuple élevant l'édifice de ses libertés et consolidant l'œuvre de son indépendance au milieu des sympathies et des vœux sincères de l'Europe.* »

Nous n'avons pas besoin de dire que l'argumentation de lord Russell est exactement la nôtre, mais ce qui nous paraît comique dans son langage, c'est le ton de maître d'école qui domine dans la note britannique, et nous ajoutons que nous apprécions, pour nous, d'une manière un peu différente que le noble lord, les motifs de l'entrée des Piémontais dans les provinces napolitaines.

En attendant, les Piémontais marchaient en avant sans s'inquiéter du pour et du contre que plaidaient sur leur affaire les diverses puissances européennes. Nous devons maintenant retourner à Naples pour y suivre le labyrinthe politique qui s'y déroulait, et pour examiner la position de Garibaldi, placé entre ses adhérents et les meneurs des intrigues cavouriennes : il a pénétré dans le public, par les journaux anglais et plus encore par les journaux français, quelques renseignements exacts sur ce qui se passait à cet égard à Naples au mois d'octobre ; mais ces renseignements ont été à cette époque en partie perdus pour les spectateurs aux yeux desquels ils apparaissaient comme des éclairs dans un ciel parfaitement serein, et qui n'étaient nullement préparés à les comprendre.

Pour nous, nous avons aujourd'hui l'avantage d'exposer les détours et les manœuvres de cette politique à des lecteurs qui, s'ils nous ont suivi attentivement jusqu'ici, sont complétement au fait de la grande scission des garibaldiens ou mazziniens et des cavouriens, et qui savent que ces querelles ne reposaient pas seulement sur d'importantes divergences de principes, mais aussi sur des hostilités personnelles, et que la lutte était profondément entremêlée de ces deux éléments d'opposition.

---

18. Le vote sur l'annexion.

Nous savons par la loi sur l'annexion discutée au Parlement de Turin ce que Cavour voulait à Naples ; il voulait :

L'annexion *immédiate ;*

L'annexion *sans condition ;*

L'annexion *par un plébiscite;*

Les mazziniens voulaient autre chose : ils voulaient la convocation d'*assemblées de représentants du peuple* pour la Sicile et pour les provinces napolitaines du continent, ces assemblées devant discuter la question de la prolongation de la dictature ou de l'annexion *immédiate* au Piémont, ainsi que l'annexion *conditionnelle* ou sans condition. Parmi les conditions qu'ils voulaient poser était pour eux, en première ligne, l'engagement pris par Victor-Emmanuel de réunir aussi à l'Italie Rome et Venise ; en outre ils voulaient discuter s'il n'y avait pas lieu de stipuler dans l'annexion que l'île de Sicile, d'un côté, et les provinces napolitaines de l'autre, auraient une espèce d'autonomie administrative semblable à celle dont avait joui la Toscane dans l'origine. Les mazziniens ne repoussaient pas l'idée d'un plébiscite, mais ils déclaraient qu'il n'était pas convenable de trancher à l'aveugle des questions vitales pour l'Italie méridionale, par une votation sans discussion ni examen préparatoires, par le même système enfin qui avait enlevé à l'Italie Nice et la Savoie pour les donner à la France. Le plébiscite pouvait, suivant eux, être appelé à confirmer la décision des assemblées de représentants, mais il ne devait pas la précéder. Les mazziniens pouvaient invoquer en faveur de leur manière de voir le précédent de l'Italie centrale, dans laquelle des assemblées de députés avaient discuté des questions et s'étaient prononcées avant la votation directe du peuple sur le résultat de leurs délibérations. Pourquoi ce système n'aurait-il pas trouvé une appréciation doublement justifiée vis-à-vis de Naples et de la Sicile, qui constituaient des pays bien plus étendus et plus peuplés que la Toscane, la Romagne, ou quelqu'une des trois provinces de l'Emilie, et qui étaient en même temps bien plus éloignées du Pié-

mont? Si l'on avait discuté durant tant de séances dans le Parlement de Turin sur la loi relative à l'annexion, pourquoi devait-il être refusé à un Parlement sicilien et à un Parlement napolitain d'examiner eux aussi au point de vue particulier des popnlations qu'ils auraient représentées une aussi grave question? Pourquoi les pays de l'Italie méridionale devaient-ils au contraire se laisser en quelque sorte escamoter par une votation cavourienne habilement combinée? Les mazziniens espéraient que ni un Parlement sicilien, ni un Parlement napolitain ne se prononceraient pour l'annexion immédiate, mais qu'ils voteraient bien plntôt la prolongation de la dictature, afin d'obtenir l'ajournement de l'annexion jusqu'au moment où Rome et Venise seraient à leur tour gagnées pour l'Italie; ils prétendaient qne la prolongation de la dictature dans l'Italie méridionale faciliterait leur conquête en conservant à l'Italie dn Sud, à l'égard de Venise et de Rome, une liberté d'action qn'elle perdrait aussitôt qu'elle se trouverait réunie au Piémont, lié lui-même vis-à-vis de Rome par les obligations qu'il avait à la France, comme vis-à-vis de Venise par le traité conclu avec l'Autriche à Zurich.

C'était là, comme nous l'avons vu, l'opinion de Garibaldi lui-même; mais, travaillé par les deux partis, il penchait tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, d'autant plus que les annexionistes lui montraient continuellement le spectre de la guerre civile qu'il provoquait, disaient-ils, par son opposition à l'annexion immédiate.

Le ministère, qui était dans l'origine entré aux affaires avec une tendance anti-annexioniste, avait en quelques jours, sous l'influence de passions personnelles, complétement changé d'opinion, le prodictateur Pallavicini en tête; et bientôt l'on avait vu se reproduire exactement les mêmes embarras que sous le précédent ministère, les mêmes plaintes contre l'influence exercée sur Garibaldi par les mazziniens, et celles de Mazzini lui-même, qui depuis quelque temps se trouvait à Naples, contre les procédés arbitraires des gouverneurs des provinces qui paralysaient l'activité du ministère, etc., etc. Au milieu de tous ces tracas, de toute cette confusion, c'est toujours Cavour qui apparaît comme l'ange de salut, entre les bras duquel il n'y a rien de mieux à faire que de se jeter à corps perdu.

Pour être agréable à Cavour et agir dans le sens de sa politique,

Pallavicini écrivit, en date du 3 octobre, à Mazzini une lettre dans laquelle il faisait appel à sa générosité de sentiments, et lui demandait de s'éloigner de Naples : comme représentant du principe républicain, par son séjour à Naples, il éveillait les défiances du roi et de ses ministres, et involontairement, malgré lui, il produisait autour de lui la discorde et la division ; même lorsqu'il parlait et agissait pour l'unité de l'Italie, il se trouvait beaucoup d'individus qui abusaient de son nom avec l'intention d'arborer en Italie une autre bannière que le drapeau royal de Victor-Emmanuel.

Mazzini répondit, en date du 6 octobre, qu'il resterait à Naples, bien que, s'il ne consultait que sa première impulsion et sa fatigue d'esprit, il se fût trouvé bien plutôt disposé à s'éloigner immédiatement. « Je refuse de partir, dit Mazzini, parce que je ne me sens pas coupable, ni cause de danger pour le pays, ni machinateur de projets qui puissent lui être funestes, et il me semblerait m'avouer tel en cédant ; parce que, Italien en terre italienne reconquise à la liberté, je crois devoir représenter et soutenir en ma personne le droit que tout Italien a de vivre dans sa propre patrie lorsqu'il n'en attaque pas les lois, et le devoir de ne pas céder à un ostracisme immérité ; parce que, après avoir contribué à élever, autant qu'il était en moi, le peuple d'Italie au sacrifice, il me semble qu'il est temps de l'élever par l'exemple à la conscience de la dignité humaine trop souvent violée et à la maxime oubliée par ceux qui s'intitulent prédicateurs de concorde et de modération : que l'on ne fonde pas sa liberté sans respecter celle d'autrui.

« Parce qu'il me semblerait, en m'exilant volontairement, insulter à mon pays, qui ne peut, sans se déshonorer aux yeux de l'Europe, se rendre coupable de tyrannie, au roi, qui ne peut craindre un individu sans se reconnaître faible et mal assuré dans l'affection de ses sujets, aux hommes de votre parti, qui ne peuvent s'irriter de la présence d'un homme déclaré par eux à chaque instant seul et abandonné de tout le pays.

« Parce que le désir vient, non, comme vous le croyez, du pays, du pays qui pense, travaille et combat sous les drapeaux de Garibaldi, mais du ministère turinois, envers lequel je n'ai aucune dette, et que je crois funeste à l'unité de la patrie ; mais des intri-

gants et gazetiers sans conscience, sans honneur et sans moralité nationale, sans culte, si ce n'est pour le pouvoir existant, quel qu'il soit, et que par conséquent je méprise; mais du vulgaire des crédules oisifs qui jurent sans plus d'examen par la parole du tout-puissant, et que par conséquent je plains; finalement, parce que, en arrivant, j'ai eu une déclaration, qui n'est pas encore révoquée, du dictateur de ce pays, que j'étais libre sur la terre des libres.

« Le plus grand des sacrifices que j'aie jamais pu faire, je l'ai fait lorsque, interrompant par amour de l'unité et de la concorde civile, l'apostolat de ma foi, je déclarai que j'acceptais, non par respect pour les ministres ou les monarques, mais pour la majorité illusionnée, et ce n'est pas peu dire, du peuple italien, la monarchie, prêt à coopérer avec elle, pourvu qu'elle fondât l'unité, et que si jamais je venais un jour, dégagé par sa conscience, à reprendre notre vieux drapeau, je l'annoncerais loyalement d'abord et publiquement à mes amis et ennemis. Je ne puis donc en accomplir un autre spontanément.

« Si les hommes loyaux, comme vous l'êtes, croient à ma parole, il est de leur devoir de s'attacher à convaincre, non pas moi, mais mes adversaires, que la voie d'intolérance qu'ils suivent est le seul ferment d'anarchie qui existe aujourd'hui.

« S'ils ne croient pas à un homme qui depuis trente ans combat comme il le peut pour la nation, qui a appris aux accusateurs à balbutier le nom d'unité, et qui n'a jamais menti à âme vivante, qu'il en soit de même d'eux; l'ingratitude des hommes n'est pas une raison pour que je doive m'incliner volontairement à leur injustice, et la sanctionner. »

Les cavouriens, furieux du refus de Mazzini, cherchèrent à se venger de cette déconvenue par l'interdiction des associations anti-annexionistes, principalement de l'*Associazione nazionale unitaria*, dont le président honoraire était le dictateur lui-même, et par de petites émeutes de lazzaroni qu'ils organisèrent contre les mazziniens.

En Sicile, Mordini, dans les premiers jours d'octobre, avait promulgué un décret sur les élections au Parlement sicilien; aussitôt que cela fut connu à Naples, c'est-à-dire le 6 octobre, Crispi proposa, dans le conseil des ministres, qu'une mesure semblable

fût décidée pour les provinces de terre ferme ; le lendemain, lorsque cette proposition fut discutée, trois des ministres se prononcèrent en sa faveur, et deux seulement votèrent contre. Pallavicini, qui lui-même était opposé à la réunion d'un Parlement, parla aussitôt de donner sa démission, si l'on ne donnait pas la préférence à la voie du plébiscite ; il se rendit à Caserte pour avoir un entretien avec Garibaldi, et lorsqu'il fut de retour, il annonça aux ministres que le dictateur lui-même était favorable au système du plébiscite et non à celui du Parlement.

Là-dessus, le 8 octobre, les ministres rendirent un décret par lequel les comices populaires du continent napolitain étaient convoquées pour le 21 octobre, afin de se prononcer directement, par *oui* ou par *non*, sur le plébiscite suivant :

« Le peuple veut une Italie une et indivisible avec Victor-Emmanuel, comme roi constitutionnel, pour lui et pour ses descendants légitimes. »

L'interrogation était posée de telle sorte, qu'aucun des antiannexionistes eux-mêmes ne pouvait guère voter *non* : en effet, eux aussi voulaient l'Italie une et indivisible avec Victor-Emmanuel à sa tête, et leur opposition ne portait que sur des questions d'opportunité ou d'administration.

Le décret était déjà rendu lorsqu'on apprit que Pallavicini ne devait pas avoir « bien compris » le dictateur. Mordini avait en effet envoyé à Naples le ministre de l'intérieur de l'île de Sicile, Parisi, pour faire au dictateur diverses communications au sujet du décret concernant la réunion du Parlement sicilien, et Garibaldi avait déclaré dans cette occasion à Parisi, qu'il désirait qu'il fût procédé dans les provinces napolitaines *exactement de la même manière que dans l'île de Sicile*.

Parisi insista sur cette déclaration ; Pallavicini persista à dire que le dictateur voulait le plébiscite ; il en résulta que les jours suivants Pallavicini et Parisi coururent alternativement de Naples à Caserte, pour y aller chercher la confirmation par Garibaldi de leur interprétation de ses sentiments ; et chacun d'eux revenait régulièrement à Naples, apportant la nouvelle que c'était lui seul qui avait raison.

A la fin, le 11 octobre au soir, Parisi, Pallavicini, Cattaneo, Crispi et Calvino se rendirent, *ensemble* cette fois, auprès de Gari-



baldi à Caserte, la question du plébiscite ou du Parlement fut de nouveau débattue ; Pallavicini défendit de toutes ses forces le premier mode. « A Naples, dit-il, l'esprit d'autonomie est très-puissant; si un Parlement se réunit et vient à discuter, nous courons un véritable danger qu'il ne finisse par se prononcer *contre l'annexion ;* on compromettrait donc ainsi l'unité de l'Italie, et l'on amènerait la guerre civile. » Garibaldi fut vivement impressionné par ces derniers mots : « Sachez-le bien, Messieurs ! s'écria-t-il, avec Garibaldi il n'y aura *jamais* une guerre civile. Ce sont tous mes ennemis qui parlent constamment de guerre civile... ce sont toujours les mêmes hommes qui parlent à chaque instant de discorde et d'anarchie, pour donner à l'étranger l'idée qu'ils désireraient que l'on s'en fît en effet de moi. Ce sont ces mêmes gens qui s'attachent à ruiner le crédit pour me rendre le gouvernement impossible ! » Là-dessus le dictateur s'irrita de ce que, malgré toutes les ressources du pays, et quoiqu'il y eût des millions de piastres dans les caisses, l'armée *n'était pas payée régulièrement,* de ce que le ministère se plaignait toujours justement des gouverneurs de provinces qui avaient fait le plus *pour la révolution*, et qui étaient encore le plus actifs ; enfin il s'exprima avec amertume sur le gouvernement du prodictateur entre les mains duquel il avait cependant remis avec une pleine confiance dans sa capacité et sa bonne volonté toute l'administration civile des provinces napolitaines. Pallavicini était devenu pâle de colère : « Il paraît donc, général, que je n'ai plus votre confiance ! s'écria-t-il, dans ce cas, trouvez-en un meilleur à qui je puisse immédiatement remettre mon autorité ! C'est cet homme, continua-t-il, en montrant Crispi, qui avait conservé le ministère des affaires étrangères après la suppression, décidée le 8 octobre, du sécrétariat général de la dictature, — c'est cet homme qui est la cause de toutes nos divisions, sans lui, l'Italie serait déjà faite ; avec lui, elle ne le sera jamais ! »

Crispi répondit quelques mots tels qu'il avait le droit incontestable de les dire vis-à-vis d'une semblable sortie, et Garibaldi se hâta d'inviter Pallavicini à être raisonnable et à se calmer : « Très-bien ! répondit le marquis ; je veux me calmer, mais je ne veux rester prodictateur que si M. Crispi quitte Naples. Ou lui, ou moi ! » — « Marquis, répliqua le dictateur, Crispi est mon meilleur

ami, c'est un homme de cœur et sans aucune ambition personnelle ; il a partagé tous mes dangers et il m'a été plus utile qu'aucun autre. Je ne dois, ne puis ni ne veux sacrifier mes amis à la mauvaise humeur ou aux caprices de qui que ce soit. Restez ou partez, marquis, à votre gré. Si vous restez, cela me sera agréable; mais si vous voulez partir, je ne vous retiendrai certainement pas! » — « Ainsi donc, Crispi est votre ami, et je ne le suis pas, s'écria Pallavicini... il ne valait pas la peine de me faire venir ici de Turin ! » en même temps, il prit son chapeau et sortit.

Le 12, Garibaldi se rendit lui-même à Naples; il fit inviter à une conférence tous les ministres par Crispi, et le marquis Pallavicini par Cattaneo; Pallavicini répondit assez brusquement et ne vint point; les ministres parurent au contraire. Garibaldi, un peu excité, se plaignit de l'administration, des destitutions des gouverneurs qui lui étaient dévoués, et de leur remplacement par des gens fort suspects, de la négligence que témoignait à l'armée le ministère qui lui refusait les choses les plus nécessaires; il exprima enfin le désir que dans la question de l'annexion il fût procédé dans les provinces napolitaines de la même manière qu'en Sicile. — Conforti déclara qu'il professait la plus haute estime pour les hommes d'action, les amis de Garibaldi, mais que le ministère ne pouvait gouverner, si ces mêmes hommes, en leur qualité de gouverneurs, se refusaient à lui obéir dans leurs provinces; de là étaient venues quelques destitutions. — Le ministre des finances, de son côté, affirma qu'il avait toujours fait le nécessaire pour la solde des troupes. — Quant à l'affaire de l'annexion, les ministres en appelèrent aux faits que nous avons indiqués plus haut, et déclarèrent avoir agi dans les meilleures intentions; après quelques pourparlers, Conforti ajouta qu'il lui paraissait, d'après ce qui se passait, que Garibaldi ne mettait plus une confiance suffisante dans le ministère, et que ce qu'il y avait de mieux à faire dans ces circonstances, était de remettre l'administration en d'autres mains. Garibaldi, après une courte discussion sur ce sujet, convint qu'il pouvait bien en être ainsi, et Conforti, Scura et Giura donnèrent aussitôt leur démission, en conservant l'expédition des affaires courantes jusqu'à la formation d'un nouveau ministère, les deux derniers en se réservant de reprendre les fonctions dont ils étaient revêtus avant leur entrée dans le cabinet.

Les ministres quittaient à peine Garibaldi que l'amiral Persano, et quelques instants plus tard, l'ambassadeur de Victor-Emmanuel Villamarina se rendirent auprès de lui pour chercher à modifier son opinion dans le sens annexioniste ; Conforti, qui était revenu sous le prétexte de prendre copie de sa lettre de démission, se joignit à eux, mais les représentations de ces trois personnages n'eurent pour le moment aucun effet sur le dictateur, qui retourna à Caserte, en laissant derrière lui une courte proclamation, dans laquelle il annonçait aux Napolitains la prochaine arrivée du roi Victor-Emmanuel, et les invitait à la concorde.

Le 13, dans la matinée, il revint à Naples. Les annexionistes avaient organisé une petite manifestation de rues ; le peuple parlait de barricades, et criait : « Dehors Mazzini ! A bas Crispi ! » Conforti essaya en vain de disperser la foule qui se rassemblait sur la place du Château-Royal; elle voulait voir Garibaldi, qui parut bientôt sur le balcon de la Foresteria et lui adressa l'allocution suivante :

« La désunion et le tapage règnent dans cette capitale. Savez-vous quels en sont les fauteurs ? Ce sont ceux qui m'ont empêché d'aller combattre les Autrichiens avec 45,000 volontaires, ceux qui m'ont empêché l'année dernière de voler à votre délivrance avec 25,000 hommes, ceux qui ont envoyé Lafarina à Palerme, et demandaient l'annexion immédiate, c'est-à-dire qui voulaient empêcher Garibaldi de passer le détroit et de chasser François II. On a crié : Mort à celui-ci ! mort à celui-là ! On a crié contre mes amis ! Des Italiens ne devraient pas crier mort ! les uns contre les autres; ils devraient tous se respecter et s'aimer, parce que tous contribuent à fonder l'unité de l'Italie. S'il y a dissentiment entre vous, venez à moi. Qu'il vienne une députation non de marquis et de princes, mais de simples hommes du peuple, et je dissiperai les méfiances, je tranquilliserai les esprits. Hier, je vous disais que le roi arrive. Aujourd'hui j'ai reçu des lettres de lui. Le 9, ses troupes ont passé la frontière, et depuis deux jours Victor-Emmanuel s'est mis à la tête de sa vaillante armée. Ainsi, avant peu, nous verrons *notre roi*. Que pendant cette période de transition règnent le calme, la prudence, la modération, que le peuple napolitain se montre le brave peuple qu'il est. Faisons *l'Italie une* en dépit de ceux qui ne la veulent pas ! »

Dans l'après-midi, Garibaldi appela auprès de lui une conférence d'hommes considérés des deux partis, afin d'obtenir si possible une conciliation qu'il désirait sincèrement : il y vint Pallavicini, Crispi, Conforti, Cattaneo, Salicetti, de Luca, et plus tard aussi le général Türr. Garibaldi ouvrit la discussion en disant qu'il se formulait des opinions divergentes sur la question de savoir si à Naples, de même qu'on se proposait de le faire pour la Sicile, un Parlement devait être ou non convoqué; il ajouta qu'il souhaitait vivement que l'on pût arriver à une entente à cet égard.

Pallavicini se prononça dans le même sens qu'il l'avait fait précédemment, c'est-à-dire contre l'idée d'un Parlement qui pourrait conduire à des conflits avec les divisions ultérieures du *Parlement italien*. Cattaneo ayant fait observer que le Parlement de Turin n'était point encore une assemblée italienne, mais une Chambre *piémontaise*, Pallavicini entra dans une grande colère, et il s'entama une dispute violente. Conforti réussit à l'apaiser, puis il exposa à son tour avec beaucoup de calme son opinion, que nous connaissons déjà, contre un Parlement et pour un plébiscite. Salicetti pensait que le plébiscite d'une part était superflu, s'il devait seulement confirmer la souveraineté de Victor-Emmanuel, qui avait été déjà reconnu par les adresses et les députations envoyées du roi; d'autre part il était insuffisant pour rendre Victor-Emmanuel roi d'une Italie une et indivisible. Il proposait donc que Garibaldi proclamât par un simple décret la souveraineté de Victor-Emmanuel, et qu'ainsi un Parlement discutât les questions compliquées qui se rattachaient à l'union de l'Italie et à l'annexion des provinces au Piémont; enfin, réglât la formule qui devrait être employée pour un plébiscite ultérieur. Cette proposition de Salicetti ayant été écartée, de Luca en présenta une autre consistant à procéder d'abord à la votation populaire, puis à la convocation d'un Parlement, lequel aurait à résoudre toutes les questions qui ne seraient pas tranchées par le plébiscite. Ce mode de conciliation des opinions avait été déjà mis en avant depuis quelques jours par le parti anti-annexioniste : on n'avait pas, en le proposant, l'intention de soumettre en aucune façon le plébiscite à un examen, à une adoption ou à un rejet du Parlement, car, prise dans ce sens, la convocation du Parlement après le vote populaire eût été contraire à toute logique; mais on disait : Le

plébiscite donne la souveraineté à Victor-Emmanuel; il ne détermine pas que les nouvelles provinces seront réunies avec les anciennes, ni comment elles devront l'être; c'est ce qui peut être réservé à la délibération de l'assemblée.

Pallavicini et Conforti persistèrent à déclarer qu'ils ne pouvaient rester à leur poste, si l'on ne s'en tenait pas purement et simplement au plébiscite; pendant ces tractations, il arrivait à Garibaldi des adresses annexionistes revêtues de nombreuses signatures recueillies avec zèle en faveur de la politique du prodictateur. Garibaldi, harassé par une discussion infructueuse, et d'ailleurs bien décidé d'avance à quitter ce théâtre de son activité aussitôt après l'arrivée du roi, se décida alors à laisser les prodictateurs de Naples et de Sicile libres d'agir *comme ils le voudraient*. Pallavicini et Conforti annoncèrent aussitôt dans le journal officiel que le dictateur était complétement d'accord avec le ministère, et que, par conséquent, celui-ci restait en fonctions; Crispi en revanche se retira.

De retour au milieu de ses troupes devant Capoue, le dictateur publia, le 15 octobre, le décret suivant:

ITALIE ET VICTOR-EMMANUEL.

« Pour accomplir un vœu incontestablement cher à la nation entière,

« Je décrète :

« Que les Deux-Siciles, qui doivent leur rédemption au sang italien et qui m'ont librement élu dictateur, font partie intégrante de l'Italie une et indivisible, avec son roi constitutionnel Victor-Emmanuel et ses descendants.

« Je déposerai dans les mains du roi, à son arrivée, la dictature qui m'a été conférée par la nation.

« Les prodictateurs sont chargés de l'exécution du présent décret.

« Sant' Angelo, 15 octobre 1860.

« G. GARIBALDI. »

Pallavicini et le ministère craignirent que Garibaldi, travaillé

par les efforts des anti-annexionistes, ne fût revenu en arrière au sujet du plébiscite, et, en fait, le décret du 15 octobre pouvait être interprété dans le sens de la proposition faite le 13 par Salicetti. En réalité, le dictateur avait eu seulement l'intention de faire, au moins sous cette forme, un acte semblable et concordant pour toute l'Italie du Sud, et en même temps de déposer, pour ainsi dire, son propre vote devant la nation d'une manière digne de sa position. Quoi qu'il en soit, Conforti courut en toute hâte à Caserte pour l'interroger à cet égard. Sur sa déclaration que, par le décret du 15, il n'avait nullement voulu supprimer le plébiscite, ce document fut publié dans le journal officiel du 17 avec le commentaire suivant du gouvernement prodictatorial :

« Ce décret ne change rien à la situation. Le plébiscite, conformément à la volonté du dictateur, aura irrévocablement lieu le 21 de ce mois, et tout annonce que le vote pour l'unité de l'Italie sortira de l'urne avec une immense majorité. Le dictateur par ce décret n'a rien fait de plus que ce qu'il a si souvent témoigné par d'autres décrets, en tête desquels il a toujours inscrit ces mots : Victor-Emmanuel, roi d'Italie ; en outre il a voulu exprimer sous cette forme un vœu qui a été la pensée de toute sa vie. »

Mordini prit occasion de son côté du décret dictatorial du 15 pour ordonner, le 17, la votation populaire en Sicile et elle y fut fixée au 21 comme dans les provinces du continent, pour autant du moins que celles-ci n'étaient plus entre les mains de François II. Toute l'armée de Garibaldi prit part à cette votation ; il se comprend de soi-même que ces soldats, qui avaient combattu pour l'unité de l'Italie, ne viendraient pas jeter des *non* dans l'urne ; du reste le résultat ne pouvait être douteux en présence de la manière dont était posée la question. Les *non* devaient venir de quelques royalistes tout au plus qui avaient le courage de leur opinion ; la presse mazzinienne, en effet, avait unanimement déclaré que dans la forme où l'on consultait le peuple, tout bon Italien devait prononcer un *oui*, quelle que fût d'ailleurs son opinion quant à l'opportunité d'une annexion *immédiate* de l'Italie méridionale.

Nous ferons observer ici, pour n'avoir pas à revenir sur ce sujet, que la même votation eut lieu le 4 et le 5 novembre dans les Marches et l'Ombrie. Ce sont les occupations politiques qui assiégèrent Garibaldi toute la première moitié du mois d'octobre et au

delà, certainement d'une manière peu agréable pour lui, qui expliquent peut-être le mieux l'inaction prolongée dans laquelle il resta au point de vue militaire; non pas que ces tracas lui prissent un temps bien considérable, mais parce qu'ils ruinaient ses forces morales en contrecarrant ses espérances et ses convictions sur ce qui était le bien et l'avenir de l'Italie. Cavonr ne *voulait pas* marcher d'accord avec Garibaldi, et il employait toutes les ressources de son esprit si délié pour prouver au dictateur qu'avec son désintéressement antique, avec l'exemple qu'il donnait le premier, et avec ses promesses de fatigues, de dangers et de gloire, il ne réussirait jamais à lutter heureusement vis-à-vis du ministère de Turin qui, de son côté, ouvrait de tout autres perspectives à ses adhérents, et ne leur parlait que de repos, de sécurité, de beaux et bons emplois et de récompenses de tout genre. Le dictateur dut voir chaque jour les progrès que faisait cette tactique, même sur les hommes de son entourage immédiat; il dut voir ceux sur l'attachement desquels il avait le plus compté, se tonrner les uns après les autres de toute leur énergie vers le soleil levant de Turin, bien qu'extérienrement ils parussent se donner beaucoup de mouvement autour de sa personne, le plus souvent pour obtenir de lui ce que Cavonr ne leur aurait point donné, mais ce qu'ils savaient bien qu'une fois donné par Garibaldi, on ne songerait point à leur ôter plus tard. Or rien ne pouvait être plus propre à abattre et à remplir d'amertnme un homme d'une telle grandeur d'âme, d'une telle pureté de sentiment, d'un tel cœur, que le spectacle de cet abandon avoué ou mal dissimulé de la part de compagnons qui n'étaient devenus quelque chose que par lui. Un observateur calme et clairvoyant aura dû plus d'nne fois, vers le milieu du mois d'octobre, se sentir involontairement entraîné à comparer Garibaldi à Napoléon en octobre 1813, alors que ses maréchaux s'opposèrent à son plan audacieux d'opération sur Berlin, qui seul eût été capable d'améliorer la position de l'armée française.

La lutte entre les annexionistes et les anti-annexionistes remplit à elle seule toute l'histoire politique de Naples durant le mois d'octobre ; uotre récit l'a mise dans son jour véritable ; nons nous contenterons donc, en fait d'ordonnances et de lois nouvelles, de mentionner deux décrets seulement qui peuvent servir à caracté-

riser le gouvernement dictatorial ; l'un retirait à la ville de Pizzo les privilèges qu'elle avait mérités des Bourbons en 1815 par l'arrestation de Murat, et dont elle avait été en possession durant quarante-cinq années ; l'autre, daté du 25 septembre, assignait à la mère du soldat Agésilas Milano, qui avait commis en 1856 un attentat sur la personne du roi Ferdinand II, une pension mensuelle de trente ducats (130 francs), et à chacune des deux sœurs de Milano une dot de deux mille ducats (8600 francs).

Ce dernier décret provoqua une note énergique de Casella, à Gaëte :

« Dans aucun pays, dit ce document, la révolution n'était arrivée à ce point de perversité et d'anarchie ; jusqu'ici l'on n'avait point encore vu honorer le régicide comme une chose sainte, récompenser publiquement l'assassinat, et exciter ainsi au massacre des souverains. La dictature qui règne dans le royaume des Deux-Siciles a offert ce déplorable spectacle. Cette glorification du meurtre a eu lieu dans une ville qui est occupée par des troupes piémontaises, et par un condottiere qui agit au nom du roi de Sardaigne, pendant que depuis quatre mois celui-ci repousse toute solidarité avec lui et prétend que l'on abuse de son nom et de son drapeau, etc., etc. »

La note de Casella était du 3 octobre ; trois jours après, les troupes piémontaises entraient, sous la conduite de leur roi, dans les provinces napolitaines du Nord... *sans doute pour punir cette glorification du régicide ?*

---

19. Le combat d'Isernia et la capitulation de Capoue.

Depuis le 2 octobre, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, l'armée italienne du Sud demeura dans ses positions défensives sur la rive gauche du Volturne, tandis que les troupes royales hors de Capoue occupaient la rive droite du fleuve, principalement en amont de cette ville.

Pour ce qui concerne l'armée italienne, la division Medici, ren-

forcée par la brigade Spangaro de la 15e, et bientôt après par la brigade Basilicate, se trouvait sur les hauteurs de S.-Angelo ; en avant de Santa-Maria les avant-postes étaient occupés, à droite de la route par la brigade Milan et à gauche par la brigade Eber, toutes deux de la 15e division, dont Rustow reprit le commandement le 5 octobre, Türr ayant dû retourner, malade, à Naples, où il fut nommé ensuite commandant de la capitale et de la province. La 16e division et la brigade Masa (de la 15e) se trouvait à Santa-Maria même et dans les environs ; la brigade Sacchi surveillait la contrée de S.-Leucio et Caserte, la 18e division (Bixio) la route de Maddaloni à Ducenta ; enfin la 19e division (Calabrais, sous les ordres d'Avezzana) était en grande partie occupée de sa réorganisation.

Les positions de l'armée avaient été renforcées par des ouvrages, principalement à S.-Angelo et à Santa-Maria. Sur le premier de ces points avaient été construites des batteries et des tranchées nouvelles : la brigade Milan s'était retranchée snr la ligne découverte de ses avant-postes ; sur la ligne de commnnication entre le front de Santa-Maria et celui de S.-Angelo, là où le 1er octobre les Napolitains avaient poussé le plus avant, avait été établie une forte lunette palissadée, afin qne si les troupes royales venaient à renouveler la grande sortie du 1er octobre, la communication importante dont il s'agit ne fût pas exposée au même danger que celni dont elle avait été alors menacée ; enfin, immédiatement en avant de la porte de Capoue, à Santa-Maria, avait été constrnite une redoute demi-circulaire en sacs à terre, percée pour quatre pièces de canon, et destinée à battre plus efficacement la route.

Il y avait presque tous les jours des escarmonches sur le terrain qui s'étend entre S.-Tammaro, Santa-Maria, S.-Angelo et Capoue ; elles étaient occasionnées en grande partie par l'inexpérience des troupes dans le service des postes, et elles étaient en général sans aucune importance. Lorsque l'entrée des troupes piémontaises sur le territoire napolitain fut imminente, et plus encore lorsqu'elle fut effectuée, les Napolitains songèrent à prendre leurs mesures en vue d'un siége en règle de la place, et leurs sorties qu'ils entreprenaient eurent dès lors pour objet soit d'opérer des reconnaissances partielles afin de vérifier l'emplacement des ouvrages et des batteries de l'ennemi, soit d'étendre le glacis

de la forteresse en coupant les arbres qui bordaient l'extrémité de l'esplanade et qui avaient fourni un abri assez utile aux garibaldiens, lorsqu'ils avaient pénétré le 19 septembre comme le 1er octobre jusqu'aux remparts de Capoue.

Les sorties les plus vives étaient en général effectuées le lundi, jour auquel avait été livrée la bataille du 1er octobre; aussi les soldats de l'armée du Sud disaient, pour se moquer des Napolitains, qu'ils avaient leurs jours de sortie comme les enfants des écoles: le dimanche il y avait grand'messe et discours plein de feu des aumôniers aux troupes pour les pousser à l'extermination des garibaldiens; le lendemain matin on lâchait les royaux hors de la ville, et à midi ou le soir, après avoir touché leurs rations d'horions, ils y rentraient pour se reposer.

En attendant, la situation dans laquelle se trouvaient les corps de l'armée du Sud placés aux avant-postes était loin d'être enviable. Le temps avait commencé à devenir mauvais dans les premiers jours d'octobre; fréquemment il tombait une pluie serrée, et les baraques que les soldats se construisaient dans leurs bivouacs ne leur prêtaient qu'un abri fort insuffisant. Aussi, malgré toutes les mesures de précaution et malgré des distributions de vivres aussi régulières et abondantes que faire se pouvait, le chiffre des malades allait croissant dans les brigades sur lesquelles le service pesait le plus, d'autant que l'esprit du soldat était moins tendu vers un but déterminé dans cette position défensive et toute d'observation; cela était facile à prévoir et avait été effectivement prévu.

Enfin le 14 octobre, les corps qui, depuis le commencement du mois, avaient été astreints à un service non interrompu aux avant-postes furent retirés. La division Medici (moins la brigade Basilicate) et la division Rustow, avec les brigades Eber, di Giorgi, Spangaro, Corrao (précédemment La Masa, et maintenant commandée par La Porta depuis la blessure de Corrao) marchèrent en arrière sur Caserte et ses environs. La division Bixio vint occuper le front de Santa-Maria, et un régiment piémontais avec trois bataillons de bersagliers vinrent de Naples se joindre à la brigade Basilicate, sur le front de S.-Angelo. On se souvient que le 13 octobre Garibaldi avait décidément lâché la bride au parti de l'annexion immédiate à Naples; ce fut à la suite de cette circonstance

que le lendemain les troupes piémontaises de la capitale entrèrent en ligne devant Capoue.

Le lundi 15 les Napolitains opérèrent une grande sortie contre S.-Angelo, et ce fut là que, pour la première fois, ils se trouvaient en réalité sérieusement engagés avec des soldats piémontais; ils en firent quelques-uns prisonniers dans cette occasion, et purent maintenant affirmer en toute vérité que les Piémontais étaient venus à l'aide de l'armée du Sud. Dans ce combat les troupes royales eurent 80 morts et blessés; la perte totale des Piémontais et des garibaldiens a été évaluée à une trentaine d'hommes seulement, mais elle doit avoir été plus considérable. Dans le courant de l'après-midi le combat devant Santa-Maria et S.-Angelo parut prendre un caractère si vif que Sirtori regarda un moment comme vraisemblable une répétition de la journée du 1er octobre; Rustow dut immédiatement se porter sur les hauteurs de Caserta-Vecchia pour pousser une reconnaissance sur Poccianello. Il ne rencontra aucune trace d'ennemi, soit que les Napolitains n'eussent projeté pour ce jour-là aucune entreprise dans cette direction, soit qu'ils s'en fussent abstenus, après avoir vu que l'armée du Sud était sur ses gardes. Comme l'on ne pouvait savoir si quelqu'un des jours suivants une tentative de ce genre ne se renouvellerait pas, il fallut tenir constamment quelques troupes sur pied pour surveiller la ligne de Maddaloni et celle de la Scafa di Limatola. Rustow envoya à cet effet la brigade Eber prendre position au couvent de S.-Lucia et dans un poste plus petit et plus éloigné du côté de Maddaloni, et les brigades Milan et Spangaro à Poccianello et sur la route de Limatola. Chacun de ces corps détachait tous les jours quelques centaines d'hommes aux avant-postes qui étaient relevés régulièrement, de manière à ne pas imposer des fatigues trop fortes à ces gens, qui avaient été envoyés à Caserte pour s'y reposer. Le 22, la plus grande partie de la brigade Spangaro ayant été portée en avant du côté de la Scafa di Formicola pour y être employée à la construction des batteries, la brigade di Giorgi (Milan) dut pourvoir seule à la garde du poste de Poccianello.

Lorsque l'on connut d'une manière certaine l'entrée des Piémontais sur le territoire napolitain, les troupes royales prirent aussi position du côté du nord pour les arrêter. François II nomma à cet effet le général Scotti-Douglas, son *alter ego* dans les pro-

vinces septentrionales. Scotti établit son quartier général à S.-Germano, y réunit quelques bataillons de troupes de ligne, la gendarmerie qu'il put retirer des Abruzzes et de la partie nord de la Terre de Labour, et décréta en outre, le 8 octobre, la formation de deux nouveaux bataillons de chasseurs volontaires : il réussit de cette manière à concentrer en quelque temps dans les environs de Venafro et d'Isernia un corps d'environ 8000 hommes.

L'armée piémontaise devant avoir une grande supériorité numériqne sur ce faible effectif, il n'était pas à prévoir que Scotti pût longtemps maintenir sa position avec succès; lors même qu'il aurait rénssi à arrêter l'une de ses colonnes, il anrait été inévitablement tourné par une autre qui l'aurait pris en flanc et par derrière; si donc les forces de Frauçois II concentrées sur le Volturne ue faisaient pas une nouvelle tentative pour rejeter Garibaldi sur Naples d'nne manière décisive, et de façon à changer complétement la face des affaires, elles devaient elles-mêmes se trouver infailliblement contraintes à évacner la ligne du Volturne et à se retirer sur celle de Garigliana. Or, depuis la bataille du 1er octobre, les Napolitains étaient trop découragés pour hasarder une pareille entreprise, et, à partir du 10, ils commencèrent déjà à faire lenrs préparatifs de retraite; ils évacuèrent de Gaëte sur Capoue tout le matériel de guerre qni n'était pas absolnment nécessaire à la défense de cette place, les troupes elles-mêmes devant prendre le même chemin à l'approche de l'armée piémontaise.

Scotti, informé de la marche en avant de Cialdini, se mit eu mouvement sur Isernia pour aller à sa rencontre. Le 20 octobre, Cialdini avançait de Castel-Sangro sur Isernia, tandis que Scotti, avec 6000 hommes, en sortait pour arrêter les Piémontais au passage de la vallée de la Vandra ; lorsqne ce dernier atteignit, à 3 milles italiens environ au nord de l'Isernia, les pentes des hanteurs du Macerone, il se trouva en présence de l'avant-garde de Cialdini qui avait déjà traversé la Vandra.

A partir d'Isernia, la graude route s'élève jusqu'aux sommets du Macerone par plusieurs lacets successifs, tandis que sur le revers opposé elle descend dans la vallée de la Vandra par une pente douce et en ligne droite.

Le général Griffini, qui tenait la tête de la colonne de Cialdini avec deux bataillons de bersagliers et deux pièces de canon, se hâta dès qu'il fut informé de l'approche des Napolitains, de gagner avec son monde la hauteur avant que Scotti y arrivât; il y réussit et y prit position. Scotti forma ses troupes en trois colonnes, le centre sur la route, les deux autres à droite et à gauche, pour déloger Griffini; mais les soldats napolitains ne faisant nullement preuve d'une bien grande envie de marcher vigoureusement en avant, ce dernier put se maintenir pendant une heure et demie au feu, contre des forces bien supérieures aux siennes. Pendant ce temps, Cialdini, prévenu de ce qui se passait, accourut avec autant de troupes qu'il put en trouver sous sa main, les déploya rapidement pour entourer l'ennemi, et au bout d'une heure à peine les Napolitains fuyaient en pleine déroute, principalement sur la grande route d'Isernia. Un escadron piémontais lancé sur leur gauche par Cialdini, et favorisé dans sa poursuite par la direction de la route, rabattit bon nombre des fuyards du côté de l'est, et fit environ 800 prisonniers, parmi lesquels le général Scotti lui-même.

Dès que la nouvelle de cet échec parvint à Capoue, le 21 octobre, on commença à y prendre les dispositions nécessaires pour l'évacuation définitive de la ligne du Volturne. Le 22, les troupes qui occupaient Cajazzo et le cours supérieur du fleuve, furent retirées en arrière sur les hauteurs du mont Pappitella, dans les environs de Calvi; les batteries des hauteurs de Gerusalemme furent en même temps désarmées, et toutes les troupes qui jusque-là avaient été concentrées à Capoue ou à proximité de la forteresse, opérèrent le 23 et le 24 leur retraite du côté de Torre di Francolisi, sauf une dizaine de mille hommes qui restèrent dans la place, et pendant ce temps, à l'aile gauche, les débris de la déroute de Scotti à Isernia se rallièrent à Teano.

Garibaldi de son côté, dès qu'il fut informé du mouvement de retraite commencé par les troupes napolitaines, résolut de passer avec une partie de ses forces le Volturne, afin de déblayer le flanc gauche des Piémontais qui marchaient sur Venafro et voulaient se diriger sur le Garigliano. Le 22 octobre, il fit entamer à cet effet la construction d'un pont à la Scafa di Limatola; comme ce travail n'était plus contrarié par les batteries de Gerusalemme, il

fut achevé dans la nuit du 24 au 25; le 25 au matin, la division Medici passa la première sur la rive droite du Volturne et prit position, faisant front contre Capoue, près des moulins de Triflisco, pour couvrir la marche de la colonne expéditionnaire, composée de la division Bixio, et des brigades Milan et Eber sous les ordres de Rustow avec la légion anglaise forte de 600 hommes qui, enrôlée à grands frais en Angleterre, était arrivée le 15 de Naples à Caserte, en tout environ 5000 hommes.

Ce corps marcha, derrière la position prise par Medici, en une seule colonne, au travers d'un labyrinthe de chemins creux par Bellona, Vitolaccio, Pastorano et Partignano sur Calvi, où il arriva vers dix heures du matin ; il établit ses bivouacs à Calvi et Zuni. Bixio étant tombé de cheval dans la marche, près de Bellona, s'était cassé une jambe dans sa chute, et dut être ramené à Naples. Ce mouvement n'occasionna aucune rencontre avec les troupes napolitaines, le général Salzano les ayant justement déjà concentrées en arrière sur Pascano, le 25 dans la matinée. Cependant les garibaldiens firent un bon nombre de prisonniers, soit de détachements d'observation demeurés sur les hauteurs du Poppitella, et dont la retraite se trouvait coupée, soit de maraudeurs et de traînards. Une reconnaissance napolitaine qui, vers midi, s'avança de Capoue sur la grande route, se retira sans attaquer, une fois arrivée à proximité du château de Calvi.

A six heures du soir, Garibaldi mit son monde sur pied et alla bivouaquer pendant la nuit près du Bosco di Cajanello, entre le rivo di Cajanello et le Rivo della Fontana Paola.

Ce jour-là, le corps de Cialdini était arrivé à Venafro, ainsi que le roi Victor-Emmanuel lui-même, qui était parti le 11 d'Ancône pour Grottamare, et était arrivé le 18 à Teramo par Chieti, le 23 à Castel di Sangro, le 24 à Forli, et avait rejoint le 25 les troupes de Cialdini par Isernia.

Le 26, le roi et le dictateur devaient se rencontrer.

Ce jour-là, entre 5 et 6 heures du matin, Garibaldi avait quitté son bivouac de Cajanello, et avait conduit ses troupes jusqu'à *le Fratte*, à droite de la route. Ayant reçu là la nouvelle que Victor-Emmanuel et Cialdini, avec deux divisions piémontaises, étaient déjà partis de Venafro et étaient tout près de lui, il remit à Rustow le commandement, et avec quelques officiers de son état-

major revint en arrière sur la grande route, à la rencontre du roi. Il rencontra d'abord Cialdini, puis Victor-Emmanuel, qu'il salua du titre « de roi d'Italie, » et qu'il accompagna jusqu'à Teano. Il eut le plaisir dans cette occasion de voir aussi ses intimes amis Fanti, le ministre de la guerre et le chef d'état-major général du roi, et Farini, le nouveau gouverneur général de Naples, qui devait lui succéder et le supplanter.

Dans la matinée du 26, près de Teano, un détachement des garibaldiens eut à soutenir un petit combat de cavalerie. Comme il fut, entre autres circonstances, l'objet d'une note de Casella, nous devons en dire quelques mots, tout insignifiante qu'ait été cette affaire, défigurée du reste de la manière la plus pitoyable par les récits napolitains. Cialdini était entré en communication avec le général Salzano, provisoirement chargé du commandement en chef de l'armée napolitaine qui tenait la campagne, et il avait pris avec lui un rendez-vous pour le 26 à la Taverna della Catena, sur la route de Teano, près de Cajanello-Vecchio. Les deux généraux voulaient s'y rencontrer avec une faible escorte; n'ayant pas été informé de ce fait, le 26 au matin Rustow, avant que le gros de ses troupes quittât le bivouac du Bosco di Cajanello, avait détaché le capitaine Ronchetti, de l'état-major général, avec une trentaine de hussards, sur la Taverna della Catena, en le chargeant de se rendre de ce point à Teano, afin de reconnaître le terrain et de voir si cette contrée était entièrement libre d'ennemis.

Salzano était arrivé justement ce matin-là à Teano, avec une escorte de cavalerie qu'il avait laissée sur ce point pour se rendre lui-même de là à Cajanello-Vecchio. Ronchetti ne rencontra pas le général, qui avait sans doute pris un autre chemin que lui, et il atteignit Teano sans temps d'arrêt : à son approche, ce bourg fut évacué par l'escorte de Salzano, et Ronchetti y fit une halte; mais tout d'un coup il fut assailli de deux côtés à la fois par les Napolitains, et il dut lenr livrer dans les rues un combat à la suite duquel quelques prisonniers restèrent entre les mains des hussards garibaldiens. Vers midi, Ronchetti retourna avec son détachement au bivouac de Le Fratte; en chemin, il croisa le général Salzano, qui revenait du rendez-vous sous escorte piémontaise, et qui, arrivé à Teano, n'y trouva plus sa propre escorte.

L'entretien de Cialdini avec Salzano était resté sans résultat. Cialdini avait cherché à convaincre le général napolitain que toute défense ultérieure des royaux devenait inutile, et qu'ils feraient mieux de déposer les armes. Salzano avait répondu en protestant contre l'invasion des Piémontais dans les États du roi François II, et en affirmant qu'il combattrait avec les troupes napolitaines jusqu'à la dernière extrémité.

Salzano se retira à Sessa.

Cialdini ne fit faire à Teano qu'une courte halte à l'armée piémontaise. Son plan primitif était de marcher immédiatement par Roccamonfina et les hauteurs du Monte Croce sur les derrières des royaux, afin de les couper entièrement de la ligne du Garigliano, et de les forcer à se replier sur Capoue, où ils seraient tombés entre les mains des garibaldiens; mais, informations prises, il dut renoncer à ce projet en raison du mauvais état des chemins, et il marcha sur des routes meilleures par S.-Guiliano et Cascano, contre le front des Napolitains. Le 26 dans l'après-midi, son avant-garde atteignit entre S.-Guiliano et Cascano, l'arrière-garde des Napolitains qui, sous les ordres de Mechel, occupait une forte position; il s'ensuivit un engagement très-vif qui ne prit pas une tournure bien favorable aux Piémontais; mais Salzano, avec le gros de ses troupes, au lieu de chercher à utiliser les chances que paraissait lui offrir ce combat, se mit en retraite sur le Garigliano, et fit suivre ce mouvement par l'arrière-garde.

Le même jour, un peu après midi, Rustow reçut l'ordre de Garibaldi de quitter le bivouac de Le Fratte pour revenir dans la contrée de Calvi, et y cantonner les troupes de manière à faciliter la subsistance et à rendre possible de les distribuer dans des abris suffisants si le temps devenait pluvieux. Les difficultés de l'approvisionnement résultaient en partie de ce que tout le pays traversé par la route de Venafre, avait été littéralement dévoré par les troupes napolitaines, en partie de ce que le pont, très-imparfait, construit à la Scafa di Formicola, ne permettait point le passage de chariots, en sorte qu'aucun envoi de vivres ne pouvait avoir lieu régulièrement, tandis que les petites provisions de sac de la troupe ne devaient pas la mener bien loin. En outre, le corps d'expédition n'avait pas emmené l'artillerie, car on n'aurait pu songer à la risquer sur le pont de Formicola. Les gens de

Garibaldi furent donc réduits, pendant tout le séjour de ce corps sur la rive droite du Volturne, à vivre principalement de châtaignes bouillies. Quelques poules ou cochons, obtenus par réquisition, formaient une rare exception à ce sobre régime. — L'ordre de Garibaldi fut exécuté aussitôt : le 26 au soir, la division Bixio, commandée maintenant par Dezza, se cantonnait à Calvi avec la légion anglaise, les brigades Eber et Milano, à Zuni et Visciano ; un bataillon de Dezza avait été porté en avant jusqu'à Partignano, et un bataillon de la brigade Eber, jusqu'à Sparanise; pour maintenir la communication avec les troupes piémontaises, un détachement avait été laissé à la Taverna della Forricella, où la route de Teano s'embranche sur celle de Venafre. Garibaldi avait son quartier général près de l'église de Calvi, Rustow, qui commandait les troupes, avait le sien dans la Taverna di Calvi, isolée à peu près au centre du cantonnement.

Le 27 octobre, le corps détaché de l'armée du Sud demeura dans ces positions, attendant l'ordre de prendre part à la bataille qui devait rejeter les Napolitains derrière le Garigliano; mais comme le combat d'arrière-garde du 26, entre S.-Guiliano et Cascano, avait déjà suffi pour obtenir ce résultat, l'attente de cette bataille devenant superflue, le dictateur donna le 27 au soir l'ordre de retourner à S.-Angelo, et le 28 au matin, celui de rentrer à Caserte.

Il ne sera pas inutile de mentionner ici, pour répondre à de certains bruits qui ont été répandus, sans doute dans « une bonne intention, » d'abord, qu'il n'y a eu aucune revue du corps d'expédition par le roi Victor-Emmanuel, puisque Rustow sur l'ordre exprès, ou le désir, comme on voudra, du dictateur lui-même, adressa au quartier général du roi un rapport de dislocation de ses troupes, et fit demander au chef d'état-major général du roi, le général Fanti, *les mots* pour les derniers jours d'octobre. Victor-Emmanuel passa le 27 à Calvi pour se rendre à S.-Angelo, pendant une absence du dictateur, qui avait fait à cheval une course jusqu'à Sparanise et sur la voie romaine, et les troupes de l'armée du Sud qui campaient le long de la route suivie par le roi, se mirent sous les armes et rendirent au roi les honneurs que comportent les convenances militaires. Quant à la légion anglaise, elle ne fut, pendant toute la durée de l'expédition sur la rive droite

du Volturne, qu'un *impedimentum* complet pour l'armée du Sud, et les événements plus tard ne changèrent absolument rien au jugement que l'on en put porter dès lors. Paresseux, voraces, indisciplinés, les soldats de ce corps se conduisirent dans la contrée de Calvi comme ils l'avaient fait dans celle de Le Fratte, volant partout, et bornant leurs occupations à faire la chasse aux petits cochons noirs domestiques; ce fut une de ces bandes de maraudeurs qui, le 27, fit feu sur le roi Victor-Emmanuel, lorsqu'il se rendait à cheval de Calvi à S.-Angelo. Il faut, pour s'expliquer ce fait, réfléchir que les gens de cette légion, et même le plus grand nombre des officiers, ne comprenaient pas un mot d'italien et ne savaient pas la moindre chose de ce qui se passait en ce moment dans le sud de l'Italie, si bien qu'ils prirent le roi d'Italie et sa petite escorte de cavalerie pour des soldats napolitains, et tirèrent sur eux. Mais on comprendra facilement l'exaspération dans laquelle ce fait jeta Garibaldi, si l'on songe aux conséquences qu'il aurait pu avoir. Si par malheur Victor-Emmanuel eût été atteint ou même blessé mortellement, Garibaldi n'aurait-il pas été accusé par tous ses ennemis d'avoir fait assassiner le roi, quelque insensée que pût être en réalité une pareille inculpation ?

Le 28 octobre dans la matinée, Rustow revint à la Scafa di Formicola par le même chemin qu'avait suivi le corps d'expédition pour se rendre sur le haut Volturne : il dut faire une longue halte sur la rive droite, le pont s'étant trouvé rompu encore une fois, puis après avoir opéré son passage, il marcha sans s'arrêter, par S.-Angelo et S.-Maria, jusqu'à Caserte, où les troupes arrivèrent à la nuit tombante et furent logées dans les casernes.

Afin de ne pas couper notre récit par une nouvelle interruption, nous laisserons de côté pour le moment les événements qui se passèrent alors sur le Garigliano, et nous raconterons les derniers incidents du siége de Capoue.

Garibaldi ne pouvait se décider qu'avec peine au bombardement de cette ville, les Piémontais prirent sur eux cette besogne sans tant de scrupule. Lorsque Garibaldi avait passé sur la rive droite du Volturne, le général della Rocca avait pris le commandement de toutes les troupes de l'armée du Sud comme de l'armée du Nord qui se trouvaient devant Capoue; les troupes piémontaises, qui avaient déjà pris position à S.-Angelo et à S.-Ma-

ria, furent considérablement renforcées: du génie et de l'artillerie vinrent se joindre à elles, et un autre détachement traversa le Volturne pour occuper Cajazzo évacué par les Napolitains; de son côté, l'armée du Sud porta en avant à S.-Angelo la division calabraise Avezzana, formée à Maddaloni: elle entra en ligne le 27 octobre.

Les jours suivants, l'artillerie italienne construisit six batteries formant un demi-cercle autour des ouvrages de Capoue: celle de l'extrême gauche était en avant de la Foresta; de là leur ligne passait par le couvent des Capucins, puis en avant de la ferme Gianfrotti, pour aboutir au bord du Volturne, en amont de Capoue, à l'extrême droite; toutes ces batteries étaient encore à une forte distance de la place, celles de la gauche à plus de 2000 pas, la plus rapprochée, à la droite, à plus de 1000 pas des ouvrages extérieurs.

Le 28 et le 29 les Napolitains exécutèrent plusieurs sorties pour empêcher la construction des batteries; il en résulta plusieurs vives escarmouches, principalement à l'aile droite des positions italiennes, en avant de S.-Angelo, où les Calabrais réussirent le 28 à s'emparer d'une redoute commencée à l'entrée de l'esplanade de la forteresse, et en possession de laquelle ils se maintinrent encore le 29; les assiégés ne purent donc obtenir aucun succès de leurs sorties..

Le 29 après midi, deux parlementaires se rendirent de la place auprès du général della Rocca pour négocier avec lui; mais on ne put s'entendre sur les conditions de la reddition: le soir de ce jour-là les Italiens avaient trente-deux pièces en batterie; huit autres furent encore placées dans la nuit du 31 octobre.

Le 1er novembre, à quatre heures après midi, un drapeau rouge arboré sur les hauteurs de S.-Angelo donna le signal du bombardement, et toutes les batteries ouvrirent aussitôt leur feu.

La classe inférieure de la population de Capoue, travaillée par le clergé, avait jusque-là poussé à la résistance la plus opiniâtre, le feu des assiégeants ne causant en effet à peu près aucun dommage dans la ville; mais lorsque les canons Cavalli se furent mis de la partie, le seul sifflement lugubre de leurs projectiles par-dessus la tête des habitants commença bientôt à leur être très-désagréable, et d'heure en heure leur ardeur inconsidérée baissa sensible-

ment. Une grande partie de la bourgeoisie aurait vu depuis longtemps avec plaisir la reddition de la place, un peu par sympathie pour la cause de l'Italie, et beaucoup par désir de voir finir les dommages de toute espèce que la défense entraînait pour elle. Mais par crainte de mauvais traitements de la part des soldats ou de la populace, et surtout des paysans fanatisés qui s'étaient réfugiés dans la ville, ces gens s'étaient tenus dans une prudente expectative ; lorsque l'on vit la résolution et l'ardeur du bas peuple diminuer, ils se décidèrent à donner à leur tour signe de vie. Le syndic de Capoue se rendit pendant la nuit auprès de l'archevêque pour l'engager à intervenir auprès du gouverneur de la place, le général Corné : l'archevêque y consentit. Assiégé par plusieurs députations, Corné réunit enfin un conseil de guerre, et comme dans le sein de ce conseil plusieurs officiers se prononcèrent aussi pour que l'on entrât en négociations avec della Rocca, il fut résolu le 2 novembre, à cinq heures du matin, de commencer les pourparlers. A sept heures, deux parlementaires furent envoyés au général piémontais, mais ils durent revenir encore une fois à Capoue sans avoir rien fait, le gouverneur demandant à expédier d'abord un courrier à Gaëte, pour obtenir du roi François II la permission de rendre Capoue, et pour savoir de lui à quelles conditions il devrait remettre la place ; della Rocca avait refusé d'accéder à cette proposition, et donné une heure de réflexion au gouverneur ; à l'expiration de ce court délai, si les négociations n'étaient pas reprises, le bombardement devait recommencer.

A 9 $^3/_4$ heures du matin, le brigadier Liguori reparut au quartier général italien à S.-Maria, muni de pleins pouvoirs ; les pourparlers furent aussitôt entamés, et le 2 novembre, à 1 heure après midi, était signée des deux parts la capitulation suivante :

Art. 1er. La place de Capoue et son armement complet, drapeaux, magasins à poudre, armes, habillements, vivres, équipages de ponts, trains des équipages, et tout autre objet appartenant au gouvernement, tant militaire que civil, sera livré le plus tôt possible, c'est-à-dire dans les vingt-quatre heures après la signature de cette capitulation, aux troupes de S. M. le roi Victor-Emmanuel.

Art. 2. A cette fin seront consignés immédiatement aux troupes de la dite Majesté les portes de la ville et tous les ouvrages de fortification.

Art. 3. Toute la garnison de la place de Capoue, y compris les employés militaires de l'armée qui se trouvent dans la place, en sortira avec les honneurs de la guerre.

Art. 4. Les troupes qui composent la garnison sortiront avec drapeaux, armes et bagages, successivement, d'heure en heure, 2,000 hommes à la fois. Ces troupes, après avoir rendu les honneurs militaires, déposeront les armes et les drapeaux au bas des remparts (excepté les officiers de tous grades, qui garderont le sabre ou l'épée), et seront envoyées à pied à Naples, d'où elles seront transportées dans un des ports du roi de Sardaigne.

Tous les dits militaires, moins les malades, sortiront de la ville par la porte de Naples, demain 3 du mois de novembre, à commencer de sept heures. Seront traités comme déserteurs de guerre ceux qui resteraient sans aucune cause qui les empêche de marcher.

Art. 5. Les officiers de tous grades (excepté les généraux, qui seront envoyés à Naples par le chemin de fer) marcheront avec leurs troupes. Les familles des militaires ne pourront pas suivre la colonne.

Art. 6. Les blessés et les malades seront laissés à Capoue sous la garantie des troupes qui occupent la ville. Il est permis aux officiers malades de garder leurs ordonnances.

Art. 7. Les parties contractantes nommeront une commission mixte, composée pour chacune d'elles :

D'un officier d'artillerie,

D'un officier du génie,

D'un employé de l'intendance militaire, afin de recevoir tout ce qui existe dans la place et ses dépendances, appartenant au gouvernement. De tout cela, il sera rédigé un inventaire.

Art. 9. Les officiers emmèneront avec eux leur simple bagage.

Art. 10. Il est convenu que, après la signature de cette capitulation, il ne devra plus exister aucune mine chargée dans la place. S'il s'en trouvait, cette capitulation serait considérée comme nulle, et la garnison serait exposée à toutes les conséquences d'une reddition à discrétion.

Art. 11. Cette capitulation serait regardée également comme nulle si l'on trouvait des pièces d'artillerie enclouées, ou bien des fnsils, carabines et autres armes mis hors d'nsage.

Deux autres articles furent encore, sur les instances particulières du général Corné, ajoutés à la capitulation, à trois heures après midi ; ils sont ainsi conçns :

Art. 12. Les familles des officiers de la garnison de Capoue, aussi bien que de ceux appartenant au reste de l'armée du roi François II qui se trouvent à Capoue, sont placées sons la protection de l'armée de S. M. Victor-Emmanuel.

Art. 13. Les chevaux appartenant aux officiers leur seront laissés.

Après l'addition de ces deux articles, la capitulation fut signée par Corné et Liguori d'nne part, par della Rocca et son chef d'état-major, le lieutenant-colonel Fornari, d'autre part.

Les portes de Capoue furent occupées le même jour dans la soirée par des détachements de l'armée italienne ; le lendemain matin la garnison sortit de la place pour se rendre prisonnière de guerre, et la livraison du matériel commença.

La prise de cette place livra aux Italiens 10,500 prisonniers, six généraux, 290 canons de bronze, 160 affûts, 20,000 fusils, 80 voitures, 240 mètres de matériel de pont, 500 chevaux et mulets, de grands approvisionnements de munitions et d'effets d'habillement militaire.

En tout, le 1er novembre, les batteries italiennes avaient tiré environ 300 coups contre la place ; une vingtaine de projectiles à peine étaient arrivés dans la ville, et une demi-douzaine pent-être y avaient causé un dégât réel.

QUATRIÈME PARTIE

Depuis la chute de Capoue jusqu'à la fin de la guerre.

(3 Novembre 1860 au 21 Mars 1861.)

---

1. Entrée de Victor-Emmanuel à Naples; départ de Garibaldi et licenciement de l'armée méridionale.

Après la chute de Capoue il restait encore au roi François II la place de Gaëte, la citadelle de Messine et le nid d'aigle de Civitella di Fronto, avec une armée qui pouvait encore être évaluée à une quarantaine de mille hommes. En outre, depuis le commencement d'octobre, il s'était organisé, principalement dans les Abbruzzes, différentes troupes de corps francs; parmi les partisans de François II qui, à cette époque, consacrèrent leurs soins à ce genre d'entreprise, se fit surtout remarquer le colonel Lagrange ou Klitsche de Lagrange, qui était à l'œuvre dans l'Abbruzze seconde Ultérieure, et qui formait ses bandes de volontaires avec l'aide de la gendarmerie et même des gardes des finances de ces contrées qu'il avait retirés de leurs postes à la frontière au grand déplaisir du ministère des finances.

Cependant, lorsque Capoue tomba entre les mains des Italiens, il était assez clairement démontré que l'armée de François II n'était guère plus en état d'opposer une résistance de quelque importance, et les bandes réactionnaires des provinces paraissaient *alors* très-insignifiantes. Le résultat du vote sur l'annexion était connu

depuis les premiers jours de novembre, et la conquête de l'Italie méridionale pouvait être considérée comme un fait accompli. Rien ne faisait donc plus obstacle à ce que le roi Victor-Emmanuel *prît possession*, et cette prise de possession elle-même pouvait améliorer l'achèvement de l'œuvre de la conquête. On comprend sans peine que la protestation de Casella du 8 novembre, contre le plébiscite du 21 octobre et les conséquences qu'en déduisait Victor-Emmanuel, ne devait rien modifier à cet état de choses, eût-elle même été lancée une semaine plus tôt.

Déjà le 5 novembre, le prodictateur Pallavicini s'était rendu à Caserte, avec les ministres et les autres hauts fonctionnaires de l'État, auprès du roi qu'ils devaient rencontrer dans cette ville, pour lui annoncer officiellement le résultat du vote populaire; mais ce jour-là, le roi, retenu sur le Garigliano, ne put se rendre à Caserte.

Le 6 avant midi, Garibaldi avait concentré à Caserte les trois quarts de l'armée active du Sud qui étaient disponibles en ce moment, c'est-à-dire environ 14,000 hommes, 300 chevaux et 32 pièces de canon; il avait mis ses troupes en bataille sur l'esplanade du château et le long de la route de Naples, pour les présenter en parade au roi Victor-Emmanuel. Mais encore cette fois le roi ne vint pas, et Garibaldi eut seul le plaisir de cette brillante revue d'une jeune armée, mais bronzée par le grand air et la poudre, petite en nombre, mais trempée par les combats et les fatigues de toute espèce. Le roi dut encore venir le 7 novembre pour la passer en revue; mais le 6, assez tard dans la soirée, cette parade fut décommandée.

Le 7 dans la matinée, Victor-Emmanuel traversa Caserte sans s'y arrêter, arrivant de S.-Maria par le chemin de fer, et se rendant à Naples où il fit son entrée en voiture, vers 11 heures, ayant Garibaldi à côté de lui, et devant lui les deux prodictateurs, Pallavicini et Mordini arrivé de Sicile. Garibaldi portait, comme lors de l'entrevue du 26 octobre, le costume qu'il n'avait pas quitté durant toute la campagne, c'est-à-dire la chemise rouge, le *tabarro* gris par-dessus, et son vieux chapeau de feutre noir rabattu; nous ne nous arrêtons à cette circonstance, fort insignifiante en elle-même, que parce que plusieurs narrateurs ont fait porter à Garibaldi dans ces deux occasions, et en particulier le 26 octo-

bre, l'uniforme de général piémontais, et que l'on a même publié des gravures représentant cette dernière entrevue, où il est mis en scène avec cet uniforme.

Depuis minuit la pluie tombait à flots et paraissait ne pas vouloir s'arrêter ; ce rayon de soleil qui perce ordinairement les nuages pour un moment aux entrées solennelles de têtes couronnées, ne voulut pas même se faire entrevoir, et il eût fallu une imagination par trop fantaisiste pour transformer poétiquement en pleurs de joie cette averse serrée et interminable. Les arcs de triomphe et les portes d'honneur étaient restés en grande partie inachevés, guirlandes, couronnes et décorations ruisselaient comme à l'envi, mais tout le peuple de Naples n'en était pas moins sur pied pour voir le nouveau roi qne lui amenait le dictateur. Le cortége se rendit d'abord à la cathédrale, et de là au château royal, où Victor-Emmanuel prit sa résidence.

Il publia aussitôt la proclamation suivante :

AUX PEUPLES DE NAPLES ET DE SICILE.

« Le suffrage universel m'a donné la souveraineté de ces nobles provinces.

« J'accepte cette nouvelle décision de la volonté nationale, non par l'ambition de régner, mais pour obéir à ma conscience d'Italien.

« Mes devoirs s'accroissent, comme s'accroissent aussi les devoirs de tous les Italiens. Une sincère union, un constant dévouement, sont plus nécessaires que jamais ; tous les partis doivent s'incliner respectueusement devant la majesté de l'Italie que Dieu ressuscite.

« Nous devons instituer ici un gouvernement qui donne aux peuples les garanties de la vie dans la liberté, et à l'opinion publique la garantie d'une stricte loyauté. Je compte sur l'actif concours de tous les honnêtes gens. Là où le pouvoir trouve son frein et la liberté sa protection dans la loi, là le gouvernement peut faire pour le bien du peuple autant que le peuple mérite par ses vertus.

« Nous devons montrer à l'Europe que, si la puissance irrésistible des événements a été plus forte que les traités qui avaient été fon-

dés sur la séculaire infortune de l'Italie, nous savons, avec le concours de la nation réunie, rétablir la souveraineté de ces principes immuables sans lesquels toute société est faible, tout pouvoir contesté et incertain. »

Le 8 novembre, à onze heures du matin, Victor-Emmanuel reçut dans la grande salle du trône du château royal, entouré du gouverneur général Farini, des grands dignitaires et de son état-major, le dictateur Garibaldi et le ministère du gouvernement dictatorial. Conforti, ministre de l'intérieur, adressa les paroles suivantes :

« Sire ! le peuple napolitain, réuni dans ses assemblées électorales, vous a déclaré son roi avec une immense majorité. Neuf millions d'Italiens se joignent à ces autres provinces qui sont gouvernées avec tant de sagesse par Votre Majesté, et vérifient votre promesse solennelle que l'Italie doit appartenir aux Italiens. »

Ensuite il fut donné lecture de l'acte de réunion, et cet acte fut signé.

Le lendemain, à trois heures et demie du matin, Garibaldi quittait l'hôtel d'Angleterre, où il avait habité durant les derniers jours de son séjour à Naples, et accompagné d'une suite peu nombreuse il se rendit à bord du *Washington*; après avoir, par une courte visite, pris congé de l'amiral anglais Mundy, sur le vaisseau amiral le *Renown*, il partit pour son île de Caprera, laissant cet adieu à l'armée méridionale :

A MES COMPAGNONS D'ARMES.

« Arrivés à l'avant-dernière étape de notre résurrection, nous devons considérer la période qui va finir et nous préparer à achever splendidement l'œuvre admirable des hommes d'élite de vingt générations ; car la Providence a réservé la fin de cette œuvre à cette génération fortunée.

« Oui, jeunes gens, l'Italie vous doit une entreprise qui a mérité les applaudissements du monde.

« Vous avez vaincu et vous vaincrez encore, parce que vous êtes faits à la tactique qui décide des batailles.

« Vous n'êtes pas dégénérés de ceux qui se précipitèrent au mi-



lieu des masses les plus épaisses des phalanges macédoniennes, et brisèrent la poitrine aux superbes vainqueurs de l'Asie.

« A cette page merveilleuse de notre histoire s'en ajoutera une plus glorieuse encore, et l'esclave montrera enfin à son frère libre un fer aiguisé, provenant des anneaux de sa chaîne.

« Aux armes, tous! — tous! et les oppresseurs, les tout-puissants se disperseront comme la poussière !

« Vous, femmes, repoussez bien loin les lâches ! ils ne vous donneront que des lâches; — et vous, filles, ne souhaitez qu'une postérité, une race brave et généreuse.

« Que les doctrinaires peureux aillent traîner ailleurs leur servilisme et leurs misères.

« Ce peuple est maître de lui. Il veut être le frère des autres peuples, mais regarder de haut les superbes, et ne pas ramper en mendiant sa liberté. Il ne veut pas être à la remorque d'hommes au cœur de boue. Non ! non! non!

« La Providence a fait don à l'Italie de Victor-Emmanuel. Tout Italien doit se rallier à lui et se serrer autour de lui. A côté du roi galant-homme, toute rivalité doit disparaître, toute rancune se dissiper. Encore une fois je vous répète mon cri : Aux armes ! tous ! tous! Si le mois de mars 1861 ne trouve pas un million d'Italiens armés, pauvre liberté.... pauvre existence d'Italie ! Oh non ! loin de moi une pensée qui me répugne comme un poison. Le mois de mars 1861, et, s'il le faut, le mois de février, nous trouvera tous à notre poste.

« Italiens de Calatafimi, de Palerme, du Volturne, d'Ancône, de Castelfidardo, d'Isernia, et avec nous tout homme de ce pays qui n'est ni lâche ni servile : tous, tous serrés autour du glorieux soldat de Palestro, nous donnerons la dernière secousse, le dernier coup à la tyrannie qui s'écroule.

« Recevez, jeunes volontaires, restes honorés de dix batailles, une parole d'adieu. Je vous l'adresse du plus profond de mon âme. Aujourd'hui, je dois me retirer, mais pour peu de jours. L'heure du combat me retrouvera encore avec vous, à côté des soldats de la liberté italienne.

« Que ceux-là seuls retournent chez eux qui sont appelés par des devoirs impérieux de famille, ou ceux encore qui, glorieusement mutilés, ont mérité la reconnaissance de la patrie. Ils la

serviront encore dans leurs foyers par le conseil et par la vue des nobles cicatrices qui parent leur mâle front de vingt ans. A l'exception de ceux-là, que tous les autres restent pour garder les glorieux drapeaux.

« Nous nous retrouverons dans peu pour marcher ensemble à la délivrance de nos frères encore esclaves de l'étranger ; nous nous retrouverons dans peu pour marcher ensemble à de nouveaux triomphes.

« Naples, 8 novembre 1860.

« GARIBALDI. »

Dans cette proclamation, Garibaldi déclare de nouveau que l'Italie doit s'affranchir de toute influence étrangère, et concentrer toutes ses forces pour se tenir debout sans appui. Il réclame pour le dernier combat, dont il fixe le commencement au printemps de 1861, *un million* d'Italiens armés. Pour une grande guerre de délivrance ce n'est assurément pas trop exiger, s'il s'agit de déployer toutes ses ressources ; on peut d'ailleurs s'en convaincre par une comparaison avec la Suisse, qui possède cette même proportion (de quatre et demi pour cent sur la population) de milices régulières, c'est-à-dire d'élite et de réserve d'élite, sans tenir aucun compte du chiffre de sa landwehr. Mais on peut être aussi parfaitement assuré que jamais l'Italie ne satisfera à la demande de Garibaldi, si son système militaire n'est pas placé sur une base entièrement nouvelle et si l'on persiste à le calquer au contraire dans toutes les parties du pays sur l'organisation piémontaise.

Garibaldi invite en outre l'armée du Sud, dont il avait remis le commandement à Sirtori, à rester réunie sous ses ordres, sauf quelques exceptions qu'il indique lui-même. Mais on put dès le premier moment prévoir que le contraire arriverait, soit parce que la plus grande partie des soldats, se trouvant jetés dans l'inaction et l'immobilité, réclameraient tout au moins de la manière la plus pressante l'autorisation de retourner dans leurs foyers pour un temps assez prolongé, soit parce que le gouvernement piémontais ne voulait pas que cette armée du Sud continuât à exister d'une vie particulière.

Le général della Rocca avait adressé le 3 novembre à Garibaldi, par l'ordre du roi, une lettre très-flatteuse pour le dictateur, et

dans laquelle il exprimait la haute satisfaction qu'avait fait éprouver à Victor-Emmanuel l'attitude de l'armée du Sud, en même temps que l'espérance de voir les liens de l'amitié entre frères d'armes se serrer d'une manière toujours plus étroite entre cette armée et l'armée régulière. Le roi lui-même, selon toute apparence, avait fait plusieurs tentatives pour retenir Garibaldi et le détourner de son intention de se rendre à Caprera. Mais il est assez évident, sans qu'il soit nécessaire de s'y arrêter, que Garibaldi ne pouvait accepter aucune position subordonnée vis-à-vis de Cavour et de Farini, chez qui il devait présumer à bon droit la résolution bien arrêtée d'opposer des obstacles sans cesse renouvelés à tous les actes que lui-même regarderait comme nécessaires. Garibaldi ne pouvait demeurer à Naples que dans un cas, dans le cas où le roi lui aurait laissé les fonctions de gouverneur général des Deux-Siciles, ou même seulement du continent napolitain, avec des pleins pouvoirs civils et militaires. Effectivement, Garibaldi refusa tous les avantages personnels, tous les honneurs et toutes les récompenses qui lui furent offertes, et se borna à demander au roi, le 8 novembre encore, les fonctions de gouverneur général à Naples. Nous ne voulons pas discuter ici s'il était absolument *impossible* au roi, avec la connaissance qu'il avait du caractère de Garibaldi, de lui accorder cette position ; mais en fait la circonstance qu'il avait amené avec lui Farini, déjà désigné pour l'occuper, suffisait à montrer qu'il ne tomberait pas d'accord sur ce point avec le dictateur.

La lettre de della Rocca et les efforts faits pour retenir Garibaldi à Naples paraîtraient indiquer de la part du gouvernement de Turin un désir sérieux de maintenir l'armée du Sud ; cependant l'attitude que prirent les officiers de l'armée du roi vis-à-vis des officiers des troupes de Garibaldi, les difficultés par lesquelles l'administration piémontaise, désormais établie à Naples, ne cessa d'empêcher que les subsistances et la solde fussent régulièrement délivrées à l'armée du Sud, et qui semblaient presque calculées pour pousser les soldats à des excès, et bien d'autres choses encore durent promptement convaincre tout observateur impartial de ce que, d'ailleurs, quelque connaissance des allures du cabinet de Turin suffisait à faire savoir, c'est-à-dire de l'intention de

ce gouvernement de se débarrasser d'une armée qui avait à ses yeux le grave défaut *d'avoir trop fait.*

Un décret du 11 et un ordre du jour royal du 12 novembre décidèrent que l'armée méridionale formerait un corps spécial de l'armée régulière, avec une capitulation de deux ans pour les sous-officiers et les soldats; les officiers de ce corps devaient avoir leur rang d'ancienneté et leur avancement à part. Une commission composée de généraux de l'armée régulière et de l'armée du Sud devait examiner les titres des officiers, et le gouvernement voulait se réserver la faculté de transposer ceux-ci dans l'armée régulière, sous réserve, bien entendu, des droits des officiers de cette dernière; les lois piémontaises sur les pensions et indemnités devaient être appliquées à tous les officiers, sous-officiers et soldats de l'armée du Sud qui avaient été mis hors de service par des blessures. Les officiers qui demanderaient leur congé devaient recevoir six mois de solde de leur grade, sur pied de paix, les sous-officiers et les soldats trois mois de solde entière (plus tard cela fut porté à six mois) et en outre des feuilles de route pour rejoindre leurs foyers; les officiers, sous-officiers et soldats des gardes nationales mobiles, appartenant en ce moment à l'armée du Sud, reçurent une indemnité d'un mois de solde.

Ainsi que cela était à prévoir, presque tous les soldats demandèrent leur congé : au lieu d'accepter une capitulation qui les engageait pour deux ans dans l'armée piémontaise, ils préféraient de beaucoup s'en aller avec un congé de six mois et une indemnité qui, pour le simple soldat d'infanterie, s'élevait à 150 francs environ, pour rentrer de nouveau au service lorsque leurs affaires domestiques, remises en ordre, le leur permettraient et que, le printemps venu, Garibaldi appellerait de nouveau autour de lui ses volontaires. De la sorte ce fut à peine s'il resta sous les drapeaux un pour cent des soldats de l'armée méridionale, pour la plupart Vénitiens, des ressortissants du territoire pontifical ou des étrangers qui, pour un motif quelconque, ne pouvaient rentrer dans leur pays, ou bien n'auraient su que faire une fois revenus dans leurs foyers.

Des officiers actifs, au contraire, les deux tiers au moins désiraient demeurer au service: quelques-uns d'entre eux se montraient fort opposés à tout examen de leurs titres; ils citaient à

l'appui de leur prétention l'exemple de l'armée de l'Italie centrale dont les officiers n'avaient été soumis à aucune formalité de ce genre, quoique cette armée, en définitive, n'eût fait autre chose que quelques mois de garnison, tandis que celle du Sud avait été toujours en campagne devant l'ennemi, et ils ajoutaient que les officiers de l'armée royale napolitaine devaient être acceptés sans autre avec leurs grades à leur passage dans les cadres piémontais, quoiqu'ils eussent combattu *contre* l'Italie, tandis que ceux de l'armée du Sud avaient combattu *pour* elle.

Cependant la majorité des officiers raisonnables reconnaissait que cet examen préparatoire était absolument nécessaire. On a prétendu que le nombre des officiers de Garibaldi avait fini par s'élever au chiffre de 7000 : ceci n'est, d'après tout ce que nous savons, qu'une invention malveillante; mais nous sommes prêts à reconnaître qu'il se trouvait dans les dépôts nombre d'officiers qui n'avaient jamais vu l'ennemi, et même qui se gardaient bien d'avoir quelque chose à démêler avec lui, qu'en outre beaucoup d'individus s'étaient glissés dans les fonctions civiles des provinces napolitaines sous la couverture d'un brevet d'officier, que d'autres enfin avaient regagné l'Italie du Nord après avoir à peine fait une étape avec la troupe. En mettant hors de cause tout ce monde, il restait, y compris les officiers d'administration et de l'état-major sanitaire, peut-être le chiffre de 2000 officiers *véritables* de l'armée active. Il est incontestable encore que parmi ceux-ci quelques-uns n'étaient pas à la hauteur de leur grade, que d'autres perdaient en congés le meilleur et le plus utile de leur temps, que d'autres enfin ne s'étaient pas fort bien comportés au feu.

Selon nous, et pour ces motifs, un examen des titres des officiers de Garibaldi à passer dans l'armée régulière était dans l'intérêt de l'armée méridionale; en effet, cette mesure aurait mis de côté tous les individus qui au fond n'avaient jamais fait de service et s'étaient bornés à promener leur brevet en Italie, ainsi que ceux qui s'étaient décidément mal conduits; il serait donc resté un chiffre de près de 2000 officiers, à quelques-uns desquels pouvait manquer une certaine instruction militaire théorique, mais nullement cette instruction générale qui rend facile l'acquisition des connaissances militaires spéciales.

La plupart des officiers de l'armée du Sud étaient d'accord

sur la nécessité d'un triage ; mais ils repoussaient l'idée de le confier à une commission mixte, préférant une commission qui eût été composée de généraux de leur corps, naturellement bien mieux placés pour apprécier le mérite et la valeur de ceux qui avaient servi sous leurs yeux, et les circonstances particulières dans lesquelles s'était déployée leur activité.

Les officiers et soldats qui avaient pris leur congé commencèrent à regagner leur patrie dès la fin de novembre. Le reste des officiers et des soldats, ceux-ci au nombre de quelques centaines seulement, furent, d'après un décret royal du 16 janvier, transférés vers le milieu de février dans le Piémont, où des cantonnements leur furent assignés de la manière suivante : le grand état-major général avec tous ses annexes à Turin, la cavalerie à Pignerol, l'artillerie à la Venariareale, le génie à Casale, la 15e division, à laquelle furent ajoutés les officiers de la 19e, à Mondovi, la 16e à Asti, la 17e à Biella, la 18e à Verceil : la solde fut, à partir du 16 février, payée sur le pied de cantonnement. On ne fit pas la moindre chose pour utiliser le temps de ces officiers au profit de leur instruction militaire, en sorte que la plupart d'entre eux, poursuivis en outre par toutes sortes de tracasseries qui avaient pour but de les amener autant que possible à perdre patience et à s'éloigner, ne menèrent dans leurs quartiers qu'une existence oisive, inutile et désagréable. La Commission mixte, instituée primitivement à Naples et qui avait ensuite transporté son siége à Turin, ne fut pas davantage préoccupée de l'idée de remplir son mandat dans l'une que dans l'autre de ces deux villes : elle ne fit rien, bien que tous les travaux préparatoires eussent été terminés dès la fin d'octobre par les états-majors des divisions ; si l'on se montra peu sérieusement disposé à donner de façon ou d'autre une position assurée aux officiers de l'armée du Sud demeurés au service, on témoigna tout aussi peu d'empressement à accorder les décorations et les distinctions honorifiques pour lesquelles des listes de présentation avaient été dressées déjà au commencement de novembre, bien qu'à cet égard les demandes eussent été fort modestes. L'apparition de Garibaldi dans le sein du Parlement à Turin, au mois d'avril, ne réussit pas à rien changer à cet état de choses, et maintenant encore, c'est-à-dire vers la fin du mois de juillet 1861, il est exactement le même. Cependant l'inté-

rêt matériel que le gouvernement piémontais à cette époque, aujourd'hui le gouvernement du royaume d'Italie, devrait avoir à utiliser les services des officiers de l'armée du Sud restés sous les drapeaux; est bien aisé à comprendre pour quiconque sait combien l'organisation du nouvel Etat est encore en arrière, et combien, des 300,000 hommes seulement de Fanti, il en faut encore compter qui n'existent que sur le papier, pour quiconque apprécie la situation de l'Italie nouvelle, toujours menacée de tant de dangers, et ne regarde pas à ce point de vue comme une trop forte exigence le chiffre d'un million d'Italiens armés réclamé par le général Garibaldi. Nous ne parlerons pas ici de l'éclatante ingratitude dont se rendait coupable le gouvernement de Cavour, nous nous contentons d'apprécier ces faits au seul point de vue d'une saine raison et des intérêts de l'Italie.

Le 9 novembre, jour du départ de Garibaldi de Naples pour Caprera, l'armée du Sud cessa en réalité d'exister, au moins comme corps militaire utile et susceptible d'action : elle ne s'occupa plus que de sa propre dissolution; le reste de l'œuvre qui restait à accomplir dans l'Italie méridionale fut donc, à partir de cette date, exclusivement laissé à l'armée piémontaise.

---

2. La forteresse de Gaëte, et les premières opérations des Piémontais pour son investissement.

Nous avons quitté les troupes de Victor-Emmanuel qui opéraient contre le Garigliano, après le combat de S.-Guiliano et Cascano le 26 octobre. Les deux jours suivants furent employés par les Napolitains à opérer leur retraite sur la rive droite du Garigliano; ils prirent position sur la ligne de Trajetto à Sujo, la droite appuyée à la mer. Le 29 octobre, les Piémontais attaquèrent cette ligne de front, pendant que la flotte italienne, sous les ordres de l'amiral Persano, s'approchait des bouches du Garigliano pour canonner l'aile droite napolitaine; mais cette importante diversion ne put avoir lieu, voici pourquoi.

Le 6 novembre, le gouvernement dictatorial de Naples avait déclaré le blocus des ports de Gaëte et de Messine. Le ministre des affaires étrangères de François II, le général Casella, avait aussitôt protesté dans une note adressée aux puissances, et dans laquelle il se fondait sur ce que le pouvoir de Garibaldi était illégitime, et que le seul gouvernement légal du royaume des Deux-Siciles était celui de son maître à Gaëte. A la suite de cette protestation, l'empereur Napoléon envoya à l'amiral Barbier de Tinan l'ordre de se rendre des eaux de Naples dans celles de Gaëte avec une escadre, et d'empêcher le blocus de cette place. Cet ordre pouvait être interprété dans un sens restreint ou dans un sens plus étendu, suivant que l'amiral français aurait à n'assurer que la ville et la citadelle de Gaëte contre les hostilités de la flotte piémontaise, ou bien à mettre au bénéfice de cette protection toute la côte depuis l'embouchure du Garigliano, en doublant le cap de Gaëte, jusqu'à Sperlonga. En outre, devait-il couvrir Gaëte et les côtes seulement contre le blocus proclamé par Garibaldi, ou bien cette action devait-elle s'opposer également au blocus qui serait entrepris par une flotte italienne ? Les Napolitains interprétèrent la décision de l'empereur dans son sens le plus large qui leur était le plus favorable, tout comme les Italiens choisirent le plus étroit qui les gênait le moins. Ce fut alors que Victor-Emmanuel ordonna à l'amiral Persano de coopérer à l'attaque de l'armée piémontaise sur la ligne du Garigliano; mais l'amiral Barbier de Tinan comprit l'ordre de l'empereur comme ayant la signification que lui donnaient les Napolitains, et fit dire à l'amiral Persano qu'il avait reçu l'injonction de son gouvernement de ne pas permettre l'intervention de la flotte italienne. Persano, pour éviter des « malentendus » qui auraient pu avoir les plus graves conséquences, fit retirer ses vaisseaux; l'armée piémontaise fut réduite à son attaque de front, et le combat du 29 octobre se borna en définitive à une canonnade et à une fusillade entretenues sans résultat d'un bord à l'autre du Garigliano: les Napolitains y perdirent le général d'artillerie Negri.

Victor-Emmanuel fit jouer immédiatement le télégraphe pour demander à Paris que de nouveaux ordres, plus clairs, fussent transmis à l'amiral français. Effectivement ils arrivèrent dès le 1er novembre et réduisirent le cercle d'action de celui-ci à son

rayon le moins étendu. En conséquence, le roi prit aussitôt ses mesures pour exécuter, dans la nuit du 1er au 2 novembre, les premières opérations d'une attaque plus sérieuse que la précédente, afin de forcer le passage du fleuve. Les Piémontais se bornèrent à une démonstration du côté de l'aile gauche des Napolitains vers Sujo et Mortula, tandis que Persano bombardait l'aile droite, et que l'aile gauche piémontaise commandée par le général Sonnaz s'emparait avant le matin du pont en fer du Garigliano, et commençait aussitôt le passage.

Le 2 novembre, le combat se prolongea sur toute la ligne, depuis l'embouchure du fleuve jusqu'aux forêts de Sujo et de Mortula ; les Piémontais réussirent à jeter un nouveau pont devant Trajetto, et le 3 toute leur armée était sur la rive droite, tandis que les Napolitains battaient en retraite, leur aile droite le long du bord de la mer, vers Mola di Gaeta et Maranola, couverte par la brigade étrangère sous les ordres du général Mechel, leur aile gauche dans les gorges du monte Petrella.

Le 4, les Piémontais attaquèrent de nouveau énergiquement, avec leur aile gauche renforcée, l'aile droite des Napolitains et Mola di Gaeta, afin de couper si possible à toute l'armée ennemie sa ligne de retraite sur Gaëte. Depuis deux heures de l'après-midi, la flotte de Persano vint aussi prendre part à l'action ; jusque-là elle avait été encore retenue par de nouvelles hésitations de l'amiral Barbier de Tinan. Persano bombarda alors Mola, que traverse la route resserrée au bord de la mer et formant comme un défilé, par laquelle toute l'aile droite napolitaine devait se retirer.

Un corps qui se distingua particulièrement en couvrant cette difficile retraite, fut la batterie suisse commandée par le capitaine Fevot, qui trouva la mort dans cette occasion ; la masse principale de l'aile droite napolitaine réussit à atteindre enfin les glacis de Gaëte, mais non sans éprouver des pertes sérieuses, et en laissant un millier de prisonniers entre les mains des Piémontais. En revanche, l'aile gauche, forte de plus de 22,000 hommes, commandée par le général Ruggiero, se trouva coupée et dans l'impossibilité d'entrer à Gaëte, à moins de se faire jour au travers de l'armée ennemie, chose pour laquelle les généraux napolitains ne se sentaient pas d'ordinaire une bien irrésistible vocation.

Ruggiero arriva le 4 sur la route de Fondi qui conduit à la frontière romaine. Le général Sonnaz, informé de sa marche et espérant l'amener à une capitulation, marcha dès le 4 au soir de Mola sur Itri, et le 5 était déjà sur les talons de Ruggiero. Celui-ci se réfugia le 5, avec tout son corps d'armée, à Terracine, sur le territoire romain. Sonnaz avait aussitôt entamé des négociations pour l'amener à se rendre ; mais il ne pouvait songer, quelque envie qu'il en eût, à suivre les Napolitains à Terracine, et les pourparlers commencés n'aboutirent point. En revanche, le gouvernement pontifical et le général Goyon, ayant été immédiatement informés du passage de Ruggiero sur le territoire des États de l'Église, le général Goyon s'était hâté d'expédier à Terracine le capitaine d'état-major Mamony, accompagné de quelques fonctionnaires pontificaux. Mamony représenta au général Ruggiero que le gouvernement papal, pour maintenir sa neutralité, était dans l'obligation de faire poser les armes au corps qu'il commandait, et l'on tomba bientôt d'accord que cette opération aurait lieu à Velletri. Ruggiero se rendit donc de Terracine par Cisterna à Velletri, avec ses 22,000 hommes, 5000 chevaux et 40 canons. Après leur désarmement, les troupes furent réparties en cantonnements à Velletri, Cisterna, Frosinone, Albano, Aricia, Genzano, Frascati, Monte Porzio, Rocca di Papa, Bracciano, Orinolo, Civitella-Vecchia, Corneto, Toscanella, Montalto, Civita-Castellana, Rignano, Viterbe, Terracine et plusieurs autres petites localités. Un millier d'hommes seulement déclarèrent vouloir prendre du service dans l'armée de Victor-Emmanuel, et furent remis au général Sonnaz ; le nombre des soldats napolitains qui se trouvèrent internés sur le territoire pontifical fut encore augmenté par différents détachements qui passèrent isolément la frontière ou qui furent plus tard expédiés de Gaëte par terre ou par mer ; il se trouva ainsi porté au chiffre de 30,000 environ. Comme ces troupes, distribuées dans une foule de localités, n'étaient, pour une bonne part, qu'à une demi-journée de marche de la frontière, il fut facile, avec la connivence du gouvernement papal, de réexpédier dans les provinces napolitaines une quantité d'individus qui, en particulier dans les Abbruzzes, formèrent le noyau des bandes de partisans ou de brigands qui encore maintenant s'efforcent d'y ressusciter la royauté de François II.

Les Français, après le passage de Ruggiero, occupèrent militairement Terracine pour rendre impossible quelque violation de territoire de la part des Piémontais, et aussi pour d'autres motifs moins hautement avoués.

Si l'on fait le calcul suivant :

Garnison de Capoue à la reddition de la place	10,500	hommes.
Corps de Ruggiero	22,000	»
Troupes qui au 4 novembre étaient concentrées sur Gaëte	20,000	»
Détachements dispersés d'Isernia, Cajazzo, sur le haut Volturne, à Calvi.	8,000	»
on trouvera que François II, au milieu d'octobre, disposait encore de plus de.	60,500	hommes.

Nous n'indiquons ces chiffres et nous ne faisons cette addition que pour démontrer que nos évaluations antérieures des forces napolitaines, principalement à la bataille du Volturne, ne sont nullement exagérées.

A partir du 5 novembre, Cialdini prit position sur les hauteurs au nord de Gaëte, et dès lors les opérations se réduisirent au siége de cette forteresse, dont la prise devait tout terminer.

La ville et citadelle de Gaëte est bâtie sur une presqu'île triangulaire, longue de 2500 pas environ de l'ouest à l'est ; du côté où cette presqu'île se rattache au continent, c'est-à-dire à l'ouest, elle est fermée par un front fortifié de 1500 pas de longueur environ, qui se compose de batteries successives ; au delà de ces fortifications se trouve un isthme de 800 pas de largeur seulement, sur lequel s'élevait autrefois une hauteur, le Monte Secco ; comme il pouvait fournir de bonnes positions à l'artillerie d'une armée assiégeant Gaëte, le roi Ferdinand II l'avait fait entièrement raser à 800 pas environ du front des batteries ; au point où l'isthme commence à s'élargir, se relèvent les premières pentes de hauteurs disposées en amphithéâtre, et parmi lesquelles nous ne mentionnerons que les plus importantes pour notre sujet : le Monte della Catena, le Monte Tornanello et le Monte Christo, éloignés en droite ligne de 2,500, 3,200, et 4,400 pas des batteries du front de terre.

A l'est de celles-ci, se prolongeant le long du port et sur la côte septentrionale de la presqu'île, s'étendent les batteries du front de mer; le troisième côté du triangle, au sud, est formé par des parois escarpées de rochers plongeant dans la mer, en sorte qu'il n'a pas de fortifications, qui seraient inutiles avec ces défenses naturelles; ces murailles de roc sont la base de deux collines de 300 à 400 pieds qui s'élèvent en dedans de l'enceinte de Gaëte.

La plus étendue, à l'ouest, porte la tour d'Orlando, vieux monument funéraire romain qui a été utilisé pendant le siége comme poste d'observation, et sur lequel se trouvait établi aussi un télégraphe optique pour correspondre avec Terracine; — la moins considérable, celle de l'est, est surmontée d'un vieux château remontant à l'époque des Normands, et qui était utilisé comme caserne.

La ville est située au pied de ces hauteurs; la ville basse, du côté du nord, resserrée entre leurs escarpements et le port; la ville haute à l'est.

Hors de l'enceinte, sur la route de Mola, au bord de la mer, s'étend le faubourg de Borgo di Gaeta : il se compose d'une seule et longue rue, et ses maisons, les plus rapprochées de Gaëte, ne sont qu'à 500 pas de distance de l'extrême droite des batteries du front de terre.

Les hauteurs avoisinant la place, dont nous avons indiqué les principales, et sur lesquelles les Piémontais devaient exécuter leurs premiers ouvrages, sont rocailleuses, inhabitées, pauvres en végétation, en sorte que l'on ne pouvait pas même y trouver les branchages nécessaires pour les travaux de siége, et que les assiégeants durent établir leurs ateliers de clayonnage dans les bois de Fondi; tous ces matériaux devaient donc ensuite être transportés à onze milles italiens de distance.

C'était là une première difficulté attachée à l'attaque de Gaëte par terre; une autre difficulté encore plus grande consistait dans l'absence complète de routes ou chemins praticables pour les chariots au travers de cette contrée montueuse; la seule route faisant exception, était celle de Mola.

Un troisième désavantage venait de la configuration du terrain. Depuis que le Monte Secco a été rasé, les travaux d'approche doivent descendre dans la plaine basse de l'isthme, depuis les hau-



teurs du Monte della Catena et de la Torre Atratina, en sorte qu'il est très-mal aisé de les dérober à la vue et aux coups de l'assiégé. Enfin, le peu de largenr de l'isthme, en comparaison dn grand développement du front de terre, a pour résultat que l'assiégeant est d'autant moins en état d'embrasser les ouvrages de la place qu'il s'en rapproche davantage, et d'employer les tirs d'enfilade et de ricochet, tandis que lui-même est embrassé par la place ; cependant l'assiégeant trouve une compensation dans l'existence de ce faubonrg qui lui permet de s'établir tout près de Gaëte, à l'abri de ses feux, et qui lui donne principalement une position d'où il peut, en les prenant en flanc, arrêter avec succès toutes les sorties que les assiégés n'auraient pas combinées avec une habileté suffisante.

La prise de Gaëte est d'ailleurs un problème singulièrement plus embarrassant, si l'assiégeant est privé de la ressource de pouvoir la bloqner par mer. On sait fort bien quel insignifiant résultat un bombardement opéré par des navires obtient en général sur des batteries de côté bien construites lors même que le calibre de leur armement est inférieur, et ce fait sera sans nul doute toujours confirmé par l'expérience et même par d'apparentes exceptions : les Piémontais pouvaient donc sans beaucoup de regret renoncer an bombardement de Gaëte par leur flotte, mais ce qui ne pouvait leur être indifférent, c'est que la place conservât toutes ses communications ouvertes par la voie de la mer, et pût, au fur et à mesure de ses besoins, tirer de Rome, de France, etc., tout ce qui pouvait contribuer à rendre sa défense plus efficace et de plus longue durée. Or l'amiral français Barbier de Tinan avec son escadre empêchait le blocus an profit des assiégés, et les Piémontais étaient réduits à l'attaque par terre.

Au milieu des circonstances défavorables que nons venons d'indiquer, Cialdini, qui commandait l'armée de siége et avait établi son quartier général à la Casa-Massena (Palazzo degli Spiriti) sur la route de Borgo di Gaeta à Mola di Gaeta, comptait surtout sur l'effet de ses canons rayés de gros calibre, et sur l'action qu'ils exerceraient sur le moral de la garnison, que l'on regardait déjà, et non sans raison, comme étant bien abattu.

Dans les siéges précédents de Gaëte, cet avantage de posséder des canons rayés avait manqué à l'assiégeant, et, vis-à-vis de

troupes peu résolues, il suffisait bien à balancer les inconvénients que devait avoir pour lui la disparition du Monte Secco.

En 1707 les Autrichiens avaient mis trois mois à prendre Gaëte aux Espagnols; en 1734, la place tint quatre mois contre les Espagnols, les Français et les Piémontais; en 1799, elle se rendit sans coup férir aux Français commandés par le général Championnet; en 1806, elle se défendit cinq mois contre les Français. A cette époque, une armée française s'était emparée de tout le continent napolitain presque sans combat; Gaëte seule résista, et le prince de Hesse-Philippstadt, gouverneur de la place, lorsque le général Reynier le somma de la rendre, lui fit répondre que s'il voulait l'avoir il fallait venir la prendre. Un bombardement ouvert le 21 mars, avec 5 pièces seulement, n'eut pas le moindre résultat. Le 2 avril on avait réussi avec beaucoup de peine à avoir 22 canons en batterie, mais les officiers français d'artillerie en demandaient 80 pour pouvoir agir avec quelque succès contre la forteresse. Cette fois aussi Gaëte n'était pas bloquée par mer; la flotte anglaise, réunie à la marine sicilienne, tenait la Méditerranée et rendait impossible l'action des vaisseaux français. Impatienté, Napoléon, vers la fin de mai, fit enfin prendre le commandement à Masséna, qui réunit bientôt devant Gaëte 14,000 hommes, c'est-à-dire le double de l'effectif de la garnison, et qui déjà le 7 juillet eut poussé assez avant les batteries pour pouvoir songer enfin à battre la place en brèche. Ce jour-là, quatre-vingt-neuf pièces ouvrirent le feu à la fois; le 10, les ouvrages avaient déjà notablement souffert; le 12, le prince de Hesse-Philippstadt fut blessé, et Masséna, qui l'apprit, crut devoir lui adresser une nouvelle sommation; le prince ayant répondu par un refus, le feu des assiégeants continua jusqu'au 18, pendant que les tranchées étaient poussées toujours plus avant; le 18, deux grandes brèches étaient ouvertes, et Masséna prenait ses dispositions pour l'assaut, qui devait avoir lieu le 20. Les assiégés entamèrent des négociations dès le 18 et la place fut rendue. Du 7 au 18 juillet, Masséna avait envoyé à Gaëte 40,000 boulets ou bombes, et la place en avait lancé environ 100,000.

Ces brèves indications sur un siége précédent, qui ne remonte pas à une époque trop éloignée, ne sont pas sans intérêt, à cause

des comparaisons avec le siége de 1860, auxquelles elles peuvent fournir occasion.

Cialdini, afin d'établir ses premières batteries, fit d'abord entreprendre la construction de longs tronçons de routes tendant depuis le bord de la mer au Borgo, d'un côté au Monte Tortanello et au Monte Christo, de l'autre côté au Monte della Catena. Ces travaux prirent beaucoup de temps. Avant donc de raconter les événements du siége qui concernent à la fois les deux parties en présence, nous allons laisser les Piémontais livrés à cette occupation, pour donner un coup d'œil à la place de Gaëte et nous orienter sur l'ensemble de sa défense.

Les fronts de défense de Gaëte, du côté de la terre, étaient armés de 179 pièces, dont 54 canons de 24 et au-dessous; 12 coulevrines de campagne; 76 canons à bombes, de 60 et 80; 16 obusiers, 17 mortiers et 4 canons rayés. Les principaux ouvrages, en commençant vers l'aile gauche et en marchant vers la droite, étaient les suivants:

La batterie Transylvania, avec 5 canons à bombes, de 60.

La batterie Malladrone, avec 1 canon à bombe, de 24, et 1 de 80.

La batterie et la redoute Trinità, 3 canons à bombes, de 80, et 10 pièces semblables, de 60, auxquels on ajouta plus tard 2 pièces rayées de 4, et une pièce rayée de 12.

La plate-forme, avec 4 pièces de 24 et 2 obusiers.

Dente-di-Sega, 10 canons de 12 et 3 mortiers.

Philippstadt, 1 canon de 12, 6 canons de 24, une coulevrine de 12, 2 obusiers et 3 mortiers.

Saint-André, et la Fausse-Braie située en avant, 5 pièces de 24, 7 mortiers, une pièce de 12, 7 coulevrines de 12 et 4 obusiers.

Saint-Jacques, 7 pièces de 24.

Fico, 4 canons à bombes, de 80.

Conca, 4 pièces de 24, 3 canons à bombes, de 60, 2 mortiers.

Cappelletti, 2 pièces de 24 et 5 canons à bombes, de 60.

La liaison entre le front de terre et le front de mer était formée par les trois batteries de la citadelle, de sa contre-garde et de son flanc bas, armées de 21 pièces. — La batterie de la citadelle était

composée de 7 pièces de 24 et de 11 pièces de 6; celle de la contregarde de 3 pièces de 16, de 2 canons rayés de 12 et 1 mortier; celle de Fianco basso enfin, de 3 pièces de 12, de 3 obusiers et 1 mortier. — Le service de ces trois batteries qui défendaient spécialement la porte de terre, située près de la citadelle, et qui conduit au Borgo, était confié à la batterie étrangère, placée, depuis la mort du capitaine Tevot, sous les ordres du capitaine de Sury, Suisse comme ce dernier.

En arrière des fronts de terre des batteries Philippstadt, Saint-André et Saint-Jacques, s'élevait, comme un second étage de feux, la grande batterie Regina, armée d'une pièce de 24, d'une pièce de 12 rayée et de 38 canons à bombes, de 60.

Sur les fronts de mer se trouvaient 142 bouches à feu; les principales batteries de la gauche (ouest) à la droite (est) étaient les suivantes :

S.-Antonio, 5 canons de 36.

Adolorato, ou Poterna, 2 coulevrines de 24 et 2 obusiers.

Ferdinando et Favorita, 18 canons à bombes, de 80, 1 canon de 30, 3 canons à bombes, de 60, et 2 pièces de 24.

Granguardia, 5 pièces de 36, 1 obusier et 2 mortiers.

Vico, près de la porte de mer, 6 canons à bombes, de 80, 5 pièces de 24, 4 pièces de 30 et 3 obusiers.

Santa-Maria, 13 canons à bombes, de 80, 5 pièces de 30, 2 obusiers.

La haute et basse batterie de Guasta ferri, 8 canons à bombes, de 80, 18 pièces de 36, 3 obusiers, 6 mortiers.

L'armement tout entier de la place se composait donc, d'après l'indication détaillée que nous venons de donner, de 342 bouches à feu.

Dans le cours de la lutte, lorsque le défaut de canons rayés se fit vivement sentir chez les assiégeants, le directeur de l'arsenal, Afan de Rivera, réussit à rayer plusieurs pièces de campagne de 12 dont deux, avec une pièce de 4, furent mises en batterie sur la hauteur de la Torre d'Orlando; les autres sont déjà comprises dans l'énumération donnée ci-dessus. Ces pièces tirèrent, dans le commencement, avec beaucoup de précision, mais l'épaisseur

du métal de la bouche à feu étant devenu, par le travail auquel on les avait soumises, insuffisante pour le service nouveau que l'on exigeait d'elles, les parois cédèrent peu à peu, il se fit trop de vent autour des projectiles dans les pièces, et dès lors la précision des coups cessa entièrement.

Les ouvrages de la place n'étaient point en bon état; chacun sait que toute forteresse, même la plus solidement construite et la mieux entretenue, lorsqu'elle doit résister à un siége, a besoin de certains travaux que l'on comprend sous le nom d'armement de fortification, et qui sont indépendants de l'armement d'artillerie. Quoique depuis le 19 août Garibaldi eût pris pied sur le territoire napolitain, que depuis le 7 septembre il fût maître de Naples, quoique dès le 1er octobre la bataille du Volturne eût démontré aux royaux battus d'une manière décisive, malgré leur supériorité numérique, qu'ils avaient toutes sortes de bonnes raisons de regarder comme une possibilité une retraite derrière le Garigliano, quoique enfin, à la même époque, le quartier général napolitain eût déjà la nouvelle de l'invasion des troupes piémontaises au delà de la frontière romaine, cependant, jusqu'au 5 novembre, il n'avait été fait pour l'armement de fortification de Gaëte aucun des préparatifs qui auraient dû, dans ces circonstances, consister principalement dans la réunion de tous les matériaux nécessaires. Depuis le 5 novembre, il fallut bien travailler avec une grande activité, mais malgré tout le zèle qui fut déployé par quelques-uns, on ne put réussir à atteindre un résultat suffisant, en partie parce que la masse des officiers était trop indolente, en partie aussi parce qu'il manquait de matériaux dont il était absolument impossible de se passer pour faire quelque chose de bon.

De plus, indépendamment de ce que nous venons de dire sur l'armement, il faut ajouter que le fond même de la construction des ouvrages de la forteresse manquait de la solidité qu'ils eussent dû avoir. Les améliorations qui y avaient été apportées sous le règne de Ferdinand II avaient été dirigées par un favori de ce monarque, le major Quarinelli: celui-ci avait travaillé plus en vue de l'effet que produiraient ses travaux aux yeux de son souverain et de leur avantage pour sa bourse, qu'en vue de leur utilité réelle pour l'Etat et pour les soldats qui auraient un jour à défendre la place confiée à ses soins. Nous croyons que des casemates, con-

struites d'après les vieux principes, des magasins à poudre établis et bâtis d'après les vieilles règles de l'art sont encore aujourd'hui parfaitement en état de bien tenir, même contre les lourds projectiles des nouvelles pièces rayées; mais nous savons aussi que trop souvent les ingénieurs sacrifient les vieilles règles et les vieux principes pour le coup d'œil architectural et le désir de se rendre agréables à leurs souverains; cela s'est vu par exemple en Prusse, surtont dans ces vingt dernières années, et tout homme impartial qui voudrait nous suivre à cet égard dans l'examen des détails qui décident en pareille matière, serait sans aucun doute bientôt de notre avis. On n'aura, par exemple, nullement le droit de condamner sérieusement le nouveau système prussien de fortification, parce que l'on aura vu une fois certaines casemates nouvelles de la Prusse orientale dans certaines casernes défensives, crouler aux premiers projectiles que leur enverront des canons rayés. D'ailleurs, avec de bons officiers et de bons matériaux, on peut en quelques semaines, même pendant les opérations d'un siége, remédier à bien des défauts. Mais ces deux conditions indispensables manquaient également à Gaëte. Quelques efforts que pût faire un homme isolé, on sait qu'un homme ne peut être toujours sur pied et partout à la fois, et l'ingénienr de Gaëte, Gnarinelli, se trouvait précisément en ce moment dans le camp piémontais auquel il avait passé jnste à temps; il pouvait se vanter d'avoir travaillé utilement... pour la résurrection de l'Italie. En tout cas, il pouvait rendre de bons services aux assiégeants, par sa connaissance des dispositions intérieures et des côtés faibles de la place.

La garnison ordinaire de Gaëte se composait du 16e bataillon de chasseurs, du bataillon de tirailleurs de la garde, du bataillon des vétérans suisses, d'un régiment d'artillerie et d'nn bataillon du génie.

Le 3 novembre vinrent s'y ajouter les trois régiments d'infanterie de la garde, beaucoup de fuyards de différents corps, des gendarmes, des cavaliers démontés, etc., sans compter quelques débris de l'armée du pape, en particulier des légitimistes français qui s'étaient rencontrés à Gaëte en assez grande qnantité, et dont le nombre s'accrut encore pendant le siége.

Les autres corps organisés, huit bataillons de chasseurs à pied et la brigade étrangère demeurèrent d'abord campés en avant de

la place; dès le 5 au matin, la plus grande partie de cette dernière fut mise en marche par Sperlonga sur la frontière romaine, afin de diminuer le nombre des bouches à nourrir, en sorte qu'il ne resta de l'infanterie étrangère que 800 hommes qui furent fondus en un bataillon.

Le gouverneur de la place était le général Ritucci ; le brigadier Marulli était gouverneur en second ; le général de Riedmatten commandait le front de terre, et le général Sigrist le front de mer.

Les troupes campées hors des ouvrages occupaient les positions suivantes : à l'extrême droite, le 2e bataillon de chasseurs, ensuite le 3e, le 6e, le 7e, le 8e, le 9e, le 10e et le 15e bataillon de chasseurs, enfin à l'extrême gauche, à la Cala di Serpa, le demi-bataillon étranger n° 3; ces troupes poussaient leurs avant-postes jusque sur la hauteur de Torre Atratina.

Le 11 novembre, Cialdini entreprit une attaque générale sur ces avant-postes pour les rejeter sur la place ou dans la place même : A peine le combat avait-il commencé, que le 8e et le 15e chasseurs, ce dernier son commandant Pianelli en tête, passèrent aux Piémontais; cette défection causa dans la ligne napolitaine un vide où les Piémontais pénétrèrent, et le demi-bataillon étranger, ayant toute retraite coupée, fut en grande partie fait prisonnier. A la suite de cet engagement, toutes les troupes napolitaines furent retirées derrière les ouvrages, et les Piémontais établirent leurs avant-postes dans les positions qu'occupaient auparavant leurs adversaires. Rien ne les empêchait plus désormais de travailler en toute tranquillité à l'établissement de leurs premières batteries.

---

3. Marche des événements à Gaëte et devant la place jusqu'au départ de l'escadre française.

On s'occupait activement dans la forteresse de la réorganisation des troupes, ainsi que des travaux nécessaires pour compléter l'armement des ouvrages.

Les généraux Barbalonga, Colonna et Salzano, las de la lutte et songeant sans dente à se ménager un bon accueil dans le camp ennemi pendant qu'il en était temps encore, se décidèrent bientôt à preudre congé.

Les mille prisonniers de l'armée italienne du Sud, qui se trouvaient enfermés à Gaëte, furent transportés le 12 novembre et remis au général Cialdini : le véritable motif pour lequel on se débarrassa d'eux, fut le besoin que l'on avait de leurs couvertures pour les troupes napolitaines, car la place était loin d'en être snffisamment approvisionnée.

Le 20 uovembre, la reine-mère Marie-Thérèse partit avec ses sept plns jennes enfants pour se rendre à Rome où elle se croyait plus en sûreté désormais, et où elle pensait pent-être en outre trouver un champ d'activité plus profitable qu'à Gaëte. Le 21 novembre, son exemple fut suivi par le corps diplomatique qui s'ennuyait énormément dans la forteresse, et qui par-dessus le marché y vivait fort mal et commençait à voir venir le moment où il ne serait pas même possible d'y vivre sans dauger : seul l'ambassadeur d'Espague, Bermudez di Castro, marquis de Lema, resta à son poste. Le même jour, la comtesse de Trapani partit avec ses enfants.

Pendant qne tout ce monde s'éloignait ou se préparait à s'éloigner, le 18 novembre, en revanche, Bosco arriva à Gaëte. Bosco était resté au mois de septembre malade, à Naples, an moment où François II avait abandonné sa capitale, et il y avait été laissé en repos par Garibaldi, sous la condition qu'il resterait denx mois sans porter les armes contre les Italiens. Bosco, rétabli, s'était rendu en France où il avait passé le reste du temps de son engagement, puis il était revenu à Gaëte aussitôt que le terme en eut expiré. On avait fondé snr lni de grandes espérances ; en somme il ponvait bien être le plus entreprenant de tous les généraux napolitains, mais ce n'était là que quelque chose de relatif, et une bonne dose de mise en scène affectée se mêlait à ses qualités réelles comme chez bien d'autres généraux qui sont parvenus à se faire une réputation éphémère.

On sait que François II avait ordonné de faire frapper et distribuer une médaille pour honorer non pas seulement le mince succès de Cajazzo, mais encore toute la série de ses échecs ;

comme il n'avait pas les moyens de faire frapper la médaille, il s'en tint provisoirement au ruban, qui fut distribué le 21 novembre. Bosco, à peine arrivé à Gaëte, réclama aussitôt une médaille spéciale pour sa défaite de Milazzo, et en fait, ce qui était juste pour les uns, devait l'être aussi pour l'autre, et si neuf militaires se dédommagent par une médaille des horions qu'ils ont reçus, pourquoi un dixième serait-il mal venu à prétendre en faire autant ?

Une grande sortie devait avoir lieu le 25 novembre, mais ne fut pas effectuée ; on a conclu, non sans raison probablement, de la circonstance que précisément ce jour-là, et à l'heure fixée, les Piémontais canonnèrent avec une grande vivacité les approches de la porte de terre, que Cialdini devait avoir des intelligences dans la place et que ses rapports le servaient bien. — Le 29 novembre au matin eut lieu enfin la *grande sortie* sous la direction du général Bosco, après avoir fait parler d'elle pendant plusieurs jours. Or qu'avait-on destiné à cette opération ? Quatre cent quarante hommes sous les ordres du lieutenant-colonel Migy ! nous nous trompons.... il y avait encore un bataillon en soutien sur le glacis, et Bosco prétendait diriger toute l'affaire depuis la place avec des signaux de trompette !

Migy, avec sa faible troupe, divisée en trois colonnes, poussa en avant par Torre Atratina, où il rencontra les extrêmes avant-postes piémontais, jusqu'au Couvent des Capucins, où il rencontra une résistance organisée et plus sérieuse. En outre, il fut assailli en flanc et à dos par deux bataillons de bersagliers, sortis du Borgo où les Piémontais s'étaient établis après en avoir délogé les habitants le 19 novembre ; ces bersagliers furent à grand'peine contenus pendant quelque temps par un petit détachement par lequel Migy avait fait assurer sa marche. Les colonnes de sorties se retirèrent avec une perte de 23 hommes, parmi lesquels le lieutenant-colonel Migy lui-même, qui mourut bientôt après des suites de sa blessure, sans avoir atteint aucun résultat.

Chose singulière, François II avait, à ce qu'on prétend, par un pieux scrupule pour l'église du Borgo, défendu aux batteries de la place de tirer sur ce faubourg, sauf lorsque l'on y verrait des troupes, des chariots ou des travailleurs ; cette défense fournit aux Piémontais une excellente position qui ne laissait rien à désirer

pour les mettre à couvert de toute sortie partant de l'aile droite du front napolitain.

Le 1er décembre enfin, les assiégeants démasquèrent une première batterie sur le Monte Christo, à 4,200 pas des ouvrages les plus rapprochés de la forteresse. Elle était armée de deux canons rayés de vingt centimètres, et elle ouvrit son feu à 5 heures après midi; elle le continua chaque jour pendant plusieurs heures, cherchant principalement à enfiler les fronts de mer, et agissant aussi contre la Torre Orlando; mais à une pareille distance son tir était très-incertain et ne produisait que des effets presque imperceptibles.

Pendant la nuit du 4 au 5 décembre, Bosco fit entreprendre une petite sortie pour faire sauter avec des sacs à poudre trois maisons du Borgo qui gênaient principalement la vue des ouvrages; le résultat fut peu satisfaisant: cependant les Piémontais, pour se mettre à l'avenir mieux à l'abri de semblables tentatives, construisirent sur la hautenr de S.-Agata une petite batterie qui ouvrit son feu le 7 décembre.

Le 8 s'ouvrit un armistice qui dura trois jours: le 8 décembre est le jour de la Conception. Ferdinand II avait coutume de le solenniser à Naples par une grande parade : ce fut à l'une de ces parades, en 1856, qu'eut lieu l'attentat d'Agesilas Milano. Victor-Emmanuel avait donné l'ordre à Cialdini d'interrompre ce jour-là le feu contre la place. François II utilisa ce repos pour adresser à « ses peuples des Deux-Siciles » une proclamation que nous allons donner *in extenso* à nos lecteurs, comme document intéressant :

PEUPLES DES DEUX SICILES.

« De cette place où je défends plus que ma couronne, l'indépendance de la patrie commune, votre souverain élève la voix pour vous consoler dans vos misères et pour vous promettre des temps plus heureux. Trahis également, également dépouillés, nous nous relèverons ensemble de nos infortunes. L'œuvre de l'iniquité n'a jamais duré longtemps, et les usurpations ne sont pas éternelles.

« J'ai laissé tomber dans le mépris les calomnies, j'ai regardé avec dédain les trahisons, tant que trahisons et calomnies se sont

attaquées seulement à ma personne. J'ai combattu, non pour moi, mais pour l'honneur du nom que nous portons. Mais quand je vois mes sujets bien-aimés en proie à tous les maux de la domination étrangère; quand je les vois, peuples conquis, porter leur sang et leurs biens en d'autres pays, foulés aux pieds par un peuple étranger, mon cœur napolitain bat d'indignation dans ma poitrine, et je suis consolé seulement par la loyauté de ma brave armée, par le spectacle des nobles protestations qui, de tous les points du royaume, s'élèvent contre le triomphe de la violence et de la fourberie.

« Je suis Napolitain; né parmi vous, je n'ai pas respiré un autre air, je n'ai pas vu d'autres pays, je ne connais pas d'autre sol que le sol natal. Toutes mes affections sont dans le royaume; vos coutumes sont mes coutumes; votre langage est ma langue; vos ambitions sont mes ambitions. Héritier d'une antique dynastie qui, pendant de longues années, régna sur ces belles contrées après en avoir reconstitué l'indépeudance et l'autonomie, je ne viens pas, après avoir dépouillé les orphelins de leur patrimoine, et l'Église de ses biens, m'emparer par la force étrangère de la plus délicieuse partie de l'Italie. Je suis un prince qui est *vôtre* et qui a tout sacrifié à son désir de conserver parmi ses sujets la paix, la concorde et la prospérité.

« Le monde entier l'a vu: pour ne point verser le sang, j'ai préféré risquer ma couronne. Les traîtres, payés par l'ennemi étranger, s'asseyaient dans mon conseil, à côté des fidèles serviteurs; dans la sincérité de mon cœur, je ne pouvais croire à la trahison. Il m'en coûtait trop de punir; je souffrais d'ouvrir, après tant de malheurs, une ère de persécutions; et ainsi la déloyauté de quelques-uns et ma clémence ont facilité l'invasion, qui s'est opérée par le moyen des aventuriers, puis en paralysant la fidélité de mes peuples et la valeur de mes soldats.

« En butte à de continuelles conspirations, je n'ai pas fait verser une goutte de sang; et l'on a accusé ma conduite de faiblesse. Si l'amour le plus tendre pour mes sujets, si la confiance naturelle de la jeunesse dans l'honnêteté d'autrui, si l'horreur instinctive du sang méritent ce nom, oui, certes, j'ai été faible. Au moment où la ruine de mes ennemis était sûre, j'ai arrêté le bras de mes généraux pour ne pas consommer la destruction de Palerme.

« J'ai préféré abandonner Naples, ma maison, ma capitale chérie, sans être chassé par vous, pour ne pas l'exposer aux horreurs d'un bombardement comme ceux qui ont eu lieu plus tard à Capoue et à Ancône. J'ai cru de bonne foi que le roi de Piémont, qui se disait mon frère et mon ami, qui me protestait qu'il désapprouvait l'invasion de Garibaldi, qui négociait avec mon gouvernement une alliance intime pour les vrais intérêts de l'Italie, n'aurait pas rompu tous les traités et violé toutes les lois pour envahir mes États en pleine paix, sans motifs ni déclaration de guerre. Ce sont là mes torts. Je préfère mes infortunes aux triomphes de mes adversaires.

« J'avais donné une amnistie, j'avais ouvert les portes à tous les exilés, j'avais accordé à mes peuples une constitution, je n'ai certes point manqué à mes promesses. Je me préparais à garantir à la Sicile des institutions libres qui auraient consacré, avec un Parlement séparé, son indépendance administrative et économique, et écarté d'un seul coup tous les motifs de défiance et de mécontentement. J'avais appelé dans mes conseils les hommes qui me paraissaient les plus acceptables par l'opinion publique en ces circonstances, et autant que me l'a permis l'incessante agression dont je suis devenu la victime, j'ai travaillé avec ardeur aux réformes, au progrès, à la prospérité de notre commun pays.

« Ce ne sont pas les discordes intestines qui m'arrachent mon royaume, mais je suis vaincu par l'injustifiable invasion d'un ennemi étranger. Les Deux-Siciles, à l'exception de Gaëte et de Messine, ces derniers asiles de leur indépendance, se trouvent aux mains du Piémont. Qu'est-ce que cette révolution a procuré aux peuples de Naples et de Sicile? Voyez la situation que présente le pays. Les finances, naguère si florissantes, sont complétement ruinées, l'administration est un chaos, la sécurité individuelle n'existe pas. Les prisons sont pleines de suspects; au lieu de la liberté, l'état de siége règne dans les provinces, et un général étranger publie la loi martiale, décrète la fusillade instantanée pour tous ceux de mes sujets qui ne s'inclinent pas devant le drapeau de la Sardaigne. L'assassinat est récompensé; le régicide obtient une apothéose; le respect au culte saint de nos pères est appelé fanatisme; les promoteurs de la guerre civile, les

traîtres à leur pays reçoivent des pensions que paie le pacifique contribuable. L'anarchie est partout. Les aventuriers étrangers ont mis la main sur tout pour satisfaire l'avidité ou les passions de leurs compagnons. Des hommes qui n'ont jamais vu cette partie de l'Italie ou qui, dans une longue absence, en ont oublié les besoins, constituent notre gouvernement. Au lieu des libres institutions que je vous avais données et que je désirais développer, vous avez eu la dictature la plus effrénée, et la loi martiale remplace maintenant la constitution. Sous les coups de vos dominateurs disparaît l'antique monarchie de Roger et de Charles III, et les Deux-Siciles ont été déclarées provinces d'un royaume lointain. Naples et Palerme seront gouvernées par des préfets venus de Turin.

« Il y a un remède à ces maux et aux calamités plus grandes encore que je prévois : la concorde, la résolution, la foi dans l'avenir. Unissez-vous autour du trône de vos pères. Que l'oubli couvre pour toujours les erreurs de tous; que le passé ne soit jamais un prétexte de vengeance, mais une leçon salutaire pour l'avenir. J'ai confiance dans la justice de la Providence, et, quel que soit mon sort, je resterai fidèle à mes peuples comme aux institutions que je leur ai accordées. Indépendance administrative et économique entre les Deux-Siciles, avec des Parlements séparés, amnistie complète pour tous les faits politiques, tel est mon programme. Hors de ces bases, il ne restera pour le pays que despotisme et anarchie.

« Défenseur de l'independance de la patrie, je demeure et combats ici pour ne point abandonner un dépôt si saint et si cher. Si l'autorité retourne dans mes mains, ce sera pour protéger tous les droits, respecter toutes les propriétés, garantir les personnes et les biens de mes sujets contre toute sorte d'oppression et de pillage.

« Si la Providence, dans ses profonds desseins, permet que le dernier boulevard de la monarchie tombe sous les coups d'un ennemi étranger, je me retirerai avec la conscience sans reproche, avec une foi inébranlable, avec une résolution immuable, et, en attendant l'heure véritable de la justice, je ferai les vœux les plus fervents pour la prospérité de ma patrie, pour la félicité

de ces peuples qui forment la plus grande et la plus chère portion de ma famille.

« Le Dieu tout-puissant, la Vierge immaculée et invincible, protectrice de notre pays, soutiendront notre cause commune.

« Gaëte, 8 décembre 1860.

« Signé : FRANÇOIS. »

Alexandre Dumas a très-bien répondu dans son *Indipendente*, à cette déclaration quelque peu tardive adressée à ses peuples par François II; mais il ne faut pas oublier néanmoins que François touchait à mainte corde qui vibre encore dans le cœur des Napolitains, et si le gouvernement piémontais avait eu quelque notion de la force véritable de ces sentiments, il n'aurait pas opposé tant d'hostilité aux conseils et aux vœux des anti-annexionistes plus prévoyants et mieux informés des tendances du peuple napolitain.

Revenons maintenant aux opérations du siége, que nous avons laissées suspendues par l'armistice.

Le 13 décembre, les Piémontais ouvrirent une nouvelle batterie sur le Monte Tartanello, à 3,300 pas des ouvrages; peu à peu, jusqu'au 17, elle fut armée de six pièces rayées du calibre de 36, et entretint un feu très-vif contre la place; le 20 décembre le nombre des batteries établies sur le Tartanello était porté à trois, contenant ensemble douze pièces. Le 26 furent mis en batterie à la Casa Massena deux gros canons rayés, qui ouvrirent leur feu à 3,600 pas de distance sur la partie ouest du front de mer, tout au travers du golfe.

Quoique le feu de l'artillerie piémontaise n'eût pas cessé d'être très-vif, jusque-là il n'avait produit que fort peu d'effet. Le 25, par exemple, jour qui fut indiqué comme ayant été particulièrement chaud pour la place, les Napolitains n'avaient pas eu plus de cinq morts et dix blessés. Depuis ce moment, des torrents de pluie vinrent plus fréquemment déranger le feu des assiégeants, gêner leurs travaux et abîmer les chemins. C'était déjà une circonstance de ce genre qui avait fait durer trois jours l'armistice du 8, qui devait primitivement se limiter à un seul.

A cette époque, les Napolitains expédièrent hors de Gaëte tout ce qui leur parut superflu: ainsi, presque toute la garde et la plus

grande partie du bataillon étranger, duquel il ne resta que le corps des carabiniers, enfin une quantité d'individus de différents corps, qui commençaient à trouver désagréable le séjour de la forteresse. Tout ce monde fut dirigé par mer sur Civita-Vecchia, et en grande partie licencié dans les Etats pontificaux. Le roi indiqua lui-même à tous les officiers et soldats qui ne seraient pas décidés à suivre sa fortune jusqu'au bout, le 31 décembre comme délai jusqu'auquel chacun pourrait abandonner la place si bon lui semblait. En effet, si l'on était résolu à ne tenter aucune entreprise active hors des murs, le nombre des défenseurs dépassait de beaucoup le chiffre nécessaire; 12,000 hommes étaient même trop encore pour une défense limitée à une résistance passive derrière les remparts; en renvoyant une partie de ces troupes inutiles, on gagnait d'ailleurs pour les autres de la place dans les casemates, et la faculté de mettre ainsi la plus grande partie possible de la garnison à l'abri des coups de l'assiégeant.

Mais était-il réellement de toute impossibilité de tenter quelque pointe raisonnable au dehors? Etait-il si absolument nécessaire de se borner à se mettre à terre devant les boulets ennemis? Le major Lecomte, dans son ouvrage *l'Italie en 1860*, fait une très-judicieuse observation à ce sujet: « Si les Russes, dit-il, avaient défendu Sébastopol comme les généraux napolitains Gaëte, ils n'auraient sans doute pas tenu quinze jours derrière leurs mauvais remparts. En revanche, il est vrai de dire que si les alliés l'avaient assiégée par la même méthode que les Sardes employaient devant Gaëte, ils seraient bien restés dix ans devant ses murs. » Cette remarque, qui se présente naturellement à l'esprit de tout juge impartial, est la meilleure critique de l'*héroïsme* attribué à la défense de Gaëte. Avec le système d'attaque des Piémontais, le moyen des grandes sorties s'offrait de lui-même, pour ainsi dire, aux assiegés, qui ainsi non-seulement se seraient attachés à détruire les batteries piémontaises commencées, dont l'établissement coûtait tant de peine aux assiégeants, mais encore à s'établir eux-mêmes dans des ouvrages avancés sur les abords de la place. Avec un pareil usage de leurs forces, ils n'eussent rien eu de trop à leur disposition avec leurs 20,000 hommes.

Les batteries piémontaises furent principalement incommodes pour les hôpitaux, qui ne pouvaient être cachés dans les case-

mates; les Napolitains les avaient désignés par des drapeaux noirs, mais malgré ce signe, de temps en temps les boulets ennemis venaient les visiter, et inquiétaient au moins les malades, s'ils ne causaient pas de plus graves dommages; les assiégés prétendaient que Cialdini faisait tirer à dessein sur ces bâtiments; cela n'est point exact: lorsque des plaintes lui furent transmises de la place à cet égard par l'intermédiaire de l'amiral français, il répondit avec beaucoup de justesse que les « boulets n'ont pas des yeux. »

Le 31 décembre, tous les officiers qui étaient restés à Gaëte remirent au roi une adresse de dévouement.

Au commencement de 1861, on mit sur le tapis le plan d'une expédition dans la Calabre pour essayer d'y fomenter une réaction; mais il fut promptement abandonné, comme l'étaient d'ordinaire toutes les grandes résolutions qui se prenaient dans l'entourage du roi.

Le 7 janvier au soir les Piémontais ouvrirent le feu le plus vif qu'ils eussent dirigé jusque-là contre Gaëte: ils avaient maintenant à peu près soixante pièces en batterie, dont un tiers de mortiers, sur le Monte Tortanello, à S.-Agata, à la Casa Masséna, à 1,600 pas de la place seulement au couvent des Capucins, en arrière de la Casa Masséna devant Castellone, près de la chapelle de Conca (il se trouvait là deux canons Cavelli), enfin, près de ce dernier point, dans le val Conca; ces deux dernières n'étaient pas à moins de 5,600 pas des ouvrages de la place; celle du val Conca était une grande batterie de mortiers.

Les Piémontais, du 7 au soir au 8 au soir, envoyèrent 6,500 projectiles dans la place, valant à peu près 200,000 francs; les assiégés y répondirent par 2,600 coups; toute leur perte, pendant ces vingt-quatre heures, s'éleva à 10 morts et 23 blessés, d'où l'on peut aisément conclure de quelle utilité réelle est un tir à trop longue portée.

Le soir du 8 janvier fut conclu, par l'intermédiaire de l'amiral français, un nouvel armistice, dont les conditions précises furent déterminées par une correspondance, échangée le 11 et le 12, entre Cialdini, Ritucci et Barbier de Tinan, dans ce sens qu'il durerait jusqu'au 19 inclusivement, et que pendant ce temps, ni les assiégés, ni les assiégeants ne devaient mettre la main à de nou-

veaux travaux. Voici quels furent les motifs de cette suspension d'armes.

Le Piémont aussi bien que l'Angleterre voyaient dans la présence de l'escadre française dans les eaux de Gaëte, où elle empêchait le blocus de la place par mer, une violation du principe de non-intervention, et ne cessaient par conséquent de presser l'empereur Napoléon de retirer sa flotte. Quelles que puissent avoir été les intentions dans lesquelles celui-ci avait envoyé l'escadre de l'amiral Barbier de Tinan devant Gaëte, il finit par juger convenable de céder aux représentations du Piémont et de l'Angleterre; il déclara qu'il n'avait nullement voulu heurter le principe de non-intervention, mais seulement donner un témoignage de sympathie à un prince poursuivi par l'infortune, et lui rendre possible de quitter librement son royaume, sans être forcé de négocier à cet effet avec les Piémontais.

Peut-être Napoléon pensait-il pouvoir dans ce moment se poser en médiateur avec quelque avantage pour lui entre François II et Victor-Emmanuel; mais cette médiation non armée demeura impossible; elle rencontra plus d'obstacles encore de la part du roi d'Italie que du roi de Naples, et le 13 janvier Napoléon fit inviter François II par l'amiral Barbier de Tinan à cesser une résistance désormais inutile, et à quitter Gaëte, puisqu'il avait maintenant assez fait pour son honneur; il ajoutait que les choses avaient tourné devant Gaëte d'une manière si inattendue, que désormais la position de la flotte française devenait intenable, à moins de vouloir violer formellement le principe de non-intervention. Il annonçait par conséquent à François II qu'en tout état de cause, le 19 janvier, à l'expiration de l'armistice, la flotte française quitterait définitivement les eaux de Gaëte.

François II répondit qu'il se défendrait aussi longtemps qu'il lui resterait une lueur d'espérance de maintenir ses droits.

Le 19, Barbier de Tinan partit avec son escadre; le même jour plusieurs centaines de malades et de convalescents furent encore expédiés par mer à Terracine. Les ambassadeurs accrédités auprès de François II, qui étaient revenus le 16 de Rome à Gaëte pour féliciter le roi à l'occasion du jour de sa naissance, et qui y étaient restés pendant l'armistice, retournèrent à Rome, malgré le désir que le roi leur exprima à plusieurs reprises de les voir de-

meurer auprès de lui ; celui d'Espagne (qui n'avait pas bougé de Gaëte), et ceux d'Autriche, de Bavière, de Saxe, ainsi que le nonce du pape, continuèrent seuls d'y résider.

Le roi et son épouse s'établirent alors dans une casemate bien abritée, et cet exemple fut suivi, lorsqu'il fut connu, par tous les héros légitimistes qui étaient venus à Gaëte pour honorer dans sa chute la maison de Bourbon. Les généraux et les officiers supérieurs napolitains avaient depuis longtemps, sauf quelques honorables exceptions, pris les mesures les mieux entendues pour préserver leurs personnes de tout contact désagréable avec les boulets piémontais, entre autres le général Siegrist, commandant des fronts de mer, qui, sous prétexte de maladie, ne quittait pas sa casemate et avait même étendu ses précautions à ses deux fils, officiers aussi, qui ne devaient naturellement pas quitter leur père malade.

Le 20 janvier, Persano fit annoncer officiellement au gouverneur de Gaëte que le blocus effectif de la flotte italienne commençait.

Gaëte était dès lors abandonnée à elle-même.

---

4. Prise de Gaëte.

Les Piémontais ne reprirent pas, comme on s'y était attendu, leur feu contre la place immédiatement après le départ de l'escadre française : ils s'occupaient de la construction de nouvelles batteries sur la ligne du Monte della Catena au couvent des Capucins, en moyenne à 2,200 pas des ouvrages des assiégés.

Le 22 janvier, à neuf heures du matin, la forteresse recommença le feu la première, sur un signal donné par un coup de canon tiré de la batterie Regina. Aussitôt les Piémontais répondirent sur toute la ligne, et la flotte prit part ce jour-là au combat.

La flotte italienne, qui avait d'ordinaire son ancrage sur la rade de Mola se composait alors du vaisseau de ligne *Re Galantuomo*, des frégates à hélice *Marie-Adélaïde* (portant le pavillon de l'amiral Persano), *Garibaldi*, *Victor-Emmanuel* et *Charles-Albert* ; des frégates à aubes *Constitution*, *Ettore-Fieramosca* et *Fulminante* ;

des corvettes *Stromboli*, *Aquila*, *Mozambano;* de six chaloupes canonnières et de différentes embarcations moins importantes.

Le 22, quatre canonnières, les quatre frégates à hélice et la frégate à aubes *Constitution* s'avancèrent contre le front de mer de Gaëte; deux canonnières, appuyées par la frégate *Garibaldi*, ouvrirent le feu. Le *Garibaldi* s'embossa en avant de la pointe orientale de la presqu'île pour enfiler depuis là les ouvrages du front de mer et la ville: les autres frégates, qui avaient suivi ce mouvement, marchèrent d'abord de l'est à l'ouest en lâchant leurs bordées, et revinrent, entretenant ainsi un feu non interrompu contre la place; mais comme, pour donner quelque effet à leur tir, elles devaient s'approcher de si près que le feu des batteries des assiégés leur devenait très-dangereux, elles finirent par se réunir au *Garibaldi* à la pointe est de la presqu'île. Le feu de la flotte dura ce jour-là six heures; la canonnière le *Guinzaglio* fut gravement endommagée et dut être emmenée à Naples.

Du côté de terre il s'était écoulé du temps avant que les Piémontais répondissent avec quelque activité, et le feu des ouvrages napolitains fut si efficace contre la batterie du couvent des Capucins, que celle-ci dut cesser le sien pendant un certain temps. En tout, les batteries de la place avaient envoyé ce jour-là 12,500 projectiles, et celles des Piémontais 20,000, dont 5,000 formaient la part de la flotte. La perte des assiégés fut de 24 morts et 80 blessés; les assiégeants perdirent aussi du monde, en particulier sur leur escadre.

Ainsi que nous le disions plus haut, le résultat de cette journée vint apporter une nouvelle preuve à l'appui du fait que les bordées des navires de guerre sont en général impuissantes contre des batteries de côte bien armées, et qu'une attaque navale aussi heureuse que celle dn port d'Ancône est un cas exceptionnel que des circonstances particulières seules peuvent concourir à produire.

Que dire lorsque, tout en envisageant avec quelque impartialité les événements de cette journée, on entend le légitimiste Garnier, qui pendant ce siége se trouvait dans la place, s'écrier dans un accès d'enthousiasme: ceux qui ne croyaient pas au *sublime* y croient après avoir été témoins de ce combat, et ceux qni doutaient de la cause de l'indépendance nationale, disent maintenant avec confiance: « *l'avenir nous appartient* ! » De semblables péro-

raisons, et il y en a eu, comme il y en a encore par centaines, sur ce texte, étaient bien faites pour autoriser le *Journal des Débats* à dire le 17 janvier :

« L'intérêt que pourrait inspirer le jeune roi dans sa résistance est singulièrement diminué à nos yeux, d'abord par les panégyriques extravagants sous lesquels l'accablent ses partisans, et ensuite par ce fait qu'il ne doit la possession momentanée de sa dernière forteresse qu'à une protection étrangère. »

Les jours qui suivirent le 22, le feu se ralentit considérablement : les Piémontais attirèrent de deux manières l'attention des assiégés sur la droite du front de terre et sur le front de mer. D'abord ils commencèrent le 24 à tirer avec deux canons Cavalli du plus gros calibre, qui lançaient des projectiles de 120 livres et qui étaient placés à Mola di Gaeta : le feu de ces pièces était entretenu chaque jour pendant quelques heures ; c'étaient de véritables essais de tir faits à la grande satisfaction des nombreux officiers étrangers qui s'étaient rendus de toutes parts au camp de Cialdini pour apprendre à connaître ces phénomènes d'artillerie, qui devaient encore une fois faire changer de face à l'art de la guerre. Naturellement tous ces curieux sont retournés chez eux aussi savants là-dessus qu'ils étaient venus, malgré les longs rapports dont ils ont pu enrichir les archives de leurs ministères de la guerre, car ils ne pouvaient dans tous les cas rien voir de l'effet des projectiles ; il est certain sans doute que, lorsqu'un de ces projectiles de 120 livres venait à rencontrer quelque objet d'une manière heureuse, le résultat devait être terrible, mais c'était un cas très-rare.

Outre ces essais de tir, les Piémontais entamèrent, dans la nuit du 24, un court tronçon de tranchée à l'extrémité méridionale du Borgo, comme s'ils voulaient exécuter sur ce point des travaux réguliers d'approche. Cela engagea les Napolitains à garnir assez fortement de carabiniers les ouvrages les plus rapprochés de la droite de leur front de terre. Leur attention se porta d'autant moins sur la gauche de ce front, et les Piémontais purent ainsi, en toute tranquillité, établir de ce côté une nouvelle batterie près de la Casa Tucci, sur le Monte della Catena, à laquelle les assiégés en opposèrent une autre sur le Monte Orlando, à gauche de la Regina, qu'ils armèrent de pièces rayées de 12.



Le 25 janvier le typhus éclata, si l'on peut se servir de cette expression, dans la citadelle, ou plutôt il finit par se montrer avec assez de violence pour attirer enfin sur lui l'attention [1].

Jusqu'au 27, les Piémontais travaillèrent à renforcer leur seconde ligne de batteries la plus rapprochée, du Monte della Catena au couvent des Capucins, et entretinrent un feu assez vif dans la nuit du 27 au 28, ainsi que dans la journée du 31 janvier. Ce dernier jour la garnison eut 12 morts et 20 blessés.

Le 2 février, l'ambassadeur de Saxe, commençant à se sentir mal à l'aise, demanda à quitter Gaëte, mais Cialdini refusa maintenant de le laisser sortir. Dans la nuit du 3 au 4 une frégate italienne, avec quatre canonnières, vinrent prendre position sur la côte orientale de la péninsule pour battre de là à revers le front de mer; beaucoup de projectiles vinrent en particulier tomber dans le voisinage de la casemate de François II.

A partir du 4, les Piémontais concentrèrent les feux de leurs batteries les plus rapprochées sur les magasins à poudre dont ils connaissaient la position et les défauts de construction, et cette tactique obtint le plus grand succès. Déjà le jour même, la série des explosions de poudrières fut ouverte par celle, assez insignifiante du reste, de la batterie Cappelleti, qui se trouvait située entre la porte de terre intérieure et la porte extérieure. Le 5 février, pendant que les assiégés étaient encore occupés à déblayer les débris du désastre de la veille, le magasin de munitions de la batterie S.-Jacques sauta vers deux heures après midi, puis entre quatre et cinq heures le magasin à poudre des deux batteries de S.-Antonio et de la citadelle : cette dernière explosion fut très violente, elle ouvrit une brèche de cinquante pas environ de largeur au point d'attache du front de mer avec le front de terre ; l'expression de *brèche* dont nous nous servons ne doit pas du reste

[1] Comme ce fatal ennemi des armées, que l'on nomme vulgairement le typhus, intéresse de très-près non-seulement les médecins militaires, mais tout officier de troupes, et que tout officier peut contribuer à en empêcher l'apparition, ou bien au moins à le dépouiller de ses caractères les plus terribles, nous croyons devoir recommander ici à nos lecteurs les excellents travaux que ce sujet redoutable a inspirés d'un côté au Dr Fr. Oesterlen et qui se trouvent dans le *Journal pour l'hygiène* (*Zeitschrift für Hygienie*), de l'autre au Dr C.-F. Riecke, *Études sur la santé publique* (*Beitræge zur Staatsgesundheitspflege*).

être entendue ici dans son sens ordinaire : elle n'était nullement accessible ; les Piémontais n'auraient pu s'en servir pour un assaut, lors même qu'ils auraient été tout prêts et sur place. Ils se contentèrent de diriger aussitôt un feu très-nourri sur le lieu de l'explosion, et le soir du 5 une partie de la flotte s'approcha aussi du front de mer pour joindre son action à celle des batteries de siége.

L'explosion du magasin de la citadelle avait enseveli environ 240 hommes, desquels bien peu purent être retirés vivants ; parmi les victimes se trouva le vieux général du génie Traversi, qui avait déjà assisté, alors tout jeune officier, au siége de Gaëte de 1806.

Dans la nuit du 6 au 7, Cialdini accorda un armistice de quarante-huit heures aux assiégés pour qu'ils pussent travailler en repos à retirer les victimes des décombres. En fait ceux-ci n'avaient pas lieu de se plaindre du général piémontais dans cette occasion : il accorda même une prolongation de douze heures de la suspension d'armes, et s'offrit à transporter de Gaëte à Naples 400 malades et blessés, ce qui fut accepté par le gouverneur de la place.

Si l'explosion dont nous venons de parler était un malheur, ce n'était pas, quoi qu'on puisse dire, un de ces faits qui doivent, dans un siége, faire perdre la tête à une garnison, et la jeter dans le désespoir : or tel fut cependant l'effet qu'elle produisit. Ce premier revers sérieux, non-seulement mit très-bas le moral des volontaires légitimistes à qui, quelques jours auparavant, « l'avenir appartenait, » mais aussi de l'ensemble de la garnison. Différents bruits ont circulé sur cette explosion : on a préféré supposer des traîtres dans la place que de croire qu'elle fût bien due aux bombes des batteries piémontaises.

Le 8 février au soir, le général Ritucci tint un conseil de guerre, pour examiner combien de temps encore pouvait tenir la place. Les commandants de corps furent d'abord interrogés sur l'esprit de leurs troupes et sur la question de savoir comment, dans leur opinion, elles se comporteraient vis-à-vis d'un assaut. Comme cela arrive d'habitude en pareil cas, personne ne voulant avoir l'air d'avoir la plus mauvaise troupe sous ses ordres, chacun se mit à renchérir de louanges mal mérités sur ses soldats : le brigadier Marulli fit observer qu'il avait rarement vu les travailleurs persis-

ter à l'ouvrage sous le feu et ajouta que, chaque nuit, une huitaine d'hommes en moyenne au moins désertaient les avant-postes, chose qui ne concordait pas très-bien avec les éloges des chefs de corps. Les officiers d'artillerie se plaignirent ensuite, encouragés par cette ouverture, du mauvais vouloir de leurs gens, du manque de munitions, etc.; seul le commandant de la batterie Regina, le colonel Ussani, affirma qu'il ne manquait pas de matériel pour continuer la défense. Le commandant du génie, interrogé, émit l'opinion que la place n'était point encore exposée à un assaut, attendu que la brèche se trouvait du côté de la mer, mais qu'il manquait de matériaux pour remédier aux dégâts qui pouvaient survenir. On parla aussi du mauvais état sanitaire de la garnison, de la nourriture défectueuse du soldat, etc. Malgré la forte propension que la plupart des officiers supérieurs avaient pour une capitulation immédiate, personne, en présence de la situation réelle des choses, n'osa exprimer catégoriquement cette opinion : le résultat du conseil de guerre fut donc que la forteresse *pouvait tenir encore*... mais combien de temps? Personne ne savait le dire! On en pouvait assurément savoir autant sans conseil de guerre.

Le 9 février, vers dix heures du matin, après l'expiration de l'armistice, les Piémontais rouvrirent le feu avec toutes leurs batteries et le continuèrent le 10 avec la même vivacité. Ce jour-là, avec l'autorisation de Persano, un écuyer de l'impératrice Eugénie apporta à la jeune reine de Naples, de la part de sa souveraine, une lettre de consolation et de sympathie, qui se trouvait déjà, depuis le 25 janvier, à son adresse à bord d'un vaisseau espagnol. L'envoi d'un parlementaire de Gaëte à Cialdini avait précédé l'arrivée de cette lettre. On demandait au général piémontais une suspension d'armes de quinze jours, pour négocier les conditions de reddition de la place. La grande question qui avait été posée le 8 au conseil de guerre paraissait avoir été résolue sans qu'il eût été nécessaire de le consulter de nouveau.

Cialdini ne se refusa point à entrer en pourparlers, mais il déclara qu'il ne suspendrait point le feu pour cela. Cette décision a été l'objet de beaucoup d'injures de la part des légitimistes; mais en cas pareil il n'est pas un général raisonnable qui eût agi autrement.

Il ne s'agissait plus là, en effet, de la conclusion d'un traité de paix d'Etat à Etat, mais bien de la reddition pure et simple d'une forteresse. L'assiégé avait perdu confiance dans ses ressources : il voulait capituler ; on devait sagement agir de manière à le confirmer dans cette résolution et empêcher qu'il ne lui vînt à l'esprit de changer d'idée, et de s'aviser de croire encore une fois que « l'avenir était à lui. » Cialdini continua donc le feu et fit bien. Le 11 février la place avait 60 morts et blessés, ce qui parut énorme aux Napolitains. Le 13 le magasin à poudre des batteries Philippstadt et S.-André fit explosion, et à quatre heures le même sort atteignait celui de la batterie Transylvania.

La capitulation fut aussitôt signée ; elle était ainsi conçue :

Capitulation pour la reddition de la place de Gaëte, stipulée à Capesseno a Castellone di Gaeta, le 13 février 1861, entre le commandant général des troupes de S. M. sarde et le gouverneur de la forteresse, respectivement représentés par les soussignés : Giovanni delle Franci, Roberto Pesca, Francesco Antonelli, le commandant de place G.-L. Francesco Milon ; comte Viola Caselli, G.-L. Menabrea, le général en chef commandant les troupes de siége, Cialdini.

Art. 1er. La place de Gaëte, son armement complet, drapeaux, armes, magasins de poudre, équipements militaires, vivres, équipages, chevaux de troupe, bateaux, embarcations, et en général tous les objets appartenant à l'État et à l'administration militaire ou civile, seront consignés à la sortie de la garnison, aux troupes de S. M. Victor-Emmanuel.

Art. 2. Demain, à 7 heures du matin, seront consignées aux susdites troupes les grandes et les petites portes de la ville du côté de la terre. Il en sera de même à l'égard des ouvrages de fortifications adjacents à ces portes, et notamment depuis la citadelle inclusivement jusqu'à la batterie Transylvania; de plus, la tour Orlando.

Art. 3. Toute la garnison, y compris les employés militaires qui s'y trouvent, quitteront la place avec les honneurs de la guerre.

Art. 4. Les troupes qui composent la garnison sortiront avec leurs drapeaux, armes et bagages, après quoi ces mêmes troupes

déposeront les armes et drapeaux sur l'isthme, sauf les officiers, qui conserveront leurs armes, leurs chevaux de selle et tout leur avoir. De plus, ces officiers sont autorisés à garder auprès d'eux leurs brossiers respectifs.

Art. 5. D'abord sortiront les troupes étrangères, les autres viendront après, suivant leur ordre de bataille, la gauche en tête.

Art 6. La sortie de la garnison de la place s'effectuera par la porte de terre, à dater du 15 courant, à 8 heures du matin, de manière à être complétement terminée à 8 heures du soir du même jour.

Art. 7. Les infirmes, les malades, les blessés, avec le personnel sanitaire attaché au service des hôpitaux, resteront seuls dans la place; tous les militaires et employés qui resteraient dans la place sans motif légitime et sans autorisation préalable, après l'heure fixée dans l'article précédent, seront considérés comme déserteurs de guerre.

Art. 8. Toutes les troupes qui composent la garnison de Gaëte seront prisonnières de guerre jusqu'à la reddition de la citadelle de Messine et de la forteresse de Civitella di Tronto.

Art. 9. Après la reddition de ces deux forteresses, les troupes qui forment la garnison seront remises en liberté; cependant les militaires étrangers ne devront pas, après l'expiration du terme de leur captivité, séjourner dans le royaume; ils seront rapatriés, et s'engagent à ne pas servir contre le gouvernement (d'Italie) durant une année, comptée à partir de la présente capitulation.

Art. 10. A tous les officiers et employés militaires nationaux qui ont capitulé, il est accordé deux mois de solde sur le pied de temps de paix. Ces mêmes officiers auront deux mois de temps, à partir du jour de leur mise en liberté, ou auparavant, s'ils le désirent, pour déclarer s'ils entendent entrer dans l'armée nationale ou prendre leur retraite, ou bien quitter complétement le service militaire. A ceux d'entre ces officiers qui exprimeront le désir d'entrer dans l'armée nationale, ou de prendre leur retraite, on appliquera, comme aux autres officiers de l'ex-armée napolitaine, le règlement exposé dans le décret royal daté de Naples le 28 novembre 1860[1].

[1] Ce décret concerne les officiers de l'ex-armée napolitaine qui se déclarent pour le nouvel ordre de choses. Une commission mixte examine leurs titres et

Art. 11. Les individus de troupe, soldats et autres, après l'expiration du terme comme prisonniers de guerre, obtiendront leur congé absolu s'ils avaient rempli leur engagement militaire. A ceux d'entre eux qui n'auront pas accompli leur temps, il sera accordé un congé de deux mois, après quoi ils pourront être rappelés sous les armes. Tous, indistinctement, après l'expiration du terme comme prisonniers de guerre, recevront deux mois de paie ou des vivres et un prêt pour les aider à rentrer dans leur patrie.

Art. 12. Les sous-officiers et les caporaux nationaux qui voudraient continuer leur service dans l'armée nationale y seront admis avec leurs grades, pourvu qu'ils remplissent les conditions voulues.

Art. 13. Il est accordé aux officiers, sous-officiers et soldats étrangers, qui faisaient jadis partie des cinq corps suisses, tout ce qui leur revient d'après les anciennes capitulations et décrets postérieurs, jusqu'au 7 septembre 1860. Aux officiers, sous-officiers et soldats étrangers qui ont pris du service après le mois d'août 1859 dans les nouveaux corps et qui ne faisaient point partie des corps anciens, il est accordé tout ce à quoi ils ont droit en vertu des décrets de formation, mais toujours antérieurs au 7 septembre 1860.

Art. 14. Tous les militaires vieux, infirmes et inutiles, quels qu'ils soient, et sans tenir compte de leur nationalité, seront accueillis dans les dépôts des invalides militaires, à moins qu'ils ne préfèrent se retirer auprès de leurs familles avec une pension qui sera fixée et réglée d'après les lois existantes de l'ancien royaume des Deux-Siciles.

Art. 15. A tous les employés civils, tant Napolitains que Siciliens, qui se trouvaient renfermés à Gaëte, et appartenant à quelque branche administrative ou judiciaire, on reconnaît le

les divise en quatre catégories : 1° propres au service actif; 2° propres au service de place ; 3° à mettre en disponibilité ; 4° à mettre à la retraite pour raison d'âge, etc. Le ministre de la guerre examine les titres des généraux et fait des propositions à leur égard au roi Victor-Emmanuel (ainsi Nunziante fut nommé lieutenant-général dans l'armée italienne, ce qui excita une égale indignation dans toute l'Italie, dans toutes les classes et dans tous les partis). Sont reconnus à tous les officiers les grades qu'ils ont obtenus jusqu'au 7 septembre 1860 (jour de l'entrée de Garibaldi à Naples). Le ministre de la guerre doit tenir compte de l'ancienneté et des services rendus par chaque officier à la cause nationale.

droit de retraite, et par conséquent le droit à une pension équivalente au grade que ces employés avaient avant le 7 septembre 1860.

Art. 16. Seront pourvues de moyens de transport toutes les familles siciliennes existant à Gaëte qui voudraient quitter la place.

Art. 17. Seront conservées aux officiers retraités dans la place, leurs pensions respectives, pourvu qu'elles soient conformes au règlement.

Art. 18. Aux veuves et aux orphelins des militaires de Gaëte seront conservées les pensions déjà accordées, et seront reconnus les droits de demander de telles pensions à l'avenir, aux termes de la loi.

Art. 19. Ceux des habitants de Gaëte qui se trouvent dans la place de Gaëte ne seront molestés ni dans leurs personnes ni dans leurs propriétés à cause des opinions passées.

Art. 20. Les familles des militaires de Gaëte et qui se trouvent dans la place seront placées sous la protection de l'armée du roi Victor-Emmanuel.

Art. 21. Aux militaires nationaux de Gaëte qui avaient quitté l'État par raison de haute convenance, il sera également appliqué les dispositions spécifiées dans les articles précédents.

Art. 22. Il reste convenu qu'après la signature de la présente capitulation, il ne doit exister aucune mine chargée dans la place, et si jamais on en découvrait, la présente capitulation serait de nul effet et la garnison serait considérée comme rendue à discrétion.

La même conséquence aurait lieu si on trouvait quelque part des pièces d'artillerie enclouées ou des armes brisées à dessein, des munitions détruites ; à moins que les autorités de la place ne trouvent les coupables de tels actes et ne les livrent aux autorités piémontaises ; ces coupables seront immédiatement fusillés.

Art. 23. Sera nommée par les parties contractantes une commission composée de : un officier d'artillerie, un du génie, un de la marine, un de l'intendance militaire ou bien un commissaire de guerre, avec le personnel nécessaire pour la consignatiou de la place.

Déjà dans la nuit du 13 au 14 février les ouvrages de Gaëte du côté de terre étaient évacués par les troupes napolitaines, et ils furent occupés le 14, à 7 heures du matin, par les Piémontais.

En même temps François II quitta son dernier refuge et ses États; chaque corps de la garnison avait fourni une compagnie pour former la haie sur sa route, depuis la casemate qui avait servi d'habitation à la famille royale jusqu'à la porte de mer. Lorsque le roi et la reine passèrent avec leur suite, ces troupes leur présentèrent les armes pour la dernière fois; le roi s'embarqua sur le vapeur français *la Mouette*, qui avait été mis à sa disposition pour se rendre à Terracine et de là à Rome où il a fixé depuis lors sa résidence, à la fois pour être à portée de saisir le premier instant opportun venu, et pour pouvoir plus aisément de là diriger sur ses anciens États des tentatives de réaction qui durent encore au moment où nous écrivons.

A 8 heures du matin, la garnison commença à sortir de la place, le bataillon étranger, la batterie étrangère et les vétérans suisses en tête; elle posa les armes près du Borgo, puis les troupes furent embarquées pour Gênes aussi rapidement que cela fut possible pour y demeurer prisonnières de guerre jusqu'à la reddition de Messine et de Civitella di Tronto; le bataillon des vétérans suisses rentra seul dans Gaëte aussitôt après avoir posé les armes. — Le prince de Carignan était aussi présent à la sortie de la garnison napolitaine; depuis le milieu de janvier il était venu prendre, avec l'assistance du chevalier Nigra, le gouvernement général de Naples, à la place de Farini devenu promptement impossible dans ces fonctions.

Après les renvois de malades ou d'autres individus qui avaient été dirigés à plusieurs reprises soit sur Naples, soit principalement sur le territoire romain, il devait rester environ 12,000 hommes de troupes napolitaines dans Gaëte; 8000 hommes seulement posèrent les armes comme nous l'avons indiqué tout à l'heure; le reste était malade dans les hôpitaux, ou bien était mort pendant le siége, ou enfin était resté caché dans la ville et n'était pas sorti avec la garnison. Le chiffre des malades n'était du reste nullement assez grand et assez effrayant pour suffire à justifier la capitulation; on sera de notre opinion si l'on réfléchit que le général Rapp, au plus beau moment de sa défense de Dantzig, qui dura jusqu'en

janvier 1814, c'est-à-dire en mai 1813, avait 8000 malades dans les hôpitaux, sur une garnison forte en tout de 20,000 hommes.

Si nous récapitulons les diverses phases du siége de Gaëte, nous trouvons :

Depuis la rentrée des Napolitains dans la place jusqu'à l'investissement du côté de terre, du 5 au 11 novembre 1860.	7	jours.
De cet investissement jusqu'à l'ouverture du feu depuis le Monte Christo, du 11 novembre au 1er décembre.	20	»
De là à l'armistice du 8 décembre	7	»
Armistice jusqu'au 11 décembre.	3	»
Jusqu'à l'ouverture des premières batteries (Monte Tortanello), 13 décembre.	2	»
Bombardement jusqu'au 8 janvier, avec la perte journalière la plus haute pour la garnison, de 33 hommes ($^1/_4$ pour cent)	26	»
De la conclusion de l'armistice à son expiration réelle et à l'investissement par mer, le 22 janvier 1860 . .	14	»
Bombardement, ouverture des batteries sur le Monte della Catena, apparition du typhus, jusqu'au moment où le feu des Piémontais se concentre sur les magasins à poudre (4 février)	13	»
(Durant cette période, la perte la plus considérable en morts et blessés est celle du 22 janvier, 104 hommes (1 pour cent à peu près), et 60 typhoïdes entrent en moyenne chaque jour dans les hôpitaux, soit $^1/_2$ pour cent environ.)		
Période des explosions jusqu'au 6 février, avec la perte la plus considérable, celle du 5 février, de 300 hommes environ (3 °/o)	2	»
Bombardement, négociations, nouvelles explosions jusqu'au 13	7	»
	101	jours.

Le siége a donc duré, depuis la retraite des Napolitains dans la place, en tout 101 jours. Si l'on déduit de ce chiffre le temps qui s'est écoulé jusqu'à l'ouverture du feu et celui qui s'est passé en

armistices, ce sont 47 jours de moins; de plus, jusqu'au 22, s'écoule une période de 35 jours pendant lesquels la lutte n'a absolument rien eu de sérieux pour la garnison. Il ne reste que 19 jours dont on puisse parler comme ayant été des journées d'un véritable bombardement; et sur ce chiffre, les 6 jours seuls de la période des explosions étaient de ceux qui réclament véritablement tout le courage du soldat, l'énergie et la résolution; or, *deux jours* de lutte ayant ce caractère avaient déjà suffi pour décider la place à entamer les négociations pour sa capitulation.

Ce sont les hymnes dithyrambiques que l'on a chantées à l'honneur de l'héroïsme de Gaëte qui nous forcent à insister sur ces particularités du siége; comme historien, nous avons le devoir de travailler de tout notre pouvoir à ce que l'histoire ne soit point faussée. Il s'entend de soi d'ailleurs que nous sommes parfaitement convaincu que derrière les murs de Gaëte, parmi les officiers et les soldats qui les défendaient, il y a eu aussi bon nombre d'hommes braves et vaillants; seulement nous ne sommes point d'avis que le courage qu'ils ont déployé dans la lutte puisse être considéré comme ayant dépassé la mesure de ce qu'en doit montrer ordinairement tout soldat. Nous n'avons rien de particulier à ajouter en ce qui concerne François II; nous trouvons parfaitement naturel, en effet, qu'un roi n'abandonne qu'à son corps défendant le dernier morceau de terre qui lui est resté de ses États.

---

5. Reddition de Messine et de Civitella di Tronto.

Lorsque le roi François II fut arrivé à Rome, il fit annoncer aux puissances, par son ministre des affaires étrangères, la chute de Gaëte, non sans se plaindre en même temps des soi-disant actes de barbarie de Cialdini, qui avait bombardé la place encore trois jours après que les négociations étaient déjà entamées pour sa capitulation.

François II adressa également de Rome, en date du 16 février, une nouvelle protestation aux puissances européennes. Après avoir, dans ce document, encore une fois exposé tous les événe-

ments qui s'étaient succédé depuis son accession au trône, ainsi que la manière dont il avait définitivement succombé à Gaëte; il proteste contre la violence dont il a été victime, maintient tous ses droits, et déclare qu'il est résolu à en appeler à la justice de l'Europe. Il promet de s'abstenir de toute tentative d'agitation dans le royaume de Naples, mais aussi de ne pas abandonner la cause de ses sujets, lorsque ceux-ci, désabusés, se soulèveront contre la violence qui leur est faite. Il estime qu'un congrès des puissances est le moyen le plus efficace pour régler les affaires de l'Italie, en évitant une plus longue effusion de sang; il ajoute qu'il travaillera de toutes ses forces à obtenir ce résultat, et renouvelle en terminant, relativement aux affaires intérieures de Naples, tous ses engagements du manifeste du 8 décembre 1860.

Or, la promesse de ne rien faire pour agiter les provinces napolitaines, François II ne l'a point tenue. Il a fait au contraire, pour y répandre l'insurrection, tout ce que lui permettaient ses propres forces et les ressources que pouvaient mettre à sa disposition ses amis, ses partisans, ou les ennemis de l'Italie. On ne peut, il est vrai, se refuser à reconnaître que les procédés des Piémontais dans ce pays, en leur aliénant les populations de jour en jour davantage, n'y ont pas mal travaillé en faveur des intrigues bourboniennes.

Après la chute de Gaëte, il restait à l'armée piémontaise, sans parler des luttes engagées çà et là avec les bandes de brigands et d'insurgés, à s'emparer de la citadelle de Messine et de Civitella di Tronto.

La citadelle de Messine était occupée par 2400 hommes, et commandée par le vieux général Fergola. Depuis la convention du 28 juillet 1860, elle n'avait été exposée à aucun danger, et la garnison avait pu régulièrement tirer de la ville les approvisionnements qui lui étaient nécessaires. On avait beaucoup parlé de la bravoure et de la résolution de Fergola, mais, après avoir vu ce qui s'était passé à Gaëte, il était facile de prédire que la résistance de la petite et étroite citadelle de Messine arriverait promptement à sa fin une fois que les Piémontais mettraient en batterie, contre ses remparts, leur artillerie rayée de gros calibre.

Déjà le 14 février 1861, lorsque la nouvelle de la reddition de Gaëte arriva à Messine, le général Chiabrera, commandant des

troupes italiennes dans la province de Messine, intima au général Fergola, au nom du roi Victor-Emmanuel et de la nation, « l'ordre » d'avoir à livrer la citadelle. Ce genre de sommation parut assez nouveau au général napolitain, comme cela aurait été sans doute le cas pour tout autre ; il se borna à faire répondre oralement qu'il regardait la place de Messine comme entièrement indépendante de celle de Gaëte, et qu'il se défendrait jusqu'à la dernière extrémité. A une nouvelle sommation en date du 17 février, qui fut accompagnée de diverses communications sur les circonstances qui avaient amené la reddition de Gaëte, Fergola répondit encore une fois le 19 qu'il garderait la citadelle par tous les moyens qui étaient en son pouvoir, jusqu'à ce que toutes les ressources d'une défense honorable fussent épuisées. Le 19, Persano arriva avec une escadre dans les eaux de Messine. Fergola invita tous les vaisseaux qui se trouvaient dans le port à s'éloigner, et menaça de brûler la ville, à la moindre violation de la convention du 28 juillet.

Bientôt les Piémontais débarquèrent du canon de siége et des troupes, et Cialdini, qui s'était aussitôt rendu à Messine, fit commencer le 6 mars la construction des batteries sur les hauteurs, à l'ouest de la citadelle ; le 8 mars Fergola ouvrit le feu sur ces travaux, mais sans pouvoir, en raison de la distance, causer grand dommage aux assiégeants, ni les arrêter d'une manière un peu efficace. Cialdini ne pressa pas ses travaux, espérant qu'il viendrait de François II à Fergola un ordre de rendre la place ; mais comme le 11 au soir rien de pareil n'était survenu, le 12 au matin il fit ouvrir le feu, en même temps que l'escadre bombardait la citadelle et le fort Salvator.

Après quatre heures de bombardement, toutes les constructions dans l'intérieur de la place étaient en flammes : la garnison se réfugia dans les casemates, et l'artillerie des assiégés ne répondit plus. Fergola se vit forcé d'entamer des négociations ; Cialdini exigea qu'il se rendît à merci, et effectivement le 12 au soir, la citadelle fut livrée sans conditions au vainqueur.

Cialdini décida que tous les officiers et les généraux seraient transportés à Naples avec un mois de solde ; le gouvernement du roi d'Italie se réservait de les prendre plus tard ou non à son service : un tribunal militaire devait auparavant avoir à rechercher si quelqu'un des officiers prisonniers s'était rendu coupable

de quelque crime. Les soldats qui n'avaient pas encore cinq ans de service furent immédiatement incorporés dans l'armée italienne, les autres renvoyés en congé dans leurs foyers avec un mois de solde, sous la condition de se présenter sous les drapeaux au premier appel.

On a parlé d'un engagement qu'aurait pris François II, dans la capitulation même de Gaëte, d'ordonner au général Fergola de rendre la citadelle de Messine, et de ce que le roi, bien loin de tenir cette promesse, aurait au contraire engagé le général à continuer sa résistance. Quant à ce qui regarde cette dernière affirmation, elle n'a jamais pu être prouvée d'une manière incontestable; quant à ce qui regarde la première, il est certain que François II n'a jamais pris l'engagement en question en capitulant à Gaëte. La capitulation a été conclue entre le commandant piémontais et le commandant napolitain, en laissant le roi complétement en dehors. L'article 8 seul, duquel on pourrait déduire l'obligation en question, ne la contenait point en réalité, puisqu'il se borne à stipuler que la garnison restera prisonnière jusqu'à la reddition de Messine et de Civitella di Tronto. Cialdini avait bien demandé que la capitulation de ces deux places fût comprise dans les clauses de celle de Gaëte, mais cette exigence avait été écartée, et l'on n'avait pu évidemment entrer en matière à cet égard, précisément par le motif que François II devait rester étranger à la capitulation de Gaëte, et que le commandant de cette place n'avait aucune autorité pour donner un ordre aux commandants de Messine et de Civitella. La seule raison, résultant de la capitulation, qui aurait pu avoir pour conséquence cet ordre de la part de François II, aurait été l'intention de ce dernier d'abréger la durée de la captivité de ses derniers compagnons d'armes; mais il était parfaitement libre de voir s'il lui convenait de le faire ou non. Enfin François II, à ce que l'on prétend, sur le conseil de l'empereur Napoléon, se résolut, le 10 février, à adresser au général Fergola une lettre dans laquelle il lui disait que la défense de Gaëte avait suffisamment sauvegardé l'honneur de l'armée napolitaine, qu'il ne voulait pas verser plus longtemps le sang de ses soldats, ni exposer la ville commerçante de Messine à un bombardement, et que par conséquent il lui transmettait l'ordre de capituler aux conditions les

plus honorables et les plus avantageuses possible. Mais cette dépêche n'arriva à Messine qu'alors que la place s'était déjà mise à la merci des assiégeants.

Civitella di Tronto est un nid d'aigle perché sur un rocher abrupte, tout près de la frontière romaine des Marches, sur la rive droite du Salinello et à huit milles seulement d'Ascoli. La population de la frontière, aussi bien sur le territoire romain que sur le territoire napolitain, est dans ces localités animée d'un esprit fortement réactionnaire : on se rappelle en effet que Lamoricière avait pu organiser dans la contrée d'Ascoli un landsturm dans lequel il avait toute confiance. Civitella était occupée par 400 hommes environ, dont une centaine de gendarmes, et le reste était composé de paysans, de ce qu'on a appelé plus tard les *brigands*; l'armement se composait de 23 canons de divers calibres. Ce point n'avait du reste que l'importance relative qu'il devait à sa position, par laquelle il se trouvait le point d'appui de différents corps d'insurgés, qui circulaient dans ces localités, et des efforts dirigés par la réaction depuis le territoire romain dans les provinces napolitaines. La prise de Civitella fut confiée au général Mezzacapo.

Mezzacapo établit le 22 février son quartier général à l'est de Civitella et envoya aussitôt des parlementaires pour sommer la place de se rendre. Quoique sa faible garnison manquât de la discipline et de l'unité nécessaires, aussi bien que de chefs capables, et qui eussent une autorité assez étendue, cette sommation ne reçut néanmoins qu'une réponse négative; quelques prêtres enfermés dans les murs de Civitella suppléèrent à tout le reste en fanatisant ces bandes superstitieuses.

Mezzacapo fit en conséquence prendre position sur les hauteurs à vingt pièces de canon qui commencèrent un feu violent le 24; cela ne causa pas grand dommage à la petite forteresse, soit par suite de ce que l'on n'avait pas choisi des positions suffisamment avantageuses, soit à cause de la distance trop grande qui séparait l'assiégeant de l'assiégé. Cependant Mezzacapo, estimant que cette canonnade avait été suffisante pour développer les germes de division qui existaient chez l'ennemi, mit en mouvement, le 25, trois colonnes pour donner l'assaut; mais, lorsque ces colonnes eurent escaladé avec beaucoup de peine les escarpements des rochers, elle se trouvèrent presque à bout portant en face des murailles d'où

la garnison les salua par le feu le plus violent de mitraille et de mousqueterie ; sans essayer une tentative plus sérieuse d'enlever la place, qui d'ailleurs eût été à peu près inutile dans ces circonstances, les colonnes de Mezzacapo prirent le large, et celui-ci se vit forcé d'avoir recours à d'autres moyens.

Alors il construisit sur des points convenables de bonnes batteries de siége, travail qui réclama beaucoup de temps eu égard à la difficulté du terrain et au manque de moyens de communication ; le 16 mars seulement les batteries furent armées et le 17 elles entamèrent un bombardement très-vif. Le 20 mars la garnison, après maintes dissensions intérieures, arbora le drapeau blanc et se rendit sans conditions; elle fut transportée le 21 à Ascoli. Quelques jours auparavant Victor-Emmanuel avait été proclamé roi d'Italie.

---

6. Le royaume d'Italie.

Victor-Emmanuel qui, dans les premiers jours de décembre, avait fait un court séjour dans l'île de Sicile pour en prendre aussi possession, retourna le 28 décembre de Naples à Turin. Le 18 février 1861 il ouvrit dans la capitale du Piémont le premier Parlement italien par l'allocution suivante :

« Messieurs les sénateurs, Messieurs les députés,

« Libre et unie presque tout entière par l'admirable secours de la divine Providence, par la volonté et l'entente des peuples, et par l'éclatante valeur des armées, l'Italie compte sur votre courage civil et sur votre sagesse.

« A vous, il appartient de lui donner des institutions communes et des bases stables. En accordant les plus grandes libertés administratives à des peuples qui ont eu des coutumes et des institutions diverses, vous veillerez à ce que l'unité politique, aspiration de tant de siècles, ne puisse jamais être méconnue.

« L'opinion des nations civilisées nous est favorable, comme aussi les principes de liberté et d'égalité qui prévalent dans les

conseils de l'Europe. L'Italie demandera pour elle une garantie d'ordre et de paix, et redeviendra un instrument puissant de la civilisation universelle.

« L'empereur des Français, en maintenant avec fermeté le principe de la non-intervention, qui nous a été si favorable, a cependant cru devoir rappeler son envoyé. Si ce fait nous a causé des regrets, il n'a cependant pas altéré les sentiments de notre gratitude, ni la croyance que nous avons de son amour pour la cause italienne.

« La France et l'Italie, à qui sont communes l'origine, les traditions et les mœurs, ont formé sur les champs de bataille de Magenta et de Solferino un lien qui sera indissoluble.

« Le gouvernement et le peuple d'Angleterre, patrie antique de la liberté, ont proclamé hautement notre droit à être les arbitres de nos propres destinées, et ils nous ont prodigué d'utiles secours dont le souvenir, avec notre reconnaissance, sera impérissable.

« Un loyal et illustre prince étant monté sur le trône de Prusse, je lui ai envoyé un ambassadeur à titre d'hommage pour sa personne, et de sympathie pour la noble nation germanique qui, je l'espère, sera de plus en plus persuadée que l'Italie, constituée dans son unité naturelle, ne peut menacer les droits ni les intérêts des autres nations.

« Messieurs les sénateurs, Messieurs les députés,

« Je suis persuadé que vous vous empresserez de fournir à mon gouvernement les moyens de compléter les armements de terre et de mer. De cette façon le royaume d'Italie, mis en mesure de ne craindre aucune attaque, trouvera plus facilement, dans la conscience de ses propres forces, le discernement d'une prudence nécessaire.

« Jadis mes paroles furent pleines de hardiesse, parce qu'il est sage de savoir oser à temps, comme aussi d'attendre. Dévoué à la cause d'Italie, je n'ai jamais hésité à exposer ma vie et ma couronne; mais personne n'a le droit d'exposer la vie et les destinées d'une nation.

« Après plusieurs victoires signalées, l'armée italienne acqué-

rant de jour en jour une plus grande renommée, s'est créé de nouveaux titres de gloire, en forçant une des forteresses les plus formidables. Je me console dans la pensée que, là, nous avons clos pour toujours la série douloureuse de nos guerres civiles.

« L'armée navale a montré, dans les eaux d'Ancône et de Gaëte, qu'en Italie revivent les marins de Pise, de Gênes et de Venise.

« Une jeunesse valeureuse, conduite par un capitaine qui a rempli de son nom les plus lointaines contrées, a prouvé que ni la servitude ni les longs malheurs n'ont pu énerver les peuples italiens.

« Ces faits ont inspiré à la nation une grande confiance dans ses propres destinées. Je suis heureux de manifester au premier Parlement italien la joie qu'en ressent mon cœur de roi et de soldat. »

Les 300 députés qui étaient déjà rassemblés à Turin, sur les 417 dont le Parlement italien devait se composer en tout, accueillirent ce discours du roi avec enthousiasme.

Dans le courant du mois de mars, Cavour présenta aux Chambres le projet de loi d'après lequel Victor-Emmanuel prenait pour lui et pour ses descendants le titre de roi d'Italie. Avant la votation dans la Chambre des députés, Cavour put communiquer à la Chambre la dépêche qui annonçait la chute de Messine. Le projet de loi fut adopté à l'unanimité.

La proclamation du royaume d'Italie rendit nécessaire la création d'un autre ministère. Cavour, chargé de sa formation, se mit lui-même à la tête du nouveau cabinet, qu'il composa de Minghetti pour l'intérieur, Fanti pour la guerre, Cassini pour la justice, Peruzzi pour les travaux publics, Bastogi pour les finances, De Sanctis pour l'instruction publique, Natoli pour l'industrie et le commerce, et Nicetta, ministre sans portefeuille ; les quatre derniers membres de ce cabinet étaient nouveaux au ministère.

L'Angleterre, la Suisse, les Etats-Unis reconnurent immédiatement, comme on pouvait s'y attendre, le nouveau royaume. La France suivit, en reconnaissant, non sans hésitations, l'*état de fait* de l'Italie. En revanche les princes dépossédés, le pape surtout, protestèrent avec la plus grande vivacité.

« Un roi catholique, disait Antonelli dans sa note du 15 avril sur cet objet, privé de tout principe religieux, contempteur de tout droit, en foulant toute loi sous ses pieds, et après avoir dépouillé le vénérable chef de l'Eglise de la plus grande et de la plus florissante partie de ses possessions légitimes, prend maintenant le titre de roi d'Italie. Par là il veut mettre le sceau aux usurpations qu'il a déjà accomplies pour dépouiller l'Eglise, et que son gouvernement a déclaré vouloir achever au détriment du patrimoine de St. Pierre.

« Quoique le saint-père ait déjà protesté et renouvelé ses protestations à chaque atteinte portée à sa souveraineté, il doit le faire encore contre la prétention à un titre qui doit légitimer l'injustice de tant d'actes qui lui ont servi d'introduction.

« Il serait superflu de relever ici la sainteté de la possession du patrimoine de l'Eglise et du droit du souverain pontife sur ce patrimoine, droit qui a été reconnu dans tous les temps et par tous les gouvernements. Mais il en résulte que le saint-père ne pourra jamais reconnaître le titre de « roi d'Italie » que s'est approprié le roi de Sardaigne, car ce titre est en opposition avec le droit de l'Eglise; non-seulement il ne peut le reconnaître, mais encore il proteste contre cette prétention de la manière la plus absolue et la plus catégorique.

« Le soussigné cardinal secrétaire d'Etat prie V. E. de porter à la connaissance de votre gouvernement cet acte rédigé au nom de S. S., convaincu que celui-ci en admettra la parfaite convenance et contribuera par son influence à *ce qu'il soit mis un terme à cet état de choses anormal* qui a depuis si longtemps dévasté la malheureuse péninsule italienne. »

Tous les Italiens comprenaient que le royaume d'Italie aurait à soutenir encore de nouvelles luttes pour arriver à son institution complète, que l'Italie, en un mot, *n'était pas encore achevée*. Turin ne peut rester la capitale de l'Italie, et celle-ci ne peut en avoir une autre que Rome; par conséquent, il faut qu'un terme soit mis à l'existence du pouvoir temporel du pape. Ce point est beaucoup plus important pour le nouveau royaume que l'acquisition de Venise; aussi longtemps que subsiste la souveraineté temporelle du pape, et que de plus elle est placée sous la protection d'une armée française d'occupation, les Italiens ne sont pas maîtres chez eux.

La fatale influence de ce cancer de l'Italie se complique encore de la présence à Rome de l'ex-roi de Naples, qui de là entretient et excite la réaction dans ses anciens Etats, en exploitant habilement le mécontentement qui règne sans contestation dans le pays par suite de la mauvaise récolte de 1860, du désordre des finances que la révolution a entraîné avec elle, et surtout des fautes commises par l'administration piémontaise. Quatre fois déjà, au moment où nous écrivons, depuis le départ de Garibaldi, la place de gouverneur général de Naples a dû recevoir de nouveaux titulaires. Après Farini sont venus le prince de Carignan avec un favori de Cavour, le chevalier Nigra. Ponza de San-Martino leur a succédé, et comme il n'a pas réussi davantage, on a donné aux Napolitains un proconsul, le général Cialdini, pour organiser le régime du sabre, qui certainement ne fera pas mieux, et n'aboutira qu'à augmenter le mal au lieu de le faire disparaître. En Sicile, où les choses marchent mieux, parce que là Garibaldi avait eu plus de temps devant lui pour ébaucher une organisation en rapport avec les vœux du pays, il a fallu néanmoins, au mois d'avril 1861, faire aussi un changement en envoyant à Palerme un nouveau gouverneur dans la personne du général della Rovere.

A côté du prétendant de Rome, il en a paru un autre sur la scène, le prince Lucien Murat, qui a dessiné sa position par une lettre datée du château de Buzenval, le 27 mars, laquelle, sous l'apparence d'une lettre privée et adressée à un particulier, n'en parut pas moins immédiatement dans tous les journaux de l'Europe comme un manifeste politique. Nous avons nous-mêmes eu, à différentes reprises, l'occasion de mentionner les germes de muratisme qui couvent à Naples : des adresses, quoique revêtues d'un nombre très-restreint de signatures, avaient été envoyées de cette ville au prince Lucien au commencement de 1861, pour l'engager à venir prendre possession du territoire napolitain. Cela était plus facile à dire qu'à faire, et la lettre du prince est une réponse à ces adresses. « J'ai, dit-il, déjà souvent déclaré que je ne veux pas être un obstacle pour l'unité italienne ; cependant, il y a deux espèces d'unité : l'unité fédérative et l'unité centralisée ; la première répond au développement historique de l'Italie, tandis que la seconde est l'objet d'une agitation utopique de conspirateurs. C'est la première que je souhaite pour ce pays, la seconde me-

naçant son indépendance de mille dangers. Je comprends que, dans de pareilles circonstances, le souvenir de mon père ait été comme un rayon d'espérance pour les peuples des Deux-Siciles. Sous la réserve d'une élection populaire, je n'aurais pas de répugnance à continuer dans l'Italie méridionale la mission de mon père. Je ne voudrais pas permettre que l'unité italienne fût détruite, mais je maintiendrais l'indépendance de l'Italie du Sud, appuyée sur un parlement particulier, je chercherais à développer les manufactures, le commerce, les sciences et les arts; je serais conservateur dans le progrès. Ce n'est qu'ainsi que peut être obtenue cette réconciliation générale, objet de vœux si ardents de la part des peuples et des gouvernements de l'Europe. »

Que Napoléon III ait ou non témoigné au prince Lucien son mécontentement de cette lettre, il n'en est pas moins positif que lui-même n'a donné encore aucune preuve qu'il *veuille* vraiment et réellement l'unité de l'Italie. Tout semble se réunir au contraire pour faire admettre qu'il veut tenir l'Italie dans sa dépendance, et que dans ce but il se servira successivement ou à la fois de la division de la souveraineté dans ce pays, de sa garnison à Rome, de l'épée de Damoclès des prétendants, ainsi que d'un congrès européen pour régler les affaires italiennes intérieures, de nouvelles exigences de cessions territoriales à la France, bref, de tous les arguments et de tous les moyens qui seront susceptibles de se mettre en travers de l'unification et de l'organisation de l'Italie. — Combien de dangers dans cette perspective! Enfin reste encore Venise: quoique cette question-ci n'ait pas à nos yeux l'importance de celle de Rome, parce que Venise est à la frontière tandis que Rome est au centre, et parce que la question de Rome tient en même temps en suspens celle de la capitale, elle ne peut néanmoins demeurer sans solution, car de ce côté se retrouvent des circonstances absolument semblables à celles qui ont produit l'annexion de la Sicile, de Naples, de l'Ombrie et des Marches.

Bref, le royaume d'Italie n'est pas encore fait. Lors même que nous partageons l'opinion des fédéralistes qu'une centralisation absolue ne convient pas au nouvel Etat, qu'il n'est pas nécessaire surtout de tout tailler jusque dans les plus petits détails dans l'administration et la législation de chaque province sur le *calque* de

l'administration et de la législation piémontaises, que même cette prétention peut devenir très-dangereuse pour l'unité italienne, nous ne pouvons absolument pas songer à une Italie partagée entre plusieurs princes et souverains d'après le patron coupé par Lucien Murat Ce serait quelque chose d'assez analogue au pays que ferait la Suisse avec trois conseillers fédéraux, l'un pour la Suisse romande, l'autre pour la Suisse allemande, le troisième pour la Suisse italienne. Non, l'Italie ne peut avoir qu'un roi, et ce roi ne peut être que Victor-Emmanuel; toute autre considération à part, Victor-Emmanuel *mérite* en outre d'être roi d'Italie. Et telle est bien l'opinion générale dans toute la péninsule. Mais l'opinion générale estime aussi que le royaume de Victor-Emmanuel n'est pas encore fait parce que Victor-Emmanuel a pris le titre de roi d'Italie.

C'est sur la manière d'achever cette œuvre que diffèrent les opinions. Le ministère Cavour et le ministère Ricasoli, après la mort de Cavour, veulent attendre; ils veulent agir sur l'*opinion publique* de l'Europe, se la gagner toujours davantage, de manière à faire approuver tacitement d'avance les démarches qui leur resteraient à faire, les actes qu'ils auraient encore à accomplir pour en finir, et à mettre ainsi de côté les oppositions que pourraient soulever ces actes et ces démarches.

En un mot, ces cabinets et leur parti comptent obtenir l'autorisation non-seulement des peuples, mais encore des gouvernements de l'Europe, pour compléter l'unité de l'Italie; ils attachent par conséquent une moindre importance à l'armement général de la nation.

Le parti de l'action, au contraire, celui de Garibaldi et de Mazzini, leur dit : c'est en vain que vous comptez sur une permission des gouvernements des grandes puissances et que vous attendez ce laisser-passer, et il est indigne d'un grand peuple d'avoir besoin de l'autorisation d'autrui pour constituer son existence et son indépendance. Mettez-vous debout sur vos propres pieds. — Ce parti pensait à reprendre déjà au printemps de 1861 la lutte pour l'achèvement de l'unité de l'Italie, après avoir mis l'hiver à profit pour l'armement du pays. Lorsque dans l'automne de 1860, vaincu par Cavour, il avait dû lui abandonner sans conditions l'Italie méridionale, il s'écria : « Si nous ne voulions pas de l'an-

nexion immédiate, c'est que nous n'avions pas en vous une confiance entière, c'est que nous ne croyons pas que vous ayez l'intention de procéder réellement et énergiquement à l'armement national. Montrez-nous donc que nous nous sommes égarés dans nos craintes; au moins ne détruisez pas les premiers germes de cet armement que nous avons semés péniblement, et continuez notre œuvre ! — Mais le printemps vint et prouva que le parti révolutionnaire n'avait point fait fausse route dans le jugement qu'il avait porté des intentions du gouvernement à cet égard ; cela fut suffisamment démontré d'abord par la manière dont on continua à procéder avec, ou mieux contre, les restes de l'armée du Sud[1], que l'on préférait voir se dissoudre plutôt que de les employer utilement, en suite et surtout par le projet d'organisation élaboré par le général Fanti pour l'armée du royaume d'Italie. Il est assez intéressant à plusieurs égards pour que nous le reproduisions ici intégralement :

Projet d'organisation pour l'armée du royaume d'Italie.

PREMIER CORPS D'ARMÉE.

2e division : Brigades du Piémont et d'Aoste, 1er et 9e bataillons de bersagliers.

10e division : Brigades Ravenne et des Alpes, 21e et 27e bataillons de bersagliers.

11e division : Brigades Reggio et Ferrare, 13e et 19e bataillons de bersagliers.

Un bataillon de dépôt des bersagliers.

Cavalerie : Lanciers d'Aoste, chevau-légers d'Alexandrie.

Artillerie : 1re, 2e et 3e batteries du 8e régiment, 9e, 10e et 11e batteries du 6e régiment, 8e batterie du 9e, et 10e du 8e régiment.

[1] Dans ces derniers temps on a changé complétement d'allure quant à la reconnaissance des droits de cette armée : ainsi *tous les grades* de *tous les officiers* leur ont été reconnus, même à ceux qui sont absolument hors d'état d'être de quelque utilité; c'est une fâcheuse mesure suivant nous, et cette exagération est la conséquence de ce que l'on n'a pas su se décider à être juste et prudent au bon moment.



Une compagnie de sapeurs, un détachement du corps d'administration, un détachement du train, un escadron de guides.

DEUXIÈME CORPS D'ARMÉE.

3e division : Brigades Cuneo et Pignerol, 2e et 10e bataillons de bersagliers.

6e division : Brigades Brescia et Cremone, 4e et 15e bataillons de bersagliers.

9e division : Brigades Livourne et Abbruzzes, 8e et 17e bataillons de bersagliers.

2e bataillon de dépôt.

Cavalerie : Lanciers de Florence, chevau-légers de Monferrat.

Artillerie : 4e, 5e, 6e ; 1re, 2e, 3e ; 7e, 8e et 12e batteries du 6e régiment.

Une compagnie de sapeurs.

TROISIÈME CORPS D'ARMÉE.

5e division : Brigades Casale et Acqui, 5e et 18e bataillons de bersagliers.

8e division : Brigades Pavie et Sienne, 3e et 20e bataillons de bersagliers.

12e division : Brigades Modène et Calabre, 23e et 25e bataillons de bersagliers.

3e bataillon de dépôt.

Cavalerie : Lanciers de Montebello, chevau-légers de Saluces.

Artillerie : 1re, 2e, 3e ; 7e, 8e, 9e ; 4e, 5e, et 6e batteries du 7e régiment.

Une compagnie de sapeurs.

QUATRIÈME CORPS D'ARMÉE.

4e division : Brigades de la Reine et Savoie, 6e et 7e bataillons de bersagliers.

7e division : Brigades Come et Bergame, 11e et 12e bataillons de bersagliers.

13e division : Brigades Parme et Marches, 22e et 26e bataillons de bersagliers.

4e bataillon de dépôt.

Cavalerie : Lanciers de Novare et chevau-légers de Lodi.

Artillerie : 1re, 2e, 3e; 4e, 5e et 6e batteries du 5e régiment; 10e, 11e et 12e batteries du 7e régiment.

Une compagnie de sapeurs.

CINQUIÈME CORPS D'ARMÉE.

1re division : Brigades de grenadiers de Sardaigne et grenadiers lombards, 14e et 16e bataillons de bersagliers.

15e division : Brigades de grenadiers de Naples, et infanterie de Forli, 24e et 34e bataillons de bersagliers.

5e bataillon de dépôt.

Cavalerie : Lanciers Victor-Emmanuel et hussards de Plaisance.

Artillerie : 4e, 5e, 6e; 7e, 11e et 12e batteries du 8e régiment.

Une compagnie de sapeurs.

SIXIÈME CORPS D'ARMÉE.

14e division : Brigades du roi et Bologne, 28e et 29e bataillons de bersagliers.

16e division : Brigades Pise et Sicile, 30e et 31e bataillons de bersagliers.

17e division : Brigades Pistoje et Ombrie, 32e et 33e bataillons de bersagliers.

6e bataillon de dépôt.

Cavalerie : Lanciers de Milan, chevau-légers de Lucques.

Artillerie : 7e 8e, 9e; 10, 11e et 12e batteries du 5e régiment; 13e, 14e et 15e batteries du 8e régiment.

Une compagnie de sapeurs.

DIVISION DE RÉSERVE DE CAVALERIE.

1re brigade : Régiments de Nice et Royal-Piémont.

2e brigade : Régiments de Savoie et Gênes.

Brigade d'artillerie : 1re et 2e batteries à cheval du 5e régiment.

RÉSERVE GÉNÉRALE D'ARTILLERIE.

13e et 14e batteries du 5e; 13e, 14e, 15e et 16e du 6e; 13e, 14e, 15e et 16e du 8e régiment.

Les régiments d'infanterie sont numérotés de 1 à 72; en outre, il y a six régiments de grenadiers. Chaque régiment d'infanterie doit avoir sur le pied de guerre trois bataillons actifs à six compagnies, et un bataillon de dépôt; en tout, 109 officiers, 650 sous-officiers, 360 soldats de première classe, 1872 soldats de seconde classe, par conséquent un effectif total de 2991 hommes. Les quatre régiments d'une division forment donc un total de 11,964 hommes.

Les bataillons de bersagliers sont portés au nombre de 36; plus six bataillons de dépôt. Chaque groupe de six bataillons actifs, avec un bataillon de dépôt, forme un corps spécial à la tête duquel se trouve un colonel remplissant les fonctions de commandant du corps des bersagliers sous la précédente organisation. Un corps semblable a un effectif de 144 officiers, 208 sous-officiers, 208 trompettes et 3000 hommes; en tout, 3560 hommes.

Chaque régiment de cavalerie doit avoir six escadrons actifs et un escadron de dépôt; savoir : 41 officiers, 205 sous-officiers, 672 cavaliers, soit 918 hommes, avec 682 chevaux de selle et 56 chevaux de trait. Le régiment des guides compte sept escadrons actifs avec 44 officiers, 236 sous-officiers, 784 cavaliers; en tout, 1064 hommes, avec 790 chevaux de selle et 28 chevaux de trait.

L'artillerie doit se composer d'un régiment d'ouvriers, de trois régiments de position (forteresses), de quatre régiments de campagne (n[os] 5 à 8), et d'un régiment de pontonniers; l'effectif total est de 840 officiers, 5860 sous-officiers, 430 pontonniers de première classe, 1140 pontonniers de seconde classe, 5825 canonniers de première classe, 11,250 canonniers de seconde classe, soit 25,340 hommes, avec 7860 chevaux de troupe et 200 mulets. Un comité d'artillerie et l'état-major général de l'artillerie doivent être ajoutés à cet état.

Le génie se compose d'un comité du génie, de dix directeurs du génie et de deux régiments de sapeurs; chaque régiment est formé de trois bataillons actifs à six compagnies, et d'un bataillon de dépôt à trois compagnies, avec 105 officiers, 558 sous-officiers, 180 ouvriers de première classe, 360 ouvriers de seconde classe, et 1800 sapeurs. Tout le génie se compose de 6369 hommes. Les dix directions sont les suivantes :

1° Alexandrie,	sous-directions :	Alexandrie, Casale, Pavie, di Parchi.
2° Milan,	»	Milan et Côme.
3° Parme,	»	Parme, Plaisance, Modène.
4° Bologne,	»	Bologne, Rimini.
5° Turin,	»	Turin et Cuneo.
6° Brescia,	»	Brescia et Cremone.
7° Gênes,	»	Gênes et la Spezzia.
8° Florence,	»	Florence, Livourne, Pérouse.
9° Ancône.		
10° Sardaigne,	»	Cagliari et Sassari.

Le train est réparti en trois régiments dont les états-majors sont à Turin, à Bologne et à Naples; chaque régiment compte 84 officiers, 493 sous-officiers, selliers, charrons et autres ouvriers, 180 soldats de première classe, et 2313 soldats de seconde classe: 9240 hommes pour tout le corps du train.

Le corps des carabiniers royaux (gendarmerie) est divisé en 14 légions avec un effectif total de 503 officiers, 3868 sous-officiers, 13,078 carabiniers et 1012 élèves; en tout, 18,461 hommes; 4468 sous-officiers et soldats sont montés, le reste à pied.

L'état-major général devrait se composer de 210 officiers (10 colonels, 20 lieutenants-colonels, 28 majors, 92 capitaines, 60 premiers lieutenants et 40 élèves, ces derniers lieutenants et sous-lieutenants de l'armée).

Tout compté, l'ensemble de ces forces fournirait donc à l'Italie une armée d'une force totale de 303,048 hommes sur le pied de guerre. Cela est bien loin d'être assez pour l'Italie tout entière, et cependant au printemps de 1861 cet effectif était loin d'être encore complétement organisé. L'Italie, à cette époque, avait tout au plus 180,000 hommes bien encadrés à mettre en ligne, c'est-à-dire *un pour cent* de sa population seulement. Les noms qui désignent les brigades suffisent, en outre, à faire juger de quelle manière peu équitable les charges militaires, au point de vue du contingent à fournir à l'armée, sont réparties dans ce projet.

Il n'est pas sans intérêt de les grouper à ce point de vue; voici le résultat auquel nous arrivons ainsi:

Les provinces sardes de terre ferme fournissent *neuf* brigades:

Piémont, Aoste, Cuneo, Pignerol, Casale, Acqui, Reine, Savoie et Roi ; l'île de Sardaigne en fournit *une*, les grenadiers de Sardaigne.

La Lombardie, *sept* : Alpes, Brescia, Crémone, Pavie, Côme, Bergame, grenadiers lombards.

Les anciens Etats du pape, *six* : Ravenne, Ferrare, Marches, Forli, Bologne, Ombrie.

La Toscane, *quatre* : Livourne, Sienne, Pise, Pistoie.

Parme, *une* : Parme.

Modène, *deux* : Reggio, Modène.

Naples et Sicile, *quatre* : Abruzzes, Calabre, grenadiers de Naples, et Sicile.

Le royaume de Victor-Emmanuel, après l'annexion de l'Italie centrale, et la déduction de Nice et de la Savoie, comptait 11,117,547 habitants ; et fournit 28 brigades, c'est donc *une brigade pour* 400,000 *habitants*. L'Ombrie et les Marches avec 1,310,000 habitants, en fournissent deux, c'est-à-dire *une pour* 655,000 *habitants* ; enfin l'Italie du Sud avec 9,117,000 âmes, ne fournit que quatre brigades, c'est-à-dire *une pour* 2,280,000 *habitants* ! Une si singulière répartition peut donner beaucoup à penser, et quelque soupçon pourrait venir que le ministère Cavour n'a jamais compté sérieusement pouvoir garder l'Italie méridionale.

Non-seulement les procédés du gouvernement à l'égard de l'armée du Sud, mais aussi l'état incomplet et défectueux dans lequel il voyait qu'on laissait l'armement de l'Italie, appelèrent Garibaldi dans le sein du Parlement, à Turin, et il y déclara ouvertement son hostilité avec Cavour. Il a été depuis beaucoup question de réconciliation entre ces deux hommes ; mais comment cette réconciliation eût-elle été possible ? Aussi longtemps que Cavour était aux affaires, Garibaldi pouvait tout au plus, lassé par les importunités des médiateurs officieux qui désiraient se faire bienvenir du président du Conseil, leur dire : Au nom du ciel laissez-moi en repos et ne vous donnez point tant de fatigues ; je sais que maintenant je ne puis pas faire ce que je veux ; par conséquent je laisse le terrain à Cavour, et je m'en vais à Caprera. — Et ce fut effectivement à cela que se bornèrent ces réconciliations dont on a fait tant de bruit. Le tombeau qui recouvre aujourd'hui le comte Cavour a seul réellement apporté la paix entre eux ; mais

nos lecteurs savent assez que le parti cavourien n'est pas mort avec son chef.

Garibaldi présenta au Parlement le projet de loi suivant pour l'armement général, qui était constamment le but de toutes ses pensées :

Art. 1. L'organisation de la garde nationale, telle qu'elle existe dans les anciennes provinces, est étendue au royaume tout entier.

Art. 2. Les corps de la garde nationale détachés pour le service de guerre reçoivent la désignation de garde mobile : ces corps sont formés en divisions, conformément aux règlements d'organisation de l'armée.

Art. 3. Tous les habitants du royaume de 18 à 35 ans sont appelés à faire partie de la garde mobile.

Art. 4. Armement, habillement, équipement, chevaux et matériel de guerre, tout est fourni à la garde mobile, exclusivement aux frais de l'Etat.

Art. 5. Le contingent de la garde mobile est réparti dans les provinces et les districts proportionnellement au chiffre de la population ; sa mise sur pied a lieu d'après les principes de la loi sur le recrutement et des autres lois en vigueur ; le temps de service est réglé d'après l'art. 8 de la loi du 27 février 1859.

Art. 6. Sont exemptés de la garde mobile :

a) Ceux qui servent déjà dans l'armée ou dans la flotte.

b) Ceux qui ont été reconnus impropres au service, conformément aux règlements.

c) Les fils uniques et les fils aînés ou, là où il n'y a pas d'enfants, les petits-enfants d'une grand'mère veuve, ou d'un grand-père veuf et âgés de plus de soixante ans ; les aînés de famille qui n'ont plus ni père, ni mère, etc., etc.

Art. 7. La garde mobile au service actif est soumise aux lois et à la discipline militaire.

Art. 8. Un crédit de 30 millions de francs est ouvert au ministère de l'intérieur pour l'armement de la garde nationale dans tout le royaume.

Ce projet de loi fut pris en considération par le Parlement et fut adopté avec quelques limitations et mutilations.

On voit que Garibaldi avait beaucoup plus en vue la création d'une force armée considérable *immédiate* qu'une organisation permanente de l'armée italienne en général sur des bases nouvelles et plus convenables pour l'Italie. Avec le temps on ne pourra d'ailleurs faire autrement que de songer à cette organisation, lorsque l'unité de l'Italie, et surtout l'union du sud avec le nord sous le sceptre de Victor-Emmanuel seront une fois établies sur des fondements suffisamment solides.

Nous terminons ici ce volume sans oser espérer que nous ayons clos en même temps l'histoire de la guerre d'indépendance et d'unité de l'Italie.

Si nous n'avons pas réussi, malgré tout notre désir, à trouver et à dire sur tous les points la vérité que nous avons cherchée, nous pouvons du moins nous rendre le témoignage d'avoir fait tous nos efforts pour ne tenir compte que de cette vérité seule.

TABLE DES MATIÈRES

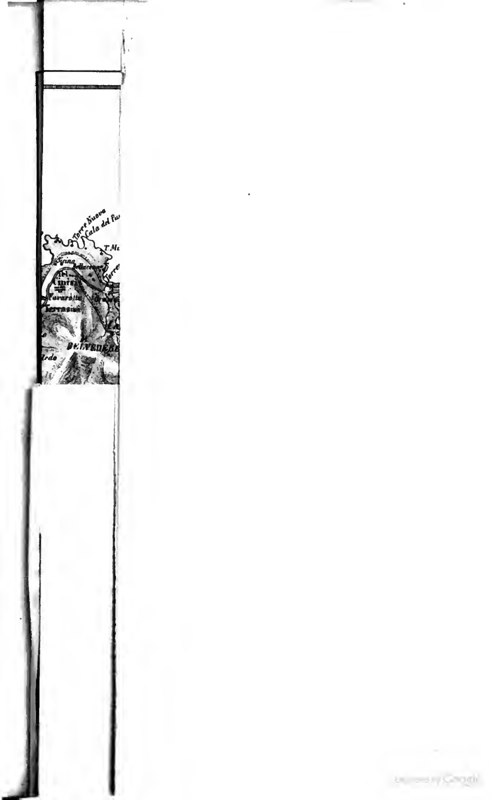
Première partie.

Seconde partie.

Troisième partie.

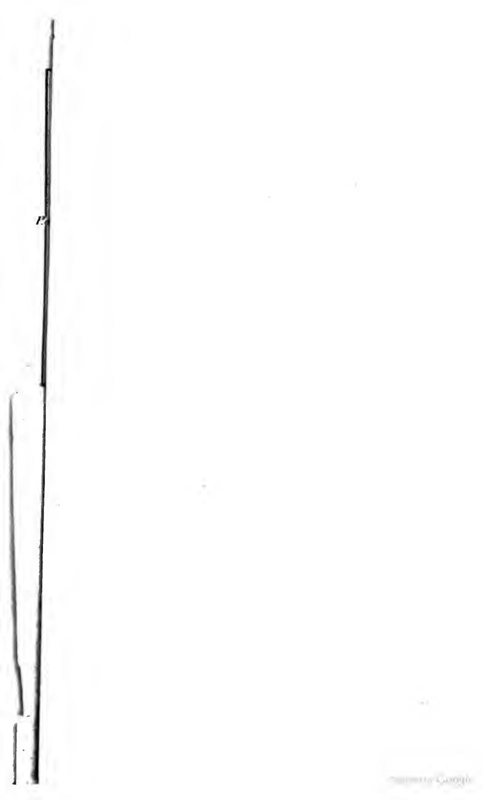
Quatrième partie.





Torre Nuova
Favarotta

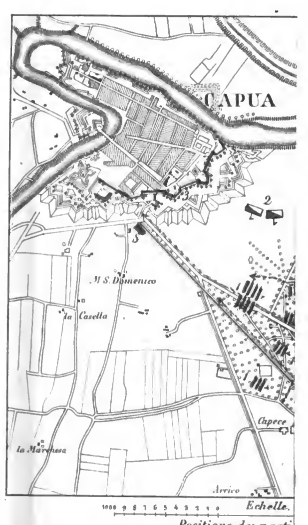






Combat de C

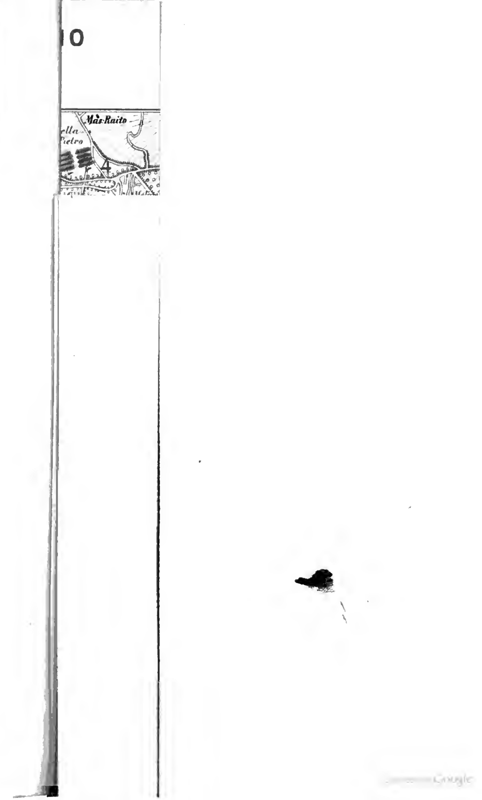
Le 19. Septem



1000 9 8 7 6 5 4 3 2 1 0 Echelle.

Positions des parti

Garibaldiens.
a. Brig di Giorgis.
b. Brig Pappi.
c. Brig. La Masa et artillerie.
d. Bat. Venuti



Mas Raito
4

Tavola distrutta dall'al-
luvione del
4 - XI - 1966



